

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

TOME CIV ANNÉE 2013

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

A
A
HISTOI
PAT
R
CHÉOLOGIE
TE
IMOINE



TOME CIV
ANNÉE 2013



SCD BORDEAUX 3

0BXA0040129

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux, du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine

Revue archéologique de Bordeaux
archéologie, art, histoire, patrimoine

tome CIV
année 2013

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*



XXXI-3

*Société Archéologique de Bordeaux
1 place Bardineau
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1915*

Membre de l'association  "Archéologie d'Aquitaine"

Revue archéologique de Bordeaux

tome CIV, année 2013

Sommaire

Hélène Mousset

Cartographier Bordeaux : le projet SIGArH

et l'exemple des maisons à pan de bois de la vallée du Peugue

p. 9-22

Hélène Mousset

Mapping Bordeaux : the SIGArH project

and the exemple of half-timbered houses in the Peugue valley

Un projet de cartographie historique et archéologique de Bordeaux, mené pour l'Atlas historique (2007), se poursuit en bénéficiant des progrès des systèmes d'information géographique ou SIG (association d'informations et de couches de dessin sur un plan référencé dans l'espace terrestre). Cette approche de l'espace et du paysage urbain bordelais dans la longue durée, de la Protohistoire au XX^e siècle, ouvre diverses perspectives. Après la présentation du SIG, ce dernier est illustré par des exemples de constructions à pan de bois détruites par le percement du cours Alsace-Lorraine. Trois sources sont particulièrement exploitées : les photographies d'Alphonse Terpereau, le plan d'alignement détaillé du percement du futur cours Alsace-Lorraine et un recueil de dessins de Fernand Pujibet. Il ressort que les demeures à pan de bois au bas de la vallée du Peugue n'étaient pas vraiment des « maisons médiévales » mais des édifices datant plutôt du XVI^e, voire du début du XVII^e siècle ; si elles ont perdu leur valeur au milieu du XIX^e siècle, elles étaient en majorité, à l'époque de leur construction, des édifices de qualité.

A project to produce historical and archeological maps of Bordeaux on behalf of the Historical Atlas (2007) is still under way, aided by improvements in Geographic Information Systems or GIS (where data and drawing layers are added to a geospatial plan). This approach to space and the Bordeaux townscape over a long period of time, from Protohistory to the 20th century can be looked at from a number of angles. After presenting the GIS, we will illustrate it with examples of half-timbered buildings that were destroyed when the cours Alsace-Lorraine was built. Three main sources were used: Alphonse Terpereau's photographs, the detailed plan for the construction of the proposed cours Alsace-Lorraine and a collection of drawings by Fernand Pujibet. It appears that the half-timbered houses in the lower Peugue valley were not "medieval houses" as such, but rather constructions dating from the 16th or early 17th century. Though they had lost their value by the middle of the 19th century, the majority of them were of high quality at the time when they were built.

Philippe Araguas

L'organisation du paysage urbain médiéval :

l'exemple de La Sauve Majeure

p. 23-28

Philippe Araguas

La Sauve-Majeure :

a case of reflection symmetry in urban composition

Le village de La Sauve-Majeure, examiné à la lumière des récents développements des études consacrées aux dynamiques urbaines médiévales, porte la trace d'un aménagement délibéré de l'espace qui peut être interprété comme une scénographie urbaine mettant en miroir les façades de l'église Saint-Pierre et de l'église abbatiale. Les alignements observables dans la trame viaire mettent en évidence un axe remarquable alignant les deux églises qui trouve un écho dans le décor du chevet de l'église Saint-Pierre. À l'évidence, celui-ci, composé comme une véritable façade, renvoie à l'église abbatiale, tout en soulignant sa vocation spécifique dans les relations avec les royaumes ibériques. Le projet urbanistique et iconographique ainsi dévoilé semble dater de la deuxième décennie du XIII^e siècle et pourrait être attribué à l'abbé Amauin.

In the light of the recent developments in studies about medieval urban dynamics, the village of La Sauve-Majeure shows signs of a deliberate use of space that can be interpreted as a piece of urban scenic design, where the facade of the Saint Peter's Church mirrors, as it were, that of the abbey church. Among the alignments visible in the street network the one that stands out is that between the two churches, which is reflected in the decoration of the chevet of Saint Peter's. Clearly, the latter, composed like a real facade echoes that of the abbey church while underlining its specific vocation in the relationships with the Iberian kingdoms. This urban and iconographic project seems to date from the second decade of the 13th century and could be attributed to Abbot Amauin.

*Conformément à la tradition,
la Société Archéologique de Bordeaux
ne prend sous sa responsabilité*

*ni les opinions émises
ni les analyses développées par les auteurs.*

*Elle interdit
toute reproduction totale ou partielle de documents
sans son autorisation écrite.*

Photographie de couverture :

Bordeaux, maison Romain,
angle des rues du Pas Saint-Georges et du Mû,
dessin de Fernand Pujibet, A.M.Bx. X R 245.

Sandrine Lavaud

Futailles et mesures du vin de Bordeaux au Moyen Age

Le tonneau, la plus grande des unités de mesure du Bordelais, a focalisé longtemps l'attention des historiens ; dans l'évaluation précise de sa contenance, résidait toute la fiabilité des calculs réalisés sur le grand commerce médiéval des vins gascons vers l'Angleterre et les pays du Nord. La prise en compte des récentes découvertes archéologiques et des nombreuses occurrences de futailles dans les actes de la pratique amènent à reconsidérer les estimations passées et à repenser la notion même de mesure vinaire sous l'angle, plus anthropologique, de ses perceptions, de ses réalités et de ses usages.

p. 29-42

Sandrine Lavaud

Twists and turns in the medieval Bordeaux wine measures

The Bordeaux tun, the biggest barrel in the region, has long been the focus of historians' attention: the reliability of the calculations made for the medieval wine trade between Gascony and England and Northern Europe rests entirely on the accurate assessment of its capacity. Taking into account recent archaeological discoveries and the numerous mentions of casks and barriques in commercial documents of the time, we need to reconsider the previous assessments and to reappraise the very notion of wine measurement from the more anthropological perspective of its perceptions, its realities and practices.

Jean-Paul Casse

Une approche monétaire des comptes de la ville de Cadillac publiés pour les années 1457-1468

L'intérêt des comptes n'est plus à démontrer. Mais ils font rarement l'objet d'une étude monétaire. Après une brève présentation historique de Cadillac et des comptes, ceux-ci, tenus en monnaie bordelaise, nonobstant la récente conquête française, sont examinés sur le plan monétaire. La parité entre le bordelais et le tournois s'est modifié entre la fin du XIV^e siècle et les comptes. Ces derniers mentionnent cinq monnaies, successivement examinées : franc bordelais (unité comptable dont on essaie de préciser la date d'apparition et de disparition) ; ardit (devenu unité comptable), espèce bordelaise intégrée par Louis XI au monnayage royal, évincée par son concurrent le liard ; écu et grand blanc, monnaies françaises dont on cherche à identifier les espèces correspondantes ; tolosan, monnaie quasiment inconnue des textes bordelais, dont la dernière émission date de plus d'un siècle ; denier de roi dont la présence montre que les paiements s'effectuaient aussi bien en espèces locales que royales. Enfin on regrettera que l'on ne puisse étudier l'impact du renouveau bordelais sous le gouvernement du duc Charles de Valois (1469-1472).

p. 43-53

Jean-Paul Casse

A monetary approach to Cadillac city's accounts published for the years 1457-1468

The value of studying accounts is now widely recognized. But they are rarely examined from a monetary point of view. After a brief historical presentation of Cadillac and its accounts, which were kept in the currency of Bordeaux despite the recent conquest of Guyenne by the French, the latter will be presented in monetary terms. The rate of exchange between the *bordelais franc* and the *tournois pound* used at the end of the 14th century was not the same as the one used for the accounts studied here. Five currencies, which will be dealt with one by one, are mentioned in them: the *franc bordelais* (a unit of account for which we try to give precise dates for when it was first and last used); the *ardit* (a coin which became a unit of account), a Bordeaux currency integrated into the royal coinage by Louis XI and supplanted by its rival, the *liard*; *écu* and *grand blanc*, French currencies for which we aim to identify the corresponding local currencies; *tolosan*, a currency that is almost unknown in the documents in Bordeaux and whose last minting was a century earlier; the *denier du roi* the presence of which shows that the payments were made in local as well as royal currencies. Finally it is a pity we could not study what impact the revival of the *bordelais* had under Duke Charles de Valois (1469-1472).

Jean-Pierre Méric

Maisons de ville et de campagne : le discret patrimoine immobilier girondin des comtes de Ségur-Cabanac (1546-1888)

À la veille de la Révolution, la famille noble de Ségur-Cabanac est l'une des plus en vue de Guyenne, et de Bordeaux en particulier. Elle est l'un de ces exemples parfaits de cette noblesse bordelaise des Lumières dans laquelle la distinction entre la

p. 55-72

Jean-Pierre Méric

Town and country houses : the modest Gironde property heritage of the comtes de Ségur-Cabanac (1546-1888)

On the eve of the Revolution, the noble family of Ségur-Cabanac was one of the most prominent families in the Guyenne and Bordeaux in particular. It was one of those perfect noble Bordeaux families of the Enlightenment for whom separating

robe et l'épée n'a plus guère de pertinence. À leurs belles carrières militaires, répond la charge de lieutenant du maire de Bordeaux occupée et transmise de 1704 à 1771. Cependant, de même que leur histoire est largement tombée dans l'oubli, les résidences habituelles de la famille, autrefois au sein d'un vaste patrimoine foncier en Cernès et en Médoc, se font aujourd'hui discrètes. Certaines ont disparu (à Cabanac, à la barrière de Pessac), d'autres ont été très transformées : à Arsac et à Saint-Estèphe. La plus belle, l'hôtel particulier de la rue du Temple à Bordeaux, acquis en 1770, manifeste l'apogée d'une lignée qui devait s'éteindre en 1848.

the Nobles of the Robe and the Nobles of the Sword was no longer relevant. In addition to their successful military careers, they assumed the role of lieutenant of the Mayor of Bordeaux from 1704 to 1771. However just as their history was mostly forgotten, their everyday family homes, which had once been part of huge estates in Cernès and in Médoc, seem quite modest today. Some of them have disappeared (in Cabanac and the Barrière de Pessac); others have been transformed (in Arsac and Saint-Estèphe). The most beautiful, the private mansion in the rue du Temple in Bordeaux bought in 1770, illustrates the high point of a lineage that would come to its end in 1848.

Marc Favreau

La cuisine au menu des ducs d'Epéron au XVII^e siècle : deux marchés de « pourvoierie »

Deux marchés de « pourvoierie » inédits, conservés aux Archives départementales de la Gironde, permettent d'éclairer d'un jour nouveau la gastronomie au XVII^e siècle à Bordeaux. Ils concernent la fourniture de viandes, poissons, crustacés et gibiers destinés à la table des ducs d'Epéron en 1627 et en 1643, et provenant du marché local mais aussi parisien.

p. 73-88

Marc Favreau

Two unpublished documents concerning cooking in Bordeaux in the 17th century: supply contracts for the Dukes of Epéron

Two unpublished supply contracts held at the Gironde departmental archives can shed a new light on 17th- century gastronomy in Bordeaux. They deal with the supply of meat, fish, shellfish and game intended for the Dukes of Epéron in 1627 and 1643 and coming from the local market as well as Paris.

Xavier Roborel de Climens

De l'hôtel parlementaire à la maison de négociant : histoire d'une demeure du cours Victor-Hugo

Résidence au XVII^e siècle d'une importante famille du parlement de Bordeaux, la famille Denis, l'immeuble situé aux numéros 88 et 89 du cours Victor-Hugo a été occupé au XVIII^e siècle par des familles de négociants. Les constructions du XVII^e siècle ont été remplacées au siècle suivant par les bâtiments que nous pouvons voir aujourd'hui, notamment la longue façade un peu austère qui se développe le long du cours.

p. 89-104

Xavier Roborel de Climens

From the Parliamentary Hotel to the Merchant house : the history of a building in the cours Victor Hugo

The building located at numbers 88 and 89 in the cours Victor Hugo was occupied by an important parliamentary family, the Denis family, in the 17th century. Then a family of merchants lived there in the 18th century. The 17th-century constructions were replaced in the following century by the buildings we can see today, in particular the long and rather austere-looking façade which runs along the cours Victor Hugo.

Nicole Palard

Vie et destin des fontaines Tourny

Les fontaines Tourny qui ont orné pendant plus d'un siècle les célèbres allées de Bordeaux ont connu une vie mouvementée. Elles n'ont rien de bordelais au départ et leur première heure de gloire est inscrite dans les fastes de l'exposition universelle de 1855 où de très nombreux visiteurs ont pu en admirer un exemplaire. Pur produit de « l'union de l'art et l'industrie », conçu par le sculpteur Mathurin Moreau et la fonderie Barbezat, le modèle se retrouve en plusieurs villes, en France

p. 105-118

Nicole Palard

Life and Destiny of the Tourny Fountains

The Tourny fountains which decorated the famous avenues in Bordeaux for more than a century had a turbulent life. They had nothing to do with Bordeaux at the beginning and they first became famous during the prosperous universal exhibition in 1855 where many visitors could admire one of them. Resulting from the union of art and industry, the brainchild of the sculptor Mathurin Moreau and the Barbezat foundry, other fountains were made following the same model

et dans le monde. Les édiles bordelais qui font le choix, sous le Second Empire, de ce mobilier urbain veulent fêter l'arrivée des nouveaux approvisionnements en eau de la ville. Un siècle plus tard, leurs successeurs semblent rejeter ce choix et les fontaines disparaissent du paysage bordelais. Démontée l'une d'entre elles va orner le Château La Rivière, avant d'être rachetée par un antiquaire parisien. Découverte à Saint-Ouen par le Québécois Peter Simons, patron d'une chaîne de magasins, elle est offerte à Québec dans le cadre du 400^{ème} anniversaire de la fondation de la ville et poursuit désormais un destin nord-américain. Les Bordelais peuvent toujours admirer le deuxième exemplaire des fontaines Tourny, installé dans la station balnéaire girondine de Soulac.

Claude Mandraut

Les arts décoratifs à Bordeaux au début du XXe siècle : velléités et quiproquos

Au début du XXe siècle, la question des arts décoratifs suscite des débats en France et à l'étranger. La France, dont les industries du luxe ne sont plus aussi recherchées, devait réaffirmer sa suprématie à l'occasion de l'Exposition Internationale organisée à Paris en 1925. Dès la fin du XIXe siècle, les Bordelais s'intéressent eux aussi aux nécessaires évolutions des arts décoratifs. Mais les initiatives sont prises par des notables qui n'ont pas toujours une idée très juste de ce que peut et doit être le renouveau des arts décoratifs. En outre ces passionnés n'arrivent pas à convaincre les institutionnels et sont critiqués par leurs pairs attachés aux traditions de leur ville. De plus, les professionnels bordelais des arts décoratifs, que ce soit par manque de capacités, de moyens ou de volonté, ne parviennent pas à s'imposer. De tentative en tentative, Bordeaux ne deviendra finalement pas ce grand centre des arts décoratifs rêvé par certains.

in several cities in France and throughout the world. During the Second Empire the Bordeaux town councilors chose this street furniture to celebrate the arrival of the new water supplies into the city. A century later, their successors rejected that choice and the fountains disappeared from the Bordeaux landscape. One of them was used to decorate the Château La Rivière before being bought by an antique dealer from Paris. Discovered in Saint-Ouen by Peter Simons, a Quebecker and leader of a store chain, it was given to Quebec for the 400th anniversary of the city's founding; its destiny is now in North America. People from Bordeaux can still admire the second Tourny fountain in the Gironde seaside resort of Soulac.

Claude Mandraut

Decorative arts in Bordeaux at the beginning of the 20th century: desire and misunderstanding

At the beginning of the 20th century the decorative arts sparked off debates in France and abroad. In France, the luxury goods industries were no longer as much sought after, so the country had to reassert its supremacy at the International Exhibition organized in Paris in 1925. From the end of the 19th century, Bordeaux residents were also interested in the necessary evolutions of the decorative arts. But the initiatives were taken by local leaders who did not always have an accurate idea of what the renewal of the decorative arts could and had to be. Besides, these enthusiasts could not convince the institutions and were criticized by their peers who were committed to the traditions of their city. Moreover, the Bordeaux professionals of decorative arts, whether by lack of capacities, means or will, did not succeed in imposing themselves. For all its efforts, Bordeaux was not to become that great centre for decorative arts that some had dreamt of.

Notes et documents

Dominique Ursy

L'écu d'or au type spécial émis à Bordeaux sous Charles VIII

p. 145-150

Au premier semestre 1494 quatre ateliers des sud-ouest et ouest de la France émettent un écu sol d'or, qui, après avoir été confondus avec la première émission de l'écu sol d'or, est tardivement dit « au type spécial ». C'est l'un d'entre eux, provenant de Bordeaux, qui est présenté et commenté, en soulignant ses différences avec quelques très rares exemplaires connus par ailleurs. Le croissant, symbole de Bordeaux, y apparaît en trois endroits. Associé à la nef, déjà présente, il devient, dès la fin de cette même année, la marque de l'atelier monétaire de Bordeaux.

Notes and documents

Dominique Ursy

The ecu d'or of a special type minted in Bordeaux during the reign of Charles VIII

In the first quarter of 1494 four workshops in the south west and west of France minted a gold *écu sol*, which after being mistaken for the first issue, was later dubbed 'special type'. One of them, from Bordeaux, is presented and commented on below, highlighting the differences between it and some very rare specimens which are known elsewhere. The crescent, the symbol of Bordeaux, appears on it three times. Alongside the ship that was already used, it became the hallmark of Bordeaux monetary workshop by the end of 1494.

Jean-François Fournier

Nouvelles recherches relatives au sculpteur Jean Mahay, dit le Liégeois

p. 151-156

Des documents récemment découverts aux Archives départementales de la Gironde, permettent aujourd'hui de compléter les études réalisées en 2002 et 2009 et de mieux connaître la vie et la personnalité du sculpteur libournaise Jean Mahé (1647-1688). Une tête d'angelot en bois, au décor original, provenant d'un retable, peut lui être attribuée.

Jean-François Fournier

New research into the sculptor Jean Mahay, known as Le Liegeois

Some documents recently discovered at the Gironde departmental archives make it possible to complete the studies carried out in 2002 and 2009 and to gain a deeper insight into the life and personality of Jean Mahay, the sculptor from Libourne (1647-1688). A wooden cherub's head from an altar piece with its original decoration can be attributed to him.

Nathalie Legillon

Château de Cadillac : restauration du soffite de la croisée du cabinet des moresques

p. 157-161

En étudiant l'origine des altérations développées par cet élément de décor, en vue de sa restauration, nous avons été amenée à entreprendre des recherches historiques et scientifiques. Mettant ainsi en évidence le mode de fabrication de ce plafond à l'italienne, peint en trompe-l'œil, et son aspect initial, nous avons été étonnée par l'économie de moyens mis en jeu dans sa fabrication, nous demandant si Jean Louis de Nogaret, surnommé le demi-roi, n'avait pas réservé le luxe de sa démesure au restant du château, se satisfaisant d'une certaine sobriété dans ses propres appartements.

Nathalie Legillon

Château des ducs d'Epéron de Cadillac : Restoration Work on the Soffit at the Window of the Cabinet des Moresques

Our efforts to restore this seriously degraded decorative element led us to conduct historical and scientific research into the causes and origin of its deterioration. As we discovered the method used to construct this Italianate trompe-l'œil ceiling and its initial appearance, we were surprised by the economic character of its construction, causing us to speculate whether Jean Louis de Nogaret, reputed to be a pseudo-king, may not have reserved his excessive ostentation for the rest of the chateau, and settled for a certain simplicity in his own apartments.

*Activités et manifestations
de la Société Archéologique de Bordeaux en 2013*

p. 223-224

*Activities and events
of the Société Archéologique de Bordeaux in 2013*

*Cercle numismatique Bertrand-Andrieu
Procès-verbaux des séances de l'année 2013*

p. 225-228

*Bertrand-Andrieu Numismatic Circle
The minutes of the 2013 meetings*

Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 9-22



Cartographier Bordeaux : le projet SIGArH et l'exemple des maisons à pan de bois de la vallée du Peugue

par Hélène Mousset

Un projet de cartographie historique de Bordeaux est mené depuis de nombreuses années par des archéologues et des historiens. Il a donné lieu à la publication d'un Atlas historique en 2007. Mais le projet se poursuit en bénéficiant des remarquables progrès des systèmes d'information géographique ou SIG. C'est un bilan à ce jour de cette opération qui est présenté ici, avec diverses pistes déjà ouvertes. Afin de ne pas donner seulement une vision théorique, nous avons choisi d'étudier, dans un deuxième temps, les constructions à pan de bois détruites par le percement du cours Alsace-Lorraine, qui illustreront cette première approche de l'espace et du paysage urbain bordelais par SIGArH.

Cartographier Bordeaux : SIGArH

Organisation du projet et fonctionnement du SIG

Afin de prolonger les avancées de l'Atlas de Bordeaux paru en 2007, des chercheurs de plusieurs institutions bordelaises ont travaillé ensemble à l'élaboration d'une cartographie informatique. L'objectif poursuivi est double : conserver l'ambition d'une approche de la ville sur la longue durée (Protohistoire-XXe siècle) et permettre une mise à jour permanente des données archéologiques et historiques. Le projet, baptisé SIGArH¹, réunit des membres de l'institut Ausonius,

du service régional de l'archéologie (DRAC), de l'INRAP et de la Mairie de Bordeaux, ainsi qu'un ingénieur de l'IGN². Un projet collectif de recherche a été obtenu pour trois ans (2010-2012)³, au cours desquels le système informatique a été construit et testé. Le choix retenu est celui d'un SIG unique, sur un serveur mutualisé entre les différents partenaires, ceux-ci étant physiquement sur des lieux distincts. Une interface web a également été mise en place⁴.

Le principe du SIG est l'association d'informations, sous forme de champs⁵, et de couches de dessin sur un plan référencé dans l'espace terrestre. A chaque objet représenté dans l'étendue urbaine correspondent des éléments chronologiques, interprétatifs, nominatifs, etc., stockés dans une base de données. Le SIG peut être interrogé soit à partir de la loca-

1. SIGArH : Système d'Information Géographique Archéologique et Historique.
2. D. Barraud (SRA), O. Bigot (SRA), X. Charpentier (SRA), C. Doulan (Ausonius), E. Jean-Courret (Ausonius), S. Lavaud (Ausonius), W. Migeon (INRAP), H. Mousset (SRA), P. Régado (SRA), S. Schoonbaert (Ville de Bordeaux), C. Sireix (INRAP/CUB), A. Vatican (Ville de Bordeaux), F. Virevialle (IGN) ; il a été dirigé successivement par O. Bigot, H. Mousset et C. Doulan.
3. Le projet a bénéficié d'un financement total de 8500 € alloué par le SRA.
4. L'accès en est pour l'instant réservé aux seuls partenaires du projet.
5. Selon les cas, les champs sont en texte libre ou délimités avec des listes de valeurs. Ils peuvent être traités en tableaux.

lisation, soit à partir des informations associées. Comme toute base de données historique, SIGArH comporte un répertoire des sources et de la bibliographie qui ont servi à renseigner les champs et à élaborer les textes libres des notices. Anticipant la masse d'informations à venir sur la ville de Bordeaux, une hiérarchisation des données est intégrée dans le thésaurus des fonctions : cette organisation en arborescence permet de conserver une lisibilité des résultats à l'échelle de la ville. Il est donc possible de visualiser en une seule question tous les aménagements défensifs de la ville ou encore la répartition des bâtiments civils, quelle que soit leur dispersion.

Contrairement aux SIG de gestion actuels, les SIG historiques se heurtent au problème de l'incertitude ou du flou des données à disposition. L'incertitude sur la localisation ou l'emprise des aménagements est traitée par l'affectation de trois niveaux, de l'avéré au plus hypothétique⁶. L'approximation des dates est saisie par des fourchettes d'incertitude, marges plus ou moins importantes selon les cas, avant et après les dates de construction / destruction assurées. Une double chronologie permet en outre de distinguer (et de comparer) les dates d'implantation d'une fonction sur un lieu et celles des bâtiments ; l'existence des bâtiments touche directement à la composition du paysage urbain.

Une des grandes ambitions du projet est l'intégration des données très hétérogènes apportées par les différents partenaires : résultats de fouilles archéologiques, plans d'archives, études du bâti, sources textuelles qui abondent la connaissance de Bordeaux. Toutefois, les précisions qu'ils apportent - et plus encore les imprécisions qu'il contiennent - sont d'ordres très différents, chronologique et qualitatif pour les uns, géographique pour d'autres, par exemple. Les actes des tenures, aux informations si précieuses pour l'historien de la fin du Moyen Age, souffrent d'imprécision géographique : un module à part est consacré à leur exploitation⁷. Les plans d'archives sont particulièrement inégaux en précision topographique, selon la date et les circonstances des levés, mais leur apport mérite l'effort de localisation⁸. Une fois géolocalisés, il devient possible de superposer les informations qu'ils contiennent et d'observer les évolutions du tissu urbain. Les plans de fouilles peuvent être plus facilement géoréférencés, ce qui permet ensuite de redessiner chaque fait observé⁹. Non content de figurer les édifices disparus, le SIG prend en compte des projets non réalisés qui auraient transformé la ville s'ils avaient été menés à bien. La localisation sur le plan de ville actuel d'un grand projet de place de marché ovale dessiné au milieu du XVIIIe siècle¹⁰ donne la mesure de la transformation qui aurait été opérée : disparition de la place Lasfargues, extension à l'est avec une entrée place Sainte-Colombe, emprise étendue vers le nord au-delà du cours Alsace-Lorraine (fig. 1).

Quelques pistes de recherche

Les tests de croisement de données d'origines différentes dans un même SIG et sur un même plan urbain démontrent la richesse de la complémentarité des ressources documentaires. Le tracé de l'enceinte du Bas Empire au sud de la cité est globalement connu depuis le XIXe siècle. Cependant, le cumul des données de fouilles récentes¹¹, de plans d'archives, du premier cadastre et du relevé des anomalies parcellaires fournit une image relativement complète, plus détaillée et moins strictement rectiligne de cette portion de rempart, comme le montre le travail d'Etienne Lallau¹². La mise en relation de données distantes s'appuie aussi sur la précision de l'outil informatique : le fait archéologique est dessiné à l'échelle de la fouille, mais peut être interprété à l'échelle de la ville. C'est le cas, par exemple, des éléments de voies antiques observés, qui sont souvent très ténus, éparpillés au gré des fenêtres de fouilles, et par conséquent délicats à relier exactement avec les outils traditionnels. A partir de découvertes ponctuelles et partielles, E. Lallau a restitué avec précision un *decumanus* important (rues Saint-Rémy - Porte Dijeaux) : si l'implantation de ce *decumanus* ne faisait depuis longtemps plus de doute, la largeur de la voie et le léger désaxement par rapport aux rues actuelles n'avaient encore jamais été démontrés.

Le SIG est un outil remarquable pour prendre la mesure des évolutions, des transformations de la ville au cours du temps. La simple superposition des plans cadastraux du XIXe et du XXe siècle¹³ montre l'ampleur des changements intervenus

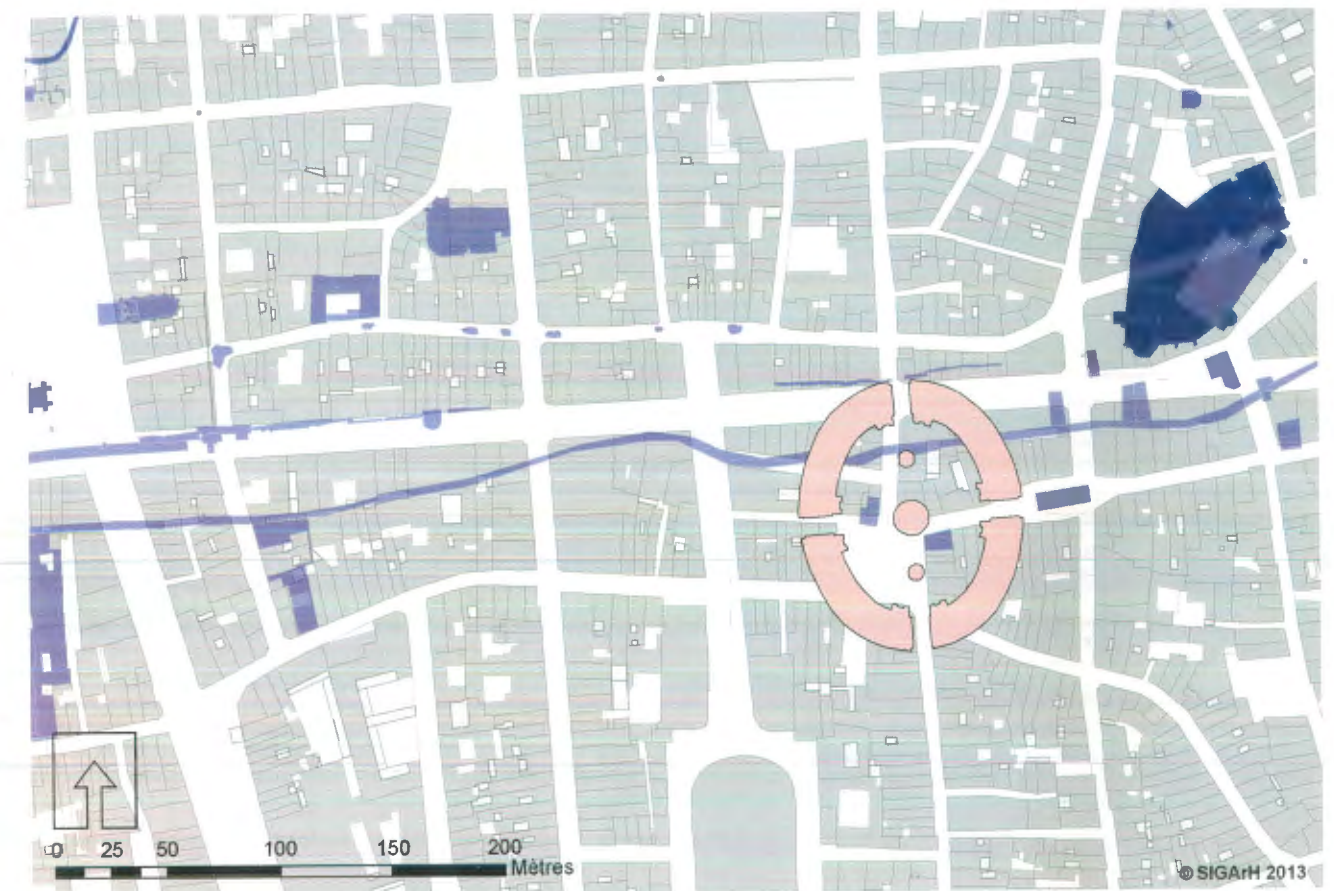


Fig. 1. - Projet pour un marché public, milieu du XVIIIe siècle (document A.M.Bx. IX A 18 géoréférencé et vectorisé dans SIGArH).

en deux siècles dans le tissu urbain. Le bâti de 1811 disparu en 2007 représente un nombre conséquent de constructions : d'une part, les petites maisons détruites par le percement de nouveaux axes, comme le cours Alsace-Lorraine ou le cours Pasteur, d'autre part, les échoppes et demeures démolies pour dégager les églises selon les préceptes de l'époque, notamment autour de la cathédrale, de Saint-Pierre ou de Saint-Michel. Une partie de ce bâti a été approché grâce à des fouilles récentes, cours Pasteur dans le cadre des travaux du tramway et près de Saint-Michel avant réaménagement de la place¹⁴. Ces opérations archéologiques ont apporté deux informations que les plans seuls ne peuvent fournir : le bâti s'est révélé essentiellement d'époque moderne et de qualité très inégale. L'argument de piètres constructions donné par les urbanistes du XIXe siècle¹⁵ est contredit par d'assez belles demeures desservies par des escaliers en vis en pierre, reconnues près de Saint-Michel¹⁶. Inversement, les édifices construits sur des

parcelles redéfinies au cours des XIXe et XXe siècles peuvent également être identifiés et leur emprise au sol évaluée quantitativement. Sur ces parcelles sélectionnées, il est enfin possible de comparer la forme des lots desservis par des rues créées sur l'assiette de jardins conventuels à la Révolution avec le dessin issu du remodelage du parcellaire dans le cadre de percements à la fin du XIXe ou au début du XXe siècle : les parcelles de la division du couvent des Augustins sont régulièrement agencées de part et d'autre du nouvel axe, alors que celles du cours Pasteur apparaissent opportunistes et étriquées (fig. 2c).

6. Un jeu de couleurs en permet ensuite la représentation graphique.

7. Les tenures ne seront pas traitées ici, mais les premiers résultats sur le quartier Sainte-Croix ont été publiés : E. Jean-Courret 2012 : « SIG, morphologie et archives foncières médiévales : dynamiques spatiales d'un quartier de Bordeaux aux XIVe et XVe s. », *Postclassical Archaeologies*, 2.

8. La très grande qualité des clichés fournis par les archives municipales (cl. B. Rakotomanga) permet d'exploiter au maximum les informations contenues dans ces documents.

9. Si le géoréférencement se fait sans problème pour les fouilles récentes, il est souvent plus difficile pour les découvertes anciennes. Xavier Charpentier a géoréférencé une partie des plans conservés au SRA.

10. *Plan d'un projet de marché public sur la place du Vieux Marché*, A.M.Bx. IX A 18 (XVIIIe siècle).

11. Fouilles G. Sandoz (2002) et W. Migeon (2001-2003, suivi des travaux du tramway).

12. Les informations concernant l'enceinte du Bas Empire et la voirie antique ont été enregistrées et interprétées par Etienne Lallau, étudiant en archéologie-archéomatique à l'Université de Tours, dans le cadre d'un stage au SRA en mai-juin 2012.

13. Plan cadastral de 1811-1820 vectorisé par E. Jean-Courret pour sa thèse ; plan cadastral de 1850 vectorisé par E. Jean-Courret pour *L'Atlas de Bordeaux* ; plan cadastral actuel de la CUB (DGFIP PCI 2007).

14. Fouille W. Migeon 2001-2003 (cours Pasteur, suivi des travaux du tramway) et N. Sauvâtre 2011 (quartier Saint-Michel).

15. Si l'on en juge par les valeurs d'expropriation : Sylvain Schoonbaert, *La voirie bordelaise au XIXe siècle*, PUPS, 2007.

16. L'étude du bâti à pan de bois fournit un indicateur similaire (voir ci-dessous).



Fig. 2. - Place de la Victoire :
a) plan des ouvrages défensifs (fouille D. Barraud, 1983) ;
b) constructions du XVIII^e siècle ;
c) parcelles redéfinies entre 1793 et 1903.

Une fenêtre d'observation sur un quartier ou un territoire fait apparaître l'ampleur respective des aménagements successifs. La Victoire et ses abords en offrent un exemple (fig. 2) : la porte de ville Saint-Julien et sa barbacane, connues par les fouilles de D. Barraud en 1983, occupaient moins du tiers de ce qui devient au XVIII^e siècle une place ; les travaux du XVIII^e siècle ont ouvert un espace libre et l'ont délimité par des constructions au pourtour, de relativement faible emprise ; les bâtiments du couvent des Augustins et de l'hôpital sont mineurs au regard de l'assiette de la Faculté de médecine et de pharmacie (1880 et 1902).

Le réseau viaire ouvre également une palette de pistes de recherche : trame antique, toponymie ancienne, tracé des rues régulier ou non, percements et disparition de certaines dessertes. La voirie est en effet loin d'être figée et subit dans le temps différentes mutations, qu'il est essentiel de comprendre pour aborder l'histoire de la ville.

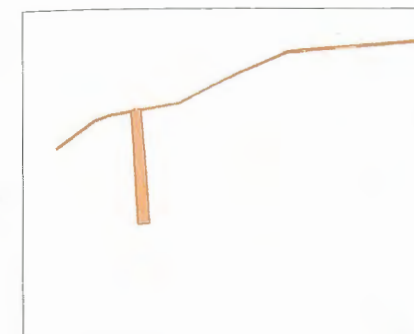
Produire de nouvelles images de la ville

Le SIG autorise des représentations urbaines qui n'étaient pas envisageables sans un outil puissant, capable de traiter une grande masse de données et d'être rapidement mis à jour. Un plan par dates de construction ou destruction des bâtiments est d'une mise en œuvre facile. Moins simple, mais plus intéressante car parfois surprenante, est la carte de la durée de vie des bâtiments : certains édifices antiques (mais pas tous) ont eu une durée de vie de plusieurs siècles ; inversement, certaines parties de la cathédrale apparaissent quasi éphémères au regard de la temporalité urbaine.

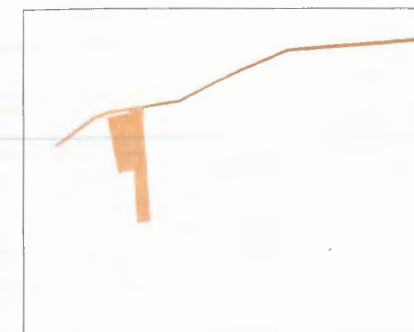
Un ou plusieurs critères peuvent être pris en compte afin d'évaluer des hiérarchies dans la ville, et d'approcher la perception de l'espace par les hommes du passé. Pour la voirie antique, par exemple, la largeur des chaussées est un premier critère de classification. Les aménagements connexes, comme la présence de galerie le long des voies, est un critère qualitatif susceptible de compléter le premier. Le nord de la ville, entre le quartier des Grands Hommes et la rue de la Porte Dijaux, dispose, selon ces critères, d'un excellent équipement.

Sur l'îlot de la Cité Judiciaire, les bâtiments ont été reconstruits sur le même emplacement selon un processus d'ajout / substitution : voie, habitat, artisanat et auberge (?) antiques, espace libre car *extra muros* pendant plus d'un millénaire, fort du Hâ (1454) et couvent des Minimes (1608), palais de justice (1847) et prison (1850), puis Ecole de la Magistrature (1974), enfin nouveau palais de justice (1997). La visualisation de la carte en fonction de bornes chronologiques¹⁷ crée des instantanés du paysage urbain (fig. 3) : au fil du temps sur un

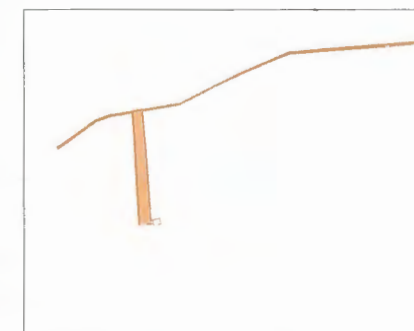
17. Les dates ou les bornes sont choisies par le chercheur qui consulte le SIG.



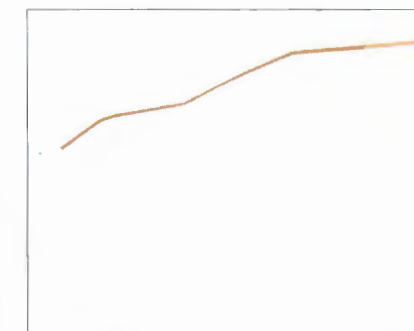
Vers 50



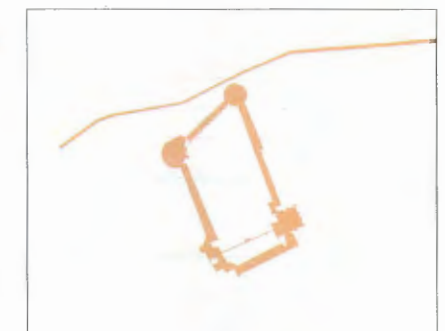
Vers 150



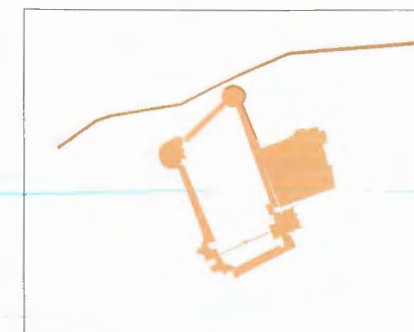
Vers 500



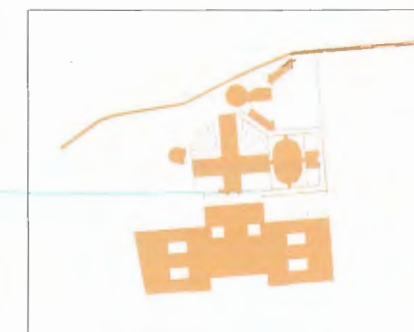
Vers 1000



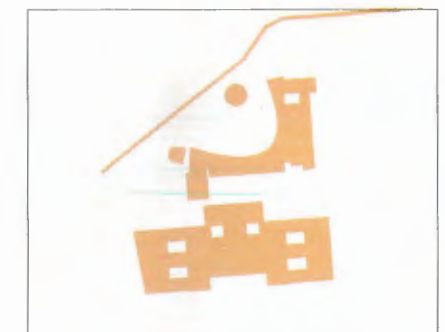
Vers 1500



Vers 1700



Vers 1850



Vers 1980



Fig. 3. - Ilot Judiciaire :
visualisation du plan par bornes chronologiques
(extrait de SIGArH, 2012).

même espace apparaissent des permanences et des ruptures, des moments denses et des vides. Le cas de la Cité judiciaire illustre particulièrement bien la possibilité de mutations profondes de l'usage du lieu. Sur la longue durée, le secteur a aussi évolué d'un quartier d'habitat et d'artisanat vers des fonctions militaires, religieuses accessoirement, puis judiciaires. D'autres représentations, en diagrammes¹⁸, illustrent l'ampleur de ces mutations : la longue période d'abandon, le changement de fonction à la Révolution, le décalage de presque un demi-siècle entre le changement de fonction et le nouvel équipement dédié (souvent adapté en tribunal, puis nouveau palais de justice).

L'évolution et la mobilité des fonctions dans la ville ne sont pas toujours perçues à leur juste mesure. Sur la longue durée, des édifices emblématiques sont déplacés : la monnaie et, selon les dernières recherches d'E. Jean-Courret et F. Boutouille¹⁹,

le pouvoir suzerain se situaient vers Saint-Projet ; dès 1070 (ou environ), le pouvoir s'installe à l'Ombrière, sur la Garonne et l'embouchure du Peugue ; la Monnaie suit seulement vers 1306 ; après la guerre de Cent Ans, le pouvoir s'établit symboliquement au fort du Hâ ; la Monnaie est relocalisée dans le quartier Sainte-Croix en 1758. Contrairement à une idée ancienne d'immobilisme, le Moyen Âge et l'époque moderne ont connu des transferts et des mutations importants, qui ont plusieurs fois renouvelé profondément l'organisation urbaine.

Parmi les changements profonds du paysage urbain, l'abandon et la quasi disparition du pan de bois ont fait muer les élévations bigarrées – bois, ardoise, pierre, brique – en rues homogènes aux façades de pierre. Bien que s'agissant d'élévations, les plans du SIG sont fort utiles à cette approche paysagère.

Maisons à pan de bois de la vallée du Peugue

Approche d'un quartier par la cartographie d'un mode de construction

Dans le cadre du SIG de Bordeaux, une zone test a été définie dont les enjeux intéressent tous les participants et toutes les périodes : il s'agit de l'ancienne vallée du Peugue, de la Cité judiciaire et du quartier cathédral à la Garonne. Un quartier richement bâti y est connu dès le haut Empire avec des *domus* ornées de mosaïques et de peintures, des voies et des thermes probablement publics (fouilles de la rue du Hâ et de la rue des Frères Bonnie) ; la construction du rempart au bas Empire crée une rupture dont le choix de tracé et les conséquences restent encore à évaluer ; au Moyen Âge, la zone est au contact du nouveau bourg, qui se développe au sud de la Cité, où s'établit le principal marché de Bordeaux, tandis que le pouvoir ducal s'installe au Palais de l'Ombrière ; elle contient toujours à l'époque moderne les quartiers cathédral, celui du Parlement de Guyenne et des marchands ; le percement du cours Alsace-Lorraine est un chantier urbain majeur de la ville du milieu du XIXe siècle. L'interrogation qui m'a amenée à porter un regard sur les maisons en pan de bois détruites par le percement du cours Vallée du Peugue, puis Alsace-Lorraine, provient d'ailleurs de cette perspective diachronique. Lorsque S. Schoonbaert, dans sa thèse²⁰, a mis en évidence le contexte du choix du tracé du nouveau cours entre la cathédrale et la Garonne, il a montré qu'une autre option avait été envisagée un peu plus au nord, au niveau de la rue des Trois Conils. Or cette option a été abandonnée en raison du coût des expropriations, supérieur à celui du tracé qui a finalement été retenu et que nous connaissons aujourd'hui. Cela signifie par conséquent que le

bâti avait moins de valeur le long du Peugue que deux ou trois îlots plus au nord. La démonstration de S. Schoonbaert pour le milieu du XIXe siècle pose néanmoins quelques questions dans une approche rétrospective : peut-on étendre l'état constaté lors de ces grands travaux à la situation quatre siècles plus tôt, à la fin du Moyen Âge ? Au moment de leur construction ou de leur plus grand éclat, l'Ombrière, la Bourse des marchands, la Monnaie, le marché central n'auraient généré alentour qu'un habitat médiocre et de peu de prix ?

Afin de tenter de répondre à cette question, j'ai choisi ce qui peut être considéré comme un marqueur (parmi d'autres, mais peut-être plus facile d'accès) : les maisons à pan de bois détruites par le percement urbain. Nos prédécesseurs du XIXe siècle ont gardé trace de ces demeures dont ils goûtaient le pittoresque, et les ont dessinées ou photographiées avec plus de soin que les autres également vouées à disparaître. Il convient pourtant de se méfier de certaines représentations d'un Bordeaux médiéval légèrement outré. L'architecte Auguste Bordes livre dans son ouvrage de 1845 une image de paysage urbain où dominent de hautes maisons en pan de bois²¹, à la mesure de villes célèbres



Fig. 4. - « Maisons des 11^e et 12^e siècles » A. Bordes del., Rouargue sc., in A. Bordes, *Histoire des Monuments anciens et modernes de la ville de Bordeaux*, 1845, t. 1, planche hors texte.

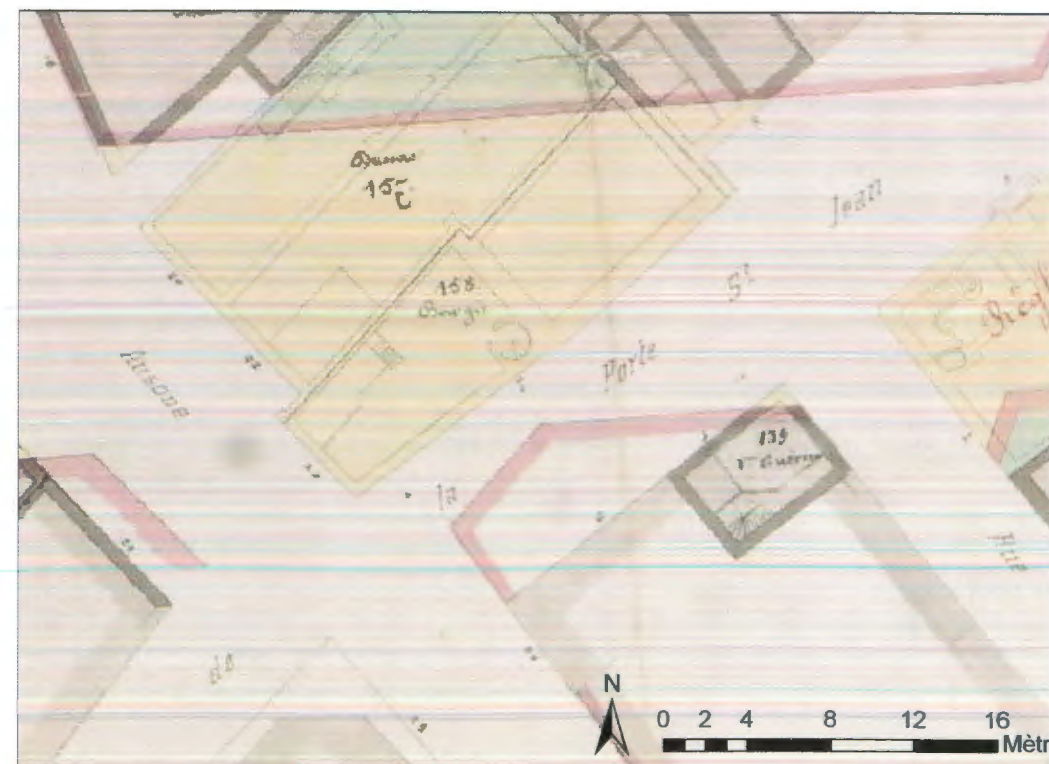
pour la présence fortement marquée de ce mode de construction comme Rouen, Troyes, Bourges ou Lisieux. L'intérêt de cartographier les bâtiments apparaît ici évident puisque les deux blocs de bâtiments appartiennent en fait à deux quartiers différents²² et ne pouvaient en aucun cas être vus simultanément (fig. 4 et 5). A. Bordes les a associés dans une gravure éminemment pittoresque, mais parfaitement fautive. Les sources retenues pour cette étude, loin de faire le tour des ressources disponibles, ont simplement été choisies pour leur fiabilité et leur accessibilité. Trois sources principales ont été exploitées : les très belles photographies d'Alphonse Terpereau, le plan du percement du futur cours Alsace-Lorraine avec les parties à démolir (comprenant le plan intérieur des maisons), un recueil de dessins aquarellés de Fernand Pujibet conservé aux archives municipales²³. Localiser les représentations et géoréférencer



Fig. 5. - Plan de situation réelle des édifices représentés sur la gravure de Bordes (fond : cadastre de 1850 vectorisé par E. Jean-Courret).

18. Diagrammes de Gantt notamment (O. Bigot, H. Mousset : « SIGArH : SIG archéologique et historique de Bordeaux », CTHS 2012, actes à paraître).
19. Boutouille, Fr. (2003) : « Enceintes, tours, palais et castrum à Bordeaux, du XIe siècle au début du XIIIe siècle, d'après les textes », *Revue Archéologique de Bordeaux*, t. XCIV, 59-77.
20. S. Schoonbaert, *La voirie bordelaise au XIXe siècle*, PUPS, 2007.
21. A. Bordes, *Histoire des Monuments anciens et modernes de la ville de Bordeaux*, 1845, t. 1, planche hors texte : « Maisons des 11e et 12e siècles », A. Bordes del., Rouargue sc.

22. L'un était rue des Faures, près du cours Victor-Hugo, l'autre au début de la rue de la Rousselle dans le quartier qui nous intéresse ici.
23. A.D.Gir. 162 T 1, 8, 10, clichés Terpereau ; exposition virtuelle *Alphonse Terpereau, photographe (1839-1897), le premier photographe documentaire en Gironde* : <http://archives.gironde.fr/exposition/terpereau/peugue/index.html> ; plan d'alignement A.M.Bx. IX A 1 B ; *Le Vieux Bordeaux*, Cahiers de F. Pujibet, A.M.Bx. Recueil 367 (IX P 267 à 282 et X R 245 et 246).



Documentation de base
sur la Maison Bourguès :

Fig. 6. - Photographie
de A. Terpereau
(A.D.Gir. 162 T 1/84).

Fig. 7. - Dessin
de F. Pujibet
(A.M.Bx. IX P 282).

Fig. 8. - Plan
d'alignement
de la Vallée du Peugue
- cours Alsace-Lorraine
(A.M.Bx. IX A 1B,
cl. B. Rakotomanga,
détail du plan
géoréférencé).



Fig. 9. - Plan de
localisation
des édifices étudiés
(extrait de SIGArH,
2013).

©SIGArH 2013

le plan d'alignement sur la même carte fournit pour chaque édifice une documentation homogène minimum : une ou deux élévations et la distribution au rez-de-chaussée (fig. 6-8). Les dessins de Pujibet ont un air naïf et simpliste qui pourrait faire renoncer à leur apport documentaire, mais c'est fausse naïveté : ils décrivent tous les détails des structures avec une scrupuleuse honnêteté, sans les habituelles ombres portées, certes pittoresques, mais qui creusent exagérément les reliefs et cachent, par exemple, les dispositions essentielles des encorbellements ; la formation d'architecte de l'auteur se retrouve d'ailleurs dans l'analyse structurale, toujours exacte ; enfin, la comparaison avec les photographies contemporaines confirme la justesse de l'image rendue par Pujibet. D'autres documents pourront préciser certains points et détails, mais ces sources permettent déjà de se faire une première idée de ce bâti disparu depuis un siècle et demi et qui n'a pas encore fait l'objet d'une étude complète.

Les maisons à pan de bois démolies vers 1867, lors du percement du cours Alsace-Lorraine, et identifiées par les sources retenues, forment un petit corpus de onze édifices (fig. 6). Nous aborderons leur description en partant de la Garonne et en remontant vers la cathédrale.

De la Garonne à la rue Poitevine : analyse des maisons à pan de bois (fig. 7)

La maison la plus proche de la Garonne, dite maison Bourguès (fig. 9, n° 1 - fig. 6 et 7), a façade en pignon et boutique sur la rue Ausone et élévation latérale sur la rue de la Porte Saint-Jean. Le plan du percement du cours Alsace-Lorraine indique un accès secondaire direct par la rue de Porte Saint-Jean, donnant sur un escalier en vis. Les deux étages carrés sont à pan de bois en croix de Saint-André, deux croix moyennes par niveau en façade principale et une seule grande par niveau en élévation latérale. Les bois de la façade principale sont essentés²⁴ d'ardoise, comme le montrent à la fois Pujibet et Terpereau, de même que de petits auvents couverts en ardoise protègent les sablières de la pluie. Chaque étage repose sur un encorbellement saillant sur les deux élévations, soutenu par des aisseliers ou des consoles. Les trois consoles du rez-de-chaussée au-dessus de la boutique portent des sculptures

24. Essentage : revêtement d'une paroi verticale extérieure (ou seulement des bois de structure apparents) avec des plaques de bois (essentes ou bardeaux), des ardoises ou des tuiles. L'essentage sert à protéger des intempéries le mur ou les pièces de bois qu'il recouvre. Le terme proviendrait du latin *axis*, en vieux français *ais* (petite planchette), d'où *aisselier* ou *essente*.



Maison Chauliac, rues de la Chapelle Saint-Jean et de la Porte Saint-Jean,

Fig. 10. - Dessin de F. Pujibet (AM Bordeaux IX P 276).

dont un dessin de Bernède nous donne le détail²⁵ : de gauche à droite, un ange aux ailes effilées, un animal tête en bas et un homme debout qui pourrait être saint Jean Baptiste, patron de la chapelle la plus proche²⁶. La structure et les sculptures de la demeure évoquent des constructions de la première moitié du XVe siècle conservées à Tours, par exemple. Un dessin signé J. C. et daté de 1845 montre une riche et originale cheminée maniériste à l'étage²⁷.

La maison située à l'angle de la rue de la Chapelle Saint-Jean et de la rue de la Rousselle (fig. 9, n° 2 – fig. 4 et 12) est un bâtiment de deux étages carrés en pan de bois réticulé²⁸, avec deux encorbellements et deux cordons moulurés. L'encorbellement du premier étage, fortement saillant, est souligné par un important corps de moulures et repose sur des cul-de-lampe en bois sur la rue de la Chapelle Saint-Jean et des consoles en pierre au-dessus de la porte rue de la Rousselle. Des colonnettes à chapiteaux marquent les angles aux niveaux du premier et du deuxième étage. La couverture en ardoise, à forte pente comme l'exige ce matériau, ménage un comble habitable. Le rez-de-chaussée est occupé par les devantures de la boutique Vanerie en 1867, mais semble construit en pierre comme la porte ouvrant



Fig. 11. - Photographie de A. Terpereau (AD Gironde 162 T 1/86).

rue de la Rousselle. Il s'agit d'une demeure de belle facture, par la structure réticulée solide et exigeante en bois, autant que par les colonnettes et moulurations, datée par A. Bordes des XIe-XIIIe siècles, mais plus vraisemblablement du XVIe.

La maison voisine (fig. 9, n° 3 – fig. 10 et 11), à l'angle des rues de la Chapelle Saint-Jean et de la Porte Saint-Jean, est de structure réticulée semblable, au moins pour l'élévation latérale, mais sans doute aussi pour la façade protégée par un enduit. Elle possède également deux étages carrés et un vaste comble habitable sous une toiture en ardoise pourvue de deux lucarnes. Une ferme débordante est en partie essentée d'ardoise. Des cordons moulurés en fort relief marquent les différents niveaux dépourvus d'encorbellements. L'élévation

25. Bernède, publié par P. Roudié, *L'activité artistique à Bordeaux et en Bordelais*, 1964, t. 2, fig. 115.

26. Aucun attribut visible ne permet de l'affirmer, mais le vêtement ouvert sur la jambe renvoie souvent à l'ascète. Il ne peut par ailleurs s'agir d'un saint Roch pourvu d'autres vêtements et de divers attributs, notamment le chien.

27. A.D.Gir. 162 T 1/87.

28. Structure dite aussi à réseau ou à résille.



Fig. 12. - Maison Vanerie, rues Ausone et de la Porte Saint-Jean, dessin de F. Pujibet (A.M.Bx. IX P 277).

Maison Dubois,
rues Poitevine et de la Chapelle Saint-Jean,

Fig. 13. - Dessin de F. Pujibet (A.M.Bx. IX P 275).

Fig. 14. - Photographie de Terpereau (A.D.Gir. 162 T 1/84).

sur la rue de la Porte Saint-Jean et la boutique du rez-de-chaussée sont scandées de pilastres cannelés à chapiteaux ; ce motif se répète sur les meneaux des fenêtres, dont les allèges sont ornées de consoles sculptées de ce qui semble être des feuilles d'acanthe. L'ensemble de ces motifs est fréquent dans les riches demeures de la deuxième moitié du XVIe siècle et du début du XVIIIe. D'après les dessins de Pujibet, les bois sont très sombres, probablement en raison d'un traitement. En 1867, elle est occupée par la Maison Chauliac, débit de vin. Les façades principales en pignon de ces deux dernières maisons donnent sur la rue de la Chapelle Saint-Jean, axe sans doute le plus important au moment de la construction.

La maison qui occupe l'angle des rues Poitevine et de la Chapelle Saint-Jean (fig. 9, n° 4 – fig. 13 et 14) a pignon sur la rue Poitevine, mais ouvre latéralement par une superbe



porte à fronton rompu sur entablement saillant supporté par des consoles doubles, ensemble caractéristique de la première moitié du XVIII^e siècle. La porte ouvre sur le vestibule où se trouve l'escalier, selon le plan d'alignement du cours Alsace-Lorraine. Cependant, le type de pan de bois sans croix de Saint-André classiques semble dater d'une campagne antérieure à la porte, peut-être du bas Moyen Âge. Le pan de bois du premier étage est bâti en poteaux de remplissage peu serrés, liés en partie haute par des guettes croisées dont les bases sont taillées afin d'imiter une série arcaturée. Des corbeaux moulurés au niveau des impostes des arcatures supportaient un motif sculpté illisible. Le deuxième étage est en poteaux de remplissage presque « à tant plein que vide » contreventés par des décharges. La maison ne comporte pas d'encorbellements, comme le confirme une photographie de la rue Poitevine par Terpereau. En 1867, la boutique est occupée par le coiffeur Dubois.

La maison voisine (fig. 9, n° 5 - fig. 15) n'a qu'une seule travée, mais deux étages et un haut comble habitable. Elle est vraisemblablement couverte en ardoise. Le rez-de-chaussée en pierre ouvre par un large arc en plein cintre. Deux consoles de pierre aux angles supportent sans doute l'encorbellement du premier étage. La structure des deux étages carrés est en pan de bois réticulé, le pignon du comble étant à potelets protégé par une ferme débordante. La boutique porte le nom d'André Corbierre, sans mention de profession. Boutique et étages d'habitation disposent d'entrées séparées. Quoique moins élaboré que les demeures de la rue de la Chapelle Saint-Jean, cet édifice de belle facture est probablement contemporain.

En remontant la rue Poitevine, une maison à pan de bois en poteaux de remplissage et guettes obliques est de structure plus simple (fig. 9, n° 6). Toutefois, les bois sont protégés par un essentage d'ardoise. La maison est à pignon sur rue, mais la couverture est en tuile creuse. Elle dispose de deux étages éclairés de grandes fenêtres. Le rez-de-chaussée en pierre ouvre par un arc en plein cintre surbaissé, dont les huisseries montrent la séparation entre la boutique et la porte d'accès aux logements des étages, distribution confirmée par le plan. La maison voisine (fig. 9, n° 7) est parfaitement analogue au point de laisser penser à des maisons jumelles à l'origine, dont l'occupation et les percements ont ensuite un peu évolué. En 1867, Le serrurier Larue tient boutique dans la première, et le menuisier Miller dans la seconde. Les deux maisons sont bâties sur des parcelles traversantes et ouvrent sur l'arrière vers la rue des Herbes, jadis lit du Peugue.

Au 28 de la même rue (fig. 9, n° 8), toujours sur une parcelle traversante, une maison offre une large façade en pignon. Elle est couverte en tuile creuse, avec rez-de-chaussée en pierre et deux étages à pan de bois en grandes croix de



Fig. 15. - Maison Corbierre, rue Poitevine, dessin de Pujibet (A.M.Bx. IX P 274).

Saint-André et écharpes entre les poteaux de remplissage. Elle semble posséder à chaque étage un encorbellement sur solives. De grandes croisées éclairent les pièces d'habitation. Deux accès de boutiques se partagent le rez-de-chaussée en 1867, dont celui de bains publics vraisemblablement alimentés par l'eau du Peugue sur l'arrière.

La demeure à l'angle des rues du Pas Saint-Georges et du Mû (fig. 9, n° 9 - fig. 16 et 17) est d'une qualité exceptionnelle. Constituée de deux travées, elle possède deux étages à pan de bois et un comble habitable sous une croupe en ardoise. La structure du pan de bois est réticulée, mais l'intérêt de la demeure réside surtout dans le décor qui structure la composition en carrés par des motifs verticaux et horizontaux. Trois colonnettes baguées à chapiteaux divisent les travées à chaque niveau, en pierre au rez-de-chaussée et en bois aux étages. Des sculptures, dont on ne peut malheureusement lire le détail apparaissent au-dessus des chapiteaux du rez-de-chaussée. Les horizontales sont marquées par les deux encorbellements puissants, moulurés et à angles arrondis, qui suivent les ressauts des têtes de murs latéraux en pierre. Pierre et charpente s'asso-



Fig. 16. - Dessin de Pujibet (A.M.Bx. X R 245).

cient harmonieusement dans un décor homogène. L'ensemble peut être prudemment daté de la fin de la première moitié du XVI^e siècle. On notera que la façade principale donne rue du Pas-Saint-Georges, voie d'accès au marché. La boutique est occupée au milieu du XIX^e siècle par Romain, quincaillier, selon une gravure de L. Drouyn²⁹.

Une petite digression vers le marché principal de la ville³⁰ fait apparaître une importante concentration de constructions en pan de bois : un célèbre dessin de L. Drouyn donne en effet l'image d'un paysage urbain où le bois domine. On exceptera les bâtiments de la rue du Pas-Saint-Georges qui sont en fait les anciennes boucheries, c'est-à-dire boutiques et magasins de réserve sans habitation. Pujibet et Terpererau se sont intéressés tous deux à la maison à l'angle du marché et de la rue Sainte-Colombe (fig. 9, n° 10 - fig. 18), édifice de trois étages carrés en pan de bois entièrement essenté d'ardoise, à façade en pignon sur le marché. Les structures du pan de bois sont assez diverses : poteaux de remplissages tenus par de longues décharges, croix de Saint-André à raison de deux par étage, épis ou arêtes de



Fig. 17. - Photographie de Terpereau (A.D.Gir. 162 T 10/1/11).

poisson. Par rapport à d'autres demeures du quartier analysées précédemment, cette maison dispose de relativement peu de fenêtres et d'ouvertures. De petits auvents couverts en ardoise protègent les principales fenêtres. Elle est couverte en tuile creuse. En 1867, le rez-de-chaussée est occupé par un ferronnier ou ferblantier.

La dernière maison prise en compte dans le cadre de cette étude est située à l'angle des rues d'Enfer et Poitevine (fig. 9, n° 11). Elle ne dispose que d'un étage, en pan de bois à poteaux de remplissage et une grande croix de Saint-André. Les baies ont visiblement été modifiées. La façade principale est en pignon sur la rue Poitevine et elle abrite en 1867 l'atelier de Brassier, rampiste.

29. Gravure illustrant le *Compte-rendu des travaux de la commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils du département de la Gironde pour l'année 1848-1849, 1849*, p. 25-26.

30. Actuelle place Fernand Lafargue. Marché mentionné en 1155.

Un quartier déchu

Malgré les démolitions, grâce à la précieuse documentation créée par des amateurs éclairés, il ressort que les demeures à pan de bois au bas de la vallée du Peugue étaient en majorité des édifices de qualité. Bien plus soignés, élaborés, ornés, que la plupart des bâtiments qui subsistent aujourd'hui dans quelques villes ou bourgs de la région. Ce ne sont assurément pas des demeures pauvres, tout au contraire : pilastres, sculptures, chapiteaux, colonnettes signent des constructions d'ambition savante. Parmi les trois maisons repérées par la commission des monuments historiques de Gironde dès 1848-1849 figurent les maisons Bourges et Romain³¹. Un rapide regard sur les autres édifices de ce type dans la ville montre qu'elles se démarquent par ailleurs de la plupart des autres bâtis à pan de bois, place Saint-Projet ou rue des Trois Conils, voire rue Saint-James, par exemple. Seules les trois très belles demeures de la rue des Faures et du cours Victor Hugo, elles aussi proches de la Garonne, présentent un niveau équivalent.

Un autre constat intéressant est la date relativement tardive de ces constructions : ce ne sont pas vraiment des « maisons médiévales », mais des édifices de la fin du XVe, surtout du XVIe, voire du début du XVIIe siècle. Les plus tardives ne possèdent plus d'encorbellements, de nombreuses fois interdits par les règlements municipaux successifs, mais un décor d'architecture qui ne peut être daté avant le milieu du XVIe siècle. Si les maisons à pan de bois ne sont qu'un marqueur qu'il conviendrait de croiser avec d'autres sources, on peut néanmoins déjà considérer que le quartier du bas de la vallée du Peugue est encore coté jusqu'au début du XVIIe siècle. En revanche, l'inventaire des boutiques au milieu du XIXe siècle, au moment de l'expropriation et des démolitions, démontre une disqualification manifeste entre la fin du XVIIe et le début du XIXe siècle, et confirme l'analyse de S. Schoonbaert sur le prix du bâtiment dans ce secteur vers 1860.



Fig. 18. - Maison, place du Marché, dessin de Pujibet (A.M.Bx. IX P 268).

31. *Compte-rendu des travaux de la commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils du département de la Gironde pour l'année 1848-1849*, 1849, p. 25-26.

Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 23-28

L'organisation du paysage urbain médiéval : l'exemple de La Sauve-Majeure

Philippe Aragauas



La ville médiévale est, dans l'imaginaire commun, associée à un certain désordre : ruelles tortueuses et malpropres liant entre elles des monuments engoncés dans un bâti hétéroclite, absence totale de perspectives et d'ouvertures témoignent d'une croissance empirique, voire anarchique. Cette vision est tempérée par la prise en considération de constructions urbaines d'un type foncièrement opposé, les villes-neuves, assimilées dans le grand Sud-Ouest aux « bastides », qui sont au contraire entièrement soumises à une géométrie rigoureuse, imposant un plan en « damier » comparable à celui dont les historiens de l'Antiquité attribuent la paternité à Hippodamos de Millet. Entre ces deux extrêmes, il ne fait aucun doute que des projets urbains multiples, globaux ou partiels, ont été mis en œuvre dans l'Occident médiéval antérieurement à l'âge d'or des villes-neuves et des bastides qui correspond à l'apogée démographique du XIIIe siècle et du début du XIVe siècle. Le XIIe, le grand siècle de l'art roman, pour reprendre un concept propre à l'histoire de l'art, a été aussi celui de l'explosion urbaine : l'essor démographique et économique associé, canalisé par les forces conjointes de l'église et des pouvoirs politiques mis en place au cours des siècles précédents, aboutit à la formation de villes structurées où l'on distingue cités, bourgs et faubourgs. Cette organisation de l'espace se fait généralement de façon sinon totalement spontanée, du moins d'une manière plus ou moins « organique » qui laisse rarement apparaître de véritables préoccupations urbanistiques dominées par des principes géométriques ou scénographiques.

Une récente étude présentée dans le cadre d'une réunion scientifique portant sur les dynamiques morphologiques urbaines au Moyen Âge¹ a cependant attiré l'attention sur le cas très particulier d'un réel traitement scénographique de la topographie urbaine observable dans une ville du domaine Plantagenêt au XIIe siècle. Bernard Gauthiez a mis en évidence, à Falaise, l'existence d'un alignement et d'une mise en miroir de deux monuments majeurs de la ville : le château comtal et la collégiale de la Trinité. La caution de cette étude conduite par l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire urbaine me permet de présenter ici une analyse du bourg de La Sauve-Majeure qui complète la belle étude conduite par Hervé Guiet².

Le village de La Sauve-Majeure se présente de nos jours, du point de vue du tracé urbain, sous un aspect assez proche de ce qu'il était à la fin du XIIe ou au début du XIVe siècle : l'implantation de la bastide de Créon a en effet mis un terme à

1. Bernard Gauthiez : Verneuil-sur-Avre, Falaise, Pont-Audemer et Lisieux en Normandie, dans *Village et ville au Moyen Âge : les dynamiques morphologiques* Presses Universitaires François Rabelais, Tours, 2003 p. 37-95.

2. Guiet, Hervé, « L'agglomération de La Sauve-Majeure de la fin du XIe au début du XIVe siècle : naissance et apogée d'une ville monastique » dans *L'Entre-Deux-Mers et son identité. L'abbaye de La Sauve-Majeure, Actes du cinquième colloque tenu à La Sauve-Majeure les 9, 10, 16 et 17 septembre 1995*, C.L.E.M., 1996, t. 1, p. 73-109.



Fig 1. - Vue aérienne du village de La Sauve-Majeure mettant en évidence l'alignement remarquable entre l'église Saint-Pierre et l'église abbatiale Notre-Dame.



Fig 2. - Croquis (d'après Guiet, op.cit. note 2) mettant en évidence l'alignement remarquable entre l'église Saint-Pierre et l'église abbatiale Notre-Dame.



Fig 3. - La façade orientale de l'église Saint-Pierre vue du parvis de l'église abbatiale Notre-Dame.



Fig 4. - Détail de la planche du *Monasticon Gallicanum* montrant la façade de l'église abbatiale Notre-Dame.

la croissance de cette petite agglomération qui connut un essor considérable dans le siècle qui suivit la fondation de l'abbaye par Gérard de Corbie.

Dès le premier quart du XI^e siècle, existent deux « bourgs » distincts : celui de Saint-Pierre, sur la colline qui fait face à l'ouest à l'église abbatiale et celui de la Croix, appelé plus tard bourg Saint-Jean, qui se développe au nord et à l'ouest de l'abbaye. Le bourg Saint-Pierre est alors considéré comme le bourg « ancien », celui de Saint-Jean comme le bourg nouveau³. Tous deux sont compris dans l'alleu d'*Altus Villaris* qui se confondait depuis la fin du XI^e siècle avec la « sauveté » consacrée par l'immunité concédée en 1080 par Guillaume VIII d'Aquitaine.

La préexistence de l'église Saint-Pierre à la fondation de l'abbaye n'est pas certaine et se trouve même en contradiction avec la tradition mal assurée qui en attribue la fondation à saint Gérard, mais la mention de bourg « vieux » qui lui est attachée, la dédicace à Saint-Pierre, l'emploi de petits moellons cubiques dans le mur sud sont autant d'indices qui permettent de supposer qu'il y avait là un lieu de culte ancien, moins organiquement lié à l'abbaye que le bourg Saint-Jean qui constitue le véritable « bourg abbatial » blotti au pied de l'église et qui, à partir de celle-ci et de la place du marché qui lui sert de parvis, se développa vers l'est, le long de la voie qui obliquait au nord vers la Dordogne.

Dans le premier quart du XIII^e siècle, on reconstruisit l'ancienne église Saint-Pierre selon un parti architectural simple et ambitieux : trois travées carrées voûtées d'ogives, dont la

3. Guiet, p. 75 s'appuyant sur une sentence arbitrale de l'abbé Pierre d'Amboise fixant les revenus respectifs du cellérier et de l'hôtelier sur les deux bourgs : Higounet-Nadal, Arlette, *Grand cartulaire de La Sauve-Majeure*, Bordeaux, Fédération Historique du Sud-Ouest, 1996, p. 23.

première, à l'est, abrite le sanctuaire et une travée barlongue également voûtée d'ogives, à l'ouest, dans laquelle s'ouvre au nord la porte d'entrée dans un ébrasement à triple ressaut couvert par une voussure en arc brisé. L'élévation occidentale raidie par trois puissants contreforts est d'une totale austérité, tout le décor extérieur se concentre sur le chevet plat dont l'élévation est traitée à la manière d'une véritable façade. Le décor intérieur se limite à des chapiteaux sculptés marqués par les caractéristiques du style épuré propre aux monuments inscrits dans le courant réformateur sensible en Aquitaine depuis le deuxième tiers du XII^e siècle ; l'église a conservé un décor peint très restauré, en grande partie contemporain de la construction, qui met admirablement en valeur l'architecture de cet édifice conçu avec une indéniable ambition.

L'originalité de l'église Saint-Pierre réside dans le fait que sa façade se confond avec le chevet selon un dispositif étrange dans un pays où le décor extérieur des édifices se concentre généralement sur les élévations dans lesquelles sont ouvertes les portes d'entrée. On peut certes considérer que les chevets sont également l'objet de développements décoratifs, mais il est incontestable qu'ici le souci de mettre en valeur l'élévation orientale de l'église est liée à son positionnement dans l'espace et tout particulièrement par rapport à l'abbaye qui lui fait face.

L'examen de la topographie du village met en évidence un alignement remarquable qui détermine un axe visuel se confondant approximativement avec celui de la grand-rue qui unit l'église Saint-Pierre à l'église abbatiale Notre-Dame (fig. 1 et 2). Les deux édifices se font face et échangent le regard de leurs façades : façade occidentale pour l'église abbatiale, façade orientale pour l'église Saint-Pierre. L'évidence de ce phénomène est sensible à l'examen du plan cadastral ancien mais il l'est encore davantage si l'on se place au pied de l'une ou l'autre des deux façades qui sont ainsi confrontées dans une vision horizontale⁴ qui passe au-dessus du talweg séparant les deux petites collines sur lesquelles sont construites les deux églises.

Cette observation nous invite à nous pencher sur quelques particularités du décor de l'église Saint-Pierre qui mettent en évidence un lien étroit avec l'église abbatiale. La façade occidentale de cette dernière, qui dut être mise en place dans la deuxième décennie du XII^e siècle, ne nous est plus connue que par la vue cavalière de l'abbaye dessinée en 1679 qui présente une vaste composition à décor d'arcatures caractéristique des grandes églises romanes de l'Ouest français (fig. 4).

Pour qui sortait de l'église par la grande porte occidentale et se tenait sur le parvis, se profilait « en miroir »⁵ la façade orientale de l'église Saint-Pierre (fig. 3) dont la composition est à l'évidence conçue pour cette vue éloignée : la partie inférieure de la façade est en effet totalement dépourvue de décor.

La surépaisseur de la partie basse du mur est limitée par une corniche à modillons sculptés et par les souches de deux puissants contreforts qui montent de fond jusqu'à la base du pignon dont la base est soulignée par un autre bandeau porté par des modillons. Entre les deux bandeaux se développe un très riche décor d'arcatures : trois fenêtres formant triplet et quatre niches garnies de sculptures dessinent un puissant bandeau horizontal qui concentre le décor sculpté (fig. 5). Cette large frise devait être rehaussée de couleurs dont subsistent quelques traces sous la corniche dans les métopes qui s'intercalent entre les modillons. On est là dans un cas vraiment exceptionnel en France de conservation de statues en ronde bosse du début de l'âge gothique sur une façade d'édifice religieux. De droite à gauche (fig. 6 à 9), on reconnaît saint Michel, saint Jacques en habit de pèlerin, une Vierge à l'Enfant et saint Pierre, patron de l'église, aux pieds duquel, en retour sur la face septentrionale du contrefort sud, sous un dais architecturé, se prosternent un petit personnage.

Le programme qui a présidé au choix de ces représentations est, me semble-t-il, assez clair et se partage entre la figuration de saints attachés, d'une part, à l'église Saint-Pierre et à sa fonction paroissiale donc funéraire et cimetériale (saint Michel) et, d'autre part, à l'église abbatiale, dédiée à Notre-Dame (Vierge à l'Enfant), étape majeure du pèlerinage vers Saint-Jacques de Compostelle et lieu intimement lié à l'Espagne de la Reconquête (saint Jacques).

Il convient de souligner ici le traitement particulier qui a été donné à la figuration de la Vierge Marie : Jean-François Duclot⁶ propose de voir dans l'image de la Vierge du chevet de Saint-Pierre de La Sauve-Majeure une représentation de la *Virgen del Pilar* vénérée à Saragosse. La Vierge de La Sauve est en effet assise sur un trône qui repose sur un entablement mouluré porté par une colonnette : on doit convenir que ce

4. La différence d'altitude entre le seuil des deux façades est de l'ordre de 6 ou 7 mètres (Saint Pierre étant plus élevé).

5. L'esplanade complantée de magnifiques platanes ne fut mise en place qu'au XVIII^e siècle.

6. Duclot, Jean-François, *Une promenade historique dans l'abbaye de La Sauve-Majeure ou Les Grandes heures de l'Abbaye*, Créon, les éditions de l'Entre-deux-Mers, 2001, p. 64.



Registre médian
de la façade orientale
de l'église Saint-Pierre

Fig 5. - Ensemble.



Fig 6. - Saint Michel.



Fig 7. - Saint Pierre.



Fig 8. - Saint Jacques.



Fig 9. - Vierge « au Pilier ».



Fig 10. - Registre de la façade orientale de l'église Saint-Pierre :
saint Gérard ? ou Amauin ?



Fig 11. - Musée de l'abbaye de La Sauve-Majeure,
statue de saint Gérard provenant du tombeau de l'abbé Amauin.

choix de représentation est étrange et que l'allusion à la Vierge du Pilier de Saragosse permet de lever le voile de cette incongruité. On pourrait objecter à cette interprétation que la Vierge vénérée dans l'église *del Pilar*⁷ de Saragosse n'est pas une Vierge à l'enfant assise, mais debout. De fait la statue actuelle n'est pas antérieure au XVe siècle et on ignore s'il y eut antérieurement à celle-ci, une image mariale associée au pilier de jaspe sur lequel la Vierge serait apparue à *Santiago* qui était au XIIe siècle la sainte relique vénérée dans l'église dédiée à la Vierge⁸. Il est donc vraisemblable que les promoteurs du décor sculpté de la façade orientale de Saint-Pierre souhaitent insister sur l'un des titres de gloire de Notre-Dame de La Sauve-Majeure, la patronne de la grande église qui lui fait face, à savoir la part prise dans « l'aventure espagnole » par la fondation de saint Gérard, particulièrement chère aux pèlerins qui, sur le chemin de Saint-Jacques, y faisaient halte.

C'est une figure marginale de cet ensemble de sculptures réunies dans cette élégante arcature qui peut nous conduire à identifier le promoteur de l'œuvre et à en préciser la datation. Le petit personnage agenouillé sur le retour de la corniche qui sert de socle à chacune des sculptures de la façade, et donc à la Vierge du Pilier, figure un clerc adressant ses prières à la Vierge (fig. 10). Cette scène, toute conventionnelle qu'elle soit, ne peut pas ne pas être mise en relation avec celle qui ornait la sépulture de l'abbé Amauin (fig. 11) qui se trouvait dans un enfeu de la galerie orientale du cloître de l'abbaye⁹. On y

7. L'église *del Pilar* partage avec celle de la *Seo del Salvador* les prérogatives d'église cathédrale ; elle était étroitement liée à l'entreprise de « reconquête » qui amena le roi Alphonse le Batailleur à s'emparer de la ville en 1118 : un certain nombre de seigneurs aquitains participèrent à l'aventure au nombre desquels Gaston IV de Béarn qui fut inhumé dans la basilique en 1131.

8. Ce n'est vraisemblablement qu'au début du XIIIe siècle que se développe le culte du « pilier ».



Fig 12. - Eglise de Créon, Vierge à l'Enfant provenant du tombeau de l'abbé Amauin.



Fig 13. - Registre médian de la façade orientale de l'église Saint-Pierre, modillon sculpté avec traces de polychromie.

voyait saint Gérard tenant à deux mains la crosse abbatiale, en prière aux pieds de la Vierge en pied, portant l'enfant Jésus dans son bras gauche (fig. 12). Peut-être réalisée peu après la mort de l'abbé, survenue en 1221 (Jacques Gardelles datait l'œuvre du second quart du XIII^e siècle), ce groupe sculpté, actuellement disjoint (la statue de saint Gérard est conservée dans le petit musée de l'abbaye, la statue de la Vierge dans l'église de Créon) est évidemment très proche de celui qui prend place sur la façade orientale de l'église Saint-Pierre. De là à attribuer à l'abbé Amauin la paternité du programme iconographique et celle de la « mise en miroir » de la façade orientale de l'église Saint-Pierre avec la façade occidentale de l'église abbatiale, il y a un pas que l'on ne saurait franchir sans outrepasser les règles du discours historique, mais qui contribue, je l'avoue, à forger mon intime conviction.

Une dernière observation me paraît devoir encore être formulée pour renforcer l'idée selon laquelle cette curieuse façade orientale est toute entière conçue comme un hommage à l'église abbatiale : il s'agit de l'incontestable saveur archaïsante de la corniche qui limite le décor du large bandeau décoratif inscrivant le triplet et les quatre niches garnies de sculptures. Si l'on date des années 1220-1230 le décor sculpté de la façade ¹⁰, on ne peut qu'être surpris de le voir associé à des modillons (fig. 13) en tout point comparables à ceux qui, un siècle plus tôt, furent sculptés pour orner le couronnement des absidioles de l'église abbatiale. Certes, on ne peut, de cette observation, tirer des conclusions bien assurées sur les intentions des concepteurs du décor, mais il est incontestable que tous ces indices convergent pour faire de la façade orientale de l'église Saint-Pierre un reflet de Notre-Dame de La Sauve-Majeure et que cet hommage s'inscrit subtilement dans le programme iconographique mais aussi dans l'espace, donnant lieu à une véritable création urbanistique romane.

9. Dulaure, Frère Etienne, *Histoire de l'Abbaye de La Sauve-Majeure Entre-deux-Mers*, transcription par Jean François Duclot, Jean-François Larché, Jean-Claude Tillier, Les Editions de l'Entre-deux-Mers sd [2004] t. 2 p. 305 : *J'oubliais de dire qu'Amauin fut enterré près de la porte par laquelle on entre de l'église dans le cloître, dans l'épaisseur de la muraille du côté de l'Orient, sous l'image de la sainte Vierge « Jacet in claustris, subtus imagine Beatae Virginis » disent nos nécrologues. On voit encore au même endroit deux petits arceaux de pierre appuyés sur des piliers au milieu desquels était cette image de trois pieds ou environ de haut, tenant son fils très béni sur son bras gauche, et ayant au devant de soi saint gerald un genou en terre tenant sa crosse des deux mains, le tout de pierre... voir aussi la notice sur le tombeau de l'abbé Amauin dans Guet, Hervé, *Trésors oubliés de l'abbaye de La Sauve-Majeure*, catalogue de l'exposition mise en place par le centre des Monuments Nationaux à l'abbaye de La Sauve-Majeure, Editions de l'Entre-deux-Mers 2007 p. 34-37.*

10. Peut être faudrait-il examiner de plus près la statue de saint Michel qui ne semble pas appartenir à la même série, elle est du reste nettement plus haute que les autres et a conduit à exhausser sensiblement le couvrement de l'arcade septentrionale.



Futailles et mesures du vin de Bordeaux au Moyen Age

Sandrine Lavaud *

En matière de métrologie historique, l'exemple des mesures vinaires de Bordeaux constitue un cas d'école. Il bénéficie d'un dossier historiographique nourri et de sources, certes peu abondantes pour le Moyen Age, mais de nature suffisamment variée pour permettre la confrontation et faire affleurer les fondements du système. Il est aussi porteur d'enjeux qui dépassent la seule discipline historique et alimentent le campanilisme bordelais et la renommée de ses vins ; en ligne de mire, le tonneau qui a focalisé toute l'attention, non seulement parce qu'il a servi d'étalon et joué un rôle d'entraînement pour les autres futailles, mais surtout parce qu'il a constitué le vaisseau vinicole privilégié du « plus grand commerce médiéval », selon la célèbre formule d'Yves Renouard ¹, jusqu'à être adopté comme jauge de capacité maritime. D'où l'obstination à en évaluer précisément la contenance, dont ont été déduits les volumes produits et exportés, d'une telle ampleur qu'ils témoignaient à eux seuls du premier âge d'or du vignoble et des vertus de l'union anglo-gasconne. Le tonneau est ainsi devenu le marqueur de la fortune et de la gloire viticoles et commerciales de Bordeaux.

La reprise de ce dossier se doit donc de décrypter ces représentations, voire ses instrumentalisation, d'en mettre au jour la méthodologie comme les paradigmes qui les sous-tendent. Quelle mesure de la mesure de la part des historiens bordelais ? Quelle lecture complémentaire ou supplétive peut-on en faire ? Les nouvelles données comme les voies récentes de la métrologie invitent à suivre l'exhortation de Bernard Garnier à « mieux s'installer au cœur des anciens systèmes pour

les questionner et les reconstituer » ², en s'affranchissant de l'obsession arithmétique pour revenir à la substance du réel. Ainsi, les récentes découvertes archéologiques de barriques, d'une capacité inférieure à l'évaluation des historiens, amènent à reconsidérer les estimations passées et plus encore, à repenser la notion même de mesure vinicole sous l'angle, plus anthropologique, de ses perceptions, de ses réalités et de ses usages ; d'où un retour aux textes et aux mots, en auscultant les occurrences métrologiques relatives au vin. Une précédente étude que j'avais menée sur le pichet m'avait convaincue de l'intérêt de cette démarche qui m'avait permis de mieux ajuster les vases vinaires des archéologues à ceux des textes ³.

Le cadre géographique de la ville de Bordeaux, qui avait alors servi, a été ici repris. Au-delà du continuum entre les deux études, il se montre d'autant plus pertinent qu'il est extensible aux autres villes productrices du Bordelais qui, comme Bordeaux, relèvent du Bas-Pays et ont adopté les mêmes mesures vinaires ; parce qu'elles sont réservées aux vins privilégiés, celles-ci conditionnent, en effet, l'accès au

* Maître de conférences en histoire médiévale. Université Bordeaux-Montaigne, Institut Ausonius.

1. Renouard, 1959, 262.

2. Garnier, Hoquet, Woronoff, 1989, 373.

3. Lavaud, 2002-2003.

grand commerce. Le seul exemple de la capitale permet donc d'embrasser l'ensemble de son aire d'influence directe, au moins au niveau des fûts réservés à la vente en gros et à l'export. Outre les données archéologiques, deux corpus textuels ont été sélectionnés dans les fonds bordelais : celui, de nature normative, des délibérations de la Jurade et celui, issu des fonds notariés, des inventaires après décès qui permet d'approcher la pratique sociale et domestique du vaisselier vinaire. Ces sources écrites sont quasi concordantes chronologiquement : les registres de la Jurade datent des deux premières décennies du XVI^e siècle, les inventaires de la seconde moitié du siècle qui constituera donc notre période d'étude⁴. Quelles sont alors les pratiques sociales et les perceptions des mesures vinaïres ? Quelle articulation entre mesure et fûts ? Quelle fonctionnalité du tonneau et de ses sous-multiples ? Quelles révisions consécutives pour les points forts de la tradition historiographique ? On regrettera de ne pouvoir adopter une démarche comparative en l'absence d'études similaires pour d'autres grands pôles viticoles⁵ ; puisse le chantier s'ouvrir rapidement afin de mieux connaître les mesures vinaïres médiévales.

Mesures vinaïres et tradition historiographique

C'est particulièrement dans sa dimension historiographique que le dossier des mesures vinaïres bordelaises peut passer comme exemplaire, voire archétypal, en matière de métrologie, tant par les sources qu'il a mobilisées que par la production historique dont il est composé. Il donne à voir des questionnements et des postures sur une durée relativement longue, des sources d'Ancien Régime aux derniers écrits des historiens à la fin du XX^e siècle.

Les sources de la métrologie bordelaise

Les études de métrologie bordelaise se sont appuyées sur un corpus de textes relativement « classiques » dont les tables de concordance et les rapports établis durant la période révolutionnaire forment le socle. S'y ajoutent une enquête et des arrêtés du Parlement des années 1772-1773 qui ont fixé les dimensions et la capacité de la barrique et qui ont servi de référence tant aux révolutionnaires qu'aux historiens. Ces derniers n'ont cependant traité ce fonds moderne que de manière partielle, en négligeant les pièces préalables pourtant très instructives. L'enquête de 1772 n'est, en effet, que l'aboutissement d'une plainte déposée en 1726 par des marchands anglais et flamands, dénonçant les fraudes sur la contenance des barriques⁶. En effet, « on fait les barriques d'une épaisseur si prodigieuse et des douelles si larges qu'à peine en trouve-t-on de 28 verges

[au lieu des 32 attendues] et lors que l'on veut les employer pour les vins de grand prix, on s'attache encore à en retrancher cette contenance... »⁷. La dénonciation porte donc sur l'épaisseur accrue des bois, mais la dissension porte aussi sur le mode de mesure. A la jauge extérieure, ne mesurant que la dimension des fûts, défendue par les Bordelais, les négociants étrangers préfèrent la velte, ou verge, en cours sur les autres places marchandes et qui permet, en sondant la hauteur de remplissage à l'intérieur du fût, d'en jauger la capacité. L'une et l'autre semblent toutefois en usage à Bordeaux et c'est dans l'entrée de l'hôtel de ville qu'ont été entreposés les étalons : « une lame de cuivre rouge assez bien gravée (...) attachée à plusieurs endroits à une règle de bois de même longueur » pour mesurer les futailles, et « une verge de cuivre rouge » pour le liquide qu'elles contiennent⁸. Dans les années 1760, ces jauges ont été endommagées et détruites, envenimant ainsi l'affaire qui est portée devant l'intendant. Pour la conclure, les jurats et le procureur général confient à Larroque une enquête sur les dimensions de la barrique. Larroque procède par pesées et « dépotage » de copies de la mesure ancienne pour rétablir et ajuster les équivalences ; ainsi il prouve que celles des jauges de la barrique, la velte et le pot, n'étaient pas exactes ; à l'aune de ses calculs, une barrique de 32 veltes ne contient pas, selon l'usage du commerce, 110 pots mais 106 14/37. Il préconise donc de s'en tenir aux dimensions extérieures de la barrique dont il fournit un tableau. C'est sur ses conclusions que sont établis les arrêtés du parlement de 1772 et 1773⁹. Interdisant le velteage, « mesure fautive de contenance intérieure inconnue à nos pères », les parlementaires s'en tiennent aux mesures du fût,

4. Il ne subsiste, pour la période médiévale, que deux registres – édités – de délibérations de la Jurade de Bordeaux pour les années 1406-1409, 1414-1416 et 1420-1422 (*Registres de la Jurade. Délibérations de 1406 à 1409*, Bordeaux, t. III, A.M.Bx, 1873 ; *Registres de la Jurade. Délibérations de 1414 à 1416 et de 1420 à 1422*, Bordeaux, t. IV, Archives municipales de Bordeaux, 1883 [RJ]), que l'on a complétés par le *Livre des Coutumes* et le *Livre des Privilèges* (H. Barkhausen (éd.), *Livre des Coutumes*, Bordeaux, Archives municipales de Bordeaux, t. V, 1890 ; *Livre des Privilèges*, Bordeaux, Archives municipales de Bordeaux, t. II, 1878 ; *Livre des Bouillons*, Bordeaux, A.M.Bx, t. I, 1867), ainsi que par les archives municipales de l'Époque moderne. Quant aux fonds notariés, ils sont tardifs en Bordelais où le plus ancien registre date de 1435.

5. Si les mesures vinaïres de la plupart des vignobles ont fait l'objet, comme à Bordeaux, d'enquêtes et d'études, peu d'historiens ont approfondi la question des mesures médiévales (on citera notamment Portet, 1991).

6. A.D.Gir., C 1649, non fol., 7 janvier 1726.

7. A.D.Gir., C 1649, 9 octobre 1751.

8. A.D.Gir., C 1614, missive anonyme et non datée relatant les conditions de l'enquête de Larroque.

9. A.D.Gir., C 1614, 28 août 1772, arrêt de la cour du Parlement portant règlement pour la jauge des barriques. Le mécontentement provoqué par cet arrêt en a suscité un autre, daté du 21 avril 1773.

et contournent la question de l'épaisseur en fixant le nombre de douelles à 20, ce qui provoque de nombreuses contestations tant des tonneliers que des négociants peu satisfaits de cette demi-mesure.

Quelles premières informations tirer de ce dossier ? D'abord, que les unités référentielles à l'Époque moderne sont la barrique et le pot (assimilable à l'ancien carton) qui est son sous-multiple pour la vente au détail ; le système d'équivalence et d'emboîtement des mesures est bien en place, sans que, pour autant, elles soient métrologiquement exactes ; car, de l'aveu général et répété, la contenance des fûts n'est pas stable¹⁰. Cette variabilité est prioritairement due au travail des tonneliers qui, sans règles strictes et malgré leurs mesures de baleine, ne faisaient pas uniformément. A condition qu'elle ne soit pas trop forte, cette marge semble admise et intégrée dans les pratiques de la filière viti-vinicole, d'autant qu'elle permet de jouer sur le produit – en tenant notamment compte de la lie¹¹ – et sur son prix. Pour l'historien, elle implique que la recherche de l'exactitude est vaine, *a fortiori* pour les périodes anciennes, et qu'il ne peut parvenir qu'à des estimations par fourchettes de volumes. Autre apport, celui des modalités de la mesure : la pratique ancestrale, mise en avant par les parlementaires, d'une mesure du fût plutôt que de son contenu, n'est pas démentie par les textes antérieurs et il est fort probable qu'elle soit transposable au Moyen Age. L'usage de la velte semble plutôt provenir d'un apport extérieur, survenu avec le marché flamand des eaux-de-vie dont originellement elle est la mesure spécifique. On serait tenté de voir dans une ordonnance de 1612, statuant sur le volume de la barrique bordelaise porté alors à 106 pots¹², le changement que le velteage introduit dans la façon de mesurer : le contenu plutôt que le contenant, la quantité précise – que l'on sait désormais calculée mathématiquement – plutôt que le cubage approximatif. Enfin, à la fin de l'Ancien Régime, les conflits et la réglementation qu'ils suscitent sont révélateurs d'un tournant, tant celui de la filière que de ses mesures. L'émergence des grands crus a profondément bouleversé le vignoble comme le marché, mais également la tonnellerie. Les fraudes dénoncées en 1726 montrent que celle-ci s'est adaptée en modifiant les barriques, afin de les faire gagner en solidité pour le transport mais, par voie de conséquence, en a réduit le contenu, accentuant encore à la hausse le mouvement des prix. Le système ancien des mesures bordelaises, un système d'estimation en phase avec les pratiques commerciales mais s'accordant mal avec le souci des Lumières d'une métrologie arithmétique et unificatrice, semble alors aller à la dérive ; en témoignent les fraudes sur les fûts, l'altération des étalons et des jauges comme les nouvelles normes qui « font du neuf avec du vieux » et ne changent pas véritablement la donne.

Ces flottements ont perduré et pesé sur la procédure révolutionnaire de conversion des mesures anciennes. De l'avis général des administrateurs gouvernementaux, celle-ci s'est avérée complexe en raison de l'absence ou de la destruction des étalons et des matrices des anciens poids et mesures. Néanmoins, Brémontier, ingénieur des Ponts-et-Chaussées a pu faire dresser, à partir des renseignements fournis par les élus locaux, des tableaux de comparaison (25 thermidor an VI-12 août 1798), avant que la Commission des poids et mesures de Bordeaux dont il faisait partie n'ait établi un nouveau tableau le 14 ventôse an X (5 mars 1802). Ce dernier s'appuyait sur le rapport d'un mathématicien local, Jean-François Lescan, aboutissant à des équivalences différentes de celles de Brémontier. Ainsi pour la barrique, le premier annonçait, sur la base de 102,50 pots, un volume de 232,3 litres, alors que le second lui attribuait une capacité de 110 pots, soit 249,8 litres. Débats et imprécisions ont prévalu durant toute la première moitié du XIX^e siècle ; encore en 1865, la norme édictée par la Chambre de commerce d'une contenance de 226 litres 1/4 admet un seuil de tolérance entre 224 et 228 litres. Finalement le 16 juin 1866, la loi fixe la capacité, toujours en cours, de la barrique bordelaise à 225 litres (tolérance de 2 % de marge). C'est sur ces bases incertaines que nombre d'historiens ont spéculé.

La mesure des historiens

Si les premiers historiens du commerce bordelais se sont intéressés à la question des futailles¹³, elle est demeurée pour eux relativement secondaire et c'est véritablement à Jean-Auguste Brutails que l'on doit la première étude de métrologie qui fait toujours référence. Archiviste du département de la Gironde, Brutails a publié en 1912 un ouvrage intitulé : *Recherches sur l'équivalence des anciennes mesures de la Gironde*¹⁴. Sa courte introduction place son œuvre dans le contexte du

10. Ainsi, dans l'arrêt de 1772 : « L'expérience a prouvé qu'une barrique commune rendoit 110 pots quelquefois plus, quelquefois moins », A.D.Gir., C1614, fol. 85, 28 août 1772.

11. Selon les manuels du commerce du XVIII^e siècle, l'usage était de compter 100 pots à la barrique de vin clair, 110 pots à celle de vin marc et lie.

12. *Inventaire des Registres de la Jurade*, t. II, p. 52, 5 mai 1612.

13. Si Francisque Michel s'est contenté de relever dans les archives anglaises une plainte au sujet des mesures de liquide (Michel, 1867, t. 1, 340-341), Théodore Malvezin, répondant à une communication de Bréguignat à l'Académie, s'est interrogé sur le terme de tonneau utilisé dans les registres de la Coutume. Selon lui, le mot renvoie à une double acception : le fût et particulièrement la barrique à laquelle il l'assimile, et l'unité de compte du tonneau de mer (Malvezin, 1892, t. 1, 333-337).

14. Brutails, 1912.

développement de l'histoire économique et des études métrologiques. Les mesures y sont présentées comme le produit d'un empirisme social, particulièrement conditionné par les pouvoirs qui en ont la maîtrise ; d'où l'accent porté par l'auteur sur leur variabilité et leur altération, qui lui font proposer plusieurs capacités et dire que « ce qui frappe avant tout dans l'examen des mesures du Moyen Âge, c'est qu'elles manquent de cette précision dont se préoccupent les temps modernes »¹⁵. Une circonspection réitérée dans sa correspondance où il concède qu'en matière de résultats pour le Moyen Âge, « tout ce que nous pouvons dire, c'est que le système des mesures est différent »¹⁶. Le chapitre qu'il consacre aux « Mesures pour les liquides » se fonde particulièrement sur l'enquête de Larroque qu'il relate en détail, ainsi que sur le rapport de Lescan. À partir des dimensions de la barrique fixées par les arrêts du Parlement, Brutails a pu calculer une capacité approximative de 235 litres mais conserve dans son tableau récapitulatif le calcul de Brémontier lui donnant une capacité de 249,85 litres. Si la prudence clairvoyante de Brutails est sans doute l'une des plus grandes qualités de son œuvre, elle n'a pas toujours été retenue par ses contemporains et par ses successeurs. Ainsi son principal pourfendeur, Paul Guilhiermoz, lui reproche d'avoir préféré Lescan à Brémontier et d'avoir fondé ses calculs sur le mètre provisoire¹⁷. En métrologue féru d'arithmétique, Guilhiermoz s'évertue à préciser pour le Moyen Âge la contenance des vaisseaux vinaires bordelais, en les comparant à d'autres mesures à partir du rapport du 26 juillet 1330 adressé par les jaugeurs de Paris à la Chambre des comptes. Ses savants calculs sont l'exemple même d'une métrologie abstraite et atemporelle, d'un faible recours pour le médiéviste¹⁸.

Il faut attendre les années 1950, alors que l'histoire économique connaît son apogée et ses premières inflexions quantitatives, pour que soit repris le dossier ; c'est Yves Renouard, le grand médiéviste du commerce vinicole, qui s'en empare en faisant paraître aux *Annales du Midi*, deux articles, à trois ans d'intervalle, sur la capacité du tonneau bordelais au Moyen Âge¹⁹. « La détermination exacte des poids et mesures des époques anciennes est la tâche la plus urgente qui s'impose aux historiens préoccupés des phénomènes économiques », cette première phrase du premier article de Renouard révèle à elle seule son positionnement et son objectif. S'il ne veut pas s'éloigner « des données concrètes et diverses de la pratique », il n'entend pas s'embarrasser de la circonspection qu'il relève chez d'autres auteurs. S'appuyant sur Brutails mais oubliant sa prudence en pariant sur « la stabilité de cette mesure traditionnelle », il fixe la contenance de la barrique à 225 litres – soit celle en cours depuis la loi de 1866 – et consécutivement, celle de ses multiples, la pipe (450 litres) et le tonneau (900 litres). C'est ce dernier qui focalise son attention car il est le vaisseau

vinicole référent pour le grand commerce, « obsession » majeure de Renouard en corrélation avec sa perspective macro-économique ; de l'estimation de sa contenance dépend donc celle des volumes de vins gascons exportés. Sur la base de ses équivalences, Renouard en évalue la moyenne annuelle à 83 000 tonneaux, soit 747 000 hectolitres, « un chiffre considérable qui correspond à peu près au chiffre total des exportations de vins de Bordeaux en 1900 »²⁰ ; belle promotion, non sans chauvinisme, du vignoble aquitain au temps de l'union anglo-gasconne, chère à Renouard, mais dont l'optimisme démesuré a suscité les critiques de ses pairs, notamment de Robert Boutruche. Dans un compte rendu, celui-ci en dénonce le chiffrage quelque peu extravagant au regard des capacités de production et de consommation²¹. Et de rappeler la polysémie du terme de tonneau : unité de compte pour la cargaison des navires, « vaisseau vinicole contenant effectivement 900 litres, tantôt un simple fût de capacité variable », qui aurait pu faire prendre à Renouard des barriques pour des tonneaux... Renouard avait pressenti ces critiques en consacrant de larges propos dans ses articles à prouver l'existence d'un tonneau réel. Élargissant son éventail de sources (registres de la grande Coutume, sources de la pratique notariale et commerciale, Comptes de l'archevêché de Bordeaux), il concluait à la prédominance du tonneau au moins jusqu'au XVe siècle et justifiait l'usage de ce fût « considérable », « le plus gros des vaisseaux vinaires employés »²², par le primat de la voie maritime ; une démonstration magistrale qui souligne l'adéquation de la mesure au produit et à son transport mais la plie et l'instrumentalise au service de la cause du grand commerce. Par sa vision réductrice et sélective du tonneau, par son chiffrage appauvrissant, la pensée de Renouard achoppe sur l'écueil de la réalité multiple de la mesure médiévale.

15. Brutails, 1912, 11.

16. A.D.Gir., 90 J 4.

17. Guilhiermoz, 1913.

18. Guilhiermoz (*ibid.*) a abouti pour Bordeaux à ces équivalences :
Tonneau = 384 pots, soit 873,08 litres
Pipe = 192 pots, soit 436,54 litres
Barrique = 96 pots, soit 218,27 litres.
Brutails a répondu à ses critiques en reconnaissant avoir converti en mètre provisoire, cependant « très légèrement différent du mètre actuel ». Il justifie ses divergences d'analyse avec Guilhiermoz par une perspective différente consistant à « calculer à quoi cette mesure répond, pour une date donnée, dans notre système métrique » (A.D.Gir., 90 J 4, correspondance de J.-A. Brutails).

19. Renouard, 1953 ; 1956.

20. Renouard, 1953, 398.

21. Boutruche, 1955.

22. Renouard, 1956, 202.

Elle a néanmoins fait autorité dans l'historiographie des vaisseaux vinaires bordelais, oblitérant quelque peu les nuances et les remises en perspective apportées par les historiens postérieurs. Ainsi des pages clairvoyantes qu'y a consacrées Jacques Bernard²³. Son apport majeur est de proposer un schéma d'évolution de l'usage des futailles : jusqu'au XIVe siècle, le tonneau serait dominant comme fût réel pour le commerce dont il devient consécutivement l'unité de compte et la jauge de capacité maritime. Puis survient son progressif déclin matériel avec la substitution des pipes dans les chargements de vin, devenue effective au milieu du XVe siècle ; le tonneau n'est alors plus qu'une unité de compte. Bernard s'est évertué, dans un paragraphe métrologique, à en déterminer la valeur et la capacité, en se fondant sur le poids, qu'il considère prendre le pas sur le volume. Selon ses calculs, « le tonneau d'affrètement et de « port » était voisin, quant au poids, de notre tonne métrique, et cette conclusion plaide en faveur du volume élevé de l'antécédent réel et des 800 à 900 litres de vin considérés comme probable »²⁴, et Renouard de s'en trouver mieux fondé et conforté.

Si elle reprend les conclusions de Bernard, la mise en perspective proposée par Anne-Marie Cocula innove sur plusieurs points²⁵ : l'intérêt porté aux petites mesures destinées à la vente au détail qu'elle assimile, à la suite d'Arlette Higounet²⁶, à la ration moyenne individuelle ; surtout, la focale mise sur les liens entre privilèges de Bordeaux et métrologie, générateurs d'une « bataille des futailles » entre Haut et Bas-Pays. Les impératifs métrologiques – interdiction au Haut-Pays de fabriquer et d'utiliser des futailles à la mesure de Bordeaux – ont constitué des garants majeurs du système protectionniste de la capitale. Développant cet aspect, Éric Pothier a montré combien, dès l'Ancien Régime et encore actuellement, la barrique constituait un moyen de « défense de la rente » bordelaise²⁷.

La publication en 1996, dans la collection dirigée par Abel Poitrineau, du volume sur les anciennes mesures locales du Sud-Ouest, n'apporte pas d'élément inédit à ce dossier historiographique²⁸. Les acquis de ce dernier sont réels : le système métrologique et ses enjeux ont bien été mis au jour et analysés plus que pour aucun autre grand vignoble mais le médiéviste se doit de les distancier et de se méfier de certains travers et dérives : tentation mathématique et illusion de la précision, pari de la stabilité, focalisation sur une mesure plutôt que sur un système..., autant de risques d'anachronisme qui doivent le conduire à se frotter davantage aux sources et à faire évoluer les questionnements.

La Jurade et les récipients vinaires

Les registres de délibérations municipales, que l'on a complétés par le *Livre des Coutumes* et celui des *Bouillons*, ainsi que par des statuts et ordonnances du début de l'Époque moderne, renseignent sur la gouvernance métrologique des jurats et sur leurs représentations et conceptions. C'est par la mesure que la Jurade exerce son contrôle sur la vaisselle vinicole. Ses prérogatives en la matière lui ont été concédées par délégation du roi-duc et participent du pouvoir communal non seulement à l'échelle de la ville mais aussi de son aire d'influence qui, en matière de vin, couvre l'ensemble du bassin d'approvisionnement. Les occurrences relatives aux récipients vinaires occupent une place non négligeable du discours municipal et témoignent de l'intérêt et des enjeux que sous-tendent leur contrôle et leur normalisation. Si la mesure est un des pendants de la fiscalité, elle est aussi la garante des privilèges du vin. Parce qu'elle est juste, elle est l'assurance d'une pratique commerciale saine et concourt au bien commun.

Ajuster les futailles à la mesure

Seules les futailles vinaires impliquées dans la vente, qu'elle soit en gros ou au détail, importent pour la Jurade. Son objectif a été de les ajuster à la mesure et de les standardiser ; en dépendaient le bon fonctionnement du marché comme ses principales rentrées fiscales et l'efficacité de son système protectionniste. Pour cette entreprise d'unification métrologique, elle a mobilisé un personnel spécifique comprenant le prévôt, détenteur des étalons, des visiteurs-jaugeurs et d'autres officiers chargés de l'inspection et de la répression des fraudes à différentes étapes de la pratique des futailles. Ainsi, le contrôle municipal se manifeste dès le stade de la sélection de la matière première et de la fabrication des fûts. La coutume le rappelle : les tonneliers ne doivent pas mettre fausses douelles et mauvaises fonçailles aux tonneaux²⁹. Le merrain dont ils sont faits et les « *coudra e vime* » qui servent au cerclage sont donc inspectés par des visiteurs, les « *visitors deu mayrame* », nommés par la Jurade ; lors du serment qu'ils prêtent le 4 août

23. Bernard, 1968, 228-233.

24. Bernard, 1968, 231-232.

25. Cocula, 1989, 263-284.

26. Higounet-Nadal, 1970, 57.

27. Pothier, 2009, 171-194.

28. Poitrineau, 1996.

29. *Livre des coutumes*, n° 71, p. 301.

1406, ils sont au nombre de quatre et jurent de faire respecter les « établissements » sur les merrains et de rester impartiaux et incorruptibles³⁰. Neuf ans plus tard, on les voit se plaindre auprès des jurats que plusieurs tonneliers fabriquent « pipas et leven mayrame » sans qu'ils aient été inspectés³¹. La Jurade ordonne alors un cri pour rappeler la réglementation. Ce qui est en jeu dans cette fraude qui semble s'être généralisée, c'est la qualité des bois utilisés, or celle-ci, qui doit allier étanchéité et résistance, participe de la définition et de la distinction des récipients bordelais – et au-delà du vin, le merrain en constituant la marque de fabrique (l'aulan – châtaignier – pour le cerclage n'est attesté que pour l'Époque moderne).

Les tonneliers sont appelés « *carpentey de tonetz* » ou de *pipas*, ou encore de *vayssera*, des dénominations qui laissent penser que le tonneau et la pipe constituent leur production principale. Leur métier est sous étroite surveillance municipale : des visiteurs inspectent les fûts fabriqués pour s'assurer qu'ils sont de qualité et de bonne jauge. Il semble que cette inspection s'effectue par convocation collective : le 20 juillet 1420, les visiteurs convoquent les tonneliers pour le lundi de la fête de la Madeleine³² ; au début du XVII^e siècle, on les voit procéder par quartiers³³. Les récipients qui ne sont pas conformes sont détruits ou leurs fabricants mis à l'amende. Les jurats fixent également les salaires et les prix : en juillet 1414, la journée de travail d'un tonnelier est portée à 15 esterlins plus les dépenses, la douzaine de « *vayssera neva* » à 4 francs, la centaine de douelles à 20 esterlins, celle de fonçailles à 15³⁴. L'interdiction du recours au prix-fait comme celle de sortir de la ville témoignent encore de la contrainte municipale. Celle-ci ne va pas néanmoins jusqu'à faire des tonneliers des officiers communaux, à l'égal des taverniers ou des courtiers, et s'apparente à la tutelle exercée par la Jurade sur les autres métiers. Normative et coercitive, elle a aussi un pendant protecteur et conforme aux intérêts des tonneliers.

A la différence des ordonnances du XVII^e siècle³⁵, les sources médiévales ne font état d'aucun jaugeur de vin, ce qui confirme l'hypothèse d'une unique estimation extérieure. Le fût fait donc la mesure et sert à la fois de jauge et de récipient. Il n'en est pas moins associé fortement – voire confondu – à ce dont il est rempli : le vin, et l'ambivalence entre contenant et contenu est patente dans le discours des jurats. Ainsi de l'expression « marquer les vins » qui renvoie implicitement à une action, non pas sur le vin mais sur son contenant. C'est pourtant le vin qui en est l'objet car la marque sert à identifier sa provenance et à en distinguer les vins réputés prohibés. Des marqueurs nommés par la municipalité sont chargés d'apposer cette marque³⁶ sur les futailles contenant des vins qui proviennent soit du Haut-Pays, soit de localités du Bas-Pays qui ne peuvent faire entrer sans marque leur vin dans Bordeaux³⁷. Ces vins sont soumis à une fiscalité spécifique mais surtout, ils sont

écartés du marché local et contraints pour l'export. Ceux du Haut-Pays, déjà identifiables par la réglementation imposée par Bordeaux : fûts plus petits et de moindre qualité, ne peuvent parvenir dans son port pour être embarqués sur les flottes atlantiques qu'après Noël ; de même, ils ne peuvent être vendus au détail dans la ville s'il y reste des vins bourgeois à écouler. La marque comme la différenciation des mesures vinaires constituent donc un rempart métrologique majeur au service du protectionnisme bordelais ; au sein du bassin d'approvisionnement, les privilèges de Bordeaux génèrent une opposition entre unité métrologique du Bas-Pays et diversité du Haut-Pays.

Les ordonnances et arrêts du début de l'Époque moderne montrent combien cette opposition nourrit les récriminations des villes du Haut-Pays et les fraudes : en 1597, un arrêt du Parlement doit faire défense de fabriquer des barriques du Haut-Pays comme celles de Bordeaux³⁸ ; en 1602, ce sont les marchands qui sont en ligne de mire car ils « font porter du vin du Haut-Pays à Bordeaux, le font vendre en taverne et changent le vin prohibé dans les barriques de la jauge de Bordeaux, couverte d'aulan »³⁹ ; encore en 1612, la cour réitère ses interdictions « contre ceux qui ne sont pas du Bas-Pays qui mettent leur vin en barrique de même jauge, grandeur et longueur que celle de Bordeaux et de les cercler d'aulan ». Autant de contournements et de transgressions qui témoignent des résistances à l'application du système métrologique bordelais, qui demande, pour être effective, une grande surveillance. Celle-ci s'étend également aux fûts vides, susceptibles d'être illégalement utilisés ou remployés. Cette préoccupation est déjà

présente dans un mandement de 1351 figurant dans le *Livre des Bouillons*, où le roi-duc, Edouard III, demande de sursoir à un statut municipal interdisant d'expédier hors de la ville des barriques vides garnies de tous leurs cercles⁴⁰. Elle est réitérée plus tardivement dans les statuts de 1612 ainsi que dans une ordonnance municipale de 1657⁴¹.

On voit combien la mesure vinicole et son contrôle participent de la gouvernance municipale, mais aussi du processus de territorialisation de la capitale bordelaise : les prérogatives métrologiques, la normativité des futailles (matériaux, mesures extérieures, marquage des fûts : autant de critères qui montrent que la mesure seule ne suffit pas à identifier le fût bordelais...) sont des vecteurs de la domination sur la ville et sur son aire d'influence directe, le Bas-Pays, auxquels ils confèrent cohésion et unité ; ils lui procurent également une capacité d'intervention dans l'ensemble du bassin d'approvisionnement.

Les futailles dans le discours municipal

Comment les magistrats municipaux nomment-ils les fûts ? Selon quelle hiérarchie, quelles acceptions, quels contextes ? Quelle(s) fonctionnalité(s) leur accordent-ils ? Le relevé des occurrences dans les registres de délibérations du Moyen Âge permet d'apporter quelques réponses.

Sur les 117 mentions de récipients vinaires globalement recensées, 88 sont relatives au tonneau, 18 à la pipe, 9 à la barrique, 1 au pichet, 1 au carton (fig. 1). La victoire du tonneau est donc éclatante et ne se dément pas entre les deux décennies que couvrent les registres (fig. 2). Dans le discours des jurats, le mot est tellement associé à un unique produit, le vin, et la fusion est telle, qu'il arrive que ce dernier ne soit pas cité mais seulement induit – c'est notamment le cas lorsque le tonneau sert d'assiette à une imposition. *A contrario*, les autres fûts, pipes et barriques, voient toujours leur contenu précisé, d'autant qu'il peut varier : vin, mais aussi cidre, blés, pastel... Les jurats usent du terme de tonneau selon tous ses sens ; l'appellation générique semble la moins assurée : non seulement les jurats prennent soin de préciser la catégorie de fût, mais encore on les voit utiliser le mot « *pessa* » (pièce) ou « *bayssset* » (vaisseau) pour signifier la futaille en général⁴².

40. *Livre des Bouillons*, n° LII, p. 178, 14 novembre 1351.

41. BM Bx, D 10459, p. 195 : « Les barriques de Bourdeaux et pays Bourdelois ne pourront être transportées hors les dits lieux pour estre portées et conduites en haut pays, ny ailleurs ». *Inventaire des Registres de la Jurade*, t. II, p. 73, 13 juin 1657 : défense de transporter les barriques vieilles au-dessous du port de Bordeaux et au-delà des limites de la sénéchaussée.

42. RJ, t. III, 1407-1408, p. 337, 25 juillet 1408 ; gage de 3 sous par « *pessa* » pour ceux qui commercent à la proue des bateaux.

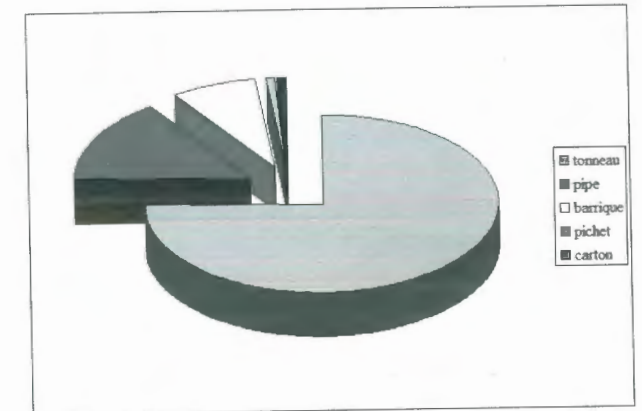


Fig. 1. - Les occurrences de futailles dans les Registres de la Jurade.

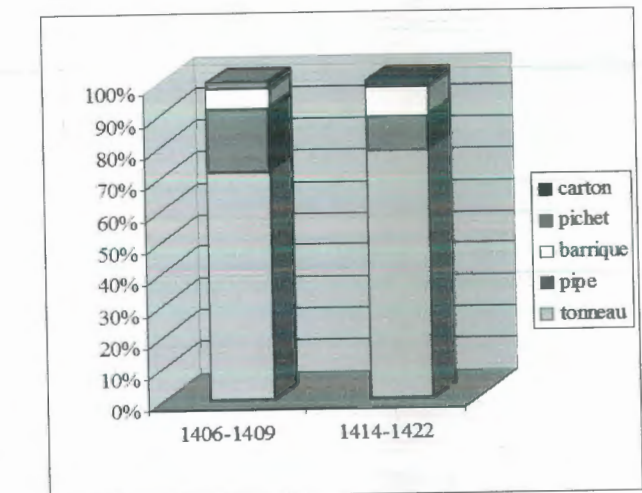


Fig. 2. - Les récipients vinaires dans les Registres de la Jurade ; répartition chronologique par registre.

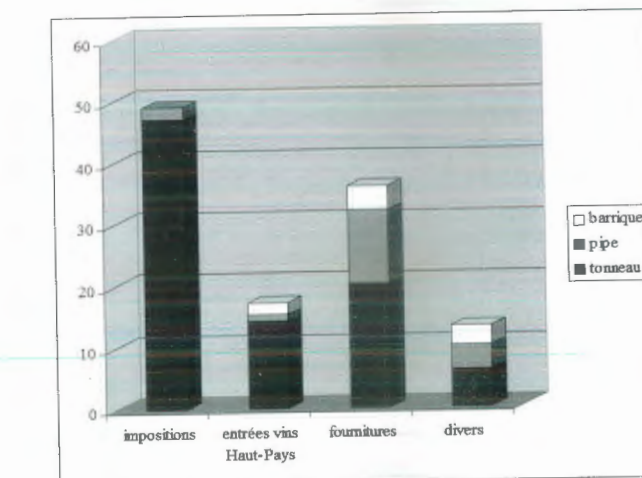


Fig. 3. - Les occurrences de futailles dans les Registres de la Jurade ; contexte d'utilisation.

30. RJ, t. III, p. 6, 4 août 1406.

31. RJ, t. IV, p. 228, 14 août 1415.

32. RJ, t. IV, p. 402, 20 juillet 1420.

33. *Inventaire des Registres de la Jurade*, t. II, p. 52, 20 août 1611.

34. RJ, t. IV, p. 35, 11 juillet 1414.

35. *Inventaire des Registres de la Jurade*, t. II, p. 35, 31 décembre 1639.

36. On peut s'interroger sur le type de marque utilisée – étampe apposée au fer rouge (les plus fréquentes) ou frappée ? – et sur l'insigne qu'elle porte. On sait seulement que la Jurade en disposait d'un jeu qu'elle faisait fabriquer (voir par exemple RJ, t. III, p. 389, 17 décembre 1408 ; paiement à Berin Salinhac de 3 marques pour marquer les vins prohibés et ceux du Haut-Pays) et confiait ensuite aux marqueurs de vin.

37. RJ, t. III, 1407-1408, p. 200, 280, 328, 338, 382, 389 ; RJ, t. IV, 1415-1421, p. 120, 339, 487. Selon les statuts de 1612, la marque était apposée à « tous les deux bouts de chaque barrique » (BM Bx, D 10459, p. 195).

38. *Inventaire des Registres de la Jurade*, t. II, p. 51, 14 février 1597.

39. BM Bx, D 10459, p. 195, *Anciens et nouveaux statuts de la ville et cité de Bordeaux, reveus, corrigés et augmentés de tous les arrêts du Conseil et du Parlement, des Ordonnances et Règlements qui ont été rendus sur iceux depuis l'édition de 1612 de Simon Millanges jusqu'à présent*, imprimé chez Simon Boé, 1701.

L'acception de mesure de compte est surtout requise lorsque le tonneau sert d'unité fiscale ; elle se distingue mal du tonnage maritime ⁴³, l'une comme l'autre renvoyant à des capacités et à des volumes. Quant au fût réel, son sens est particulièrement effectif dans toutes les procédures d'approvisionnement (fouritures) de la Jurade en vin. Néanmoins, le plus frappant est la porosité sémantique, les jurats usant dans une même phrase des différentes acceptions du terme ; ainsi, dans cet accord donné à une exemption fiscale de 20 sous « *per tonet* » (unité de compte), concédée au seigneur de la Lande pour 4 « *tonets de bins mes a born* » (fût réel, tonnage du bateau ?) ⁴⁴ ; ainsi encore de cette décision prise à l'encontre du Haut-Pays passé à l'ennemi : « *que entre dos tonetz de bin de Haut-Pais, enemic et revelle, qui debarera, debare 1 tonet de blat et, entre dos baissetz, autres à l'avinent* » ⁴⁵, où la confusion entre appellation générique, unités de compte et réelle est évidente.

Il n'en demeure pas moins que c'est la mesure de compte qui semble la plus communément se rapporter au tonneau et le contexte de son usage en témoigne : le tonneau y est principalement cité comme assiette d'imposition, qui, il est vrai dans cette période de guerre, préoccupent beaucoup le corps municipal. Il est aussi unité référentielle pour toutes les dispositions relatives aux vins du Haut-Pays ; en revanche, les autres futailles, la pipe au premier chef, lui disputent son premier rang en matière de fournitures et de dons. Ainsi, lorsqu'il est fût réel, le tonneau se heurte à la diversité et particulièrement à la montée progressive de la pipe. Du tonneau, voire des autres futailles, les jurats ont donc avant tout une vision fiscale combinée à une expérience du commerce et de la navigation, mais qui reste toujours en connexion avec les pratiques sociales. Et les leurs, en tant que gouvernants, les amènent à penser le vin en gros, à l'échelle de l'économie de la ville ; une grande mesure de capacité comme le tonneau se montre bien adaptée à leur gestion comptable. Pour autant, hormis la référence aux sous-multiples, jamais n'en est précisée la contenance, que l'on peut imaginer approximative, mais objet d'une représentation et d'un sens communs de la mesure. Celle-ci, conçue comme l'évaluation d'une grandeur ou d'une quantité par comparaison avec une autre de même espèce, apparaît moins métrologique que « relationnelle », faisant jouer le comparable et associant différents critères identitaires.

Les futailles
dans l'économie domestique

Le sujet de la vaisselle vinicole dans la maison n'a pas été jusqu'alors traité par les historiens locaux, hormis son étude à travers la comptabilité de l'archevêque esquissée par Yves Renouard et approfondie par Jean-Bernard Marquette ⁴⁶. Les cuiviers du prélat abondent en futailles d'une grande diversité : outre les douils (cuveaux), les *modia* ou *muyats* employés pour recevoir le moût sous le treuil, les cuves pour la vendange, on y trouve les récipients habituels : tonneaux – mais qui disparaissent durant la seconde moitié du XIV^e siècle –, pipes et barriques – J.-B. Marquette note « une certaine tolérance en ce qui concerne leur capacité exacte –, mais aussi *carral* (2/3 de tonneau), *rondela* (1/2 barrique) et *barril* (1/4 de barrique, employé pour l'ouillage). L'exemple archiépiscopal, que l'on pourrait assimiler, au risque d'un anachronisme simplificateur, à une grosse entreprise, est-il néanmoins transposable au commun ?

Inventorier la vaisselle vinicole

Les mentions de futailles abondent dans les actes de la pratique : qu'il s'agisse, d'accensements avec redevance en nature – à la fin du Moyen Age, les cens vinaires sont le plus souvent signifiés en pipe, voire en barrique, jamais en tonneau – d'obligations pour achat anticipé de vin, de commandes ou de ventes de fûts auprès de tonneliers, de salaires, de dons..., futailles et vin font partie intégrante du quotidien des Bordelais. Les inventaires après décès rendent bien compte de cette imprégnation. La série qu'en offrent les fonds locaux est assez réduite car conditionnée à des fonds notariés tardifs, et limitée pour le Moyen Age aux deux derniers tiers du XV^e siècle. Parmi les 27 inventaires recensés pour cette période, 10 font référence à de la vaisselle vinicole inventoriée par les notaires et les exécuteurs testamentaires dans la résidence des testateurs, tous habitants de Bordeaux de condition très variée (voir pièces annexes). Ici, sans aucun doute ni ambiguïté, ce sont des fûts réels qui sont l'objet du discours. Que donne à voir ce petit corpus ? (fig. 4)

43. On n'en a relevé qu'une seule mention explicite : il s'agit d'un affrètement de « 25 ou 30 tonets de vin » (RJ, t. IV, 1415-1421, p. 336, 22 mars 1416).
44. RJ, t. IV, 1415-1421, p. 291, 4 décembre 1415.
45. RJ, t. IV, 1415-1421, p. 319, 323, 324, 326, février 1416.
46. Marquette, 1978, 129-130.

testateur	total fûts	tonneau	pipe	barrique	tonne	cuve	douil	barriquot
Eymeric Caumont	62		51	3			6	2
Pey Dordilhan	5	2					3	
Cathelina Dorbicta	11		2	6			3	
Helias Blanc	18		1	7			6	4
Galharda Diserta	20		4	3		2	6	5
Mathieu Picabet	23	1	6	9			5	2
Guilhem Forton	36		19	14				3
Guirauda Fau	22	1	13	3			1	4
Johan Harmonic	6		1	2	1	1	1	
Ramon de Cussac	61	1	44	7	1	5		3
Totaux	264	5	141	54	2	8	31	23

Fig. 4. - Les catégories de fûts dans la maison.

D'abord que la futaille est bien présente dans la maison et fait partie des objets communs, mais cependant d'une valeur suffisante pour mériter l'inventaire, qui composent l'intimité des Bordelais et influent sur leur environnement visuel, olfactif, voire sonore. Sans surprise, leur nombre est conditionné au statut social de leur propriétaire : chanoines et marchands possèdent plus de futailles qu'artisans, vignerons ou veuves. Et ce sont des pipes qu'ils logent en priorité, suivies, dans une bien moindre proportion, par les barriques et les barriquots. Comme dans les cuiviers et les chais de l'archevêque, ce sont donc les fûts de capacité moyenne, voire petite, qui sont privilégiés dans le patrimoine domestique (fig. 5).

On recense néanmoins quelques fûts de grosse contenance : des cuves, des tonnes et des tonneaux, un matériel qui, avec les douils, est essentiellement destiné à la vinification. On y voit le revers de la médaille pour le tonneau devenu unité de compte : comme fût réel, il apparaît contraint à la sédentarisation à l'ombre des cuiviers. Les inventaires après décès ne montrent néanmoins que les réserves domestiques et occultent les futailles destinées à l'export ; quelle part y occupe le tonneau ?

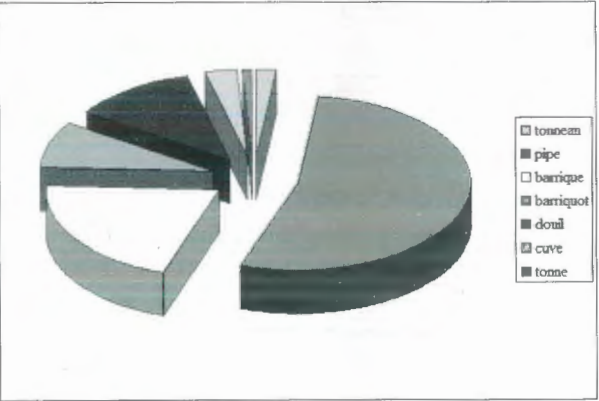


Fig. 5. - Les futailles dans la maison.

Testateur	Total fûts	Fût vide	Indé-terminé	Vin claret	Vin rouge	Vin tourné	Piquette	Verjus	Vendange
Eymeric Caumont	62	6	17	27	2	2		2	6
Pey Dordilhan	5		5						
Cathelina Dorbicta	11		11						
Helias Blanc	18	6	12						
Galharda Diserta	20	1	13				6		
Mathieu Picabet	23	8	7	6			2		
Guilhem Forton	36	3	3	30					
Guirauda Fau	22	5	8	6			3		
Johan Harmonic	6		5						1
Ramon de Cussac	61	27	10		2	11	7	4	
Totaux	264	56	91	69	4	13	18	6	7

Tous ces fûts entreposés dans la maison ne sont pas remplis de vins (fig. 6 et 7), environ un quart sont vides ; peu (2) apparaissent en mauvais état, cependant, le notaire mentionne souvent la « *pauca valor* » du matériel. Pour un peu plus d'un tiers, on ne sait quel est leur contenu ou s'ils sont vides. Les autres contiennent du vin à différents stades : plus de la moitié est emplie de claret, avec quelques fûts de vin déclaré vieux, tourné ou pourri. Le vin rouge y occupe une part négligeable en corrélation avec sa quasi absence sur le marché. Le *breuvage*, c'est-à-dire la piquette, y est plus abondant. Enfin quelques récipients contiennent du verjus ; six douils, une cuve et une tonne sont encore pleins de vendange. La futaille est aussi employée pour conditionner bien d'autres produits. Ainsi chez le chanoine Eymeric de Caumont ont été inventoriées 4 pipes de vieux seigle, 1 et demi de mil, 1 de froment et 1 barrique de fève. Les deux seules barriques trouvées chez Pelegrin Arrichard contiennent de la cendre et du *breu* de latrine⁴⁷. Dans la maison, la fonction du fût apparaît donc polyvalente. Quant à sa disposition, elle varie là encore selon l'importance de l'habitat et de son propriétaire (fig. 8). Un vigneron, comme Helias Blanc, vit

Fig. 6. - Le contenu des futailles vinales dans la maison.

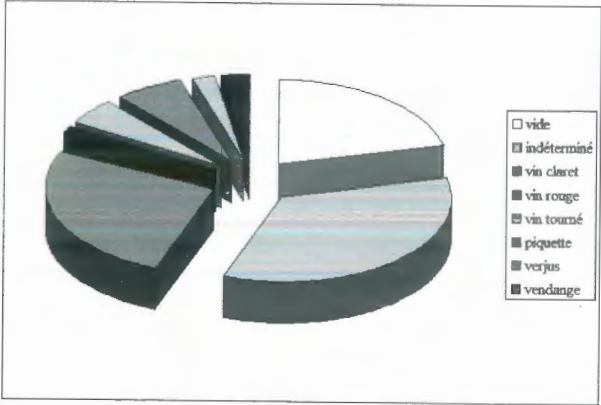


Fig. 7. - Le contenu des fûts dans la maison.

Testateur	Références acte	Futailles	Contenu	Futailles	Contenu	Pièce de la maison
Eymeric de Caumont, chanoine	A.H.G., t.43, n° XIV, XV ^e s.	6 grands douils	vendange	1 barrique		1 ^{er} cellier
		6 pipes		1 barrique vide		
		1/3 pipe		2 barriquots		
		5 pipes vieilles				
		2 pipes	vin tourné	1 barrique		2 nd cellier
		3 pipes vieilles				
		3,5 pipes	vin claret	5 pipes vides		1 ^{er} vouta
		2 pipes	vin rouge			
		23 pipes	vin claret vieux			2 nd vouta
Pey Dordilhan, charpentier	H 737, f° 11v, 19 février 1453	1 tonneau gros		3 petits douils		
		1 tonneau petit				
Cathelina Dorbicta	3E 12430, f° 64, 23 août 1469	3 douils		6 barriques		cellier
		2 pipes				
Helias Blanc, vigneron	H 738, f° 46v, 27 avril 1458	6 douils gros et petits		1 barrique		
		1 pipe		6 barriques vides		
				4 barriquots		
Galharda Diserta	3E 10391, f° 59, 1473	4 douils		1 pipe vide		1 ^{er} cellier
		2 pipes	breuvage	4 barriquots	breuvage	
		2 cuves		3 barriques		2 nd cellier
		2 petits douils		1 barriquet		
		1 pipe				
Mathieu Picabet, savetier	3E 7132, f° 10v, 1 ^{er} mai 1465	1 tonneau vide	breuvage	4 pipes	vin claret	cellier
		2 douils		1 pipe vide		
		1 douil [env. ½ pipe]		2 barriques	vin claret	
		1 douil [env. ½ barrique]		5 barriques vides		
		1 pipe	breuvage	1 barriquet vide	[env. 1/3 pipe]	
		1 douil		1 barrique vide		chambre
		1 barrique		1 barriquet		
Guilhem Forthon, marchand	3E 04807, f° 49, 31 mars 1445	1 pipe vide		3 barriquots		salle
		2 barriques vides				
		18 pipes	vin claret			soto
		12 barriques	vin claret			
Guirauda Fau	G 2282,, 1 ^{er} juin 1437	1 douil	vin	2 pipas vides		1 ^{er} cellier
		1 pipe				
		1 tonneau	vin claret	1 barrique		apprentis
		4,5 pipes	breuvage	1 barrique		
		2 pipes	breuvage	4 barriquots		
		3 pipes vides		1 barrique		2 nd cellier
Johan Harmonic	3E 2351, f° 9,, 1 ^{er} juillet 1469	1 ton et 1 cuve	vendange	1 barrique		
		1 douil		1 petite barrique		
		1 pipe				
		2/3 tonneau	vin vieux	2 barriques	verjus	souillarde
		9 pipes	vin vieux	1 barriquet	vin pourri	
		1,5 pipe	vin pimpin			
Ramon de Cussac, chanoine	A.H.G., t.24 n° XLIII, 15 mai 1442	2 cuves		22 pipes vides		1 ^{er} cellier
		7 pipes	breuvage	4 barriques vides		
		4 pipes	verjus	1 barriquet		
		2 cuves		1 grosse barrique vide		2 nd cellier
		1 cuve décerclée		1 barriquet défoncé		
		1 tonne neuve				

Page en regard :
Fig. 8. - Les futailles dans les inventaires après décès (XVe siècle).

47. A.D.Gir., H 736, fol. 11v, 19 février 1453 (n.s.).

dans une pièce unique encombrée par 16 récipients vinaires. Mathieu Picabet, un savetier plus aisé, a certes 4 fûts dans sa chambre mais dispose aussi d'un cellier où est entreposé le gros de sa vaisselle vinicole. Marchands et chanoines possèdent non seulement plusieurs celliers mais aussi des *soto* (excavation) et *vouta* (salle voûtée au rez-de-chaussée) où ils entreposent la meilleure part de leurs vins.

A la différence des récipients vinaires de petite contenance où les équivalences sont communément précisées, en matière de futaille, les inventaires ne font que de très rares allusions à la mesure. On relèvera cependant que l'identification des fûts dans la maison s'effectue selon le système métrologique. Les quelques équivalences données le sont pour des récipients en dehors du système, comme pour mieux les y rattacher : deux douils, dont l'un d'environ une demie pipe, l'autre d'une demie barrique, et un barriquot vide contenant environ un tiers de barrique. Ces mentions, trop peu nombreuses pour avoir valeur d'échantillon, font aussi état de la capacité, au moins des notaires, à évaluer une contenance en fonction de mesures référentielles qui, ici, ne sont pas le tonneau mais la pipe et la barrique. Il est probable en effet que ces deux dernières l'aient emporté dans l'économie domestique. Leur praticité, leur adaptation à l'espace habité, bien plus grandes que celles du tonneau, et sans doute leur adéquation avec les besoins vivriers et la ration familiale expliquent leur succès.

La vaisselle vinicole, nouvel objet de l'archéologie bordelaise

Ce n'est qu'à partir de la décennie 1980 que s'est développée l'archéologie médiévale à Bordeaux. Les découvertes, qui se sont accrues à l'occasion des grandes opérations consécutives à l'installation du tramway dans les années 2000, ont mis au jour, mais souvent hors-contexte et en remploi, des éléments de l'économie viti-vinicole : pépins de raisin, bois de pressoir ainsi que quelques rares fûts ou traces de fût. Car, fait de matière putrescible, ce dernier ne subsiste qu'en milieu humide. Ainsi, les deux premières découvertes, réalisées sur des habitats voisins du sud de la ville, n'ont révélé que des empreintes de barriques dans des fosses et encore sont-elles d'époque tardive. L'une de ces fosses, située dans l'arrière-cour d'une maison de pierre du XVI^e siècle, est circulaire et a été « creusée pour recevoir une barrique en bois de chêne, cerclée de châtaignier, qui a dû servir de contenant »⁴⁸. L'autre fait partie d'un terrain qui a d'abord servi de carrière avant d'accueillir habitat et artisanat dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Il est perforé d'une série de grandes fosses, d'abord d'extraction puis dépotoir, dont l'une contenant l'empreinte d'une barrique en bois cerclée de fer, datée du XVIII^e siècle⁴⁹. Les fouilles menées en 2002 au niveau de la place de la Bourse,



Fig. 9. - La « barrique médiévale bordelaise », découverte à l'occasion du chantier Saint-Rémi, après rénovation (Musée d'Aquitaine, Mairie de Bordeaux, ©photographie Lysiane Gauthier).

à proximité de l'ancienne plate-forme portuaire, ont été d'un meilleur apport en dégagant, dans les niveaux médiévaux, des restes d'une « barrique »⁵⁰. Situé à l'aplomb du mur d'une échoppe, une partie se trouvant sous les fondations, ce fût était installé dans une fosse, sur un lit de blocs de calcaire où il était calé par des galets et au moins deux pieux. Huit douelles entières étaient encore en place, maintenues par un cerclage composé de 16 cercles, 8 de chaque côté de la bonde centrale renforcés par du jonc. Seule une partie du fond était conservée sous la forme d'une planche. Ses dimensions sont d'environ 1 m (96,5 cm pour la plus grande douelle) de hauteur pour un diamètre de 80 cm au centre et de 75 cm à la base, soit une capacité approximative de 200 litres. Ce fût, qualifié de barrique, a fait l'objet d'une restauration par le Musée d'Aquitaine où il a été déposé ; en revanche, aucun rapport scientifique sur sa structure et ses bois n'a encore été rendu.

48. Gaidon-Bunuel, 1988. La fosse a été comblée brusquement en une fois avec des matériaux de destruction à la fin du XVI^e siècle.

49. Gaidon-Bunuel, 1991.

50. Gerber, 2006, 87-88.

D'autres douelles, plus fines, se trouvaient également sous son comblement. Il est probable qu'elles appartenait à un second récipient placé en-dessus. Ce dispositif étant situé dans l'axe d'une canalisation, peut-être servait-il de puisard. (fig. 9)

On le voit, l'apport de l'archéologie à la question des futailles est encore limité mais prometteur. Pour l'heure, sa confrontation avec les textes reste hasardeuse : d'un point de vue chronologique, les barriques trouvées en fouilles sont bien tardives pour le médiéviste ; surtout, on ne sait rien de leur utilisation première – est-elle vinicole ? –, ni de leur provenance et donc de leur conformité à la mesure bordelaise. Le fût de 200 litres trouvé place de la Bourse est-il une barrique vinicole à la bonne jauge ? Ces trouvailles ouvrent cependant quelques pistes ; outre leur matériau et leur structure pour lesquels on peut espérer que leur analyse soient menées à terme, l'archéologie révèle par le remploi une facette quelque peu occultée par les textes. Qu'il ait une seconde vie comme stockage, puisard ou latrine, le fût se prête à plusieurs usages. Son propriétaire, pour qui il représente un coût financier important, l'utilise jusqu'à sa dernière douelle.

In fine, de la reprise de ce dossier des mesures vinaires de Bordeaux, quelles certitudes ? Quelles questions restées en suspens ? La première de ses révélations me semble être la part du Moyen Âge dans la construction, tant historiographique que réelle, de la mesure. Les historiens se sont plus à l'exalter, le contexte de l'union anglo-gasconne appelait son établissement : en créant et en instituant les mesures vinaires, la Jurade a accompagné l'essor viticole, l'ouverture du marché anglais aux vins gascons, en même temps qu'elle a conforté la construction d'un hinterland aquitain. Le système métrologique qu'elle a mis en œuvre, en phase avec les techniques de tonnellerie et la pratique commerciale, n'embrasse pas la totalité des fûts réels – les inventaires après décès en ont montré la diversité – et repose seulement sur trois contenants qui, du Moyen Âge à l'Époque moderne, se sont succédé comme unité référentielle : d'abord l'âge du tonneau, amorcé sans doute dès l'Antiquité⁵¹ et se prolongeant jusqu'au XVI^e siècle lorsque s'y substitue momentanément la pipe, avant que ne vienne, au cours du XVI^e siècle, le temps de la barrique. Ternaire, le système n'en reste pas moins intrinsèquement dichotomique, comme beaucoup de ses contemporains : tonneaux et pipes sont communément associés comme unités de compte en matière commerciale ou fiscale ; comme fûts réels, pipes et

barriques encombrant les maisons des Bordelais. Bel exemple d'empirisme en matière de mesure, jouant de la vision abstraite d'un volume à celle de la pratique et des fonctionnalités de la futaille, et qui s'exprime également dans la façon de mesurer par la jauge extérieure. Ce choix est sans doute imputable à l'incapacité mathématique d'alors de calculer le volume de vin contenu⁵², mais il témoigne également de la volonté de faire du fût le marqueur non seulement de la mesure, mais aussi de la « marque » Bordeaux⁵³. Il est aussi responsable de l'imprécision de la mesure, conditionnée aux techniques de tonnellerie et, ce, sur la longue durée et à tel point qu'une marge d'erreur est encore tolérée dans la législation actuelle. Plutôt que de s'étonner des futailles « grosses et petites », l'historien doit prendre en compte cette variabilité de leur capacité et de leur structure, d'autant qu'elle satisfait les acteurs de la filière qui ont su allègrement en jouer. Une mesure approximative, instable, on voit là les limites de la métrologie. Pour la période médiévale, voire jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la recherche de l'abstraction mathématique semble donc une impasse, tout autant, et n'en déplaît à Yves Renouard, que les calculs de volumes théoriques qui déniaient et desservent la complexité des systèmes métrologiques. Compter les tonneaux, estimer leur capacité et consécutivement les flux dont ils sont le vecteur restent toujours une tâche pour l'historien. A lui cependant de ne négliger ni la diversité de leurs usages ni leur insertion dans un système technique. Bien des interrogations demeurent sur ce point, et l'on aimerait mieux comprendre ce goût du Moyen Âge pour les gros contenants, tels le tonneau ou la pipe, qui semblent défier les capacités techniques d'alors, notamment en matière de transport et de transbordement⁵⁴.

51. Voir sur les origines antiques du tonneau, la récente synthèse : Desbat, 2012.

52. Sur ce point, voir Portet, 2006. Ce n'est qu'au XVI^e siècle que Jean Fusoris et Nicolas Chuquet divulguent leurs moyens de calculer les volumes et d'opérer par une velte graduée.

53. Sur ce point, voir Pothier, 2009, 175-179.

54. Ce point a été souligné dans un article récent de vulgarisation : Alexandre-Bidon, Manne, 2012, 64-67. Y. Renouard avait déjà mis en exergue l'emploi commun de fûts de grande contenance dans les régions viticoles : boutes (environ 480 litres) en usages à Marseille et à Avignon (600 litres), tonneaux et queues bourguignon (800 et 400 litres)... Selon lui, « la grande dimension apparente de ces fûts n'en rend nullement le maniement malaisé : le plan incliné et le palan qui permettent de les charger sans difficulté sur les navires étaient connus et utilisés au XIII^e et au XIV^e siècle » (Renouard, 1953, 398).

Bibliographie

- Alexandre-Bidon, Danielle, Manne, Perrine, « Tonneaux et tonnellerie », *Histoire et images médiévales*, n° 29, *Le vin*, juin-juillet 2012, p. 64-67.
- Bernard, Jacques, *Navires et gens de mer à Bordeaux, vers 1400-vers 1500*, Paris, 1968.
- Boutruche, Robert, « Histoire de France au Moyen Age (Ve-XVe siècle). Publications : des années 1947 à 1953 (2e partie) », *Revue historique*, janvier-mars 1955, p. 64-65.
- Brutails, Jean-Auguste, *Recherches sur l'équivalence des anciennes mesures de la Gironde*, Bordeaux, 1912.
- Cocula, Anne-Marie, « Du tonneau à la bouteille : métrologie et commerce. L'exemple des vins du Bordelais et des régions voisines », Garnier, Bernard, Hoquet, Jean-Claude, Woronoff, Denis (dir.), *Introduction à la métrologie historique*, Paris, 1989, p. 263-284.
- Desbat, Armand, « Le tonneau à l'époque romaine », Lavaud, Sandrine (dir.), *Vendre le vin de l'Antiquité à nos jours*, CERVIN, 2012, p. 15-32.
- Gaidon-Bunuel, Marie-Agnès, « 12-14-16 Rue Causserouge-2 Rue Bragard », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. LXXIX, 1988, p. 14.
- Gaidon-Bunuel, Marie-Agnès, « 56, rue Permentade-16 rue Bragard (Causserouge II) », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. LXXXII, 1991, p. 20-22.
- Garnier, Bernard, Hoquet, Jean-Claude, Woronoff, Denis (dir.), *Introduction à la métrologie historique*, Paris, 1989.
- Gerber, Frédéric (dir.), *Les quais antiques, la plate-forme portuaire médiévale et la porte des Paus*, RFO de fouille préventive, septembre 2006.
- Guilhiermoz, Paul, « De l'équivalence des anciennes mesures. A propos d'une publication récente », *Bibliothèque de l'École des Chartes*, vol. 74, 1913, p. 267-328.
- Higounet-Nadal, Arlette, « Le vignoble et le vin à Périgieux aux XIVe et XVe siècles », *Vignobles et vins d'Aquitaine*, FHSO, Bordeaux, 1970, p. 27-69.
- Lavaud, Sandrine, Maleret, Sylvie « Vaisselle et vin à Bordeaux à la fin du Moyen Age », *Cahiers de métrologie*, 2002-2003, t. 20-21, p. 7-17.
- Malvezin, Théodore, *Histoire du commerce de Bordeaux*, Bordeaux, 1892.
- Marquette, Jean-Bernard, « La vinification dans les domaines de l'archevêché de Bordeaux à la fin du Moyen Age », *Géographie historique des vignobles*, t. I, *Vignobles français*, CNRS, Paris, 1978, p. 123-148.
- Michel, Francisque, *Histoire du commerce et de la navigation à Bordeaux*, Bordeaux, 1867.
- Poitrineau, Abel (dir.), *Les anciennes mesures locales du Sud-Ouest d'après les tables de conversion*, Clermont-Ferrand, 1996.
- Portet, Pierre, « Les mesures du vin en France au XIIIe et XIVe siècle d'après les mémoriaux de la Chambre des comptes de Paris », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1991, t. 149, p. 435-446.
- Portet, Pierre, « Recherches sur la notion de précision dans la mesure médiévale », Rigaudière, Albert (dir.), *De l'estime au cadastre en Europe : le Moyen Age*, Comité d'histoire économique et financière de la France, Paris, 2006, p. 151-160.
- Pothier, Éric, « Usages des tonneaux et images des vins à Bordeaux. Perspective pour une approche symbolique des relations matérielles du vin à ses contenants », Hinnewinkel, Jean-Claude, Lavaud, Sandrine (dir.), *Vignobles et vins en Aquitaine. Images et identités d'hier et d'aujourd'hui*, MSHA, Bordeaux, 2009, p. 171-194.
- Renouard, Yves, « La capacité du tonneau bordelais au Moyen Age », *Annales du Midi*, 1953, t. 65, p. 395-403.
- Renouard, Yves, « Recherches complémentaires sur la capacité du tonneau bordelais au Moyen Age », *Annales du Midi*, 1956, t. 68, p. 195-207.
- Renouard, Yves, « Le grand commerce des vins de Gascogne au Moyen Age », *Revue historique*, 1959, t. CCXXI, p. 261-304.



Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 43-53

Jean-Paul Casse

Une approche monétaire des comptes de la ville de Cadillac publiés pour les années 1457-1468

En 2001 paraissait le premier, et unique, volume de la collection « Études et documents d'histoire du Bordelais XVe-XVIe siècles », consacré aux *Comptes des recettes et des dépenses de la ville de Cadillac (1457-1468)*¹. L'intérêt des registres de comptes n'est plus à démontrer : histoire économique, prix et salaires, fonctionnement au quotidien de l'organisme émetteur, etc., mais aussi monétaire. L'intérêt est d'autant plus fort que le pays Bordelais a peu conservé ce type de document, et que moins encore ont été publiés². Cadillac fait un peu figure d'exception : c'est quasiment la seule ville dont on ait conservé des comptes médiévaux, et de surcroît sur une longue période, de 1435 à 1516, malgré quelques années manquantes³.

Cadillac

Comme chacun sait, Cadillac est une bastide. Mais, elle présente la particularité, à notre connaissance unique, d'être une bastide seigneuriale⁴. Elle est fondée, sur un habitat préexistant, la paroisse Saint-Jean de Cadillac attestée en 1238, par Jean Ier de Grailly sénéchal du duc-roi, le 11 juin 1280. Elle s'inscrit dans un mouvement, tardif en Guyenne, de création de bastide, initié pour les diocèses de Bordeaux et Bazas avec Libourne en 1270 et achevé avec Blasimon en 1322, dont l'apogée est la décennie 1280, lequel répond aux fondations capétiennes. La bastide de Cadillac n'est pas installée sur le domaine ducal, ni en paréage avec un seigneur ecclésiastique ou un vassal

du duc-roi, mais sur les terres du sénéchal lui-même. En effet la paroisse de Cadillac ressortissait alors de la vicomté de Bénauges, que Jean de Grailly avait reçue, le 2 janvier 1266, du duc-roi, après sa confiscation sur Bernard de Bouville consécutive à la révolte des barons gascons contre le lieutenant du roi Simon de Montfort en 1255⁵.

Érigée en bastide par son seigneur, elle n'est pas qu'une simple commune, Cadillac devient dès lors le chef-lieu d'une petite juridiction incluant Loupiac, Gabarnac et Monprinblanc, qui, au XVIe siècle prend le statut de baronnie. La charte de franchises concédées par le vicomte et sénéchal, connue uniquement par une édition française de 1722, confirme le caractère seigneurial de la bastide. L'article X fixe les redevances dues au seigneur, le vicomte de Bénauges puis baron de Cadillac, par les habitants, y compris les lods et ventes pour les fonds *intra-muros*. Les articles XII, XVI à XXXII et XXVI, sur trente-sept, réglementent l'exercice de la justice et le partage

1. Bochaca & Micheau 2001.

2. Exception notable, les comptes de l'archevêché de Bordeaux pour 1235 (épave) et de 1332 à 1399 (AHG XXI & XXII).

3. Bochaca & Micheau 2001, p. VII.

4. Casse 2003, p. 100-105.

5. Casse 2003, p. 96.

des amendes entre le corps de ville – la jurade – et le seigneur. Les consuls ou jurats, au nombre de six en 1280 et dans les comptes publiés, puis réduits à quatre avant 1517, sont désignés par le seigneur ou son bailli et n'élisent pas de maire. Le bailli seigneurial dirige la jurade, et réside dans le château, qui, placé à l'un des angles de la bastide, préexista probablement à sa fondation. La jurade était assistée d'un conseil, appelé chapitre, de vingt-quatre prudhommes élus par les bourgeois, dont le rôle principal était d'être garant des testaments faits devant témoins.

Les statuts primitifs n'accordent que peu de ressources au corps municipal alors qu'il a en charge l'entretien de la voirie et surtout l'édification et entretien de l'enceinte urbaine. Ce n'est que dans des privilèges additionnels qu'apparaît un personnel municipal, qui s'y limite à un boursier ou trésorier en 1495. Les comptes publiés prouvent que ce personnage existe déjà depuis 1457, et même 1435, puisque c'est la date des plus anciens comptes conservés pour Cadillac. Ce boursier – *borse* en gascon – est peut-être l'héritier ou successeurs des *collecteurs* ou *receveurs du casuel* [des] *mesures* mentionnés en 1315⁶. Les jurats entraient en fonction chaque année à la Saint-Jean-Baptiste, 24 juin. Ils éalisaient annuellement le boursier ou trésorier qui entrait en charge le même jour qu'eux⁷. Il semble qu'en 1517 il était l'un des quatre jurats, mais en 1670 c'est un officier supplémentaire, comme dans les comptes publiés. Ces derniers révèlent l'existence, à côté des jurats et du trésorier, d'un clerc de ville – secrétaire –, dont le titulaire est le même de 1457 à 1468, un messenger et des sergents⁸. Les comptes nous apprennent que le capitaine (le bailli) touchait 7 livres et demi de gages annuels, les six jurats chacun deux francs, le clerc de ville 4 livres, le messenger 50 sous (seulement 35 en 1466-7 et 40 en 1467-8), le portier qui garde les clefs 50 sous, et le trésorier 20 livres⁹, un sergent 30 sous¹⁰.

Les comptes

Présentés par les éditeurs, ils couvrent soixante-et-onze folios manuscrits et cent vingt-cinq pages dans la publication. L'exercice 1464-1465 manque¹¹, et les comptes et dépenses de 1461-1462 sont inachevées, de même que les recettes de 1459-1460¹². Six trésoriers alternent à la tenue des dix comptes : Pey deu Mas (1457-1458), Johan Guillemot (1458-1459), Johan d'Engolesme (1459-1460), Pey deu Mas à nouveau (1460-1461), Johan Guillemot de nouveau (1461-1462), Pey deu Mas encore (1462-1463), Guilhem deu Bordiu (1463-1464), Arnaut Caussaroya (1464-1465) connu par le compte de son successeur Vidau Dinclaus (1465-1466), une nouvelle fois Pey deu Mas (1466-1467) et enfin Vidau Dinclaus de nouveau (1467-1468)¹³. La langue employée est le parler vernaculaire local : le gascon.

Comme les comptes de l'archevêché un siècle plus tôt, il ne s'agit pas d'une comptabilité au jour le jour, d'ailleurs aucune date, hormis celles des débuts et fins d'exercices, et quelque rares références à des fêtes religieuses, n'est fournie, mais une synthèse par rubriques : recettes d'abord, puis dépenses. À l'intérieur de ces deux parties, les lignes comptables suivent visiblement l'ordre chronologique. Au bas de chaque page est donné le total des sommes qu'elle porte et un total général est fait en fin de rubrique. La balance se trouve à la clôture de l'exercice comptable. « En dépit de quelques erreurs, les calculs et les reports sont globalement justes »¹⁴. L'une des espèces monétaires, objet de notre attention, figure sur une page comportant une erreur de calcul, ce qui compliqua notre tâche. « Tels qu'ils nous sont parvenus les comptes ont sans doute été transcrits et mis en ordre à partir des pièces comptables que possédaient les trésoriers »¹⁵. Des cinq scribes ayant contribué à leur rédaction, « il y en a un qui a assumé la plus grande partie du travail puisqu'il a transcrit intégralement les comptes des années 1460-1461, 1462-1463, 1465-1466, 1467-1468, la majeure partie des comptes de 1459-1460 et 1463-1464 et plus de la moitié du compte de 1466-1467. » Comme les éditeurs le supposent, il se pourrait qu'il s'agisse du clerc de ville Pey Auger¹⁶.

Les comptes, s'ils permettent de connaître le montant de revenus de la ville et leur nature, ne fournissent aucune indication sur le taux des prélèvements, interdisant ainsi toute estimation du volume de l'activité économique de Cadillac, entr'autres du vin débité en taverne. Les dépenses ne permettent pas toujours de connaître les salaires des ouvriers effectuant des travaux pour la ville, sauf quand le taux journalier

est précisé comme, en 1459-1460, pour ces « Bretons qui ont œuvré au boulevard de Bernard Fau d'où la terre était tombée, qui prennent chacun XV ardis par jour, qui ont été XXXIII terrassiers¹⁷, outre les manœuvres »¹⁸ pour une dépense totale de 7 livres et demi, ce qui permet de savoir qu'ils ont travaillé cinq jours. À cela s'ajoutent 1 franc 4 ardis pour quinze cartons de vin. Les fournitures concernent essentiellement l'entretien des fortifications de la ville. Par exemple, en 1458-1459 : « *Item*, plus fourni pour V^e de clou de chaloupe pour les dites guérites, qui coûtent IX arditz le cent » ou « *Item*, plus fourni pour I millier de clou de feuillard pour les dites guérites et à la Tour du Senh, qui coûtent XV s[ous] »¹⁹. Mais on trouve aussi, en 1465-1466, « fourni pour une paire de soulier à Fort Besin que les jurats lui avaient promis pour son travail pour accenser l'œuvre des âmes du Purgatoire, qui monte VII s[ous] VI d[eniers] »²⁰ ou, en 1461-1462 « une casserole pour fondre ladite gemme, qui coûta XVI d[eniers] »²¹, ou encore la même année, cet esturgeon que la ville donna au capital de Buch et qui fut envoyé à Castelnau-de-Médoc, et qui coûta 3 livres et demie²². Les illustrations pourraient être multipliées.

Les monnaies

À propos du système monétaire, les éditeurs commentent : « Les sommes inscrites dans les comptes sont habituellement exprimées en monnaies de compte bordelaise. Libellées en livres, en sous et en deniers, elles comportent aussi des francs (f.) valant 25 sous et des ardis (ard.) comptés à Cadillac et à cette époque là 5 deniers. Dans quelques rares cas il est fait mention de recettes ou de dépenses acquittées en monnaie de paiement tel les écus (fol. 12, 20, 27 v^o, 50 v^o), les grands blancs (fol. 65), les tholosans (fol. 26). Les premiers valaient 45 sous 10 deniers ou encore 1 f. 50 ard. »²³. Il faut y ajouter une mention de « denier de roi » comprenez tournois (fol. 49). Commentaire qui appelle quelques remarques.

Récapitulatifs au bas de chaque page et bilans sont exprimés uniquement en livres, sols et deniers. Les sommes de chaque article, tant en recette qu'en dépenses également, mais usent aussi assez couramment de francs bordelais, d'ardits, et exceptionnellement d'écus (quatre fois), de grands blancs (une fois) et de tholosans (deux articles consécutifs), et du denier tournois (une fois). Écus, grands blancs, ardis, tholosans et deniers tournois sont avant tout des espèces monétaires, avant même d'être unité de compte pour l'ardit²⁴. À l'inverse, le franc bordelais n'est qu'une unité scripturaire. Le tableau en annexe, qui dénombre les occurrences de chacune des différentes monnaies, scripturaires ou espèces, révèlent que sur l'ensemble des comptes publiés, les sous sont les plus fréquents (37 %), avant les deniers (29 %) et les livres (15 %). Francs bordelais (5 %) et ardis (15 %) sont minoritaires comme

monnaies de comptes. Ce n'est que dans les comptes de 1457-8 et de 1459-60 que francs bordelais et ardis supplantent livres et deniers (16 occurrences de francs contre 6 de livres et 167 d'ardits contre 7 de deniers en 1457-8, 27 de francs contre 15 de livres et 34 d'ardits contre 11 de deniers en 1459-60). Faut-il y voir une corrélation avec le fait que ces comptes, surtout le premier, n'ont pas été rédigés par le scribe principal, qui privilégierait alors les livres-sols-deniers. C'est manifeste dans l'exercice 1461-2 où une somme de 26 ard. est réduite à celle de 10 s. 10 d.²⁵, ou 28 ard. réduits à 11 s. 8 d.²⁶ ; ou également ces 9 £ 10 d. souscrits et soulignés sous la somme équivalente de 7 F 14 ard., en 1459-60²⁷. Sauf en 1463-4, où ils le sont en francs bordelais et ardis, les gages des officiers sont toujours énoncés en livres et sols. Il n'est pas rare de trouver des sommes exprimées en une unité qui aurait pu être réduite à l'unité supérieure : par exemple en 1458-9 est énoncée deux fois la somme de 25 s.²⁸ qui aurait pu être exprimée en 1 F, ou, en 1460-1, celle de 50 s.²⁹ aurait pu être notée 2 F ou 2 £ et demie. L'on rencontre aussi plusieurs fois 20 d.³⁰ qui auraient pu être réduits à 4 ard.

Comme le souligne les éditeurs, les comptes sont libellés en monnaie bordelaise. La conquête définitive de la Guyenne, en 1453, trop récente, n'a pas encore permis à la monnaie du roi, le tournois, de la supplanter. Il suffit pour s'en rendre compte de considérer la valeur que les comptes attribuent à l'écu, espèce française : 1 franc bordelais et 50 ardis ou 45 sous 10 deniers,

17. Nous traduisons ainsi, dans le contexte de la ligne comptable, le terme gascon *baradeys* : ceux qui creusent ou creurent un fossé. Les extraits des comptes en français sont une traduction de notre part.

18. Bochaca & Micheau 2001, p. 43.

19. Bochaca & Micheau 2001 p. 32, art. 18 et 19.

20. Bochaca & Micheau 2001, p. 106, art. 66.

21. Bochaca & Micheau 2001, p. 69, art. 30.

22. Bochaca & Micheau 2001, p. 72, art. 50. Capitulat de Buch et baronnie de Castelnau-de-Médoc étaient d'autres seigneuries de Jean de Foix-Candale comte de Bénauges et baron de Cadillac.

23. Bochaca & Micheau 2001, p. 127.

24. Désormais nous abrévierons les unités monétaires comme suit : F = franc, £ = livre, s. = sol ou sou, ard. = ardit, tol. = tolosan, d. = denier, b. = bordelais, t. = tournois.

25. Bochaca & Micheau 2001, p. 66, art. 4.

26. Bochaca & Micheau 2001, p. 67, art. 12.

27. Bochaca & Micheau 2001, p. 45, art. 27.

28. Bochaca & Micheau 2001, p. 34, art. 37 & p. 39, art. 69.

29. Bochaca & Micheau 2001, p. 59, art. 50.

30. Bochaca & Micheau 2001, p. 90, art. 18 & p. 92, art. 37 pour 1463-4 ; p. 104-5, art. 49 à 51 en 1465-6.

soit 2 livres 5 sous 10 deniers, alors que le cours officiel, en tournois de l'écu est de 27 sous 6 deniers soit 1 livre 7 sous 6 deniers. La même constatation pourrait être faite avec le grand blanc.

Le monnayage bordelais

Des monnayages féodaux cités dans l'ordonnance royale de 1315 sur les monnaies, laquelle, reprenant les limitations imposées par Louis IX, fixait de façon définitive leur parité avec le tournois, beaucoup avait déjà disparues ; les autres cessèrent avant le début de la guerre de Cent-Ans. Seules les territoires ne mouvant pas de fait du royaume : Bretagne, Flandres, Guyenne, Dauphiné, ou bénéficiant d'une situation particulière comme la Bourgogne, dont le duc était aussi comte de Bourgogne en terre d'Empire, continuaient à frapper leur monnaies propres³¹. Le bordelais n'est pas cité dans l'enquête et l'ordonnance de 1315, mais l'on sait qu'à la même époque, entre 1310 et 1317, et de nouveau dès les années 1330³² et durant toute la seconde moitié du XIV^e siècle³³, le bordelais vaut les quatre cinquième du tournois ce qui fait que le tournois vaut cinq quarts du bordelais. En d'autres termes 4 tournois valent 5 bordelais et inversement. Les coefficients sont 0,80 du bordelais au tournois et 1,25 du tournois au bordelais. Si l'on applique le coefficient de 0,80 à la valeur en denier bordelais donné par les comptes pour l'écu, l'on obtient $550 \text{ d. b.} \times 0,80 = 440 \text{ d. t.}$, soit 1 £ 16 s. 8 d. t. et non 1 £ 7 s. 6 d. t. Il en serait de même avec le grand blanc. Il est donc manifeste que la parité entre les deux monnayages a changé.

En effet une notice du *Livre des Coutumes*³⁴, compilé au XV^e siècle, et Jean Darnal en sa chronique, en 1619³⁵, indique que le bordelais ne vaut plus que les trois cinquième du tournois (coefficient 0,6) et par conséquent que le tournois vaut les cinq tiers (coefficient 1,66) du bordelais³⁶. Si l'on applique le coefficient de cette nouvelle parité au même exemple, l'on obtient $550 \text{ d. b.} \times 0,6 = 330 \text{ d. t.}$, soit 1 £ 7 s. 6 d. t., qui n'est autre que le cours de l'écu. Ainsi, les comptes publiés de Cadillac, tenus en monnaies bordelaise, montre que la monnaie bordelaise s'était déjà affaiblie au plus tard dans la seconde moitié du XV^e siècle. Il est constant que, lors du rattachement d'un territoire féodal battant monnaie à la couronne, la parité monétaire n'évolue plus, et qu'à terme le monnayage local s'éteint. Nous ignorons précisément quand se produisit le changement de parité, mais il est nécessairement postérieur à la principauté d'Aquitaine d'Édouard de Woodstock, et date vraisemblablement des difficultés monétaires du duché au début du XV^e siècle. Ce qui est certain, c'est qu'en 1436, la parité nouvelle existe déjà³⁷.

Des espèces bordelaises vont être frappées jusqu'à la première partie, monétairement parlant, du règne de François I^{er}, entre 1515 et 1539. Abstraction faite du cours règne du duc Charles de Valois (1469-1472) où le monnayage bordelais connaît un sursaut, particulièrement avec un retour de la frappe de l'or, les émissions d'espèces bordelaises se raréfient et ne concernent plus que la monnaie noire. Charles VII n'en émet aucune. Louis XI émet des hardis en 1467 et 1478³⁸ et un denier bordelais en 1468³⁹, Charles VIII des hardis en 1483 et 1488⁴⁰ et un denier bordelais en 1488⁴¹, Louis XII un hardi et un denier bordelais⁴², enfin François I^{er} entre 1515 et 1539 un denier bordelais⁴³. Mais en réalité, depuis Charles VIII, les hardis ou ardis ne sont plus spécifiques à la monnaie bordelaise. La monnaie bordelaise cesse d'exister au premier janvier 1540. Ce qui n'empêche nullement cette dernière d'être encore usitée dans des documents comptables et actes notariés dans la seconde moitié du XVI^e siècle, à l'instar du franc bordelais.

Le franc bordelais

Celui-ci, bien que fréquent dans les textes, n'existe pas. La monnaie bordelaise ne comporte aucune espèce dénommée franc. Le franc est une espèce française. Le premier franc est le franc à cheval émis le 5 décembre 1360 pour payer la rançon de Jean II le Bon. Il courait pour 20 s. t., c'est-à-dire 1 £ t.⁴⁴ Charles V en frappe également en 1364 et 1365, au même cours⁴⁵. Le franc bordelais compte pour 25 s. b., quelle

que soit la parité avec le tournois. Dans les comptes publiés il équivaut à 15 s. t. (3/5), mais primitivement il en valait 20. Le franc bordelais n'est autre qu'une nouvelle dénomination du guyennois, espèce apparue en novembre 1361 par Édouard III⁴⁶, qui valait également 25 s. b. et 20 s. t., comme toutes les monnaies d'or anglo-gasconnes postérieures. Le terme *guyane* pour guyennois est encore employé dans un paiement du 11 janvier 1401⁴⁷. C'est donc dans la première moitié du XV^e siècle que se fait la substitution d'appellation, qui marque un début d'intégration de la monnaie bordelaise à la monnaie du royaume de France. La reprise par Charles VII, de la frappe d'un franc à cheval, au cours de 20 s. t., le 12 septembre 1422⁴⁸, n'est sûrement pas étrangère à la pérennisation de la nouvelle appellation. Celle-ci est attestée dans les comptes du connétable⁴⁹ de Bordeaux pour l'exercice du 29 septembre 1418 au 14 août 1419⁵⁰. L'émission d'écus d'or à la croizette par François I^{er} et Henri II, en 1541 et 1547-8, effigiés et aux croissants par Henri II en 1548 et 1551 courant pour 45 s. t.⁵¹ font correspondre durant une dizaine d'années le franc bordelais à un tiers d'écu. Mais avec l'élévation progressive de la valeur de l'écu à partir de Charles IX et bien que dès 1575, il corresponde désormais au quart d'écu, il s'efface. Dans le compte par carne, groupe de quatre unités, attesté en Guyenne dès 1564, le franc bordelais n'est jamais employé, contrairement au quart d'écu. Tout simplement parce que le compte par carne s'applique à des espèces réelles⁵². Néanmoins, dans l'arrière pays bordelais, particulièrement dans la comté de Bénauges, il est systématiquement employé dans les actes que reçoit le notaire Étienne Boutet, d'Arvis, en 1575⁵³.

Le franc bordelais est absent des exercices 1461-2 et 1462-3 des comptes publiés de Cadillac.

L'ardit

Les quatorze articles de la recette de 1459-60 ignorent les sous, ce qui favorise l'emploi de l'ardit. Ainsi l'article 9 monte à 54 ard., ce qui revient à 22 s. b. ½ ou 1 £ 2 s. ½⁵⁴. À l'inverse, aucune mention d'ardit ne se rencontre en 1460-1, 1465-6 et 1467-8. Les éditeurs des comptes semblent s'étonner qu'à Cadillac, à cette époque l'ardit valait 5 s. b. Mais l'ardit a toujours valu 5 s. b.

Ardit est la forme gasconne de hardi. Contrairement au franc bordelais, l'ardit est à l'origine une espèce monétaire. Il apparaît à la fin de la principauté d'Aquitaine, avant 1371, avec un hardi d'or courant pour 25 s. b. et un hardi d'argent courant pour 5 s. b.⁵⁵. Celui que connaît les comptes est le hardi d'argent qui, son titre s'affaiblissant, devient de billon au XV^e siècle.

De son début à sa fin le type de l'ardit demeure fondamentalement identique, malgré quelques légères modifications. Le prince, duc ou roi, est présenté de face à mi-corps, tenant dans sa main droite une épée nue et haute que sa main gauche désigne. Au temps du Prince noir, le prince est coiffé d'une couronne de roses, de Richard II à Henri VI, par une couronne à 3 fleurs-de-lys visibles, avec Charles de Valois d'une couronne à 3 fleurs d'aches, enfin de Louis XI à François I^{er} de nouveau par une couronne à 3 fleurs-de-lys. Au droit la titulature s'adapte au prince effigé. La légende de revers, sous les Plantagenêts, complète la titulature de l'avers⁵⁶. Mais avec les Valois, duc ou rois, c'est la formule traditionnelle sur les monnaies française de SIT NOMEN DOMINI BENEDICTVM (Que soit le nom du Seigneur béni)⁵⁷. Le revers porte une croix pattée cantonnée de léopards et de fleurs-de-lys, puis après 1453 de couronnes et fleurs-de-lys. Le hardi est visiblement inspiré du noble anglais, espèce d'or frappée à partir de 1344, représentant le roi, de face, couronné, tenant de la main droite une épée haute et nue, celle de gauche couverte d'unécu écartelé de France et d'Angleterre, debout dans une nef voguant sur des ondes (rappel de la victoire navale de l'Écluse, en 1340).

Le remplacement de l'inscription de revers est une première marque de francisation de cette monnaie anglo-gasconne. Son cours de 5 d. b., équivalent au moment de la conquête française à 3 d. t., qui en fait l'égal du liard, d'origine dauphinoise,

31. Cormier 1996, p. 76-79.

32. Spufford 1986, p. 180.

33. Dieudonné 1936, p. 42.

34. Barckhausen 1890, p. 642, appendice II, n° XXXII.

35. Darnal, 1619, fol. 100 v°-101 r° via Chauliac 1910, p. 274.

36. C'est cette parité que retient pour ses conversions en tournois dans sa thèse Michel Bochaca, quelque soit l'époque (Bochaca 1997, p. 145, n. 1).

37. Dieudonné 1936, p. 42.

38. Duplessy 1988, p. 253-4, n° 559 à 559D.

39. Duplessy 1988, p. 258, n° 571.

40. Duplessy 1988, p. 271, n° 597 & 598.

41. Duplessy 1988, p. 274, n° 610.

42. Duplessy 1988, p. 299, n° 678, & p. 303, n° 693.

43. Duplessy 1989, p. 43, n° 879.

44. Duplessy 1988, p. 130, n° 294.

45. Duplessy 1988, p. 157-8, n° 358 à 361. En 1365 il s'agit du franc à pied.

46. Casse 2010a, p. 89. C'est à tort que nous indiquions dans cette contribution que « la parité du bordelais par rapport au tournois s'est affaiblie des 4/5e aux 2/3 », puisque comme il est indiqué *supra*, elle passe en réalité des 4/5e aux 3/5e, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Deux tiers donnent un coefficient de 0,66 alors que pour trois cinquièmes il est de 0,60.

47. A.D.Gir., C 3349, *Inventaire des titres de Puy-Paulin*, f° 111 r°, liasse 10, n° 5 (analyse par l'abbé Jacques Baurein, 1776). Voir aussi Casse 2010a, p. 66.

48. Duplessy 1988, p. 210, n° 451.

49. Comptable.

50. Capra 1980, p. 149-150.

51. Duplessy 1989, p. 47, n° 889 (François I^{er}) et p. 73-4, n° 968 & 969, p. 76 n° 976 & 976A (Henri II); Blanchet & Dieudonné 1916, p. 315 (François I^{er}) et 323 (Henri II).

52. Casse 2010b, p. 133-144. Il apparaît que carne, dans son acception monétaire est du genre féminin et non masculin.

53. A.D.Gir., 3 E 2145.

54. Bochaca & Micheau 2001, p. 42, art. 9.

55. Casse 2010a, p. 94.

56. Elias 1984, p. 190-4, n° 201 à 208b (Prince Noir), 203-4, n° 28 à 228b (Richard II), 209-210, n° 233 à 233k, et 210-211, n° 235 (Henri IV à VI).

57. Duplessy 1988, p. 253-4, n° 559 à 559D (Louis XI), p. 271, n° 597 & 598 (Charles VIII), p. 299, n° 678 (Louis XII).

facilite son intégration à la monnaie royale. C'est Louis XI qui introduit ces deux espèces dans la monnaie française, et étend l'ardit à tous le royaume. Charles VIII, en altérant le type primitif transforme une monnaie aquitaine en monnaie française, bien que le hardi continuât d'être émis à Bordeaux. Désormais, la main droite du souverain tient un sceptre, peut-être un rappel du franc à pied de Charles V où le roi, debout de face, brandit de la droite l'épée nue et haute, et de la gauche la main de justice. Charles VIII dilue le caractère aquitain du hardi, en émettant, à Nantes, après 1491, au même type de droit, un hardi de Bretagne (la croix du revers est cantonnée de fleurs-de-lys et de mouchetures d'hermines⁵⁸, tout comme il frappe des liards de Bretagne. Louis XII accentue le processus, avec non seulement un hardi de Bretagne, mais aussi un hardi de Provence⁵⁹. Enfin, François I^{er} achève l'ardit, en émettant un à Turin, dont la devise de revers change, tandis que la croix est cantonnée de fleurs-de-lys et de F⁶⁰, dernière frappe de cette espèce, que le liard supplante définitivement.

Du début à la fin le module de l'ardit varie de 16 à 19,5 mm⁶¹. Son poids s'affaiblit de même que son titre. Vers 1371, il pèse 1,224 g, et son titre de 416 millièmes⁶². Il est à peu près le même sous Henri IV, Henri V et Henri VI⁶³. Avec les rois de France son titre n'est plus que 239 millièmes (1467 à 1498), tandis qu'il s'allège de 1,224 g (1467) à 1,133 g (1476, 1483), puis 1,045 g (1488). Sous Louis XII, son titre s'affaiblit à 211 millièmes de titre, mais on poids remonte à 1,165 g, alors que le liard se maintient à 239 millièmes. Le hardi de François I^{er} ne titre plus, au moment de sa disparition que 193 millièmes, et ne pèse plus que 1,092 g, contre 212 millièmes et 1,165 g pour le liard. Ceci justifie que le liard l'évince. Toutefois l'ardit va demeurer dans la langue locale. Au début du XXe siècle, dans les Landes notamment, ardit désignait la pièce d'un centime⁶⁴.

Les espèces que nous allons maintenant aborder ont en point commun d'être des monnaies originaires du royaume de France, étrangères au duché de Guyenne.

L'écu

De ces espèces, la plus fréquentes est l'écu. Les éditeurs des comptes le signalent quatre fois, mais ils ont oublié une occurrence⁶⁵. Il se rencontre dans les dépenses de 1457-8, 1458-9, 1459-60 (deux fois), 1462-3. Il n'apparaît qu'une fois comme monnaie de compte (celle que les éditeurs n'ont pas comptabilisée). Comme le souligne les éditeurs, sa valeur est de 1 F 50 ard. (« *Item*, fourni au frère qui a prêché le carême passé, sur conseil du capitaine et des jurats 1 écu [compté] 1 f. l. ard »⁶⁶), ce qui revient à 45 s. 10 d. b. comme il résulte de l'article 68 de la recette de 1458-9 : « *Item*, plus ai fourni à monseigneur le chancelier de Foix, pour sceller la lettre de confirmation des privilèges de la

ville que Monseigneur nous a octroyés, X écus qui sont XXII l[ivres] XVIII s. IIII d. » ((22 × 20 s.) × 12 d. + (18 × 12 d.) + 4 d. = (440 × 12 d.) + 216 d. + 4 d. = 5280 + 216 + 4 d. = 5500 d. ; ce qui pour 10 écus, donne pour un écu : 550 d. / 12 = 45 s. 10 d. b.). Avec le coefficient multiplicateur de 0,6, ces 45 s. 10 d. b., font 27 s. 6 d. t., ce qui est le cours de l'écu depuis le 20 janvier 1447 et la 3e émission de l'écu d'or à la couronne du 3e type de Charles VII⁶⁷, jusqu'à la 2e émission du même écu d'or à la couronne de Louis XI, le 4 janvier 1474, courant pour 30 s. 3 d. t.⁶⁸.

L'écu à la couronne ou écu neuf, d'un diamètre de 27 à 28 mm, pèse 3,471 g⁶⁹, puis 3,447 g⁷⁰, avec un titre de 979 et 989 millièmes à 963 millièmes à partir du 18 mai 1450, s'orne à l'avvers d'un écu aux trois fleurs-de-lys, timbré d'une couronne royale ouverte et accosté de deux fleurs-de-lys couronnés. Le revers présente une croix feuillue avec une quartefeuille ou quadrilobe anglé en cœur, cantonnée de quatre couronnes, le tout inscrit dans un quadrilobe. La légende est XPC (Christus) VINCIT, XPC REGNAT, XPS IMPERAT (Christ vainc, Christ règne, Christ commande).

Bien que son cours soit stable pour la période concernée, à 27 s. 6 d. t. (1 £ 7 s. 6 d. t.) et 45 s. 10 d. b. (2 £ 5 s. 10 d. b.) ou 1 F 50 ard., les deux dernières occurrences de l'écu dans les comptes publiés fournissent deux valeurs différentes : l'une plus faible, l'autre plus forte. La première, en avril 1460, est la mention oubliée par les éditeurs, et la seule où l'écu est employé comme unité comptable. « *Item*, fourni au frère qui avait confessé le carême en la ville, par commandement du capitaine et des jurats :

58. Duplessy 1988, p. 271, n° 599.

59. Duplessy 1988, p. 299, n° 679 (Bretagne) & 680 et 680A (Provence).

60. Duplessy 1989, p. 39, n° 863. Un second hardi, de type légèrement différent (le roi porte un manteau), prétendu de Bayonne est un faux du XIXe siècle (Duplessy 1989, p. 39, n° 864).

61. Casse 2010a, p. 89.

62. Casse 2012, p. 276. Poids déterminé par sa taille au marc. Les exemplaires pesés par Duncan Elias, s'échelonnent, pour ceux du Prince Noir, de 0,73 à 1,361 g (Elias 1984, p. 190-3, n° 201 à 208 b). Amandry 2006, p. 273 donne le poids de 1,09 g.

63. Elias 1984, p. 209, n° 233 à 233k, et p. 211, n° 235, les exemplaires pesés s'échelonnent de 0,786 à 1,373 g.

64. Foix 2003, p. 28 col. b.

65. Bochaca & Micheau 2001, p. 50, art. 69 (année 1459-60).

66. Bochaca & Micheau 2001, p. 23, art. 198 (année 1457-8. Il s'agit donc de Carême 1458, du mercredi des Cendres – 16 février – à la veille de Pâques – 1er avril). Même valeur énoncée en 1459-60, art. 63, p. 49, pour le même objet, au titre de l'exercice 1458-9 où il avait été omis (Carême 1459 s'étend du 7 février au 24 mars).

67. Duplessy 1988, p. 233, n° 511B.

68. Duplessy 1988, p. 247, n° 539A ; Blanchet & Dieudonné 1916, p. 298.

69. Duplessy 1988, p. 233, n° 511B à 511E, 3e (20 janvier 1447) à 6e émission (18 mai 1450) de Charles VII.

70. Duplessy 1988, p. 234, n° 511F, 7e émission (16 juin 1455, exécutoire 26 juin 1456) de Charles VII & p. 247, n° 539, 1re émission (31 décembre 1461) de Louis XI.

Souverain	Emission	Date	Carats	Millièmes	Taille	Poids	Différent
Charles VII	3 ^e	20.I.1447	23 ½	979	70,5	3,471	Point dans une couronnelle
	4 ^e	26.V.1447	23 ¾	989	70,5	3,471	Fleur-de-lys
	5 ^e	10.I.1448	23 ½	979	70,5	3,471	Point dans une couronnelle (fleur-de-lys à Saint-Lô)
	6 ^e	18.V.1450	23	963	70,5	3,471	Losange dans une couronnelle
	7 ^e	26.VI.1456	23	963	71	3,447	Losange dans une couronnelle (nef à Bordeaux)
Louis XI	1 ^{re}	31.XII.1461	23	963	71	3,447	Losange dans une couronnelle (nef à Bordeaux)

Tabl. 1.- Récapitulatif des émissions de l'écu à la couronne ou écu neuf courant pour 27 s. 6 d. t.

l'écu »⁷¹. C'est en soustrayant du total de la page : 22 £ 1 s. 4 d. b., la somme des huit autres articles : 19 £ 15 s. 5 d. b. (18 ard. + 3 £ 15 s. + 3 £ 15 s. + 8 s. 4 d. + 10 £ 12 s. 6 d. + 8 s. 4 d. + 5 s. + 3 s. 9 d.), que se révèle l'anomalie, puisqu'il reste pour valeur de l'écu 45 s. 7 d. b.⁷² (2 £ 5 s. 7 d. b.), soit 3 d. b. de moins que le cours officiel. Valeur qui convertie en tournois donne 1 £ 7 s. 4 d. 1/5, soit 1 d. t. 4/5 de moins.

La deuxième, en 1462-3, fournit directement sa valeur non conforme : « *Item*, plus fut ordonné l'autre fois, quand j'étais trésorier, à Guillaume de Launay, sergent qui était venu exécuter le mandement pour l'argent de monsieur le maréchal, un écu qui vaut : XLVI s. X d. »⁷³. (2 £ 6 s. 10 d.), soit 1 s. b. au-dessus de la valeur attendue de l'écu, ce qui convertie en monnaie tournois donne 1 £ 8 s. 1 d. t. 1/5, soit 13 d. t. 1/5 de plus que le cours officiel.

Comment expliquer ces variations. Une première solution est d'y voir des erreurs : de calcul dans le premier cas, d'écriture du trésorier ou du scribe pour le second. Il est toutefois curieux que la valeur des deux dernières mentions explicites d'écu soient non conformes. Il se pourrait qu'elles soient alors des cours volontaires ou marchands, notamment la seconde avec son sol bordelais supplémentaire. Soit qu'il s'agisse d'un écu à la couronne d'une émission comprise entre la troisième et la sixième qui, comme l'indique le tableau 1, malgré un cours officiel constant à 27 s. 6 d. t., soit est plus lourde, soit d'un meilleur titre, en tout cas d'une valeur métallique intrinsèque plus élevé que celui de la dernière émission de Charles VII ou de la première de Louis XI ; soit de l'amorce d'une élévation de son cours réel, que sanctionne, le 4 janvier 1474, la deuxième émission de l'écu à la couronne de Louis XI, courant pour 30 s. 3 d. t. (1 £ 10 s. 3 d. t.) et allégé en

poids (3,399 g). Il semble symptomatique qu'après cette valeur haussée l'écu ne soit plus mentionnée dans les comptes à partir de 1463-4 (tabl. 1).

Les cinq mentions d'écu reflètent probablement autant de paiements effectués avec cette espèce. Mais ils furent sûrement plus nombreux. L'on relève en effet au moins vingt-neuf occurrences de sommes exprimées différemment, de la valeur d'un ou plusieurs écus. À partir de 1462-3, ce sont surtout les gages du capitaine et des jurats⁷⁴.

71. Bochaca & Micheau 2001, p. 50, art. 69 (année 1459-60). Il s'agit de Carême 1460, du 27 février (Cendres) au 12 avril (veille de Pâques).

72. Les différentes sommes ont été converties en deniers, sachant que 1 £ = 20 s. et 1 s. = 12 d., 22 £ 1 s. 4 d. = 5292 d. et 19 £ 15 s. 5 d. = 4745 s. La soustraction laisse une différence de 547 d. qui divisé par 12 aboutit à 45 s. 7 d.

73. Bochaca & Micheau 2001, p. 85, art. 80. Le maréchal est Poton de Xaintrailles. En marge est porté que la somme n'a pas été payée.

74. En voici le détail avec les renvois à Bochaca & Micheau 2001 : 1 F *et mech* c'est-à-dire 1 F et demi (année 1457-8 : p. 24, art. 210, année 1457-8) ; 15 £ (soit 8 écus ; année 1458-9 : p. 36-7, art. 54 & p. 39, art. 74 ; 1460-1 : p. 55, art. 17 ; année 1462-3 : p. 85, art. 81 – jurats – ; 1465-6 : p. 107, art. 71 – jurats – ; 1467-8 : p. 125, art. 66 – jurats) ; 6 F (soit 4 écus ; année 1458-9 : p. 41, art. 80 ; 1459-60 : p. 44, art. 23 & p. 51, art. 77 ; 1463-4 : p. 94, art. 55 ; 1466-7 : p. 114, art. 37. Ce sont toujours les gages du capitaine) ; 7 £ *et meya* c'est-à-dire et demie (soit 4 écus ; année 1459-60 : p. 43, art. 16 – terrassiers Bretons cité *supra* – ; 1460-1 : p. 64, art. 90 – capitaine – ; année 1461-2 : p. 73, art. 60 – capitaine – ; 1462-3 : p. 85, art. 81 – capitaine – ; 1465-6 : p. 107 : art. 69 – capitaine – ; 1466-7 : p. 111, art. 12) ; 3 F (soit 2 écus : année 1459-60 : p. 47, art. 49 – demie année du capitaine – ; 1463-4 : p. 90, art. 21) ; 1 F 50 ard. (année 1459-60 : p. 49, art. 66) ; 7 £ 10 s. (soit 4 écus : année 1462-3 : p. 81, art. 42 ; 1467-8 : p. 125, art. 58 & 64 – capitaine) ; 45 s. 10 d. (année 1462-3 : p. 64, art. 67 – prédicateur – ; 1467-8 : p. 123, art. 44) ; 60 £ (soit 32 écus : année 1466-7 : p. 110, art. non numéroté – créance de la ville).

Le maître particulier de la monnaie de Bordeaux, Jean Vacque, marchand toulousain, frappe du 14 juillet 1459 au 6 janvier 1463, 40 400 écus taillés à 71 au marc. La boîte, qui devait en contenir deux cents deux ⁷⁵, fut perdue sur le chemin de Paris par celui qui la convoyait. Il fut condamné à restituer son contenu, outre une amende ⁷⁶. Prorogé pour quatre ans dans sa charge, le 19 mai 1462, il produit, du 20 janvier 1463 au 29 juin 1464, 36 800 autres exemplaires ⁷⁷. Le 13 juin 1469, il est condamné à 10 écus d'or d'amende, pour « écharceté ⁷⁸ d'une boîte d'écus d'or où il y avait 26 deniers ⁷⁹ d'or, par lui faite du 17 juillet 1464 au 2 septembre 1465 » et pour « une boîte d'écus faite les 23 mai et 25 juin 1466, où il y avait 3 écus d'or ». Les deux gardes de la Monnaie sont pour leur part condamnés chacun à deux écus d'or d'amendes ⁸⁰.

Les grands blancs

Comme espèce d'argent les comptes usent une fois de grands blancs, après la Toussaint 1466. « Item, plus fourni que j'achetai une main de papier, coûta : II grands blancs » ⁸¹. La valeur du grand blanc n'étant pas indiquée, il faut la calculer, en soustrayant du total de la page (49 £ 2 d. b. = 11762 d. b.) le montant des dix autres articles non annulés ⁸² (48 £ 17 s. 5 d. b. = 11729 d. b.), puis en divisant par deux le résultat (33 d. b.). Nous obtenons pour un grand blanc la valeur de 16 d. b. ½ ou 1 s. 4 d. b. ½ ⁸³. Lesquels, avec le coefficient multiplicateur de 0,6, aboutissent à 9 d. t. 9/10. Ce qui correspond pratiquement au cours du blanc à la couronne de Charles VII et de Louis XI, courant pour 10 d. t. Malgré la différence d'un dixième de denier, il ne fait pas de doute que le grand blanc était pris pour sa valeur de cours. Cette différence négligeable est causée par

le trente-troisième denier que coûte la rame de papier, puisque si l'on effectue l'opération inverse de conversion du tournois au bordelais : 10 d. t. × 1,6 = 16 d. b.

Le blanc à la couronne est désigné comme grand blanc par les comptes, car existait parallèlement un petit blanc valant un demi blanc, soit 5 d. t. Il connaît quatre émissions sous Charles VII et deux sous Louis XI ⁸⁴, dont seule la première (31 décembre 1461) est contemporaine des comptes. La première émission de Charles VII est du 28 janvier 1436. Les inscriptions sont les mêmes que pour l'écu à la couronne. Le droit porte un écu de France accompagné de trois couronnelles en pairle, le tout inscrit dans un trilobe. Au revers est une croix pattée cantonnée de deux couronnelles et de deux fleurs-de-lys. Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution de cette espèce, de 1436 au 4 janvier 1474, seconde émission de Louis XI (tabl. 2).

75. Pour les écus d'or la mise en boîte touchait un exemplaire sur deux cents.
76. Arch. Nat., Z 1b, 836, via Saulcy 1887, p. 228 b-229 a.
77. Arch. Nat., Z 1b, 836 via Saulcy 1887, p. 229 b.
78. ???
79. Comprenez : pièces, monnaies.
80. Saulcy 1887, p. 265 b-266 a.
81. Bochaca & Micheau 2001, p. 112, art. 17.
82. Le folio 65 r° contient deux articles qui ont été annulés, et dont les montants n'entrent pas dans le total de la page. L'addition est la suivante : 13 s. 4 d. + 5 s. 10 d. + 3 s. 4 d. + 2 s. 9 d. + 18 s. 4 d. + 1 F 22 ard. + 40 £ 9 s. 8 d. + 1 F + 1 F + 40 s.
83. 49 £ 2 d. - 48 £ 17 s. 5 d. = 2 s. 5 d./2 = 1 s. 4 d. ½.
84. Duplessy 1988, p. 519-20, n° 519 à 519C (Charles VII) et p. 251, n° 550 à 551 (Louis XI).

Tabl. 2. - Récapitulatif des émissions du (grand) blanc courant pour 10 d. t.

Souverain	Emission	Date	Denier et grains	Millièmes	Taille	Poids	Différent
Charles VII	1 ^{re}	28.I.1436	5 d.	399	80	3,059	Croix pattée
	2 ^e	20.I.1447	4 d. 3 gr.	388	82,9	2,953	1 ^{er} O des légendes pointé
	3 ^e	26.V.1447	5 d.	399	80	3,059	Fleur-de-lys
	4 ^e	26.VI.1456	4 d. 12 gr.	359	81	3,022	Croix pattée, ponctuation par molettes
Louis XI	1 ^{re}	31.XII.1461	4 d. 12 gr.	359	81	3,022	Croix pattée, ponctuation par molettes

Jean Vacque frappe du 14 août 1459 au 9 octobre 1463 un total d'environ 93 000 blancs à la couronne, soit un peu plus de 1 148 marcs d'œuvre ⁸⁵ soit environ une masse de 281,0126 kg de métal.

Le tolosan

La présence, dans deux articles consécutifs, entre le 6 août et le 2 novembre 1459, de tolosans est des plus inattendue, et problématique.

« Item, j'ai acheté pour poser les dites serrures [de la porte Dessus] en clous, ce qui couta : III ard. I tholosan.

Item, quand les dites serrures furent posées, moi et celui qui avait posé les dites serrures dépensèrent : III ard. I tholosan » ⁸⁶. A l'instar des grands blancs, nous devons calculer la valeur du tolosan, qui, à l'évidence est un sous-multiple de l'ardit. Comme un seul tolosan est énoncé après les ardis, il n'est pas impossible que l'ardit en contienne deux : auquel cas, le tolosan vaudrait 2 d. b. ½ soit 1 d. t. ½. Le total de la page effectué par le scribe est de 3 £ 19 s. 8 d. b. (956 d.), mais les éditeurs notent : « Somme en sous illisible annulée, XI d. non annulée, suscrit XIX s. VIII d » ⁸⁷. L'addition des sommes des dix-neuf articles non annulés (il y en a un vingtième annulé), y compris les ardis qui précèdent les tolosans, s'élève à 3 £ 6 s. 10 d. b. (802 d.). La différence des deux monte à 12 s. 10 d. b. (154 d.), ce qui ferait par tolosan 6 s. 5 d. b. Résultat aberrant car supérieur à l'ardit, or le tolosan est énoncé après l'ardit. Si l'on intègre les 10 s. b. (120 d.) de l'article annulé, le résultat est meilleur, mais toujours aberrant : 2 s. 2 d. b. (34 d.), soit par tolosan 1 s. 1 d. b. Manifestement la page contient une erreur de calcul, dont le scribe s'est aperçu puisqu'il a raturé une première somme, mais son second total est également erroné. Le nom de tolosan renvoie à la monnaie des comtes de Toulouse.

Le Dictionnaire de numismatique apporte la réponse recherchée : « toulousain : Denier médiéval des comtes de Toulouse. Le denier toulousain demeura une monnaie forte [...] Elle valait néanmoins 2 deniers tournois à cette époque [1175], et les derniers comtes de Toulouse, Raymond VI (1194-1222) et Raymond VII (1222-1249), maintinrent cette qualité intrinsèque malgré l'affaiblissement pondéral. Après la conquête royale du Languedoc, Alphonse de Poitiers, fils de Saint (!) Louis (1249-1271), puis Philippe III le Hardi (1270-1285) et Philippe IV le Bel (1285-1314) émirent des deniers toulousains équivalents à deux deniers tournois ; si bien qu'il conserva longtemps après l'arrêt de sa frappe cette valeur en tant qu'unité de compte » ⁸⁸. Ainsi, le tolosan est l'équivalent du double tournois. Puisqu'il vaut 2 d. t., en 1459 il vaut nécessairement 3 d. b. 1/5 (2 d. t. × 1,6). Le tolosan n'étant pas de tradition comptable en Bordelais, ces deux tolosans désignent

certainement des espèces : soit des doubles tournois, soit réellement, et nous pencherons pour cette hypothèse, des tolosans, dont les dernières frappes ont alors moins d'un siècle. Les pièces de petites valeurs – la petite monnaie – circulaient à ces époques très longtemps après que leur fabrication eût cessée. Leur présence dans les comptes de Cadillac en 1459, témoignerait de cette circulation.

Le denier de roi

Une dernière monnaie, non signalée par les éditeurs, figure dans les comptes publiés. Entre le 24 juin et le 2 novembre 1462 est porté : « Item, j'ai acheté un broc pour avoir l'eau pour faire le mortier ⁸⁹, coûta : III^{es} ard. I d. de re (sic) » ⁹⁰. 3 ard. 1 d. de roi, puisque le gascon *re* signifie roi. La précision, qu'il s'agit non d'un denier bordelais, mais d'un denier de roi, ne peut être que volontaire, même si au final, il n'en est pas tenu compte dans le total de la page. Ce denier de roi ne peut être qu'un denier tournois, bien que l'on continue de frapper des deniers parisis (le parisis vaut 1,25 tournois), car depuis saint Louis la monnaie du roi est le tournois. Il vaut 1 d. b. 2/5. La fraction n'est pas retenue dans l'énonciation du total de la page, qui monte à 20 £ 12 s. 2 d. b., ce qui est conforme à l'addition des sommes de chaque article, en comptant pour un bordelais le denier tournois.

Ce denier tournois, de par le fait même que sa nature est précisée, ne peut que renvoyer à une espèce en lequel le paiement a été réellement fait. C'est une monnaie de billon, noire, qui, de 1347 à 1376 titre 0,106 et ne pèse que 1,019 g, pour une taille à 240 au marc. À l'avvers sont deux fleurs-de-lys dans un trilobe, tandis que le nom du roi s'inscrit dans le listel (KAROLVS ou LVDOVICVS FRANORV REX). Au revers est une croix pattée dans un quadrilobe, tandis que le listel énonce : cité de Tours en France ou des Français (TVRONVS CIVIS FRANCIE ou FRANCOR) ⁹¹.

85. Arch. Nat., Z 1b, 836 via Saulcy 1887, p. 229. Pour les monnaies d'argent la mise en boîte touchait une pièce sur mille.
86. Bochaca & Micheau, p. 45, art. 31 & 32.
87. Bochaca & Micheau 2001, p. 46, n. 2.
88. Amandry 2006, p. 580 b-581 a.
89. Des travaux de réparation des fortifications ont lieu cette année. Dans les articles qui précèdent c'est le boulevard et la tour de la Mer, dans ceux qui suivent, la tour du Plapar, et encore celle de la Mer.
90. Bochaca & Micheau 2001, p. 82, art. 50. Ce sont les éditeurs qui soulignent par (sic). Les italiques sont de nous.
91. Duplessy 1988, p. 241-2, n° 531 à 531D (Charles VII), & 255, n° 563 (Louis XI).

Au-delà de leur aspect aride, les registres de comptes, qu'ils soient municipaux ou non, sont, pour qui sait les ausculter, d'une très grande richesse, et en matière numismatique, malgré le filtre de la monnaie scripturaire, révèle des détails sur la réalité des espèces : circulation, valeurs, dénominations qui sont loin d'être toujours celles consacrées par les collectionneurs, types et émissions. Identifiées, les monnaies cessent alors d'être abstraites, désincarnées ; elles prennent figure, deviennent visible.

Bibliographie

AHG, 1881, *Archives historiques de la Gironde*, 21 (1881).
AHG, 1881, *Archives historiques de la Gironde*, 22 (1882).
Amandry, 2006, Amandry, Michel direction, *Dictionnaire de Numismatique*, 2e éd., Paris, Larousse, 2006.
Barckhausen, 1890, Barckhausen, Henri éditeur, *Livre des Coutumes*, Bordeaux, Archives municipales de Bordeaux, 1890.
Blanchet & Dieudonné, 1916, Blanchet, Adrien & Dieudonné, Adolphe, *Manuel de numismatique française*, II, *Monnaies royales françaises depuis Hugues Capet jusqu'à la Révolution*, Paris, Auguste Picard, 1916.
Bochaca, 1997, Bochaca, Michel, *La banlieue de Bordeaux. Formation d'une juridiction municipale suburbaine (vers 1250-vers 1550)*, Paris, L'Harmattan, (coll. Université des Sciences Humaines de Strasbourg : Villes, histoire, culture, société), 1997.
Bochaca & Micheau, 2001, Bochaca, Michel & Micheau, Jacques éditeurs, *Comptes des recettes et des dépenses de la ville de Cadillac (1457-1468)*, Bordeaux, Centre Montaigne, (coll. Études et documents d'histoire du Bordelais XVe-XVIe siècles, 1), 2001.
Capra, 1980, Capra, Pierre, « Les espèces, les ateliers, les frappes et les émissions monétaires en Guyenne anglo-gasconne aux XIVe et XVe siècles », *Numismatic chronicle*, 7e série, XX (1980), p. 132-164.
Casse, 2003, Casse, Jean-Paul, « Les Grailly-Foix-Candale et Cadillac (ca 1260/1594) », *Château, bastide et vignobles en pays de Cadillac. Actes du neuvième Colloque « L'Entre-deux-Mers et son identité » tenu à Cadillac les 24, 25 et 26 octobre 2003*, p. 95-121.
Casse, 2010a, Casse, Jean-Paul, « La monnaie du Prince Noir », Cauna, Jacques de, éditeur, *L'Aquitaine au temps du Prince Noir. Actes du colloque de Dax (19 décembre 2009) organisé par le Centre généalogique des Landes*, Monein, Éditions des Régionalismes PyrMonde Princi Negue, 2010, p. 65-109.
Casse, 2010b, Casse, Jean-Paul, « L'emploi monétaire du "carne" », *Revue archéologique de Bordeaux*, CV (2009), p. 133-144.

L'on ne peut que regretter que les éditeurs n'aient choisi de publier que la moitié du registre, laissant inédites les années du gouvernement du duc de Guyenne Charles de Valois (1469-1472), brève période où le monnayage bordelais revit, et dont il serait intéressant de trouver le reflet dans ces comptes.

Casse, 2012, Casse, Jean-Paul, « Cercle numismatique Bertrand-Andrieu. Procès verbaux des séances de l'année 2011 », *Revue archéologique de Bordeaux*, CIII (2012), p. 269-274 (séance du 15 mai 2011).
Chauliac, 1910, Chauliac, Antoine, *Histoire de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux*, Chevetogne-abbaye de Ligué-veuve C. Poussielgue, 1910.
Cormier, 1996, Cormier, Jean-Philippe, *Monnaies médiévales. Reflets des pouvoirs*, Paris, Rempart-Desclée de Brouwer, (coll. Patrimoine vivant), 1996.
Darnal, 1619, Darnal, Jean, *Chronique Bourdeloise, composée ci-devant en latin par Gabriel de Lurbe, depuis continuée par ...*, Bordeaux, Simon Millanges, 1619.
Dieudonné, 1936, Blanchet, Adrien & Dieudonné, Adolphe, *Manuel de numismatique française*, IV, Dieudonné, Adolphe, *Monnaies féodales françaises*, Paris, Auguste Picard, 1936.
Duplessy, 1988, Duplessy, Jean, *Les monnaies françaises royales de Hugues Capet à Louis XVI (987-1793)*, I, (*Hugues Capet - Louis XII*), Paris-Maastricht, Maison Platt-A. G. Van Der Dussen, 1988.
Duplessy, 1989, Duplessy, Jean, *Les monnaies françaises royales de Hugues Capet à Louis XVI (987-1793)*, II, (*François Ier- Louis XVI*), Paris-Maastricht, Maison Platt-A. G. Van Der Dussen, 1989.
Elias, 1984, Elias, E. R. Duncan, *The Anglo-Gallic coins (Les monnaies anglo-françaises)*, Paris-Londres, Émile Bourgey-Spink and Son Ltd, 1984.
Foix, 2003, Foix, abbé Vincent, *Dictionnaire gascon-français, suivi de son lexique français-gascon et d'éléments d'un thesaurus gascon*, éd. établie sous la direction de Paule Bétérous, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2003.
Saulcy, 1887, Saulcy, Félicien de, *Recueil de documents relatifs à l'histoire des monnaies frappées par les rois de France depuis Philippe II jusqu'à François Ier*, t. III, Mâcon, Protat frères, 1887.
Spufford, 1986, Spufford, Peter, *Handbook of medieval exchange*, Londres, Offices of The Royal Historical Society, (coll. Guides and handbooks, 13), 1986.

Annexe

Relevé des occurrences des monnaies mentionnées dans les comptes de Cadillac 1457-1468

Comptes	Articles	Écu	F	£	gr. blanc	s.	ard.	tolosan	d.
Recette 1457-8 (Pey deu Mas)	155 + 3 = 158		5	2		32	102		2
Dépense 1457-8 (Pey deu Mas)	67		11	4		12	45		5
Recette 1458-9 (Johan Guillemot)	7 + 1 = 8			5		5			5
Dépense 1458-9 (Johan Guillemot)	74 + 1 = 75		1	13		50	2		37
Recette 1459-60 (Johan d'Engolesme)	14		4	8			4		2
Dépense 1459-60 (Johan d'Engolesme)	72 + 1 = 73	1	23	7		19	30	2	9
Recette 1460-1 (Pey deu Mas)	16 + 2 = 18			18		7			3
Dépense 1460-1 (Pey deu Mas)	78 + 1 = 79		1	24		63			59
Recette 1461-2 (Johan Guillemot)	7			6		7			5
Dépense 1461-2 (Johan Guillemot)	56 + 2 = 58			16		35	1		32
Recette 1462-3 (Pey deu Mas)	11 + 2 = 13			11		8			6
Dépense 1462-3 (Pey deu Mas)	76			12		56	2		48
Recette 1463-4 (Guilhem deu Bordiu)	4 + 1 = 5			4		3			2
Dépense 1463-4 (Guilhem deu Bordiu)	55		7	6		40	1		40
Recette 1465-6 (Vidau Dinclaus)	5 + 9 = 14		1	9		9			3
Dépense 1465-6 (Vidau Dinclaus)	69		2	16		49			47
Recette 1466-7 (Pey deu Mas)	12 + 8 = 20		1	6		3	1		3
Dépense 1466-7 (Pey deu Mas)	29 + 2 = 31		8	5	1	20	4		8
Recette 1467-8 (Vidau Dinclaus)	4			3		1			
Dépense 1467-8 (Vidau Dinclaus)	64 + 1 = 65			11		47			48
Totaux	909	1	64	186	1	466	192	2	364
Total mentions monnaies	1276								
Pourcentage par espèces		0,1	5	15	0,07837	37	15	0,1567	29

Les articles annulés sont précédés du signe +.



Maisons de ville et de campagne : le discret patrimoine immobilier girondin des comtes de Ségur-Cabanac (1546-1888)

Jean-Pierre Méric

Si les comtes de Ségur-Cabanac n'occupent aujourd'hui qu'une place très discrète dans l'histoire bordelaise d'ancien régime, ce n'est pas leur patrimoine immobilier subsistant qui peut les rappeler à la mémoire indifférente de nos concitoyens. Il existe au moins trois bonnes raisons à cette perte de mémoire. La première est que la famille de Ségur-Cabanac est aujourd'hui éteinte en France. De ce fait, elle est très mal connue, même à Bordeaux, ville sur laquelle elle a pourtant régné de 1704 à 1771 par l'exercice de la charge de lieutenant des maires absents que furent les d'Estrades (Louis et Louis-Godefroy père et fils) et le vicomte de Noë. En outre, le roman familial est mal documenté par des papiers rares et épars, et la Révolution nous a privés de portraits qui ont certainement existé, compte tenu des responsabilités que les comtes ont exercées au XVIII^e siècle.

La seconde raison n'est pas moins absolue. Parmi les éléments du patrimoine immobilier existant, deux seulement sont connus sous leur nom de Ségur... Encore que, paradoxalement, les deux châteaux médocains viticoles de Saint-Estèphe et de Civrac-en-Médoc ne soient ni l'un ni l'autre d'origine Ségur.

Dernière raison, enfin : sous ce même nom de Ségur se développent de nombreuses branches d'un arbre généalogique foisonnant, y compris des rameaux difficilement rattachables au tronc principal. D'où de nombreuses confusions plus ou moins volontaires. Nous en citerons deux. L'une, anecdotique

mais qui a la vie dure, concerne la fameuse comtesse de Ségur (1779-1874) qui aurait honoré le château de Cabanac de sa visite. Il n'en est rien, évidemment, car elle n'est que la cousine par alliance, au 10^e degré, de Henri-Gabriel de Ségur-Cabanac le dernier comte de Cabanac et de sa sœur, la marquise Hermine de Verthamon. Lien de parenté fort éloigné, on en conviendra. L'autre confusion est moins innocente. Quoiqu'il soit très difficile de trouver une parenté probante entre la maison de Ségur de Francs, tenant la seigneurie de Bègles, et les Ségur-Cabanac, les moins informés s'y laissent prendre ; non sans raison semble-t-il, comme nous le dirons en conclusion. D'autres exploitent le malentendu, faisant de Joseph II de Ségur-Cabanac (ou de son fils Joseph-Marie) le célèbre « Prince des vignes », l'ami de Louis XV, propriétaire des trois grands vignobles de Lafite, Latour et Mouton, qui avait néanmoins son cœur à Calon. Ce qui est inexact, bien entendu.

Voici pourquoi il nous a semblé utile d'apporter quelques précisions sur cette famille de Ségur-Cabanac, assez exemplaire de la riche noblesse bordelaise des XVII^e et XVIII^e siècles, objet de passionnantes études universitaires publiées ces vingt dernières années. En fait, chez ces Ségur-Cabanac qui ont laissé si peu de traces dans l'histoire bordelaise, ce sont leurs demeures qu'on connaît le moins mal. Les inventaires, les actes de vente, et les confiscations révolutionnaires sont donc des sources particulièrement riches, sinon complètes, qui permettent de reconstruire une petite partie leur histoire. Trop raisonnables, ils ne sont pas animés par la passion de bâtir. Mais

Génération des seigneurs de Cabanac			Mariage		Patrimoine	
1	Joachim	Officier pannetier d'Henri de Navarre	1546	Anne Brun	Cabanac (apport)	Vendu 1856 Disparu 1877
5	Henri	Brigadier Lieutenant de maire	1680	Marie de Gillet	-	
6	Joseph Ier	Maréchal de camp Lieutenant de maire	1706	Catherine d'Arrérac	Arsac (apport) Parempuyre (apport)	Vendu 1817 Bien nat.
7	Joseph II	Lieutenant général Lieutenant de maire	1741	Henriette Le Maistre	Hôtel rue du Bac, Paris (apport)	Bien nat.
8	Joseph-Marie	Maréchal de camp	1770	Catherine de Basterot	St-Estèphe (apport) Bordeaux (2 achats 1770 et 1788) Civrac-Bessan (héritage 1806)	Vendu 1806 Biens nat. Vendu 1888
9	Henri-Gabriel	-	-	-	Bordeaux (rachat 1828)	Vendu 1847

Tableau 1. - Les étapes de l'ascension des seigneurs de Cabanac.

on constate que chaque étape de l'ascension familiale dans la société nobiliaire du Bordelais (tabl. 1) est exactement corrélée par l'entrée d'une nouvelle demeure dans le patrimoine, et dans 6 cas sur 9 à l'occasion d'un mariage.

Un patrimoine en trois mariages

Sans remonter à Adalbert, vicomte de Limoges en 876, notons que les aïeux de nos Ségur sont installés au XVe siècle (à la 7e génération connue) dans une nébuleuse de seigneuries, parsemées aux confins des frontières départementales actuelles de la Gironde, de la Dordogne et du Lot-et-Garonne. Aux mains de Jean de Ségur, capital de Puychagut, et de son épouse Jeanne de Grailly on dénombre :

- Montazeau, Ponchapt, Sainte-Foy et Molières qui sont des apports dotaux de Jeanne de Grailly.
- Pardaillan, Puychagut, Monségur, ainsi que les terres de l'Entre-Deux-Mers : Saint-Vincent de Pertignas, Rauzan, Preyssac et Moulon, qui forment le patrimoine des Ségur.

Le jeu de la primogéniture explique que presque toutes ces terres et leurs maisons fortes formeront l'héritage de Bérard de Ségur, fils aîné de Jean et de Jeanne de Grailly. Ses descendants donneront naissance aux branches de Montaigne, Montazeau, Montbrun, Pitray, et surtout Ponchapt. Lorsqu'il est question de maison de Ségur dans la « grande histoire », c'est de cette lignée de Ponchapt qu'il s'agit, dont la 14e génération voit l'al-

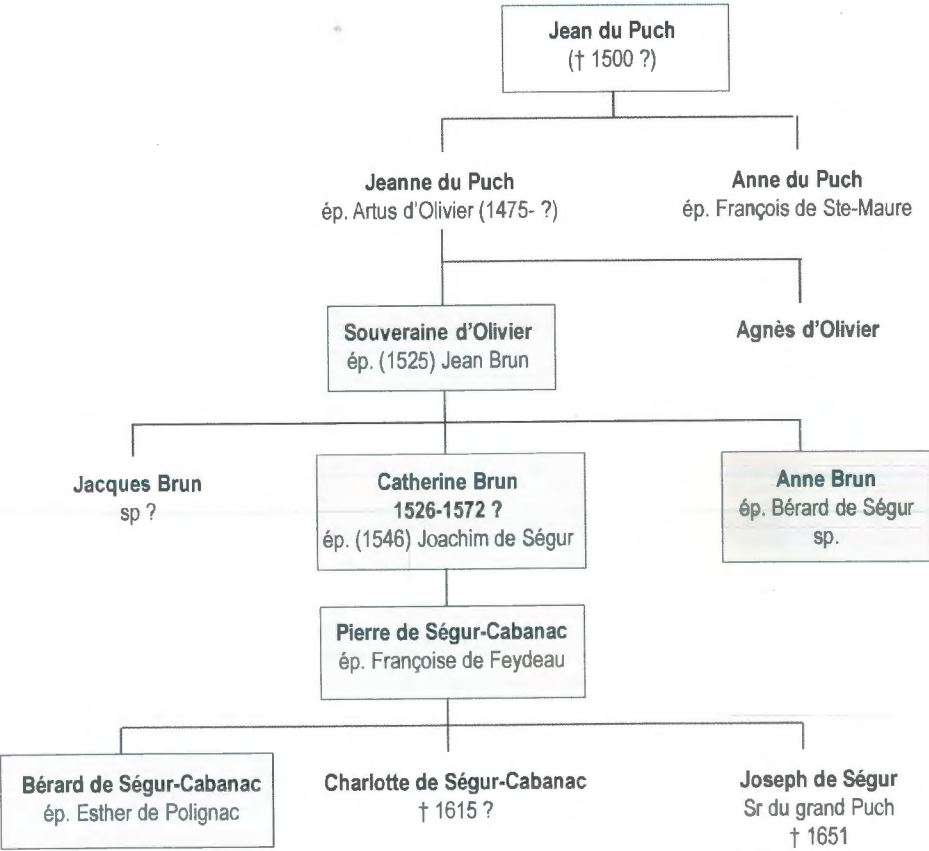
liance de Henri François à Angélique de Froissy, fille naturelle et légitimée du Régent. Union au prestige un peu douteux, dont la contrepartie sera l'entrée du clan Ségur dans la clientèle des Orléans, notamment en matière de charges militaires de commandement ¹.

Le premier mariage : de Ségur à Ségur-Cabanac

Pierre de Ségur, le fils cadet du capital de Puychagut, est l'auteur d'une descendance trop nombreuse pour vivre sur la seule seigneurie de Pardaillan dont il hérite. De plus, ses enfants ayant embrassé le parti de la Réforme, ceux qui ont survécu à la Saint Barthélemy ne doivent compter que sur leur propre mérite pour s'établir dignement, car en fait de fortune, il ne leur reste plus que leur nom. C'est en effet avec Bérard et Joachim, petits-fils de Pierre seigneur de Pardaillan et familiers d'Henri de Navarre, que les Ségur traversent la Garonne au milieu du XVIe siècle, pour Cabanac. Joachim de Ségur épouse Catherine Brun en 1546, et son frère Bérard prend pour femme Anne Brun (tabl. 2).

1. C'est à la 18e génération de cette branche (toujours vivante) que l'on trouve Sophie Rostoptchine, épouse du comte Eugène de Ségur (1789-1869).

Tableau 2. - La transmission de la seigneurie de Cabanac.



Les deux jeunes femmes sont sœurs, et pour autant que l'on puisse se fier aux généalogies consultées, elles sont des héritières bien dotées. De leur père Jean Brun, dit du Puch, elles recueillent les terres du Grand-Puch (en Entre-Deux-Mers) et de Marcillac (en Limousin). Leur mère est Souveraine (ou Soubirane) d'Olivier, fille d'Artus d'Olivier jurat et sous-maire de Bordeaux (en 1538), seigneur des maisons nobles de Léognan, La Prade et Cabanac, situées en pays de Cernès. Par suite de partages, Joachim reste seul seigneur de Cabanac, et ses terres vont être scindées pour ses petits-fils : Cabanac pour l'aîné, Bérard ; le Grand-Puch pour le cadet, Joseph.

Ce premier mariage marque une première étape de l'ascension des Ségur-Cabanac au sein du second ordre. Curieusement, ils ne profitent pas de l'appel d'air créé par l'accession du roi de Navarre au trône de France. Peut-être ces huguenots convaincus pensent-ils que Paris ne vaut pas une messe, choix qui aura pour conséquence de borner leur destin aux frontières provinciales de la Guyenne. Les mariages protestants et parlementaires des descendants de Joachim (Pierre, Bérard et

Léonor) jusqu'à la fin du XVIIe siècle, peuvent le laisser croire. D'ailleurs, la carrière militaire d'Henri de Ségur-Cabanac (1655-1729) n'avance qu'après son abjuration et celle de son épouse, Marie de Gillet, en 1685. Ainsi, pour plus d'un siècle et demi, le château de Cabanac demeure le seul élément de patrimoine immobilier connu pour la famille.

Le mariage d'Arrérac

A partir de 1706, la bonne fortune familiale connaît une accélération décisive. En moins de 70 ans, le centre de gravité patrimonial glisse de la lande du Cernès aux landes et au vignoble médocain. Avec le mariage de Joseph de Ségur-Cabanac et de Catherine d'Arrérac le 21 septembre 1706 (date du contrat) s'ouvre une deuxième étape de l'ascension de la maison de Cabanac, dont témoignent, par exemple, les carrières militaires des comtes. Henri termine la sienne à 50 ans comme brigadier ; son fils Joseph Ier est maréchal de camp à 59 ans ; son petit fils Joseph II est lieutenant général des armées à 56 ans.

L'alliance avec les Arrérac apporte notamment les terres d'Arsac, la co-seigneurie de Parempuyre et celle de Belfort (Saint-Médard-en-Jalles). Le domaine de Parempuyre ne semble pas avoir possédé ni château, ni « maison de maître » digne de ce nom. En tous cas, il n'en est jamais question dans les rares papiers de famille. De tout cet ensemble patrimonial important, le château d'Arsac est donc la seule résidence habitée. Les terres et la seigneurie d'Arsac sont arrivées dans la maison d'Arrérac à la fin du XVI^e siècle, par le mariage d'Antoinette d'Arsac et de Gabriel d'Arrérac. C'est ce même Gabriel qui transmet ce patrimoine à son frère Jean d'Arrérac, grand-père de Catherine (1692-1729), la très jeune épouse de Joseph I^{er} de Ségur-Cabanac.

Le mariage de Basterot

On ne note aucun accroissement du patrimoine immobilier dans le grand demi-siècle qui suit. Marié à Paris avec Henriette Lemaistre du Marais, et absorbé par ses commandements divers et les affaires de sa ville, Joseph II ne séjourne qu'une petite partie de l'année à Bordeaux et dans ses campagnes de Cabanac et d'Arsac... Jusqu'en 1770. Mais on peut considérer cette année comme celle de l'apogée de la maison de Ségur-Cabanac, prémisses d'une dernière étape en forme d'âge d'or qui, à peine vingt ans plus tard, vient se briser sur les événements révolutionnaires.

La seigneurie dont elle porte le titre étant presque toujours campagnarde, chaque famille noble ne saurait s'y confiner tout au long de l'année. Elle dispose, la plupart du temps, d'une résidence urbaine, surtout lorsque ses activités ou ses charges l'imposent. C'est évidemment le cas des Ségur-Cabanac. La première indication d'adresse que nous avons trouvée date de 1751, et mentionne « rue et paroisse Saint-André » à Bordeaux. Indication doublement confirmée en 1755 par le registre de capitation de cette année, « rue vis à vis de l'hôpital Saint-André », et par l'acte de décès de Joseph I^{er} de Ségur : « maison près de l'hôpital Saint-André ». Trente ans plus tard, en 1785, paraît chez Pallandre à Bordeaux la *Description historique de Bordeaux, avec l'indication de tous les monuments, chefs d'œuvre de l'art et objets de curiosité que recèle cette ville ; ouvrage indispensable aux voyageurs et très utile aux citoyens*. On y voit énumérés 17 hôtels à ne pas manquer : ceux de l'administration (Fermes, Bourse, Intendance, Gouverneur) et d'autres, particuliers, nommés Leberthon, Daugeard, de Lavie, de Cazaux, du Périer. Parmi ces derniers, nous lisons à la page 129 : « Hôtel de Ségur, rue du Temple. Son entrée, sa belle cour, la distribution des appartements et son jardin ».

En 1755, en effet, juste après la disparition de Joseph I^{er} de Ségur, la famille de Cabanac s'installe en location, dans un hôtel particulier de la rue du Temple, dont la localisation dans

la ville est plus représentative de sa position sociale. Cet hôtel appartient alors à Marie Piécourt qui vient de perdre son époux Daniel Denis de Lansac, baron de Saint-Savin, le 7 juin 1755. La situation financière dont elle hérite est si compromise que son réalisme de fille de marchand la décide à réduire son train de vie. Elle renvoie des domestiques, vend une partie de son argenterie, liquide carrosse, chevaux de trait et de selle. Elle sacrifie aussi la plupart des tableaux et sa bibliothèque en 1755. Se repliant sur l'appartement du rez-de-chaussée de son hôtel de la rue du Temple, elle donne le premier étage en location (en 1755 ou 1756) à Joseph II de Ségur-Cabanac, le fils du vieil ami de son mari.

Dans une ville comme la capitale de la Guyenne, les Cabanac et les Lansac se connaissent forcément. Conseiller au Parlement de Bordeaux depuis 1722, Daniel Denis de Lansac, baron de Saint-Savin est l'un des quatre enfants du marchand anobli Daniel Denis qui a fait fortune aux Antilles². Plus jeune de 6 ans que Joseph I^{er} de Ségur, il se marie avec Marie Piécourt en août 1723, à Paris. Son ami le vicomte de Cabanac, signe le contrat comme témoin. Au milieu du siècle, le retour de fortune de Daniel Denis s'est aggravé de la perte de son fils en 1753, Louis-Daniel, conseiller au parlement de Paris. Ce dernier laisse pour héritière une petite fille de quatre ans, Louise-Marie. Daniel Denis meurt le 7 juin 1755, et son ami Joseph de Ségur-Cabanac le suit de près, le 28 juillet.

Privée de son père, puis de son grand-père, Louise-Marie vit à Paris avec sa mère Marie-Louise Berthelot, qui fréquente certainement madame de Ségur-Cabanac, née Lemaistre, dont les parents habitent rue du Bac. Ce sont d'ailleurs ces deux femmes qui préparent, à Paris, la vente de l'hôtel bordelais de la rue du Temple. Car Louise-Marie a été mariée, le 14 novembre 1768, à un officier portant un nom illustre, mais passablement désargenté et desservi par une généalogie incertaine : Marie-Joseph Elzéar vicomte de Broglie, « colonel du régiment d'Aquitaine Infanterie, brigadier des armées du Roy, chevalier de Saint-Louis ». Profitant de la clause contractuelle qui l'autorise à aliéner les biens de sa femme sous réserve du emploi de la somme obtenue, le vicomte de Broglie charge sa belle-mère de négocier avec madame de Ségur-Cabanac la vente de l'hôtel de la rue du Temple. C'est ainsi que, premier sous-lieutenant des gendarmes de la garde du roi, lieutenant général des armées, lieutenant du maire de Bordeaux, le 23 avril 1770 Joseph II de Ségur-Cabanac acquiert l'hôtel particulier de la rue du Temple où il réside avec sa famille depuis quinze ans.

2. Sur les Denis de Lansac et l'hôtel de la rue du Temple à Bordeaux, voir : Pierre Bistaudeau, « Les Denis de Lansac, du négoce bordelais à la cour de Louis XV », dans *Les Cahiers du Vitreais*, Revue archéologique, Historique et littéraire des Hauts de Gironde, n° 90, 1997, 33390 Saint-Savin-de-Blaye.

Un mois plus tard, le 23 mai, son fils Joseph-Marie épouse Catherine de Basterot, fille unique héritière d'une longue lignée de parlementaires installée en Médoc depuis le XVI^e siècle, riche de terres, de marais salants, de polders et de vignobles. Dans la foisonnante lignée des Basterot on distingue quatre frères au milieu du XVIII^e siècle : Gabriel-Barthélémy, doyen du chapitre cathédral de Saint-André de Bordeaux, et abbé de Saint-Pierre de l'Isle († 1759) ; Jean-Paul, religieux feuillant, un moment prieur du couvent de Saint-Antoine à Bordeaux († 1765) ; François, subdélégué de l'intendant à Lesparre († 1770) ; Barthélémy enfin, conseiller au parlement. Ce dernier habite rue Saint-Christoly à Bordeaux dans la première moitié du siècle. Ses enfants sont installés à quelques pas de là. Sa fille, Madeleine habite la rue des Treilles après avoir épousé François-Xavier de Filhot : le conseiller y possède une vaste maison que la largeur de la rue sépare du jardin des Denis de Lansac, qui deviendra celui des Ségur-Cabanac. Quant à son fils Gabriel-Barthélémy, reçu conseiller à la Grand-Chambre du parlement à 21 ans en 1738, il achète un hôtel, rue Port-Dijeaux, où il décède en 1778. Il a épousé Marie Daugeard en 1746, fille d'Henri président au parlement et de Catherine Belrieu de Virazel, dont la mère était Marie-Anne de Mullet de Volusan. Catherine, la jeune mariée de 1770 apporte dans sa corbeille de mariage la grande maison de Saint-Estèphe construite au milieu des vignes du lieu-dit Garramey.

Le temps des héritages

Les cinquante dernières années de l'histoire des Ségur-Cabanac (1790-1848) forment une suite d'événements contradictoires dans lesquels la reconstitution de la fortune familiale – en grande partie grâce au Milliard des émigrés – suit une spoliation presque totale. Hélas, l'élan lignager est brisé (Henri-Gabriel, le fils de Joseph-Marie est célibataire), la récupération du château de Cabanac (dans quel état ?) et de la maison de Saint-Estèphe n'en sont qu'une misérable et provisoire compensation. Ainsi apparaissent dans le patrimoine immobilier familial reconstitué le château de Bessan d'une part, et l'hôtel de Basterot d'autre part. L'un et l'autre étant les derniers témoins de la réussite d'une fructueuse politique matrimoniale devenue vaine avec les temps nouveaux.

La modestie, le faste et l'agrément

A la veille de la Révolution, la famille de Ségur-Cabanac habite plus ou moins régulièrement quatre demeures, à la campagne, et à Bordeaux même. Probablement selon les saisons et les travaux agricoles de l'année. À l'évidence, la résidence principale est en ville, à Bordeaux, ne serait-ce qu'à cause des exigences de la charge de lieutenant de maire.

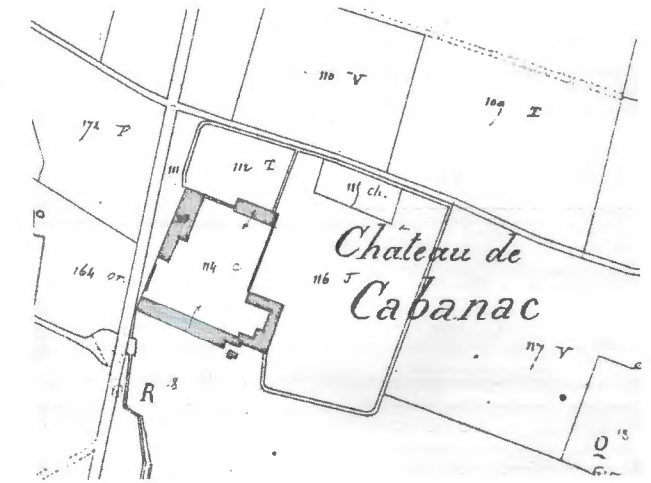


Fig. 1. - Plan cadastral de Cabanac-et-Villagrains, 1846, A.D.Gir.

Le château de Cabanac

D'après Léo Drouyn, il existait trois sites fortifiés dans la paroisse Saint-Martin de Cabanac : celui des mottes, celui du castéra (dont on ignore la localisation), celui du château qui nous intéresse ici et qui se situe à 500 mètres à l'ouest du bourg. Mais du château proprement dit, il ne reste quasiment rien. Edouard Guillon affirme que c'est Joachim de Ségur « qui habita le nouveau château plus rapproché du bourg que le Castéra qui avait été probablement détruit pendant les guerres anglo-françaises, et il le transmit à ses héritiers³ ». À quoi ressemblait ce « nouveau château », qui remplaçait celui de Jean Brun et de son épouse Souveraine ? Il semble qu'il n'existe pas la moindre vue permettant d'en avoir une idée. Il faudra donc s'en tenir à l'inventaire révolutionnaire du 1^{er} juin 1792 et au plan cadastral de 1846 (fig. 1). On y voit le château, petite construction de 30 sur 20 mètres environ autour d'une cour – et qui comptait 27 portes et fenêtres si l'on en croit la matrice cadastrale – avec bâtiments des communs, vivier, jardin et parc.

Les deux autres châteaux familiaux, le Grand-Puch et Olivier étant de la 2^e moitié du XIV^e siècle, pourquoi ne pas imaginer que Cabanac se présente peut-être comme une gentil-homme aux toits de tuiles, mise au goût du jour, voire reconstruite en partie au XVII^e siècle ? Situation observée par Michel

3. Edouard Guillon, *Les châteaux historiques et vinicoles de la Gironde*, Bordeaux, Coderc 1869, t.III.

Figeac : « La grande majorité des châteaux, au XVII^e comme au XVI^e siècle, ne sont que des châteaux modernisés par la suppression d'une aile et le repercement des baies. » Ainsi, « dans le château médiéval fermé, cantonné de tours rondes, est faite une brèche », et comme l'explique Jean-Marie Pérouse de Montclos : « il ne reste habituellement qu'un bâtiment en U avec les tours arrières ⁴ ». A Cabanac, en entrant dans la cour à l'ouest, nous voyons le long bâtiment des communs sur notre droite ; face à nous, le corps de logis en U où se détache dans le coin ce qui pourrait être une cage d'escalier carrée, en saillie, dans laquelle s'ouvrirait une large porte. Les hautes croisées de l'étage sont peut-être surmontées d'un petit fronton à gable, comme à Olivier.

Que décrit l'inventaire de 1792 ? La visite des commissaires du district de Cadillac est guidée par un nommé Courbin, le régisseur du domaine. L'imprécision de l'officier municipal qui écrit le procès-verbal ne permet guère de se faire une idée précise de l'agencement intérieur ⁵. Au rez-de-chaussée, de part et d'autre d'un office et d'une vaste salle à manger fort modestement meublée de trois tables et de 14 chaises de paille, on passe dans une cuisine et ses annexes, souillarde, dépense et fournière : on y voit une longue table et deux bancs de chêne, une grande cheminée équipée d'un tournebroche, une armoire où sont rangés les fusils du comte et du régisseur. Plus loin, voici la chambre du jardinier, celle du régisseur dans laquelle se trouve une armoire avec les paires de draps, les nappes et serviettes, des chandeliers de cuivre, des couteaux. Suit la description de deux chambres de domestiques et d'une longue cave « de trois pièces » prise sur les communs. Toujours au rez-de-chaussée, nous entrons dans une grande salle à quatre croisées d'où part l'escalier « à rampe de fer ouvragée » ; en fait, il s'agit d'un salon sans luxe superflu. Au premier étage, on voit une enfilade de chambres et d'antichambres, dont les affectations ne sont pas précisées.

Nous voici très loin du raffinement des marbres de la rue du Temple, du bon goût fleuri et détendu que nous verrons régnant à Arsac : les fauteuils en cuir, le « vieux tableau de Louis XIV », les lits à colonnes - dits à quenouilles - les tapisseries à personnages ou en siamoise signent l'époque de l'aménagement du manoir. Même si l'ameublement des chambres est plus douillet et mieux traité, nous sommes à coup sûr dans le décor où vécurent dans une aisance rustique Henri de Ségur et son épouse Marie de Gillet.

Les comtes vivaient-ils encore à la veille de la Révolution dans un aussi médiocre manoir, « au milieu des bois » ? Cela ne fait pas de doute. Les commissaires révolutionnaires qui visitent le château de Cabanac, estiment tout cela d'un œil exercé et précis ; ils notent que la maison et les bâtiments d'exploitation sont en très bon état. On remarque enfin plus



Fig. 2. - Le château Ségur à Cabanac-et-Villagrains, en « style moderne » (début XX^e siècle ?), coll. particulière.

de 20 000 tuiles neuves stockées dans une grange, ainsi que du bois d'œuvre explicitement destiné non seulement à refaire deux pressoirs, mais encore du parquet et d'autres travaux de menuiserie : ce qui prouve, à l'évidence, que Joseph-Marie de Ségur avait prévu de faire refaire au moins la toiture et les planchers du château au moment où éclatent les événements révolutionnaires.

Vendu le 22 fructidor an II, le château est racheté dans des conditions que nous ignorons. Il réintègre le patrimoine familial entre 1829 et 1835 si l'on se fie aux rôles des contributions. La matrice de 1835 recense en effet 27 portes et fenêtres, dont une porte cochère, alors qu'il n'y en avait que 3 en 1829. Après la mort de madame de Verthamon (Hermine de Ségur-Cabanac), c'est un propriétaire de Loupiac, Jean-Antoine Cluzant aîné ⁶, qui achète la propriété vendue par Martial-Marie de Verthamon le 24 septembre 1856, chez maître Baysselance notaire de Marmande pour 53 930 francs. Cluzant paie comptant 18 260 francs pour les 98 hectares du Château de Cabanac ; le reste sera réglé fin 1858.

L'achat de Cluzant consiste en « maison d'habitation, bâtiments d'exploitation, parc à bœuf et autres, granges, jardin, terres labourables, vignes, prés, pâtures, bois taillis, bois de pins, landes et autres natures, le tout en seul tenant... » Suit l'énumération des numéros du cadastre, dans laquelle manque le 114, qui est la parcelle du château : en effet, la mention même « vieux château » qui figurait sur les actes antérieurs a disparu ! Est-ce à dire que le bâtiment où naquit Henry de Ségur en 1664 avait déjà disparu ? De fait, la maison est reconstruite en 1877 par Louis Cluzant, réduite à un chalet « en style moderne » (fig. 2) dont parle l'édition de 1886 de Cocks et Féret :

4. Jean-Marie Pérouse de Montclos, *Histoire de l'architecture française, de la Renaissance à la Révolution*, Paris, Mengès, 1989, cité par : Michel Figeac, *La douceur des Lumières, noblesse et art de vivre en Guyenne au XVIII^e siècle*, Bordeaux, Mollat, 2001, p. 66.

5. A.D.Gir. Q 957.

6. Depuis l'arrivée de Jean-Antoine Cluzant à Cabanac, la famille a souvent figuré au conseil municipal, jusqu'à aujourd'hui. Elle a notamment donné des maires à la commune : de 1874 à 1876, de 1944 à 1945, de 1971 à 1977.

Ce domaine [...] est depuis 1856 entre les mains de M. Cluzant, qui a fait reconstruire le vieux manoir en style moderne. [...] Le vignoble très ancien vient d'être entièrement reconstitué en cépages rouges du Médoc parmi lesquels dominent les cabernets [...]. Le château de Cabanac est placé sur une pelouse entourée de grands chênes, à cinq minutes de la gare.

D'une fortune à une autre : l'hôtel de la rue du Temple

À la mort de son père en 1727, Daniel Denis, baron de Saint-Savin, est devenu l'un des plus riches seigneurs de Bordeaux. Il est néanmoins contraint d'abandonner le négoce en 1738, son activité marchande étant devenue incompatible avec sa charge de conseiller au parlement. Il acquiert en 1741 une vieille maison avec jardin sur la paroisse Saint-Christoly, entre la rue du Temple et la rue des Treilles. Il la fait raser, pour édifier un hôtel, dont la construction se déroule de 1742 à 1744, date à laquelle le baron de Saint-Savin s'installe sans doute dans sa maison. Un quart de siècle plus tard, le 23 avril 1770, Joseph II de Ségur acquiert l'hôtel de Saint-Savin :

...conformément et en exécution des conventions qui avaient été réglées et arrêtées depuis le 12 avril de l'année dernière, entre Madame Marie-Louise de Berthelot, veuve de messire Daniel Denis de Lansac, [...] et Madame Jeanne Lemaistre, épouse dudit sieur de Ségur agissant pour lui et en vertu de ses pouvoirs, et ce pour et moyennant le prix et somme de cent mille livres, y compris les glaces, trumeaux, attiques, encoignures, meubles et effets dont la valeur avait été fixée entre les parties à la somme de trois mille livres ⁷.

La somme acquittée par le vicomte de Ségur est considérable. On notera au passage l'évaluation des éléments du décor et du mobilier : malgré leur qualité, les parties ne l'estiment qu'à 3 % du prix global de la vente. Dans l'acte de vente de Maître Perrens, la description du bien acquis par le vicomte de Ségur est assez succincte, mais le décor intérieur y est évoqué pour la seconde fois :

Une grande maison et hôtel à porte cochère avec remise et écurie, cour d'entrée, parterre au derrière et autres appartenances, circonstances et dépendances [...] sis et situé en la présente ville, rue du Temple paroisse Saint-Christophe, et tel qu'il est actuellement occupé à loyer par ledit seigneur de Ségur, y compris toutes les boisures et placards, glaces, encoignures, tables de marbre, trumeaux, attiques, plaques et contrefeux et généralement tous les meubles et effets sans exception ni réserve quelconque qui sont attachés à ladite maison et en dépendent, et desquels l'usage avait été laissé au seigneur de Ségur lorsqu'il prit la maison à loyer.



Fig. 3. - Hôtel de Ségur-Cabanac. La cour, côté rue du Temple (Photo JPM).

Cet hôtel a été étudié par C. Taillard et P. Bistaudeau ⁸. Le premier l'attribue volontiers à André Nicolas Portier, l'architecte de confiance de Tourny, qui vient de construire l'hôtel Lecomte de La Tresne, et travaille à l'hôtel Leberthon ⁹.

7. A.D.Gir., 3E 17 589. L'acte est passé devant Maître Perrens notaire à Bordeaux, dans l'hôtel même. Joseph-Marie de Ségur écrivait en 1791 que la demeure avait été estimée « le 24 mars 1783 ainsi qu'il paraît page 25 de l'acte de partage et de liquidation de la succession de ma mère à la somme de 112 654 livres ». Rappelons pour mémoire qu'à la même époque, les frères Daugeard, oncles de Catherine de Ségur-Cabanac née de Basterot, l'un et l'autre présidents à la Grand-Chambre du parlement, résident dans des hôtels dont ils ne sont pas propriétaires. Jean-Charles, l'aîné, est locataire de M. Dulyon, rue des Carmélites ; Jacques de Virazel, le plus jeune, vit rue Fondaudège dans un hôtel construit par Jean Laclotte et lui appartenant. Ce n'est qu'en 1783 que Jean-Charles Daugeard achètera l'hôtel de La Tresne, rue Judaïque-en-ville.

8. C. Taillard, *Bordeaux à l'âge classique*, Bordeaux, Mollat, 1997, p.195 et P. Bistaudeau, « Les Denis de Lansac... ».

9. André-Nicolas Portier (1702-1770) : il commence par travailler dans l'atelier de Bonfin à la réalisation de la place Royale (de la Bourse). Sa « marque » est partout à Bordeaux : façade des allées et place Tourny, place Dauphine (Gambetta) et porte Dijeaux, place et porte d'Aquitaine, entre autres. On lui attribue les hôtels de La Tresne (anciennement siège du journal Sud-Ouest) et Leberthon (Crédit municipal de Bordeaux).



Fig. 4. - Hôtel de Ségur-Cabanac.
La clôture de la cour et son portail côté intérieur, aujourd'hui rue de Grassi, s'ouvrait autrefois sur la rue du Temple (Photo JPM).

L'homme de l'art conçoit pour Daniel Denis de Lansac une belle demeure entre cour et jardin dont le corps de logis mesure 29 x 15 mètres, et comprend un rez-de-chaussée sur cave, un étage et un comble mansardé. L'entrée principale donnant sur la cour ouvrait sur la rue du Temple (fig. 3). L'acte de vente précise ainsi les mitoyennetés : « Laquelle [maison] confronte en son entier d'un bout vers le couchant à ladite rue du Temple, d'autre bout par derrière vers le levant à la rue des Treilles sur laquelle ladite maison a une issue ; d'un côté vers le midi à la maison et jardin de M. Dupérier, seigneur de Larsan grand sénéchal de Guyenne, et d'autre côté vers le nord aux maisons appartenant à M. Lynch, aux sieurs Condom, Delpech, Bergey, Leclerc et Dutemple qui ont leur façade et entrée sur la rue Porte-Dijéaux et sur celle des Treilles. » Le « parterre » qui se trouvait devant la façade Est avait donc une sortie sur la rue des Treilles : mais le portail d'entrée n'a été remonté là qu'au XIX^e siècle lors de la construction de l'actuel immeuble du 22 rue du Temple. On y voit au revers un masque et les attributs de Neptune, dieu à qui les Denis de Lansac devaient leur fortune (fig. 4). En face, de l'autre côté de la rue des Treilles se trouvait la demeure de François-Xavier de Filhot, oncle par alliance de madame de Ségur-Cabanac. La relative petite taille de la parcelle et les ailes en retour limitent à 5 travées relativement étroites la largeur de la façade ; le bandeau qui sépare les deux

niveaux et les agrafes des fenêtres sont les seules décorations de cette façade d'une excessive sobriété. L'unique fantaisie se trouve dans les agrafes des ouvertures différentes au rez-de-chaussée et au premier étage. Plusieurs inventaires permettent de faire un tour du propriétaire : ceux de 1755 et 1764, respectivement après les décès de Daniel Denis, puis de sa femme. Quant au procès-verbal d'adjudication du 21 frimaire an VII, il ne décrit que sommairement « une maison à porte cochère rue du Temple, n° 1, consistant en un vaste corps de logis dont plusieurs pièces sont boisées, deux ailes en retour, deux cuisines, jardin, remise »¹⁰.

A cause du léger biais de la parcelle, Portier décale la symétrie des façades, comme à l'hôtel Lecomte de La Tresne (fig. 5). On entre au rez-de-chaussée par un vestibule à gauche de la cour, où se trouve un grand escalier de pierre à trois volées droites (fig. 6). A la fin du XVIII^e, non comptées les pièces de service, la salle de bains, on y dénombre sept grandes pièces : quatre chambres ou cabinets, et la bibliothèque qui n'est autre

10. A.M.Bx., Documents de la période révolutionnaire : N 9 pour le procès-verbal d'adjudication du 21 frimaire an VII, et I 52 pour l'inventaire du 16 thermidor an VI.

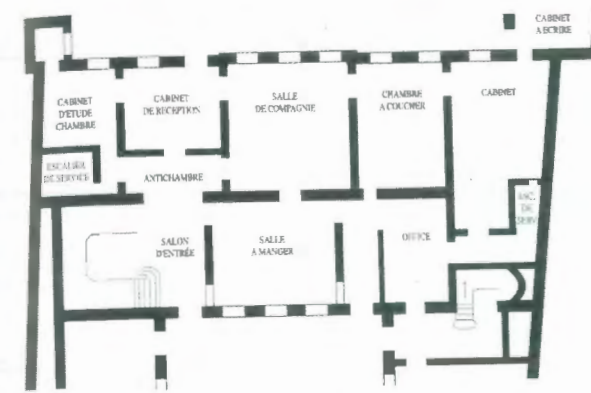


Fig. 5. - Hôtel de Ségur-Cabanac.
Plan du rez-de-chaussée
(dans P. Bistaudeau, *Les Denis de Lansac...*).



Fig. 6. - Hôtel de Ségur-Cabanac.
Le grand escalier
(photo JPM).

que le cabinet de travail de Monsieur de Lansac. C'est une pièce avec de discrètes boiseries probablement peintes en bleu, intégrant les étagères. Mais les deux plus beaux endroits de la maison sont les « pièces boisées » auxquelles l'acte de vente de 1770 et le procès-verbal d'adjudication révolutionnaire font allusion. Donnant sur la cour par trois fenêtres, voici la salle à manger, ornée de deux belles petites fontaines de marbre à coquille. Légèrement désaxé par rapport à la salle à manger, le salon de compagnie a vue sur le jardin. Les inventaires divers parlent des panneaux et moulures d'acajou, des consoles en bois doré et des deux encoignures. Le plus remarquable est le jeu des grandes glaces, détaillé dans inventaire du 16 thermidor an VI : deux d'entre elles, encastrées dans les panneaux, se répondent face à face, la troisième ornant la cheminée.

Dans le grand salon boisé en acajou, deux grandes tables en consoles en bois doré avec leur dessus en marbre rouge, deux encoignures en consoles en bois doré avec leur dessus en marbre rouge, deux encoignures bois de rose en placage à deux portes ; trois rideaux taffetas cramoisi et deux tringles en fer et leur cordon. Huit fauteuils couverts en vieille étoffe de soie, trois ditto couverts en points de tapisserie, deux ditto en cabriolet d'une étoffe mouchetée usée ; deux fauteuils, une chaise, un canapé couvert en velours d'Utrecht cramoisi [...]. Une glace en trois pièces dont la première a 42 pouces de large sur 50 pouces de haut, ayant une tache dans le milieu, la deuxième de 42 de large sur 29 de haut, la troisième cintrée avec sa bordure de bois doré ; une ditto en face, en trois pièces : la première de 42 pouces sur 50 de haut, la deuxième cassée de 37 pouces sur 29 de haut, la troisième cintrée cassée dans un coin avec sa bordure de bois doré ; une ditto sur la cheminée en trois pièces : la première de 44 pouces de haut sur 42 de large, la deuxième de 30 pouces de haut sur 42 de large, la troisième cintrée avec sa bordure de bois dorée. Un lustre en cristal, bobèches en cuivre doré¹¹.

P. Bistaudeau précise que « le rez-de-chaussée est jusqu'à maintenant resté presque en l'état », à l'exception de quelques modifications mineures de cloisons. Il en attribue le décor au sculpteur Nicolas Riot. Cet artiste qui a travaillé à l'Hôtel de la Marine place Tourny, apparaît comme un familier de madame de Lansac qui le couche sur son testament¹².

Le premier étage est aussi vaste, puisqu'on y trouve, à la Révolution, deux antichambres, un salon, une autre cuisine, et cinq chambres, dont une possède encore une grande bibliothèque. En 1755, les pièces, dit P. Bistaudeau, sont décorées de tapisseries d'Aubusson ou tendues de damas, et les rideaux sont

11. A.M.Bx., I 52, inventaire du 16 thermidor an VI.

12. P. Bistaudeau, « Les Denis de Lansac... », p. 56.



Fig. 7. - Hôtel de Ségur-Cabanac. La façade Est sur « le parterre » (photo JPM).



Fig. 8. - Hôtel de Ségur-Cabanac. Détail du fronton de la façade Est (photo JPM).

en taffetas, tout cela dans des tons de vert dominant. Les glaces qui sont encore en place en 1798 laissent supposer la beauté de la décoration ; l'inventaire décrit trois petits miroirs, deux à cadre doré, le troisième sans doute « de Venise » de 0,80 m sur 1 m environ. Surtout, on ne compte pas moins de huit trumeaux de cheminée de dimensions respectables ; à l'exception du plus petit qui se trouve dans la première antichambre de l'étage, tous les autres mesurent de 1 à 1,30 m de largeur sur 1,40 à 2,30 m de hauteur.

Le témoignage le plus direct et le plus précis sur la maison du lieutenant de maire reste ce que nous pouvons voir encore aujourd'hui. Notamment l'harmonieuse façade donnant sur le jardin, avec son fronton triangulaire décoré de tritons, de

dauphins et de monstres marins, allégories de la fortune des Denis de Lansac (fig. 7). Si la sobriété du décor de refends est bien de Portier, dans les agrafes et les mascarons des fenêtres Christian Taillard voit « la main de Vernet qui travailla parfois avec Portier à cette époque, qui pourrait être aussi l'auteur du décor sculpté du tympan du fronton triangulaire »¹³ du côté jardin (fig. 8). Le parterre n'est pas bien grand ; il devait être habillé de charmille taillée, et décoré d'orangers en caisse, puisque l'inventaire les mentionne, ainsi que les échelles à

13. C. Taillard, *Bordeaux à l'âge classique*, p. 198.

Le bourdieu de Bujac ou le souci du jardin

Né en 1739, Jacques Jacob Bujac est issu d'une famille de marchands protestants de Castelmoron-sur-Lot (dans l'arrondissement de Marmande). Ce jeune homme entreprenant se marie à Nîmes, puis s'installe paroisse Saint-Rémi à Bordeaux, plus exactement aux Chartrons, où il développe l'affaire familiale. En 1782, il fait partie des 14 actionnaires de la société montée par la banque parisienne Lavabre, Doener et Cie, pour la vente des contrats de rente de l'emprunt de 1782¹⁴. L'aventure tourne court : fin août 1783, Bujac doit suspendre ses paiements pour plus de deux millions de livres. La faillite est déclarée. Notre négociant-banquier doit liquider ses immeubles, au nombre desquels un bourdieu acheté en 1781 dont le chantier de la maison s'est arrêté au gros œuvre. La propriété se trouve dans la paroisse Sainte-Eulalie, très exactement dans un triangle limité aujourd'hui par les rues de Pessac, des Treuils et de Ségur.

Le vicomte de Cabanac se montre intéressé par cette propriété pour laquelle il fait une offre au syndic des créanciers. Plusieurs annonces dans le journal de Guyenne étant demeurées sans surenchère, le syndic conclut la transaction avec Joseph-Marie de Ségur pour ce bourdieu enclos dans les limites dont nous venons de parler. L'acte de vente est daté du 19 mai 1788 :

*Un bourdieu ou bien de campagne appelé Mignon, situé dans le plantier du grand Saint-Genès, paroisse Sainte-Eulalie, comprenant une grande maison commencée à bâtir à neuf pour le logement du maître, n'ayant que les murs et la charpente achevée, pas un lambris, la toiture n'étant que provisionnelle, et les planchers faits de débris de navire ne pouvant servir qu'à soutenir des parquets ou un carrelage, pas une porte ni croisée, mais seulement les ouvertures, point de perron ni d'escalier. [...] Au dessous de ladite maison sont les chais, cuvier et chambre du paysan, bâtiment séparé et à peu de distance de ladite maison, sans porte d'entrée, ayant servi jusqu'à présent de serre à l'orangerie, parterre, labyrinthe, avenue en charmille, bosquet, et autres plantations d'agrément, jardin, terre actuellement semée en haricots, et vignes, le tout en un tenant, de la contenance en total de dix sept journaux [5,6 ha environ] ayant deux entrées principales, l'une sur le chemin de Pessac, et l'autre dans une ruelle qui conduit dudit chemin à Saint-Genès*¹⁵.

Si la description du bien est caractéristique de ces propriétés suburbaines viticoles mêlant l'utile à l'agréable, on voit que Bujac n'avait rien négligé du point de vue de l'agrément des séjours qu'il y envisageait avec sa famille. En homme prévoyant et sûr de sa bonne fortune, il a notamment planté avant de construire, ayant même acheté cinq statues de

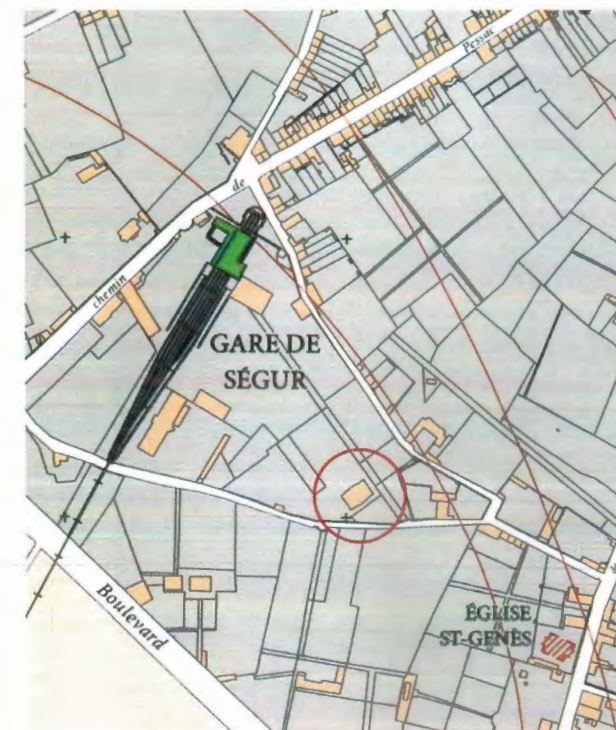


Fig. 9. - Plan cadastral de Bordeaux de 1855 (Atlas historique). Le bourdieu du Bujac, circonscrit au triangle formé par les actuelles rues de Pessac (au nord-ouest), des Treuils (au nord-est), de Ségur (au sud). Le cercle rouge entoure la maison parfois appelée « château Ségur ».

marbre qui lui ont coûté 1 000 livres. Ornement obligé des jardins aristocratiques et bourgeois, les 40 orangers en caisses et en pots « tant grands que petits », sont estimés à 1 920 livres, soit presque deux fois le prix des sculptures ! Les divers effets mobiliers, vaisseaux vinaires, croisées prêtes à poser, statues, matériaux de construction stockés là, le « petit cabriolet pour les enfants monté sur quatre roues », - Bujac a deux garçons âgés de 11 et 10 ans au moment de la vente - sont évalués 6 000 livres. Avec le fonds et l'immeuble dont le comte a offert 34 000 livres, la vente est arrêtée au total de 40 000 livres.

Restait à achever cette maison commencée à bâtir depuis trois ans ; le contrat le prévoyait expressément : « Sera tenu ledit sieur de Ségur d'exécuter et entretenir le devis passé entre le sieur Bujac et le sieur Béraut architecte, des ouvrages en maçonnerie, menuiserie, ferrures, plâtrage, vitrage, plan-

14. « Tentations du négoce bordelais de céder à l'agiotage... » P. Butel, *Les négociants bordelais, l'Europe et les îles au XVIII^e siècle*, Paris, Aubier, 1992.

15. A.D.Gir., 3E 24 290, Maître Collignan, notaire à Bordeaux. Autre indication dans A.D.Gir., Q 1659.

chéage, et autres nécessaires pour rendre la maison habitable». Il devait en coûter 19 066 livres de plus à Joseph-Marie, comme en témoigne le devis du 4 février 1788 annexé à l'acte de vente. Les travaux se terminèrent probablement dans les semaines précédant le grand bouleversement : la famille de Ségur n'eut que le temps de jouir brièvement du bosquet et des charmilles. La maison aux plâtres à peine secs fut habitée jusque vers 1791, époque à laquelle elle figure dans l'estimation des biens à partager entre les frères de Ségur. Elle subit ensuite le sort commun aux autres biens des comtes de Cabanac, devenus « nationaux ».

Il ne reste rien aujourd'hui de cette bâtisse, appelée « château Ségur » sur un plan des installations ferroviaires de la gare de Ségur, visiblement dessiné d'après le cadastre bordelais de 1855 (fig. 9) ¹⁶. On y voit une longue allée rectiligne, probablement « l'avenue en charmille » joignant les deux entrées dont parle le contrat de vente, « l'une sur le chemin de Pessac, et l'autre dans une ruelle qui conduit dudit chemin à Saint-Genès ». La maison proprement dite est un quadrilatère presque carré dont les deux façades nord-ouest et sud-est sont marquées par un avant corps légèrement décroché. Qui est le « sieur Béraut architecte » dont Joseph-Marie s'engage à achever le plan ? Dans son ouvrage sur les frères Laclotte, Ph. Maffre évoque cette famille connue de maîtres architectes et de maçons active à Bordeaux dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Mais nous ne pouvons pas savoir qui, du père Nicolas reçu à la maîtrise en 1762, ou de ses deux fils aînés Jean-Baptiste ou Arnaud, ont travaillé pour Jacob Bujac ¹⁷. Abandonnées en 1855, les installations ferroviaires disparaissent en 1863 au profit d'un réaménagement de tout l'îlot de l'ancien bourdieu des Ségur-Cabanac. Ni la grande allée, ni la maison ne résistent alors au bousculement du parcellaire, faisant disparaître toute trace de la famille de Ségur, à l'exception de la « ruelle » qui subsiste et porte leur nom depuis.

Les apports conjugaux

Faut-il résister à la tentation de citer notre inévitable Baurein pour annoncer ce qui va suivre ? Nous sommes donc dans le dernier quart du XVIII^e siècle, apogée de la fortune de la Guyenne et de ses élites, nobles ou non : « Quoique cette partie du Médoc ne soit pas extrêmement peuplée, il y existe néanmoins un grand nombre de maisons de campagne, plus ou moins considérables, et qui y ont été construites par différents propriétaires. La faveur qu'ont eue ci-devant les vins du Médoc, a fait qu'on s'est hâté d'acquérir des possessions dans cette contrée, et qu'on a cherché à s'y procurer des habitations » ¹⁸.



Fig. 10. - Le château d'Arsac (au début du XX^e siècle ?).
Coll. particulière.

Arsac

Le bâtiment que nous voyons aujourd'hui à Arsac est un château du XIX^e siècle, comme beaucoup de propriétaires bourgeois en rêvent sous le Second Empire (fig. 10). Nous ne connaissons pas l'architecte de cette sorte d'interprétation de Moulinsart, la fantaisie en moins. Celle dont fait preuve, par exemple, Charles Burguet au château Palmer de Cantenac, ou à celui du baron de Pichon-Longueville à Pauillac. Dans cette bâtisse sans imagination, on retrouverait plutôt le style de Théodore Duphot au château Comtesse de Lalande, l'élégance en moins toutefois. Est-ce Henri Bouluguet, éphémère propriétaire du domaine de 1862 à 1864, qui confie la reconstruction complète de la demeure à son fils architecte, Pierre Augustin Gustave Bouluguet (Bordeaux 1830-Bordeaux 1892) ¹⁹ ? Issu de la promotion 1852 de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, (il y étudie en même temps que Charles Marionneau) Gustave Bouluguet, 4 fois médaillé en 2^e classe, est élève de François Joseph Uchard. On connaît de lui des immeubles particuliers à Bordeaux et le château des Iris à Lormont (1865) aux proportions pataudes.

16. Sandrine Lavaud (coord.), *Atlas historique des villes de France, Bordeaux*, t. I. Bordeaux, Ausonius, 2009.
17. Jean-Baptiste, reçu à la maîtrise en 1776, épouse Marie Laclotte, fille d'Etienne en 1780 ; Arnaud est connu comme appareilleur ; Etienne, le plus jeune n'est reçu qu'en 1786, après la construction de la maison de Bujac. Ph. Maffre, *Construire Bordeaux au XVIII^e siècle ; Les frères Laclotte, architectes en société (1756-1793)*, Bordeaux, Société archéologique de Bordeaux, 2013.
18. Abbé Baurein, *Variétés bordelaises*, Bordeaux, Féret, 1876 ; t. I, p. 331.
19. David de Penanru, Roux et Delaire, *Les architectes de l'école des Beaux-Arts 1793-1907*. Librairie de la construction moderne, Paris, 1907. Voir aussi Jean-Pierre Méric, *Le château d'Arsac de 1706 à nos jours*, Bordeaux, Féret 2000, p. 90-95.

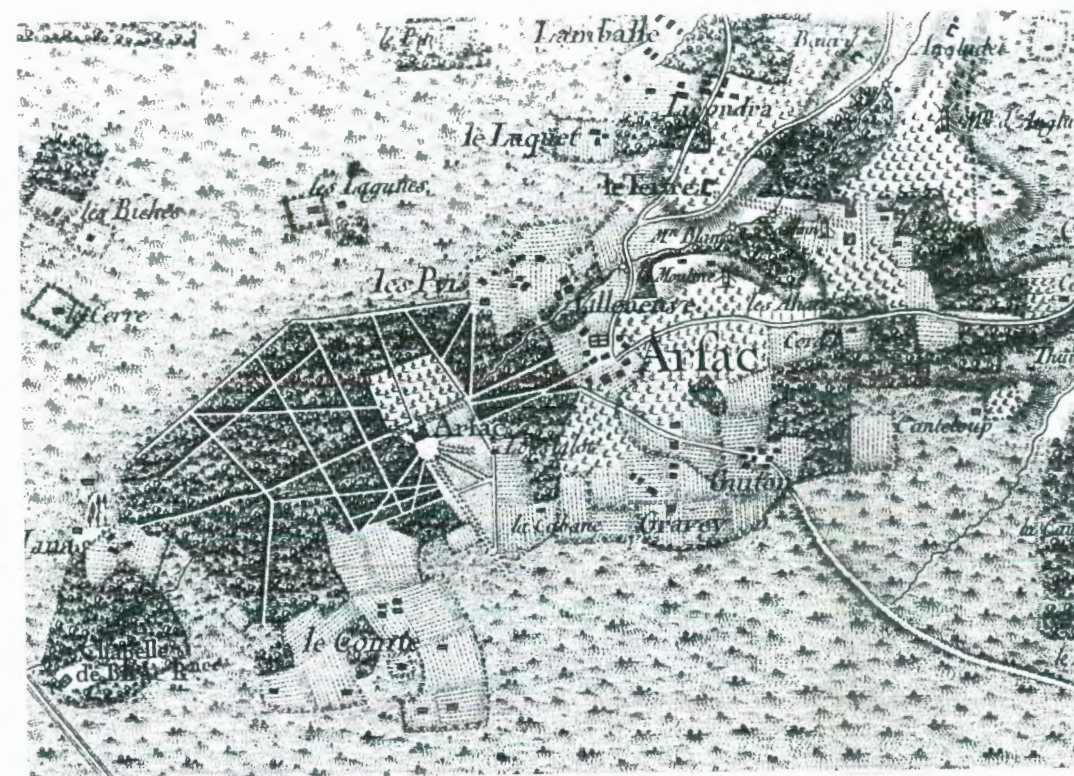


Fig. 11. - Le château d'Arsac sur la carte de Belleyrne, fin XVIII^e siècle, A.D.Gir.

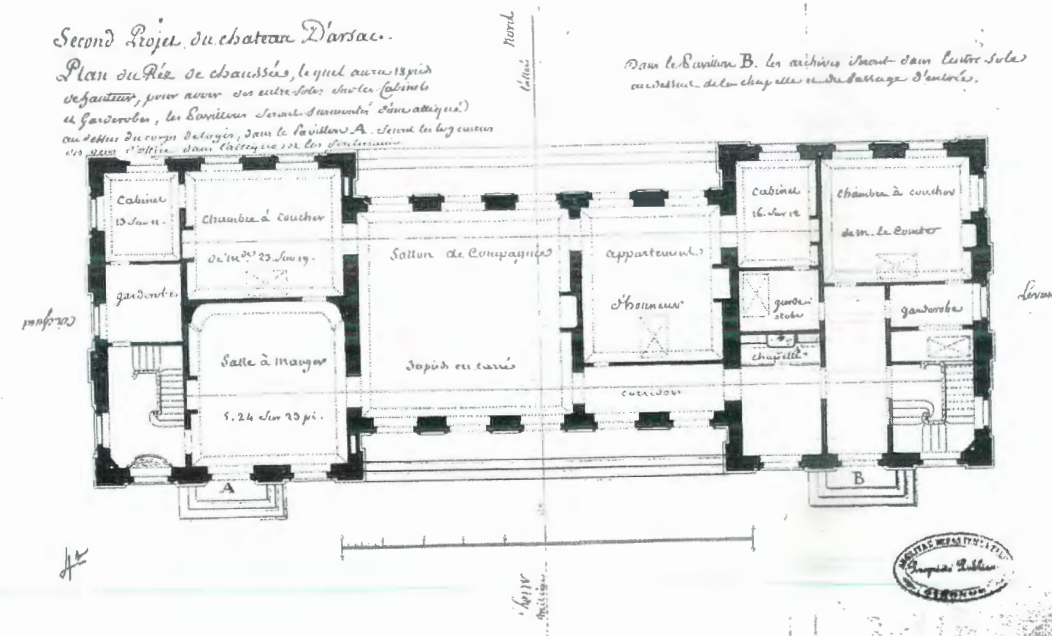


Fig. 12. - Le château d'Arsac, second projet de R.-François Bonfin, A.D.Gir., (2Z 632-633-634).

A la fin du XVIII^e siècle, la carte de Belleyme montre un paysage de lande rase partout autour du château d'Arsac, une grande pièce de vigne au nord, et un bois (fig. 11). Les comtes, enfants et petits enfants d'Henri de Ségur-Cabanac, ne semblent pas particulièrement animés par la passion de bâtir. Or, vers le milieu du XVIII^e siècle, la demeure d'Henri d'Arrérac doit avoir besoin d'une sérieuse rénovation, qui la rende plus digne de la position acquise par les enfants de feu madame de Ségur-Cabanac : « Le château, de par sa fonction sociale, est architecture de domination, or il est évident qu'un même édifice ne peut convenir à un simple gentilhomme ou à un duc, à un petit hobereau ou à un grand parlementaire »²⁰. D'autant qu'il y a aussi urgence, car le bâti donne des signes visibles de fatigue. Sur l'un des plans dressés par François Bonfin, l'architecte écrit en effet : « Les murs étant de mauvaise construction et en partie lézardés, tant dans le corps de logis que dans l'aile des cuisines et offices, l'on n'a pu se déterminer dans le projet à faire des chambres hautes »²¹. En 1767 Joseph II décide donc de faire reconstruire le château d'Arsac. Cette résolution coïncide avec sa promotion au grade de lieutenant général des armées, le 4 juin 1767. Ainsi, deux ans avant l'achat de l'hôtel de Saint-Savin, on peut penser que cette décision du lieutenant de maire marque sa volonté d'affirmer le degré de considération auquel sa famille est désormais parvenue.

A qui doit-il s'adresser ? Lieutenant du maire de Bordeaux, Joseph de Ségur a sous la main l'homme de l'art, Richard-François Bonfin. D'origine versaillaise, Bonfin est un très jeune homme à son arrivée à Bordeaux dans l'équipe de Gabriel pour participer aux travaux de la Place Royale. Il est nommé ingénieur de la ville à 21 ans en 1751. Quand le lieutenant de maire fait appel à lui, son œuvre est encore à venir : il a pour l'instant à son actif la maison des Dames de la Foi (1758, devenue Hôtel de la Marine), et des travaux pour le maréchal de Richelieu à l'hôtel du Gouvernement. Il est néanmoins fort occupé : relevés pour le lotissement de l'îlot des Carmélites, plan de la maison de force de Sainte-Eulalie, chantier pour les jurats à l'hôtel de ville, plan du couvent des Capucins, à quoi s'ajoutent les travaux de Fronsac pour le duc de Richelieu. N'osant pas refuser au lieutenant de maire qu'il tient apparemment en grande estime, Bonfin se met au travail. Malgré l'activité de ses commis, il tarde à produire le travail demandé et Joseph de Ségur s'impatiente. Le 2 avril enfin, Bonfin, envoie deux projets accompagnés d'une lettre, le tout probablement adressée à l'homme de confiance du comte :

Pour vous prouver qu'aussi tôt que je l'ai pu je me suis occupé du plan du château de M. le comte de Ségur, j'ai l'honneur de vous envoyer les deux différentes idées que j'en ai faites. [...] Je vous prie de présenter ces plans à M. le comte, je n'ai pas osé les lui adresser directement. Vous m'alarmez sur l'idée désavantageuse qu'il prend sur mon compte, et

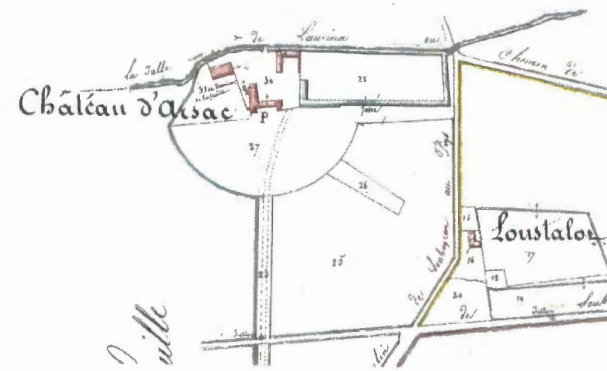


Fig. 13. - Le château d'Arsac : plan cadastral de 1827, A.D.Gir., (légendes des numéros : 24, avenue ; 25, terre ; 26, acacias ; 27, pré ; 28, jardin ; 29, maison ; 30, château ; 31, verger).

*je suis pénétré d'un chagrin le plus vif, et il n'y a personne dans le monde de qui je chérissais davantage la protection ; je lui dois tout par devoirs, mais je crois lui devoir encore bien plus par l'attachement respectueux que j'ai toujours eu pour lui. [...] Je vous fais, Monsieur, mes sincères remerciements de ce que vous voulez bien être mon ange tutélaire auprès de M. le comte »*²².

De toutes les résidences des Ségur-Cabanac, Arsac est la seule pour laquelle nous avons trace de projets de reconstruction : aventure non aboutie racontée par Stéphane Debrest-Gilis dans sa thèse sur Richard-François Bonfin²³, car aucun de ces projets n'a été mené à bien. Stéphane Debrest-Gilis écrit : « En 1768, [le château d'Arsac] se compose d'un corps de logis rectangulaire prolongé par une aile en retour d'équerre sur la cour. Du côté de la terrasse, deux pavillons asymétriques forment un décrochement important ». Des projets de l'architecte, il reste aujourd'hui aux Archives Départementales de la Gironde, outre la lettre de Bonfin citée plus haut, une élévation et les deux premiers plans annoncés. On remarquera sur le plan du second projet (fig. 12) un axe tracé par Bonfin qu'il nomme « ligne du milieu de l'allée ». Avait-on prévu par la suite d'aménager un parc ? « Le grand axe de composition



Fig. 14. - La maison de Gabriel-Barthélémy de Basterot à Garramey, plan cadastral de Saint-Estèphe, 1825, A.D.Gir.

du château et des jardins trace un long chemin au milieu des vignes : la grande allée d'accès. Les axes secondaires déterminent également et la découpe du jardin et celle des pièces de culture », écrit J.-Pierre Bériac à propos des châteaux de Malle et de Suduiraut²⁴. Un coup d'œil sur le plan cadastral de 1827 (fig. 13) permet de deviner une tentative d'aménagement du paysage, déjà lisible sur la carte de Belleyme : le bois est percé d'allées à la manière d'un parc, et la grande prairie en demi-lune devant le château donne naissance à cinq allées dont certaines sont plantées d'arbres d'alignement. Ces plantations devaient tenir à cœur aux occupants du château, car dans les documents de succession de Joseph II de Ségur figure un recensement des arbres du domaine, où les 4 132 arbres d'alignement sont comptés à part.

Malgré le clin d'œil des billards colorisés en vert - pour flatter la passion de Joseph de Ségur ? - le comte ne donne pas suite à ces projets. Non conformes à ses souhaits ? Trop dispendieux ? Il renonce à ses velléités de reconstruction et se contente de travaux, dont nous n'avons plus que le plan. Bonfin propose simplement d'améliorer un peu le vieux château. Il élargit les deux pavillons de l'Ouest, et de l'Est où se trouvaient les appartements du comte et de la comtesse en les réaménageant. Il modifie l'encloisonnement dans l'aile des domestiques, crée enfin une chapelle au nord permettant de clore la cour, par un mur à l'Est, par une grille au Nord. C'est donc cette demeure, ainsi modifiée, qui figure encore sur le plan cadastral ancien de la commune.

Des trois résidences campagnardes des comtes, Arsac est sans doute la plus joliment meublée, quoiqu'avec assez peu d'ostentation. Madame de Genlis expliquait en 1813 cette relative simplicité d'un siècle qu'on imagine généralement plutôt fastueux : « La magnificence égoïste ou de pure ostentation paraissait être de mauvais goût ; par exemple, tous les grands seigneurs et les princes du sang étaient de la plus modeste simplicité dans l'ameublement de leurs châteaux et

de leurs maisons de plaisance »²⁵. L'inventaire de la visite domiciliaire du 3 nivôse an II (23 décembre 1793) ouvre pour nous les portes des salons, des antichambres et des alcôves²⁶. On est loin du luxe de l'hôtel bordelais de la rue du Temple. Si l'on trouve quelques beaux meubles d'acajou aux garnitures de cuivre, secrétaire, commode, bureau, les rideaux des lits et des fenêtres, les courtelines ne sont que des indiennes ou des cotonilles à carreaux, assez rarement de la soie. Ni les chaises de paille, ni les meubles de bois peint ne sont rares, pas même dans les trois plus belles pièces que sont l'appartement de la comtesse, celui du comte, et le salon de compagnie.

A la faveur d'un partage successoral après la mort de Joseph II de Ségur, le domaine et le château deviennent la propriété d'Henri-Gabriel de Ségur, le chevalier d'Arsac, en 1791. Sa fille Catherine en hérite, à sa mort en janvier 1811. Le 13 mars 1817, Joseph-Jean Esnou de Saint-Céran, propriétaire demeurant à Paris, achète pour 20 000 francs le domaine de Catherine-Louise de Ségur-Cabanac et de son mari Thomas Bournac.

Saint-Estèphe

Au milieu du XVIII^e siècle, le vignoble de Saint-Estèphe du conseiller Gabriel Barthélémy de Basterot a une certaine notoriété, quoique sa localisation exacte dans la paroisse ne soit pas précisée. À la mort de son père en 1778, Catherine de Basterot hérite en propre du domaine et de la maison. L'inventaire de septembre/octobre 1793²⁷ énumère les pièces réservées aux domestiques, les petits lits d'enfants et le berceau, et autres détails d'ameublement qui ne laissent pas de doute sur les séjours de Joseph-Marie et de sa nombreuse famille : c'est là que se déroule *l'Impromptu de Saint-Estèphe*, saynète chantée donnée par les trois filles aînées de la famille pour la fête de leur mère Catherine, en novembre 1787²⁸. Le document révolutionnaire décrit trois pièces de service (cuisine, dépense et office), quatorze « chambres »²⁹, le salon à manger, le salon de compagnie et le cabinet de travail du comte.

24. Jean-Pierre Bériac, « ... Avec l'usage d'un beau jardin », dans *Maisons de campagne en Bordelais (XVII^e-XIX^e siècles)*, Bordeaux, Arts & Arts éditions et Cercam, Université Michel de Montaigne Bordeaux III, 1994.

25. Madame de Genlis, *De l'esprit des étiquettes*, Paris, Mercure de France, 1996.

26. A.D.Gir., Q 937.

27. *Ibidem*.

28. Jean-Pierre Méric, « L'Impromptu de Saint-Estèphe ou l'éducation des jeunes filles », dans *Revue française d'histoire du livre*, n° 132, 2011, Société des Bibliophiles de Guyenne, p. 251.

29. Certaines « chambres », celles des domestiques en particulier, ne sont probablement que des bouts de couloir, de grands placards, ou des galetas de dessous d'escalier, pompeusement baptisées ainsi parce que les commissaires révolutionnaires y trouvent des lits.

L'ameublement y est bien plus ordinaire qu'à Arsac : le pin et le sapin règnent dans le salon à manger, et nombre de buffets peints, de petits cabinets trouvés ici et là en sont également faits. Le meuble des cinq chambres pour les domestiques (mais il y sept lits au total) dont celle de la gouvernante et du maître d'hôtel, celui des trois chambres dites « des filles » ou « des demoiselles » est d'une banalité qui peut étonner, chez des nobles aussi fortunés. Avec dix fauteuils, une bergère, sept chaises, une petite table en noyer et un bureau d'acajou, le salon de compagnie a meilleure allure. En effet, dans son étude sur les inventaires campagnards, D. Thomas explique que « la chambre de maître était avec le salon de compagnie la pièce qui contenait les meubles les plus importants et les plus coûteux »³⁰. La chambre de madame est meublée d'un lit brodé de damas cramoisi, d'un lit écarlate richement brodé de franges jaunes avec ses rideaux, d'un bureau en bois fruitier, d'une table à toilette en noyer, d'une commode en noyer, d'une table parquée, de six chaises et quatre fauteuils. Un lit de maître en satin, avec sa garniture de velours cramoisi, huit fauteuils de tapisserie, six chaises, une petite table en bois de noyer, une table de nuit et son vase, une commode en cerisier, une petite encoignure avec un pot et une jatte en faïence, forment l'ameublement de la « chambre du fond du haut », celle de monsieur le comte.

On a un peu de peine à imaginer comment se distribuent les nombreuses pièces décrites par l'inventaire de 1793, même en admettant l'existence au XVIII^e siècle des deux petites ailes d'environ 5 x 15 mètres qui encadrent la cour à l'Est, comme on le voit sur le plan cadastral de 1825, au lieu-dit Garramey (fig. 14). Le moment est donc venu de se poser quelques questions. En quoi la partie centrale du château actuel est-elle héritière de la maison où se joue l'Impromptu ? Et d'ailleurs, qui est à l'origine de sa construction : Barthélémy de Basterot, ou son fils Gabriel Barthélémy ? L'allure de cette bâtisse de 24 x 15 mètres environ n'est pas sans évoquer le premier projet de Bonfin pour Arsac, qui aurait été raccourci à 7 travées au lieu de 11. Malheureusement, ressenti ne vaut pas preuve, d'autant que des transformations importantes sont intervenues au XIX^e siècle.

Dans son testament de 1806 précédant de quelques jours son décès, madame de Ségur-Cabanac fait de ses enfants (Gabrielle-Henriette, Henri-Gabriel, Thérèse-Antoinette de Bellot, Charlotte-Hermine de Verthamon, Henriette-Eugénie) les héritiers du domaine de Basterot, et de leur père Joseph-Marie un usufruitier. Cependant, lors de la liquidation de la succession de leur mère, les enfants Ségur se mettent d'accord sur la vente de la maison et du domaine de Saint-Estèphe. Le nouveau propriétaire est un Irlandais du nom de Bernard Phélan ; ce Bordelais d'adoption qui loge sur le Pavé des Chartrons, possède déjà des vignes à Garramey depuis le 13

Fig. 15. - Gustave de Galard, « château de Ségur & Garramey appartenant à M. Phélan », *Album vignicole* (Bordeaux, 1835).



thermidor an XII (1^{er} août 1804), voisines de la propriété Ségur-Cabanac. La vente est signée le 30 juin 1810, chez Maître Darrieux à Bordeaux : « Maison de maître et des cultivateurs, chai, cuvier, écurie et autres bâtiments accessoires, cour, usine (?) jardin, prairies, vignes et autres natures de fonds ». Sont compris dans la vente, les outils et le bétail de l'exploitation, « tous les meubles meublants, effets mobiliers et objets dépendant dudit domaine, sans autre réserve ni exception que les vins qui sont dans les chais avec la futaille qui les loge »³¹. La vente est conclue au prix de 100 000 francs. L'acte de vente se termine ainsi : « Les parties ont signé avec ledit notaire [...] même ledit seigneur de Ségur père, quoique étant dans un état de cécité ».

Après son acquisition Phélan procède exactement comme tous les acheteurs de châteaux aujourd'hui : il investit ! En 1835-1837, il fait reconstruire le château en y intégrant les bâtiments d'exploitation. Gustave de Galard dessine le nouveau château dans son *Album vignicole* paru en 1835 (fig. 15). Or, nous savons par des courriers du régisseur que le chantier ne s'achève qu'en 1837. Galard aurait-il dessiné d'après les élévations de l'architecte, et quel architecte ? La correspondance de Franck Phélan fait plusieurs allusions à Théodore Henri Duphot. Ce dernier mène en effet des travaux de réaménagement intérieur en 1843-1845, après la mort de Bernard Phélan, puis de nouveau à partir de 1859. Cette fois il s'agit de quelques reprises du gros œuvre, de couverture, de charpente, de planchers et de plafonds, d'escalier et de perron. De sorte que le château d'aujourd'hui doit probablement davantage à Duphot qu'à l'architecte qui a travaillé vingt-cinq ans plus tôt.

Bessan et Hôtel de Basterot

Le domaine de Saint-Estèphe une fois vendu, les Ségur-Cabanac s'installent à Bessan, dans la commune de Cibrac-Médoc, autre résidence ancestrale. Cette propriété et son château sont une partie du patrimoine médocain des Mullet de Volusan.

30. Danielle Thomas, « Les inventaires campagnards », dans *Maisons de campagne en Bordelais (XVII^e-XIX^e siècles)*.

31. A.D.Gir., 3E 26656.

Catherine Belrieu de Virazel en hérite après une rocambolesque affaire de filiation et de succession de sa mère Marie Anne de Mullet, tranchée en 1714 après 10 ans de procès³². Mariée en 1715 au président au parlement Henri Daugeard, Catherine de Belrieu est la grand-mère de Catherine de Basterot, épouse de Joseph-Marie de Ségur-Cabanac. Quoique décédée en 1767, sa succession ne sera définitivement liquidée que 38 ans plus tard, les différentes lois sur l'émigration et la confiscation des biens nobles ayant entre temps passablement compliqué la situation. Un jugement arbitral de septembre 1803 rendu à la demande de ses cousines de Basterot et Daugeard, contraint en effet Louis-Henri d'Augeard à liquider enfin la succession de Catherine de Belrieu, leur grand-mère. Le domaine de Bessan est alors l'objet d'un premier partage début 1806³³, alors que Catherine de Basterot est morte quelques semaines plus tôt. Dans les mois qui suivent, par suite de ventes et donations diverses intervenues à la mort de son épouse, Joseph-Marie de Ségur possède en pleine propriété les 3/5^{èmes} du domaine de Bessan, tandis qu'il est usufruitier des 2/5^{èmes} restants appartenant par indivis à ses cinq enfants vivants. Enfin, après la mort de Joseph-Marie à Bessan le 16 décembre 1812, la totalité du domaine de Bessan se retrouvera dans les mains de son fils Henri-Gabriel, en décembre 1814³⁴.

Le château de Bessan est à environ 1 km au sud-est du bourg de Cibrac-Médoc. Par son plan en U autour d'une cour et ses dimensions générales, la demeure présente des analogies avec Cabanac, jusqu'au nombre des portes et fenêtres (29 sur la matrice cadastrale de 1831), les quatre tours en plus. Mais nous avons plus de chance car il en existe plusieurs vues photographiques du début du XX^e siècle. Il est néanmoins pratiquement impossible d'y déchiffrer quelque caractère architectural significatif. Peut-être s'agit-il d'une construction du XV^e siècle ? Quoique percée de meurtrières, la muraille de la petite tour ouest (en cours de restauration) n'est pas très épaisse et d'une faible valeur défensive. Le corps de logis du nord-est avec son pavillon central fait penser à un aménagement du XVII^e siècle : par Denis de Mullet (fig. 16) ? La seule information chronologique dont nous disposons est la date de construction d'une chapelle par Henri Daugeard en 1732, mais nous ne savons pas où elle se situait. Au milieu du XIX^e siècle, un porche à clocheton est construit pour abriter le perron au fond de la cour.

Victime de la déconfiture de la fortune des Verthamon (derniers héritiers des Ségur-Cabanac), le château est acheté par Bernard Mortier, négociant en vins (en 1888), puis par Pierre Wertheimer, propriétaire des cosmétiques Bourjois, en 1920. Juste après la guerre, divisée en plusieurs lots, la propriété (terres et bâtiments divers) est vendue en 1947³⁵.



Fig. 16. - Château de Bessan, vu du nord-est au début du XX^e siècle (coll. particulière).

Lorsque Catherine de Basterot épouse Joseph-Marie de Ségur en 1770, ses parents habitent un hôtel à quelques dizaines de mètres de la rue du Temple, rue Porte-Dijéaux. Son père, Gabriel-Barthélémy de Basterot, s'installe là, à une date que nous ignorons. La façade donnant sur le jardin laisse penser à une construction déjà existante. En revanche, la façade actuelle de l'immeuble sur la rue n'évoque en rien les années d'ancien régime. La demeure est vendue comme bien national le 2 nivôse an IV (23 décembre 1795). Elle est achetée par Benjamin Luis Nunes, négociant juif portugais. Suite à des difficultés familiales, Jacob Nunes, le père, l'acquiert pour son compte au cours d'une vente aux enchères. Après son décès survenu le 6 avril 1820, ses héritiers vendent l'hôtel le 9 février 1828, pour la somme de 45 000 francs, au négociant Isaac-Théodore Delvaile. Deux jours plus tard, par un contrat daté du 11 février 1828 reçu par maître Ferrère notaire à Bordeaux, le comte Henri-Gabriel de Ségur-Cabanac rachète l'hôtel de Basterot pour 56 000 francs. Cette belle demeure entre cour et jardin, est ainsi décrite en 1847 dans le contrat de vente à Joseph Boulan :

*Hôtel situé à Bordeaux rue Porte-Dijéaux n°16 (précédemment n° 7) connu sous le nom d'hôtel Ségur, autrefois hôtel de Basterot, ensemble jardin qui est au derrière [...], une cour avec porte cochère sur la rue Porte-Dijéaux, un corps principal de logis au fond de la cour et deux ailes venant aboutir en façade à la rue Porte-Dijéaux le tout élevé sur cave de deux étages, avec grenier au dessus [...], le jardin qui est au derrière ainsi qu'un autre corps de logis au couchant de ce jardin, et un petit pavillon couvert d'ardoises, au fond du même jardin au midi*³⁶.

32. Jean-Pierre Méric, *Bessan-Séguir en Médoc, un vignoble de parlementaires bordelais (XV^e-XX^e siècles)*, Pauillac, Société Archéologique et Historique du Médoc, 2014.

33. Acte de partage du 11 février 1806, maître Matthieu notaire à Bordeaux, AD33 3 E 24125.

34. Acte de partage sous seing privé du 6 décembre 1814, déposé le 31 décembre 1844 chez Maître Delaville, notaire à Bordeaux. A.D.Gir., 3E 30143.

35. Jean-Pierre Méric, « De l'Ombrière au Chanel n°5... »

36. A.D.Gir., maître Loste, notaire à Bordeaux, 30 janvier 1847, 3 E 30271.



Fig. 17. - La façade sur cour de l'hôtel de Basterot, rue Porte-Dijeaux, état actuel (photo JPM).

Dix neuf ans plus tard, alors qu'il vient de faire construire l'immeuble mitoyen qui fait le coin de la rue Castillon, le comte Henri-Gabriel se défait de l'hôtel de Basterot. Par contrat du 30 janvier 1847³⁷, il le cède à l'avoué Boulan pour 117 000 francs. 60 000 francs sont payés le jour de la vente, les 57 000 restants doivent être acquittés dans les trois ans. Une partie du jardin a été vendue le même jour au banquier François Samazeuilh père, dont l'hôtel est voisin, au 14 de la rue Porte-Dijeaux.

A l'exception d'infimes détails architecturaux de la façade sur la cour (guirlandes et frontons des fenêtres du premier étage) il est très difficile de reconnaître l'hôtel de Basterot dans cet immeuble très retouché, pour ne pas dire « haussmannisé », probablement dans la seconde moitié du XIXe siècle. Exhaussé d'un niveau (?), pourvu d'un portail monumental et d'un perron sans grâce, la vieille société bordelaise de négoce et d'armement Maurel & Prom en a fait son siège pendant de longues années (fig. 17). On remarquera au revers du mur de la rue, de part et d'autre du portail, deux petits kiosques à l'air « Restauration », avec leur frise de grecque en guise de bandeau. Sont-ils une trace de mise au goût du jour de la maison par les Nunes ou par Henri-Gabriel de Ségur-Cabanac ?

Avec la chaîne rompue des générations, voici achevé notre itinéraire girondin au fil des demeures où vécurent les générations successives des Ségur-Cabanac... De l'évocation mélancolique des moutons paissant sur le site du modeste château de Cabanac, au regret romantique des pierres disjointes et du marbre effacé du cimetière de Civrac-Médoc où reposent Henri-Gabriel et son père Joseph-Marie. L'oubli d'aujourd'hui est à la mesure de ce que fut la gloire de leur maison à la veille de la Révolution, distinguée par deux fleurons dont nous n'avons pas parlé. Le premier, parce qu'il est parisien. Le mariage avec Jeanne-Henriette Lemaistre du Marais fait entrer dans le patrimoine familial le grand hôtel particulier (actuellement au n° 97) de la rue du Bac. Cette grande demeure est construite en 1722 pour Pierre Henry Lemaître, beau-père de Joseph II, par François Debias-Aubry. Son décor intérieur date en partie de cette époque. Au moment de la Révolution, il appartient toujours à Joseph II de Ségur-Cabanac, veuf depuis 1780. Germaine de Staël en sera l'une des locataires de 1786 à 1798. Le second, parce qu'il n'est fait que de rangs de vignes, et donc hors de notre propos initial : c'est le « quart Latour » à Pauillac, dont Joseph-Marie hérite en 1785 au gré d'un lointain cousinage avec des descendantes Ségur de Francs. Nous avons vu qu'avant la confiscation, des travaux de rénovation étaient prévus au château de Cabanac : on mesure par là quelle était la solidité de l'attachement à ses origines d'une lignée noble provinciale parvenue alors au comble de sa fortune.

37. Voir note précédente.



Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 73-88

La cuisine au menu des ducs d'Epéron au XVIIe siècle : deux marchés de « pourvoierie »

Marc Favreau *

A Sébastien Pottier

Le colloque qui s'est tenu en octobre 2004 à Bordeaux aborda pour la première fois la cuisine locale du Moyen Age au siècle dernier¹. Cependant son ambition n'est pas arrivée à dissimuler une lacune pour l'historiographie bordelaise : la gastronomie à la Renaissance et au Grand Siècle. Cet « oubli » s'explique aisément par la rareté des sources et la graphie des minutes notariales qui peut décourager plus d'un chercheur. Aussi la découverte de deux documents notariaux inédits datant de 1627 et de 1643 comble partiellement ce vide.

Les textes

Les minutes² du notaire cadillacais Pierre Capdaurat conservent deux marchés de « pourvoieries » : le premier conclu par Jean-Louis de Nogaret de La Valette (1554-1642), duc d'Epéron et pair de France, le marchand bordelais Nicolas Collas et son associé parisien Charles Duval en 1627 (fig. 1) ; le second par Bernard de Nogaret de La Valette (1592-1661), fils du précédent et dernier duc d'Epéron, et le maître boulanger parisien Jean Fessard en 1643 (fig. 2).

Contrairement à l'usage préconisé par Vincent La Chapelle (vers 1690-1745), c'est-à-dire le maître d'hôtel choisissant les « bons marchands »³ aux meilleurs prix et qualité « pour le profit du seigneur », ce furent les ducs d'Epéron en personne qui passèrent contrat avec les pourvoyeurs. La présence de ces illustres signataires n'excluait pas cependant l'interven-

tion antérieure de leur maître d'hôtel puisque « noble Jehan Belliard » (ou Béliard) est témoin pour Bernard de Nogaret de La Valette.

Suivant le processus mis en évidence par l'historien Pierre Couperie (1930-2010)⁴, le pourvoyeur s'engageait envers son client pendant une période déterminée - dans les cas présents, un an puis trois en 1627 et un an en 1643 -, d'une part, à fournir certaines denrées (boucherie, charcuterie et poissons) sélectionnées à des prix « ordinaires » (ou forfaitaires) convenus à l'avance⁵, et livrées chaque jour sans retard pour le service ; et, d'autre part, à remplacer à ses frais toute marchandise avariée ou perdue sans nuire au service du duc. Il devait informer ce dernier de toute nouvelle association au marché, le suivre dans ses déplacements en France et à l'étranger, payer un loyer pour

* Conservateur en chef du patrimoine, musée des Beaux-Arts de Bordeaux. Nous remercions en particulier Madame Marie-France Lacoue-Labarthe pour l'identification de « bennarit » et « Port de Pille », et Serge Fernandez pour la relecture de cet article.

1. Hubert et Figeac, 2006.
2. Les minutes couvrent les années 1616-1648.
3. La Chapelle, 1731, p. 3. Voir aussi, Wheaton, 1984, p. 134 et 137.
4. Couperie, 1970.
5. *Id.*, p. 241.

le logement fourni par le maréchal des logis et demeurer au service d'Epéron pendant le temps du contrat. Celui-ci s'interrompait avec les déplacements « sans train » en Europe et reprenait avec le retour du duc dans le royaume.

Les contraintes de ces marchés étaient compensées par des avantages en nature (pintes de vin et pains « ordinaires » pour le pourvoyeur et ses serviteurs, couvertures fournies pour protéger les viandes) et en numéraire : le duc payait chaque mois une somme en sus de celles versées pour les fournitures. Ainsi, en 1627, Epéron donnait à chaque pourvoyeur 4 200 livres annuelles et l'excédent des 120 livres concédées aux dépenses « extraordinaires » lorsqu'il résidait à la cour et « audela de la rivière de Loyre », et 1 600 livres annuelles lorsqu'il séjournait en Guyenne. En revanche, son fils n'octroyait à Fessard que 3 900 livres « par forme de récompense », quelle que fût la province du royaume. Ces primes, suivant la terminologie actuelle, expliquent que certaines professions comme les bouchers⁶ recherchaient la clientèle aristocratique ou religieuse malgré la livraison de la viande à crédit de Pâques à Carême, période traditionnelle de bilan pour ces professionnels⁷.

Le relatif anonymat des trois pourvoyeurs⁸ provient sans doute de l'absence d'une stricte spécialisation dans le commerce alimentaire, comme Anne Montenach l'a constaté à Lyon jusqu'au début du XVIII^e siècle⁹. Si aucun des deux Parisiens ne semble appartenir au cercle de la famille royale¹⁰, leur contrat avec les ducs d'Epéron leur assurait cependant une certaine aisance et l'accès, si ce n'était déjà fait, à la clientèle des grands. Venait-il entamer le monopole de certains bouchers parisiens sur les importants volumes de viandes nécessaires aux grandes maisons aristocratiques¹¹ ? Rien n'est moins sûr. Epéron n'avait pas choisi des traiteurs et des maîtres rôtisseurs bordelais car aucun d'eux ne lui offrait peut-être une variété de denrées équivalente à celle du marché parisien. Aussi, l'administration royale, la haute noblesse et la bourgeoisie aisée avaient pris l'habitude de s'y approvisionner¹² ; le duc n'échappait donc pas à la règle. Mais, comme seigneur de Puy-Paulin dont relevait la Cleye¹³, comme capitaine de Buch dont il affermait régulièrement les droits¹⁴ et comme seigneur de Cadillac avec son droit de pêche sur la Garonne¹⁵, Epéron pouvait très facilement obtenir des poissons¹⁶.

Les deux marchés bordelais ne donnent aucune indication sur les volumes consommés par la maison ducale. L'étude de Reynald Abad pour Paris a montré les achats considérables qui dépassaient de loin les réels besoins du maître, de sa famille et de sa domesticité¹⁷ et qui, par conséquent, engendraient le commerce du *regret*. La table du duc devait accueillir un nombre important d'invités auxquels s'ajoutaient les gens de maison. Aucun des deux marchés ne laisse deviner les quantités

prévues¹⁸. Cependant, un *Etat de la maison de M. le duc d'Epéron* daté de 1644¹⁹ estimait à 8 000 livres mensuelles le montant de la dépense « ordinaire et extraordinaire » de table pour cent trente personnes, dont soixante-treize serviteurs²⁰, et cinquante-cinq chevaux²¹. Cette somme était somme toute courante chez les ducs et pairs, car les frais de bouche contribuaient, d'une part, à l'affirmation de la grandeur sociale par le luxe²² et, d'autre part, au sens de l'hospitalité mesurable à l'abondance et à l'excellence²³. Elle dépasse largement les 43 462 livres 7 sols 6 deniers que le duc de Candale (1627-1658), fils d'Epéron, consacrait annuellement dans son hôtel de la rue Plâtrière à Paris en 1650²⁴. En revanche, elle s'avère modeste en comparaison des 400 000 livres dépensées chaque mois par Vatel pour la table du surintendant Nicolas Fouquet²⁵.

6. Abad, 2002, p. 221.

7. Ibid.

8. Le *Livre commode pour les adresses de Paris pour 1692* (Paris, Daffis, 1878) d'Abraham du Pradel (Pradel, 1878) est trop récent de deux générations pour contenir leurs noms.

9. Montenach, 2009, p. 160.

10. Couperie, 1970, p. 243-244.

11. Abad, 2002, p. 389.

12. Cat. expo. Paris, 2001-2002, p. 44.

13. Brives-Cazes, 1881, p. 95-96. Voir aussi Baurein, 1876, t. IV, p. 182 186 et 192.

14. A.D.Gir., 3 E 22243, f° 206, 17 novembre 1634.

15. A.M. Cadillac, BB 2 (1693-1707) ; par exemple, A.D.Gir., 3 E 22211, 24 février 1607.

16. Viaut, Alain, « Les Termes de l'alimentation en gascon à Bordeaux au Moyen Age », dans Hubert et Figeac, 2006, p. 19.

17. Abad, 2002, p. 389.

18. A titre de comparaison, Nicolas Troquet, pourvoyeur de Paris, fournissait au duc de Candale pour les jours gras quinze douzaines de pain, soixante livres de viande (bœuf, mouton et veau), douze poulets ou pigeons, douze livres de beurre, trois perdrix ou trois bécasses, ou six pluviers, ou trois ramiers ou trois ramereaux, deux chapons gras, deux lapins, etc. : Grouchy, 1892, p. 45.

19. Ribadieu, 1856, p. 294-295.

20. Kettering, 1986, p. 219.

21. Bridon, l'argentier du duc, incluait aussi l'entretien des harnais et des carrosses, la fourniture du linge de table et de chandelles, « tant de la salle que de la chambre de mondict Seigneur », et quelque argent pour les œuvres pieuses.

22. Labatut, 1972, p. 310.

23. Voir aussi Chatenet, 2002, p. 258-259.

24. Grouchy, 1892, p. 44-45.

25. Bertière, 2013, p. 265.

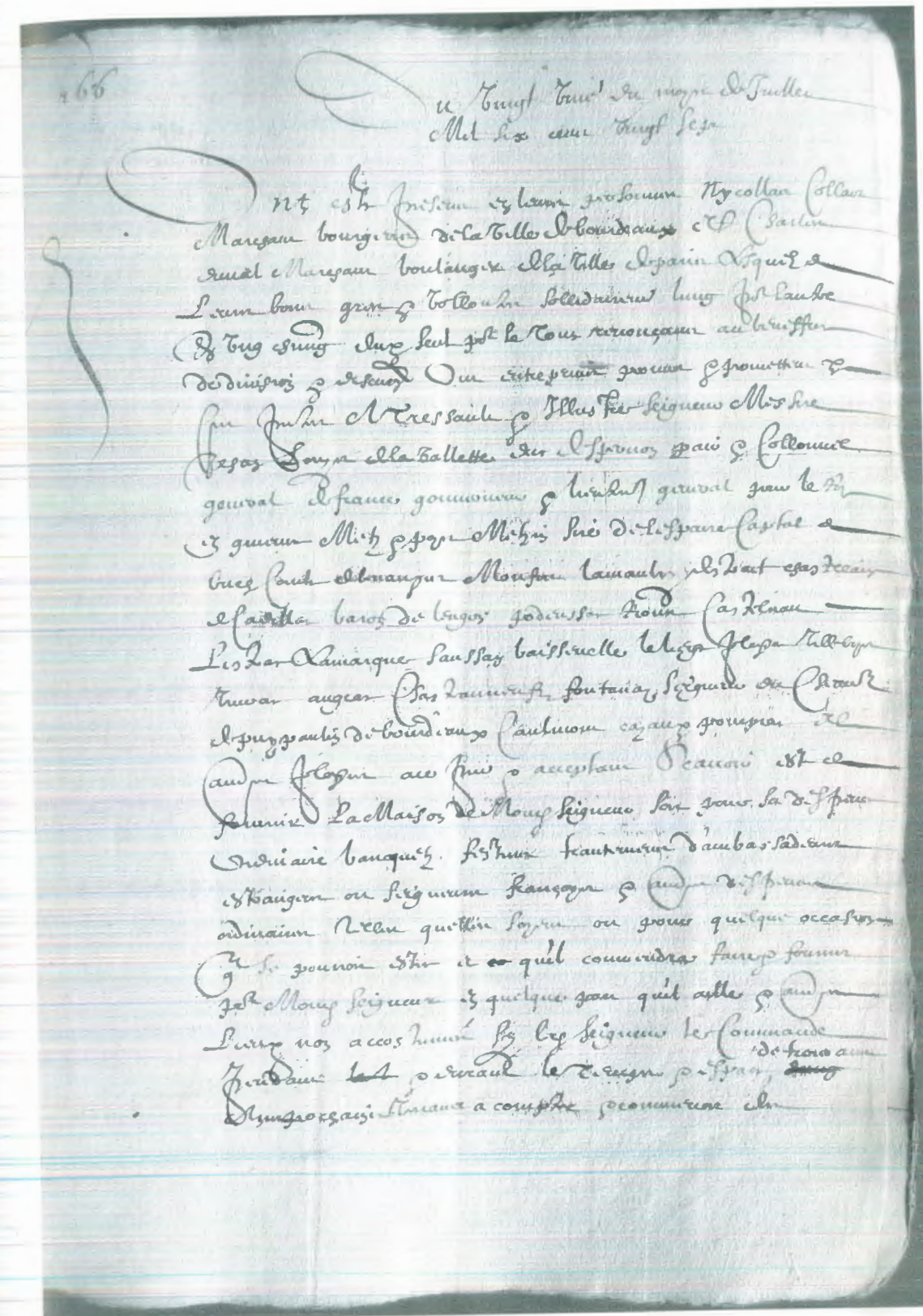


Fig. 1 - Première page du marché de « pourvoirie » conclu entre Jean-Louis de Nogaret de La Valette, Nicolas Collas et Charles Duval en 1627, A.D.Gir., 3 E 22236, f° 166 (cliché de l'auteur).

Nos connaissances personnelles de l'histoire économique étant toute relatives, nous préférons rappeler seulement l'analyse des prix et de leurs évolutions par Pierre Couperie²⁶ : « Les marchés de pourvoirie offrent une série de prix si détaillée qu'elle ne peut guère être égalée par d'autres documents. Malheureusement, le caractère même de ces marchés en rend l'utilisation délicate »²⁷.

Les deux marchés bordelais sont identiques sur seize ans d'intervalle et commencent donc par les viandes de bœuf, de veau et de mouton²⁸. Une grande équivalence des prix se remarque entre les deux marchés à l'exception des hausses pour le chevreau (4,7 %), la bécasse et l'alouette (55 %), et de la baisse pour le chevreau entier (1,1 %). Ces achats s'effectuèrent avant une augmentation importante du prix de la viande et un arrêt du Parlement bordelais du 21 mars 1644 fixant le prix de la livre de bœuf à 6 sols et de mouton à 9 sols pendant les fêtes de Pâques²⁹. Le coût du transport augmentait le prix de la denrée en raison de l'éloignement de la source d'approvisionnement ; le meilleur exemple était l'esturgeon, poisson très rare, pêché en Guyenne et dont le prix était multiplié par cinq à Paris³⁰.

Dans la capitale, notamment chez Candale³¹, la livre de porc était plus chère, voire le double, de la livre de bœuf³² tandis que le prix du poisson d'eau douce était proportionnel à la taille (brochet de deux pieds de long et plus, à 15 l. en 1644³³) et était plus onéreux que le prix des espèces marines³⁴.

Il semble donc que la relative modicité des prix, entre deux et trois fois moins chers, pour Epéron résultait sans doute de négociations sur le volume acheté ; ces marchés ne reflétaient donc pas la cherté contemporaine³⁵.

Les produits

Les habitudes sociales communes aux grands se retrouvent dans la fourniture de leur alimentation. Aussi, la liste des pourvoyeurs, établie suivant les jours gras et les jours maigres, comporte la viande de boucherie, le gibier, la charcuterie, puis les poissons d'eau douce et d'eau de mer. La variété des produits équivalait au rang des clients dont le prestige, nous le rappelons, passait aussi par la table : outre les traditionnels agneau, bœuf, chevreau, cochon, lapin, mouton, porc et veau, nous trouvons onze espèces de volailles³⁶, vingt-neuf de gibiers à plumes et trois à poils, vingt-deux espèces de poissons d'eau douce, dix-neuf d'eau salée, quatre de crustacés (crabe, écrevisse, homard, langoustine), trois de coquillages (huître, moule, palourde), trois de mollusques (« casseron » ou petite seiche, escargot, seiche), deux de cétagés (baleine, marsouin), une d'amphibien (grenouille ou « poulet de Carême »³⁷) et une de reptile (tortue marine).

Les pièces de boucherie comprenaient des morceaux d'agneau, de chevreau, de bœuf et de vache (langue, pied, palette)³⁸, de cochon de lait³⁹, de mouton⁴⁰ (pied, langue et caillette) et de veau⁴¹ (« fagoux »⁴², « fraisure », pied, tête, « taye » (?) et ventre avec gras double). La découpe du porc donnait traditionnellement le rôti, l'échine, les côtelettes à griller, le ventre, le jambon, le pied, l'oreille et le groin, la fraisure et la panse. Les deux marchés bordelais mentionnent cependant le chevreau qui n'apparaissait pas souvent sur les tables aristocratiques françaises⁴³.

L'essentiel de la charcuterie prenait la forme d'entrées (andouille, boudin, saucisse)⁴⁴, de jambon, de cervelas et autres « salaisons », de triperie (moelle) et d'abats (rognons de bœuf, gras double et tripes de bœuf, ris de veau et tétines de vache) que les Parisiens consommaient aussi⁴⁵. Les cuisiniers utilisaient les têtes, les pieds et les foies en potage et en entrée⁴⁶.

26. Couperie, 1970, p. 247-248.

27. *Id.*, p. 247.

28. *Id.*, p. 242.

29. A.M.Bx, 1901, p. 173, 21 mars 1644.

30. Abad, 2002, p. 414, tableau.

31. Grouchy, 1892, p. 45.

32. Couperie, 1970, p. 244.

33. *Id.*, tableau 4.

34. *Id.*, p. 246.

35. Couperie, 1970, p. 248.

36. Le dindon ne figure dans aucune des deux listes alors que sa consommation se généralise à cette époque : Revel, 2007, p. 180.

37. Abad, 2002, p. 565.

38. Voir la définition donnée par Abad, 2002, p. 123.

39. « Quant à la table, le cochon de lait doit être choisi très jeune, dodu et gras, éveillé, court et ramassé, ayant la peau fraîche et luisante, et le poil doux » : Liger, 1768, t. 1, p. 341.

40. Comme pour les bovins adultes, le terme « mouton » pouvait recouvrir aussi bien le mouton que la brebis : Abad, 2002, p. 142.

41. Des veaux qui ont uniquement tété : Abad, 2002, p. 307.

42. « Fagoue » ou ris de veau : Lachiver, 2006, p. 577.

43. Comme pour les agneaux, les chevreaux devaient naître vers la fin de décembre ou en janvier. Leur âge à la vente ne devait pas dépasser six mois pour conserver une viande tendre et délicate.

44. Massialot, 1705, p. 14.

45. Couperie, 1970, p. 244, n. 1.

46. Massialot, 1705, p. 84 sq.

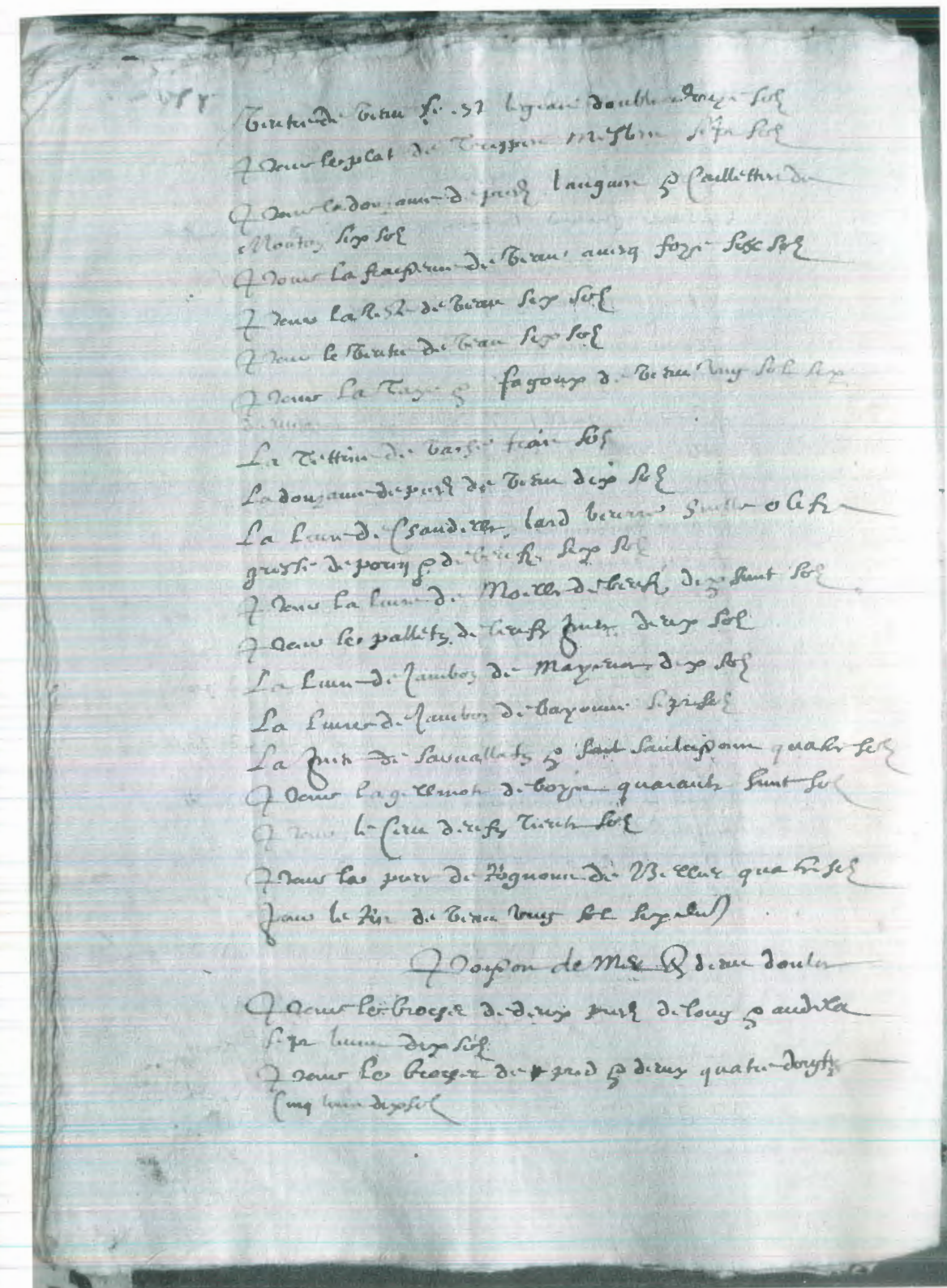


Fig. 2. - Page du marché de « pourvoirie » conclu entre Bernard de Nogaret de La Valette et Jean Fessard en 1643, A.D.Gir., 3 E 22249, f° 87v° (cliché de l'auteur).

La viande de boucherie et de charcuterie ne constituait pas le poste de dépense le plus important dans une maison aristocratique qui privilégiait la volaille et le gibier considérés comme plus raffinés ; le nombre de variétés le prouve ici ⁴⁷. Suivant le partage de la nourriture entre riches et pauvres, une tradition antique distinguait les aliments lourds et grossiers issus de la terre (porc, bœuf, mouton) et ceux venant des airs (volaille, gibier à plume et petits oiseaux) ⁴⁸.

Le gibier demeurait un droit royal concédé aux nobles mais son commerce et sa vente étaient néanmoins autorisés ⁴⁹. Sa chasse s'effectuait d'octobre à mars et concernait les espèces à poil (lapin de garenne qui relevait d'un monopole seigneurial ⁵⁰, lièvre et levraut, marcassin) et à plume (aigrette, alouette, bécasse, bécassine, « bennarit » ou ortolan, butor, caille, chevalier, courlis, faisan, gélinotte « des boys » provenant des forêts montagneuses, grive, grue, hayronneaux, merle, oie sauvage chassée à la fin de l'automne, « oiseaux de rivière et ramiers », « oizels », « palles », « petits oiseaux », pluvial, râle de plaine ou de marécage), sarcelle, tourterelle et vanneau. En revanche, les pourvoyeurs d'Epéron ne lui fournissaient aucun gros gibier de venaison comme le cerf, le chevreuil, le daim et le sanglier ; seulement le marcassin. Le vaste domaine de Cadillac, et notamment la garenne au pied du château, y suppléait sans nul doute lors des parties de chasse.

Les deux marchés ne donnent aucune indication sur la tendreté des viandes car les cuisiniers la connaissaient par tradition ou par les livres de cuisine. Ils savaient, par exemple, qu'il fallait laisser « mortifier » le paon pendant quelques jours.

Le poisson constituait le second grand aliment de base de la table ducale et se répartissait entre espèces d'eau douce (alose, brochet, carpe, lamproie, « lanceron », saumon, ou truite) provenant de rivières ou d'élevages (étangs et lacs), et espèces marines (hareng, loubine, maquereau, morue ou sardine). Indispensable aux jours maigres et aux repas de carême (146 par an) ⁵¹, il restait cependant une denrée soumise aux aléas des saisons et des transports. Certes, la consommation de poisson frais s'effectuait sur toute l'année mais avec des périodes privilégiées pour certaines espèces : janvier-février et novembre-décembre pour le cabillaud, janvier-avril et juillet-septembre pour l'ange ⁵², la grande raie et le turbot, février-mars pour le saumon, février-avril et octobre-décembre pour la barbe, le carrelet, la limande, le merlan, le rouget, la sole et la vive, mars-avril pour l'alose, avril-juin pour le maquereau et novembre-décembre pour le hareng ⁵³.

Les deux listes comprennent aussi des espèces moins appréciées de nos jours comme la baleine, le congre et le marsouin.

Il nous est bien difficile de juger de la provenance de la plupart des aliments en raison, d'une part, d'un commerce de produits frais déjà bien développé et, d'autre part, du lieu de séjour d'Epéron. Lorsque ce dernier se trouvait à Paris, ses fournisseurs achetaient, comme leurs confrères, sur un marché au large rayon d'approvisionnement. Ainsi, les bovins provenaient des grandes terres d'élevage et d'engraissement qu'étaient le Limousin et la Marche ⁵⁴, ou du marché du Neubourg en Normandie ⁵⁵. Certains volatiles (coq, géline, oie et oison, paon et paonneau, pigeon de volière, poule et poulet d'Inde) et les œufs venaient d'élevages de Caux, du Mans ou de Bresse, tandis que le poisson était pêché en Normandie (maquereau de conserve) ou en Bretagne (congre), en mer du Nord (hareng de Dieppe) ou dans la Loire (mulet). Le saumon salé provenait de Grande-Bretagne ⁵⁶. Les étangs de Sologne répondaient à une demande accrue pour les poissons d'eau douce (anguille, brochet, carpe, perche, tanche) plus facilement transportés par les chasse-mariées, mais pourtant chers ⁵⁷. Le service ducal dépendait donc des routes, surtout en automne et en hiver ⁵⁸ ; François Vatel (1631-1671) fut la plus illustre victime des ces aléas. La marée restait donc réservée à une élite privilégiée.

Le retour du duc d'Epéron sur ces terres bordelaises signifiait sans doute un approvisionnement dans un bassin régional riche en aliments réputés depuis le poète latin Ausone. Cette abondance allégeait la facture et fournissait en produits de terroir comme le « bénaris » de Gascogne ⁵⁹ ou le jambon de Bayonne. Certaines viandes arrivaient sur pied comme le veau de lait qui ne pouvait cependant pas beaucoup marcher ⁶⁰.

47. Abad, 2002, p. 389 ; Ariès et Duby, 1986, p. 275.

48. Ferrières, Madeleine, « De Marseille à Paris... La construction de la Bouillabaisse », dans Hubert et Figeac, 2006, p. 190-191, fig.

49. Abad, 2002, p. 711.

50. Moriceau, 2005, p. 177-178.

51. Varenne, s.d., p. 217-218.

52. « Ange, est aussi un poisson de mer qu'on fait passer pour de la raye, race qu'il lui ressemble ; mais il est plus gros, et il a la chair plus dure » : Furetière, 1702, t. 1, p. 93.

53. Abad, 2002, p. 414, tableau.

54. *Id.*, p. 130, fig. 3.

55. *Id.*, p. 158-159.

56. *Id.*, p. 473.

57. Moriceau, 2005, p. 184.

58. Abad, 2002, p. 428.

59. Ariès et Duby, 1986, p. 286.

60. Abad, 2002, p. 308.

La proximité de Bordeaux avec l'océan, le bassin d'Arcachon et la Garonne facilitait l'arrivage de poissons frais comme l'alose (« collac »), l'anguille, l'esturgeon (« créac ») de Blaye ⁶¹, la lamproie ⁶², la grosse sardine (« royan » ⁶³) et le saumon, ainsi que la baleine pêchée sur la côte basque et les huîtres de Guyenne (côte atlantique). Les étangs du Médoc et des Landes fournissaient barbeaux, brochets, carpes, perches et tanches. L'état des poissons (vivants ou morts) est clairement spécifié dans le marché de 1627 mais il ne l'est plus en 1643. Une comparaison des deux actes semble indiquer la livraison des seuls poissons vivants ou de grande fraîcheur pour le service du second duc.

La table d'Epéron

Les livres de cuisine, en particulier *Le Cuisinier français* (1651) de François Pierre dit La Varenne (1618-1678) et *Le Cuisinier royal et bourgeois* (1^{ère} éd. 1691) de Massialot (v. 1660-1733), témoignent des usages culinaires à la table des grands. Permettent-ils de reconstituer la table d'Epéron ? Pas forcément car le livre de La Varenne fut publié lors du renouveau de la cuisine française avec les ragoûts et les sauces agrémentées d'aromates locaux ⁶⁴. Entre cet ouvrage et le *Viandier* de Taillevent écrit dans le dernier quart du XIV^e siècle, aucun véritable livre de cuisine ne parut ⁶⁵. Les mémorialistes et les biographes du duc évoquent les festins et réceptions d'Epéron sans en détailler le contenu ; nous restons donc dans la généralité.

La viande était généralement servie chaude en entrée sur les « bonnes tables » ⁶⁶. Les jours gras, le potage pouvait contenir poulet, chapon, caille, oie, veau, porc, mouton mais aussi tortue ⁶⁷, autant d'aliments servis seuls ou farcis, et avec des légumes ⁶⁸. Les entrées comprenaient toute sorte de viande et de gibier, mais aussi des abats (foie de veau, langue de mouton) ⁶⁹.

Le bœuf était considéré, à l'instar du porc, comme une viande populaire car grossière, et était donc réservé à la domesticité. Il était cependant apprécié des élites ⁷⁰ et servi en potage ou en entrée. Le mouton, le porc et le veau étaient consommés entre le début et le milieu de repas, tandis que l'agneau, le chevreau, le porcelet et les volailles, aux chairs plus délicates, garnissaient les plats de rôtis et d'entremets (tourtes ou pâtés de viande ou de jambon). Certains abats, en particulier le ris de veau, constituaient des entremets lorsqu'ils étaient piqués à la broche, mais ils pouvaient être rôtis ou cuits en ragoût ⁷¹.

Il reste difficile d'estimer la part qui revenait respectivement à la boucherie, à la charcuterie et au gibier qui restait l'apanage des tables des grands. La viande de boucherie était utilisée pour les bouillons, hachis et « potages », mais sa consommation plus

importante amena une plus grande variété de morceaux. La fabrication des pâtés requérait la conservation par salaison de la palette de bœuf, de la langue de mouton, des poulets marinés, des rognons de mouton ou des pigeonneaux ⁷².

La volaille avec la gélinotte, le chapon, « l'estandeu » ou jeune poulet en âge d'être chaponné, la poule et le poulet pouvaient être servis en potage, en entrée ou rôtis ⁷³. Le chapon garnissait le potage ⁷⁴, après rôtissage, pour fortifier les malades (« potage de santé » ⁷⁵), mais le cuisinier le mitonnait aussi aux huîtres ⁷⁶.

Le poisson ne figurait pas sur la table qu'aux seuls jours maigres, mais toute l'année ⁷⁷, servi en potage, frit ou rôti. Les espèces marines étaient souvent préparées au court-bouillon, en ragoût ou rôties, voire en pâtés comme la limande, la morue ou la sole. La morue se mangeait fraîche en ragoût, comme la sole ⁷⁸, en demi court-bouillon ou simplement bouillie et servie avec un beurre persillé ⁷⁹.

Parmi les crustacés, l'écrevisse, livrée par cent, restait un met de luxe que les convives mangeaient en potage ⁸⁰ ou en coulis tandis que le casseron ⁸¹, le crabe, le homard ou la langoustine étaient fricassés ⁸².

61. Cat. expo. Paris, 2001-2002, p. 44.

62. Chapuis, Meller-Liron et Rives, 1994.

63. Les sardines de Royan, pêchées au large de l'estuaire et du phare de Cordouan, étaient les plus estimées : Meyzie, 2007, p. 136.

64. Meyzie, 2007, p. 244.

65. Revel, 2007, p. 146.

66. Massialot, 1705, p. 3.

67. La Varenne conseille de les faire cuire dans un « pot » puis de les faire revenir avec du beurre et du lard, du persil et de la ciboulette avant de les faire mitonner : Varenne, s.d., p. 86, n° 71.

68. Varenne, s.d.

69. *Id.*, p. 22-24.

70. Flandrin et Montanari, 1996, p. 561.

71. Varenne, s.d., p. 71-72, n° 10-12.

72. *Id.*, p. 206-207, n° 2-7.

73. Massialot, 1705, p. 13-14.

74. Varenne, s.d., p. 7, n° 13.

75. *Id.*, p. 4, n° 1.

76. *Id.*, p. 40, n° 57.

77. Massialot, 1705, p. 57.

78. Varenne, s.d., p. 135, n° 1.

79. *Id.*, p. 150-151, n° 68-71.

80. *Id.*, p. 113, n° 2.

81. « Poisson comme une petite seiche, fréquent à La Rochelle et en Poitou » : Nicot, 1606, p. 103.

82. Varenne, s.d., p. 153, n° 78.

Les huîtres pouvaient être cuisinées de huit ou douze manières différentes selon La Varenne et Massialot⁸³ : en potage⁸⁴ ou en ragoût, rôties ou en beignets⁸⁵ mais aussi avec de la volaille⁸⁶.

Les cuisiniers accommodaient la tortue en fricassée ou en soupe⁸⁷, le marsouin et la baleine au court-bouillon ou en ragoût⁸⁸, et les cuisses de grenouilles en fricassées. La grande nouveauté de la cuisine moderne résidait dans la cuisson associée d'huîtres et de viandes⁸⁹.

Nombre de poissons d'eau douce recevaient les mêmes préparations que leurs congénères marins, mais aussi une « sauce douce » (lamproie)⁹⁰ ; ils pouvaient être cuits à l'étuvée⁹¹ (alose).

A côté de ces poissons consommés frais, les deux marchés bordelais contiennent cependant des poissons de conserve (alose, hareng, maquereau, merlu, morue, saumon) qualifiés de « blancs », salés ou « verts », séchés ou saurs. Les pourvoyeurs s'approvisionnaient en morue à Bordeaux, qui restait un important lieu de déchargement des terre-neuviers depuis la disparition du cabillaud dans le golfe de Gascogne au Moyen Âge⁹², mais aussi à Paris⁹³.

Une cuisine régionale : mythe ou réalité ?

Dans ce désir d'authenticité et de retour aux origines qui caractérisent la cuisine française de ce début du XXe siècle, nous imaginons trop facilement des traditions dites ancestrales mais qui ne remontent très souvent qu'au XIXe siècle. Existait-il une cuisine spécifiquement bordelaise au XVIIe siècle ?

Les deux marchés de « pourvoirie » concernent la table d'un grand qui, par ses activités, vivait aussi bien à la cour qu'en Guyenne. Ils concernent des produits qui se retrouvent partout dans le royaume comme la viande de boucherie, la charcuterie, la volaille et le gibier. Leurs usages et leurs accommodements peuvent toutefois varier suivant le terroir ; il semble alors que la cuisine du Sud-Ouest affectionnait particulièrement chapons, pigeons, poulets⁹⁴ et autres abats.

Par sa précision, le *Journal* de Jean Héroard (1551-1628) apporte des informations précieuses sur les usages alimentaires du jeune roi lors de son séjour à Bordeaux en 1615. Le médecin rend compte de la grande variété de la table royale en viandes de boucherie, volailles, gibiers, poissons (vingt-deux), crustacés et coquillages⁹⁵. L'alimentation est adaptée aux besoins nutritionnels de l'adolescent qui mange peu de bœuf, mais plutôt du veau, du chevreau, du mouton et surtout des abats et des volailles qui, pour certaines (chapon, pigeon et poulet), s'achè-

tent toute l'année⁹⁶ et, pour beaucoup d'autres, présentent une saisonnalité⁹⁷. Louis XIII les consommait bouillies, rôties, grillées ou en carbonade. La fourniture de gibier concernait aussi de petits oiseaux (caille, faisan, gélinotte, merle, moineau, ortolan, perdrix, pinson et ramier) et de grosses pièces de venaison (sanglier, chevreuil et surtout cerf).

Le poisson de rivière (brochet, carpe, perche, saumon, truite) présente une nette prédominance sur la table royale qui offrait aussi des huîtres, des écrevisses et tourteaux, des escargots, des tortues et des grenouilles plutôt à la fin de l'hiver (février-mars).

Le silence d'Héroard sur le festin offert à Cadillac le 29 septembre 1620⁹⁸ et sur les repas servis à Saujon les 3 et 4 mai 1622⁹⁹ nous empêche de relier les plats aux marchés de « pourvoirie » et de noter l'éventuel régionalisme de la table ducale. Mais, y avait-il donc une cuisine gasconne au Grand Siècle ?

Un premier élément de réponse est apporté par Philippe Meyzie pour le XVIIIe siècle¹⁰⁰. A l'exception des abats, il n'y a aucune différence notable avec les autres villes du

royaume¹⁰¹. Il faut donc conclure, comme l'a fait avec justesse Julia Csergo pour la Provence¹⁰², qu'il y avait des produits régionaux réputés¹⁰³ mais « peu de visibilité des cuisines régionales ». En revanche, la gastronomie française se développa à la cour. Qu'en est-il alors de ces produits du Sud-Ouest qui font la fierté de la cuisine actuelle ?

La Varenne et Massialot connaissaient le foie gras, surtout produit en Béarn. Ils le préconisaient en hors-d'œuvre¹⁰⁴, le cuisaient sur le gril ou les cendres, l'accommodaient en ragoût¹⁰⁵ ou le frisaient en beignet pour les entremets¹⁰⁶. Ils conseillaient aussi la préparation de l'ortolan et de la palombe qui, par leurs migrations, dépassent largement les frontières de la Guyenne. La lamproie ne constituait pas un particularisme bordelais puisqu'elle se trouve dans d'autres estuaires européens, permettant ainsi aux riches Portugais d'en consommer aussi¹⁰⁷. Le regretté Alberto Puig ne donne pas la période qui a vu écrire la recette de la lamproie à la bordelaise¹⁰⁸. Aussi, il y a tout lieu de penser que la lamproie était consommée en pâté, « en potage » ou en « sauce douce »¹⁰⁹.

Certains produits montraient un enracinement local, comme Philippe Meyzie l'a constaté pour le siècle suivant¹¹⁰. Si la difficile conservation des crustacés les rendait pratiquement inconnus à Paris¹¹¹, l'esturgeon très rare, voire la grenouille très recherchée et l'escargot¹¹², constituaient des particularismes de la cuisine bordelaise. Lors d'un « dîner » chez les Chartreux de Bordeaux, Claude Perrault (1613-1688) remarquait les barbeaux et les maigres, « (...) les plus estimés de ceux (poissons) qui sont particuliers à la province (...) »¹¹³. Dans cette configuration des terroirs, il paraît normal de ne trouver sur la table aucune espèce méditerranéenne spécifique comme le thon, bien qu'il fût pêché dans le bassin d'Arcachon.

Conclusion

Les deux marchés bordelais ne donnent qu'une vision partielle de la table ducale. Ils ne fournissent aucune indication sur la provenance, sans doute le bassin régional comme pour l'archevêque de Bordeaux¹¹⁴, et sur la préparation des plats et ne contiennent aucun légume, « herbe » ou fruits. En revanche, ils corroborent une tradition alimentaire commune aux grands¹¹⁵, avec des produits rares et chers, comme l'écrevisse, la sole ou le turbot, mais en voie de modification profonde avec la disparition de certaines denrées dans les années 1650-1660¹¹⁶ comme le porc dont c'était la fin de l'âge d'or¹¹⁷. Mais il restait de ce dernier, le cochon de lait, le jambon et le lard pour la cuisine. L'aigrette, le héron et autre paon dont les plumages avaient décoré les repas d'apparat depuis l'Antiquité, passèrent de mode à partir de 1670. En revanche, la viande de

paon restait très recherchée. En l'absence de menu, nous ignorons toujours la part respective de la viande et du poisson, surtout quand Epemnon se trouvait sur son domaine bordelais.

Ces deux marchés ne peuvent témoigner de cette cuisine encore fortement marquée par la tradition médiévale des épices, certes en forte diminution, et des ragoûts. En revanche, ils montrent une alimentation de la haute société extraordinairement carnée, avec un mélange privilégié de la viande et du poisson, en particulier les anguilles et les harengs très prisés¹¹⁸.

La cuisine d'Epemnon ne diffère sans doute guère de la table des autres grands du royaume. Elle fait cependant état de quelques particularismes pour certains produits - le vin bien sûr mais aussi le jambon de Bayonne - et pour l'assaisonnement des denrées, notamment la conservation dans la graisse caractéristique du Sud-Ouest au XVIIe siècle¹¹⁹.

La lecture de ces deux listes de produits nous permet aussi d'imaginer l'intense activité des cuisines du château de Cadillac, la somptuosité des banquets et le raffinement gastronomique que les hôtes d'Epemnon savouraient dans le grand appartement ducal¹²⁰.

101. Meyzie, Philippe, « La Table de la Jurade, haut-lieu de la gastronomie bordelaise au XVIIIe siècle », dans Hubert et Figeac, 2006, p. 77.

102. Csergo, 1998, p. 127.

103. Quellier, 2012, p. 141-154.

104. Massialot, 1705, p. 4.

105. *Id.*, p. 7 et 11.

106. Varenne, s.d., p. 82, n° 59-62.

107. Drumond-Braga, 2007, p. 245 ; Légliose-Costa, Pierre, « La Lamproie au Portugal », dans Chapuis, Meller-Liron et Rives, 1994, p. 82-83.

108. Puig, Alberto, « Questions de lamproie, à la bordelaise », dans Chapuis, Meller-Liron et Rives, 1994, p. 55-62.

109. Hyman, Philip et Mary, « Au sucre et au sang, l'art d'accommoder la lamproie », dans Chapuis, Meller-Liron et Rives, 1994, p. 66.

110. Meyzie, 2007, p. 144.

111. Abad, 2002, p. 519.

112. Meyzie, 2007, p. 240.

113. Perrault, 1909, p. 201.

114. Favreau, 2003, p. 55.

115. Couperie, 1970, p. 244.

116. L'oreille disparaît des assiettes aristocratiques en 1659, les côtelettes en 1600, la fressure et la panne en 1667 : Ariès et Duby, 1986, p. 277.

117. Moriceau, 2005, p. 171-172 ; Abad, 2002, p. 321.

118. Revel, 2007, p. 122.

119. Meyzie, 2010, p. 260.

120. Larcade, 1994, p. 16.

Annexe n° 1

21 juillet 1627

Marché de « pourvoierie » entre Jean-Louis Nogaret de La Valette, duc d'Épernon, Nicolas Collas, marchand de Bordeaux, et Charles Duval marchand boulanger de Paris¹²¹

(Folio 166)

Du vingtiesme du moys de juillet mil six cens vingt-sept.

Ont esté présens en leurs personnes Nycollas Collas, marchant bourgeois de la ville de Bourdeaux, et Charles Duval, marchand boulanger de la ville de Paris, lesquels de leurs bons grés et vollontés, solli-daïrement l'ung pour l'autre et ung chacung d'eux seul pour le tous, renonçant au bénéfice de division et de chacun, ont entrepris, promis et promettent par ces présentes à très hault et illustre seigneur messire Jehan Louys de La Valette, duc d'Espéron, pair et collonel général de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Guienne, Metz et pays metzin, sire de Lesparre, captal de Buch, comte de Benauges, Monfort-Lamaulry, d'Estract, chastellain de Cadillac, baron de Lengon, Podensac, Rions, Castelnau, Listrac, Lamarque, Saussan¹²², Baisseville, Le Liège, Plassac, Villebois, Virsac, Augeac, Chasteauneuf, Fontanay, seigneur du chasteau de Puy-paulin de Bourdeaux, Caulmont, Cazaux, Pompjac, et autres places, à ce présent et acceptant sçavoir est de fournir la maison de mondit seigneur soit pour la despense ordinaire, banquetz, festins, traictemens d'ambassadeurs estrangers ou seigneurs francoys et autres despences ordinaires telles qu'elles soient ou pour quelque occasion que se pourroit estre et qu'il conviendra faire et fournir pour mondit seigneur en quelque part qu'il aille et audit lieu non accoustumé sy ledit seigneur le commande pendant et durant le temps et espace de trois ans (d'ung an rayé) prochains venants à compter et commencer dès

(Verso)

le premier jour du moys d'aoust prochain, venant et faire à mesure et semblable jour lesdits trois ans finis et révolus de toutes sortes de chair, de boucherie, gibié et lart, ensemble, toute sorte de poissons tant marains, sallés, frais que d'eau douce, le tout bon et raisonnable loyal et marchant, concernant l'estat de pourvoyeur de boucherie et poissonnerie selon leurs saisons et qui leur seront commandés pour les prix contenus et déclairés au présent marché, sans autre espérance de récompense et autre charges et conditions cy apprés déclairés. Premièrement, pour la livre du bœuf, sera payé deux sols.

Pour la livre du veau et moton trois sols.

Le chevreau, teste, pieds et fraissure, depuis Noël jusques à Caresme, prévaut trente-deux sols.

Le chevreau entier de même que dessus apprés Pasques vingt sols.

Pour la fraissure, pieds et teste, six sols.

L'aigneau, teste, pieds et fraissure, vingt-cinq sols.

Le couchon de laict, sèze sols.

Le chappon gras, vingt-cins sols.

Les chappons de paille, perdrix et lappins, douze sols.

Hettendeaux¹²³, pièce unze sols.

La douzaine d'allouettes et pièces de bécassines, oyseaux de rivières et ramiers, unze sols.

Marcassin franc quarante sols.

L'oye grasse, vingt-cinq sols.

L'oyson gras quatorze sols.

La pouille grasse, neuf sols.

Poulllets et pigeons de vollière, trois sols six deniers.

Pigeons de fuie, trois sols.

Lièvres et lièvres, dix-huit sols.

Lièvres et lièvres, dix-huit sols.

Lièvres et lièvres, dix-huit sols.

(Folio 167)

Pluviaux¹²⁴, vaneaux, cerelles¹²⁵ et oizels, chascun pièce six sols.

Cailles, ralles¹²⁶, tourterelles et bécassines, pièce cinq sols.

Oyes sauvages, aigrettes et hayronneaux et palles, pièce vingt-cinq sols.

Butors et courlis en Guienne douze sols et par tout ailleurs en France dix-huit sols.

Paons, paonneaux, faisans et faisonniaux, quarante-huit sols.

Le coq d'Inde trente-sept sols.

Pouille d'Inde, trente sols.

Pouillet d'Inde, dix-huit sols.

La berge (?), huit sols.

Chevallié, trois sols.

La douzaine d'allouettes de mer, dix sols.

La douzaine de merles et grives, quatorze sols.

La douzaine de petits oyseaux, cinq sols.

La livre de porc frais à rostir, trèze sols.

Jambon de porc sallé, quinze sols.

Eschine de porc et pan de costelletes, dix-sept sols six deniers.

Douzaine de pieds, oreilles et groins, dix-huit sols.

Le ventre de porc à faire boudin et andouilles, vingt sols.

La fressure de porc avecq deux pances, huit sols.

La livre de pances de porc, quatre sols.

La douzaine de saussisses et boudins de deux pieds de long, douze sols.

(Verso)

La douzaine d'andouilles d'un pied de long, en Guienne dix-huit sols et en France vingt-quatre sols.

La langue de bœuf fresche et sallée, sept sols six deniers.

Le pied de bœuf deux sols.

Le gras double d'ung ventre de bœuf, douze sols six deniers.

Le plat de tripe meslée, sept sols.

La douzaine de petites caillettes de mouton, dix sols.

Fraissure, teste et ventre de veau, chascue pièce six sols.

Taye (?) de fagoue, ving sol six deniers.

La tétine de vache, trèze sols.

Douzaine de pieds de veau, dix sols.

La livre de chandelle, lart, beurre, huile d'olife, gresse de porc et bœuf, chascune livre six sols.

La livre de moelle de bœuf, dix-huit sols.

Palais de bœuf, deux sols.

La livre de jambon de Mayence, dix sols.

La livre de jambon de Bayonne, sept sols.

Le cervellat¹²⁷ et saussisson, pièce quatre sols.

Le cent d'œufs, trente sols.

Gellinottes¹²⁸ de boys, quarante-huit sols.

Pour le poisson de mer et d'eau douce

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de deux pieds en vie, sept livres dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, cinq livres.

Le brochet de pied et demy quatre doigtz en vie, cinq livres, et s'il est mort, bon et raisonnable, troys livres dix sols.

(Folio 168)

Le brochet de pied et demye en vie, cinquante-cinq sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, trente-cinq sols.

Le brochet de pied et quatre doigtz en vie, trente-deux sols et s'il est mort, bon et raisonnable, vingt sols.

Le brochet de pied et deux doigtz en vie, quinze sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, douze sols.

Le brochet de pied en vie, dix sols, et s'il est mort, bon et raisonnable, huit sols.

Le lanceron¹²⁹, quatre sols.

La carpe de deux pieds, quatre livres dix sols.

La carpe de pied et demy quatre doigtz, troys livres dix sols.

La carpe de pied et demy, cinquante sols.

La carpe de pied quatre doigtz, vingt-sept sols.

La carpe de pied et deux doigtz, sèze sols.

La carpe de pied, dix sols.

Pour le garrouseau, quatre sols.

Le villain raisonnable, cinq sols.

Le grand saumon franc, de deux pieds et auelà, sept livres dix sols.

Le moyen saumon franc de pied et demy quatre doigtz, quatre livres dix sols.

Le petit saumon de pied et demy, troys livres.

La darne de saumon franc de la largeur deux pouces, neuf sols.

La livre de créan¹³⁰, en Guienne quatre sols et partout ailleurs en France, quatorze sols.

(Verso)

La truïcte de deux pieds, quatre livres.

La truïcte de pied et demy quatre doigtz, troys livres.

La truïcte de pied et demy, vingt-cinq sols.

La truïcte de pied quatre doigtz, vingt-deux sols.

La truïcte de pied deux doigtz, sèze sols.

La truïcte de pied, sept sols.

La douzaine de truïctans, vingt-cinq sols.

La lamproye en tout temps, vingt sols.

Le cent de lamproyons¹³¹, cinquante sols.

La pliye¹³² de Loyre, six sols.

Le cent de barbillons¹³³, trente sols.

La lose¹³⁴ fresche, douze sols.

Le cent d'escrevisses, dix-huit sols.

Le barbeau de deux pieds, quarante-cinq sols.

Le barbeau de pied et demy quatre doigtz, quarante sols.

Le barbeau de pied et demy, vingt-cinq sols.

Le barbeau de pied et quatre doigtz, quatorze sols.

Le barbeau de pied et deux doigtz, dix sols.

Le barbeau de pied, six sols.

Pour la grande perche, unze sols.

La moyenne perche, huit sols.

La petite perche, troys sols.

Pour le mullet de Loyre, six sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

Pour le petit, troys sols.

(Folio 169)

Pour l'anguille de rost, unze sols.

L'anguille de potage, ung sol six deniers.

L'anguille de paste, quatre sols.

La grande bresme, douze sols.

La petite, six sols.

Pour la grande tanche, huit sols.

Une moyenne, quatre sols.

La petite, troys sols.

La pucelle¹³⁵, deux sols.

Pour le grand mullet, unze sols.

Pour le moyen, sept sols.

Pour le petit mullet, cinq sols.

Pour le plat de loches et de gougeons, six sols.

Pour le cent de grenouilles, dix sols.

Le cent de pallourdes, quatre sols.

Pour le cent d'escargots, trèze sols.

Le cent de mouscles¹³⁶, trèze sols.

Pour le cent de perlans, trente-cinq sols.

Pour la grande tortue, dix-huit sols.

Pour le cent de sardines, trente-cinq sols.

Pour le grand turbot, quatre livres dix sols.

(Verso)

Pour le moyen, cinquante sols.

Pour le petit, trente sols.

Pour la grande raye, douze sols.

Pour la moyenne, neuf sols.

Pour la petite, six sols.

Pour la grand solle de pied deux doigtz, vingt sols.

Pour la moyenne de pied, dix sols.

Pour la petite, six sols.

Pour la grand barbie, dix sols.

Pour la grande pliye de mer, douze sols.

Pour la moyenne pliye de mer, huit sols.

Pour la petite, six sols.

Pour le carrellet, rouget, vive et merlan, quatre sols pièce.

Pour le grand bar, trente sols.

Pour le moyen, dix-huit sols.

Pour le petit bar, quinze sols.

Pour le gros grenault¹³⁷, doradin ou pajaux, douze sols.

Pour le moyen grenault, huit sols.

Pour le petit grenault, six sols.

Pour le macquereau franc, quatre sols.

(Folio 170)

Pour la grande lubine, trente sols.

Pour la moyenne lubine, quinze sols.

Pour la petite lubine, huit sols.

Pour la sèche fresche, quatre sols.

Pour le casseron, ung sol six deniers.

Pour la mollue¹³⁸ fresche et merlu franc, quinze sols.

Pour la livre de marsouin¹³⁹, quatre sols.

Pour la livre de maigre et congre, trèze sols.

Pour cappres¹⁴⁰, homart et langoustines, quinze sols.

Pour le cent de grosses huïstres à l'escaïlle¹⁴¹, cinquante sols en France.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres en Guienne, six sols.

Pour le cent d'huïstres escaillées¹⁴², dix sols.

Pour le cent de trippes de moullue¹⁴³, quinze sols.

Pour le cent de harans frais, troys livres.

Pour le cent de harans blanc¹⁴⁴, cinquante sols.

Pour le grand saumon sallé, trente-sept sols six deniers.

Pour le petit saumon sallé, quinze sols.

Pour le macquereau sallé, deux sols six deniers.

Pour la loze¹⁴⁵ sallée, huit sols.

Pour la mollue¹⁴⁶ sallée, dix sols.

Pour le merlu sallé, trois sols six deniers.

Pour la livre de ballène, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

Pour le grand barbehault, quatre sols.

ordinaire, banquets, festins, traicement d'ambassadeur estrangers ou seigneurs françoys, ou pour autres despences extraordinaires telle quelle soit et pour quelle occasion que se puisse estre, et seront lesdits pourvoyeurs payer de leur fourniture tant ordinaire que extraordinaire, moys par moys, et à la fin de chascun d'iceux seullement. Et où ils ne seront payés comme dict, ils ne seront tenus fournir aulcune chose. En oultre, ont lesdits pourvoyeurs voullu et accordé que où ils se trouveront, aulcune sorte de susdites vivres et marchandises qui ne croient bonnes et raisonnables et que pour la perte d'icelles ou pour vouloyr premièrement bailher la leur, ils voulhissent en fournir d'autres, l'on en puisse acheter d'autres à leurs despens quoy qu'elles coustent et que la marchandise qui sera achaptée ne soit acheptée

(Folio 172)

que suivant le prix ordinaire ci-dessus déclaire et affin que le service de mondit seigneur ne soit retardé et qu'il en soit mieux fait, seront tenus lesdits pourvoyeurs porter par chascun jour, à l'heure qui leur sera ordonnée toute la viande requise et nécessaire pour la despance de chascun d'iceux de ladite maison. Affin que, s'il y avoit quelque chose qui ne fust bon et raisonnable, l'on ait temps pour y pouvoir de l'en accomoder de meilleurs. Pareillement, a esté accordé ausdits pourvoyeurs qu'ils auront deux couvertures neufves aux armes de mondit seigneur pendant la durée de troys années pour couvrir lesdites viandes et auront

lesdits pourvoyeurs pour chascun jour pour leurs despences et leurs serviteurs quatre pintes de vin, six pains de l'ordinaire de la maison de mondit seigneur et seront logés à la suite de mondit seigneur par le mareschal de logis et payant le logis à leurs despens, et ne pouvant lesdits pourvoyeurs associer au présent marché aultres personnes sans le consentement et permission de mondit seigneur et sans que lesdites parties se puissent despartir du présent marché pour quelque cause et occasion que ce soit que ledit temps de trois ans ne soit expiré et fini. Aussi, a esté par ces présentes accordé que, sy pendant ledit temps mondit seigneur alle en corps d'armée

(Verso)

sous le royaume, il sera fait droit ausdits pourvoyeurs par mondit seigneur sur la fourniture qu'ils feront pendant que mondit seigneur à ladite armée. Comme pareillement, en cas que mondit seigneur s'en allat en quelque voyage hors de ce royaume auquel il ne menast aucun train à ceste occasion, n'auroit que faire de pourvoyeurs en ce cas, lesdits Collas et Duval ne seront tenus faire aulcune fourniture et surcoira le présent marché jusques à son retour. Lequel continuera après son retour pour aultant de temps qu'il aura esté discontinué à l'occasion dudit voyage et en cas que mondit seigneur fera quelques despence extraordinaire, soit banquets ou autres pendant ladite année audela de la rivière de Loyre excédant la somme de six vingtz livres, en ce cas lesdits pourvoyeurs seront payés de ladite despence excédant ladite somme de six vingtz livres

Annexe n° 2

28 octobre 1643

Marché de « pourvoierie » entre Bernard Nogaret de La Valette, duc d'Epéron, et Jean Fessard, maître boulanger de Paris¹⁴⁹

(Folio 86)

Du vingtiesme du moys d'octobre mil six cens quarante-troys.

A esté présent en sa personne Jean Fessard, bourgeois et maître boullanger de la ville de Paris, estant de présent en ceste ville de Cadillac, lequel de son bon gré et vollonté a entrepris, promis et promet par ces présentes à Monseigneur Bernard de Foix et de La Valette, duc d'Espéron, de La Vallette et de Candalle, pair et collonnel général de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Guienne, sire de Lesparre, paire et capital de Buch, comte de Benauges, Monfort-Lamaulry, d'Estrac, seigneur et baron de Cadillac, Lengon, Podensac, Rions, Castelnau, Listrac, Lamarque, Sausan, Baisseville, Le Liège, Plassac, Villeboys,

Virzac, Augeac, Chasteauneuf, Fontanay, seigneur du chateau de PuyPaulin de Bourdeaux, Caulmont, Cazaux, Pompjac, Saint-Maquaire et autres places, à ce présent, stipullant et acceptant, sçavoir est de fournir la maison de mondit Seigneur soit pour la despense ordinaire et extraordinaire d'icelle maison comme en banquetz, festains, traicementz d'ambassadeurs estrangers ou seigneurs françois, et autres despences telles quelles soyent ou pour quelque occasion que ce pourroit estre et en quelque part qu'il aille en ceste province de Guienne, Xaintonge, Angoumois, Port de Pille¹⁵⁰ et mesmes jusques à Loches, non accoustumés de ce royaume, sy mondit Seigneur le commande, saufz l'expection cy après déclaire et ce de toutes sortes de chairs de boucheries, vollailles, gibiers, gresse, lard, huile et chandelle, ensemble de toutes sortes de poisson,

à raison du parisiis¹⁴⁸ pour le tournoys sans que le prix sera demandé ailleurs. Et oultre ce, a mondit seigneur accordé ausdits pourvoyeurs, par dessus le prix susdit de leurs fournitures, de leur faire payer pendant ladite année pendant que mondit seigneur sera à la cour et audela de la rivière de Loyre la somme de quatre mille deux cent livres et pendant qu'il demeurera en ce pays de Guienne et ailleurs la somme de sèze cent livres par an,

(Folio 172)

le tout payable par chacun moys et au prorata desdites sommes oultre le prix des fournitures. Car aussy a esté accordé promettant chascun d'iceux de satisfaire, à peyne de tous despens, dommages et intérêts, et pour l'entretenement et accomplissement de tout ce que dessus, ont lesdites parties oblige l'une envers l'autre, et mesme lesdits pourvoyeurs solidaiement l'un pour l'autre et ung chascun dudit seul, pour le tout réunis que dessus, et au mieux dudit l'un envers l'autre, tout à chacun, ensemble et par et pour lesdits pourvoyeurs l'un et l'autre, à la rigueur de l'exécution. Faict dans le château dudit Cadillac, après midy, en présence de Mrs Jehan Tarnel (?), habitant dudit Cadillac, et de Raymond de Labarbe habitant dudit Cadillac.

J. Louis de Lavalette / Charles Duval, pourvoyeur pour trois ans / Nicolas Colas, pourvoyeur pour trois ans / Delabarbe.

tant de mer salée, frais, que d'eau douce, le tout bon et raisonnable, loyal et marchant, concernant l'estat de pourvoyeur de boucherie et poissonnerie selon leurs saisons. Et que luy sera commandé par mondit Seigneur, son maître d'hostel, conterolleur, argentier ou autre qu'il plaira audit Seigneur pour le prix déclaire au présent contract du marché, sans autre espérance de récompense que celle cy-après déclairee et espéciffiée.

148. Livre parisien.

149. A.D.Gir., 3 E 22249.

150. Commune des Ormes, arrondissement de Châtelle-
rault, département de la Vienne.

(Verso)

Premièrement, pour la livre du bœuf, sera payé deux sols.
Pour livre de veau de laict et mouton, trois sols.
Pour le chevreau entier, teste, piedz et fraiseure, depuis Noël jusques à Caresme, prévaut quarante-cinq solz.
Le chevreau entier, de mesme que dessus, après Pasques, dix-huit solz.
Pour la fraiseure, piedz et teste, sèze solz.
Pour l'aigneau entier, teste, pieds et fraiseure, en tout temps qu'il s'en trouvera, vingt-cinq sols.
Le couchon de laict, sèze sols.
Le chapon gras, vingt-cinq sols.
Le chapon de paille, perdrix et lappins, douze sols pour prix.
L'estandau prisé unze sols.
La poule grasse neuf sols.
Pour les poullets, gellinotes et pigeons de vollière, trois sols six deniers pièce.
Pigeons de fuy, trois sols.
Pour douzaine d'allouettes et pièce de bécasse, oiseaux de rivière et ramiers, pièce vingt sols.
Marquasins francs quarante sols.
L'oye grasse, vingt-cinq sols.
L'oison gras, quatorze sols.
Pour pièce de lepvrier et levraut, dix-huit sols.
Pour pièce de pluviaux et cercelles, vaneaux et oizels, six sols.
Pour pièce de cailles, tourterelles, ralles et bécasines, cinq sols.

(Folio 87)

Pour pièce de bennarits¹⁵¹, cinq sols.
Pour pièce d'oye sauvage, esgrettes, héronneaux et ralles (?), vingt-cinq sols.
Pour pièce de butors et corlis¹⁵², dix-huit sols.
Pour les paons, paonneau, quarante-huit sols.
Et pour le faisán, quarante sols.
Pour le cocq d'Inde, trente-sept sols.
Pour la poule d'Inde, trente sols.
Pour les pollets¹⁵³ d'Inde, dix-huit sols.
Pour pièce de chevalier, trois sols.
Pour douzaine d'allouettes de mer, dix sols.
Pour douzaine de merles et grives, quatorze sols.
Pour douzaines de petits oiseaux, cinq sols.
Pour la livre du porcq frais à rostir, trèze sols.
Pour pièce de jambon de porcq commun, quinze sols.
Plus douzaine de pieds, oreilles, groings de porcq, dix-huit sols.
Pour l'eschine de porcq entière et pour le pan de costelletes, dix-sept sols six deniers pièce.
Pour le ventre de porcq à faire boudin et andouilles, vingt sols.
Pour la fraiseure de porcq avecq deux panses, huit sols et ne prenant que la pance, sera payé pour livre quatre sols.
Pour la douzaine de saucisses et boudins de deux pieds de long, douze sols.
La langue de bœuf fresche et sallée, sept sols six deniers.

La douzaine d'andouilles de deux pieds de long, vingt-quatre sols.
Pied de bœuf, deux sols.

(Verso)

Ventre de veau, sy est le gras double, douze sols.
Pour le plat de trippes meslées, sept sols.
Pour la douzaine de pieds, langues et caillettes du mouton, six sols.
Pour la fraiseure du veau avecq foye, six sols.
Pour la teste de veau, six sols.
Pour le ventre de veau, six sols.
Pour la taye de fagoux de veau, ving sols six deniers.
La tette de vache, trois sols.
La douzaine de pieds de veau, dix sols.
La livre de chandelle, lard, beurre, huile olife, gresse de porcq et de beuf, six sols.
Pour la livre de moille de bœuf, dix-huit sols.
Pour les pallètes de beuf, pièce deux sols.
La livre de jambon de Mayence, dix sols.
La livre de jambon de Bayonne, sept sols.
La pièce de sarvallats¹⁵⁴ et saucissons, quatre sols.
Pour la gellinote de boys, quarante-huit sols.
Pour le cent d'œufs, trente sols.
Pour la pièce de rognons de bellier, quatre sols.
Pour le ris de veau, vingt sols six deniers.

Poisson de mer et d'eau douce

Pour le brocher de deux pieds de long et au-delà, sept livres dix sols.
Pour le brocher de 1 pied et demy quatre doigtz, cinq livres dix sols.

(Folio 88)

Le brocher de pied et demy, cinquante-six sols.
Le brocher de pied et quatre doigtz, trente-deux sols.
Le brocher de pied deux doigtz, vingt sols.
Le brocher de pied dix sols.
Pour le lanseron au-dessoubz d'ung pied, quatre sols.
Pour la carpe de deux pieds et au-delà, quatre livres dix sols.
Pour la carpe de pied et demy quatre doigtz, soixante-dix sols et pour la carpe de pied et demy cinquante sols.
Pour la carpe de pied quatre doigtz, vingt-sept sols.
Pour la carpe de pied deux doigtz, sèze sols.
Pour la carpe de pied, dix sols.
Pour le garrouseau poignastre, quatre sols.
Pour le vilain raisonnable cinq sols.
Pour le grand saulmon de deux pieds et au-delà, sept livres dix sols.
Pour le saulmon de pied et demy quatre doigtz, quatre livres dix sols.
Pour le saulmon de pied et demy, trois livres.
Pour la derne de saulmon frais, de largeur d'ung poulce, neuf sols.
Pour la truite de deux pieds et au-delà, quatre livres.
Pour la truite de pied et demy quatre doigtz, troys livres.
Pour la truite de pied et demy, vingt-cinq sols.
Pour la truite de pied quatre doigtz, vingt-deux sols.

(Verso)

Pour la truite de pied deux doigtz, sèze sols.
Pour la truite de pied, sèze sols.
Pour la douzaine de truites raisonnable vingt-cinq sols.
Pour lamproye en tout temps, vingt sols.
Pour le cent de lamproyons, cinquante sols.
Pour la plie de Loyre, six sols.
Pour le cent de barbillons, trente sols.
Pour pièce de loze fresche, quinze sols.
Pour le cent d'escrevisse, dix-huit sols.
Pour le barbeau de deux pieds, quarante-cinq sols.
Pour le barbeau de pied et demy quatre doigtz, quarante sols.
Pour le barbeau pied deux doigtz, dix sols.
Pour le barbeau de pied, six sols.
Pour la grand perche, vingt sols.
Pour la moyenne, huit sols.
Pour la petite perche, troys sols.
Pour le barbeau pied et demy, vingt-cinq sols.
Pour le barbeau de pied quatre doigtz, quatorze sols.
Pour le mullé de Loyre, six sols.
Pour l'anguille de rost, unze sols.
Pour l'anguille de paste, vingt sols.
Pour l'anguille de potage, ung sol six deniers.
Pour le petit grenault, six sols.
Pour le macquereau frais, quatre sols.

(Folio 89)

Pour une grande lubine, trente sols.
Pour une moyenne, quinze sols.
Pour une petite lubine, huit sols.
Pour une seiche fresche, quatre sols.
Pour le casseron, ung sol six deniers.
Pour la livre d'esturgeon, quatorze sols en France et en Guienne quatre sols.
Pour la mollue sèche et merlu frais, quinze sols.
Pour la livre de marssouing, quatre sols.
Pour la livre de maigre et congre, trèze sols.
Pour cappres, hommards et langoustes, quinze sols.
Pour le cent de grosses huîtres à l'escaille, cinquante sols.
Pour le cent des huîtres en Guienne, six sols.
Pour le cent des huîtres escaillées, dix sols.
Pour le cent de trippes de mollue, quinze sols.
Pour le cent de harang blanc, cinquante sols.
Pour le grand saulmon sallé, trente-sept sols.
Pour le cent du harang frais, troys livres.
Pour le moyen saulmon sallé, trente sols.
Pour le petit saulmon sallé, quinze sols.
Pour le macquereau sallé, deux sols six deniers.
Pour l'aloze sallée, huit sols.
Pour la mollue sallée, dix sols.
Pour le merlu sallé, cinq sols.

151. Ortolan.

152. Courlis.

153. Poulets.

154. Cervelas.

155. Ablettes.

(Verso)

Pour la livre de ballène, quatre sols.
Barbotte le bar berinis, trois sols.
Ombres et lavaretz, cinq sols.
Pour la grand bresme, douze sols.
Pour la moyenne, huit sols.
Pour la petite bresme, six sols.
Pour une grande tanche, huit sols.
Pour la moyenne, quatre sols.
Pour la petite, trois sols.
Pour la pucelle, deux sols.
Pour le grand mullé, onze sols.
Pour le moyen, sept sols.
Pour le petit, cinq sols.
Pour le plat de loches et goujons, six sols.
Pour le cent des palourdes, quatre sols.
Pour le cent des grenouilles, dix sols.
Pour le plat d'ablets¹⁵⁵ et fritures, cinq sols.
Pour le cent d'escargots, treize sols.
Pour le cent de moules, treize sols.
Pour le cent d'esperlans¹⁵⁶, trente-cinq sols.
Pour la tortue, dix-huit sols.
Pour le cent de sardines, trente-cinq sols.
Pour le grand turbot, quatre livres dix sols.
Pour le moyen, cinquante sols.
Pour le petit, trente sols.
Pour la grand raye, douze sols.

(Folio 90)

Pour la moyenne, neuf sols.
Pour la petite, six sols.
Pour la grand solle de pied deux doigtz et au-dessus, vingt sols.
Pour la moyenne solle de pied, dix sols.
Pour la petite, six sols et le barbehault, quatre sols pièce.
Pour la grand barbue, dix sols.
Pour la grand pliyé de mer, douze sols.
Pour la moyenne pliyé de mer, huit sols.
Pour la petite pliyé de mer, six sols.
Pour carlet, rouget, vive et merland, quatre sols.
Pour le grand bar, trente sols.
Pour le moyen bar, dix-huit sols.
Pour le petit bar, quinze sols.
Pour le gros grenault, dorades ou pajaux, douze sols.
Pour le moyen grenault, huit sols.

Moyenant lesquels prix cy-dessus spécifiés, ledit Fessard a promis et promet de bien et fidèlement servir mondit Seigneur de l'estat de pourvoyeur de boucherie et poissonnerie et autres cy-dessus nommés pendant le temps et espace de ung an prochain et consécutif qui commencera le vingt-troisième du présent mois et an, et finir à pareilh

(Verso)

jour ledit an fait et révolu, sans interval de temps. Et sera icelluy Fessard payé de la fourniture qu'il fera pour mondit Seigneur de mois en mois et à la fin chascun d'iceux seulement, et ou il ne sera payé ne sera tenu de fournir aucune chose. Aussi et convenu que où il se trouveront aucunes des susdites pièces de marchandises qui ne fussent bonnes et raisonnables lorsqu'il les aura portées et que pour la pesche d'icelles ou pour vouloir premièrement bailler les séans et n'en veuillent fournir d'autres que mondit Seigneur en pourra faire achapter d'autres à ses despens, quoy qu'elles coustent et que les marchandises ainsy acheptées ne seront comptées que seulement le prix advisé cy-dessus exprimé. Et affin que le service de mondit Seigneur ne soit retardé et qu'il en soit mieux fait, sera tenu ledit Fessard porter ou faire porter par chascun jour toutes les marchandises qui luy seront demandées et qui luy seront nécessaires aux lieux et séans qui luy seront prescriptz et ordonnés afin que, s'il y avoit quelque chose qui ne fust bon et raisonnable, l'on aye le temps d'en accommoder d'autres. Pareillement a esté accordé audit Fessard qu'il aura deux couvertures neuves de la colleur¹⁵⁷ et aux armes de mondit Seigneur pendant le temps pour couvrir lesdites viandes et provisions aux despens de mondit Seigneur, et aura ledit Fessard par chescun jour pendant ledit présent

(Folio 91)

marché pour sa despence et de son serviteur quatre pintes de vin et six petits pains de l'ordinaire de mondit Seigneur.

Aussy, sera ledit Fessard logé à la suite de mondit Seigneur par son mareschal de logis en payant par icelluy Fessard son logement. Et ne pourra associer avecq luy au présent marché aultre personne sans le consentement et permission de mondit Seigneur

et sans que les parties se puissent désister d'icelluy marché pour quelque cause et occasion que ce soit, que à la fin d'icelluy promettant mondit Seigneur audit Fessard outre et par-dessus les prix des marchandises qu'il fournira pendant ledit marché la somme de trois mil neuf cent livres tournoises, par forme de récompense, laquelle somme de trois mil neuf cent livres tournoises luy sera aussy payée de mois en mois au prorata et avecq les susdites fournitures. Et au cas que mondit Seigneur aille pendant le temps du présent marché aux armées en ceste province de Guienne et aux limites d'Espagne, ledit pourvoyeur sera tenu le suivre suivant cedit marché. Et où ledit seigneur yroit ailleurs qu'en susdites provinces de Xaintonge, Angoulmois, Pon de Pille et de Loches, en quelque autre province de ce royaume, sera tenu ledit Fessard suivre mondit Seigneur avec ses gens, chevaux et équipages et le servir en sadicte fonction de pourvoyeur en luy payant

(Verso)

par mondit Seigneur duc ce que les marchandises auront cousté ensemble la despence de ses gens, chevaux et gages des garçons qu'il aura et tout ce dessus a esté aussy stipulé et accordé entre lesdites parties, lesquelles pour cest effect s'obligent respectivement l'une à l'autre chescun pour ce qui les consernent tous et chescun leurs biens soubmets par exprès ledit Fessard sa personne à la rigueur de la justice.

Faict dans le château de Cadillac, après midy, en présence de Mr Léonard Giac¹⁵⁸, intendant général de la maison et affaires de mondit Seigneur, et de noble Jehan Belliard, son maître d'hostel, tesmoin aussi.

Le duc d'Épernon, de Giac, Belliard présent,
Fessart.

156. Poisson de mer très rare, pêché en estuaire.

157. Lire « couleur ».

158. Ecuyer et baron de Lacanau, conseiller notaire et secrétaire du Roi, maison et couronne de France, contrôleur en la chancellerie de Guyenne : A.D.Gir., 3 E 22305, f° 115, 17 décembre 1687.

Bibliographie

- Abad, 2002. Abad, Reynald, *Le Grand marché. L'approvisionnement alimentaire de Paris sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2002.
- Ariès et Duby, 1986. Ariès, Philippe et Duby, Georges Duby (dir.), *Histoire de la vie privée. Tome 3. De la Renaissance aux Lumières*, Paris, Seuil, 1986.
- Bertièrre, 2013. Bertièrre, Simone, *Le Procès Fouquet*, Paris, Editions de Fallois, 2013.
- Brives-Cazes, 1881. Brives-Cazes, E., « Effets des aliénations des justices royales en Guyenne (1695-1720) », *Actes de l'Académie nationale des Sciences, Belles-Lettres et Art de Bordeaux*, 1881, p. 49-102.
- Cat. expo. Paris, 2001-2002. *Livres en bouche. Cinq siècles d'art culinaire français, du quatorzième au dix-huitième siècle*, Paris, Arsenal, novembre 2001-février 2002, Paris, Bibliothèque nationale de France-Hermann, 2001.
- Chapuis, Meller-Liron et Rives, 1994. Chapuis, Lise, Meller-Liron, Elisabeth et Rives, Caroline (dir.), *La Lamproie ou les eaux limoneuses de la mémoire*, Cognac, éditions « Le temps qu'il fait », 1994.
- Chatenet, 2002. Chatenet, Monique, *La Cour de France au XVI^e siècle. Vie sociale et architecture*, Paris, Picard, collection « De Architectura », 2002.
- Couperie, 1970. Couperie, Pierre, « Les Marchés de pourvoieries : viandes et poissons chez les Grands au XVII^e siècle », *Pour une histoire de l'alimentation*, J.J. Hémardinquer (dir.), Paris, Colin, « Cahiers des Annales », n° 28, 1970, p. 241-253.
- Csergo, 1998. Csergo, Julia, « Tables provençales au XVII^e siècle. Spécialités locales et régionalisme alimentaire », *Boire et manger au XVII^e siècle au temps de la marquise de Sévigné*, actes du 2^e symposium « Vin et Histoire », Grignan et Suze, 16-17 octobre 1996, Suze-la-Rousse, Université du Vin, 1998, p. 111-136.
- Drumond-Braga, 2007. Drumond-Braga, Isabel, « La Place du poisson et des crustacés dans l'alimentation des Portugais (XVI^e-XVIII^e siècle) », *Les Nourritures de la mer, de la criée à l'assiette*, actes du colloque de Tatihou (octobre 2003), Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2007, p. 241-250.
- Favreau, 2003. Marc Favreau, « Le Palais de Monseigneur : approche de la gastronomie et de l'art de la table à Bordeaux sous le règne de Louis XIV », *Annales du Midi*, t. 115, n° 241, janvier-mars 2003, p. 51-68.
- Flandrin et Montanari, 1996. Flandrin, Jean-Louis et Montanari, Massimo (dir.), *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, 1996.

Girault de Saint-Fargeau, 1844-1846. Girault de Saint-Fargeau, Eusèbe, *Dictionnaire géographique, historique, industriel et commercial de toutes les communes de France*, Paris, Didot, 3 vol., 1844-1846.

Hubert et Figeac, 2006. Hubert, Annie et Figeac, Michel, *La Table et les ports. Cuisine et société à Bordeaux et dans les villes portuaires*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2006.

Kettering, 1986. Kettering, Sharon, *Patrons, Brokers, and Clients in Seventeenth-Century France*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1986.

Labatut, 1972. Labatut, Jean-Pierre, *Les Ducs et pairs de France au XVII^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1972.

Lachiver, 2006. Lachiver, Marcel, *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*, Paris, Fayard, 2006.

La Morandière, 1962. La Morandière, Charles de, *Histoire de la pêche française de la morue dans l'Amérique septentrionale. Tome I. Des origines à 1789*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1962.

Larcade, 1994. Larcade, Véronique, *Jean-Louis Nogaret de La Valette, duc d'Épernon (1554-1642) : une vie politique*, thèse de doctorat d'Histoire, sous la dir. de Yves-Marie Bercé, Université Paris IV-Sorbonne, 1994.

Meyzie, 2007. Meyzie, Philippe, *La Table du Sud-Ouest et l'émergence des cuisines régionales (1700-1850)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

Meyzie, 2010. Meyzie, Philippe, *L'Alimentation en Europe à l'époque moderne*, Paris, Colin, collection « U Histoire », 2010.

Montenach, 2009. Montenach, Anne, *Espaces et pratiques du commerce alimentaire à Lyon au XVII^e siècle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2009.

Moriceau, 2005. Moriceau, Jean-Marc, *Histoire et géographie de l'élevage français, du Moyen Age à la Révolution*, Paris, Fayard, 2005.

Quellier, 2012. Quellier, Florent, « Le Discours sur la richesse des terroirs au XVII^e siècle et les prémices de la gastronomie française », *XVII^e siècle*, janvier 2012, n° 254, p. 141-154.

Rambourg, 2007. Rambourg, Patrick, « Entre le cuit et le cru : la cuisine de l'huître, en France, de la fin du Moyen Age au XX^e siècle », dans Barré, Eric, Ridel, Elisabeth et Zysberg, André (dir.), *Les Nourritures de la mer, de la criée à l'assiette*, actes du colloque de Tatihou (octobre 2003), Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2007, p. 211-220.

Revel, 2007. Revel, Jean-François, *Un festin en paroles. Histoire littéraire de la sensibilité gastronomique de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2007.

Ribadieu, 1856. Ribadieu, Henry, *Les Châteaux de la Gironde*, Paris, Dentu, 1856.

Wheaton, 1984. Wheaton, Barbara Ketcham, *L'Office et la bouche. Histoire des mœurs de la table en France, 1300-1789*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.

Sources

Académie française, 1762. Académie française, *Dictionnaire de l'Académie française*, Paris, Brunet, 2 vol., 1762.

Archives municipales de Bordeaux, 1901. Archives municipales de Bordeaux, *Inventaire sommaire des registres de la Jurade 1520 à 1783. Volume deuxième*, Bordeaux, Pech, 1901, p. 173, 21 mars 1644.

Baurein, 1876. Baurein, Jacques, *Variétés bordelaises ou essai historique et critique sur la topographie ancienne et moderne du diocèse de Bordeaux*, Bordeaux, Féret, 4 vol., 1876.

Belon, 1555. Belon, Pierre, *La Nature et diversité des poissons, avec leurs pourtraicts, représentez au plus près du naturel*, Paris, Estienne, 1555.

Furetière, 1702. Furetière, Antoine, *Dictionnaire universel*, La Haye et Rotterdam, Arnoud et Leers, 2 vol., 1702.

Grouchy, 1892. Grouchy, vicomte de, « Comptes de maison du cardinal de Richelieu, des ducs de Nemours et de Candalle, du cardinal Mazarin, du roi Louis XIV, de Mesdemoiselles d'Orléans, de la duchesse de Bourgogne

et de la reine Marie Leczinska (1633-1747), *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. 19, 1892, p. 38-60.

Héroard, 1989. Héroard, Jean, *Journal de Jean Héroard*, Paris, Fayard, 2 vol., 1989.

La Chapelle, 1731. La Chapelle, Vincent, *Le Cuisinier moderne*, La Haye, De Groot, 1731.

Liger, 1768. Liger, Louis, *La Nouvelle maison rustique*, Paris, Nyon, 1768.

Massialot, 1705. Massialot, François, *Le Cuisinier royal et bourgeois*, Paris, Prudhomme, 1705.

Nicot, 1606. Nicot, Jean, *Thésor de la langue françoise*, Paris, Douceur, 1606.

Perrault, 1909. Perrault, Claude, *Voyage à Bordeaux (1669)*, Paris, Renouard-Laurens, 1909.

Pradel, 1878. Pradel, Abraham du, *Le Livre commode pour les adresses de Paris pour 1692*, Paris, Daffis, 1878.

Varenne, s.d. Pierre, François dit, *Le Cuisinier françois*, Troyes, Garnier, s.d.

Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 89-104

De l'hôtel parlementaire à la maison de négociant :

histoire d'une demeure du cours Victor-Hugo



Xavier Roborel de Climens

Les noms anciens du cours Victor-Hugo, à savoir fossés de l'hôtel de ville ou Saint-Eloi, nous rappellent l'époque où le rempart, longé de fossés, élevé au début du XIII^e siècle protégeait le faubourg Saint-Eloi. Dès le XIV^e siècle, ces fortifications perdirent leur utilité militaire et, au fil du temps, à leur emplacement, édifices religieux et maisons particulières furent édifiés par des bourgeois ou des marchands dont les professions étaient liées à l'activité du port. On note la présence importante de gens de justice, notamment des membres du parlement de Bordeaux. En effet, sur les Fossés, ces magistrats trouvaient suffisamment d'espace pour édifier leurs hôtels. Les rues prestigieuses de la vieille ville comme la rue du Mirail, la rue de Gourgues ou la rue Margaux, par exemple, n'offraient pas les mêmes possibilités¹. Ce sont vraisemblablement ces considérations qui ont incité une famille de parlementaires à construire au XVII^e siècle une vaste demeure située aujourd'hui aux numéros 88 et 90 du cours Victor-Hugo ; elle fut occupée par la suite par une importante famille de négociants dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Une résidence de parlementaire : l'hôtel de la famille Denis

L'emplacement étudié ici relevait sous l'Ancien régime du prieuré Saint-Jacques, fief dépendant du collège de la Madeleine, administré par les Jésuites.

En 1613, André Denis, *conseiller du Roi en la cour de parlement de Bordeaux*, reconnaît *tenir du fief du prieuré Saint-James, uni au collège* [de la Madeleine] des maisons et des jardins donnant sur les Fossés². Cette demeure sera pendant plus d'un siècle la résidence d'une grande famille bordelaise, celle des Denis qui occupera une place importante au parlement de Bordeaux. Elle compte, au XVII^e siècle, un procureur général et six conseillers³.

C'est dans ces lieux que vécut, dans la deuxième partie du XVII^e siècle, Jacques Denis, procureur général au parlement. Il était le fils d'Etienne Denis, conseiller au parlement (1615-1687), et de Marie Lecomte de La Tresne. Cette dernière avait

1. Le Mao Caroline, *Les fortunes de Thémis*, FHSO 2005.

2. A.D.Gir., H 3204.

3. Le Mao C. *op.cit.*

pour père Jacques Lecomte de Latresne, président de la chambre des Enquêtes, et pour mère Marie de Gourgues. Le 22 janvier 1673, Jacques Denis avait épousé Magdeleine de Pontac, fille de Jacques de Pontac, procureur général au parlement de Bordeaux, et de Finette d'Alesmes⁴. De cette union sont nés sept enfants à savoir quatre garçons : Etienne, l'ainé, Etienne le puiné, *autre Etienne que l'on nomme Chevalier* et Marc-Antoine. Les trois filles se prénomment : Marie, Cécile Magdeleine et Marie Magdeleine. Et *ils sont Dieu merci tous en vie* à la date où il rédige son testament en 1694.

Jacques Denis meurt à Langon le 4 novembre 1697 ; son testament est ouvert le 8 novembre suivant⁵. Il s'agit d'un document de sept pages, écrit de la main même du testateur dans la tradition du « beau testament » de l'époque baroque. Le texte commence par une demande de pardon à Dieu et l'expression de son repentir pour les péchés et offenses commis. Il *supplie sa divine bonté par les mérites du précieux sang de Notre Seigneur* et demande l'intercession de la Vierge Marie et de tous les saints et saintes du paradis, plus particulièrement celle de saint Jacques, pour obtenir *la miséricorde divine et recevoir* [son] *âme dans la participation de la gloire céleste*.

La suite du document renferme, d'une part, toutes les dispositions pour l'organisation des obsèques, les legs aux établissements religieux, aux hôpitaux et aux domestiques et d'autre part les mesures organisant la transmission du patrimoine familial. Pour les honneurs funèbres, il déclare s'en remettre à la discrétion de *sa très honorée et très chère épouse*. Il souhaite être inhumé dans l'église des R.P. Augustins, dans la sépulture de sa famille et lègue à ce couvent 300 livres pour dire une messe haute à perpétuité le jour anniversaire de son décès. D'autres couvents de la ville ne sont pas oubliés : les Cordeliers, les Capucins, les Récollets et les Carmes déchaux recueillent chacun une somme de 100 livres pour faire dire 200 messes et enfin l'hôpital Saint-André et l'hôpital de la Manufacture reçoivent chacun 150 livres.

Son valet de chambre, dénommé Labarthe, reçoit tous *ses habits, robes de palais et autres choses dont je me sers personnellement sans rien excepter* et les autres domestiques obtiennent une année de gages. A l'un de ses secrétaires, du nom de Mazeau, il constitue une pension viagère annuelle de 120 livres et recommande à son fils de le prendre comme secrétaire s'il obtient la charge de procureur général.

Jacques Denis rappelle que le montant de la dot de son épouse, 40 000 livres, n'a pas été intégralement versé. En effet, il n'a reçu que deux acomptes en argent de 6000 livres et 8000 livres en 1673 et 1682 et 16 000 livres en compensation, en 1682, sur le prix de l'office de procureur général au parlement de Bordeaux acheté à son beau-frère. Pour le solde non versé,

après avoir signé une transaction avec son beau-père en 1683, au terme de laquelle il ne reçut qu'une partie des sommes dues, il en donne quittance à sa femme, considérant ce solde impayé comme faisant partie intégrante de sa dot et donc récupérable par celle-ci en cas de liquidation de la succession. Le décompte réalisé par Jacques Denis montre qu'il arrivait, parfois, que certaines familles aient des difficultés pour rassembler les sommes promises. Les montants indiqués dans les contrats de mariage doivent être considérés avec précaution car ils peuvent, dans certains cas, ne pas révéler les véritables capacités financières d'une famille⁶.

Le fils aîné, Etienne, est institué héritier général et universel. Les autres enfants reçoivent leur « légitime », c'est-à-dire uniquement leur part sans avantage particulier, à l'exception du dernier garçon, Marc-Antoine qui, se destinant à la carrière des armes, reçoit en plus une rente annuelle et viagère de 300 livres.

Il lègue à sa femme l'usufruit et la jouissance de ses biens et la dispense de rendre compte de sa gestion, lui demandant uniquement de faire procéder, après son décès, à une simple description de ses meubles par un notaire. Il la prie de nourrir et entretenir leurs enfants selon qu'elle jugera *à propos par rapport à leur condition et à l'état de leur fortune et de faire pour leur établissement tout ce qui dépendra d'elle*. Pour l'aider dans cette tâche, il lui recommande de prendre avis et conseil de son frère, Etienne Denis, prêtre et conseiller clerc au parlement, qu'il nomme exécuteur testamentaire. Pour remercier son frère de cette tâche, il souhaite qu'il soit logé sa vie durant dans une de ses maisons, tant à la ville qu'à la campagne, et prie ses enfants *qu'ils ne s'éloignent jamais du respect et de la reconnaissance qu'ils doivent à un si bon oncle*.

Enfin, pour clore son testament, il bénit ses enfants et les exhorte *à vivre toujours en bonne intelligence et union, de vivre en gens de bien et d'honneur de respecter ladite dame de Pontac* [sa] *très chère épouse leur mère et Monsieur Etienne Denis* [son] *frère et leur oncle*.

Le 12 novembre 1697 après-midi, pour répondre à la demande de son mari, Magdeleine de Pontac convoque le notaire pour réaliser l'inventaire des meubles et autres effets mobiliers constituant la succession.

4. A.M.Bx, Fonds Smaniatto 229 S 2.

5. A.D.Gir., 3 E 5059.

6. Minvielle Stéphane, *Dans l'intimité des familles bordelaises du XVIII^e siècle*. Editions Sud-Ouest, 2009.

7. Les boiseries à hauteur d'appui ou à hauteur de bas, sont dites « à la française ».

Le notaire commence son inventaire par quatre pièces qui forment un ensemble : *la chambre basse où le seigneur Denis faisait son habitation ordinaire*, une chambre puis, *la salle qui joint* et enfin *l'antichambre qui la joint*.

Le mobilier de l'antichambre se compose d'une tapisserie en six pièces, onze chaises et deux tables de sapin. La chambre de Jacques Denis est éclairée par des fenêtres dont les rideaux sont en toile damassée et les murs recouverts d'une boiserie surmontée d'une tapisserie de damas⁷. La cheminée, décorée d'une glace en trois pièces, est garnie d'une paire de chenets *avec des pommes d'arquemine*⁸, d'une pelle et de pincettes. Le lit est en noyer à colonnes torsées avec sommier de crin, *coite, coussin plein de plumes*, deux matelas, *une grosse couverture d'Espagne* et une courteline de damas. On reconnaît dans cette pièce un ensemble de toilette à la mode sous Louis XIV : une table de noyer avec *ses guéridons uzés* [guéridons], et un grand miroir avec son cadre doré et ses glaces autour, une autre table en noyer avec *un bourlet autour d'étoffe uzée*. L'ensemble des sièges se compose de quatre fauteuils, une chaise de noyer *façonnée au tour*, rembourrée et garnie de damas, deux chaises *Reine*, (à la Reine ?) et deux *caquetoires* à l'aiguille. Enfin, le notaire note la présence d'un petit cabinet en bois d'ébène qui, précise-t-il, appartient à Magdeleine de Pontac.

L'autre pièce, qualifiée de chambre, jouxte celle du sieur Denis. La cheminée est équipée de chenets, pincettes et pelle en fer. Les murs sont recouverts d'une tapisserie de Bergame en trois pièces. Trois portraits et un tableau *représentant la belle Judith et Olophern* y sont accrochés. Un rideau d'étamine rayée est installé devant la fenêtre. Le lit est petit, composé d'un châlit en noyer avec paillasser, coite, coussin, deux matelas, couverture, courte pointe blanche et tour de lit sous forme de housse en cadis couleur *feuille morte*. Le reste du mobilier se compose d'une table de noyer avec deux guéridons, d'une table de noyer recouverte d'un tapis vert avec un tiroir, trois chaises de noyer garnies de barracan⁹, une chaise à l'aiguille et quatre cabinets en noyer. Dans le premier cabinet se trouvent d'abord *huit grandes pièces de porcelaine, quatre gobelets et une petite urne avec quelques autres pièces servant de garniture de cheminée à la première chambre*. Vient ensuite un ensemble de tissus neufs qui est destiné, selon Magdeleine de Pontac, à réaliser une garniture de lit, à savoir trente-deux aunes de velours, un lit de gaze rayé en « salacana » et une canopée¹⁰ de soie. Le deuxième cabinet, à quatre portes, renferme une courte pointe de « Marseille » et des vêtements de la fille de chambre. Le troisième ne contient *rien qui mérite d'être inventorié* et dans le quatrième cabinet, lui aussi à quatre portes, se trouvent des habits de Magdeleine de Pontac.

Enfin, dans la salle suivante, la décoration est assurée par une tapisserie représentant l'histoire de Samson. Elle est meublée d'une table à rallonges, de huit fauteuils et de six

chaises en noyer *au tour rembourré et garnies à l'aiguille*. Une portière *de moquette* protège la porte et des chenets en fonte garnissent la cheminée.

L'inventaire se poursuit les jours suivants en présence de l'abbé Etienne Denis à qui Magdeleine de Pontac, devant partir à Paris, a donné procuration pour terminer cette opération à Bordeaux et dans les maisons de campagne de Cérons et de Blanzac (paroisse de Saint-Magne-de-Castillon).

Le notaire continue ses investigations par le logement d'Etienne Denis, le fils aîné. Dans l'antichambre, les murs sont recouverts d'une tapisserie en sept pièces représentant une scène de chasse. La cheminée, avec des chenets en fonte, est décorée d'un tableau *représentant des vieillards*. La pièce est meublée de six chaises garnies *à l'aiguille* et d'un cabinet à deux portes, vide.

La chambre du *Sieur Denis fils qui regarde sur le parterre* est pourvue d'une cheminée avec chenets, grille *dassier*, pincette et pelle en fer. Trois rideaux de coton blanc sont accrochés aux fenêtres et sur les murs se détache une tapisserie en six pièces, représentant l'histoire de Moïse. Le lit est composé d'un châlit de noyer avec deux matelas de laine et un de crin, *une coite*, une couverture de laine d'Espagne, un coussin, une courteline piquée de taffetas jaune. Le tour de lit apparaît comme un ouvrage à l'aiguille avec une garniture tissée de poils de chèvre doublée de taffetas jaune, pentes et rideaux assortis. Comme dans la chambre du défunt, se trouve l'ensemble de toilette composé d'une table de noyer à un tiroir recouverte d'un tapis de Turquie, encadrée de guéridons, avec un grand miroir au cadre doré ainsi qu'une petite table de noyer habillée d'un tapis vert. On compte de nombreux sièges : *cinq chaises de noyer façon de Hollande faites au tour et à ouvrage garnies de lin* et un fauteuil assorti, sept chaises et quatre fauteuils recouverts comme le lit, quatre autres chaises recouvertes d'une tapisserie au petit point et, enfin, un fauteuil recouvert de velours rouge.

Dans la chambre du secrétaire, nous trouvons un lit composé d'un châlit en bois de noyer avec paillasser, courteline, deux matelas, couverture, une chaise de noyer « à bras » et une autre chaise garnie de barracan bleu. Un cabinet de noyer à deux portes renferme des habits et un autre, à quatre portes, le linge du sieur Moreau, secrétaire.

L'homme de loi passe ensuite *dans un cabinet du feu sieur*. Ce cabinet, caractéristique des maisons de parlementaires, est la pièce où se retire le magistrat pour travailler, écrire

8. Sans doute un alliage cuivreux.

9. Etoffe tissée de poils de chèvre.

10. Frange dont la forme des festons rappelle la clochette, d'où le nom, destinée à habiller le tour du ciel du lit.

et méditer¹¹. Dans cette pièce est conservé un coffre en fer contenant les bijoux de sa femme et deux carreaux de velours à fleurs, l'un rouge, l'autre noir. Elle est meublée d'un bureau avec une grande table de noyer recouverte d'un tapis vert, de deux cabinets où sont rangés les titres et les papiers de famille, l'un à divers tiroirs et l'autre à deux portes et un tiroir. Les livres sont classés dans trois grands cabinets à deux portes garnies de fil de laiton faisant office de bibliothèque. La cheminée est pourvue de chenets en fer et les sièges sont en nombre limité : six chaises uniquement. De nombreuses peintures et tableaux décorent cette pièce : douze tableaux ou gravures représentant les civiles¹², deux tableaux ayant pour sujet *Lercule* et l'autre *un amour*, six natures mortes dont deux montrent *un pot de fleur* et enfin sept portraits dont *un représentant ledit Denis*. Toutes ces toiles sont dans des cadres sculptés et dorés.

La chapelle doit se trouver à proximité mais il n'est pas précisé s'il s'agit d'une pièce particulière ou d'un oratoire installé dans un renforcement. Elle est garnie d'une tapisserie à fleurs *fasson de damas* et le mobilier liturgique consiste en un crucifix dans un cadre de velours, deux reliquaires, un petit tableau et un calice d'argent.

Nous trouvons ensuite un ensemble de pièces dit *appartement de devant*, vraisemblablement le logement de l'abbé Denis, frère du défunt. Les murs de la *salle d'entrée* sont décorés d'une tapisserie de haute lisse en six pièces représentant une chasse et d'un tableau évoquant une *cuisine*. La cheminée, avec ses chenets garnis de pommes de laiton, est décorée d'un tableau représentant un paysage. Le mobilier se compose d'une table de sapin servant de buffet destinée à présenter la vaisselle lors des repas d'apparat recouverte d'un tapis de Turquie, une table ronde de noyer avec son pied pliant, douze chaises à colonnes torses recouvertes de tapisserie à l'aiguille, un timbre de cuivre rouge et un cabinet de noyer à quatre portes et deux tiroirs où se trouve le linge dudit seigneur abbé.

Les deux chambres suivantes ne contiennent que quelques meubles de peu de valeur dont des cabinets de noyer contenant du linge : draps fins et communs, nappes, serviettes et le linge des enfants.

La décoration principale de la dernière pièce dite *chambre de devant qui regarde sur les fossés* est une tapisserie de haute lisse en six pièces représentant Andromède et Persée. Le lit, composé d'un châlit de bois de noyer, comprend une paillasse, deux matelas, coite, couvertures d'Espagne et deux courtelines en satin. Le soubassement et le tour du lit sont recouverts d'un tissu de barracan rouge doublé de taffetas rayé d'acier. Le fond du lit et les pentes sont aussi de couleur rouge. La chambre contient encore un grand miroir, six fauteuils et trois chaises à colonnes torses, tous recouverts à l'aiguille.

Enfin pour en terminer avec les pièces d'habitation le notaire inventorie rapidement une *chambre en haut sur les fossés* et une chambre pour les valets avec un lit et deux couchettes avec paillasse.

Le grenier renferme le bric-à-brac habituel : un grand tapis de Turquie, des coffres avec quelques vieilles nippes dedans, des plats, des assiettes etc. Dans l'écurie se trouvent deux vieux chevaux de carrosse, un vieux carrosse doublé de gris et une couchette pour le cocher.

La cuisine et l'office à côté sont meublés de deux tables, onze chaises de noyer, deux lits avec paillasse, matelas et couvertures, et quatre cabinets servant à la dépense. On y trouve tous les ustensiles habituels : casseroles, poêles à frire et à confire en cuivre, tourtières rondes et longues, plats et assiettes en terre, des flambeaux, tourne broche, et deux coffres où s'est trouvée l'argenterie.

Enfin, dans la cave de la maison de ville sont conservés onze tonneaux de vin rouge vieux, soixante-dix tonneaux de vin blanc d'Yvrac et onze tonneaux de vin de Cérons.

L'argenterie se compose de :

- trois bassins, deux aiguillères, deux soucoupes, deux sucriers, deux vinégrets¹³,
- cinq douzaines d'assiettes, quatorze plats tant grands que petits,
- douze cuillères, douze fourchettes, une cuillère potagère,
- douze chandeliers, deux paires de mouchettes, un bougeoir,
- un pourriel [poivrier ?], quatre jattes, deux salières.

Cet ensemble, certes appréciable, n'est malheureusement pas pesé, ce qui rend les comparaisons avec d'autres collections difficile. Il est certain que nous sommes loin de l'abondance et de la variété des pièces trouvées après le décès d'Arnaud de Pontac en 1681 dont le poids s'élevait à 343 marcs (88 kg environ). L'argenterie de Jacques Denis devait être plus proche de celle de Joseph de Lombard estimée en 1708 et pesant 160 marc (60 kg environ). Sans entrer dans le détail de ces collections, on peut toutefois noter que chez Jacques Denis on trouve cinq douzaines d'assiettes et quatorze plats contre quatre douzaines d'assiettes et douze plats chez Arnaud de Pontac. Même moins importante en volume, il n'en reste pas moins que nous sommes en présence d'une collection considérable qui laisse supposer un train de vie important¹⁴.

11. Le Mao Caroline, *op.cit.*

12. Sans doute les Sibylles christianisées comme des prophétesses. Une suite des 12 Sibylles a été gravée par l'un des plus anciens graveurs de la Renaissance française, Jean Rabel.

13. La vinaigrette, petite boîte ou flacon, pouvant prendre des formes diverses, éventuellement en pendentif ; dite aussi boîte de senteur elle est destinée à contenir le vinaigre de toilette aromatique utilisé en parfum.

Cet inventaire nous fait découvrir l'intérieur de la demeure d'une importante famille bordelaise de parlementaires à la fin du XVII^e siècle. En effet, nous avons vu plus haut que Jacques Denis, par sa famille et son mariage, était lié aux plus grandes familles de Bordeaux et que sa charge de procureur général constituait l'une des plus prestigieuses du parlement.

La famille Denis vivait dans un immeuble d'une quinzaine de salles, outre les dépendances. Il s'agit là de la moyenne des demeures des magistrats bordelais, même si nous sommes loin des quarante salles de l'hôtel du Premier Président Arnaud de Pontac. Cette vaste demeure permet d'accueillir plusieurs générations : Jacques Denis et sa femme, leur fils aîné et l'abbé Denis, situation qui n'avait rien d'exceptionnel. Les pièces de la demeure se trouvent déjà spécialisées : chambres des maîtres, du secrétaire, des domestiques, cuisine, office. Chaque appartement possède son antichambre, pièce qui, d'après Furetière, est : « une chambre qui est auparavant la chambre du maître du logis ... où s'arrêtent les domestiques de ceux qui le viennent voir ». La présence du cabinet du maître de maison constitue aussi un élément caractéristique des demeures de magistrats : c'est dans cette pièce, la plus riche en tableaux, que Jacques Denis rangeait ses objets précieux, les bijoux de sa femme, les titres et les papiers de famille et sa bibliothèque.

Les tapisseries, éléments essentiels du décor de la demeure aristocratique, habillent les pièces principales. Ce sont des ensembles de trois à sept pièces aux sujets religieux (Histoire de Samson, Histoire de Moïse), mythologiques (Andromède et Persée) ou profanes (deux scènes de chasse). Il faut enfin noter que les murs de la chambre de Jacques Denis sont recouverts d'une tapisserie de damas *par-dessus le boisage* c'est-à-dire au-dessus de la boiserie à hauteur d'appui dit à la française. Ce noble tissu d'ameublement qui est utilisé pour tendre la pièce, se retrouve également aux murs de la chapelle.

Quelques tableaux sont présents dans les pièces, mais les thèmes représentés manquent de précision : un vieillard, une cuisine, un paysage, dix portraits sans préciser l'identité des personnes représentées. On trouve une scène biblique représentant Judith et Holopherne, mythologique avec un Hercule, les Sybilles et un personnage désigné comme un Amour. Mais c'est dans le cabinet de Jacques Denis que se trouve rassemblée la majorité des peintures : sept portraits de famille dont le sien, les douze Sybilles, l'Hercule et l'Amour et six tableaux représentants des fleurs.

Les meubles sont principalement en noyer, bois le plus estimé à cette époque. Les lits, meubles essentiels et coûteux des pièces principales, apparaissent confortables et richement décorés. Les cabinets à deux ou quatre portes sont présents dans toutes les pièces. Les sièges, fauteuils et chaises, sont en grand

nombre ce qui n'était pas si fréquent à cette époque et indique une grande sociabilité. Ils sont recouverts en général de tapisseries à l'aiguille.

Les précisions données par le notaire sur la qualité du mobilier sont inexistantes sauf pour les tentures et les tissus d'ameublement qui sont presque toujours qualifiés de *demi neuf ou uzé*. Nous sommes donc dans l'impossibilité de savoir si ces meubles sont récents ou anciens, provenant d'héritages.

Toutefois quelques éléments nous permettent de constater que Jacques Denis possédait du mobilier conforme à son rang et connaissait les évolutions de la mode parisienne. Nous trouvons, par exemple, dans sa chambre et dans celle de son fils, deux ensembles de prestige tels que les ensembles de toilette. Ces meubles se présentent sous la forme d'un bureau ou d'une table recouverte d'un tapis de Turquie et encadré de guéridons. Le miroir à cadre doré signalé par le notaire était placé dessus et des pièces d'argenterie comme des flambeaux et des ustensiles de toilette devaient y être disposés¹⁵.

Dans le cabinet de travail du défunt, le tabellion mentionne la présence de trois grands cabinets à deux portes garnies de fil de laiton et rempli de livres. Il s'agit ici d'un meuble nouveau, meuble de bibliothèque qui remplace les coffres dans lesquels on rangeait autrefois les livres.

Enfin, dans la chambre de Jacques Denis, il signale l'existence de trois glaces au haut de la cheminée. Cette façon de fixer les glaces sur le trumeau de la cheminée est relativement récente. C'est ce que l'on appelle la cheminée : « à la royale » selon le modèle de celle qu'en 1684 Louis XIV a fait placer dans sa chambre à Versailles. Cela représente un exemple peu courant encore à Bordeaux¹⁶.

Après le décès de Jacques Denis, Etienne Denis (1680-1751), son fils aîné, réside toujours dans la vieille demeure familiale sur les Fossés. Dans le courant de l'année 1700, il est nommé président de la Cour des Aides mais, en 1709, il ne put obtenir la charge de Procureur général, alors vacante, à cause [de son] défaut d'âge et de richesse. Le 1er octobre 1715 il épouse Anne de Marimon¹⁷.

Malheureusement, criblé de dettes, il va se trouver dans l'obligation de mettre en vente une partie de son patrimoine, dont l'hôtel familial.

14. Lacoue-Labarthe M.-F. *Orfèvrerie bordelaise*, Catalogue du Musée des Arts décoratifs, Bordeaux 1987.

15. Lacoue-Labarthe M.-F., *Meubles bordelais, meubles de port*, Société Archéologique de Bordeaux, 1996.

16. Le Mao Caroline, *op.cit.*

17. Le Mao Caroline, *Chronique du Bordelais au crépuscule du Grand Siècle : le Mémorial de Savignac*, Presses universitaires de Bordeaux, Société des bibliophiles de Guyenne, Bordeaux, 2004, p.145, 232 et 444.

Une demeure de négociants

Fin de la présence de la famille Denis

Le 24 mars 1743, Etienne Denis convient d'un arrangement avec un négociant, membre de la communauté juive espagnole, Jacob Fernandez, au terme duquel il lui cède pour la somme de 67 247 livres ses immeubles sur les Fossés, charge à lui de désintéresser ses créanciers.

Les biens vendus se composent d'une grande maison sur les fossés occupée par Fernandez consistant en deux grands corps de logis séparés par une cour, chambres hautes et basses, cours, greniers, orangeries, jardin, écurie, grenier à foin, circonstances et dépendances plus une petite maison qui joint la grande du côté du levant occupée par Jacques Baratte, usufruitier, consistant en salle basse, chambres hautes, grenier, cave et chai. Ce Jacques Baratte était l'ancien secrétaire de feu l'abbé Denis, conseiller au parlement, oncle du vendeur. Ces deux bâtiments donnent au nord sur les Fossés, à l'est sur la maison et le jardin du sieur Silvestre ainsi qu'aux chais et dépendances d'immeubles donnant rue Leyteire. Au midi, ils font face aux jardins de la demoiselle de Luxe, et enfin à l'ouest au mur de l'église du prieuré Saint-Jacques et à une autre maison appartenant à Etienne Denis dont la façade donne sur les Fossés.

La structure générale de l'immeuble ne semble pas avoir changé par rapport aux descriptions du XVII^e siècle. Nous savons par ailleurs qu'Etienne Denis a engagé des travaux dans cette maison puisqu'il est précisé dans l'acte de vente qu'il doit 6 905 livres pour réparation faites dans la maison dont sera ci-après parlé payées par le sieur Fernandez. Malheureusement nous ignorons tout de la nature des ouvrages entrepris.

Jacob Fernandez ne conservera cet immeuble que quelques mois puisque dès le 29 juillet 1743 il revend à Pierre Doumerc, écuyer, résidant sur les fossés de ville, la grande maison et la maison de Jacques Baratte. Il cède également la nue-propriété d'une maison, rue Leyteire, achetée au Président Denis dont la partie arrière donne sur les jardins de la grande maison (fig. 1 et 2).

Le prix de vente, 67 247 livres, est compensé par une somme de 35 520 livres que le vendeur doit à l'acquéreur. Le solde, 31 727 livres, sera payé au moyen de plusieurs lettres de change tirées par Doumerc sur la maison de commerce Ferquet à Amsterdam¹⁸.

La famille Peire

Quatre ans plus tard, le 22 septembre 1747, Pierre Doumerc, vend à Etienne Peire l'ainé, négociant, demeurant rue de la Rousselle :

- la maison du sieur Baratte sur les fossés,
- l'immeuble de la rue Leyteire, et
- toute icelle grande maison ayant sa principale entrée et sa façade sur les fossés de ville consistant en deux grands corps de logis séparés par une cour où est le degré de communication, ensuite un jardin où est un puits, une petite orangerie suivie d'une remise, d'une écurie et grenier à foin au-dessus avec deux portes d'entrée et de sortie dans la rue Leyteire. Ces grands corps de logis, couverts de tuiles à canal, sont composés de diverses salles, chambres basses et hautes, caves et greniers. Le bâtiment est loué au sieur Thilorier, principal locataire.

Le montant de la transaction s'élève à 58 000 livres¹⁹.

Etienne Peire décède à Bordeaux, le 17 janvier 1776. Il laisse quatre enfants : deux garçons, Henri et Etienne Elie, et deux filles, Jeanne et Anne.

Henri, capitaine de Dragons et milicien, réside à Saint-Domingue, quartier de l'Artibonite, paroisse Saint-Marc. Etienne Elie, négociant à Bordeaux et ses deux sœurs, Jeanne et Anne, majeures et célibataires, résident à Bordeaux, fossés Saint-Eloi.

La succession d'Etienne Peire se compose de la grande maison des Fossés Saint-Eloi avec ses deux grands corps de logis dont celui de derrière a été réparé et augmenté par Peire père, jardin ensuite où il y a un appent, plus une petite maison ou appartement retranché cy-avant de la grande maison ayant son entrée en façade sur les fossés. Cette petite maison comprend cave, grenier, chambres hautes et chambres basses. Se trouve également dans la succession la maison de la rue Leyteire qui joint par l'arrière le jardin de la grande maison. A ce patrimoine bordelais, vient s'ajouter un bien de campagne à Cestas, au lieu-dit de Monplaisir²⁰, d'une superficie de 312 journaux de terre (104 ha environ) autrefois en landes, défriché depuis, sur lequel Etienne Peire a fait bâtir une maison. Il convient de citer, enfin, une pièce de landes, à Léognan, de 44 journaux (14 ha), également mise en culture.

18. A.D.Gir., 3 E 791 Lagenie.

19. A.D.Gir., 3 E 14998 Séjourné.

20. Ce lieu-dit est visible sur la carte de Cassini, à Cestas, au bord de la route de Bayonne.

Etienne Peire n'avait pas rédigé de testament, ses enfants se retrouvent donc propriétaires indivis des biens laissés par leur père, chacun pour un quart. Après quelques mois de réflexion, ayant considéré que lesdits biens ne peuvent être partagés sans les dégrader et en diminuer considérablement la valeur et en raison de toutes les améliorations apportées tant aux immeubles de Bordeaux qu'aux biens de Cestas et de Léognan, les enfants Peire décident de vendre l'ensemble des biens immobiliers. Malheureusement, leurs démarches n'ayant pas eu le succès espéré et pressés par le temps, ils décident de procéder à la licitation de l'héritage paternel le 18 septembre 1776. Finalement, après surenchères, Etienne Elie devient propriétaire des maisons de Bordeaux moyennant le prix de 110 000 livres et des biens de Cestas et de Léognan pour 30 000 livres. Dès les formalités accomplies, Etienne Elie verse à ses frères et sœurs la part leur revenant soit 35 000 livres à chacun, payées comptant en espèces²¹.

Durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la famille Peire constitue l'une des plus importantes familles d'armateurs de la place de Bordeaux²². D'origine protestante, elle se trouve apparentée à de nombreuses maisons de négociants originaires du midi de la France comme les Balguerie ou les Goudal. En 1756, Etienne Elie Peire épouse une demoiselle Audibert à Marseille dont la famille est alliée aux Couturier, riches armateurs bordelais. On rencontre également le nom de Peire parmi les négociants qui s'adonnent à la traite, comme Couturier ou Laffont²³. La fortune et la réussite sociale d'Etienne Peire se manifestent par exemple, lors du mariage de sa fille, Jeanne, avec Jean Laffont le 30 juin 1782. Les sommes relevées dans le contrat de mariage sont importantes. Le futur époux, Jean Laffont reçoit de ses parents 130 000 livres dont 100 000 livres avaient déjà été avancées par les parents Laffont pour financer sa mise de fonds dans la société familiale. Le futur se constitue la somme de 50 000 livres et ses parents lui accordent la liberté de prendre 9 000 livres par an pendant tout le temps que durera la société commerciale. Les parents de la future prévoient pour leur fille la somme de 70 000 livres qui devra être versée dès qu'Etienne Peire aura vendu une maison lui appartenant sur les Fossés ou un an après la paix avec l'Angleterre. Cette dernière est actuellement louée à Laffont de Labadat, oncle paternel du marié. Outre ces dispositions qui laissent deviner une assise financière importante, le nombre et la qualité des signataires du contrat montrent bien l'importance de la famille et son intégration dans le réseau des négociants bordelais protestants. En effet, on y relève les noms de : Pelet, Audibert, Bojau, Laffont, de Labadat, Barthez, Goudal, Draverman, Tarteiron, Marc Bonnaffé, Nairac, Dommenger ou Frescarode²⁴.

Etienne Elie Peire décède à Bordeaux au cours de l'hiver de l'an II ; le 13 novembre ses héritiers, ou leurs représentants, se réunissent pour régler la succession. Il s'agit de : son fils

Joseph, absent pour le service de la République actuellement à Bayonne, sa fille Suzanne, mineure, représentée par son curateur Zacharie Goudal, son petit-fils Jean Georges Laffont, enfant mineur de feu Jeanne Peire représenté par son père, Jean Laffont, négociant.

Ils vendent à Raymond Jean Antoine Duvergier une grande maison sur les fossés de la commune n° 11, actuellement vacante, occupée par la citoyenne vve Peire consistant en deux corps de logis séparés par une grande cour composée de plusieurs chambres basses et hautes, caves et grenier, y ayant dans la boisure du salon du corps de logis de derrière une grande glace comprise dans le prix de vente et un jardin après le deuxième corps de logis.

A cet immeuble s'ajoute une autre maison située sur ledit fossé n° 10 occupée par la citoyenne Peire, contiguë à la précédente, au levant d'icelle et en dépendant, séparée et sans communication. Enfin, sont compris dans la vente, les bâtiments dépendant de la grande maison, contigus au jardin, mais ayant leur façade rue Leyteire. Les immeubles sont vendus en l'état qu'ils sont à présent et tout ce qui y est attaché et scellé à fer chaux et plâtre notamment les arbres et plantation qui sont dans le jardin. Les biens vendus confrontent au nord par le devant aux fossés de la commune, du midi par le derrière où est le jardin du citoyen Darche, du côté du levant partie à la maison et jardin du citoyen Sylvestre et à d'autres bâtiments compris dans la vente qui ont leur façade rue Leyteire. Enfin, au couchant, on notera les immeubles mitoyens : pour partie la maison et le jardin du citoyen Minvielle, et l'église Saint-Jacques.

Les parties conviennent que sur le prix, 297 000 livres, sera versé en priorité :

- 42 000 livres à Marguerite Audibert veuve d'Etienne Peire, somme due par la succession de son mari en vertu de son contrat de mariage passé à Marseille le 30 juin 1756 (Aubin notaire).
- 54 000 livres à Jean Laffont dues au titre de son contrat de mariage avec Jeanne Peire.
- 96 000 livres (70 000 livres de capital et 26 000 livres d'intérêt) à Jeanne et Anne Peire, filles majeures, sœurs du défunt et tantes des vendeurs, demeurant sur les fossés de ville n° 9. Cette somme correspond à leur part de l'héritage paternel versé par leur frère lors de la vente de l'immeuble le 18 septembre 1776, mais aussitôt repris et remis de la main à la main après la vente.

21. A.D.Gir., 3 E 21705 Rauzan.

22. Butel Paul Les négociant bordelais l'Europe et les îles au XVIII^e siècle, Aubier, 1974.

23. Saugera Eric, Bordeaux port négrier XVII^e XIX^e siècle, J et D Editions, 1995.

24. A.D.Gir., 3 E 21714 Rauzan.

Le montant de ces trois créances, 192 000 livres, est réglé immédiatement grâce à la vente par la famille Dubergier d'un domaine à Meilhan-sur-Garonne, d'une valeur de 400 000 livres, au négociant Paul Nairac dont 250 000 livres reviennent à Raymond Jean Antoine Dubergier.

Le solde, 105 000 livres, sera versé dans les trois mois suivants, par le paiement de 81 756 livres aux vendeurs et par le règlement d'une dette de 23 274 livres à un créancier de la succession²⁵.

Les propriétaires du XIXe siècle

Quelques années plus tard, Jean Antoine Duvergier qui n'avait toujours pas clôturé la succession de ses propres parents, se trouvait toujours redevable de capitaux importants, envers ses sœurs, Marie Henriette Dubergier, Marie Adélaïde Dubergier épouse de Jacques Seguin et les enfants d'Anne-Marie Dubergier, épouse Laborde. Faute de parvenir à un accord, Jean Antoine Duvergier fut condamné par le Tribunal de première instance de Bordeaux le 7 germinal an XIII (28 mars 1805) à verser en capital à sa sœur Marie Henriette la somme de 55 500 livres, 18 500 livres à Jacques Seguin et 16 500 livres aux enfants Laborde²⁶. Mais, sept ans plus tard, les héritiers Dubergier-Favard qui n'avaient toujours rien reçu, adressèrent le 17 novembre 1812, un commandement de payer à leur frère et oncle, Jean Antoine Dubergier-Favard, *ancien conseiller au parlement, ancien négociant, sans profession à Paris rue Neuve du Luxembourg*. Sans réaction de celui-ci, l'immeuble fut adjugé pour 50 000 francs à Jean Raymond Antoine Seguin et à Marie Dubergier Favard²⁷.

Le 17 avril 1817, les nouveaux propriétaires, Jean Raymond Antoine de Seguin et les héritiers de Marie Dubergier de Favard, décédée entre temps, décident de céder les immeubles aux frères Jean et Jean Armand Lafitte, négociants à Bordeaux, résidant déjà dans l'immeuble, objet de la vente.

La maison vendue qui était désignée sous l'Ancien régime comme une grande maison sans plus de précision, est maintenant présentée comme *deux maisons contiguës fossés Saint-Eloi et jardin*, portant les numéros 12 et 13. Les immeubles, greniers et écuries qui donnent rue Leyteire, font également partie de la vente. Le n° 12 comprend le corps de bâtiment sur les fossés et une partie des constructions donnant sur la cour intérieure. Au n° 13, sont affectées les autres constructions donnant sur cette cour, le deuxième corps de bâtiment et les jardins. Le montant de la transaction s'élève à 50 000 francs. Il est précisé, en outre, que sont compris dans la présente vente *les glaces, placards, armoires et en général tous les objets attachés*²⁸.

Jean Lafitte meurt à Bordeaux sans héritier le 13 juillet 1853 et son frère Jean Armand le 25 juillet 1859. Trois des quatre enfants de Jean Armand deviennent propriétaires des maisons situées sur les Fossés Saint-Eloi, devenus entre-temps le cours Napoléon. Le 29 septembre 1864, ils vendent à Firmin Ferdinand Clouzet, négociant, demeurant cours Napoléon n° 95 :

- d'une part *deux maisons contiguës cours Napoléon n° 88 et n° 90 autrefois Fossés Saint-Eloi n° 24 et 26 et anciennement 12 et 13*. La structure de l'immeuble, avec cours, jardins et annexes, reste inchangée par rapport aux biens vendus en 1817. En revanche, il est précisé qu'une parcelle de jardin, à l'emplacement de la rue Saint-François, a été expropriée pour cause d'utilité publique et ne fait donc pas partie de la vente.

- d'autre part, ce qui restera, *distriction faite de la portion expropriée, de deux bâtiments contigus rue Leyteire n° 25 et 27*. Il s'agit des maisons et écuries de la rue Leyteire qui joignaient autrefois, par l'arrière, le jardin de la grande maison des Fossés. Le prix de la vente est de 200 000 francs dont 40 000 francs pour les bâtiments de la rue Leyteire²⁹.

Enfin, le 30 octobre 1897, Ferdinand Clouzet habitant dans ledit immeuble, vend à Madame Louise Souberan veuve de Pierre Achille Eymard, sans profession, résidant à Bordeaux rue de la Trésorerie n° 57 :

- un corps d'immeuble cours Victor-Hugo, autrefois cours Napoléon puis cours des Fossés,
- un bâtiment comprenant écurie, remise et logement au-dessus, rue Saint-François n° 49 et 51 et à l'angle de la rue Leyteire,
- un bâtiment à destination d'écurie et remise avec habitation au-dessus, rue Saint-François n° 53,
- une maison rue Saint-François n° 57 *servant à l'exploitation commune des caves du bâtiment s'étendant jusqu'au cours Victor-Hugo*,
- l'ensemble des cours intérieures.

La réalisation de tous ces immeubles s'élève à 275 000 francs³⁰.

25. A.D.Gir., 3 E 21742 Rauzan.

26. A.D.Gir., 3U 1418.

27. A.D.Gir., 3 U 2254.

28. A.D.Gir., 3 E 41388 Rauzan.

29. A.D.Gir., 3 E 26227 Duboscq.

30. A.D.Gir., 4 Q Hypothèque Bx vol. 4926.



Fig. 1. - Plan d'une partie des possessions de Pierre Doumerc (vers 1745) : la partie sud du jardin de la grande maison des Fossés (E) et la maison rue Leyteire (A B C D). A.D.Gir., C 1220. © Archives départementales de la Gironde.



Fig. 2. - Ancienne église du prieuré Saint-Jacques, dont les dépendances bordaient les jardins de la grande maison des Fossés.



Fig. 3. - Façade principale, cours Victor-Hugo.

Description de l'immeuble

L'ensemble des immeubles et des terrains bordant les fossés Saint Eloi relevaient du prieuré Saint-James alors propriété des Jésuites. En 1613, André Denis reconnaissait tenir en fief *une maison consistant en deux corps de logis l'un ancien par le devant, l'autre neuf par le derrière avec la basse-cour qui est au milieu, degré et gallerie aussi batis à neuf autour plus un autre jardin dépendant de la maison précédente lequel est un peu en forme d'équerre imparfaite*³¹.

Cette configuration rappelle celle d'autres hôtels aristocratiques de la même époque comme l'hôtel Lavie rue Sainte-Catherine, dont la cour intérieure subsiste toujours, ou encore l'hôtel de Laubardemont édifié à Bordeaux en 1608 par l'architecte Henri Roche, avec deux corps de logis situés de part et d'autre d'une cour rectangulaire et reliés par des galeries³².

Au cours des différentes ventes, nous avons pu constater que la structure générale de l'immeuble étudié n'avait pas changé entre le XVII^e siècle et le XIX^e siècle, à savoir deux corps de logis séparés par une cour et un grand jardin derrière. En revanche, l'aspect extérieur de l'édifice a été profondément modifié, au moins à deux reprises au cours du XVIII^e siècle (fig. 3).

La première campagne dût être engagée par Etienne Peire, propriétaire de 1747 à 1776. En effet, lorsque ses enfants procèdent au partage de ses biens, ils rappellent que leur père a effectué des *améliorations et augmentations au corps de logis*

31. A.D.Gir., H3204.

32. Le Mao C. *op. cit.* et Kuntz, B., « L'hôtel de Laubardemont », *Revue historique de Bordeaux*, T.XXI, 1972, p. 41-69.



Fig. 4. - Cour intérieure, état actuel, façade sud.

de derrière la grande maison. Les autres immeubles et le jardin ont également bénéficié de nombreuses améliorations. Les travaux ont dû consister en la reconstruction totale de la cour intérieure et du corps de bâtiment qui donnait sur les jardins. Le style de ces bâtisses correspond à celui qui était en vigueur dans les années 1740-1760 et qui fut utilisé, par exemple, pour les immeubles du lotissement des Cordeliers place et rue Saint-François. Les façades sur la cour sont percées de grandes fenêtres en arc segmentaires marquées d'un simple claveau et encadrées de moulures plates. Les garde-corps en fer forgé qui devaient les décorer ont disparu (fig. 4, 5 et 6). De la façade sur jardin, on ne voit aujourd'hui, depuis la rue Saint-François, que les lucarnes des combles uniquement décorées de moulures qui se détachent sur le brisis du toit d'ardoises (fig. 7).

L'édification de la façade sur les Fossés peut, sans grande hésitation, être attribuée à Etienne Elie Peire, deuxième fils d'Etienne Peire, propriétaire de 1776 à 1794. En effet, son monogramme en forme de raison sociale se trouve au centre des balconnets du premier étage (E.P.F. pour Etienne Peire Fils ?). En outre, le style général de cette construction est celui pratiqué à Bordeaux à la fin de l'Ancien régime.



Fig. 5. - Cour intérieure, état actuel, façade ouest.



Fig. 6. - Cour intérieure, état actuel, façade nord.



Fig. 7. - Façade sud, donnant autrefois sur les jardins ; vue prise depuis la rue Saint-François



Fig. 8. - Façade
cours Victor-Hugo,
détail.

Cette façade, bâtie en pierres de taille, se développe sur six travées et quatre niveaux. Un bandeau mouluré assure la séparation entre le rez-de-chaussée et le premier étage et une forte corniche à denticules sépare les troisième et quatrième niveaux. Dans le parement à refends du rez-de-chaussée, s'ouvrent quatre grandes ouvertures en anse de panier dont deux ont conservé leur imposte en fer forgé. Les fenêtres du premier étage s'inscrivent dans un chambranle mouluré dont les linteaux sont coiffés par une corniche à denticules portée par deux consoles. Un chambranle mouluré, mais sans corniche au-dessus du linteau, encadre également les fenêtres du deuxième étage. Enfin, au dernier niveau, les lucarnes, en plein cintre, apparaissent uniquement décorées de moulures. Des balconnets en fer forgé décorent les fenêtres des premier et deuxième étages (fig. 8).

Grâce à la vente aux enchères provoquée par les créanciers de Raymond Jean Antoine Dubergier de Favard, nous possédons une description complète de l'intérieur de cet immeuble et des jardins tels qu'ils étaient en 1813. A cette date, la grande maison d'Etienne Peire se trouve partagée en deux lots portant les numéros 12 et le 13 (fig. 9 et 10).

Le n° 12 est composé du corps de bâtiment donnant sur les Fossés. Le rez-de-chaussée comprend quatre grandes ouvertures dont trois affectées au n° 12, la quatrième, à droite du bâtiment, sert d'accès au n° 13. On entre au n° 12, au centre, par une porte à double battant *peinte couleur vert olive garnie d'un martinet à poignée de cuivre jaune*. Cette porte est surmontée d'un châssis vitré garni d'une grille et le seuil est percé d'un soupirail de cave (fig. 11). A droite de la porte d'entrée on note une ouverture à deux battants qui sert à pénétrer dans un magasin. Dans la troisième ouverture, à gauche, une fenêtre éclaire une chambre avec cheminée. Les croisées des étages sont garnies de *leurs châssis vitrés et contrevents brisés en dehors ayant chacun deux ouvertures à œil de bœuf, le tout peint en gris*. Les pièces situées à l'arrière donnent sur la cour intérieure qui dépend du numéro 13.

Une fois passée la porte d'entrée, il faut franchir une porte en bois à clairevoie placée au milieu du corridor conduisant à la cuisine, pièce garnie d'une cheminée et dont *une grande croisée cintrée barrée de fer donne sur la cour*. Un puits, bâti en pierre et garni d'une poulie en cuivre, se trouve à proximité. Une porte ouvre sur un escalier en pierre donnant accès aux caves de tout l'immeuble. A proximité, se trouve l'ouverture *allant au magasin carrelé et plafonné* qui prend jour sur les Fossés.



Fig. 9. - Emplacement
de l'immeuble d'après
le plan cadastral de 1822,
© A.M.Bx, B. Rokotomanga.

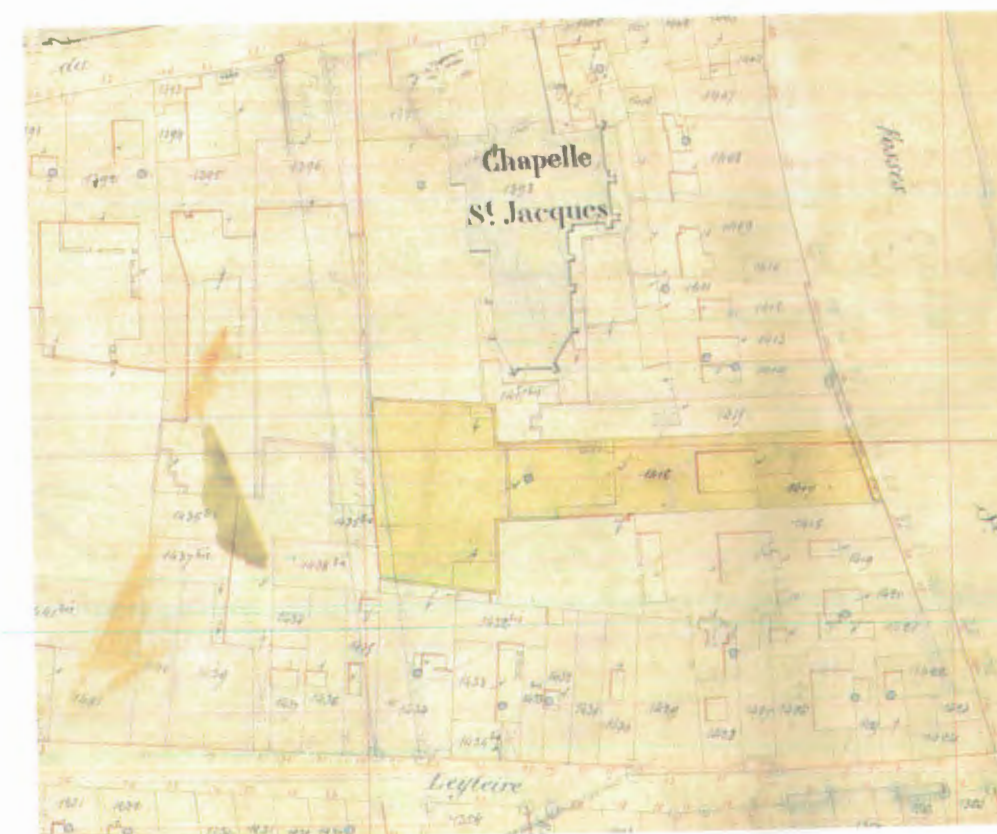


Fig. 10. - Emplacement
de l'immeuble d'après
le plan cadastral de 1855,
© A.M.Bx, B. Rokotomanga.



Fig. 11. - Porte d'entrée
n° 88 cours Victor-
Hugo, lot n° 12 e 1813.

Un escalier en pierre, garni de sa rampe de fer, situé après la porte à claire-voie, mène aux étages dont les pièces principales donnent sur les Fossés (fig. 12). Au premier étage, se présente en premier lieu, en façade une chambre avec une cheminée éclairée par deux fenêtres suivie d'un petit cabinet à une fenêtre. Viennent ensuite la *salle de compagnie* parquetée prenant jour par deux croisées et un petit cabinet attenant avec une fenêtre. Puis, on note deux chambres avec cheminée sur la cour, l'une est boisée à hauteur d'appui avec une fenêtre, l'autre est éclairée par deux fenêtres.

Entre le premier et le deuxième étages, une porte conduit, par un escalier en pierre et en bois, à un siège de latrine qui prend jour sur la cour. La rampe en fer se poursuit par une rampe en bois et se termine au deuxième étage.

Le deuxième étage se compose d'un petit vestibule, de trois chambres dont une avec alcôve, d'une *petite chambre de toilette* et sur la cour, d'une chambre et d'une cuisine.

Le troisième étage comprend le même nombre de pièces qualifiées de chambres ou dépêches.

Enfin, le haut du grand escalier présente un corps de bâtisse de forme carrée et formant une lanterne qui éclaire l'ensemble. Cette lanterne est élevée du dessus de la toiture et prend jour au nord et au midi. Le dessus formé en tiers point

est garni d'un châssis en fer vitré. L'intérieur est enduit en plâtre avec une corniche sculptée en forme de dent de cheval³³. En plus, six grandes croisées garnies de leurs châssis vitrés, ayant chacune une petite ouverture servant à donner de l'air éclairaient l'escalier.

Le deuxième lot mis en vente est le n° 13. On y pénètre par un portail à deux battants sur l'un est établi une main en cuivre jaune servant de martinet peint en vert olive.

Une fois franchie la porte d'entrée, on s'engage dans un corridor, fermé en son centre par une porte en fer. Ce corridor est éclairé du côté du levant par deux grandes ouvertures ou arceaux qui donnent dans la cour centrale. A son extrémité se trouve une grande porte à deux battants qui est l'entrée principale à ce corps de bâtisse. Elle donne accès à un grand vestibule d'où part un grand escalier en pierre. Ce vestibule distribue trois pièces : une chambre avec poêle et cheminée, éclairée par une grande croisée sur la cour, une *salle de compagnie* avec une cheminée et une autre pièce servant de salon à manger carrelée avec cheminée. Ces deux dernières salles reçoivent, chacune, la lumière par deux fenêtres donnant au midi sur une basse-cour.

33. Denticules.



Fig. 12. - Cage
d'escalier n° 88,
détail de la rampe.

Un escalier de pierre descend vers la cuisine, salle voûtée, qui se trouve sous les deux pièces précédentes mais de plain-pied avec la basse-cour qui précède le jardin. De la cuisine, il est possible d'accéder aux caves de l'immeuble. La cour, au centre de l'ensemble, est pavée de pierres plates avec une citerne au centre, protégée par une grille.

Le grand escalier, avec sa rampe en fer, conduit aux étages. Il est éclairé par des fenêtres donnant sur la cour, au sud. Au premier étage, deux chambres sont orientées au sud : une *chambre boisée et parquetée* éclairée par trois fenêtres, l'autre chambre par une fenêtre seulement. Une autre pièce prend jour par deux fenêtres donnant sur une cour à l'est. Le deuxième étage comprend, cinq chambres, un salon, une souillarde et une cuisine.

Dans l'angle formé par la maison et le mur mitoyen à l'est, se trouve un pavillon de forme carré à deux étages dont les ouvertures sont orientées à l'est et au sud. Le toit, recouvert d'ardoise, est surmonté de deux pointes au-dessus desquelles se trouvent deux boules rondes recouvertes en plomb. Une petite bâtisse, venant à la suite au midi, sert de dépêche.

La façade principale de ce corps de bâtiment donne au sud sur le jardin qui est précédé d'une basse-cour. Cette façade présente cinq niveaux en raison d'un dénivelé, par rapport à la rue des Fossés. De ce fait, la cuisine et ses dépendances, en sous-sol, donnent de plain-pied sur la basse-cour. Elles sont éclairées par une porte vitrée et deux petites croisées

Un entablement court sur toute la largeur de la façade entre le deuxième et le troisième niveau et une corniche à chapiteau de pierre couvert en plomb surmonte le quatrième niveau. Enfin, le dernier niveau est bâti en mansarde dont les lucarnes en arbalète se détachent sur le brisis du toit en ardoise.

Depuis la maison, on accède à la basse-cour et au jardin par un escalier en pierre avec une rampe en fer. Les murs qui encadrent la basse-cour, à l'est et à l'ouest, ont cinq mètres de hauteur et sont garnis de crochets destinés à soutenir des treillages. Une grille en fer, portée par un mur banquette de 50 cm de hauteur, sépare la basse-cour du jardin et ouvre par une porte à deux battants. A proximité, un puits, construit en pierre, est surmonté de montants en fer avec une poulie en cuivre jaune. Un « timbre » en pierre dure se trouve à côté.

Au-delà de la grille, une charmille est implantée à l'ouest et des allées de tilleuls se développent à l'est. Une pièce de gazon, plantée de rosiers, occupe le centre. Un cabinet de bois à grillage peint en vert, surmonté d'une girouette en fer blanc, fait face à la maison. L'ouverture, *de forme ronde*, est encadrée de pilastres surmontés de vases, le tout en bois peint en vert. A proximité, se trouve une statue en marbre blanc montée *sur pied* destal. Enfin, dans la partie sud-est, est érigée une petite bâtisse en pierre couverte d'ardoises, servant de volière.

Cette description de 1813 représente le dernier état connu de l'intérieur et des abords de cet immeuble. Nous avons vu plus haut que le percement de la rue Saint-François avait entamé la superficie du jardin en 1864 qui finit par disparaître, remplacé par des bâtiments utilitaires au début du XXe siècle.

L'histoire de cet immeuble, hôtel aristocratique dans un quartier de même, puis devenu grande demeure de négociants au plus près du port, illustre deux aspects de l'histoire de la ville, capitale provinciale, siège d'un parlement, et importante place commerciale et financière.

Rien ne subsiste, apparemment, des constructions du XVIIe siècle. Le XVIIIe siècle a tout détruit pour reconstruire, notamment, la longue façade un peu austère que nous pouvons voir aujourd'hui, mais c'est de cette façon que la ville s'est développée. Bordeaux, ville du XVIIIe, s'est faite au prix de l'effacement des siècles antérieurs.

Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 105-118



Vie et destin des fontaines Tourny ¹ Nicole Palard

Le 3 juillet 2007 a été inaugurée, à Québec, sur la colline parlementaire, devant la façade du bâtiment du Parlement élevée par l'architecte Eugène-Étienne Taché, la fontaine désignée désormais, dans la Capitale, sous le vocable de *La Fontaine de Tourny*. Si les habitants de Québec et de la Province ont pu suivre en direct, et dans les media qui s'en sont fait très largement l'écho, les festivités de cette inauguration et les différentes phases du destin chaotique du monument, nombreux sont les Bordelais qui ont perdu la trace de leur fontaine, d'une de leurs fontaines devrait-on très vite rajouter.

En traversant l'Atlantique, *La Fontaine de Tourny* a, en effet, entre autres modifications, perdu la « gémellité » qui la liait à son double sur les allées de Tourny bordelaises. Les deux fontaines apparaissent bien visibles sur les très nombreux documents et cartes postales anciennes dont ceux détenus dans le riche fonds photographique de la Société Archéologique de Bordeaux.

Le rappel des étapes du cheminement qui conduisit *La Fontaine de Tourny* d'un destin hexagonal à un destin nord-américain attache à ce monument une forte dimension symbolique, historique, sociale, esthétique...

L'importation d'un produit « Art et Industrie » et son intégration à Bordeaux

L'Exposition universelle de 1855

Les fontaines bordelaises qui vont orner les célèbres allées de la ville pendant un peu plus d'un siècle n'ont rien de bordelais à l'origine. La première heure de gloire de *La Fontaine de Tourny* est liée à l'exposition universelle de 1855.

Cette exposition parisienne, après celle de Londres, admirée et jalousée, va permettre d'affirmer la position du Second Empire dans le concert des nations et le triomphe de l'industrie. Dès 1852, est prise la décision de construire un édifice permanent au bas des Champs-Élysées, le futur palais de l'Industrie, qui pourra servir « *aux cérémonies publiques et aux fêtes civiles et militaires* ». Sa première destination est

1. Bien que le titre de cet article soit emprunté au roman de l'auteur Vassili Grossmann, la vie et le destin des fontaines de Tourny n'ont naturellement rien du tragique décrit par l'auteur soviétique !



Fig. 1. - Exposition universelle de 1855, vue de la Grande Nef du Palais de l'Industrie. Lithographie en couleur. © Archives Saint Gobain. Photo Sylvain Ageorges.

d'accueillir l'Exposition universelle². La touche originale, voulue semble-t-il par l'impératrice Eugénie, réside dans le fait de lier « art et industrie » comme une marque du génie français et de permettre le rajout d'un pavillon des Beaux-Arts pour la première fois dans ce cadre. L'exposition des Beaux-Arts remplace en 1855 le Salon annuel de peinture et l'on invite le public à visiter conjointement machines et tableaux et l'exposition universelle de 1855 « revêt de l'aura de l'unique des produits industriels, donnés à voir comme des œuvres d'art »³.

La fontaine, quant à elle, avait obtenu l'honneur d'une place réservée dans ce riche bazar de l'industrie humaine⁴. On peut ainsi la découvrir dans les documents qui nous sont parvenus et qui sont, à l'heure actuelle, très souvent accessibles par internet, telle que la découvraient les visiteurs (fig. 1).

Un des fleurons de la collaboration du sculpteur Mathurin Moreau (et de son associé) avec les fonderies d'art du Val d'Osne

La fontaine est conçue par le sculpteur Mathurin Moreau pour les personnages avec le concours d'un associé pour la partie animalière et décorative, la fonderie Barbezat en assurant la réalisation.

Les sculpteurs

Mathurin Moreau (1822-1912)

Il est une des grandes figures de la sculpture officielle du XIXe siècle (fig. 2). Fils du sculpteur Jean-Baptiste Moreau, frère des sculpteurs Hippolyte et Auguste Moreau, élève de Ramey et Dumont, il est second Grand Prix de Rome en 1842 avec la ronde-bosse en plâtre « Diodème enlevant le Palladium ». Il expose au Salon des Artistes français. De 1849 à 1879, Mathurin Moreau collabore avec la fonderie du Val d'Osne dont il devient un des administrateurs. Parallèlement, il poursuit ses engagements citoyens et sera maire du 19e arron-



Fig. 2. - Mathurin Moreau (1822-1912).

dissement. Nombre de ses œuvres n'ont été créées que comme modèles, afin d'être reproduites en série. Mathurin Moreau est un homme de grande culture. L'histoire, science humaine triomphante du XIXe siècle, occupe une place privilégiée dans ses sources d'inspiration. Il est aussi tourné vers les recherches modernistes de son époque. La reproduction en série de ses nombreuses œuvres va lui assurer une renommée mondiale très importante. Il est crédité d'une médaille de 2e classe (n° 45 14)⁵ dans l'index des récompenses attribuées lors de l'exposition de 1855 mais il n'a pas été possible de retrouver la trace d'une médaille d'or très souvent mise en avant.

2. Le Palais de l'Industrie, édifié d'après les plans de l'architecte Viel était construit pour durer mais il fut finalement détruit en 1897 pour être remplacé par les Grand et Petit Palais érigés pour l'exposition universelle de 1900. L'exposition de 1855 se déroule donc dans un ensemble de bâtiments assez dispersés et hétéroclites dont les annexes provisoires (La Galerie des Machines, La Galerie circulaire, Le Palais des Beaux-Arts et le pavillon édifié par Courbet) sont conçus comme provisoires.
3. Marta Caraión, « L'Exposition Universelle de 1855 : une réception biaisée », *Les Expositions Universelles en France au XIXe siècle. Techniques Publiques. Patrimoines*. CNRS Edition, 2012, p. 49.
4. Cité par Bernadette Lacroix-Spacenka, *Aqueducs et Fontaines. Bordeaux XIXe siècle*, Office de Tourisme de Bordeaux, 1987, p. 76, 77. Les termes utilisés sont ceux de la présentation du projet au conseil municipal du 30 mars 1857.
5. Le Conservatoire numérique des Arts et Métiers (CUM), bibliothèque numérique consacrée à l'histoire des sciences et des techniques, est accessible à l'adresse suivante : cnum.cnam.fr/ ; il permet de consulter en ligne le rapport sur l'exposition universelle de 1855 présenté à l'Empereur, les rapports du jury mixte international, la visite à l'exposition universelle de Paris en 1855. La médaille obtenue par Mathurin Moreau est cependant en or !

Dans les *Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon* accessibles par Gallica, 1910-1913, l'éloge funèbre de Mathurin Moreau précise : « A l'exposition universelle de 1855 où il était représenté par une figure en marbre, *L'Été*, il reçut une médaille de 2e classe, une de 1ère au Salon de 1859 avec rappel en 1861-1863 ; décoré en 1865, il eut des médailles de première classe aux Expositions universelles de 1867 et de 1878, et fut fait officier de la Légion d'honneur en 1885. A l'exposition universelle de 1889, il reçut une médaille d'or, puis, consécration suprême d'une belle carrière, la médaille d'honneur en 1897 »...

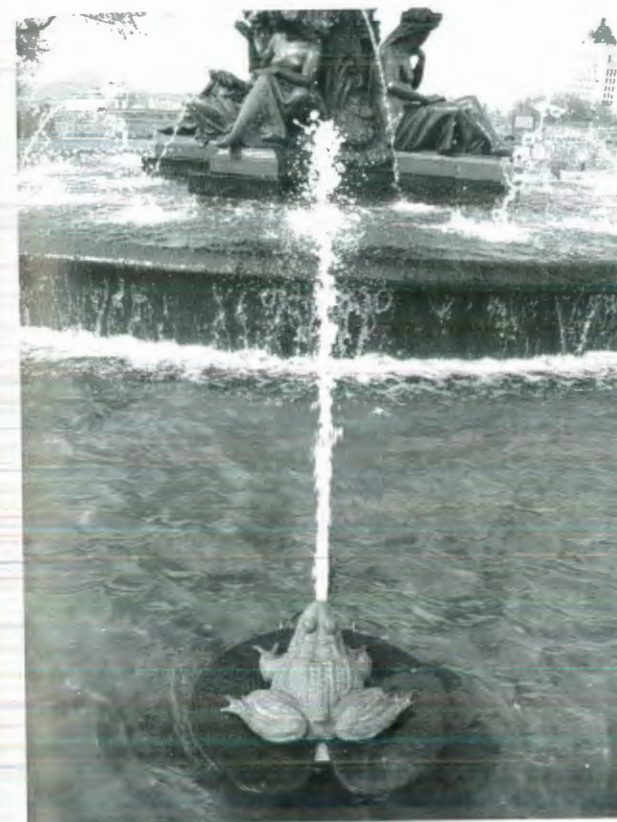


Fig. 4. - Planche 554T.

Fig. 3. - La grenouille. Photo J. Palard.

Il est assisté, dans la réalisation des éléments décoratifs et animaliers (fig. 3), par un collègue. On retrouve mentionnés deux noms qu'il est difficile de départager : Alexandre Lambert Léonard (1821-1877), le plus souvent cité, élève de Barye qui se spécialise dans l'art animalier et envoie au Salon, entre 1852 et 1873, des sujets en bronze ou en cire patinée⁶ et Michel Joseph Napoléon Liénard⁷ (1810-1870), ornementaliste, dessinateur et sculpteur.

L'entreprise Barbezat

La firme Barbezat et Cie est un fleuron de l'industrie métallurgique implantée de longue date en Champagne-Ardenne, dans le département de la Haute-Marne, ainsi que le souligne David Ripoll⁸ dans son étude historique approfondie consacrée à *La Fontaine du Jardin Anglais* à Genève, l'exacte consœur de *La Fontaine de Tourny*.

Fondées en 1836 par Jean-Pierre Victor André, ancien régisseur de forges, pour fabriquer du mobilier urbain, les fonderies du Val d'Osne « produisent des objets d'art décoratifs en fonte de fer ; l'usine fournit quantité de balcons, appuis de croisées et autres fontes de bâtiments, avant de se diversifier avec des candélabres, des fontaines et des statues, générale-

ment moulées d'après des Antiques ». Avant le milieu du siècle, le service commercial, basé à Paris, permet de montrer les réalisations de la firme qui est reprise, à la mort de J.-P. V. André, en 1851, par un collaborateur, Gustave Barbezat. La firme connaît alors sous le nom de Barbezat et Cie un développement exceptionnel. Sa renommée est consacrée par les médailles obtenues aux expositions universelles de Londres (1851, 1862) et de Paris (1855, 1867) où la firme expose ses fontaines. Le succès de la compagnie, revendue dans la deuxième moitié du XIXe siècle, ne faiblit pas. En 1900, son catalogue présente jusqu'à 40 000 objets décoratifs (fontaines, statues et bacs pour jardins publics, candélabres et lampadaires, pendules, grilles...).

6. Kjellberg Pierre, *Les bronzes du XIXe siècle : Dictionnaires des sculpteurs*, éditions de l'Amateur, Paris, 2005.
7. Sophie Derrot, *Michel Liénard, l'ornement du XIXe siècle*, thèse d'archiviste paléographe, 2008.
8. Ripoll David, *La fontaine du Jardin Anglais*. Etude historique, Conservation du patrimoine architectural de la Ville de Genève, 2007, 51p., accessible à l'adresse suivante : http://www.ville-geneve.ch/fileadmin/public/Departement_2/Publications/Jardin-Anglais-fontaine-Etude-historique-ville-geneve.pdf.



Fig. 5. - Genève.
La fontaine du Jardin Anglais.



Fig. 6. - Lisbonne.
La fontaine du Rossio.
Photo J.P. Beriac.

Découverte lors de l'exposition universelle ou dans le catalogue de la firme où la fontaine est référencée sous la « planche 554T » (fig. 4) ou dans le hall d'exposition de la firme à Paris ou par la renommée des fontaines déjà installées, la fontaine Mathurin Moreau/ Barbezat a fait grande impression parmi les équipes municipales soucieuses d'embellir leurs villes en plein développement, de s'inscrire dans ce vaste mouvement de rénovation urbaine qui touche les villes occidentales, de s'affirmer avec élégance entre tradition et modernité.

Des personnalités étrangères sont séduites. L'empereur du Brésil en achète deux modèles pour la ville de Rio en 1862 et les pays de l'Amérique du Sud vont connaître un véritable engouement pour les fontes d'art françaises. Une certaine

liberté est laissée aux clients « dans le choix des bassins et des éléments secondaires à caractère ornemental »... « Seules les quatre statues principales sont conçues spécialement pour ce modèle. Pour le reste, les éléments comme les putti, dauphins et autres grenouilles appartiennent à des séries qui pouvaient être achetées séparément ou en composition » (fig. 3).

Et David Ripoll de conclure : « Il s'agit en définitive d'œuvres modulables, où les permutations, substitutions, additions et suppressions permettent d'individualiser l'objet, d'atténuer son caractère répétitif. A ce propos, l'historien de l'art François Loyer parle d'une architecture « en kit » très caractéristique du XIXe siècle ».

Ainsi s'explique la multiplicité des fontaines qu'internet permet aujourd'hui de redécouvrir et de comparer dans différentes villes et pays et de juger, en partie, de leur état de conservation et de transformation. Sur son site internet 33-bordeaux.com, *Regards photographiques sur Bordeaux et la Gironde*, Bernard Tocheport, après avis de recherche lancé sur internet, recense 19 fontaines dans 12 pays. En France, cinq fontaines sont visibles : à Soulac, à Troyes, à Hyères, à Saint-Quentin, à Angers. En Europe on les retrouve à Genève (fig. 5), à Lisbonne (fig. 6) où deux fontaines sont symétriquement disposées, comme à Bordeaux, à Liverpool, à Valence. En Amérique du Nord, Boston et surtout, en Amérique du Sud, Tacna (Pérou), Valparaiso, Bahia et Buenos Aires ou encore, en Australie, Launceston, en Tasmanie, témoignent du renom considérable des fonderies Barbezat et du sculpteur Mathurin Moreau.

Gloire et décadence

Le choix des édiles bordelais pour fêter dignement l'arrivée des eaux de source

Les personnalités bordelaises qui se rendront à Paris pour visiter l'Exposition universelle de 1855 font partie des cinq millions de visiteurs de cette grandiose manifestation ; elles souhaitent découvrir des solutions aux importants problèmes du développement urbain en utilisant au mieux les progrès de l'industrie prônés par le Prince-Napoléon devenu empereur. Comme bien des villes de cette deuxième moitié du XIXe siècle, Bordeaux veut promouvoir une ville techniquement performante par les réseaux qu'elle met en place, esthétiquement renouvelée en mettant en valeur, par exemple, des décors de bronze et de fonte, politiquement affirmée en plaçant sur piédestal les nouveaux représentants du pouvoir.

La maîtrise de l'eau est un des grands enjeux des projets d'urbanisme à Bordeaux au XIXe siècle, siècle qui marque le début d'une nouvelle ère en matière d'alimentation en eau potable et le passage de l'eau du puits à l'eau du robinet.

Après d'âpres débats entre les partisans du filtrage des eaux de la Garonne et ceux du captage des eaux de source, la municipalité décide la création d'un deuxième aqueduc, de 12 kms de long, acheminant les eaux du domaine du Thil au Taillan vers la station de pompage de la rue Paulin. Il a fallu attendre 10 ans, soit le 2 mai 1851, pour que le conseil municipal adopte le projet définitif. Le 7 juin 1852, Louis-Napoléon, président de la République française, déclare d'utilité publique les travaux de conduite et de distribution d'eau votée par la ville de Bordeaux.

C'est pour fêter cet heureux événement et dans le cadre d'un nouvel aménagement des allées de Tourny que, le 30 mars 1857, est présenté au conseil municipal l'achat de la fontaine admirée à Paris. Elle a une fonction totalement décorative et relève donc de la « Belle Eau ».

Les fontaines présentées vont ainsi prendre la place d'un autre projet, celui qui prévoyait l'implantation des deux statues de Maggesi, Montaigne et Montesquieu, achetées par souscription. La monumentalité des personnages, jugée excessive, aurait caché la perspective sur le Grand-Théâtre et le projet est refusé par le Conseil municipal¹⁰.

Une nouvelle proposition est faite alors, celle d'élever deux fontaines d'aspect à la fois élégant et grandiose qui puisse orner ce lieu de prédilection de nos promeneurs sans rétrécir l'espace que réclame la foule (...) à chacune des extrémités de l'esplanade qui par sa forme allongée semble se prêter merveilleusement bien à ce genre de décoration. (...) La fontaine (...) se recommande d'une grande pureté de lignes et présente un ensemble à la fois riche et sévère. Comme la plupart des fontaines de Paris elle sera exécutée en fonte de fer revêtue d'un enduit imitant le bronze.

Suit une description précise et parfois fantaisiste de la fontaine qui peut être comparée point à point avec la fiche technique du dossier de presse réalisé à Québec pour l'inauguration nord-américaine, 150 ans plus tard : *A la base, on remarque quatre statues assises, symbolisant des fleuves et rivières groupées autour d'un piédestal octogonal orné de mascarons et attributs marins surmonté d'une large vasque, aussi octogonale, d'un beau profil et d'une riche ornementation.*

Les statues assises ne sont pas une allégorie des fleuves ; cette affirmation, que l'on retrouve reprise dans plusieurs documents qui décrivent les fontaines, a été démentie par la planche retrouvée dans les catalogues du Val d'Osne et publié

par David Ripoll dans son étude de *La Fontaine du Jardin Anglais* de Genève. Il s'agit en fait de figures mythologiques, deux masculines, Neptune et Acis, et deux figures féminines, Amphitrite, la femme de Neptune, et Galathée, l'une des Néréides amoureuse du berger Acis et dont les amours ont inspiré les peintres, les compositeurs... Il vrai que l'inspiration de Mathurin Moreau, lorsqu'il traite de fontaines, s'inscrit dans l'héritage stylistique des figures sculptées des fleuves de l'Antiquité, de la Fontaine des Quatre-Fleuves du Bernin (Danube, Gange, Nil, Rio de la Plata), des fontaines de Versailles... Mais, dans le cas qui nous occupe, les attitudes des personnages qui se regardent deux à deux ne peut s'expliquer que par les relations amoureuses qui les unissent.

Au-dessus de cette vasque s'élève un autre piédestal à plan circulaire autour duquel sont groupées quatre figures en pied d'enfants symbolisant la navigation et la pêche; ce groupe est surmonté d'une vasque circulaire d'un profil élégant au milieu de laquelle est placé un vase orné de mascarons marins. (...) La hauteur totale de la fontaine est de 6,70 m. Le diamètre de la grande vasque est de 3,90 m, celui de la vasque circulaire de 2 m. Les statues en piédestal ont 2,30 m (7 pieds environ) de dimension. Celles des enfants ont 1,20 m. (...) La composition et les sculptures des ornements (sic) de ces fontaines sont dues à M. Léonard dont le nom seul est un éloge. Les figures sont de M. Moreau aussi jeune sculpteur dont le talent donne déjà plus que des espérances et qui a reçu une médaille d'or à l'exposition des Beaux-Arts. Les hautes récompenses obtenues aux expositions de Londres et à celle de Paris (médaille d'honneur) nous garantissent la parfaite exécution de nos fontaines par la maison Barbezat et Cie dont tous les produits de fonderie jouissent d'une réputation méritée par une exécution irréprochable.

La municipalité d'Antoine Gauthier achète 1 500 francs-or chacune de ces fontaines¹¹.

Inaugurée le 15 août 1857 en même temps que le bassin de la place des Quinconces par un temps pluvieux et maussade, la première fontaine des allées de Tourny est installée du côté du Grand-Théâtre. La deuxième, placée à l'opposé, ne sera définitivement mise en place qu'en 1858.

9. Schoonbaert Sylvain, « La maîtrise de l'eau à Bordeaux au XIXe siècle », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde. Numéro spécial. L'eau en Bordelais de l'Antiquité à nos jours*, Troisième série, n° 9-10, 2006.

10. Védère, Xavier, « Les allées de Tourny », *Revue Historique de Bordeaux et du Département de la Gironde*, 1930-1931.

11. La municipalité d'Angers qui, elle aussi, comme Bordeaux, aménage de nouveaux circuits d'approvisionnement d'eau à partir de la Loire acquiert la même fontaine avec le même objectif décoratif, paie le même prix et présente son projet en termes identiques à ceux de la municipalité bordelaise.



Fig. 7. - Les allées de Tourny en 1900. Coll. SAB.

Plus de 100 ans de présence aux allées de Tourny

Les fontaines vont alors être le témoin de divers aménagements et embellissements des allées : éclairage public, bancs et mobilier urbain, plantation d'arbres...

L'année suivant l'inauguration, la statue de l'empereur à cheval, achetée après l'exposition universelle, viendra tenir compagnie aux deux fontaines. Elle est inaugurée le 20 avril 1858, jour anniversaire de la naissance de l'empereur¹². Elle est remplacée en 1905 par la statue de Gambetta¹³.

Les fontaines sont appréciées des Bordelais, reproduites dans de multiples cartes postales et documents (fig. 7). Dans *La Petite Gironde* du 10 janvier 1939, la vie autour des fontaines de Tourny était ainsi rapportée : « *Le public se presse devant ces fontaines les soirs de réjouissances populaires, lorsqu'elles sont illuminées* ».

Vingt ans plus tard, le journal *Sud-Ouest* publie une série de lettres plaisamment attribuées à M. Aubert de Tourny qui fait l'historique de « *ses allées* » et précise « *ses projets de réaménagements* ». Par la plume de son Président, M. Thibault de Saint-Père, l'association des riverains et usagers des allées de Tourny lui répond alors longuement le 24 octobre 1958 en tenant compte de ses avis et propose un plan de rénovation. Il n'est jamais question de faire disparaître les fontaines mais de les démonter « *afin de les restaurer car l'armature intérieure, complètement rouillée, ne soutient plus leurs coquilles de fonte* ». L'association souhaiterait les remonter en les plaçant l'une dans l'axe de la rue Gobineau, l'autre sur celui de la rue de Sèze avec l'objectif de les mettre en valeur. Ces propositions ne semblent pas avoir infléchi les plans de réaménagement des allées élaborés par la municipalité Chaban-Delmas. Dans la séance du 8 mai 1961 du conseil municipal, M. Attane, rapporteur du projet, rappelle que le réaménagement des allées de Tourny est à l'étude depuis plusieurs années : *l'aménagement*

actuel, fort éloigné de la promenade conçue par M. de Tourny, présente un aspect désuet et sans caractère, les plantations existantes sont dans un état médiocre et l'ensemble appelle une rénovation fort souhaitable.

Les objectifs poursuivis sont la mise en valeur de la perspective du Grand-Théâtre, l'amélioration de la circulation et du stationnement : le rescindement du terre-plein entraînera la disparition des deux fontaines et celle de la statue de Gambetta...

Le début des travaux est prévu en juin 1961. Tout doit être terminé à Noël. Seule la disparition de la statue de Gambetta entraîne des remarques attristées de la part d'un membre du conseil municipal (M. Ducomet) mais le maire l'assure que *la statue ne sera pas démolie mais transférée*. Pas un mot sur les fontaines.

On ne peut dire qu'elles aient été sacrifiées sur « *l'autel du tout automobile* ». La construction du parking souterrain que certains ont mis en avant pour expliquer leur disparition ne commencera que 11 ans plus tard. La mise en place à Bordeaux d'un très grand secteur sauvegardé, le souci de la mise en valeur du fleuron du XVIII^e siècle qu'est le Grand-Théâtre indiquent un incontestable respect du passé, ou, tout au moins, d'un passé défini, celui de l'époque classique. Les goûts ne sont pas tournés vers la défense du XIX^e siècle et la rénovation nécessaire de fontaines Napoléon III qui ne semblent pas avoir été entretenues et ont cependant traversé les périodes troublées de la guerre.

La fin de la « gémellité »

Les deux fontaines sont alors démontées et entreposées dans les ateliers municipaux. Elles sont vendues séparément. A quel prix ? Au prix du kilo de fonte ? Pour 1 franc symbolique ? Une certaine opacité entoure cette transaction que Délie Muller, alors conservateur du Musée, interrogée à ce sujet, ne lève pas en renvoyant à « *la consultation ultérieure des archives* » qui, à ce jour, n'ont pas révélé leur secret.

L'une des fontaines rejoint la petite station balnéaire girondine de Soulac vendue (cédée ?) par le maire de Bordeaux à son ami Jean-François Pintat, installée au rond-point des allées Georges Clémenceau, dans un parc ainsi que son double genevois dans le Jardin Anglais. Elle est facilement accessible aux regards des Bordelais (fig. 8 et 9).

12. Elle porte l'inscription célèbre prononcée à Bordeaux par Napoléon le 9 octobre 1852 *L'empire, c'est la Paix* et sur l'autre face *La ville de Bordeaux reconnaissante et dévouée*. Elle sera déboulonnée le 4 septembre 1870 et les morceaux jetés à la Garonne.

13. Le monument de Gambetta, œuvre de Dalou et Formige, fut inauguré le 25 avril 1905 en présence du président de la République Emile Loubet.

Soulac,
allées Georges Clémenceau.Fig. 8. - Amphi-rite.
Photo Antoine
Guilhem-Ducléon.Fig. 9. - Vasque
supérieure.
Photo Antoine
Guilhem-Ducléon.Fig. 10. - Neptune.
Photo J.P. Beriac.

Château La Rivière.

Fig. 11. - Arcis.
Photo J.P. Beriac.

La fontaine n'est pas oubliée de tous puisque les auteurs du tout récent ouvrage consacré à *La Gironde insolite* lui accordent une page de présentation¹⁴. Elle est assez dégradée, comme il est facile de le constater et comme le soulignent la presse récente et les photos accessibles sur internet : « La fontaine est aujourd'hui en piteux état et le pire est à craindre si aucune restauration n'est entreprise. Rouille, perforation et traces de corrosion sont omniprésentes du socle au sommet. Des cabochons et divers ornements sont tombés depuis longtemps et même le minimum d'entretien est ignoré »... Et l'auteur de cette observation ajoute « que cet héritage issu d'une vision qualitative de l'environnement urbain présente pourtant le plus vif intérêt artistique ». Il déplore donc qu'il soit « absent des sites de promotion de la ville et de l'office de tourisme ». Le journal *Sud-Ouest* dans son édition du 31 août 2013 consacre une pleine page aux « fontaines voyageuses » ; il nous apprend, selon le premier adjoint de Soulac, Roland Blaise, que « la fontaine va être totalement restaurée au cours de l'année prochaine. Le chantier figure à notre programme de travaux 2014 et a été budgétisé. Les statues vont être décapées avec du quartz, traitées, repeintes et toutes les parties manquantes vont être reconstituées ». Le journaliste qui signe la page, Jean-Paul Vigneaud, annonce une somme de 20 000 euros environ pour l'opération.

La seconde fontaine est cédée à un riche viticulteur des hauts de Fronsac ; elle réapparaît, scindée en plusieurs éléments, dans le parc du Château La Rivière, un des fleurons du Fronsadais. C'est là que Bernadette Lacroix-Spacenska et Jean-Pierre Bériac la photographient (fig. 9 et 10). La fontaine est alors totalement transformée mais peut-on encore parler de fontaine ? « Jugeant les dimensions trop importantes..., le propriétaire a utilisé séparément les divers éléments qui la constituent. Ainsi les « putti » ornent la cour principale de la demeure, la grande vasque remplie de fleurs en agrément l'entrée, tandis que les statues assises se transforment en amadryades et en génie des bois le long du chemin d'accès à la propriété ». Et l'auteur d'ajouter : « Isolées ou rendues solidaires, les différentes parties de la fontaine peuvent donc changer de discours, mais elles gardent leur pouvoir d'évocation poétique. »

Ce qui est alors mis en valeur, dans cette nouvelle phase de la vie d'une des fontaines Tourny, c'est la qualité de la sculpture des personnages que Bernadette Lacroix-Spacenska identifie à des fleuves et dont nous savons qu'il s'agit, en fait, des figures précises de la mythologie engagées dans un dialogue amoureux. Ce parti pris semble être celui adopté dans la rénovation de l'une des fontaines de Salvador de Bahia : les sculptures des quatre personnages sont, là aussi, mises en valeur sur des socles individualisés. Le dialogue voulu par l'auteur entre les figures masculines et féminines est alors rompu.

La retraite venue en 1993, le propriétaire vend sa propriété à Jean Leprince, un riche homme d'affaires qui décède et la fontaine est acquise en 1992 par un antiquaire parisien, Marc Maison¹⁵. La fontaine est stockée dans un entrepôt de banlieue. C'est en 2000, lors de l'achat d'un nouvel espace à Saint-Ouen que la fontaine est enfin partiellement remontée. La fontaine a failli être vendue plusieurs fois, à Las Vegas, en Californie et à New-York.

En 2006, la fontaine est finalement achetée par Peter Simons qui était à Paris avec l'objectif de trouver des poutres en bois pour décorer son magasin de Québec. Marc Maison considère cette opération conclue avec « un acheteur qui venait du froid et parlait français ! » comme l'une des plus belles opérations de sa carrière qui permet de remettre dans un circuit public une œuvre exceptionnelle.

La Renaissance dans le cadre du 400e anniversaire de la fondation de Québec

Le hasard d'une rencontre

« C'est le hasard qui m'a amené jusqu'à la fontaine de Tourny chez un antiquaire du grand marché aux puces de Saint-Ouen, à Paris. Même en pièces détachées, la fontaine s'imposait par sa beauté et son caractère qui s'associent à merveille avec le style architectural donné par l'architecte Eugène-Étienne Taché à l'hôtel du Parlement ». C'est en ces termes que Peter Simons décrit sa rencontre avec la fontaine, son « coup de foudre » et la façon dont « il est tombé en amour ». Sa modestie l'empêche de souligner le très grand sens esthétique qui, à côté de l'amour qu'il porte à la Ville de Québec et d'une démarche de mécénat bien pensée, soutient son approche. Il fallait un coup d'œil visionnaire pour imaginer une transposition de ces éléments sculptés, assez disparates et abîmés, à Québec.

Peter Simons est le descendant d'une vieille famille d'origine écossaise dont le premier immigrant s'est établi au Québec en 1812¹⁶. En offrant cette fontaine découverte à Paris,



Fig. 12. - Québec.
Les statues sur leur char.
Photo Antoine Armager.

14. Philippe Maffre, Marie-Hélène Maffre, Antoine Guilhem-Ducléon, *Gironde-100 lieux pour les curieux. Guide insolite*, 2013, 155 p.

15. Depuis 30 ans, Marc Maison est spécialisé dans les antiquités de jardin et les éléments architecturaux français et propose un vaste choix de plaques de cheminées et de trumeaux. Cf. www.marcmaison.fr.

16. Fondée en 1840 par John Simons, la maison Simons a pignon sur rue dans le Vieux Québec depuis 1870. Homme d'affaire de la Ville de Québec, Peter Simons est le président-directeur général de la Maison Simons dont il représente la 5e génération. En collaboration avec son frère il donne à cette entreprise de plus de 2000 employés un rayonnement provincial et canadien.

Peter Simons précise qu'« il a à cœur d'offrir un cadeau significatif à la ville et aux gens de Québec dans le cadre du 400e anniversaire de la fondation de la ville ». Il s'agit d'un cadeau de prix : 4 millions de dollars selon la fiche de présentation des services de presse élaborée par la Commission de la capitale nationale.

Au cours de l'année 2008, les festivités qui ont marqué le 400e anniversaire de la fondation de Québec, le 3 juillet 1608 par Dugua de Mons et Samuel de Champlain ont été nombreuses et variées : l'inauguration de la fontaine dite désormais *La Fontaine de Tourny* s'inscrit dans un calendrier chargé dont elle représente le premier temps fort.

Le nouveau Temps de l'Histoire¹⁷ : un emplacement privilégié

La fontaine occupe un emplacement privilégié ; elle est installée en effet au cœur de la colline parlementaire, au centre du carrefour giratoire de l'avenue Honoré-Mercier, en face de l'hôtel du Parlement. Elle s'intègre alors dans un environnement architectural en accord avec les principes esthétiques de l'époque et du pays où elle a été conçue (fig. 13).

Elle inscrit désormais la rotondité de ses vasques au pied de la verticalité et de l'horizontalité du bâtiment conçu par l'architecte-arpenteur Eugène-Etienne Taché (1836-1912), figure marquante de l'urbanisme et de l'architecture de la ville de Québec¹⁸.

Issu de la bourgeoisie canadienne-française, Eugène-Etienne Taché¹⁹ est le fils d'un homme politique de premier plan, médecin de Montmagny. Il est admis à la profession d'arpenteur-géomètre en 1861. En marge de son travail d'arpenteur et de cartographe, il est passionné de culture, d'art (il suit les leçons du peintre Théophile Hamel) et d'histoire, qui nourrit les réflexions de ce francophile, catholique fervent. En 1867, il entreprend le pèlerinage européen, alors indissociable de la culture nord-américaine. Il forge sa culture architecturale dans les livres qu'il acquiert et les revues, surtout françaises, auxquelles il s'abonne. « Il est tout à fait à l'écart de la modernité étasunienne qui se fait jour et de l'éclectisme qui caractérise l'œuvre de ses contemporains américains ». En 1875, son projet d'Hôtel du Parlement est accepté ; il est directement inspiré des architectes du Second Empire français et se réfère au Vieux Louvre. Il se développe selon un plan carré sur cinq niveaux avec une superficie de 27 234 m². Il est construit en pierre calcaire et granit et couvert de cuivre étamé. Il abrite principalement la salle de l'Assemblée, la salle du Conseil législatif, les salles de commissions parlementaires, les bureaux des parlementaires...



Fig. 13. - Québec. Devant l'assemblée nationale.
Photo J. Palard.



Fig. 14. - Québec. Les statues.
Photo J. Palard.

17. Robert Coustet et Marc Saboya, *Bordeaux. Le temps de l'histoire. Architecture et urbanisme au XIXe siècle (1800-1914)*, Mollat, 1999, 272p.
18. On lui doit en particulier les arcs de triomphe temporaires prévus pour marquer le bicentenaire de l'érection du diocèse de Québec, le palais de justice, le manège militaire. Il est également le promoteur du monument de Samuel de Champlain, érigé en 1898. Son souci « d'historier » la ville de Québec l'amène à créer des armoiries et la célèbre devise : « Je me souviens » qui doit être éclairée par la proposition qui la qualifie « que né sous le lys/Je crois sous la rose. I remember/That born under the lily/I grow under the rose ».
19. Pour une présentation approfondie des carrières de Jean-Etienne Taché et de Louis-Philippe Hébert, on pourra se reporter au « Dictionnaire biographique du Canada » en ligne – Université de Toronto/Université Laval consultable à l'adresse : www.biographi.ca/index-e.html. La notice biographique de Eugène-Etienne Taché est due à Lucie K. Morisset et Luc Noppen, celle de Louis-Philippe Hébert à Yves Lacasse. C'est à elles que nous empruntons les principaux éléments de cette présentation.



Fig. 15. - Québec.
Restauration
des putti.
Photo Antoine
Armager

« Le langage du premier édifice de la capitale, construit de 1877 à 1886, est clair : ancré au même passé que celui du style national de la France, il pose, avec un vocabulaire moderne, la première pierre de l'identité stylistique de la province et légitime les origines françaises de la « nation » naissante ». Le propos de Taché s'appuie sur un important programme iconographique dans lequel la sculpture tient une place privilégiée. Louis-Philippe Hébert (1850-1917) sera l'un des artistes, parmi d'autres, partenaires de la création de ce Panthéon québécois, de cette *Mémoire de bronze*. Il « offre de composer, modeler et faire fondre en bronze les statues dont l'exécution est projetée pour l'ornementation du nouveau Palais législatif de cette province ». Le sculpteur se voit confier dix de ces statues avec l'obligation d'aller se former à Paris. C'est dans la capitale française que le sculpteur affine son métier de modelleur et se familiarise avec les techniques complexes de la fonte du bronze. A côté des figures allégoriques des avant-corps de la façade *La Religion et La Patrie, La Poésie et l'Histoire*, on lui doit les groupes « plus couleur locale » de l'entrée : *Une famille d'Abénaquis* (3e médaille d'honneur à l'exposition universelle de Paris de 1889) et *Le Pêcheur à la nigogue*.

La Fontaine de Tourny rejoint donc cet ensemble et les personnages divers qui, depuis, ont été statufiés sur la colline, (l'historien François-Xavier Garneau, René Lévesque, le premier ministre Robert Bourassa...).

Une délicate installation

Transporter, rénover et installer *La Fontaine de Tourny* à Québec a été une opération très délicate, coûteuse en termes d'heures de travail et de dollars. Aux 4 millions de dollars de la famille Simons, la ville de Québec et le gouvernement de Québec ajoutent, chacun, 1 million de dollars pour les bassins, les aménagements paysagers et la mise en lumière.

Il est fait appel aux compétences d'Antoine Amarger²⁰ pour la restauration et le montage de la fontaine. Il va travailler de concert avec des entreprises québécoises dont celle de Claude Bernard, installateur d'art. Le complexe travail de restauration et de montage a donné lieu à un excellent film de Michel Sylvestre programmé par Radio Canada en 2004 « *Au cœur d'une Fontaine* » dont Marie Laberge est coscénariste et assure la présentation (durée 48 mn). Ce film met en valeur la qualité de la sculpture de Mathurin Moreau, le travail des ouvriers fondeurs du Val d'Osne et les étapes de la restauration et du montage.

Arrivée d'Europe, la fontaine est entreposée dans un hangar de l'île d'Orléans. C'est là que sont effectués le démontage et le traitement, pièce à pièce, du monument (1400 h de travail !). Antoine Amarger affirme son éthique de la restauration et ses très grandes compétences : les éléments anciens sont respectés, restaurés et remplacés uniquement si nécessaire, traités. Une crinoline en acier vient renforcer la vasque des putti (fig. 15). Les nuanciers de couleurs sont analysés avec le plus grand soin par un regard contemporain, admiratif d'un patrimoine ancien. Et le dernier voyage, de l'île d'Orléans à la colline parlementaire, commence. Il permet d'admirer à nouveau la finesse des personnages de Mathurin Moreau juchés sur « leur char » qui domine le majestueux fleuve Saint-Laurent (fig. 12).

Le montage est aussi effectué par l'équipe de restauration. Un anémomètre permet de mesurer la force et la direction des vents ; relié à une armoire de commande ultra moderne, il régule les jets d'eaux de la fontaine qui ne doivent pas arroser le public.

Malgré tous ces soins la première année et le premier hiver est une épreuve. Dès 2009, un article daté du 3 décembre du journal *Le Soleil*, le quotidien québécois, sous la plume de Jean-Marie Villeneuve signale que : « La couche protectrice

20. Antoine Amarger est restaurateur de sculptures, diplômé de l'Ecole Boulle (atelier de ciselure sur bronze) en 1977, de l'Ecole Nationale des Arts décoratifs (atelier volume) en 1980, de l'Institut de formation des restaurateurs d'œuvres d'art (atelier sculpture) en 1989. Il a été pensionnaire à la Villa Médicis (1990/91) pour une recherche sur le thème de la conservation des sculptures de plein air, en particulier des fontaines. Artisan indépendant depuis 1989 en France, il a fondé la compagnie Amarger conservation inc. au Québec.

de la fontaine de Tourny s'est dégradée rapidement, comme en témoigne le blanchissement à sa base. Ce n'était pas prévu... Notre climat un peu rude et notre eau chlorée en sont les principaux responsables... »

La fontaine sera à nouveau transportée en pièces détachées au Centre de conservation du Québec. Elle y subira une cure de jouvence pour son vieillissement prématuré. On procède alors à un décapage complet, on pose un nouvel enduit et une cire protectrice et la fontaine est mise hors eau pendant la période hivernale.

L'inauguration

L'inauguration (fig. 16) a lieu le 3 juillet 2007 en présence du premier ministre du Québec, Jean Charest, de la mairesse de la Ville de Québec, Andrée P. Boucher, de la première vice-présidente de l'Assemblée nationale, Fatima Houda-Pepin, du président et directeur général de la Commission de la capitale nationale du Québec, Jacques Langlois et du président du conseil d'administration de la Société du 400e, Jean Leclerc.

Le président de La Maison Simons, Peter Simons, active les 43 jets de *La fontaine de Tourny* et déclare alors : « L'eau jaillit à nouveau de ce monument urbain et reprend maintenant vie pour souhaiter un joyeux anniversaire aux citoyens de Québec et pour continuer à écrire un nouveau chapitre de l'histoire d'une ville bâtie sur l'eau et alimentée par la fierté de ses habitants depuis 400 ans. »

La mairesse de la Ville de Québec, Mme Andrée P. Boucher, a tenu, quant à elle, à saluer tout particulièrement ce don à la ville : « Ce noble geste de mécénat de la part de la famille Simons est tout à fait exemplaire. Qui plus est, la fontaine de Tourny perpétue avec force les liens d'amitié unissant Bordeaux et Québec, villes jumelées depuis le 21 mars 1962. »

« L'événement que nous vivons aujourd'hui est chargé de symboles et de rappels historiques qui lui confèrent une dimension toute particulière, a souligné le premier ministre Charest. Quatre statues et quatre figures ornent cette monumentale œuvre d'art, offerte à la Ville de Québec pour célébrer son quatrième siècle d'existence. On peut croire que la fontaine de Tourny nous était vraiment destinée... »

Le texte écrit par Marie Laberge, gravé en français et en anglais au bord de la vasque, achève cette mutation écologique et cette intégration dans le nationalisme québécois (fig. 17).

A la tombée du jour, M. Simons procède à la mise en lumière nocturne de la fontaine (fig. 18).



Fig. 16. - Québec.
L'inauguration, le 3 juillet 2007.

La fontaine et son intégration dans la vie de Québec

L'intégration de *La Fontaine de Tourny* dans son nouvel environnement nord-américain commence avec les festivités du 400e anniversaire. Dominic Lacasse, coordonnateur artistique et chorégraphe acrobatique, la met au centre de la géode qui sous-tend son spectacle.

On peut suivre à distance les événements marquants de ce nouveau destin américain car ils sont très vite mis en ligne sur *You tube*.

- 8 août 2009, un chef indien navigue sur son canoë dans la grande vasque.

- 11 mai 2012, la fontaine vire au rouge. Des « vandales » sans doute en relation avec la contestation étudiante qui secoue le Québec jettent un colorant rouge dans l'eau.

- 24 juillet 2012, la fanfare anarchiste tint (A) nar et les carrés rouges dansent et s'ébrouent dans la vasque.

- 17 août 2012, le dîner en blanc de Québec rassemble, en un lieu gardé secret jusqu'à la dernière minute et qui se révélera être *La Fontaine de Tourny*, 1200 convives venus vêtus de blanc pour ce pique-nique très sélect.

La fontaine admirée...

La Fontaine de Tourny accompagne désormais la vie des habitants de Québec et se laisse admirer et photographier par les très nombreux touristes qui visitent la ville.

Ils admirent sans doute ses dimensions (6, 70 m de hauteur totale, 3,90 m de diamètre de la grande vasque octogonale, 2 m pour la petite vasque circulaire), la taille des personnages



Fig. 17. - Québec. Le texte de Marie Laberge.

L'eau venue du fond des temps
Du tréfonds de la terre, du sommet des glaciers millénaires
L'eau du fleuve et des rivières forge notre pays.

Nous sommes d'ici, Hurons-Wendat, Innus, Cris, Abénaquis et tous nos frères
Nous sommes de France, d'Écosse, d'Irlande, d'Angleterre et de plus loin encore

Depuis 400 ans,

L'eau coule dans nos mains ouvertes
Ces mains qui porteront le Québec

D'aujourd'hui à demain.

Ici, le passé croise l'avenir,

Ici, le présent jaillit puissamment

Ici, le Québec s'affirme

Loyal et fier

Fort d'hier

Courageux pour toujours

Et déterminé à ne pas mourir.

Water from the birth of time
Water from the deepest depths of earth, from the crests of age-old glaciers,
The waters of our rivers, great and small have carved out our country.
We are of this place, we are huron-wendat, innu, cree, abenaki and all our brothers
We are from France, from Scotland, Ireland, <1>England and from farther still.
For 400 years,
Water has flowed into our open hands
hands that will carry Quebec
from now to tomorrow.
here, past meets future,
here, the present surges mightily.
here, Quebec asserts itself
loyal and proud
strengthened by our past
forever courageous
and determined never to die.

(adultes 2,30 m, enfants : 1,20 m), l'agencement harmonieux des trois vasques étagées et leur décor : au premier niveau, les grenouilles sur leur feuille de nénuphar crachant leurs jets d'eau à l'étage des putti, l'eau coulant des coquilles qui alternent avec la décoration des tritons...

La très grande qualité du travail du sculpteur Mathurin Moreau a survécu tout au long de la vie chaotique de la fontaine. La première vasque accueille les statues des deux hommes et les deux femmes avec leurs attributs respectifs : Neptune et Amphitrite, Galathée et Acis. Elles sont assises sur un socle de pierre cruciforme, différenciées par une étude soignée des âges de la vie : la maturité pour Neptune, la jeunesse pour Acis, l'enfance pour les putti et des analyses de genre (figure masculine versus figure féminine).



Fig. 18. - Québec. La fontaine, la nuit.

Aussi grande que soit sa qualité, la décoration sculptée reste seconde par rapport à l'objectif principal d'une fontaine : la mise en valeur de l'eau, du jeu de l'eau, du bruit de l'eau ascendante ou descendante qui tombe ou remonte de plus d'une quarantaine de points répartis dans les différents étages du monument.

Porté par la voix de Gilles-Claude Thériault, accompagné par la musique de Maurice Ravel, le poème de Charles Baudelaire, *Le Jet d'eau*, est illustré sous *You Tube* par de très belles photos de *La Fontaine de Tourny*. Ces photos permettent d'apprécier la qualité esthétique de ce jeu d'eau sophistiqué, résultat d'une histoire mouvementée et qui n'a survécu et ne survivra qu'au prix d'une attention et d'un entretien soutenus.

Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 119-142



Claude Mandraut

Les arts décoratifs à Bordeaux au début du XXe siècle : velléités et quiproquos

A l'aube du XXe siècle, les arts décoratifs sont au centre de débats moins futiles qu'il n'y paraît. La volonté de se démarquer du passé et de s'affirmer d'un point de vue économique, social et esthétique marque la réflexion menée par les professionnels et les institutionnels. Au cours des premières décennies du XXe siècle, les arts décoratifs s'engagent en outre dans une voie qui devait leur permettre d'échapper à l'appellation péjorative « d'arts mineurs ». Bordeaux et les Bordelais, à leur façon, ont apporté leur pierre à cet édifice. Avant de présenter leurs initiatives, il n'est pas inutile de brosser à grands traits le contexte national dans lequel ils se sont insérés.

Les prémices du XIXe siècle

Pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, l'Union centrale des arts décoratifs, rassemblant artistes, industriels, collectionneurs et hauts fonctionnaires, s'était penchée sur certains aspects de la réévaluation des « arts mineurs », passant notamment par la problématique de l'art industriel et du droit à la signature des créateurs. Bien que cette Union centrale, en organisant son propre salon, ait tenté de faire cesser la discrimination dont faisaient l'objet les artistes décorateurs, elle n'y parvint pas. L'enseignement dispensé en France n'était pas non plus adapté à ces nécessaires évolutions. Un Comité central d'arts appliqués, favorisant les relations entre les écoles, les industriels, les artistes et les amateurs d'art, est

créé en 1916, suivi en 1918 par des Comités régionaux. Or, ce Comité central ne comprend pas de professionnels représentant les corporations ou les chambres syndicales d'industrie d'art de Paris¹. Par ailleurs, la société française évolue avant et après la Première Guerre mondiale. De nouveaux modes de distribution s'instaurent, comme la vente par correspondance et les grands magasins.

En 1901, la Société des Artistes Décorateurs (SAD), association professionnelle regroupant architectes, artisans et créateurs, est créée à Paris. Elle cherche à défendre les droits des artistes décorateurs ainsi qu'un nouveau mode d'organisation et de production adapté à l'évolution de la société. Les orientations de la SAD en viendront plus tard à être contestées de l'intérieur et une scission s'opérera en mai 1929 entre anciens et modernes, avec la création de l'Union des Artistes Modernes (UAM) présidée par Robert Mallet-Stevens. Alors qu'artistes et industriels français éprouvent des difficultés à se rapprocher pour s'engager dans des créations contemporaines, sur les plans de l'esthétique et du mode de fabrication, des professionnels étrangers, Anglais et surtout Allemands, ont trouvé une alternative. Les Allemands, organisés en groupes

1. Laurent, Stéphane. *Les arts appliqués en France, Genèse d'un enseignement*. Editions du C.T.H.S., Paris 1999, p. 524, 526, 528.

tels que les Werkstätten, présentent à l'Exposition universelle de Paris de 1900 des ensembles décoratifs cohérents, modernes et originaux².

La montée en puissance des Allemands continue à s'affirmer à l'exposition des arts appliqués de Munich en 1908, « *Un Sedan artistique et commercial* »³, ainsi qu'au Salon d'automne de 1910 à Paris. Au-delà d'une blessure d'amour propre, l'arrivée du concurrent germanique pose un véritable problème économique. Dans ce secteur d'activités, les exportations allemandes vers les Etats-Unis dépassent en 1913 les exportations françaises. En 1914, le déficit de la balance commerciale française s'est considérablement aggravé dans les industries d'art. L'idée de lancer une grande Exposition internationale à Paris, pour contrebalancer ces avancées inquiétantes, naît dès 1911 dans le cadre d'une commission présidée par René Guilleré, président de la SAD. En 1914, elle est repoussée car les Français ne sont pas prêts à rivaliser avec les Allemands. La guerre suspend les préparatifs qui reprennent dès 1919 pour une manifestation prévue en 1923 et renvoyée à 1925. Les conflits entre l'Allemagne et la France donnent une coloration particulière à cet événement.

Les enjeux sont importants mais les réticences sont multiples, d'où des tentatives nombreuses et variées. Les essais se prolongent jusqu'à l'exposition internationale de 1925. Malgré son retentissement et le succès rencontré avec 16 millions de visiteurs entre avril et octobre 1925⁴, l'exposition est aussi vivement critiquée. Les espoirs mis dans cette manifestation étaient si nombreux qu'il aurait été difficile qu'elle fasse l'unanimité. Au final, l'exposition de 1925 n'a plus rien à voir avec « *l'art pour le peuple* » que préconisait en 1906 Charles Couyba, député radical-socialiste, devant la Chambre⁵.

La genèse de cette exposition et ses conséquences ont été étudiées par de nombreux auteurs. Cette évocation se limite à rappeler les grandes tendances du moment et la façon dont elles ont émergé, pour présenter le contexte dans lequel les Bordelais se sont emparés du sujet. Il n'est question ici ni d'énumérer artistes et artisans originaires de la région ou qui ont continué à y vivre, ni de présenter leurs créations. En revanche, nous verrons les moyens mis à leur disposition et les initiatives prises pour qu'ils puissent s'exprimer et se faire connaître.

La Société Archéologique de Bordeaux dans le débat

Dès 1874, à la séance du 9 janvier, Charles Braquehay, grand-prix de sculpture à l'Ecole nationale des arts décoratifs de Paris en 1802, membre fondateur et premier président de la Société Archéologique de Bordeaux (SAB)⁶, intervient devant les membres de cette dernière sur « *De l'archéologie appliquée aux arts industriels* »⁷ pour venir « *en aide aux arts industriels par l'institution de cours et de musées spéciaux* ». Il déplore que l'artiste et l'artisan soient deux hommes distincts « *à l'un les études, à l'autre la routine, cette ennemie du bœuf* ». Il regrette de n'avoir pu trouver aucun cours d'art industriel ou d'archéologie pratique à Paris et éprouve « *un certain sentiment de jalousie nationale à voir que l'Angleterre nous avait devancés dans cette voie* ». Il constate que l'Allemagne « *a couvert son territoire d'écoles spéciales pour l'application des arts à l'industrie* ». Ces considérations l'amènent à demander à la SAB des cours, des publications et un « *musée d'archéologie, classé au point de vue des études d'art industriel* ». Ce n'est qu'en 1899⁸ que la SAB manifeste officiellement son intérêt et plaide pour la création d'un musée d'archéologie et d'art. Il ne s'agit pas d'un musée d'histoire statique mais d'un établissement dans lequel les forces vives des industries d'art pourraient venir chercher des sources d'inspiration et être parties prenantes.

Elle constitue une commission qui présente son travail le 14 avril 1899. Une délégation de la SAB remet au maire de Bordeaux un courrier en date du 17 juillet 1899. Il y est précisé que la Ville est incapable d'exposer les collections des généreux donateurs dont certaines sont depuis dix ans dans des caisses. Un état de fait qui tend à décourager les amateurs de léguer leurs biens à la Ville. Par ailleurs, il existe déjà différentes collections – celles du musée préhistorique et ethnogra-

phique, d'armes et d'objets anciens, du musée lapidaire et du médailler ainsi que des pièces de maîtrise – dont certaines ne sont pas visibles et forment à elles seules un ensemble digne d'intérêt, capable de constituer le fonds initial de ce musée. Ce musée aurait de plus un rôle pédagogique à jouer, en complément des efforts faits depuis une trentaine d'années en matière d'enseignement à l'Ecole des Beaux-Arts et des arts décoratifs de Bordeaux et dans les écoles professionnelles. Il attirerait savants et étrangers. Le lieu est tout trouvé : à l'emplacement de l'Ecole de dressage, rue Judaïque, avec son remarquable portique. Sa surface de 17.000 m² est adaptée à l'ampleur du projet. Le compte rendu du 21 juillet 1899 précise que « *M. Cousteau, maire de Bordeaux a promis de s'occuper activement de l'étude de cette question et a paru approuver l'idée de la création de ce musée sur l'emplacement et sous les arbres séculaires de l'Ecole de dressage où l'on constituerait facilement un second musée de Cluny* ». En attendant la construction dudit musée, la SAB, qui a reçu de nombreuses lettres de soutien, y compris de syndicats ouvriers, souhaite associer à son élaboration les groupements scientifiques, littéraires, artistiques et industriels de Bordeaux.

Les rebondissements du musée d'archéologie et le concours de Marius Vachon

A la demande de la SAB, présidée alors par Camille Jullian, Marius Vachon fait le 6 février 1900 une conférence à l'Athénée sur le futur musée. Journaliste, inspecteur général du ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, Marius Vachon (1850-1928) s'est vu confier à partir de 1881 des missions en France et à l'étranger pour étudier les musées, les écoles et les industries d'art⁹. Il a écrit des rapports sur l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Russie, la Suisse, la Prusse Rhénane, le Danemark, la Suède et la Norvège. En 1900, lorsqu'il se rend à Bordeaux à l'invitation de la SAB, son discours est pondéré, sans la xénophobie qu'il développera après la Première Guerre mondiale. Il connaît le terrain local pour avoir publié une « *Enquête sur les Industries d'Art de Bordeaux* »¹⁰. Dans sa conférence¹¹, il met en exergue les avancées de l'Allemagne, qui a inauguré son Musée des arts industriels à Berlin en 1881, et de l'Angleterre qui a créé en 1850 le South Kensington Museum qu'il qualifie de « *Louvre anglais de l'industrie* ». Il considère que l'idée était française avec la proposition en 1848 du musée des moulages, musée pour l'éducation des artistes et des ouvriers, projet qui n'a pas été retenu. Il donne les Allemands en exemple et constate

que les Français ont pris du retard, que leurs exportations de produits d'art industriel baissent tandis que les importations augmentent. Il ne tarit pas d'éloges sur la SAB : « *Voilà qui est original, nouveau, imprévu. Des archéologues, c'est-à-dire des savants exclusivement soucieux jusqu'ici, par tradition et par goût, des choses du passé, des choses mortes, des vieilles pierres et des vieux papiers, qui s'en viennent résolument et nettement à déclarer à leurs concitoyens qu'il est temps, plus que temps, de protéger le présent et d'assurer l'avenir, en fournissant aux apprentis, aux ouvriers, aux artistes, aux industriels les moyens pratiques de s'instruire professionnellement après l'école dans un Musée d'art et d'industrie !* »¹² Il n'est pas inquiet pour les fonds du futur musée car Bordeaux a déjà des collections enfermées depuis dix ans dans le dépôt de la Terrasse du Jardin Public. A cet égard, il aborde un thème qui sera repris par la suite, celui d'une nécessaire décentralisation. Les fonds ne doivent pas être centralisés dans la capitale. Il faut que tout le pays en bénéficie, notamment le futur musée d'archéologie de Bordeaux. Au passage, Marius Vachon, accable l'Union Centrale des Arts Décoratifs, organisme qu'il a l'habitude de décrier¹³. Suite aux vœux émis à l'unanimité par les membres de la SAB en date du 8 juin 1900, la commission ad hoc, qui s'est réunie le 6 juillet 1900, présente à nouveau le projet au maire de Bordeaux, Paul Louis Lande.

Mais les maires Camille Cousteau et Paul Louis-Lande n'ont pas soutenu le dossier. En 1906, Louis Bêteille publie un petit fascicule sur le projet de nouveau musée à Bordeaux¹⁴. La thématique n'y est pas clairement exprimée mais ce lieu aurait pour vocation d'accueillir les collections diverses déposées au Château Carreire. Louis Bêteille choisit le marché Victor-Hugo dont un tiers des cases sont vides.

2. Brunhammer Yvonne, Tise Suzanne. *Les Artistes Décorateurs 1900-1942*. Flammarion, Paris, 1990, p. 12.

3. Brunhammer, Yvonne, Tise Suzanne. *Les Artistes Décorateurs 1900-1942*, p. 23.

4. Benton, Charlotte, Benton, Tim, Wood, Ghislaine. *Art Déco 1910-1939*. Renaissance du livre, Bruxelles, 2010, p. 153.

5. Brunhammer, Yvonne, Tise Suzanne. *Les Artistes Décorateurs 1900-1942*, p. 90.

6. Féret, Edouard. *Personnalités et notables girondins de l'Antiquité à la fin du XIXe siècle*. Féret, Bordeaux, 1889.

7. Braquehay, Charles. *De l'archéologie appliquée aux arts industriels. Société Archéologique de Bordeaux*, 1874, Tome I, Fasc. I, p. 7 à 23.. B.N.F., cote NUMP-27.

8. Note sur la création d'un musée d'archéologie et d'art à Bordeaux. *Société Archéologique de Bordeaux*, Tome XXIII, 1898-1899, p. 89 à 95. B.N.F., cote NUMP-275

9. Passini, Michela, notice sur Marius Vachon, site de l'Institut National d'Histoire de l'Art (INHA).

10. Vachon, Marius. *Enquête sur les Industries d'Art de Bordeaux*. Publiée par le Journal « *La Gironde* » mars-avril 1895, Gounilhou, Bordeaux, 1895.

11. Vachon, Marius. Conférence organisée par la Société Archéologique de Bordeaux, Delmas, Bordeaux, 1900.

12. Vachon, Marius, *Le Nouveau Musée d'Archéologie, d'Art et d'Industrie de Bordeaux* p. 8.

13. Vachon, Marius. « *Bilan de faillite* ». *Les Arts de la Vie*, septembre 1904, Tome II, p. 138 à 143.

14. Bêteille, Louis. *Projet de nouveau musée à Bordeaux*. Imprimerie Taillebourg, Bordeaux, 1906.

La vision belliqueuse de l'après-guerre

Le premier conflit mondial change la donne. Nombreux sont les Français qui regardent les Allemands avec ressentiment. Marius Vachon s'insurge contre l'influence allemande. Il s'attaque aussi à l'Impressionnisme et à l'Art nouveau, taxés d'art officiel. Selon lui, ces mouvements artistiques « internationaux » et « cosmopolites » ont le tort de ne s'inspirer en rien de la tradition française. Le cubisme et le futurisme ne sont pas mieux traités. Il dénonce à la fois la tutelle de l'Etat, le centralisme du Comité central technique des arts appliqués comprenant uniquement des institutionnels, des fonctionnaires et des politiques, mais aucun professionnel. Il décrit la volonté des instances de vouloir internationaliser les arts décoratifs français au détriment du bon goût national et régional¹⁵. Il emploie volontiers un vocabulaire militaire, tel que « la guerre artistique et industrielle de demain avec l'Allemagne », « la caporalisation à l'Allemande des industries d'art françaises », « la tyrannie », pour qualifier l'attitude du Comité central et parle de « l'exposition boche du Pavillon de Marsan ». Il constate cependant que la décentralisation, l'initiative privée et corporatiste expliquent la belle santé des arts décoratifs en Allemagne et leur efficacité à l'export. La multiplication des musées fait partie de cette dynamique « de l'Allemagne, qui comprend 37 musées spéciaux puissamment outillés et dotés de ressources financières considérables, et 11 musées d'art et d'antiquités dans lesquels sont installées des sections d'art industriel, ancien et moderne, se rapportant directement aux Industries d'art de la ville et de la région »¹⁶. Ces musées allemands, mais aussi anglais et austro-hongrois, disposent de budgets importants et sont bien gérés, contrairement aux français. Il pourfend les déclinaisons régionales du Comité central, les comités régionaux qualifiés de « succursales ». Celui de la Gironde n'échappe pas à ses critiques. Sur quarante membres, il n'y a que sept représentants de l'industrie¹⁷. Circonstance atténuante, ces Comités régionaux se démarquent du Comité central. Bordeaux semble être le bastion d'une certaine rébellion relayée par Marius Vachon qui rapporte que « la grande métropole de commerce du Sud-Ouest » a organisé spontanément « une campagne énergique de défense des industries d'art bordelaises contre le Comité central des Arts appliqués »¹⁸. Il reproduit le texte des courriers envoyés au ministre par différentes entités bordelaises qui réprochent l'action du Comité central technique des arts appliqués, centralisateur, inadapté et auquel on doit « des horreurs donnant la nausée », des « œuvres sans contact avec le goût français, sans pudeur du moment ». Dans l'ordre chronologique, la Société Archéologique de Bordeaux, en date du 15 janvier 1918, est la première à envoyer un courrier épinglant « l'art caporalisé » et

la possibilité d'une vague déferlante sur la France de Modern Style ou Art moderne, « création factice et artificielle ». Le Syndicat général de l'Ameublement et des Industries de Bordeaux donne son sentiment le 5 février 1918 : « Un style nouveau, modifiant tout à coup nos traditions artistiques, ne saurait donc être le fait isolé de quelques esthètes qui puisent surtout leur inspiration à l'Etranger. » Le 13 février 1918, la Société des Artistes girondins et du Sud-Ouest, présidée par Eugène Forel, s'élève contre « les prétentions tyranniques » du Comité central technique des arts appliqués. Pour terminer, Marius Vachon rapporte le vœu voté à l'unanimité, mais non daté, de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Art de Bordeaux. Dans ce même document¹⁹, il donne une partie de la réponse du ministre des Beaux-Arts au Syndicat général de l'Ameublement et des Industries de Bordeaux. Le ministre se refuse à donner son avis sur le projet de musée bordelais et se défait sur le Comité régional pour prendre des initiatives qui n'ont aucune valeur si l'Etat ne les a pas approuvées et validées.

Le musée des arts industriels soutenu par le Comité régional des arts appliqués de Bordeaux

Le Comité régional, en dissidence avec le Comité Central, lance son offensive. Présidée par Paul Fourché, une commission reprend le projet de la SAB. Parmi ses membres, on trouve Pierre Ferret, l'architecte bordelais bien connu²⁰, qui se voit confier l'élaboration du programme. Le terrain retenu par le Comité et sur lequel travaille Pierre Ferret est celui de l'ancienne Ecole de dressage²¹ appartenant à la Ville. Il est

15. Vachon, Marius. *La préparation corporative à la guerre artistique et industrielle de demain avec l'Allemagne*. Protat Frères, Imprimeurs, Macon, Paris, 1918.
16. Vachon, Marius. *La guerre artistique avec l'Allemagne, l'organisation de la victoire*. Paris, Payot, 1916, p. 117.
17. Vachon, Marius. *La préparation corporative à la guerre artistique et industrielle de demain avec l'Allemagne*, Paris, 1917, p. 33.
18. Vachon, Marius, *Le Nouveau Musée d'Archéologie, d'Art et d'Industrie de Bordeaux*, p. 10.
19. Vachon, Marius, *Le Nouveau Musée d'Archéologie, d'Art et d'Industrie de Bordeaux*, p. 28 et 29.
20. Lechner, Gabrielle. *Recherches sur l'architecte Pierre Ferret*. Mémoire de maîtrise d'histoire de l'art, Bordeaux III, 1986.
Caumes, Philippe. *Les Ferret, un siècle d'architecture, questions d'arts de vivre et d'habiter*. Editions Bastingage, Talence, 2011.
21. Rapport sur la création d'un musée d'Art ancien et des Arts appliqués sur les terrains de l'Ecole de dressage appartenant à la ville de Bordeaux, 1er janvier 1919.



Fig. 1. - Musée d'art ancien, projet de Pierre Ferret. Il devait être implanté rue Judaïque, à l'emplacement de l'ancienne Ecole de Dressage (document A.M.Bx).

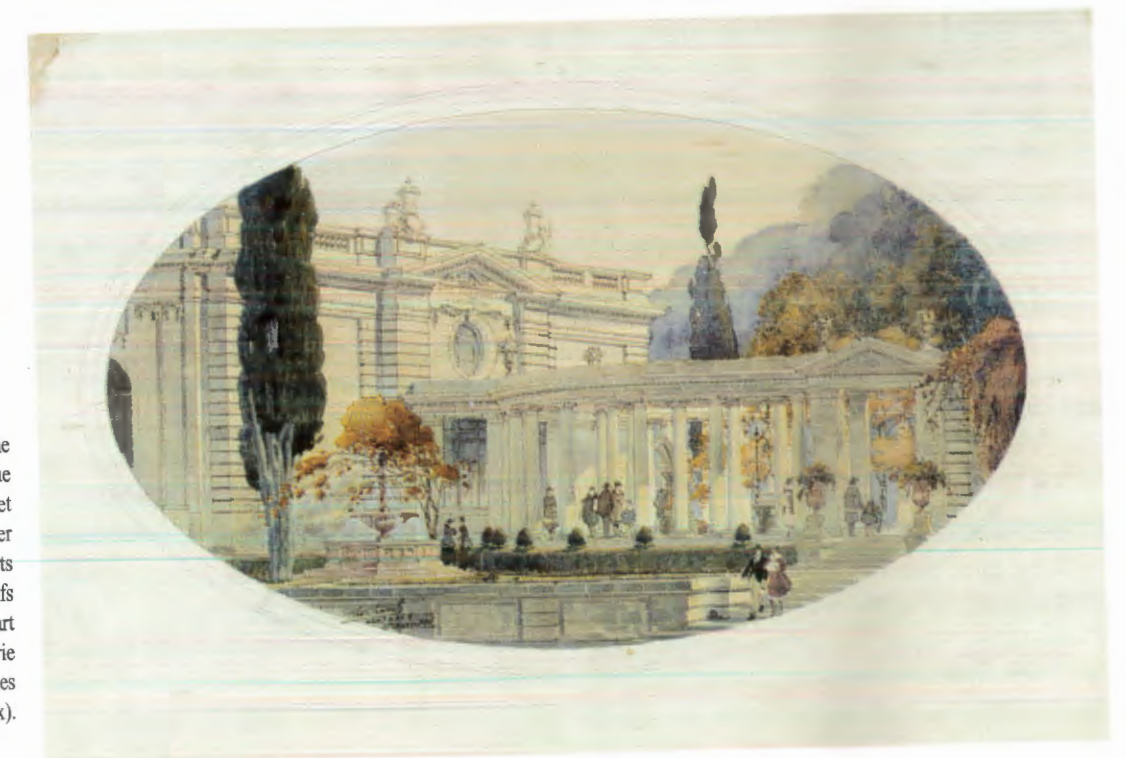


Fig. 2. - Sur ce même terrain de la rue Judaïque, Pierre Ferret avait prévu de créer aussi un Musée d'arts industriels et décoratifs relié au Musée d'art ancien par une galerie à colonnes (document A.M.Bx).

précisé que ce travail reprend « un projet présenté en 1899 par la Société Archéologique ». Le nouveau projet porte sur la création d'un Musée d'art ancien pour exposer les objets déposés au Musée de Carreire, ainsi que les legs à venir, et sur un Musée des arts industriels et appliqués présentant les meilleurs travaux des artistes et ouvriers d'art afin de servir d'objets d'étude aux élèves et aux apprentis. Selon le projet, le Musée d'art ancien, avec son vestibule central en rotonde et ses galeries, offrirait 1.242 m² de surface horizontale et 1.200 m² de surface murale (fig. 1). L'éclairage « en jour bi-latéral », jugé mieux adapté que l'éclairage central, serait dispensé par des châssis vitrés pratiqués dans les voussures. Il disposerait d'une cour d'honneur de pierre et de marbre de 1.000 m². Le Musée des arts industriels et appliqués développe 996 m² de surface horizontale et 1.535 m² de surface verticale. Les bâtiments seraient reliés par une galerie à colonnes formant un cloître semi-circulaire pour les fragments archéologiques (fig. 2). Les deux constructions comporteraient un soubassement et un étage noble. Au-delà des parterres en broderie et du logement du concierge avec son potager, il resterait 13.304 m² de terrain vacant. Pierre Ferret imagine qu'on pourrait y installer le Musée lapidaire, à l'étroit rue Mably, ainsi qu'un Jardin public pour organiser concours d'horticulture et essais de jardins à l'ancienne. Les dépenses sont chiffrées : 975.000 francs pour le Musée d'art ancien, 350.000 francs pour le Musée des arts industriels et appliqués, 100.000 francs pour le cloître, 150.000 francs pour le mur de clôture et la grille, 50.000 francs pour les jardins et 75.000 francs pour les imprévus, soit un total de 1.700.000 francs. La commission du Comité régional met à contribution pour 600.000 francs la Ville, depositaire de cette somme par le biais de différentes opérations et une partie du legs Godard. Elle pense aussi faire appel au Conseil général et à la Chambre de commerce de Bordeaux et avoir recours à une souscription publique pour 300.000 francs, à raison de 1.000 francs minimum la part. En fait, l'architecte Louis Madeline construira de 1931 à 1935, sur ce terrain, la piscine Judaïque sous la mandature d'Adrien Marquet. Au préalable, une délibération du conseil municipal du 12 janvier 1923 attribue une partie de l'Hôtel de Lalande, occupé alors par les services de police, au Musée d'art ancien. Il est inauguré en 1924²². Il sera ouvert en totalité le 14 juillet 1930 pour accueillir les collections municipales dispersées : collections préhistoriques, ethnographiques, antiquités égyptiennes, grecques, gallo-romaines et musée d'armes. Il sera remanié pour devenir le Musée des Arts décoratifs de Bordeaux en 1955²³. Le Musée lapidaire, qui se trouvait à côté de la Bibliothèque municipale, est affecté en 1985 au Musée d'Aquitaine²⁴.

Le manque d'argent n'explique pas à lui seul le refus de la ville de Bordeaux de porter le projet de musée. Les comptes-rendus des conseils municipaux montrent un manque

d'ambition flagrant des élus. Leurs propositions en matière d'art, d'art décoratif ou industriel sont mesquines, étriées, affligeantes, sans vision stratégique. De loin en loin, le sujet est relancé en conseil municipal. Un certain Monsieur Faucon qui soutient un projet de musée indique que d'autres villes ont su faire des efforts : Rouen a voté 2.643.254 francs pour son musée, Marseille a affecté le château Borely à certaines de ses collections, Lille a dépensé 5 millions de francs couverts pour moitié par une loterie, Amiens a organisé des loteries qui ont rapporté 2.500.000 francs et Nantes a affecté 2.900.000 francs à son musée. A la séance du 21 décembre 1900, Monsieur Sens présente un rapport sur les Beaux-Arts, « le plus modeste des budgets de la Ville après l'Etat civil ». Il ironise sur le parcours du combattant que serait obligé de faire un touriste pour visiter le musée de Bordeaux. Habitants et employés seraient incapables de lui répondre et seul le maire serait en mesure de lui dire que « les antiques... sont encore entassés dans le local de la Bibliothèque » où ils ne reçoivent pas plus de cinquante visiteurs par an, que les collections du préhistorique « sont enfermées dans des tiroirs ou des caisses au Jardin des Plantes » ou que le Médailleur et les Armes « sont enfouis quelque part, dans une maison de campagne, en des caisses jamais ouvertes ». « Une situation indécente qui dure depuis plus de dix ans ». Déjà, le 16 février 1897, un vœu de construire un Musée à la place des bains des Quinconces, côté allées d'Orléans, avait été voté à l'unanimité. Par la suite, rapporte-t-il, Monsieur Mensignac, « le plus infortuné des conservateurs, car il est préposé à la garde et aux soins des collections sans domicile, éparses ici et là, après lesquelles il passe sa vie à courir sans jamais pouvoir les rejoindre », avait présenté le 18 mai 1898 un rapport sur la création d'un Musée général à l'emplacement de l'Ecole communale d'équitation et de dressage, rue Judaïque. Dix-sept ans plus tard, Monsieur Boubès présente à la séance du conseil municipal du 3 août 1917 un projet d'installation provisoire, dans la galerie sud du Musée de peinture, des objets d'art et de curiosité qui se trouvent dans les dépôts publics, notamment à Carreire, musée que Monsieur Saint-Marc estime « introuvable ». L'aile nord réservée aux modernes serait préservée. Pour accueillir les collections éparpillées jusque là, la galerie sud consacrée aux Anciens devrait faire l'objet d'une épuration. Monsieur Vailland ne vote pas cette délibération, s'opposant à l'entrée payante et à

22. Courteault, Paul. Le Musée d'art ancien de la ville de Bordeaux. *La Renaissance*, 1931, p. 203 à 206.

23. Du Pasquier, Jacqueline. *Hôtel de Lalande, musée des Arts décoratifs*. Bordeaux, Delmas, 1974, p. 7.

24. Coustet, Robert. *Guide des Musées d'Aquitaine*. Le Festin/ACMA, Bordeaux, 1997, p. 38.

la relégation des toiles du Musée d'art ancien où bien sûr « il n'y a ni pointillisme, ni cubisme, ni futurisme, ni aucune de ces jolies choses qui font se pâmer d'aise les chères madames et les snobs ». La transformation en musée mixte lui paraît onéreuse pour une solution temporaire. Selon lui, le projet de la SAB, trouvé trop coûteux par le maire, serait à la hauteur du développement de la Ville attendu après la guerre.

L'impulsion de la Société d'Art Moderne

Sous des prétextes financiers, la ville de Bordeaux n'a pas soutenu le projet de la SAB ni celui du Comité régional. Bordeaux accorde à l'occasion des subventions aux uns ou aux autres mais ne s'implique pas dans un projet structurant. La Ville fait montre d'un désintérêt coupable, négligeant les dons qui lui sont faits et ne se préoccupant pas de l'éducation de ses administrés ni des artisans d'art.

Des initiatives privées prennent le relais. Le rôle de la Société Philomatique de Bordeaux fondée en 1808²⁵, ne sera pas abordé dans ce travail car la création de cette structure est antérieure à l'époque étudiée et son champ d'action est plus étendu que celui des arts appliqués auxquels elle s'intéresse à l'occasion. De même, l'action de la Société des amis des arts de Bordeaux (1851-1939) se déroule sur une période très large et s'attache à favoriser les progrès de l'art en général. Toutefois, des pièces d'art décoratif sont parfois exposées à son salon annuel.

La création de la Société d'Art Moderne (SAM) est la première manifestation marquante de la volonté de quelques Bordelais de s'impliquer dans le débat qui agite les arts décoratifs. La revue « *L'Art Moderne Littérature et Art (LES MUSES)* »²⁶, « *Bulletin Mensuel de la Société Littéraire et d'Art Moderne* » en devient le porte-parole : « En se faisant l'organe officiel de l'Art décoratif à Bordeaux, sous la direction d'un Comité d'élite qui veut bien nous assurer son appui, notre Revue poursuivra avec plus de vaillance que jamais l'œuvre de décentralisation entreprise avec votre concours. » Le bureau de la SAM est composé comme suit : le Comte Boulet-d'Hauteserre (remplacé par la suite par Maurice Méandre de la Pouyade), président, Maurice Schröder, vice-président, A. Hazard, vice président, A. Nicolai, archiviste (on lui doit le célèbre ouvrage de référence sur les faïences à Bordeaux au XIXe siècle), Georges Hamm, délégué général (partie artistique), Ernest Achap, délégué général (partie littéraire). Paul Berthelot, le journaliste bordelais et critique d'art bien connu, intervient en tant que directeur du bulletin pour la partie artistique. On trouve parmi les membres fondateurs la Chambre de Commerce, le Club Bordelais, le Cercle National,

le Cercle Philharmonique ou le New-Club Comédie. La SAM placée sous le patronage de l'Union centrale des Arts décoratifs de Paris doit favoriser « la décentralisation littéraire et la création d'un courant d'art décoratif et industriel, pour aider à l'éclosion d'un art moderne progressif ».

Prudent, Paul Berthelot indique dans le bulletin d'octobre 1899 : « *La Société n'entend pas proscrire le respect et l'inspiration des styles passés, mais seulement l'imitation servile, périlleuse pour l'art et l'industrie, humiliante pour les artistes et pour notre époque.* » Il indique aussi dans le bulletin de décembre 1899 : « *Cet art que la Société veut provoquer, favoriser et répandre à Bordeaux, c'est l'art dans tout : dans l'habitation, dans le décor quotidien de l'existence la plus somptueuse comme la plus modeste ; l'art ennemi du vulgaire, du laid, du banal et de l'incommode, qu'on va chercher – toujours trop cher – dans les bazars... Cet art, accessible à tous, sera « moderne » uniquement parce qu'il sera pratiqué par des vivants, pour répondre aux besoins, aux aspirations, aux progrès industriels actuels. Mais, au moins, qu'on n'aille pas croire que... la Société affiche le dédain du passé...* » La SAM navigue entre deux écueils. Elle doit combattre l'incompréhension du public local qui pourrait croire qu'elle veut rejeter les traditions glorieuses de leur ville marquée par ses références du XVIIIe siècle. Elle doit ensuite trouver sa place car elle n'est pas l'unique institution bordelaise susceptible d'être financée par les pouvoirs publics. A l'occasion de la conférence de présentation de la SAM, Monsieur de la Ville de Mirmont, en tant qu'adjoint délégué aux Beaux-Arts, ne manque pas d'évoquer d'abord « la naissance de sa sœur jumelle, la Société des Artistes girondins », puis « sa sœur industrielle la Société de l'Ameublement » et enfin la « sœur aînée, la Société des Amis des Arts ». Ces sociétés ont toutes besoin des subventions de la Ville et partagent la Terrasse du Jardin public comme lieu d'exposition.

Une première exposition remarquable

La première exposition se tient du 17 au 29 janvier 1900, sur la Terrasse du Jardin Public. Elle est bien suivie par la presse avec des articles dans le *Bulletin de la Société d'Art Moderne*, dans *La Gironde* mais aussi dans *Art et Décoration* où le journaliste Gustave Soulier va même jusqu'à faire un parallèle entre l'Ecole de Nancy et le centre de création que pourrait devenir Bordeaux grâce à la SAM.

25. *La Société Philomatique, la revue du bicentenaire 1808-2008*, Empreintes, n° 60, septembre 2008.

26. A.M.Bx, cote 1268 R 1.

Trois expositions et puis...

La deuxième exposition semble un peu moins suivie par la presse. Paul Berthelot, bien évidemment, en fait des comptes rendus mais tombe dans les travers qui lui sont familiers. Il a recours à de longues et imprécises énumérations, ses présentations sont mal hiérarchisées, ses commentaires dithyrambiques et souvent ampoulés. On apprend que les sculpteurs Verlet, Charpentier, Levy-Dhurmer, Vibert, Gaston Leroux, Rispal, Fournier, Marseau, les céramistes Hoenstchel, Delaherche, Utzschneider, Maisonneuve, la Maison Moderne sont présents. Pour la peinture, Toulouse-Lautrec, Grasset, Bellery-Desfontaines, Marcel Cosson qui a créé l'affiche de l'exposition, Renouard, Sem, Mucha, Aurélien de Sarrau, Eva Pradelles sont cités. *La Revue des Arts décoratifs* consacre à son tour un article à l'exposition bordelaise. Il y est indiqué que les maîtres parisiens ont occupé une place prépondérante avec les meubles de Plumet, Selmersheim, Serrurier-Bovy, Gallé. On y trouve les verreries de Gallé et de Tiffany, les poteries de Delaherche et Bigot, les bronzes de Vallgren, les cuirs de Bénédicte et de Prouvé, les sculptures de Damp, Charpentier et Verlet, les bijoux de Lalique ou Beaudouin. Quelques bordelais sont cités dont Henri et Georges Hamm. Le journaliste, considère que cette deuxième exposition est un succès, il tempère ses propos par la remarque suivante : « Mais, au point de vue de l'œuvre de décentralisation poursuivie par les organisateurs de ce Salon, peut-être n'a-t-on pas atteint les résultats qu'on pouvait espérer d'une ville importante et riche comme Bordeaux. Cela tient, sans doute, à une certaine nonchalance méridionale à laquelle s'abandonnent certains artistes, et aussi peut-être à l'existence en notre cité de trois sociétés d'art. Ce regrettable état de choses gêne, en effet, l'union des Bordelais, en même temps qu'elle empêche l'émulation, les jurys étant obligés de se montrer souvent trop indulgents pour pouvoir couvrir de la surface ».

La troisième et dernière exposition, suivie et rapportée par Paul Berthelot dans *La Gironde*, ne semble pas avoir intéressé les revues nationales. On y retrouve les participants habituels, dont les frères Hamm, Maisonneuve ou la maison Gautier qui a envoyé des tables de Majorelle. Paul Berthelot se laisse aller à une analyse plus personnelle que d'habitude dans des termes expressifs, souvent enthousiastes : « M. Henri Hamm, par l'importance et la personnalité de ses envois, se montre digne de représenter partout l'art bordelais. Son meuble Lys, avec un fronton plein de caractère et de sûre technique, a peut-être un peu de lourdeur dans le corps principal, mais le Reliquaire

à l'analyse. Dans un article de *La Gironde* du 25 janvier 1900, il s'arrête toutefois sur les frères Hamm : « Les recherches de céramique sont malaisées en province, où les moyens d'exécution et les débouchés sont rares... Dans un domaine plus personnel, M. Georges Hamm montre réunis dans une vitrine des modèles de vases, terre cuite polychromée, à l'état de maquette ou d'exécution définitive. Ils tirent leur valeur non de la complication des formes, mais de la simplicité neuve et fine du décor formé par la feuille ou la fleur stylisée. » D'Henri Hamm, il précise : « Sur des corps rigides et bas se dressent des montants presque rectilignes ; une flore familière court en entaille et s'épanouit plus mollement sur la matière vitreuse. L'aspect général a du caractère, de la robustesse non dénuée de vigueur. Au reste, depuis l'exécution de ces pièces, M. Henri Hamm paraît avoir assoupli ses formules... tandis que l'ornementation se fait plus souriante et plus libre ». Gustave Soulier, dans l'article qu'il signe dans *Art et Décoration*, choisit quelques artistes bordelais et se livre à un examen de leur production. Il s'arrête sur les créations d'Henri Hamm, une armoire « qui manque encore de légèreté et d'élégance » mais dont les détails de sculpture dénotent de « grandes qualités de style et de technique » ainsi que sur Georges Hamm et ses vases en terre cuite polychromée « revêtus de patines douces et veloutées, d'une innovation intéressante... Pour leur forme même, l'artiste cherche à emprunter des éléments de construction à la nature végétale. La tentative est excellente et mérite d'être vivement encouragée... Les données naturelles ne sont pas toujours interprétées avec assez de volonté, l'arrangement en reste quelquefois un peu grêle et un peu fléchissant... Les silhouettes ont à acquiescer plus de corps et plus de précision, une plus grande impression d'ensemble ; mais le point de départ est bon ».

Cette première exposition laisse augurer que la SAM a de belles perspectives. On apprend dans le bulletin de janvier 1900 que l'Etat a débloqué une subvention de 500 francs, ce qui fait écrire à Paul Berthelot : « C'est la preuve que les premiers efforts de la Société ont été appréciés en haut lieu ; avec le concours du grand public, l'avenir est assuré ! » Le succès est tel que *La Gironde* du 19 janvier 1900 signale que, à la demande des revues d'art parisiennes, le maître photographe Panajou a fait des photos des envois bordelais. Le conseil municipal de Bordeaux a voté une subvention de 300 francs à sa séance du 3 avril 1900 et, dans un courrier du 24 octobre 1900, le président de la Société demande à nouveau au maire une aide pour la seconde exposition. Il y indique que la SAM a participé à l'Exposition Universelle et a reçu une médaille du jury de la classe 66.



Fig. 3. - Le magasin Cazaubon situé rue Vital Carles est spécialisé dans la vente de tapis participe au salon de la Société d'Art Moderne (collection privée).

Qu'en ressort-il ? La manifestation attire aussi bien des Parisiens, artistes ou entreprises de renommée nationale et même internationale, que des Bordelais qui occupent une soixantaine de stands. Commençons par les « Parisiens » et autres créateurs nationaux. On peut admirer dans ce salon les meubles à marqueterie de Majorelle présentés par le Bordelais Charles Gautier, des cristaux de Gallé (en fait un seul carafon en cristal), des céramiques de Clément Massier (un unique brûle-parfums si on en croit le programme), une coupe à fruits de Vallgren, un panneau en cuir ciselé de Victor Prouvé, des originaux et des esquisses de Mucha, une cheminée monumentale de Félix Charpentier, deux agrafes de manteau René Lalique, des éventails encadrés et des créations de Forain présentées comme « le clou de l'exposition ». La maison d'édition Muller a envoyé des grès de Bigot, des céramiques de Carrière, Damp, Aubé, André Grasset, Carabin, Vibert, Gérôme et Bernstamm. La maison Le Mardelé a fourni des papiers peints et des étoffes pour tentures murales d'après Mucha et autres dessinateurs de l'Art Nouveau. Carand'Ache²⁷ expose l'original de la couverture du magazine bordelais *Tourney Printemps*. Enfin, Bing dispose d'une salle entière où il présente des meubles, des tapis de Brangwyn, des appareils d'éclairage en cuivre de Benson (de Londres), des bijoux de Colona, des émaux cloisonnés de Clément Heaton, des glaces,

des verreries de Tiffany et des porcelaines norvégiennes de Rörstrand. Parmi les Bordelais et les créateurs locaux, les divers articles de presse citent Arenson et Bugnicourt, avec des glaces, des vases, un bagueur, des paysages figuratifs, Emile Brunet avec des panneaux, des affiches (dont celle de l'exposition elle-même), des cartons de vitrail, les peintres Carme, Cosson, Liaubet, Despujols, Faure-Laubarède, Mademoiselle Félice avec des pyrogravures, Flos avec une hallebarde en fer forgé, Charles Gautier avec des meubles, des céramiques et des bronzes d'art, Henri Goussé avec des illustrations, des affiches et une porte aux iris, Georges Hamm avec des modèles de vases et des panneaux à reflets métalliques, Henri Hamm avec des cadres et des vitrines modernes, le mosaïste Maisonneuve, Madame Mulle et ses broderies, Mademoiselle Eva Pradelles avec des panneaux, SEM avec des projets d'affiches, Clément Mère (de Biarritz) avec des meubles, les étoffes et les tapis de M. Cazaubon (fig. 3). Ces énumérations, non hiérarchisées ni classées, sont répétitives dans les documents consultés car elles émanent, du même auteur, à savoir Paul Berthelot dans *La Gironde* et le *Bulletin de la Société*. Il se montre peu critique et ses commentaires sont assez limités. Il privilégie la description

27. Catalogue de l'exposition de la Société d'Art Moderne, 10 au 25 janvier 1900.



Fig. 4. - Max Bugnicourt qui expose au salon de la Société d'Art Moderne, est bien «le chanfre des crépuscules», comme le montre cette gravure de 1906 (collection privée).

est d'un sentiment profond, enfermé dans une exécution savoureuse. » Le frère de l'artiste est aussi traité avec un soin particulier : « ... M. Georges Hamm, un chercheur — et un « trouveur ». D'année en année M. Georges Hamm renouvelle les formes et le décor de ses pots, vases, bougeoirs, enciers avec l'ardent et heureux souci d'y apporter une note originale. Aujourd'hui, c'est une préoccupation de sobriété harmonique qui paraît le dominer. La pâte a de molles ondulations ; le modelé a été manié à touches discrètes ; il y reste comme l'émotion visible de l'artiste... Avec la collaboration de M. Lucien Schnegg, M. Hamm nous donne aussi une statuette de grâce prenante, aux reflets métalliques. » Max Bugnicourt inspire aussi le lyrisme de Paul Berthelot : « Bugnicourt, le chanfre des crépuscules et des agonies de la lumière, préoccupé ici de synthétiser des lignes d'horizons, des plans et des silhouettes pour des effets de décoration voulue et réussie » (fig. 4). En parcourant ce troisième salon, on peut admirer les bijoux de la maison Servan, des étains, du cuivre ciselé, du cuir travaillé et de la peinture décorative. Les dernières pièces de Daum et de Gallé sont présentées respectivement par les maisons Lagelle et Kintzel. Le dessinateur Alaux s'est amusé à faire une table. La statuaire n'est pas oubliée avec notamment Boulet de Hautesserre.

Ensuite, la presse locale ne fait plus de comptes rendus sur les possibles expositions de la Société. On peut subodorer que la SAM n'a pas dépassé le cap des trois salons. Elle n'avait pas que des amis. A titre d'exemple, citons le courrier que Gustave Dagrant²⁸, conseiller municipal et maître verrier renommé, envoie le 5 février 1900 à l'adjoint au maire en charge des Beaux-Arts²⁹ : « L'exposition de l'Art Moderne à Bordeaux a été simplement l'exhibition de bibelots invendables de certaines maisons de Paris (Bing entre autres) qui veulent imposer en France, sous couvert d'art moderne, des objets anglais³⁰, de fabrication et d'imagination britannique. A force de réclames, faites d'ailleurs avec un art véritable, Berthelot est arrivé à grouper un certain nombre de naïfs... En outre des marchands parisiens, l'exposition avait été prise d'assaut par les décorateurs, les habiles producteurs d'affiches, les artistes

28. Michaud, Jean-Jacques. *Bordeaux, le vitrail civil 1840-1940*. Société Archéologique de Bordeaux, collection « Mémoires », volume 5, Bordeaux, 2011, p. 34, 35, 36.

29. A.M.Bx, cote 1268 R1.

30. Souligné dans le texte.



Fig. 5. - La maison Bentéjac, à l'angle de la rue Huguerie et de la place Tourny, est au début des années 20 un magasin qui mise sur la modernité et la qualité en représentant Primavera, Louis Stie ou Lalique (collection privée).

décorateurs dont nous sommes habitués à admirer les œuvres et à louer l'incontestable talent. Et c'est tout ! Sur 140 œuvres exposées, 40 seulement appartenaient aux Bordelais. Je n'insisterai pas sur ces dernières, elles étaient le produit de tout jeunes artistes dont le plus grand tort est assurément d'avoir mal profité, ou plutôt, de n'avoir pas fait un assez long séjour à l'Ecole des Beaux-Arts de notre ville. Mais si je m'abstiens de critiquer ces 40 exhibitions bordelaises je puis assurer formellement que pas une ligne, pas une forme, ne dénotaient une recherche quelconque d'originalité ou d'art moderne et nouveau. Est-ce que je condamne l'essai que l'on tente de sortir du classique ou de l'archaïque... ? Non ! Je serai toujours avec ceux qui marchent de l'avant, et je guerroyerai toujours contre ceux qui piétinent sur place mais je voudrais que les essais, les efforts soient sérieux... »

La Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest

Les années passent et les Bordelais de bonne volonté cherchent toujours à participer au débat national qui agite le milieu des arts décoratifs. La Société d'Art moderne, qui s'inscrit dans le courant esthétique de l'Art Nouveau, s'est épuisée au bout de trois ans.

En 1916, l'amateur d'art Gabriel Frizeau (1870-1938) réfléchit à la façon dont il pourrait apporter sa contribution. Bordelais atypique, Gabriel Frizeau, qui est par ailleurs viticulteur, a échangé des courriers réguliers avec Paul Claudel, Francis Jammes, Odilon Redon, André Lhote. Il connaissait André Gide, Jacques Rivière, Alain Fournier, Saint-John Perse et avait rencontré Mauriac³¹. Collectionneur averti,

31. Moueix, Jean-François. *Un amateur d'art éclairé à Bordeaux*. Thèse Faculté de lettres et sciences humaines de Bordeaux, 1969. musée des Beaux-Arts de Bordeaux, cote 93 T 9.

sensible et audacieux, il a acheté des œuvres d'Odilon Redon, André Lhote, Tobeen, Vlamincq, Gauguin, Van Gogh, André Derain, Aristide Maillol, Nicolas Tarkhoff, Chagall, Maurice Denis, Georges Rouault ou Picasso. Il ne semble pas frayer avec les cercles bordelais³². Il écrit dans un courrier du 15 novembre 1916 à André Lhote : « Je vais commencer bientôt mes démarches pour les « Amis du Musée ». Peut-être ferai-je un petit tract, une notice sommaire. Je voudrais montrer aux gens d'affaires bordelais que l'art n'est pas un luxe, un inutile superflu, que dans toute civilisation il est chose éminemment utile et de rapport, que les arts majeurs (peinture, sculpture) par le mouvement intellectuel qu'ils développent, par les modèles qu'ils créent, par leurs trouvailles, enrichissent de formes et de matières neuves les objets courants de l'industrie et du commerce... Vous seriez bien aimable de me documenter selon votre savoir et votre expérience qui sont grands. Et de me dire aussi comment vous imaginerez une renaissance de l'objet d'art industriel français – pratiquement »³³. André Lhote, qui s'est heurté à l'incompréhension des Bordelais, abonde dans son sens : « Pour éduquer cette ville [Bordeaux], il ne faut pas craindre de dire des choses par un côté banal. » L'affaire en reste là. En 1919, Edmond Moussié (1888-1933) organise au sein de la foire de Bordeaux un Pavillon des arts décoratifs, de décorations et d'ameublements qui accueille notamment Dufrenoy, Paul Follet, Primavera, Louis Süe ou Lalique par l'intermédiaire de la maison bordelaise Bentéjac (fig. 5). Ces grands noms des arts décoratifs ne sont que moyennement appréciés si l'on se réfère au texte de J. Duthil publié par *La Revue Philomatique* en 1919³⁴ : « On y [dans cette section de la foire] voit des modèles d'appartements modernes, avec des meubles, des tentures, des rapprochements de couleurs et d'effets inattendus. Comme toute nouveauté, cela surprend. Le premier qui vit un chameau, plus récemment une auto... Puis l'œil s'accoutume, l'esprit accepte et finalement adopte... ou rejette. » Ces commentaires ne sont pas encourageants. Ces faits ont sans doute instruit les fondateurs de la Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest (SADBSO) en les incitant à se structurer pour disposer de fonds propres. Cette Société est constituée sous forme d'une SA dotée d'un capital de 150.000 francs. La souscription, ouverte le 15 décembre 1921, permet de rassembler rapidement cette somme : 123 personnes et entreprises bordelaises souscrivent au capital. Le succès est tel que certains actionnaires possédant plusieurs actions doivent en rétrocéder pour satisfaire toutes les demandes, peut-on lire dans *Le Sud-Ouest Economique* du 8 février 1922. La SADBSO, placée sous le patronage du Comité des arts appliqués de Bordeaux, du Comité de l'enseignement technique et de la Chambre des métiers de la Gironde, s'inscrit dans le courant national de redynamisation des arts décoratifs : « Bordeaux, en effet, pourra s'enorgueillir d'être la première ville de France qui fait aboutir un projet dont Paris poursuit

vainement depuis vingt ans la réalisation », est-il encore indiqué dans ce même texte du 8 février 1922 qui fait référence à l'organisation d'une grande exposition internationale qui n'aura lieu qu'en 1925 à Paris. Il n'est d'ailleurs pas anodin que ce soit un hebdomadaire spécialisé, comme l'est *Le Sud-Ouest Economique*, qui au fil des années couvre le plus fidèlement les manifestations organisées par la SADBSO en leur consacrant de longs articles. Les 123 actionnaires se recrutent parmi les notables bordelais, les institutionnels, les artistes et les artistes décorateurs. C'est un vrai mécénat car ils s'engagent « sans aucun espoir de rémunération autre que la satisfaction de contribuer à la prospérité des arts décoratifs dans notre région. » Comme je l'ai écrit ailleurs³⁵, il est tentant de faire un parallèle entre le Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest et le Wiener Werkstätte (1903-1939). Cet atelier emblématique de la Sécession viennoise réunissait riches industriels, grands bourgeois et artistes, les premiers passant commande aux derniers. On peut toutefois regretter que le gotha bordelais, des négociants aux banquiers, y soit beaucoup plus fortement représenté que les professionnels des arts décoratifs. C'est une constante à Bordeaux. L'initiative vient des classes dirigeantes, ces notables fédérant autour d'eux des membres de leur réseau familial, amical ou d'affaires. Si ce fait est positif en terme de financement et de communication, leur prépondérance empêche les décorateurs, les artistes ou les artisans d'art de prendre à leur compte la démarche, le travail de recherche, de réflexion et d'innovation basés sur leur pratique. Ces professionnels des arts décoratifs sont des suiveurs qui n'arrivent pas à s'imposer. Ils n'apparaissent pas en tant que porte-paroles dans les articles de presse. Cités comme exposants, ils ne s'expriment pas. Seuls les notables jouent un rôle de représentation et prennent la parole. Pierre Ferret, architecte demeurant au château Labottière, Joseph Lopès-Dias, ingénieur, inspecteur de l'Enseignement Technique et chevalier de la Légion d'Honneur, ainsi que Georges Guestier déposent la liste des souscripteurs chez Maître Bossuet. A l'assemblée générale constitutive du 26 janvier 1922, Joseph Lopès-Dias en devient le président tandis qu'Henry de Libermont, homme de lettres, est nommé secrétaire. A cette occasion, Georges

32. Coustet, Robert, Moueix, Jean-François. Solitude et clairvoyance d'un collectionneur bordelais, Gabriel Frizeau (1850-1938). *La Gazette des Beaux-Arts*, mai-juin 1988.

33. Moueix, Jean-François. *Un amateur d'art éclairé à Bordeaux*, p. 338-339.

34. J. Duthil. Impressions sur la foire de Bordeaux. *Revue philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1919, p. 162 à 172.

35. Mandraut, Claude. La faïencerie C.A.B. (Céramique d'Art de Bordeaux) 1919-1947. *Pages d'Archéologie et d'Histoire Girondine*, n° 8, Supplément à *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2009, tome 100, p. 38.

Boubès³⁶, industriel, Paul Carde, industriel, Gabriel Delmas, imprimeur, Pierre Ferret, Henry Frugès, industriel, Georges Guestier, Joseph Lopès-Dias, Jean Mérillon, négociant, Henri Petit, industriel, Paul Quinsac, directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, sont nommés administrateurs statutaires. Le conseil d'administration est complété par Emile Calvet, négociant, Gustave Chapon, directeur de *La Petite Gironde*, Edmond Moussié, industriel, Paul Maurel, négociant, Jean Segrestaa, président du Tribunal de Commerce, Alfred Schyler³⁷, négociant, Marcel Feu, peintre verrier, le seul artisan d'art. Force est de constater que, dans les instances dirigeantes de la SADBSO, les artistes décorateurs et les artisans sont très peu nombreux, même si la porte leur est ouverte en tant qu'actionnaires. En revanche, le jury du premier salon comprend Messieurs Hamm et Tuffet, artisans d'art ne faisant pas partie de la Société.

De bonnes intentions

Les statuts, déposés le 18 janvier 1922, sont clairs. Cette société a pour objet : « L'étude et la réalisation de tous moyens de propagande et de publicité pour favoriser le développement de l'industrie des arts appliqués en France et plus particulièrement dans la région du Sud-Ouest. La création, l'organisation et l'exploitation de tous salons d'expositions et de vente pour les œuvres et productions de cette industrie en général et de toutes celles pouvant s'y rattacher. »

Joseph Lopès-Dias est remplacé rapidement à la présidence de la SADBSO par Emile Calvet. Dès les premiers articles traitant de l'exposition de 1922, Emile Calvet intervient en tant que président. Il signe un texte de présentation dans *Le Sud-Ouest Economique*³⁸ : « La Société des Arts décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest... travaille sans conteste au relèvement économique de notre pays, besoin qui se fait sentir plus que jamais. Nous pensons, en effet, qu'en voulant donner de nouveau à nos industries d'art la place prépondérante qu'elles avaient toujours eue dans le monde entier... nous pouvons ainsi donner à notre groupement une grande portée pratique et utilitaire. Il est certain que la tâche est dure : nous avons à lutter contre la politique du moindre effort, contre ceux qui disent à tort « qu'on ne fera jamais mieux que ce qui a déjà été fait », enfin, contre l'indifférence générale, provenant de la méconnaissance de l'Art Moderne. En attendant, l'Etranger ne s'adresse plus à nous ; ayant chez lui de très beaux originaux, il ne cherche même plus à nous copier, pour exporter des pastiches de nos œuvres anciennes. Au contraire, il nous dénigre et cherche à nous faire passer plutôt pour un peuple de « copistes » que pour un peuple avide d'idées belles et nouvelles. » Toujours lyrique, Paul Berthelot s'exprime cette année-là dans *Le Sud-Ouest Economique* bien qu'il n'en soit

pas un collaborateur habituel : « Son [Salon des Arts décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest] succès spontané fait honneur à l'initiative girondine. L'œuvre vient à son heure, quand l'éclosion promet de se faire dans les conditions assurant l'éclat de la manifestation. Nombreux étaient ceux qui, dans le monde des artistes, de l'industrie, des amateurs, appelaient de leurs vœux ardents cette fondation. Ils montraient les recherches nouvelles de l'étranger, ses ressources de concurrence servies largement par les pouvoirs publics. Ils encourageaient à l'effort nos rares producteurs trop isolés ; ils signalaient les promesses et les premiers résultats... Et voici que le blé se lève ! » Berthelot conclut au succès de « cette manifestation grandiose », la première en France de cette ampleur. Le Salon tient ses promesses avec plus de 45.000 visiteurs qui ont généré des recettes suffisantes pour couvrir les frais et envisager sans inquiétude la prochaine exposition.

En revanche, Jean-Auguste Brutails (1859-1926), membre de l'Institut, archiviste archéologue qui dirigea les Archives départementales de la Gironde, se fend d'un article dans *Le Bulletin de la Revue Philomatique de Bordeaux*³⁹ pour dire tout le mal qu'il pense du salon : « On nous dit qu'il faut créer des types inédits pour n'être pas devancés par les industriels de Munich. Cela, c'est une considération d'ordre économique, et Dieu me garde d'en méconnaître l'importance... A tout prendre, mieux vaudrait s'inspirer de ces vieilleries [ornementistes d'autrefois et panneaux des sculpteurs du XVIIIe siècle] que copier les pesantes productions des cerveaux d'outre-Rhin... Mais alors que viennent faire à Bordeaux ces architectures munichoises dont la solennité massive et froide répugne à notre génie. » Ces réflexions dénotent une profonde répugnance pour tout ce qui vient d'Allemagne, du dépit par rapport au succès commercial du vaincu et une incompréhension teintée de mépris face aux essais de nouvelles formes d'expression.

36. Il faut remarquer que Georges Boubès, président des ciments Boubès, et Jean Mérillon, négociant, sont aussi actionnaires et piliers de la société Céramique d'Art de Bordeaux, puisque le second en est le fondateur et le président (Mandraut Claude, op. cit., p. 4). Tous deux ont fait inscrire en tant que métier, leur activité officielle et non pas artistique. Ce choix est révélateur. Ces actionnaires de la SADBSO ont préféré mettre en avant leur position de notable plutôt que leur implication dans le monde des arts décoratifs. Il en va de même pour Henry Frugès (Mandraut Claude, op. cit., p. 5) qui possédait un atelier de création de tapis et était actionnaire de Céramique d'Art de Bordeaux.

37. Alfred Schyler est par ailleurs membre du conseil d'administration de Céramique d'Art de Bordeaux. Il succédera à Jean Mérillon, en tant que président de l'entreprise, après le décès de ce dernier en 1924 (Mandraut, Claude, p. 4 (II)).

38. 1922, p. 717.

39. Brutails, Jean-Auguste. « Quelques réflexions sur l'art décoratif nouveau ». *Revue philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1922, p. 123 à 129.

Les exposants du Salon des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest

C'est dans le cadre de la Foire de Bordeaux qu'auront lieu les Salons de la SADBSO, c'est-à-dire au mois de juin et juillet. Ils se situent dans un pavillon dessiné par Pierre Ferret et décoré par Artus, professeur d'arts décoratifs à l'Ecole des Beaux-Arts de Bordeaux. Ce pavillon, d'abord installé dans l'Hémicycle des Quinconces, s'est déplacé au gré des foires : il est ensuite adossé aux colonnes rostrales puis en 1928, « comme il y a deux ans », lit-on dans *Le Sud-Ouest Economique*, à gauche du Casino des Quinconces, entre les allées d'Orléans et l'esplanade (fig. 6 et 7). Il est souvent question d'extensions nécessaires car les visiteurs sont nombreux, plus de 80.000 en 1927. L'affluence est telle que les parterres fleuris à l'entrée du pavillon sont piétinés. Ce Salon s'accompagne de concerts, notamment du quatuor Mondaud ou de jazz, et de défilés de mode comme celui des modèles de Paul Poiret en 1924 ou de la bordelaise Miarka Sautier. Une tombola est organisée dont les prix sont fournis par les exposants. Eux-mêmes concourent pour des prix décernés par le jury de la Société. Les écoles n'y sont pas oubliées. On y retrouve, selon les années, l'Ecole départementale d'Arts Appliqués dirigée par Georges Hamm, l'Ecole municipale des Beaux-Arts et Arts Décoratifs de Bordeaux, le Syndicat typographique des apprentis-élèves des cours professionnels, l'Ecole pratique de commerce et d'industrie des jeunes filles, l'Ecole pratique de commerce et d'industrie des garçons, l'Ecole normale des jeunes filles de la Gironde, les Cours professionnels d'adultes de la Société Philomatique ou l'Ecole Municipale de dessin-modelage-sculpture de Bagnères-de-Bigorre. L'Ecole dentellière de Saint-André-de-Cubzac y a un stand. Enfin, on ne peut pas oublier que la France sort de la guerre. Des emplacements sont réservés au Jouet artistique français par le mutilé de la Guerre, à l'Ecole d'éducation professionnelle des veuves de guerre ou à la présentation de projets de monuments aux morts (1922). Ce Salon est inauguré par des officiels bordelais et des ministres de passage.

Pour la première édition en 1922, les organisateurs ont frappé fort. On trouve parmi les exposants bordelais ou régionaux des décorateurs comme Lucien Cazieux, qui refit l'aménagement intérieur de l'Hôtel Frugès, Madame Rozier, Jean Signorello, spécialiste de la laque, l'architecte décorateur Benjamin Gomez de Bayonne, qui travaille avec son frère Louis⁴⁰, Jacques D'welles, ingénieur architecte de la Ville de Bordeaux, les peintres verriers Dagrant et Feur, des céramistes comme René Buthaud, qui n'a pas encore la renommée qu'il connaîtra par la suite, Marguerite de Saint-Germain (fig. 10), Céramique d'Art de Bordeaux (fig. 8 et 9), les Poteries de



Fig. 6. - Salon des Arts Décoratifs 1923 :
Le pavillon du Salon des Arts Décoratifs tel qu'on le voit
dans le *Sud-Ouest Economique*, n° 60, juin 1923.



Fig. 7. - Foire 1927 :
Le pavillon des Arts Décoratifs a changé d'emplacement d'année en année.
En 1927, il est adossé aux colonnes rostrales. Collection privée.

Ciboure que Jacques Vigier, dans un article de Mobilier et Décoration, considère comme non modernes en raison des dessins d'inspiration grecque ou égyptienne, des ferronniers dont Raoul Vacher, des sculpteurs locaux, des peintres tels que Mildred Bendall, André Caverne, Gaétan Dumas avec son décor pour plafond *Les Heures de la nuit* (fig. 11), François-Maurice Roganeau, Jean-Roger Sourgen ou Yvonne de Sonnevill, pour n'en citer que quelques-uns. Ces créateurs côtoient

40. Ouvrage collectif. *Louis et Benjamin Gomez, architectes à Bayonne 1905-1959*. Musée basque et de l'histoire de Bayonne, Bayonne, 2009.



Fig. 8. - Céramique d'Art de Bordeaux (CAB) n'a jamais manqué l'un des salons de la Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest. Ce vase joue à la fois sur de fines incisions concentriques dans la terre et des émaux crispés. Il est souligné par quatre fines crêtes noires verticales. Collection privée.

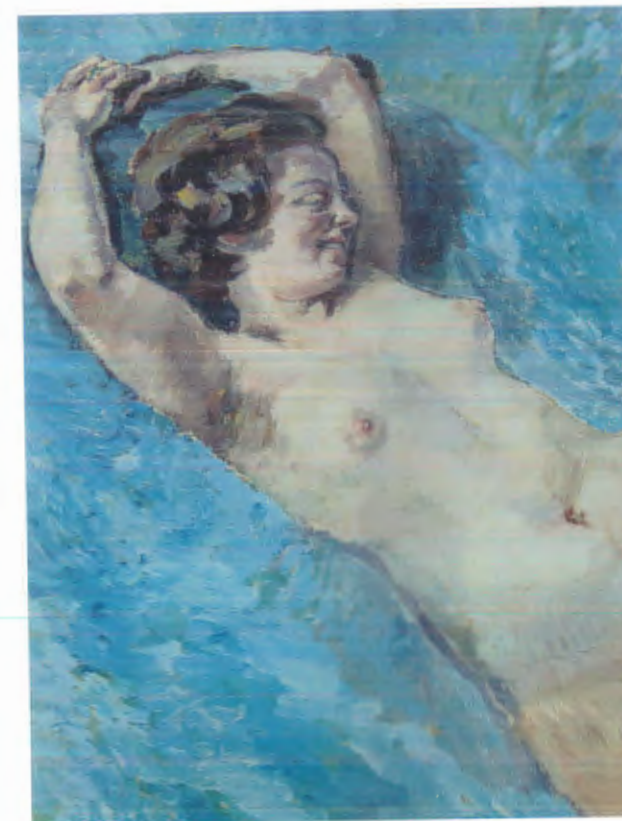


Fig. 10. - La céramiste Marguerite de Saint-Germain qui a fait partie des exposants du Salon des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest a peu produit mais était appréciée par René Buthaud. Collection privée.

Fig. 11. - Peintre et poète, Gaétan Dumas avait réalisé un grand décor de plafond, *Les heures de la nuit*, pour la première édition du Salon des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest. Ici, buste de femme peint en 1925. Collection privée.



Fig. 9. - Félix Gête, le directeur artistique et technique de CAB, signait de son seul paraphe, sans le nom de l'entreprise, les statuettes animalières telles que cette mouette. Collection privée.



des Parisiens et pas des moindres : le ferronnier d'art Edgard Brandt, le peintre d'origine bordelaise Jean Dupas, le maître verrier Lalique, la Manufacture nationale des Gobelins, la Manufacture nationale de Sèvres avec près de 70 pièces, Géo Rouart⁴¹ ou l'artiste décorateur Jacques Ruhlmann. On imagine que les vitrines et stands locaux plus modestes ont été éclipsés par ces grands noms. Quoi qu'il en soit, il est difficile de suivre Jean-Auguste Brutails dans ses jugements. Les exposants ne peuvent être taxés de « munichois » dans leur approche. Mais ils ont sans doute le tort à ses yeux de venir de Paris.

Bordelais avant tout

Ainsi, on peut lire sous la plume de Paul Berthelot dans *La Petite Gironde* du 30 mai 1923 : « L'appel du Comité a été entendu. L'Exposition groupait l'an dernier, dans tous les ordres, des œuvres de valeur dont le Sud-Ouest avait fourni la plus grande partie, à côté de quelques maîtres parisiens. Cette année, sauf deux ou trois vitrines, les exposants sont « nés natifs » ou résidents du Sud-Ouest ». En 1923, parmi les parisiens, Edgard Brandt est toujours présent, avec notamment la porte des cigognes d'Alsace, de même que Dupas, avec des études pour vases de Sèvres. On voit arriver le verrier Decorchemont et le laqueur-dinandier Dunand, avec un service à café turc appartenant à Henry Frugès, gros actionnaire de la Société, un vase cobra en cuivre, mais aussi des coupes et différents cendriers. Bien que domicilié à La Varenne, Edouard Cazaux est un enfant du Pays Basque. Il est d'ailleurs installé sur le stand basque et landais et ses pièces sont typées aquitaines : bouvier basque en bronze, basquaise à la cruche en terre cuite, basquaise à la fontaine en terre cuite, vase basque en grès et pot aux chèvres. Parmi les peintres, Louise le Vavas seur, installée à Paris, est originaire de Bordeaux. Si la SADBSO a pour mission de valoriser la production loco-régionale, il est normal qu'elle accueille les artistes du Sud-Ouest en grand nombre. Mais doit-elle pour autant exclure quelques invités de haut niveau qui donnent le ton, favorisent l'émulation et éduquent le goût local ? Le chauvinisme semble l'avoir emporté dans la sélection des exposants. On lit dans *La Vie Bordelaise*, du 29 juin au 12 juillet 1924, une brique de phrase bien révélatrice : « Sur les 140 exposants, tous régionaux ». Les Salons de 1923 et 1924 bénéficient d'un catalogue et semblent être encore d'un bon niveau. Dans la catalogue de 1924, qui adopte une présentation différente, on observe que des efforts ont été faits pour exposer des ensembles complets et non plus des bibelots épars déclinés par catégories dans le reste du Salon. Les décorateurs ont aménagé « le salon du grand couturier », « un studio moderne », une « chambre d'enfant », une « cabine de paquebot ». Godborge, architecte à Saint-Jean-de-Luz, a conçu le « bar basque ». Les industriels locaux ont été sollicités.

L'usine de l'Everite, à Bassens en Gironde, a réalisé le portique décoratif à l'entrée du Salon. Confiée aux Ateliers et Chantiers de la Gironde, la mise en scène de la « cabine de paquebot » est liée à l'activité portuaire de Bordeaux. Par ailleurs, la Ligue maritime et coloniale française s'est aussi offert un stand.

En 1925, le Salon n'a pas lieu en raison, cette année-là, de l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels à Paris. Il ne reste pas de traces de catalogues après cette date, la liste des exposants étant insérée dans le répertoire de la Foire de Bordeaux. Il est indéniable que le niveau général du salon bordelais n'est plus celui des premières expositions. L'enthousiasme semble être retombé après l'exposition de 1925 à Paris. Les exposants locaux ne risquent plus d'être concurrencés par les maîtres parisiens. *La Vie Bordelaise*, dans son numéro du 3 au 9 juillet 1927, indique que l'on trouve hors concours Havilland & Cie de Limoges pour ses porcelaines et Hermès de Paris pour ses cuirs (maroquinerie et sellerie), alors qu'ils ne figurent pas sur la liste des exposants du catalogue de la Foire de Bordeaux. Sur ce dernier, se côtoient l'argenterie Puiforcat, du bijoutier joaillier et orfèvre Darlay (60 allées de Tourny), et des lotions capillaires ou des lampes portatives en fer forgé. On perçoit un certain essoufflement de la manifestation, comme le laisse entendre *La Liberté du Sud-Ouest* du 19 juin 1928 : « Le Salon des arts décoratifs n'a pas l'ampleur et la variété qu'il devrait avoir à Bordeaux. Nous ne chercherons pas la cause et nous nous bornerons au cours de notre visite à signaler les expositions particulières dont la plupart sont fort intéressantes. » Après l'édition de 1929, on ne trouve plus trace du Salon ni de l'activité de la SADBSO. Année fatidique, 1929 a sans doute servi de couperet. Elle sonne le glas d'une certaine époque.

Une reconnaissance légitime

Si la Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest n'a pas réussi à maintenir le niveau qu'elle ambitionnait, elle a cherché à faire la promotion des industries d'art locales et à sensibiliser le public bordelais aux nouvelles tendances pour en faire des acheteurs avertis et intéressés. Le terreau local n'était probablement pas assez riche pour alimenter une telle manifestation annuelle. La Société a associé les beaux-arts et les arts dits mineurs en tentant de faire sortir ces derniers de leur ghetto. Elle a joué sur le décroisement entre ces deux univers. L'une des entreprises les plus fidèles à ses Salons fut Céramique d'Art de

41. Il est présenté dans le catalogue comme un céramiste verrier, en fait ce céramiste expose au salon, dans le cadre de sa galerie, le relieur Kieffer, les potiers Delaherche et Lenoble, les céramistes Decœur et Mayodon, le dinandier Dunand et les verreries émaillées de Goupy.

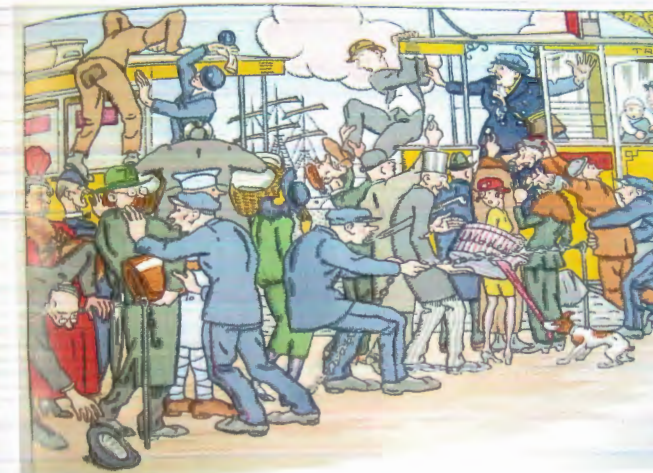


Fig. 12. - Jacques le Tanneur : Pour son ouvrage « Les heures bordelaises », édité en 1924, Jacques le Tanneur reçut la médaille d'or du salon des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest.

Il y dessine des scènes bordelaises dans des teintes très fraîches et avec humour qui scandent heure par heure la vie des Bordelais, de la promenade des enfants au Jardin Public à l'arrestation des dames de petite vertu par la maréchaussée, tard dans la nuit.



Bordeaux (CAB) exposée régulièrement depuis 1922. Implantée à Caudéran, elle était distribuée sous sa propre marque, ou sous la marque Primavera par le Printemps, et avait un dépositaire à Paris. La Manufacture des Tapis de la Côte d'Argent, créée par l'industriel du sucre Henry Frugès, a aussi régulièrement participé aux expositions à partir de 1923 avec ses tapis Abd-en-Nor. La maison Courbu y montre ses miroirs travaillés s'insérant dans les buffets. Le public peut approcher des peintres, qu'il ne serait sans doute pas allé voir dans leur atelier ou dans un salon spécialisé, se familiariser avec les créations d'architectes ou de décorateurs régionaux, admirer les produits d'exception du joaillier Servan. Au détour d'une allée, il est possible de contempler les photos de Panajou, grand prix de Turin en 1911, de Gand en 1913, de Lyon en 1914 et hors concours à Leipzig en 1914. Jacques le Tanneur, président de la Société des Dessinateurs et Fantaisistes de Bordeaux, y a montré « *Les heures bordelaises* » éditées en 1924, un ouvrage plein de charme aux illustrations colorées au pochoir dans des tons très frais, qui lui valut une médaille d'or du Salon (fig. 12). Il présentait de plus des aquarelles du Pays Basque qui l'a aussi inspiré pour des figurines en céramique éditées par Henriot (Quimper).

Au sein de sa famille, Emile Calvet, le président de la SADBSO, était considéré comme un fantaisiste, selon son petit-neveu, Jean Calvet. En tant que président de la SADBSO, il est sollicité pour présider le jury de la distribution des prix de l'Ecole municipale des Beaux-Arts en 1924⁴². Il y fait un discours qui résume sa pensée : « *Qu'il me soit permis, à cette occasion, de vous dire quelques mots sur cette question très à l'ordre du jour et qui soulève de nombreuses polémiques : le style moderne appliqué aux industries d'Art Décoratif. Dans certains milieux, par atavisme ou snobisme, il est de bon goût non seulement de ne pas vouloir le connaître, mais encore de le combattre* ». C'est encore en tant que président de la SADBSO qu'il est associé à la participation régionale lors de l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes de 1925, à Paris. Il est « le président du Comité des arts décoratifs de la Gironde », la Gironde étant la 8e région, et l'un des vice-présidents du Comité général d'admission, instance qui s'adosse à la SADBSO pour mener à bien sa mission. Daniel Guestier est le président du Comité Régional de l'Exposition Internationale des Arts Décoratifs et Industriels Modernes de 1925 et Pierre Ferret est chargé de l'aménagement de la fameuse « Tour du Sud-Ouest ». Ils font tous deux partie des membres du syndicat régional de garantie de cette Exposition. Pierre Ferret est en outre président de la Commission artistique de ce Comité. Ce serait Paul Berthelot, président du jury de la SADBSO qui, selon un article du 10 mai 1925 de *La Petite Gironde*, aurait soufflé l'idée à Pierre Ferret de faire appel à « *quatre peintres de talents de tendances très diverses, MM. Jean Dupas, Marius de Buzon, Roganeau et Despujols* » pour décorer les murs de la Tour.

Le paradoxe bordelais

Ces différentes initiatives montrent que Bordeaux a essayé d'apporter sa contribution au renouveau des arts décoratifs. Malgré tout, on sent comme un frein avec des interrogations et des voltes-faces qui empêchent les projets d'être menés à bien, les actions de se pérenniser. Bordeaux reste à cette époque une ville de tradition. Déjà, les quatre fresques qui décoraient la Tour du Sud-Ouest, vendues par la Chambre de Commerce et d'Industrie à la Ville de Bordeaux qui les accroche aux murs de l'Athénée, choquent la population par leur indécence. Un comité de vigilance pour la protection morale de la jeunesse et la répression de la licence des rues juge ces nudités « *spécialement dangereuses pour les enfants* »⁴³. Adrien Marquet, maire de Bordeaux du 3 mai 1925 au 29 août 1944, a beaucoup construit et tenté de dépoussiérer sa ville avec des commandes publiques telles que la Bourse du travail, la galerie des Beaux-Arts, le centre de tri postal près de la gare Saint-Jean, la piscine Judaique, le stade municipal, les nouveaux abattoirs ou le bâtiment de la Régie municipale du gaz de Bordeaux. Ce dernier fut particulièrement décrié, d'autres réalisations furent plus ou moins bien perçues. Sans verser dans une architecture franchement d'avant-garde, Adrien Marquet a cherché à doter sa ville d'équipements contemporains et à s'éloigner des pastiches du XVIIIe.

Avec la Société d'Art et de Décoration, qui surgit au début des années 30, on sent souffler le vent du « retour à l'ordre » et du sentiment religieux sur lesquels s'appuient certains pour censurer l'art. L'un des présidents de cette société fut d'ailleurs Henri Lemaignan, peintre connu pour ses tableaux d'art religieux. Il faut noter⁴⁴ que l'entre-deux-guerres sera une période propice au regain de la foi et que plusieurs saints seront canonisés. Les lignes d'introduction au Salon d'Art et de Décoration de 1932 sont explicites : « *On se propose au Salon des artistes et décorateurs de provoquer un retour vers les œuvres d'invention et d'imagination et cet effort pour son début s'est porté vers l'art religieux dont il nous présente des œuvres d'un intérêt indiscutable* ». Le salon de 1933 s'inscrit dans cette même ligne moralisatrice. L'art doit être au service de la morale et ne saurait être la seule expression de courants artistiques qui sont d'ailleurs présentés comme des fumisteries qu'il faut blâmer ou ignorer. « *Qu'attend-elle, que veut-elle cette foule ?* »

42. A.M.Bx, cote 1066 W 34.

43. Coustet, Robert. La gloire de Bordeaux, décors bordelais de l'entre-deux-guerres. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1989, tome LXXX. p. 101. A.M.Bx, cote BIB 1 A 105.

44. Noet, Laurent. *L'atelier-musée des frères Carli et la promotion de la sculpture religieuse à Marseille, Marchés de l'art en province*. Les Cahiers du Centre François-Georges Pariset n° 8, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010, p. 78.

D'abord, elle voudrait que l'on ne se moquât pas d'elle ! Elle souhaiterait qu'une alliance de snobs, de marchands et critiques pincés-sans-rire ou véreux ne lui tourneboulât pas le goût, en lui affirmant que le douanier Rousseau éclipse Corot et que le signe du génie, c'est d'ignorer ou d'oublier les lois de la perspective. Le public dont je suis le banal interprète, ne déteste pas le nu décent, qui est un aspect de la beauté ; mais il commence à être las de l'étalage de croupes molles et de seins flasques. Il ne conçoit pas qu'une exposition soit nécessairement le Temple des Fesses... » Ce texte est signé de G. Planes-Burgade. Ce bordelais⁴⁵, fils d'un négociant, a travaillé en tant « qu'agent d'exportation » et a beaucoup écrit en tant que journaliste. Il fut d'ailleurs le rédacteur en chef de *La Liberté du Sud-Ouest* de 1938 à 1944. Son loyalisme envers le maréchal Pétain lui vaudra quelques ennuis à la fin de la Guerre. Le texte d'introduction au dernier Salon dont on trouve la trace, celui de 1934, n'est guère plus progressiste et combat « *les ignorances prétentieuses* » présentées comme des « *nouveautés géniales* ». Mais, le plus surprenant, est que certaines personnalités, engagées dans des mouvements artistiques plus novateurs, cultivent une véritable ambivalence. Le meilleur exemple nous est fourni par Henry Frugès, né Baronnet à Bordeaux le 17 décembre 1879. Cet industriel du sucre est particulièrement actif. Actionnaire important de Céramique d'Art de Bordeaux (CAB), il a souscrit dix actions de la SADBSO. Il a participé à la mise en place de la Chambre des métiers fondée en 1919 et crée la Manufacture de tapis de la Côte d'Argent, à la marque Abd-en-Nor (père de la lumière) dont il expose la production pour la première fois au salon de la SADBSO en 1923. Il achète en 1912⁴⁶ un immeuble au 63 allées Damour (actuelle place des Martyrs de la Résistance) dont il confie la transformation à Pierre Ferret de 1913 à 1927 : « *L'hôtel doit devenir « un petit musée des arts et des techniques du XXe siècle* ». Il ne veut pas d'une architecture de style bordelais héritière de la tradition du XVIIIe siècle qui n'est que « *poncif, redite et répétition* »⁴⁷. Henri Frugès opte pour un Art déco mâtiné d'Art nouveau opulent et précieux que certains Bordelais sont capables d'admettre. Il fait preuve de davantage d'audace quand il fait construire à Le Corbusier en 1924 une cité à Lège Cap-Ferret ainsi que les Quartiers Modernes Frugès, à Pessac, que l'on appellera plus tard la « Cité Frugès ». Ce projet d'architecture contemporaine engagée dérange la municipalité mais aussi la population qui l'affuble de sobriquets tels que « le rigolarium » ou « les morceaux de sucre de Frugès ».

Original, Henry Frugès ne veut pas se fondre dans la masse. Il cultive une certaine excentricité vestimentaire, dessinant ses propres costumes : pantalons bouffants et serrés au-dessous du genou, vestes dont la doublure revient sur le col⁴⁸. Il a bien d'autres passions que son usine de sucre. Herboriste, photographe, il s'adonne aussi à la calligraphie, aux enluminures,

à la reliure, à la musique et à la peinture. Il se passionne pour l'art et la langue arabe. Après la ruine de la société Frugès en 1929, il se réfugiera en Afrique du Nord : de 1930 à 1933 en Tunisie puis de 1934 à 1962 en Algérie où il se remarie, ayant divorcé en 1934 de sa première épouse. Il revend l'Hôtel Frugès en 1938 et retourne en Gironde en 1963.

Analysons certains aspects de ses goûts illustrés par l'hôtel Frugès. Il fait appel à des artistes contemporains de renom - Daum, Jean Dunand, Gaston Schnegg, Robert Wlérick, Tuffet, Jean Dupas, Emile Brunet, Louis Cazaubon, Artus et Lauriol, Edgard Brandt, Emile Robert, Paul Flos ou René Buthaud - et fait introduire quelques touches d'exotisme⁴⁹. Les tapis de la Manufacture de la Côte d'Argent, sa propre société, reflètent ses penchants. Cette entreprise a beaucoup bougé : on la trouve au 300 rue Pelleport, 32 quai Sainte-Croix, 19 rue Dauphine, 17 rue Jean Descas, 44 rue Peyronnet. Le Registre du commerce de Bordeaux mentionne que s'y adjoint une entreprise de travaux publics en 1925, dont l'activité cesse en 1928. Il est indiqué qu'au 29 mai 1928 la Grande scierie de la Côte d'Argent ayant fermé, cette activité est rajoutée à celle de la Manufacture de tapis !

Les tapis décrochent des prix (fig. 13) : médaille d'argent au Salon des arts décoratifs de Bordeaux en 1923, grand prix à l'exposition générale de l'artisanat français à Paris en 1924, médaille d'argent aux Arts décoratifs de Paris en 1925, médaille d'or à Grenoble en 1925. Henry Frugès dessine et colorie lui-même les cartons de ses tapis et en dépose les modèles pour éviter les contrefaçons⁵⁰. Il communique abondamment au moyen d'insertions dans la presse, d'objets publicitaires de type marque-page et de petits cahiers de « réclame ». Par exemple, le cahier « *Le tapis moderne au véritable point noué à la main* ». Laissons Henry Frugès nous parler de ses créations : « *Nous sommes en pleine Renaissance artistique. Nul ne songe aujourd'hui à en douter : nul n'ose plus sourire ou médire devant les efforts du Papillon pour sortir de la Chrysalide : tous nos artistes poussés par une irrésistible foi, tendent leurs facultés créatrices vers un nouvel idéal de beauté* ».

45. Guérin, Jean et Bernard. *Des Hommes et des Activités, autour d'un demi-siècle*. Bordeaux, Imprimeurs Delmas, 1957, p. 412.

46. Begouin, Bernard. *L'hôtel-musée Henry Frugès Bordeaux*. Mémoire d'histoire de l'art. Bordeaux, 1983, p. 24.

47. Begouin, Bernard. *L'hôtel-musée Henry Frugès Bordeaux*, p. 24.

48. Begouin, Bernard. *L'hôtel-musée Henry Frugès Bordeaux*, p. 13.

49. Du Pasquier, Jacqueline, Coustet, Robert. *Bordeaux Arts déco*. Somogy, Paris, 1997, p. 18 et p. 67.

50. La marque Abd-en-Nor est déposée le 29 février 1924 sous le n° 32218 au Registre du commerce de Bordeaux.

Les formes se simplifient et s'harmonisent avec le genre de vie moderne... C'est sur la Côte d'Argent que vient d'éclore cette fleur : son jardinier Abd-en-Nor, transplanté lui-même de l'Orient lointain, l'entoure de soins vigilants et amoureux... Ses compositions sont presque toutes inspirées de la faune et de la flore marine de la Côte d'Argent : toutes sortes de poissons y évoluent et s'y poursuivent ; les crabes, les oursins, les étoiles de mer, les pieuvres s'enlacent et s'entrecroisent, les algues, les anémones de mer y forment des rubans chatoyants, les coquillages et les vagues même prennent part au Concert de couleurs, de lignes et de formes ».

Or, cet homme, qui vante la modernité sous toutes ses formes et la nécessaire adaptation à des conditions de vie différentes, éprouve pour la peinture moderne une aversion irrépressible. Alors qu'il vit en Algérie, entre 1934 et 1962, il édite *La Balade diabolique des Pics et des Braques* suivie de la *PICABRACOMANIE*, un livret dans lequel il s'attaque notamment à Picasso et Braque. Ses poèmes abondent en jeux de mots :

« Picasso, l'As des Pics, et ses Picassouillons,
Copistes d'Aliénés, de Zoulous et d'Azèques,
Bracopissalade à relent de Météques...
Guérissez-les, Seigneur, de leurs folles mystiques !
Lavez leurs yeux, remplis d'images cahotiques
Et purgez leur esprit des miasmes méphitiques !
Pic-à-Hue, Pic-à-Bia et Pics ahurissants,
Piquettes, Piquetons, Pictureux vagissants,
Atteints de braquésie et de Picassotise
Que d'astucieux Vollards de grands chemin attisent... »

Dans la *Picabracomanie* (psychose moderne), il s'adresse aux étudiants en ces termes :

« Leur principale erreur est une erreur de titre.
Vos essais, attrayants, ne sont pas des TABLEAUX,
Mais des CARTONS, pour ART APPLIQUÉ, parfois
beaux,
Très souvent séduisants, et cela vous attire
A vous spécialiser dans l'Art décoratif,
C'est votre vocation (et métier lucratif
Par-dessus le marché !) ... L'Art non-figuratif
Ne sert qu'à des objets. »

Alors que des passerelles ont été tendues entre l'art, dont la peinture, et les arts décoratifs, il dresse des barrières infranchissables et va à l'encontre des tendances qui permettent aux créateurs de passer sans rupture d'un registre à l'autre.

Dans son petit lexique à l'usage des étudiants, il continue sur ce mode assassin. Ce qu'il ne comprend pas est « laid », ces peintres qui ont voulu rénover les Beaux-Arts font des « *Laid-Arts* ». Picasso arrive en tête de liste des peintres honnis : étranger « né d'un espagnol et d'une italienne », recevant « une

bande d'anormaux exaltés par l'alcool, l'opium, l'éther », soutenu par « le couple juif-germano-unistatien Stein » et les marchands de tableaux, « le juif allemand Kahnweiler et le créole antillais Vollard », s'inspirant de « l'art nègre », des miniatures pré-colombiennes, des dessins d'aliénés ou d'enfants. Sa liste de peintres, qui selon lui n'en méritent pas le titre, comprend aussi Utrillo, Braque, Van Gogh, Gauguin, Cézanne, Vlaminck, Manessier, Le Moal, Lapique, Bazaine, Masson ou Singier. La faute de ces dérives, de « ces extravagances esthétiques » qui ne sont pas françaises même si elles ont lieu en France, revient, selon Henry Frugès, aux étrangers – espagnols, hollandais, allemands, polonais, hongrois ou russes – littérateurs, amateurs et marchands qui fréquentent Picasso.

Il est difficile de comprendre comment un homme qui a voyagé et s'est frotté à d'autres civilisations, qui a fait appel à Le Corbusier, qui s'est intéressé à la culture et aux arts décoratifs, peut être aussi haineux et xénophobe. Péremptoire, il juge et condamne. Notre propos n'est pas d'accabler Henry Frugès, sans doute aigri par ses revers de fortune et vivant à une époque où nombre de personnes partageaient ce type d'idées. Les Bordelais lui sont redevables du magnifique Hôtel Frugès et de la Cité Le Corbusier, deux exemples d'architecture éloignés l'un de l'autre mais constituant des témoignages forts de deux tendances marquantes du moment.

C'est peut-être dans cette attitude qu'il faut chercher les raisons des échecs bordelais en matière d'art décoratif. Les notables impliqués dans le renouveau des arts industriels y ont mis beaucoup de bonne volonté. Ils ont eu des échos des grands mouvements nationaux et internationaux et veulent faire à leur tour rayonner leur ville. Mais ont-ils bien compris ce dont il s'agissait ? Ils manquent sans doute de références pour avoir une démarche moderne, à défaut d'être d'avant-garde. Chacun tire à hue et à dia vers ce qu'il croit être la voie à suivre. A l'échelle internationale, le Bordeaux artistique de cette époque paraît bien frileux. Dans la notice de présentation par l'université américaine de Santa Monica, qui détient les courriers échangés entre Gabriel Frizeau, André Lhote et Ary Leblon, il est indiqué que cette correspondance montre l'isolement culturel presque complet de la ville, au début du siècle⁵¹. Car Gabriel Frizeau est l'exception qui confirme la règle. S'il n'a quasiment jamais bougé de Bordeaux⁵², il est resté toute sa vie en contact avec des écrivains, des peintres, des critiques et des galeristes parisiens, participant par procuration à la vie artistique de la capitale. « A vingt ans, j'ai connu, à

51. « The letters convey the almost complete cultural isolation of Bordeaux at the turn of the century », Getty Research Institute, Université de Santa Monica (Californie).

52. Savin, Pierre. *Gabriel Frizeau, vici-culteur girondin, amateur d'art 1870-1938*. J&D Editions, Biarritz, 1996.



Fig. 13. - Maquette Frugès : Fondateur des Tapis de la Côte d'Argent, à la marque Abd-en-Nor, Henry Frugès est très impliqué dans l'entreprise. Il dessine lui-même les cartons des tapis et s'inspire de la faune et de la flore aquatiques (collection privée).

Bordeaux, un homme de goût que j'appelais « le seul juste de Sodome »... Ce personnage, méprisé de tout Bordeaux – et le seul qu'allaient visiter les artistes et les hommes de lettres descendus de Paris –, écrit André Lhote sur M.F., comme il désigne Gabriel Frizeau⁵³. Edmond Moussié est aussi à mettre à part. Mais peu de Bordelais semblent avoir eu le désir et la capacité de comprendre réellement les évolutions en cours. Ils n'ont saisi que quelques bribes des débats qui parvenaient jusqu'à eux, vraisemblablement déformées par les intermédiaires, ils ont manié des concepts qu'ils ne maîtrisaient pas, sans en appréhender les enjeux, quitte à faire des contresens. Les arts appliqués, plus accessibles que les

beaux-arts et qui avaient un fort impact sur l'économie, ont été abordés et soutenus par les Bordelais aisés avec beaucoup d'intérêt mais un certain dilettantisme. Il leur a souvent manqué les connaissances techniques ou artistiques nécessaires. Il en a résulté que les diverses Associations et Sociétés créées par les notables et quelques rares artisans ont eu des durées de vie trop courtes pour porter des projets significatifs et durables, à défaut d'être réellement novateurs.

53. Lhote, André. *Peinture d'abord, Essais*. Denoël, Paris, 1942, p. 23 et 24 (cet extrait fait référence à un texte initial daté de 1938).

- Begouin, Bernard. *L'hôtel-musée Henry Frugès Bordeaux*. Mémoire d'histoire de l'art, Bordeaux, 1983 (III).
- Benton, Charlotte, Benton, Tim, Wood, Ghislaine. *Art Déco 1910-1939*. Renaissance du Livre, Bruxelles, 2010.
- Béteille, Louis. *Projet de nouveau musée à Bordeaux*. Imprimerie Taillebourg, Bordeaux, 1906.
- Braquehay, Charles. De l'archéologie appliquée aux arts industriels. *Société Archéologique de Bordeaux*, 1874, Tome I, fascicule I, p. 7 à 23.
- Brunhammer, Yvonne, Tise, Suzanne. *Les Artistes Décorateurs 1900-1942*. Flammarion, Paris, 1900.
- Brutails, Jean-Auguste. Quelques réflexions sur l'art décoratif nouveau. *Revue Philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1922, p. 123 à 129.
- Caumes, Philippe. *Les Ferret, un siècle d'architecture, questions d'arts de vivre et d'habiter*. Editions Bastingage, Talence, 2011.
- Coustet, Robert. *Guide des Musées d'Aquitaine*. Le Festin/ACMA, Bordeaux, 1997.
- Coustet, Robert. La gloire de Bordeaux, décors bordelais de l'entre-deux-guerres. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1989, tome LXXX, p. 101 à 112.
- Féret, Edouard. *Personnalités et notables girondins de l'Antiquité à la fin du XIXe siècle*. Féret, Bordeaux, 1889, réédité, Bordeaux, 2009.
- Guérin, Jean et Bernard. *Des hommes et des Activités, autour d'un demi-siècle*. Imprimerie Delmas, Bordeaux, 1957.
- Laurent, Stéphane. *Les arts appliqués en France, Genèse d'un enseignement*. Editions du C.T.H.S., Paris 1999.
- Lechner, Gabrielle. *Recherche sur l'architecte Pierre Ferret*. Mémoire de maîtrise d'histoire de l'art, Bordeaux III, 1986.
- Le Tanneur, Jacques, Berthelot, Paul. *Les heures bordelaises*. Editions La vie bordelaise, Bordeaux, 1924.
- Lhote, André. *Peinture d'abord, Essais*. Denoël, Paris, 1942.
- Mandraut, Claude. La faïencerie C.A.B., (Céramique d'Art de Bordeaux) 1919-1947. *Pages d'Archéologie et d'Histoire girondines*, n°8. *Supplément à la Revue Archéologique de Bordeaux*, 2009, tome 100.
- Michaud, Jean-Jacques. *Bordeaux, le vitrail civil 1840-1940*. Société Archéologique de Bordeaux, collection « Mémoires », volume 5, Bordeaux, 2011.
- Moueix, Jean-François. *Un amateur d'art éclairé à Bordeaux*. Thèse Faculté de lettres et sciences humaines de Bordeaux, 1969.
- Noet, Laurent. *L'atelier-musée des frères Carli et la promotion de la sculpture religieuse à Marseille, Marchés de l'art en province*. Les Cahiers du Centre François-Georges Pariset, n° 8, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010.
- Du Pasquier, Jacqueline. *Hôtel de Lalande, musée des Arts décoratifs*. Bordeaux, Delmas, 1974.
- Du Pasquier, Jacqueline, Coustet, Robert. *Bordeaux Art Déco*. Somogy, Paris, 1997.
- Savin, Pierre. *Gabriel Frizeau, viticulteur girondin, amateur d'art 1870-1938*. J&D Editions, Biarritz, 1996.
- Vachon, Marius. *Enquête sur les Industries d'Art de Bordeaux*. Gounouilhou, Bordeaux, 1895.

Bibliographie

- Vachon, Marius. *Le Nouveau Musée d'Archéologie, d'Art et d'Industrie de Bordeaux*. Conférence organisée par la Société Archéologique de Bordeaux, Delmas, Bordeaux, 1900.
- Vachon, Marius. Bilan de faillite. *Les Arts de la Vie*, septembre 1904, tome II, p. 138 à 143.
- Vachon, Marius. *La guerre artistique avec l'Allemagne, l'organisation de la victoire*. Paris, Payot, 1916.
- Vachon, Marius. *La préparation corporative à la guerre artistique et industrielle de demain avec l'Allemagne*. Paris, 1917.
- Vachon, Marius. *La préparation corporative à la guerre artistique et industrielle de demain avec l'Allemagne*. Protats Frères, Imprimeurs, Macon, Paris, 1918.
- Note sur la création d'un musée d'archéologie et d'art à Bordeaux. *Société Archéologique de Bordeaux*, 1898-1899, tome XXIII, p. 89 à 95.
- Ouvrage collectif. *Louis et Benjamin Gomez, architectes à Bayonne 1905-1959*. Musée basque et de l'histoire de Bayonne, Bayonne, 2009.

Actes notariés

- Déclaration de souscription de versement Société Anonyme des Arts Décoratifs du Sud-Ouest, 18 janvier 1922, Maître Bossuet, notaire à Bordeaux ;
- Dépôt de statuts de la Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest, 18 janvier 1922, Maître Bossuet, notaire à Bordeaux ;
- Dépôt de Pièce, Assemblée générale constitutive de la Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest, 26 janvier 1922, Maître Bossuet, notaire à Bordeaux.

Sources imprimées

Catalogues

- Catalogue de l'exposition de la Société d'Art Moderne, 1900, B.M.Bx., cote A P 31340.
- Catalogue du Salon de la Société des Arts Décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest, 1924, 1925, A.M.Bx., cote BIB 6 A 34 à BIB 6 A 35.
- Catalogue du Salon d'Art et de Décoration, 1932, B.M.Bx., cote A P 30017 (1), 1933, A.M.Bx., cote BIB 6 E 107, 1934, B.M.Bx., cote A P 30017 (3).
- Catalogues de la Foire de Bordeaux de 1919 à 1930, fonds privés.

Documents divers

- Délibérations du conseil municipal de Bordeaux de 1899 à 1921, A.M.Bx., cote de BIB M 4 1 à BIB M 4 23.
- Registre du commerce de Bordeaux, folio n° 20, n° d'ordre 1524, référence 25 346 4, A.D.Gir.
- Rapport sur la création d'un musée d'Art ancien et des Arts appliqués sur les terrains de l'Ecole de dressage appartenant à la ville de Bordeaux, 1er janvier 1919, A.M.Bx., cote E VI D 12.
- Dossier sur la Société d'Art Moderne, A.M.Bx., cote 1265 K1.
- Dossier sur l'Ecole municipale des Beaux-Arts, A.M.Bx., cote 1066 W 34.
- Consultation du site du Getty Research Institute, Santa Monica University (California).

Fonds privés

Le tapis moderne au véritable point noué.

La Balade diabolique des Pics et des Braques suivie de la PICABRACOMANIE.

Journaux

Art et Décoration, Revue mensuelle d'art moderne, Tome VII, janvier-juin 1900, BNF, NUMP 2633.

La Gazette des Beaux-Arts, mai-juin 1988, A.M.Bx., cote BIB 9 G 1160.

La Liberté du Sud-Ouest, 1928, A.M.Bx., cote 8 C 38.

La Petite Gironde, de 1900 à 1929, B.M.Bx., cote MIC 502.

La Renaissance, 1931, p. 203 à 206. B.M.Bx., cote P 230.

La Société philomatique, la revue du bicentenaire 1808-2008, Empreintes, n°60, 2008.

Le Sud-Ouest Economique, B.M.Bx., de 1922 à 1931, cote P 216.

La Vie Bordelaise, 1924, 1927, B.M.Bx., cote P 58.

Société Philomatique de Bordeaux, 1919, 1922, BNF, cote NUMP 277.

Fonds privés

Mobilier et décoration d'intérieur, mai-juin 1922, p. 28 à 31.

Notes et documents



Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 145-150

L'écu d'or au type spécial émis à Bordeaux sous Charles VIII

Dominique Ursy

Charles VIII (30 Août 1483-8 Avril 1498)

Né en 1470, fils de Louis XI et de Charlotte de Savoie, Charles VIII est l'unique héritier du couple, tant attendu après 19 ans de mariage. Agé de 13 ans lors du décès de son père, trop jeune pour régner, Charles VIII doit alors accepter la régence de sa soeur Anne de Beaujeu âgée de 23 ans, conformément aux dernières volontés de Louis XI.

Son cousin Louis d'Orléans (le futur Louis XII) prend alors la tête de la rébellion contre Anne de Beaujeu qui le fait emprisonner. Elle organise aussi le mariage en 1491 à Angers de son frère Charles VIII avec Anne de Bretagne et donc héritière du Duché de Bretagne. Une fois son frère marié, âgé de 20 ans, elle lui cède le pouvoir, il fait aussitôt libérer son cousin à qui il accorde son pardon.

La mort du roi de Naples en Janvier 1494, va fournir à Charles VIII, l'occasion de faire valoir ses droits sur ce royaume. C'est le début des Guerres d'Italie. Charles VIII monte une expédition pour conquérir Naples.

1495 : Le triomphe Italien : Charles VIII rentre à Naples : récit d'une victoire illusoire !

La descente en Italie est projetée en 1492. Lorsqu'elle a lieu en 1495, les ennemis potentiels du roi de France se sont tous effacés. À Milan, Jean Galéas Sforza est mort, son successeur Ludovic le More, est l'un de ceux qui ont le plus désiré la venue de Charles VIII et lui fait donc bon accueil lors de son arrivée en Lombardie. À Florence, face à la puissance de leur armée, Pierre de Médicis se proclame l'ami des Français. Les Italiens ont l'habitude de ces troupes qui ne font que passer et s'évanouissent aussitôt !

A Naples, le roi Ferdinand d'Aragon vient de mourir lorsque les Français arrivent. C'est donc sans combattre qu'ils entrent à Naples, le 22 Février 1495, dans une atmosphère de fête triomphante. Cependant la présence des Français ne satisfait pas très longtemps les Napolitains. Une ligue se forme, qui réunit Milan, Venise, les Espagnols, l'Empereur Germanique et le Pape. Les Français sont battus en Juillet 1495. Charles VIII rentre en France, mais laisse sur place des troupes, dont les Aragonais vinrent à bout sans peine, en 1496. Pour Charles VIII, l'aventure italienne est close. Il signe la capitulation en 1497.



Fig. 1. - Écu d'or sol au type spécial, Bordeaux, 1er semestre 1494, Ø 26 à 26,5 mm, 3,2 g, axe 1 h (coll. part., cl. D. Ursy).

Le roi s'installe alors à Ambroise et y mène une vie de plaisirs. D'Italie, il rapporta un certain goût, transformant son château en une magnifique résidence. Malheureusement, il perd son fils unique, de la rougeole, en 1495. Au moment où il prépare une autre expédition en Italie, il disparaît, le 8 avril 1498, à l'âge de 28 ans, à la suite d'un bête accident, se cognant la tête contre le linteau d'une porte un peu trop basse !

Veuve, Anne de Bretagne, liée par son contrat de mariage avec Charles VIII, doit alors épouser Louis d'Orléans, devenu Louis XII, afin que le duché de Bretagne reste dans le royaume de France.

Présentation de la monnaie

La monnaie présentée est un écu d'or au type spécial, à la croix cantonnée d'une lettre B et d'un croissant, émis à Bordeaux sous Charles VIII en 1494 (fig. 1). Elle est référencée dans les ouvrages de Jean Duplessy¹, Jean Lafaurie² et Louis Ciani³.

Description

Métal : or au titre de 963 pour 1000, ou 23 1/8 carats.

Poids : 3,2 g, poids léger par rapport au poids théorique de 3,496 g.

Diamètre : 26 à 26,5 mm. Laissant apparaître une partie du grenetis extérieur.

Axe⁴ : 1 h.

Cours : 33 sols et 3 deniers (= 1 livre 13 sols 3 deniers) tournois.

Origine : Chastagner Numismate à Lyon, lors de la bourse de Pessac, en octobre 2012.

Avers : écu de France couronné surmonté d'un soleil, d'où son nom écu d'or au soleil. Nous pouvons observer la présence d'une marque à l'intérieur de l'écu de France, due à la cassure du coin.

Légende : (nef initiale) : KAROLVS : DEI : GRA : FRANCORV REX, soit « Charles par la grâce de Dieu roi des Francs ».

Revers : croix fleurdelisée avec quadrilobe en cœur contenant un croissant, cantonnée au 2^e canton d'une lettre B et au 3^e d'un croissant. Les grenetis intérieurs et extérieurs sont perlés.

Légende : (couronne initiale posée sur un croissant⁵) : XPS⁶ : VINCIT : XPS : REGNAT XPS : I (pour IMPERAT) soit : « Le Christ vainc, le Christ règne, le Christ commande ».

À l'avant comme au revers, la ponctuation utilisée est du même type, il s'agit de deux losanges superposés. Il semblerait que ce soit là, le différent du maître bordelais Jobert de Chique, en poste de 1475 à 1495, ces losanges pourraient être les carreaux d'un échiquier, et partant un différent parlant pris par ce maître de la monnaie bordelaise.

Le type spécial

L'émission des écus d'or au type spécial, à la croix cantonnée de lettres, est contemporaine de l'aventure italienne. Suivant Jean Duplessy ils dateraient du premier semestre 1494. Cette émission serait légèrement antérieure à la seconde émission des écus d'or de Charles VIII datant du 8 juillet 1494 et présentant un lys initial, alors que les monnaies de la première émission (11 septembre 1483) présentaient une couronne initiale. Elle est qualifiée par Jean Duplessy de spéciale, car au revers la simple croix fleurdelisée du type classique (1^{re} et 2^e émissions) est cantonnée de lettres rappelant le lieu de frappe.

À cette époque, il existait en France 34 ateliers monétaires, dont 21 étaient référencés par des points secrets (point n° 1 à 21), 8 par des lettres, et 5 par des symboles dont Bordeaux avec sa nef. Seuls quatre ateliers ont frappé l'écu au type spécial : Bayonne (croix cantonnée des lettres B et A), de Bordeaux (croix cantonnée d'une lettre B et d'un croissant), de Poitiers

1. Duplessy 1988, p. 262-263, n° 576.

2. Lafaurie 1951, p. 120, n° 554 d.

3. Ciani 1926, p. 157, n° 795.

4. L'axe, exprimé sur douze heures dans le sens horaire d'une montre, indique l'écart d'alignement (basé sur les figures) du revers par rapport à l'avant supposé être à 12 h (ou 0 h) (J.-P. C.).

5. Le croissant nettement visible semble en fait se substituer à l'intérieur du cercle de la couronne (J.-P. C.).

6. Malgré les apparences, il s'agit des lettres grecques khi, rho et sigma de Χριστός, latinisé en Christus (J.-P. C.).

(croix cantonnée des lettres P et T)⁷ et enfin de Limoges (croix seulement cantonnée d'une lettre L) (fig. 2 à 5). Nous ne connaissons pas la raison de cette émission, ni les raisons pour lesquelles seulement quatre ateliers furent concernés, mais cependant nous pouvons constater que ces ateliers sont géographiquement assez proches en particulier pour trois d'entre eux⁸.

Remarquons aussi qu'il n'existe pas de demi-écu d'or pour ce type.

Cotes et rareté relative des monnaies de ce type

Les quatre monnaies des figures 2 à 5 se trouvaient dans l'importante collection Marchéville, dispersée entre le 22 et le 26 novembre 1927 en ce qui concerne les monnaies émises entre Hugues Capet et Charles VIII. Les experts de cette importante vente qui fait encore référence de nos jours, étaient les célèbres Jules Florange et Louis Ciani.

Concernant ces quatre monnaies, deux d'entre elles (celle de Poitiers et de Limoges) faisaient partie d'un fond assez ancien ; par contre Marchéville ne fit l'acquisition des deux autres (Bayonne et Bordeaux) que fin mars 1927 (ancienne collection Babut), soit très peu de temps avant la vente du 22 au 26 novembre 1927. De plus, il est étonnant de constater qu'à l'époque, les deux monnaies acquises étaient attribuées au seul atelier de Bordeaux, alors que de nos jours la monnaie avec la croix cantonnée des lettres B et A est attribuée à Bayonne.

Nous pensons qu'à cette époque, Marchéville avait du surpayer les deux monnaies manquantes, provenant de la collection Babut, car les cotes attribuées à celles-ci étaient déraisonnables (2.400 francs), alors que celles des deux autres monnaies faisant partie depuis plus longtemps de sa collection avaient des cotes bien moindres (650 francs pour celle de Poitiers, et seulement 175 francs pour celle de Limoges qui était dans un petit état). Rappelons à titre de comparaison qu'un écu d'or classique émis sous Charles VIII avait une cote de 200 à 300 francs pour une monnaie dans un bel état.

7. Ses écus sont en outre caractérisés : à l'avant par un anneau sous la 8^e lettre (D de DEI), au revers par un sautoir en cœur du quadrilobe au lieu d'un point (J.-P. C.).

8. Ce sont tous des ateliers sis dans l'ancienne principauté anglo-gasconne du Prince Noir, dont les différents (marques) d'ateliers étaient : B (Bordeaux), L (Limoges), P (Poitiers). Celui de Bayonne n'existait pas alors. On note, pour l'émission de l'écu sol au type spécial, l'absence de La Rochelle qui existait toujours et dont le différent d'atelier avant la conquête française était R (J.-P. C.).



1923 OR

Fig. 2. - Écu d'or sol au type spécial, Bayonne, lettre B & A, vente Marchéville 1927, Ø 26 à 27 mm.



1922 OR

Fig. 3. - Écu d'or sol au type spécial, Bordeaux, lettre B & croissant, vente Marchéville, Ø 26 à 26,5 mm.



1921 OR

Fig. 4. - Écu d'or sol au type spécial, Poitiers, lettres P & T, vente Marchéville, Ø 27 mm.



1913 OR

Fig. 5. - Écu d'or sol au type spécial, Limoges, lettres L, vente Marchéville, Ø 25 à 27,5 mm.



Fig. 6. - Dessin du revers de l'écu sol au type spécial, Bordeaux, dans Hoffmann 1878, Ø 26 mm.

Manifestement, lors de la rédaction du catalogue de la vente de 1927, les experts n'ont pas pensé que ces quatre monnaies appartenaient au même type⁹, plus tard qualifié de spécial par Jean Duplessy. Leur rareté est de nos jours très importante, et il est tout aussi difficile de retrouver l'une ou l'autre. Jean Duplessy est d'ailleurs revenu sur les estimations établies par Louis Ciani et Jules Florange en 1927, et indique au collectionneur dans son ouvrage de 1988, une cote de 9.000 francs pour chacune de ces 4 monnaies ; ce qui est comparable à la cote d'un demi écu d'or émis sous Charles VIII. À titre de comparaison, un écu d'or classique en bel état de cette époque avait, en 1988, une cote de 3.000 à 3.500 francs, soit 3 fois moins. L'exemplaire de la figure 1 a été acquis pour 510 euros. En 1878, elle était cotée 40 francs¹⁰ et, en 1919, 250 francs, à l'instar des exemplaires de Bayonne ou Poitiers, tandis que l'écu d'or sol classique, de la seconde émission ne valait que 75 francs¹¹. Mais pour comparer il faut tenir compte de l'inflation qui a sévi après la Première Guerre mondiale, notamment, et des dix-sept dévaluations intervenues de 1928 (franc Poincaré) à 1986. En utilisant le convertisseur de l'INSEE, qui ne tient compte, outre l'inflation depuis 1901 que du passage de l'ancien franc au nouveau franc (1960) et du franc à l'euro (2002), l'on constate que le prix pour un écu d'or sol au type spécial émis à Bordeaux, ne progresse approximativement que de 60 % de 1919 à 2012 avec toutefois un enchérissement très net de 1927 à 1993. La cote de la vente Marchéville étant en valeur constante (pouvoir d'achat) à peu près 4,5 fois celle établie par Ciani en 1919.

Cependant, lors de la vente Marchéville en novembre 1927, cette monnaie bordelaise avait la cote record de 2.400 francs ! Ce même mois de novembre 1927, un vieux corps de ferme assez ruiné du XVIII^e siècle et ses dépendances, avec 2 hectares de bois contigus, sis aux Clauds-Vieux à Sainte-Orse (Dordogne) était acquis pour 1.000 francs. Le même acquéreur achetait, le 10 août 1929, 3 hectares de terres adjacentes pour 1.300 francs. La somme investie au total était donc de 2.300 francs soit pratiquement le prix de la monnaie issue de la collection Marchéville.



Fig. 7. - Exemplaire de la vente Drouot Richelieu 24 juin 2002, Ø 25 à 26 mm.

Liste des exemplaires provenant de l'atelier bordelais retrouvés à ce jour

Le plus ancien est la gravure du revers seul, publié en 1878 par Henri Hoffmann (fig. 6), qui lui donne le poids de 3,40 g¹². Le dessin est repris par Louis Ciani¹³, puis par Jean Duplessy¹⁴. Il se distingue par la présence du croissant dans le quadrilobe (comme l'exemplaire objet de ces lignes), une couronne sans croissant en tête de légende au revers, et surtout une ponctuation formée de deux points superposés. Ce dessin est-il fidèle à un exemplaire où est-ce une monnaie idéale, synthèse de plusieurs ?¹⁵

Le deuxième est celui de la collection Marchéville, n°1923 dans le texte du catalogue, mais n° 1922 sur sa planche XXXI (fig. 3)¹⁶.

La photographie illustrant l'ouvrage de Jean Lafaurie, pourrait en être un troisième¹⁷. Il offre les mêmes caractéristiques que celui de la figure 1.

9. Lafaurie 1951, p. 120, présente cet écu comme une variante des ateliers de l'ouest de la première émission de l'écu d'or sol de 1483, tout-en les datant de 1494, et les fait suivre d'une variété de Perpignan (J.-P. C.).

10. Hoffmann 1878, I, p. 71, Charles VIII n° 4.

11. Ciani 1926, p. 156, n° 791 (Poitiers), p. 157, n° 793 (Bayonne) & 795 (Bordeaux), 796 (2e émission). Bien que publié en 1927, à la veille du franc Poincaré, les cotes sont en francs valeur de 1919.

12. Hoffmann 1878, I, p. 71, Charles VIII n° 4, & II, pl. XXXVIII, n° 4.

13. Ciani 1926, p. 157, n° 795.

14. Duplessy 1988, p. 262-263, n° 576.

15. La première proposition est la plus vraisemblable, même si l'on peut éventuellement douter de la fidélité de la ponctuation (J.-P. C.).

16. Florange & Ciani 1927, p. 93, n° 1923, pl. XXXI (sous n° 1922).

17. Lafaurie 1951, pl. XXV, n° 554d.

Un troisième semblable se trouvait dans la vente Drouot Richelieu du 24 Juin 2002, sous le n° 198¹⁸. Monnaie qualifiée de peu courante et dans un petit état B/TB¹⁹, ayant un poids pourtant assez élevé de 3,33 g (fig. 7).

Enfin, deux exemplaires sont signalés par Bailly, numismate à La Rochelle, en 1997, mais ne sont malheureusement pas reproduits²⁰. Le premier (état TTb+²¹) fut acquis en décembre 1993, pour 8.000 francs de B. Poindessault, le second (état TB) en avril 1996, pour 3.000 francs par de Jean Vinchon.

Le croissant, marque de Bordeaux ?

Sur la monnaie présentée (fig. 1) la lettre B, initiale de la ville, n'est pas accompagnée d'une seconde lettre, comme pour Bayonne (B et A) ou Poitiers (P et T), mais d'un croissant de lune. Le croissant se retrouve dans le quadrilobe en cœur de la croix de revers (fig. 8), au lieu d'un point comme pour les autres ateliers²². Le revers fourni par Jean Duplessy possède aussi un croissant. Néanmoins l'exemplaire de la vente Marchéville présente, lui, un point. Y aurait-il eu deux émissions ou séries de frappe à Bordeaux ?

La lettre B fut le premier différent utilisé par l'atelier bordelais. Par la suite la nef fut le différent par symbole utilisé par cet atelier à la fin du règne de Charles VII. Très certainement, ce différent est à mettre en relation avec l'activité de son port, très fructueuse à cette époque ; le croissant de lune, symbolisant la courbure du fleuve, la Garonne, Bordeaux étant aussi appelée le port de la Lune.

Sur cet écu d'or au type spécial datant du premier semestre 1494, nous trouverions donc, après le denier et son obole au lion avec E oncial et croissant d'Édouard Ier²³, la première apparition numismatique de ce symbole liant le croissant de lune à notre ville de Bordeaux²⁴. Sur les monnaies de la seconde émission, à partir du 8 Juillet 1494, la nef est désormais posée sur un croissant (fig. 9), puis à partir de la réforme de 1540, la lettre K est attribuée à l'atelier monétaire de Bordeaux, mais la persistance de l'ancien différent, en même temps que du nouveau, est assez tenace. Nous retrouvons en effet l'ancien différent nef sur croissant sur des monnaies d'Henri II, de Charles VIII et d'Henri III. Mais à partir du règne d'Henri III, seule la lettre K semble utilisée, et ce jusqu'en 1878 date de la fermeture de l'atelier.

Fig. 8. - Détail du revers de l'exemplaire présenté : croissant au 3e quartier, en cœur du quadrilobe central, sous la couronne en début de légende (coll. part., cl. D. Ursy).



Fig. 9. - Écu d'or sol 2^e émission, Bordeaux, 8 juillet 1494, Ø 26 mm, 3,4 g, axe 10 h (coll. part., cl. D. Ursy).

18. Expert Sabine Bourgey.

19. Beau à très beau.

20. Bailly 1997, p. 47.

21. Très-très beau supérieur

22. Nous remercions Jean-Paul Casse d'avoir remarqué ce détail.

23. Selon Duncan Elias, leur émission daterait de 1305 (Elias 1984, p. 49, n° 20 & 20a - denier - & p.50, n° 22 - obole - ; Meaudre de Lapouyade 1913-1914 reproduit le dessin du denier, p. 388) (J.-P. C.).

24. Au plan héraldique un croissant est présent sur les sceaux de la ville depuis la plus ancienne empreinte conservée, datant de 1297. Même s'il n'est pas encore sur l'onde (Meaudre de Lapouyade 1913-1914, p. 386 & pl. I, fig. 2) (J.-P. C.).

Bibliographie

- Bailly 1997, Bailly, Alain, *La cote des monnaies françaises en or : de Philippe IV à la IIIe République*, La Rochelle, AB Finance, 1997
- Ciani 1926, Ciani, Louis, *Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI avec indication de leur valeur actuelle. Description générale ornée d'un grand nombre de reproduction*, Paris, J. Florange – L. Ciani, 1926
- Duplessy, 1988, Duplessy, Jean, *Les monnaies françaises royales de Hugues Capet à Louis XVI (987-1793)*, I, (*Hugues Capet - Louis XII*), Paris-Maastricht, Maison Platt-A. G. Van Der Dussen, 1988
- Elias, 1984, Elias, E. R. Duncan, *The Anglo-Gallic coins (Les monnaies anglo-françaises)*, Paris-Londres, Émile Bourgey-Spink and Son Ltd, 1984

- Florange & Ciani, 1927, Florange, Jules & Ciani, Louis, *Catalogue de monnaies françaises de Hugues Capet à Charles VIII – I^{re} partie dont la vente à l'amiable au public aura lieu du mardi 22 au samedi 26 novembre 1927 (experts J. Florange et L. Ciani)*, Mâcon, imp. Protat frères, 1927
- Hoffmann 1878, Hoffmann, Henri, *Les monnaies royales de France depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XVI*, Paris, Hoffman, 1878, 2 vol.
- Lafaurie 1951, Lafaurie, Jean, *Les Monnaies des rois de France, I, De Hugues Capet à Louis XII*, Paris-Bâle, Émile Bourgey, 1951
- Meaudre de Lapouyade 1913-1914, Meaudre de Lapouyade, Maurice, « Les armoiries de Bordeaux », *Revue historique de Bordeaux*, VI (1913), p. 385-410 & VII (1914), p. 18-49.

Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 151-156



Jean-François Fournier

Nouvelles recherches relatives au sculpteur Jean Mahay, dit le Liégeois

J'ai déjà publié dans les pages de la *Revue archéologique de Bordeaux* deux articles consacrés à la vie et à l'œuvre du sculpteur Jean Mahay, dit le Liégeois (1647-1688)¹, mort assassiné à Libourne. De nouvelles recherches effectuées dans le minutier des Archives départementales de la Gironde ont permis de retrouver plusieurs actes notariés qui donnent l'occasion de mieux connaître son existence.

En premier lieu, j'ai découvert un acte d'opposition établi chez le notaire libournais Antoine Ducasse par un certain Joseph Grange qui fut l'ouvrier de Mahay². En voici le texte :

Aujourd'hui vingt cinquième du mois de janvier mil six cens huictante quatre avant midy pardevant moy no^{re} Royal a comparu Joseph Grange compaignon menuizier habitant de p^{re} en cette ville lequel a dict que peult avoir six mois ou environ qu'il travaille pour Nicollas Mahé dict Liégeois M^{re} sculteur habitant de lad ville dans lequel service led Liégeois lui est débiteur de la somme de trente sept livres douze sols d'arresté de conte faict ce jourd'hui entre eux croyant led Grange estre paye sur le champ attendeu qu'il est compaignon passant sans que led Mahe en tienne conte et comme led Grange esi pressé et qu'il est adverty que M Limouzin escrivain de la ville esi débiteur envers led Mahe de certaine somme pour raison du travail que tant le remontrant que led Mahe ont fait pour led Sr Limouzin icelluy Grange declare par ses presants aud Sr Limouzin qu'il s'oppose à ce qu'il n'ay vuider ses mains de ce qu'il peult debvoir aud Mahe jusques à ce qu'il soit payé

de la somme de trente sept livres douze sols ou que autrement par jeustisse en soit ordonne protestant ou au prejudice de la p^{re} opos^{on} il en videroit ses mains de tous dépens et de luy faire payer une seconde fois en son prorequis acte a moy no^{re} et icelluy vouloir nottifier aud Sr Limouzin qu luy ay octroye. Faict a Libourne dans mon estude en presance de Guillaume Ducasse et Jean Pery praticiens habitans dud Libourne temoins a ce appelés et requis.

Ducasse not royal Joseph Grange Ducasse Pery

Notifié le dit jour vingt cinquième Janvier au susd aud Sr Limouzin par coppie delivree a sa femme a son domicile qu'elle a prinze et promet d'advertir son mary veneu. Et faict de par ville par moy

Ducasse Not royal

Et advenant le trante uniesme et dernier jour dud mois de janvier aud an mil six cens huictante quatre après-midy pardevant moy dict no^{re} et les temoins bas nommés ont comparu led Joseph Grange et led Jean Mahe lesquels ont dict que suivant l'arreste inséré dans l'acte cy dessus ont convenu scavoir que led Mahe doit payer auc Grange la somme de vingt huit livres

1. Fournier, 2002, p. 239 et ss ; Fournier, 2009, p. 195 et ss.

2. A.D.Gir. 3 E 12 822 (acte 357 v°).

laquelle il a réalisé en deux pistoles d'Espagne vallant douze livres et deux louis blancs faisant la somme de vingt huit livres qu'icelluy Grange a prinze et ressue de laquelle octroye quittance par ces presentes aud Mahe et quant au restant qui est neuf livres douze sols led Mahe a promis et sera tenu le payer aud Grange dans le dixième jour du mois de février prochain a peyne de tous despens declairant led Grange qu'il se depart de lad oppo^{on} au Sr Limouzin ce que les parties promettent entrevenir. Faict à Libourne dans mon estude en presence de M^r Guillaume Ducasse et Jean Pery praticiens habitans dud Libourne tesmoins de cé appelle et requis par moy.

Ducasse not royal Joseph Grange Jean Mahay Ducasse Pery

Ce document est de la plus haute importance car il indique que Mahay était appelé Nicolas dans la vie quotidienne ; en revanche, quand il signait un acte officiel il signait Jean Mahay ; nous reviendrons plus tard sur ce point qui donne une précieuse indication sur ses origines. Il est aussi précieux pour juger son caractère ; Jean Mahay devait être un homme âpre au gain ; on savait déjà qu'en 1686, il avait reçu une assignation des membres de la confrérie Saint Nicolas sise en l'église Saint-Jean-Baptiste de Libourne pour ne pas avoir livré à temps le retable qu'ils lui avaient commandé et dont ils avaient payé la presque totalité de la somme due. Ce retard n'était pas dû à sa négligence mais au fait qu'il avait accepté trop de commandes à la fois. Il est vrai que dans son esprit, son séjour à Libourne n'était, peut-être, qu'une étape pendant laquelle il voulait gagner le maximum d'argent afin de regagner son pays natal. Cette impression est confirmée par la procédure criminelle faite à l'occasion de son meurtre : bien qu'elle ne soit conservée que partiellement aux Archives départementales de la Gironde sous la cote 8 J 513, elle montre que certains objets mobiliers de la maison qu'il occupait (en particulier le lit) n'étaient pas à lui puisque sur l'inventaire après-décès qui fut dressé à cette occasion figure, en marge de la description de certains meubles, une mention indiquant qu'ils firent l'objet d'une revendication de propriété et ne furent d'ailleurs pas inclus dans la vente du mobilier. Ceci étant, les motivations de Joseph Grange étaient en partie fallacieuses car il prétendit être pressé de partir de Libourne alors qu'on retrouve sa trace le 13 mai 1687, date à laquelle il signa devant Maître Sené, notaire à Libourne, un contrat par lequel il s'engageait à faire différents meubles pour Monsieur de Guérin³.

Malgré de nouvelles recherches effectuées depuis la parution de mon dernier article relatif à Jean Mahay en 2009 dans les pages de la *Revue archéologique de Bordeaux*, il m'a été impossible d'élucider le mystère que constitue son existence avant son arrivée à Libourne. Il vit le jour en 1647 puisqu'il était âgé de quarante ans lors de son décès survenu le 5 janvier 1688 mais la trace de son baptême n'a pu être retrouvée.

On peut penser qu'il naquit dans une paroisse de la Principauté de Liège, vraisemblablement Gedinne, Pessoux ou Barvaux-Condroz⁴ dont les registres de baptême pour l'année 1647 ont disparu mais dont on est certain qu'elles étaient habitées par des Mahay, patronyme typiquement liégeois puisque, dans le dialecte local, il désigne un petit ruisseau ou un canal. Celui qui traverse le village d'Hollogne-aux-Pierres, aujourd'hui rattaché à la commune de Grace-Hollogne, se nomme encore le Mahay ; il a du reste donné son nom à un hameau proche de lui⁵.

Il est à noter que dans la paroisse de Barvaux-Condroz naquit en 1712 un enfant qui reçut le prénom de Jean-Nicolas, exactement comme notre sculpteur ; ils appartenaient certainement à la même famille ; peut-être même le nouveau-né reçut-il ce prénom en mémoire du sculpteur disparu.

L'absence de documents concernant Jean Mahay avant son arrivée à Libourne ne peut s'expliquer que par le fait qu'antérieurement il dut travailler longtemps sous la direction d'un patron qui signait les contrats le liant à ses commanditaires mais, selon l'usage, sans mentionner le nom de ses ouvriers.

Toujours par l'inventaire après-décès qui fut dressé après sa mort, on sait que Jean Mahay se servait pour écrire d'une écriture en corne et qu'il possédait plusieurs livres. Le greffier chargé de la rédaction de cet acte déforma le nom des ouvrages et n'indiqua pas les noms de leurs auteurs mais nous avons pu établir que parmi eux se trouvaient l'*Abregé ou racourcy de la perspective* de Vauzelard, édité à Paris en 1652⁶ et le *Theatrum floral* de Daniel Rabel, édité à Paris en 1637⁷. Il possédait aussi un livre de dessins, les *Métamorphoses* d'Ovide, l'*Imitation de Jésus-Christ* et le *Nouveau Testament*. On ignore la date et le lieu de parution de ces trois derniers ouvrages mais il est curieux que les deux premiers soient des éditions parisiennes : avant de s'établir à Libourne, Mahay ne serait-il pas passé par la capitale ? Une indication pourrait confirmer cette possibilité ; dans son inventaire après-décès on trouve la mention : *un marteau à marquer*, or, en province au XVII^e siècle, l'usage de cet objet était pratiquement inconnu alors qu'à Paris un règlement datant de 1637 imposait aux menuisiers-sculpteurs de faire usage de cet ustensile dont l'empreinte, apposée sur une tablette de plomb, était conservée par le Procureur Général du Châtelet. Nous ignorons si c'est à Paris ou dans son pays natal qu'il accéda à la maîtrise mais, de son temps, les Libournais le

savaient car il fût, à cette époque, le seul sculpteur ayant travaillé dans la ville à être appelé *Maître* par les habitants et à avoir reçu le titre de *Bourgeois de Libourne*⁸, mais il est impossible de savoir la date de l'attribution de ce titre, les délibérations de la Jurade de Libourne étant lacunaires du 27 avril 1680 au 27 février 1685⁹. Compte tenu que, selon la règle en vigueur, il ne put devenir Bourgeois de Libourne qu'un an après être arrivé dans la ville¹⁰, l'attribution du titre doit se situer entre le 1^{er} juin 1683 (puisque son nom apparaît pour la première fois le 1^{er} juin 1682) et le 27 avril 1685, date où reprend le compte-rendu des délibérations de la Jurade. Cette lacune est calamiteuse pour nos recherches car le fait qu'il postula à la qualité de *Bourgeois* impliqua de sa part la production d'une requête et de son acte de baptême afin de prouver son identité et son appartenance à la religion catholique. Cet acte aurait aussi donné toutes les précisions souhaitables sur ses origines et sa filiation mais l'absence de ce type de document dans les archives municipales de Libourne montre que les requêtes adressées au Maire et aux Jurats afin d'obtenir la qualité de bourgeois durent partir en fumée lorsque les sans-culottes libournais brûlèrent de nombreux papiers provenant de la Mairie.

Dans mon dernier article consacré à Jean Mahay¹¹, j'avais émis l'hypothèse selon laquelle son arrivée à Libourne était liée à un différend survenu entre le sculpteur Charles Ferraguet et les Révérends Pères Cordeliers du couvent de Libourne au sujet de la commande d'un tabernacle destiné au couvent Saint-Antoine de Salin à Toulouse qui semble n'avoir jamais été exécuté, le contrat n'ayant pas été suivi de l'acte de clôture comme c'était alors d'usage. On peut affiner cette hypothèse à la suite de la découverte de deux documents : le bail locatif que signa Ferraguet le 15 mars 1682 devant le notaire libournais Ducasse pour la location d'une maison sise rue Orbe appartenant à un certain Clément Lhéritier et la sommation que ce dernier fit établir devant le même notaire le 14 mars 1683 afin que Ferraguet paie son loyer ou vide les lieux¹².

Voici, chronologiquement, les faits connus par des documents certains¹³ :

- 21 décembre 1681 : Ferraguet signe un contrat avec les Cordeliers pour la réalisation d'un tabernacle destiné au couvent Saint Antoine de Salin à Toulouse devant le notaire libournais Gabriel Sené.
- 10 mars 1682 : Date à laquelle Ferraguet devait livrer le tabernacle. Contrairement à son habitude, Sené, le notaire, ne procéda pas à l'acte de cancellation, ce qui semble indiquer que l'ouvrage ne fut pas exécuté.
- 15 mars 1682 : Ferraguet, bien qu'habitant déjà Libourne, loue une maison rue Orbe par contrat passé devant le notaire libournais Ducasse.

• 1^{er} juin 1682 : On mentionne pour la première fois le nom de Mahay qui signe un contrat pour l'édification du retable de l'église de Fronsac.

• 15 janvier 1683 : Les Cordeliers de Libourne passent commande à Jean Mahay d'une chaire devant le notaire Gabriel Sené, ignorant Ferraguet qui habitait près de chez eux et connaissait de graves difficultés financières qui durent être la cause de son départ pour Saint-Émilion quelques mois plus tard¹⁴.

• 14 mars 1683 : Devant le notaire libournais Ducasse, Lhéritier, propriétaire de la maison louée à Ferraguet, le somme soit de payer son loyer soit de vider les lieux.

Le désaccord entre les Pères Cordeliers et Ferraguet dut être très grave car les religieux ne pouvaient pas ignorer que le sculpteur, leur voisin, qui avait édifié pour eux un retable dans une chapelle de leur église en 1680¹⁵, connaissait de graves problèmes financiers. Le litige dut porter sur la qualité de son travail ou sur ses délais de livraison. C'est sans doute pour une de ces raisons qu'on fit appel à Mahay. Un détail, à cet égard, est tout à fait significatif : quand, pour la première fois, apparut le nom de Jean Mahay, c'est-à-dire le 1^{er} juin 1682, jour où fut signé le contrat en vue de l'édification du retable de l'église de Fronsac, il fut précisé au sujet du sculpteur *demeurant présentement en cette ville* (Libourne) alors que sur tous les autres actes qu'il signa par la suite il est qualifié *d'habitant de Libourne*. Il semble que Mahay fut appelé à la rescousse pour faire ou achever le tabernacle commandé à Ferraguet, et devant la qualité de son travail, il reçut de nombreuses commandes qui l'amènèrent à rester à Libourne. Mais qui fit appel à lui ? Dans notre dernier article consacré à Mahay, j'avais suggéré que les acteurs de cette opération pouvaient être le Gardien des Cordeliers ou Ferraguet lui-même mais il est possible, aussi, que ce soit Jean de Belliquet (1642-1721) qui se soit chargé de trouver un remplaçant au sculpteur défaillant. Ce Jean de Belliquet, avocat de son état, Procureur syndic du couvent des Cordeliers, appartenait à une puissante famille libournaise tenue en haute estime par le Roi et par le Cardinal Mazarin car

8. A.D.Gir. 8 J 513 (page 2 du procès-verbal de Jean Piffon).

9. A.M. de Libourne BB 4.

10. Guinodie, 1876, tome II, p. 78 et 79.

11. Fournier, 2009, p. 188 et ss.

12. A.D.Gir. 3 E 18822 (actes p. 150 et 267 v^o).

13. Les références exactes de ces contrats se trouvent dans nos deux articles consacrés à Jean Mahay dans la *Revue archéologique de Bordeaux*.

14. Fournier, 2009, p. 190.

15. A.D.Gir. 3 E 12810 (10 septembre 1680) ; Ginestet-Nebaille, notaire.

ses membres avaient toujours montré une fidélité exemplaire à la Couronne ; du reste, chaque fois que le Cardinal vint à Libourne, il logea dans leur demeure dont la partie centrale existe encore de nos jours¹⁶. Outre le fait qu'ils étaient instruits, les Belliquet semblent avoir été plus intéressés par l'art que les autres notables libournais de ce temps ; on sait par une note du collectionneur Ulysse Bigot¹⁷ qu'au début du XXe siècle le portrait d'Etienne de Belliquet (1643-1723), frère de Jean, se trouvait encore chez ses descendants.

Même si l'arrivée de Mahay à Libourne est conforme à mon hypothèse, il est peu probable qu'on en trouve un jour la preuve car sa venue et son intégration dans la ville semblent le fait d'un groupe d'amis. En effet, l'étude attentive des minutes du notaire libournais Gabriel Sené montre que toutes les personnes qui côtoyèrent Mahay dès son arrivée à Libourne : Jacques de Voisin, (propriétaire de maison où il habitait), Jean de Belliquet (procureur-syndic du couvent des Cordeliers), Pierre Fortin (procureur-syndic de la paroisse de Fronsac qui lui passa sa première commande officielle en 1682) et Martial Richon (qui, en sa qualité de procureur-syndic de la confrérie Saint Nicolas, lui commanda en 1683 un retable pour une chapelle sise en l'église Saint-Jean-Baptiste) étaient tous des amis de longue date¹⁸ et avaient pour points communs d'habiter la rue de Guîtres (aujourd'hui rue Président Carnot) ou la Grand Rue (actuellement rue Victor Hugo) et de posséder des terres à Fronsac.

Les actes officiels qui furent rédigés à Libourne de son vivant et après sa mort ne précisent pas une fois s'il était marié, veuf ou célibataire mais il est sûr que durant son séjour dans cette dernière ville il vécut seul. Mort intestat, ses biens furent dispersés en vente publique mais, comme le procès-verbal de la vente est incomplet, on ignore à combien s'éleva le montant total des vacations¹⁹. Une partie servit à payer les frais de la procédure criminelle consécutive à son meurtre²⁰. S'il y eut un reliquat, il alla enrichir les caisses du Trésor Royal car, de ce temps, le droit d'aubaine qui prescrivait que le Roi de France hérite les biens de tout étranger mort dans le royaume était encore en vigueur. Cet aspect de la législation de l'Ancien Régime nous empêche de connaître ses parents les plus proches que cette loi écartait de la succession. Même sur le plan de la vie privée, l'existence de Jean Mahay avant son arrivée à Libourne reste un mystère.

Je vais tenter, maintenant, d'attribuer une œuvre, jusqu'à présent anonyme, à Jean Mahay. En 2012, j'ai acquis une petite tête d'angelot ornée de deux ailes, couronnée de feuilles de laurier, sculptée dans une pièce de noyer (fig. 1). D'après les renseignements recueillis à son sujet, elle figurait dans la collection d'un antiquaire libournais, disparu aujourd'hui, il y a plus de quarante ans. Or, cet antiquaire conservait dans sa

collection les objets les plus remarquables que lui vendaient les représentants des anciennes familles de la ville ; l'origine libournaise de l'angelot ne semble faire aucun doute. C'est de toute évidence, l'élément d'un retable du XVIIe siècle dont on peut affirmer que l'auteur possédait une grande expérience de ce type d'ouvrage car les ailes, de largeurs inégales et, surtout, les traits du visage, ordinaires quand on les regarde de près mais prenant toute leur expression quand la tête est placée (légèrement inclinée vers le sol) à une hauteur d'environ trois mètres – ainsi qu'elle devait se situer sur le retable – montre qu'il était habitué à tenir compte de l'effet de perspective. Au cours des âges, on a malheureusement raboté le revers de la sculpture afin de l'accrocher plus facilement à un mur et, aussi, parce que cette partie avait été attaquée par les insectes ; en même temps, on a ôté son apprêt d'origine dont il ne reste plus que des traces, support qui devait, lui-même, être recouvert d'un décor polychrome. Cette figure est vraisemblablement un fragment d'un des nombreux retables que sculpta Jean Mahay lors de son séjour à Libourne, ouvrages qui furent tous détruits au fil du temps. Pour faire cette attribution, je me baserai sur deux points précis : son origine libournaise et sur une curieuse particularité. En effet, s'il est courant sur les retables baroques d'Aquitaine qu'un ange porte une couronne de laurier, il est exceptionnel qu'il soit lui-même coiffé de cet accessoire. Il faut donc voir là la main d'un sculpteur étranger à notre région ; à cette époque, il existait à Paris dans l'église du couvent des Feuillants une peinture de Simon Vouet représentant un *Concert d'anges* qui passait pour une curiosité²¹ car on y voyait au centre un ange coiffé de laurier, revêtu d'un manteau royal de France tenant de la main droite une croix et de l'autre une palme²² ; il est possible que l'auteur de notre tête d'angelot ait eu connaissance de cette œuvre bien inhabituelle²³ mais l'origine iconographique directe de notre petite sculpture se trouve dans une gravure représentant une allégorie de l'architecture accompagnée d'un ange qui orne la page de titre de l'ouvrage *Les œuvres d'architecture de Antoine*

16. Souffrain, 1806, tome 3, p. 32 et ss.

17. A.D.Gir. 8 J 454.

18. A tel point qu'en 1707 le fils de Jacques de Voisin épousa la fille d'Etienne Belliquet. Par ailleurs, Souffrain conte une anecdote survenue en 1670 qui prouve que Jacques de Voisin et Martial Richon, tous deux Jurats de Libourne, se connaissaient déjà.

19. A.D.Gir. 8 J 513.

20. A.D.Gir. 8 J 513. Le coût de la procédure s'éleva à 157 livres 4 sols.

21. Thierry, 1787, tome I, p. 118.

22. La localisation de cette œuvre est actuellement inconnue.

23. Un ange couronné de feuilles de laurier se trouve aussi sur un *Saint Louis soignant ses soldats* de Louis Licherie de Beury (1629-1687), conservé au Musée des Beaux-Arts de Rouen (fig. 2).



Fig. 1. - Tête d'angelot attribué à Jean Mahay.



Fig. 2. - Louis Licherie de Beury (1629-1687). *Saint Louis donnant ses soins à ses soldats atteints de la peste*. Peinture. Musée des Beaux-Arts de Rouen. Cette peinture constitue un rare exemple pour le XVIIe siècle d'un ange coiffé d'une couronne de laurier (cliché Agence Albatros).



Fig. 3. - Frontispice de l'ouvrage d'Antoine Le Pautre. 1652.

Le Pautre (fig. 3), édité à Paris en 1652²⁴. Le sculpteur copia la figure de l'ange qui se distingue par une mèche de cheveux retombant sur le front mais en transformant en diadème la couronne de feuilles de laurier que Le Pautre avait placé sur la tête de l'allégorie ; dans le même ouvrage figure à la suite du quatrième discours une gravure représentant un panneau décoratif qui montre aussi deux anges couronnés de feuilles de laurier. Cette excellente connaissance de l'ouvrage de l'architecte parisien est telle qu'on peut se demander si ce traité n'est pas celui qui figure dans l'inventaire dressé à la mort de Mahay sous la rubrique *un livre de dessins* ; le fait d'avoir possédé des livres est une preuve d'érudition peu commune de la part d'un sculpteur ayant travaillé à Libourne, mais Mahay semble avoir été, intellectuellement, supérieur à Pierre Faugère et à Charles Ferraguet, les deux autres sculpteurs qui exercèrent leur art en même temps que lui dans la ville, ce qui explique, sans doute,

ses rapports privilégiés avec les membres de la bourgeoisie locale. Ses deux concurrents avaient un profil bien différent du sien. Pierre Faugère, plus menuisier que sculpteur, était un ivrogne et un fainéant qui fit, au moins, un séjour en prison²⁵ ; Charles Ferraguet, quant à lui, ne semble pas avoir dépassé le stade de la sculpture décorative. Parce qu'elles sont le fruit d'une copie, les feuilles de laurier de la tête de notre angelot furent traitées de façon très particulière ; déjà imposantes sur l'allégorie de l'Architecture, elles sont disproportionnées sur la sienne ; leur aspect géométrique, sans aucun modelé, étonne, surtout quand on les compare à la tresse de feuilles de laurier qu'à la même époque le sculpteur René Upquen ou Hupqueur exécuta pour entourer deux bas-reliefs destinés au couvent des Grandes Carmélites de Bordeaux²⁶. L'art de Jean Mahay devait se caractériser par une profusion d'angelots. Par l'inventaire après-décès qui fut dressé à la suite de son meurtre²⁷, nous savons que l'œuvre à laquelle il travaillait le jour de sa mort était *un tabernacle de bois de noyer a six collones quatre niches sur lesquelles il y a une corniche qui regne au dessus de laquelle il y a une balustrade sur chaque costé il y a un couronnement d'ornemens avec un buste du Sauveur avecq deux anges et de la Sainte Vierge avecq deux anges aussy et un dome supporté par deux anges et deux termes une figure de Vierge au-dedans et une figure de Saint Barthelemy détachée deux bouquets aussy détachés*.

Notre tête d'angelot doit être le vestige d'un de ses ouvrages.

24. Le Pautre, 1652, page de titre.

25. A.D.Gir. 5 B 604, affaire Faugère.

26. Roudié, 2004, p. 68.

27. A.D.Gir. 8 J 513.

Bibliographie

Fournier, Jean-François. *Le sculpteur Jean Mahay*. Revue archéologique de Bordeaux. Année 2002.

Fournier, Jean-François. *Nouveaux éléments de la vie du sculpteur Jean Mahay*. Revue archéologique de Bordeaux. Année 2009.

Jaspers, Jean-Claude. *Les noms de lieux en Wallonie et à Bruxelles*. 2005.

Le Pautre, Antoine. *Les œuvres d'architecture de Antoine Le Pautre*. Paris, 1652.

Roudié, Paul. *Bordeaux baroque*. Bordeaux, 2004.

Souffrain, Jean-Baptiste-Alexandre. *Variétés historiques sur la ville de Libourne et ses environs*. Bordeaux, 1806.

Thierry, Luc-Vincent. *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris*. Paris, 1787.



Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 157-161

Château de Cadillac : restauration du soffite de la croisée du cabinet des moresques

Nathalie Legillon

Historique de la localisation

Le cabinet des moresques fait partie des appartements de Jean-Louis de Nogaret, premier duc d'Epernon. Cette pièce doit son nom aux moresques, motifs de marqueterie à décors floraux, des caissons peints en trompe l'œil par Girard Pageot pour figurer un plafond à l'italienne. Ce dernier, « artisan peintre-verrier » travaille dans un premier temps pour les Foix-Candale avant d'entrer au service de Jean-Louis de Nogaret. C'est à lui et à son atelier que nous devons les décors peints du château. Il mourra à plus de soixante ans en 1623 et sera inhumé, en reconnaissance ducale, dans la nef de la collégiale Saint-Blaise, voisine.

Si l'essentiel de la construction du château s'étend de 1598 à 1642, l'aile septentrionale, dont le premier étage était réservé au roi et le rez-de-chaussée au duc, sera décorée dès 1604 jusqu'en 1607 et donc bien avant l'achèvement du corps de logis car Jean-Louis de Nogaret voulait investir rapidement les lieux.

Quoiqu'il en soit, la plupart des invités du duc furent non seulement frappés par l'architecture du château construit sur un belvédère tel un présentoir, mais aussi fascinés par le luxe de

la décoration intérieure à l'instar de cet Anglais qui écrivait en 1634¹ : ... le monument est vraiment magnifique. Il renferme 60 chambres disposées d'une façon toute royale. On compte 20 cheminées enrichies de marbres variés et partout différents qui décorent les chambres. Les murailles sont couvertes de tapisseries d'or et de soie et valent plus que leur pesant d'or. Mais ce sont là des merveilles qu'il m'a été donné de voir et non d'inventorier ...

Cependant dès le décès du second duc, mort sans successeur, le château est irrémédiablement mutilé. Concernant le cabinet des moresques, l'événement le plus « marquant » semble être l'incendie de 1928, provoqué par la révolte des jeunes-filles face aux conditions inhumaines de leur « préservation ». Le sinistre ravagea l'aile royale et les superbes cheminées de Langlois et des frères Richier. C'est ainsi que les appartements du duc, cabinet compris, « écopèrent » de l'eau nécessaire à l'extinction du feu.

1. www.cadillac.monuments-nationaux.fr/visite.



Fig. 1. - Aspect du soffite avant restauration.



Fig. 2. - Etat du plafond avant la restauration de 2004. Cadillac, château de Cadillac. Cabinet dit des Moresques, plafonds : ensemble © Région Aquitaine, Inventaire général-Michel Dubau, 1997. IVR72 97331148 V A.



Fig. 3. - Détail du plafond avant restauration. Cadillac, château de Cadillac. Aile nord première pièce au rez-de-chaussée, plafond côté ouest : © Région Aquitaine, Inventaire général-Bernard Chabot 1974.IVB72 74330474 V.



Fig. 4. - Altération des fonds : avant l'incendie de 1928. Photographie par Vergeron (?) 2e moitié du XIXe siècle (Arch. privées) Cadillac, château de Cadillac. Cabinet dit des Moresques : détail des plafonds. © Région Aquitaine, Inventaire général-Michel Dubau, 1997. IVR72 97331198 X.



Fig. 5. - Altération des fonds : après l'incendie de 1928. Cadillac, château de Cadillac. Cabinet dit des Moresques, détails des plafonds : © Région Aquitaine, Inventaire général-Michel Dubau, 1997. 97331152 X A.

La restauration

Le salon se compose d'une salle principale et d'une annexe, « le petit cabinet ». Le soffite concerné est celui éclairant la pièce principale (fig. 1). Lorsqu'en 2011 nous avons pris en charge la restauration, le plafond avait déjà été remis en état par un atelier de peintres en décor.

Cependant, quelques clichés de l'Inventaire attestaient de l'état du plafond avant sa restauration de 2004. Les concrétions blanches nous ont, logiquement et sans grand mérite, semblé imputables au dégât des eaux inhérentes à l'action des pompiers (fig. 2 et 3).

En revanche, l'inversion clair/foncé du damier figurant en trompe-l'œil les caissons, nous laissait perplexe, d'autant que l'intervention de 2004 en avait effacé les traces et n'en tenait pas compte dans sa restitution finale. Or notre morceau de plafond en portait toujours et encore les stigmates.

En comparant les clichés de l'Inventaire dont l'un (cliché Vergeron) est pris durant la seconde moitié du XIXe siècle et donc avant l'incendie de 1928, on constate, grâce aux moresques différents que les fonds foncés sont devenus les plus clairs dans le damier figurant les caissons du plafond à l'italienne (fig. 4 et 5). Manifestement, l'eau puis l'humidité très élevée et persistante probablement accompagnée de phénomène de condensation selon les saisons, avaient induit des altérations qui, si elles se traduisaient par un même phénomène général de blanchiment, n'en concernaient pas moins des matériaux différents au sein de la couche picturale, d'où des réactions chimiques spécifiques.

C'est pourquoi nous avons demandé une analyse approfondie afin d'identifier la nature des divers blanchiments.

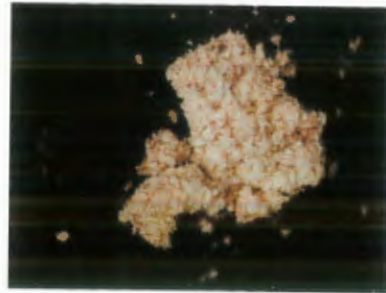


Fig. 6. - Vue d'un fragment de concrétion blanche au stéréomicroscope X35.

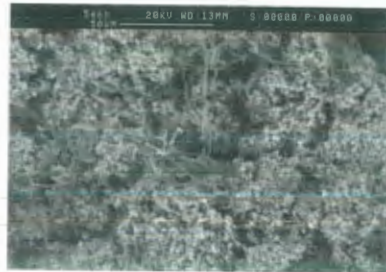


Fig. 7. - Détail de ce même fragment au MEB-ERD X 998. Cliché MP Etcheverry pour laboratoire MSMAP.

Nature des concrétions blanches

L'analyse a montré que les concrétions étaient en fait des sels essentiellement constitués de gypse (CaSO_4). Mais elle a permis surtout d'observer et de mettre en évidence un important développement de micro-organismes, précisément des champignons, reconnaissables aux filaments de leur mycélium (fig. 6 et 7).

Dans le cas du soffite, plusieurs conditions ont contribué au développement de ces micro-organismes :

- le substrat nutritif : le bois du support et les liants organiques
- les conditions d'humidité élevées, c'est-à-dire une humidité relative supérieure à 65 %.

L'activité des champignons était indécélable à l'œil nu car la production blanche des champignons se confondait avec les dépôts de gypse. C'est donc grâce à l'analyse scientifique qu'un traitement biocide a été intégré à notre protocole d'intervention et a concouru à la conservation de l'ébrasement.

Blanchiments des fonds

L'observation au microscope optique a mis en évidence deux couches composant les fonds. Elles présentaient le même pigment ocre rouge mais la couche supérieure contenait des particules noires et était plus chargée en liant. Cependant, la nature du liant trop dégradée n'a pu être identifiée.

Fig. 8 Elimination mécanique des blanchiments correspondant aux apports extérieurs.



Fig. 9. - Dégagement de la patine oxydée : mise en évidence des tons initiaux. Apparition du verditer sous le blanchiment ponctuel (sel de plomb).



Fig. 10 et 11. - Tracé approximatif des rehauts dorés.



Les résultats d'analyse ont confirmé nos suppositions relatives au mode de fabrication du plafond : tous les panneaux ont reçu une première enduction ocre rouge, pauvre en liant. Ensuite, deux types de motifs moresques ont été peints avant d'être recouverts, pour l'un des deux, d'une patine d'où l'aspect originel plus sombre de certains panneaux.

Nous supposons un liant différent pour les couches de fond (type détrempe) et un liant huileux pour les moresques. En effet, sur ces dernières, la patine probablement à l'huile (pour être transparente) est restée normalement en surface et s'est naturellement oxydée d'où son brunissement.

En revanche, sur les fonds, cette même patine semble avoir été absorbée en partie, le film huileux restant s'étant microfissuré sous l'effet de l'humidité ambiante d'où son opacification et notre impression de blanchiment.

Blanchiment ponctuel des moresques

Sur les panneaux au fond blanchi, les moresques étaient uniformément brunes avec certaines parties blanches si bien que l'on pouvait penser que c'était l'intention initiale de Girard Pageot d'alterner motifs colorés et motifs quasi monochromes selon les caissons.

Cependant, la série de prélèvement effectuée et les stratigraphies résultantes, ont mis en évidence les tons colorés sous-jacents et l'altération pigmentaire d'un bleu-vert à base de cuivre, le verditer, se traduisant par la production d'un sel de plomb blanc en surface.

En déterminant la nature des blanchiments, l'analyse scientifique a permis d'envisager l'élimination de certains d'entre eux au nettoyage. Ainsi, les blanchiments correspondant à des apports extérieurs, telles les concrétions de gypse, ont pu être éliminés mécaniquement. Par contre, les blanchiments correspondant à une altération du liant sont définitifs et n'ont pu être traités au nettoyage (fig. 8).

Sur les motifs pochés, la patine très altérée a été éliminée mécaniquement, révélant la polychromie du motif et en particulier le verditer. (fig. 9)

Fig. 12. - Volet intérieur de l'antichambre royale (détail). On remarque la précision et la finesse des tracés en or.



Cette restauration peut constituer un cas d'école car elle montre que, pour que le travail d'un conservateur-restaurateur soit exhaustif, dans les cas difficiles, il faut qu'il soit étayé par des résultats d'analyse et des recherches historiques et scientifiques.

En intervenant sur cet élément de décor, nous avons été assez étonnées de la qualité relative des matériaux et de leur mise en œuvre. Certes, le plafond n'a pas été épargné par l'histoire, cependant l'enduction peu soignée des patines, la porosité constitutive des fonds, sont les témoins d'une mise en œuvre rudimentaire ayant contribué à la mauvaise conservation du tout. Le tracé des décors, surtout au niveau des moulures bordant le plafond, est pour le moins approximatif. Cette économie de moyen se retrouve aussi au niveau du choix des matériaux : tous les rehauts dorés des moulures sont peints là où l'or aurait pu être employé à l'instar des motifs décorant les volets intérieurs de l'antichambre royale (fig. 10, 11 et 12).

Si le résultat est charmant, on est cependant loin d'être stupéfié comme les contemporains du duc devant le faste de la décoration. Or les décors de l'aile septentrionale ont été mis en place à une période où le duc avait les moyens financiers et l'enthousiasme de sa démesure. En cela, le plafond à l'italienne du cabinet des Rois et Reines situé dans les appartements de la duchesse et faisant le pendant du cabinet des moresques, répond mieux à notre attente. Le duc est-il resté fidèle à l'austérité de ses origines, réservant le luxe de son château mausolée aux suites consacrées aux acteurs de sa réussite sociale, Henri III et Marguerite de Foix-Candale ?



L'archéologie girondine en 2012

(extraits du *Bilan scientifique régional*, DRAC Aquitaine, SRA)

Ville de Bordeaux

SIG archéologique et historique de Bordeaux

La troisième année du projet collectif de recherche a été consacrée conjointement à la poursuite du développement de l'application SIGArH initié en 2010 et à son exploitation selon plusieurs axes définis en 2011.

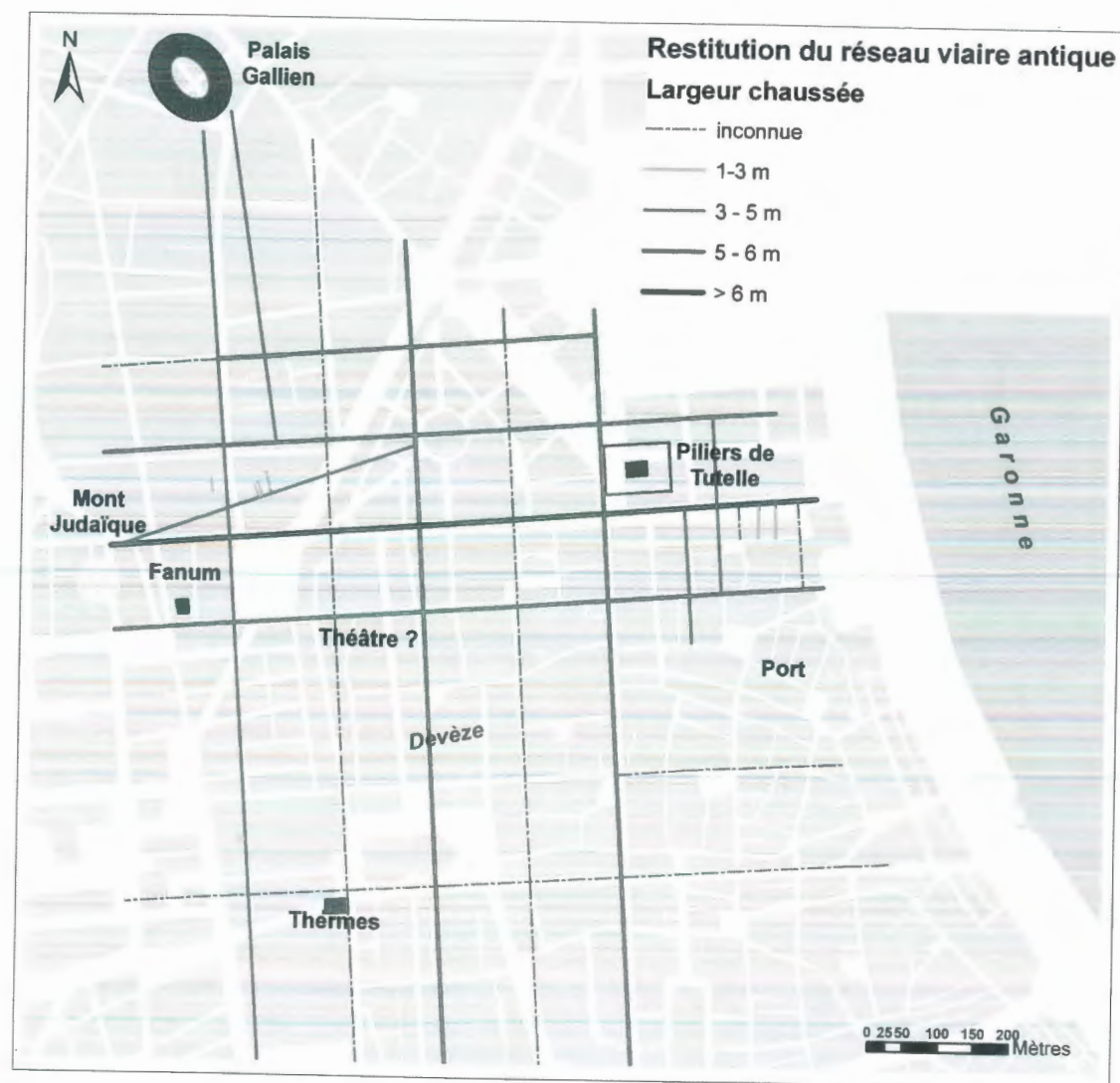
La base de données a été complétée par O. Bigot avec la mise en place du second module documentaire dédié au stockage et à l'indexation de la documentation numérique associée aux entités archéologiques et historiques. Le serveur dispose d'un espace sécurisé sur lequel sont déposés les fonds dématérialisés (photographies, plans, cartes et documents PDF). L'interface permettant de déposer et d'indexer les fichiers développés en mode *full web* et s'appuyant sur les nouveautés de l'*HTML5* qui autorise le transfert simple d'un lot de données (l'*upload* multiple) sera mise en place prochainement. La norme de métadonnées retenue pour décrire ces ressources numériques est le *Dublin Core* non qualifié, standard international et interopérable.

La phase test a été prolongée en 2012 par des études thématiques utilisant des données de l'archéologie du sol et du bâti analysées à l'échelle d'un monument, d'un quartier ou de

l'ensemble urbain. Le tracé de l'enceinte romaine a été précisé tronçon par tronçon, révélant nombre de ressauts qui bousculent le schéma traditionnel d'une construction strictement linéaire (É. Lallau). Le géoréférencement de la voirie antique, effectué par É. Lallau, a abouti à l'élaboration d'un plan raisonné du réseau viaire proposant différents niveaux de lecture de celui-ci : les segments de rues sont classés en trois catégories (avérés, restitués et hypothétiques) selon le degré de connaissance ; le schéma classique orthonormé du réseau est nuancé avec la mise en évidence d'irrégularités attestées (écarts de dimensions entre les rues et de fait entre les *insulae* ; voies divergentes du réseau orthogonal) ; la hiérarchisation du système viaire, caractérisée par la largeur variable des rues, est déclinée en axes principaux dominés par les *cardo* et *decumanus maximi* et en venelles internes de desserte des îlots (cf. fig.). L'évolution morphologique et fonctionnelle, sous le Haut Empire et l'Antiquité tardive, des quartiers de l'amphithéâtre (Palais-Gallien) et de la vallée du Peugue est l'objet de deux études distinctes menées par X. Charpentier et C. Doulan.

Deux études portant sur l'époque moderne ont bénéficié d'une dimension spatiale :

— les interventions des Laclotte, architectes bordelais de la fin du XVIII^e siècle (thèse de Philippe Maffre, saisie par L. Louis) ;



— des maisons à pan de bois démolies par le percement du cours d'Alsace-et-Lorraine (H. Mousset).

Les demeures à pan de bois dessinées et photographiées par les érudits du XIXe siècle en aval du Peugue sont des édifices de qualité bâtis du XVe au XVIIe siècle ; le secteur, à l'époque, était central avec l'Ombrière, la Bourse des marchands, la Monnaie et le marché.

Dans une optique diachronique, la qualité de ces constructions mise en perspective avec la médiocre valeur du bâti exproprié vers 1860 (S. Schoonbaert) est un indicateur de la disqualification manifeste du quartier en deux siècles.

Afin d'affiner ce type d'analyse pour l'époque contemporaine, une nouvelle matrice du premier cadastre de Bordeaux a été enregistrée par S. Schoonbaert et son équipe, et traitée pour les rendus cartographiques par O. Bigot.

Les études sur les maisons à pan de bois et sur les matrices cadastrales balisent l'évolution sociologique du quartier de la vallée du Peugue. En outre, les mentions du réseau viaire de l'époque médiévale au début du XIXe siècle dans le centre de la ville ont été localisées (L. Louis).

À l'issue de ces trois années de développement et de test, l'équipe du PCR a pu dresser un bilan de l'application SIGArH comme support à la recherche archéologique et historique. En s'appuyant sur les résultats obtenus, le système doit désormais évoluer dans un nouvel environnement de logiciels libres, vers des projets de recherches collaboratifs, diachroniques et interdisciplinaires plus ambitieux.

Doulan Cécile

Rues Canihac et du Grand Rabbini Joseph Cohen

Le projet de construction d'un immeuble est à l'origine de la prescription de ce diagnostic archéologique. Cette opération était prévue en deux temps : en premier lieu, avant la démolition du bâtiment préexistant, une étude de bâti portant sur des murs préservés de l'ancien couvent des Carmes ; puis, après démolition, le diagnostic à proprement parler, sous la forme de deux sondages de taille modeste.

La parcelle concernée par la prescription se trouve en plein centre ville de Bordeaux. Elle se situe immédiatement au sud de l'ancien immeuble Parunis, dont la fouille menée par M. - A. Gaidon en 1986 avait permis notamment la découverte d'un *Mithraeum* et de la façade de l'église des Carmes, prétendument détruite, mais en réalité chemisée entre deux murs (Gaidon, 1986a ; Gaidon, 1986b ; Gaidon, 1988). La rosace gothique qui ornait cette façade a été déposée et est visible au musée d'Aquitaine.

La parcelle concernée par le diagnostic appartenait au Couvent des Carmes, compris entre les actuelles rues Canihac à l'ouest, du grand rabbin Joseph Cohen au sud, Sainte-Catherine à l'est et par le cours Victor Hugo au nord. Mentionné pour la première fois en 1264, le couvent des Carmes fut entièrement détruit et loti durant après la Révolution. En 1792, la rue de la Réunion actuelle rue Honoré Tessier et la rue de la Révolution, devenue rue du Grand Rabbini Joseph Cohen, sont aménagées. La répartition des aménagements des Carmes est connue par deux plans du XVIIIe siècle, dont la grande fiabilité a pu être vérifiée lors des fouilles de Parunis. Cette campagne avait

ainsi permis de reconnaître l'église, le cimetière, le cloître et des constructions postérieures telles que des chapelles, des communs et des pourrissoirs.

L'instabilité du bâtiment à démolir, ainsi que celle de son voisin au nord a nécessité la pose de confortements sur les murs environnants la parcelle. Ces aménagements comprenaient le creusement de tranchées pour sceller les micro pieux. Le service régional d'archéologie a donc complété la prescription initiale en y ajoutant une surveillance de travaux.

Si l'étude du bâti n'a posé aucun problème, il en fut autrement pour la surveillance de travaux, qui a dû être interrompue en raison des risques.

L'étude du bâti, effectuée par le biais d'orthophotos, concernait un angle de murs appartenant au cloître secondaire mis en œuvre à l'époque moderne. Les trois tranchées de confortement du bâti ont montré des niveaux de sols, de radiers, ainsi que des remblais, tous attribués aux époques modernes et contemporaines. Un mur et son sol de terre cuite semblent immédiatement antérieurs à la construction du cloître secondaire dont les sols ont peut-être également été identifiés.

Après démantèlement et évacuation des gravats, la deuxième phase de l'opération, a été réalisée, sous la forme de deux sondages de taille modeste, dans les parties accessibles de la parcelle.

Ces deux sondages, de forme carrée, occupent 30 m², soit un peu moins de 10 % de la surface totale du terrain. Ils ont révélé des niveaux antiques et médiévaux en place, sous la forme de



Vue du sondage 1, avec une cave moderne creusée dans les « terres noires ». V. Elizagoyen, Inrap.

« terres noires » aux horizons de piétinement pouvant correspondre à des sols. Dans ces couches, des structures en creux ont été identifiées, livrant d'une part, du mobilier antique au sein duquel le Haut Empire est bien représenté, et d'autre part, de la céramique plus centrée autour des XIVe-XVe siècles.

Ces niveaux sont scellés par l'installation d'un petit bâtiment matérialisé par un mur d'axe est/ouest et par un sol d'argile orange. La chronologie de cet ensemble est incertaine et se situe entre le XIVe et le XVIe siècle.

Les premières mises en œuvre de caves sur la parcelle seraient datées de la fin du XVe siècle ou du XVIe et se poursuivent jusqu'à l'époque contemporaine. A l'emplacement d'un espace excavé bouché à l'époque moderne, un sol de terre cuite est mis en place sur un épais remblai. Ce sol est absolument identique au sol mis au jour lors de la phase I de l'opération, où il était associé à un mur orienté est/ouest. Cet état de la construction est immédiatement antérieur à la construction du cloître secondaire. Le sol associé à ce dernier pourrait correspondre au niveau de sol le plus récent découvert lors du diagnostic.

Elizagoyen Vanessa

Gaidon 1986a : GAIDON (M.-A.), Bordeaux, Parunis, *Archéologie en Aquitaine*, Bordeaux, 5, p. 23-27.

Gaidon 1986b : GAIDON (M.-A.), Bordeaux, Parunis, *Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux*, Bordeaux, 77, p. 7-19.

Gaidon 1988 : GAIDON (M.-A.), Catalogue de l'exposition *Découvertes archéologiques sur le site de Parunis. De Mithra aux Carmes* au Musée d'Aquitaine, Bordeaux, 15 février - 16 mai 1988.

Ilot Carpenteyre 43-45 rue Carpenteyre

Le diagnostic archéologique avait pour objet de réaliser, dans un premier temps, une expertise portant sur l'analyse archéologique du bâti d'un ensemble de bâtiments anciens situés dans l'îlot Carpenteyre avant leur réhabilitation immobilière. D'un point de vue historique, la physionomie actuelle du quartier résulte d'un projet d'urbanisme qui trouve ses origines au XIIIe siècle. Ce lotissement médiéval, qualifié en langue gasconne de *Poblacion de Senta Crotz*, voit le jour dans un terrain vague et insalubre bordant les berges de la Garonne sous la conduite de l'abbé Pierre de Lenhan de l'abbaye de Sainte Croix.

L'analyse des élévations permet de discerner quelques éléments fragmentaires portant sur l'occupation de la parcelle, son évolution et sa mise en œuvre architecturale.

Au n°43, un étage d'habitation du XVIIe siècle et sans doute antérieur, voisine au rez-de-chaussée avec un passage cocher desservant sur l'arrière une autre habitation du XVIIe.

Il est possible que compte tenu de la taille importante du volume, un espace de stockage du type chai ait occupé cet espace arrière. Le n°45 présente, aussi sur rue, un reste de façade attribuable au XVIIe siècle. Cet immeuble du XVIIe vient occuper l'espace longiligne d'une *yssida*, définie par la cartointerprétation du cadastre napoléonien, situable entre le XIVe et la première moitié du XVe siècle. Une *yssida*, telle que caractérisée par E. Jean-Courret, est une issue privative située en cœur d'îlot et complétant les entrées sur rues. L'interprétation est plus délicate sur l'arrière de la parcelle, hormis l'existence dans son extrémité sud-est d'une façade XVIIe donnant sur une cour ou un jardin. Le fait majeur est la mise en évidence d'une porte voûtée de type roman entre les parcelles du n°43 et 45, datable théoriquement des XIIe et XIIIe siècles, qui pouvait logiquement desservir l'*yssida* mise en évidence. Les textes d'archives mentionnent d'ailleurs l'existence de portes d'accès privatifs entre l'arrière des maisons et ces longs passages privatifs que sont les *yssidas*. Certains murs mitoyens construits en moellons particulièrement bien appareillés pourraient être contemporains de cette porte, ce qui tendrait à démontrer que l'état de découpage du cadastre napoléonien (et du cadastre actuel) correspond bien au premier lotissement du XIIe siècle et que certaines parties basses des murs de séparation des lots du XIIe siècle existent encore.

Des sondages de diagnostic interviendront dans une deuxième phase de l'opération.

Martin Jean-Michel

Site de l'auditorium Etude des peintures murales

En 2007, le site de Bordeaux - Auditorium a fait l'objet d'une fouille préventive dirigée par Kristell Chuniaud (Inrap). Un quartier urbain antique a été mis au jour où se mêlent des habitations et une activité artisanale (ateliers de verriers).

Des enduits peints fragmentaires ont été découverts dans un remblai qui a également livré un petit ensemble de six monnaies permettant de dater le dépôt entre 250 et 280 après J.-C. La situation d'origine de ces vestiges n'est donc pas précisée par le contexte archéologique mais leur proximité avec des constructions modestes, à vocation culturelle, est à prendre en considération.

Les quelques éléments qui nous sont parvenus mettent en évidence un décor figuré de petite taille où évoluent trois personnages partiellement conservés. Tout d'abord, un visage aux contours rapidement esquissés semble sortir d'une architecture dont on distingue clairement le fronton triangulaire et la couverture à double pente représentée en perspective.



Héro au sommet de sa tour.

Léandre, au-dessous, une nymphe ou néréide.

Sur une autre plaque, le buste et une partie du visage d'un personnage masculin sont peints sur un fond vert foncé agrémenté de traits bleus assez fluides, rappelant le courant des fonds marins. Il se tient de profil, nageant vers la gauche avec le bras droit tendu devant lui. Plus bas, une figure féminine est accoudée sur une vasque alors que son bras droit est tendu vers l'avant, il s'agit vraisemblablement d'une nymphe ou d'une néréide.

On reconnaît ici clairement le mythe d'Héro et Léandre dont l'histoire est relatée dans *Les Héroïdes* d'Ovide (nous remercions Julien Boislève pour l'identification de la scène) : Léandre, jeune habitant d'Abydos, sur la rive sud de la mer Noire était épris d'Héro, prêtresse de Vénus, qui habitait Sestos, sur la rive opposée. Chaque nuit, il traversait l'Hellespont pour la rejoindre en se guidant grâce à la lanterne qu'elle allumait en haut de sa tour. Une nuit, la tempête éteignit la lampe et Léandre se noya. Le lendemain, Héro découvrit son corps sur le rivage ; désespérée, elle se jeta à la mer.



Rue Lafaurie-Monbadon, vue générale du sondage 100.

Dans le cas de Bordeaux, la scène représente le moment où Léandre rejoint à la nage Héro, éclairé par sa lanterne. Cette référence mythologique ne trouve aucun équivalent en Gaule. En revanche, en Campanie, on rencontre ce thème notamment dans la *Casa dei Vettii* (VI, 15, 1) ou dans le *triclinium* de la *Casa dei Pittori* à Pompéi (I, 12, 11) où Léandre est représenté dans une position étonnamment similaire.

Bien que les dimensions de la scène fassent défaut, les proportions des personnages et le style pictural laissent présager un petit tableau souvent placé au centre de parois aux décors raffinés.

Cette représentation de la légende d'Héro et Léandre en peinture murale est à ce jour un *unicum* en Gaule. Bien que hors contexte, elle vient enrichir la vision architecturale modeste révélée par les vestiges archéologiques.

Tessariol Myriam

Rue Lafaurie Monbadon

Ce diagnostic s'inscrit dans le cadre de la construction d'un immeuble situé sur la bordure nord occidentale de la ville du Bas-Empire, à proximité immédiate du Mont Judaïque, entre la rue Lafaurie Monbadon et le cours G. Clémenceau, à 180 m au nord-est du site de l'Auditorium.

Un sondage de 50 m² a été réalisé au centre de la parcelle et a montré quatre grandes phases d'occupation allant du début du Ier et au IVe siècle de notre ère :

- une grande fosse creusée dans un horizon sablo graveleux holocène est comblée de plusieurs niveaux de coquilles

d'huîtres avec un mobilier clairement datable de la période Augusto-tibérienne.

- Au I^{er} siècle ap. J.-C. des remblais préparent la construction d'un bâtiment orienté ouest-est.

- Après un nivellement général dans le courant du II^e siècle ap. J.-C., un atelier de métallurgie est aménagé autour d'un bas-fourneau.

- Au Bas-Empire, l'ensemble est arasé et les sols exhausés ; un bâtiment est construit avec des éléments issus de démolition antique ; il est associé à une fosse comprenant du mobilier céramique datable des III^e-IV^e siècles ap. J.-C.

- Enfin une couverture sédimentaire, assimilable à un jardin, est associée à l'angle de deux murs de l'époque Moderne.

Migeon Wandel

Square André Lhote/la Croix du Mail, 10 rue Claude Bonnier

Le square André Lhote se situe à la limite orientale du quartier Mériadeck de Bordeaux, à l'angle du cours d'Albret et de la rue Claude Bonnier. Le quartier Mériadeck a été entièrement restructuré au début des années 1960, les anciennes échoppes du XIX^e siècle ont alors laissé place à un quartier d'affaires avec des bâtiments modernes, la plupart administratifs et commerciaux. Le square André Lhote était jusqu'ici un espace vert doté de pelouses, d'arbres et d'une fontaine ; le projet de construction de nouveaux bâtiments pour la Mairie de Bordeaux est à l'origine de ce diagnostic.

Durant l'Antiquité, ce secteur se trouve en périphérie de la ville du Haut-Empire et à l'extérieur du *castrum* du Bas-Empire. Entre la période médiévale (ou un peu avant) et le XVII^e siècle, un vaste marais s'étend à l'ouest de la ville. Les découvertes récentes de l'ancien immeuble Fly (fouille Hadès 2009) et de la rue Jean Fleuret (fouille Inrap 2011) ont montré qu'un quartier de tanneurs s'est développé entre le I^{er} et le II^e s. ap. J.-C. à moins de 300 m au sud du square André Lhote, le long d'un petit affluent de la Garonne : le Peugue. Le principal objectif de ce diagnostic était de vérifier la présence éventuelle de nouvelles installations artisanales (tanneries ou autres) dans la zone de confluence supposée entre deux autres cours d'eau : la Devèze et le Caudéran.

Le diagnostic n'a pas pu confirmer cette hypothèse. Un seul vaste sondage a été réalisé jusqu'à une profondeur de -9 m par rapport au sol actuel (soit environ 1 m NGF). En dessous d'une série conséquente de remblais, quelques tessons de céramique de l'époque moderne (XV^e/XVII^e siècle) ont été recueillis au fond de ce sondage.

Sireix Christophe

Amphithéâtre du Palais-Gallien

Les recherches menées en 2012 sur le « Palais-Gallien » de Bordeaux constituent la dernière campagne d'études du programme triennal (2010-2012) mis en place par l'Institut Ausonius, le SRA Aquitaine et la Ville de Bordeaux sur l'amphithéâtre de *Burdigala*.

Dix sondages, soit une superficie totale de 95 m², ont été ouverts jusqu'au substrat (cf. fig). Trois se situent dans l'arène ; un dans la cour intermédiaire, à l'extrémité sud des couloirs de la porte principale ; deux, à l'ouest, sous les gradins de la *media cavea*, travée 55 ; et quatre autres à l'est : sous les gradins de l'*ima cavea*, travée 1 et travée 8 et sous ceux de la *summa cavea* de la travée 1.

Parallèlement, on a poursuivi les études architecturales sur les parties conservées de l'édifice et complété les recherches historiques sur son devenir à partir du Moyen Âge.

Le mobilier mis au jour dans les niveaux d'aménagement du sol de l'arène et de la cour confirme tout d'abord que l'amphithéâtre a été construit entre 90 et 150 p.C.

Sa date d'abandon reste inconnue, mais la stratigraphie et les sources littéraires ont confirmé l'utilisation du site comme carrière dès le Moyen Âge et sa transformation en décharge municipale dès la seconde moitié du XVII^e siècle. Certains textes inédits conservés aux archives nationales britanniques indiquent également qu'il servait de lieu de justice dès le début du XIV^e siècle. Par ailleurs, l'étude des légendes médiévales concernant la princesse Galiane, de qui l'édifice tire son nom moderne, conclut qu'il s'agit d'un mythe dont la trame emprunte à plusieurs récits européens. L'analyse du mobilier céramique d'époque moderne et récente montre également l'embourgeoisement progressif du quartier. Enfin, l'étude anthropologique menée auprès des riverains attire l'attention sur l'importance des vestiges antiques dans la construction de l'identité actuelle de ce secteur situé aux marges de la vieille ville.

La campagne d'étude a aussi permis de finir de relever les élévations des murs conservés dans la parcelle publique (pierre à pierre et/ou photogrammétrie 3D) et de procéder à l'inventaire des vestiges conservés chez les riverains, dont ceux inédits du 9 rue E. Fourcand et du 159 rue du Palais-Gallien. Dans la parcelle publique, les fouilles permettent de certifier que tous les murs antiques ont été mis au jour. Ceux qui ne sont plus visibles ont été récupérés ou basculés dès le Moyen Âge. Seuls les murs du caniveau de bordure de l'arène, fortement restaurés dans la seconde moitié du XX^e siècle, avaient été réenfouis.

Enfin, l'important effort de valorisation du site et des recherches a été poursuivi durant toute l'année 2012 (exposition à l'archéopôle d'Aquitaine, actualisation du modèle



Fouilles du bord de l'arène
de l'amphithéâtre
du Palais-Gallien
(Cl. D. Hourcade).

3D, projections cinématographiques dans la cadre du festival *Cinésites*, participation aux JEP, projet de moyen métrage audiovisuel, etc.).

Hourcade David

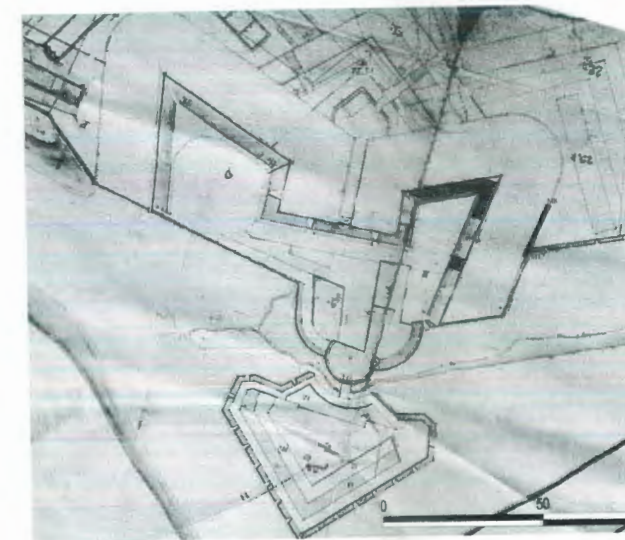
Place André Meunier, dit Murène

Trois sondages ont été ouverts sur l'emprise de la parcelle correspondant au futur projet de construction d'un gymnase sur 4000 m². Ils ont mis au jour les murs appartenant au demi-bastion Saint-Benoît, construits lors de l'aménagement du fort Louis en 1675. C'est en 1831 que les murs du fort ont été arasés pour laisser place à la construction des abattoirs.

Six murs appartenant à ces bâtiments ont été identifiés dans les trois sondages du diagnostic ainsi que des traces de la douve médiévale sur le comblement de laquelle ils auraient été construits (Régaldo, 1998). Deux grands collecteurs d'égouts ont ensuite été bâtis sur et contre les murs arasés des abattoirs lors du dernier aménagement de la place André Meunier au XX^e siècle.

Migeon Wandel

Régaldo-Saint-Blancard, P. « Fort Louis ». *Revue archéologique de Bordeaux*, 89, 1998, pp. 69-142.



Place André Meunier, état Moderne,
le demi-bastion Saint-Benoît identifié lors du diagnostic
sur le plan du Fort-Louis.
Plan du fort Louis, 1777. AD. Gir. 11F13627.

10-16 rue Nérigean

Il s'agissait dans un premier temps de réaliser un diagnostic portant sur l'analyse archéologique du bâti d'un ensemble de bâtiments anciens situés dans l'îlot « Nérigean-Sauvageau », avant leur réhabilitation. L'analyse du bâti devait caractériser autant que possible la chronologie relative des murs en élévations et identifier les unités spatiales du bâti.

La physionomie actuelle du quartier résulte d'un projet d'urbanisme qui trouve ses origines au XIII^e siècle. Ce lotissement médiéval, qualifié en langue gasconne de *Poblacion de Senta Crotz*, voit le jour dans un terrain vague et insalubre bordant les berges de la Garonne sous la conduite de l'abbé Pierre de Lenhan de l'abbaye de Sainte Croix. Il évoluera progressivement entre le XIII^e et le XVII-XVIII^e siècle ; c'est ce dernier état que l'on voit principalement sur les façades des immeubles des rues alentours.

Les résultats de cette analyse rapide du bâti sont assez modestes. On notera la confirmation de l'existence d'une issue privative (yssida), marquée par un mur dont la reconstruction partielle pourrait dater des XVII^e ou XVIII^e siècles. Deux pans de façades attribuables au XVII^e, d'après l'ordonnance et le module des baies, indiquent l'existence d'un lieu d'habitat. L'observation de tous les autres murs ainsi que l'analyse des besaces (ou chaînages) n'apporte pour l'instant que peu d'informations, leur datation est incertaine et difficile à préciser. Le dernier état d'occupation est constitué par les sols carrelés de l'entrepôt principal, leur analyse permet de constater qu'il s'agit d'un aménagement de sol industriel établi dans l'entre-deux-guerres.

Des sondages interviendront dans un second temps.

Martin Jean-Michel

Puy-Paulin et rues voisines

Préalablement aux travaux de réaménagement de la place Puy-Paulin et des rues voisines (rue Guillaume Brochon, rue Paul Painlevé et rue Louis Combes) par la Communauté Urbaine de Bordeaux, des travaux de reprise sur les réseaux de différents concessionnaires ont été nécessaires, d'où la réalisation d'opérations successives sous plusieurs maîtrises d'ouvrage mais sur le même espace.

Assainissement

La surveillance des travaux sur le réseau assainissement s'est faite en deux temps. La première partie (zone sud de la place Puy-Paulin, au contact avec la rue Porte-Dijeaux, et partie occidentale de la place) n'a donné aucun résultat. En

effet, cette section des travaux a uniquement consisté en une ouverture de tranchée reprenant le tracé de l'ancien réseau. La seconde partie des travaux (dans la partie orientale de la place Puy-Paulin) a consisté, quant à elle, au creusement d'une nouvelle tranchée dans une zone un peu moins perturbée par des travaux antérieurs (fig. 2). Toutefois, les observations des coupes stratigraphiques n'ont révélé que d'épais niveaux d'abandon/destruction chargés de matériaux de démolition et/ou des niveaux de « terre noire » identifiables comme des niveaux d'occupation d'espaces extérieurs (type jardin). Dans tous les cas, les niveaux observés n'ont livré aucun élément de mobilier archéologique datable.

Eau potable

Les conditions de travail pour le réseau d'eau potable étaient plus favorables aux observations. Malgré quelques « problèmes d'organisation » avec l'entreprise en charge des travaux, cette partie du suivi a permis d'observer plusieurs éléments de maçonnerie (fig. 3) dans la rue Louis Combes. L'ensemble de ces vestiges apparaissait à moins de 0,30 m sous le niveau de la chaussée actuelle et était visible en moyenne sur 0,50 m d'épaisseur, soit jusque dans le fond de la tranchée du réseau qui n'excédait pas 1 m de profondeur. Leur position stratigraphique laisse présager que ces différentes maçonneries sont assez récentes et qu'elles pourraient être mises en relation avec l'ancien hôtel de l'Intendance.

Electricité

Quelques « problèmes de compréhension » avec l'entreprise en charge des travaux sur le réseau ERDF n'ont pas permis de suivre en temps réel les ouvertures de tranchée sur les rues Guillaume Brochon et Louis Combes, ni de mener les observations sur l'intégralité des emprises soumises à prescription. En effet, soit le nouveau réseau était déjà mis en place (fig. 1), soit une partie des tranchées réalisées étaient déjà refermées. Dans la section sud de la rue Brochon, seuls des niveaux récents liés à la mise en place de réseaux ou d'aménagements de voirie étaient visibles sur toute la hauteur des coupes. Dans la section sud de la rue Combes, les mêmes types de niveaux ont pu être observés ainsi qu'un élément de maçonnerie (fig. 3) au droit de l'axe de la rue Saige. Comme pour les vestiges observés dans la tranchée du réseau d'eau potable dans cette même rue, cette maçonnerie est certainement à mettre en relation avec l'ancien hôtel de l'Intendance.

Gaz

La reprise du réseau de gaz, limitée aux côtés nord et sud de la place Puy-Paulin, a été réalisée non par des tranchées continues, mais par des ouvertures ponctuelles d'un mètre de profondeur, permettant de reprendre les raccordements individuels.



Fig. 1. - Vue vers le sud tranchée réseau électrique.

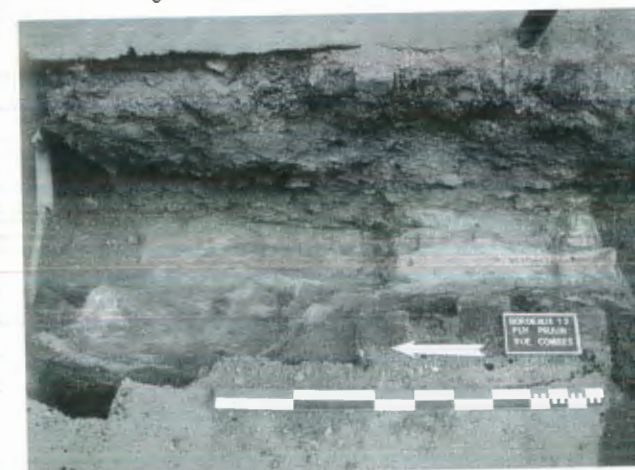


Fig. 3. - Vue zénithale maçonneries.



Fig. 2. - Vue vers le sud tranchée d'assainissement.



Fig. 4. - Vue vers le sud tranchée réseau électrique.

Les observations étaient de plus très limitées en raison des nombreux tuyaux des différents autres réseaux présents soit dans l'emprise même des ouvertures (fig. 4), soit situés juste en arrière de celles-ci. Les résultats de ce suivi ont simplement

confirmé la présence sur l'ensemble de la place Puy-Paulin d'un important niveau de « terre noire », type terre de jardin, sur le premier mètre de stratigraphie.

Roudier Mathieu

Futur Place Sainte-Catherine

Préalablement aux travaux d'aménagement d'un nouveau quartier dans le cœur historique de Bordeaux, à l'emplacement de « l'Îlot Sud-Ouest », du nom du quotidien régional dont les locaux occupaient la zone concernée, une intervention archéologique a été prescrite.

La réalisation de la fouille s'est organisée en trois phases, de trois semaines chacune, les mois de septembre et novembre 2012.

Lors de la première phase, deux fenêtres de 8 m de long pour 4 m de large et 5 m de profondeur, ont été réalisées selon un axe nord/sud à proximité de la rue Margaux. Malgré le problème de la gestion des déblais sur un terrain en co-activité et celui de l'importante remontée des eaux liée à la proximité du lit de la Devèze, la fouille a permis de mettre au jour, sous d'importants niveaux d'occupation moderne et médiévale, plusieurs maçonneries antiques qui pourraient être liées à des aménagements de bords de quais : éventuellement murs d'entrepôt (fig. 2) et batardeau.

Lors de la deuxième phase d'intervention, deux autres fenêtres d'observation, de même emprise, ont été ouvertes selon le même axe, mais au sud de la zone des travaux, presque au droit de l'impasse Sainte-Catherine.

Comme pour les deux ouvertures précédentes, après avoir traversé une stratigraphie identique, plusieurs maçonneries antiques (fig. 1) ont été dégagées. Sont notamment apparus les vestiges d'un sol maçonné reposant sur un treillage de poutres de bois (fig. 1) ainsi qu'une section d'un égout d'axe nord/sud.

Lors de la dernière phase d'intervention, une cinquième fenêtre a repris l'emprise d'une ancienne cave, en bordure de la rue Guiraud, qui avait détruit les niveaux d'occupation les plus récents. Les niveaux antiques étaient donc immédiatement accessibles et ont révélé la présence d'une possible rue, d'axe nord/sud, délimitée par deux murs parallèles et coupée en son centre par un égout (fig. 3).

Roudier Mathieu



Fig. 1. - Vue zénithale sol de mortier (fenêtre C).



Fig. 2. - Vue vers l'est maçonneries antiques (fenêtre A).



Fig. 3. - Vue vers le sud voie d'axe N/S (fenêtre E).

Communauté urbaine de Bordeaux

BÈGLES

356 Route de Toulouse

Cette opération de diagnostic archéologique fait suite à un projet immobilier sur une parcelle de 1170 m².

Deux tranchées ont été réalisées dans le grand axe du terrain, le long du bord nord. Elles représentent une surface de 156 m² c'est-à-dire 13 % de la totalité de l'emprise.

L'objectif de cette intervention consistait essentiellement à tenter de repérer l'aqueduc gallo-romain alimentant Bordeaux qui passe non loin de ce secteur.

Le résultat de ce diagnostic est totalement négatif.

Sandoz Gérard

BLANQUEFORT

Place de l'église

Cette opération de diagnostic a permis de reconnaître les différentes phases de fonctionnement du cimetière paroissial du Moyen Âge à la période moderne. Pour la période médiévale, entre le XI^e et le XV^e siècle, quatre phases d'inhumations successives ont été identifiées.

La première phase est représentée par une inhumation en pleine terre avec aménagement d'une logette céphalique (ST 1015).

La deuxième phase montre des inhumations sans architecture en pierre (de type coffrage ou sarcophage), mais ayant pu être protégées par un couvercle en matière périssable (2015, 1011).

La troisième phase comprend des sépultures en coffrage de pierres calcaires posées de chant et intégrant, pour celles qui étaient assez bien conservées, des alvéoles céphaliques monolithes à ouverture carrée ou rectangulaire (1009, 1013, 2009, 2010, 2018). Aux pieds, le coffrage est fini avec un petit bloc placé entre les deux blocs latéraux.

L'une de ces tombes possédait encore son couvercle, monolithe également, très massif et de bonne facture (ST 2018). Il s'agit d'un bloc de calcaire jaune couvrant en partie le coffrage, les blocs latéraux sud émergent du couvercle. En Gironde, lorsque ce type de coffrage possède son couvercle, il est toujours composé de plusieurs dalles calcaires posées à plat sur les blocs latéraux (Régado-Saint-Blancard, 1989). A Blanquefort, la typologie de ce couvercle se rapproche de celui placé sur une cuve de sarcophage monolithe (St 1007 et St 1006). Ce type de couverture pour un coffrage est donc étonnant.



Blanquefort - Place de l'église.
Plan topographique du site avec localisation des sondages.
V. Pasquet, C. Fondeville, Inrap.

La structure reconnue lors du diagnostic, orientée sud-nord mais changeant d'orientation dans sa partie nord au contact des sables miocènes, contient de très nombreux fragments de terre cuite architecturale, de bois et de céramique. Elle est incontestablement d'époque gallo-romaine et s'apparente à un fossé d'écoulement d'environ 2 mètres de large, creusé depuis la limite de berge. Son interprétation renvoie à un système de drainage ou d'écoulement des eaux usées.

Les éléments en bois enfoncés verticalement le long de cette structure excavée quelle que soit sa fonction, lui sont nécessairement liés. Cet alignement de pieux en aulne est conservé sur 3,50 m de long environ, exclusivement du côté oriental du fossé. Il pourrait avoir pour fonction de maintenir la berge, voire de la longer sur un ponton de petite largeur.

En l'absence de tout autre alignement parallèle, il peut s'agir aussi d'une digue formée de bois et de terre afin de protéger les cultures de l'érosion en ralentissant les courants. Si existait un symétrique sur l'autre berge, cela conforterait l'idée d'un franchissement du chenal, la largeur de 3,50 mètres pouvant correspondre à un chemin, mais le seul pieu retrouvé en fouille à l'angle nord-ouest du canal d'écoulement ne s'inscrit pas dans cet alignement. Il s'agit donc plus vraisemblablement d'un maintien ponctuel des berges que d'un franchissement.

La petite butte naturelle située au centre du site a fait l'objet de plusieurs aménagements en creux dont l'attribution à la période moderne est à envisager.

En particulier, une centaine de bois constituent l'ossature d'une longue structure visible sur toute la fouille, au centre d'une tranchée de 50 cm de large remplie de sable exogène. Ces pieux sont tous de la même essence, non écorcés, de section cylindrique et mesurent entre 9 et 14 cm de diamètre pour une longueur conservée entre 27 et 103 cm de long. La pointe a en général quatre faces de 60 cm de long. Ils sont complétés par des fascines de section circulaire de 47 cm de long, positionnées entre les pieux et le comblement de sable. La coupe a permis de mettre en évidence des renforts intermittents avec des planches verticales calées par des branches écorcées de 110 cm, plus fines que les pieux.

Ce fait recoupe toutes les structures situées dans la partie septentrionale du site, il n'est recouvert que par des remblais hétérogènes contenant du mobilier céramique moderne, voire contemporain. Cette construction de terre et de bois s'inscrit exactement sous la limite cadastrale. Elle peut avoir pour origine une volonté d'exhaussement de la rue, le passage ayant dû être, selon toute vraisemblance, mis en place entre 1826 et 1844, avec une forte probabilité pour l'année 1828, lors de la construction du Pont du Boucher.

Quelques structures antérieures consistent essentiellement en des lambeaux de sol piégés dans les cuvettes des sables verdâtres miocènes. Ils illustrent la fréquentation de la berge au Haut Moyen Âge et au Bas-Empire.

A l'est de la structure du XIXe siècle, un amas d'un peu plus d'un mètre de long et de forme semi-circulaire de gros fragments de tuiles romaines mêlés à des blocs calcaires et des fragments de mortier de chaux jaune se présentait comme une couche de 20 cm d'épaisseur, précédée d'un niveau de remblai et d'un niveau d'occupation directement surmontés par des remblais modernes ou contemporains ; l'occupation médiévale n'y est pas représentée.

Le décapage du secteur fait ressortir une succession de structures rectilignes où une pièce de bois isolée provient d'un arbre abattu au cours du printemps de l'an 3 de notre ère, ce qui correspond bien à la céramique trouvée dans les différents fossés.

Le paléochenal comblé a pu être observé après la fouille des structures antiques. Sa largeur dépasse certainement la quinzaine de mètres. Plusieurs pièces d'architecture en bois, dont la taille n'est pas compatible avec un déplacement par le courant sur de longues distances, présentent néanmoins des traces d'altération prouvant leur transport. Elles pourraient donc provenir d'une structure démantelée proche dont l'identification nous échappe. Trois d'entre elles pourraient être issues d'une phase d'abattage située entre 42 et 12 avant J.-C. Leur synchronisation étant sujette à caution, cette datation doit cependant être considérée avec une grande précaution.

Les essences des bois découverts à Mérignac renvoient à deux types de milieux bien distincts : comme on pouvait s'y attendre dans ce contexte de paléochenal, les taxons ripicoles sont largement représentés (aulne et saule, frêne, orme, sureau) ; un milieu plus sec est entrevu à travers la présence du chêne et du pin, mais aussi du noisetier, des fruitiers à noyau et à pépins, de la vigne et du rosier.

Si la limite de la berge ancienne de la Devèze peut être facilement restituée, car même si son cours a été rectifié à diverses époques, elle a toujours suivi à peu près la même orientation ouest-est, il n'est pas évident de cartographier la même ses petits affluents disparus.

Le secteur étant une zone de confluence, le paléochenal de direction nord-sud observé en fouille peut avoir été un petit affluent de la Devèze qui se serait tari naturellement ou aurait été asséché. Quelle qu'ait été la nature de l'intervention humaine, son assèchement intervient vraisemblablement avant le Ier siècle de notre ère.

Les traces de fréquentation les plus anciennes du site sont donc attribuables à la fin de l'Âge du Fer. Elles occupent une petite butte située entre un ancien bras de la Devèze et la berge qu'on peut restituer à partir de l'Antiquité. Le contexte est alors celui d'un chenal actif, et son environnement de terrains marécageux ou inondés génère de nombreuses incertitudes chronologiques pour le matériel archéologique recueilli sur la berge.

Après colmatage du chenal, une véritable installation antique s'implante à son emplacement. La présence de fossés suggère une tentative de drainage.

Beague Nadine

VILLENAVE-D'ORNON Geneste, Courréjean, « Village »

La phase 2 du diagnostic provoqué par le projet immobilier centré sur un golf, appelée « village », se situe sur la plaine alluviale, en rive gauche de la Garonne. Les vestiges mis au jour concernent deux périodes chronologiques : l'Antiquité gallo-romaine et les époques moderne et contemporaine.

La découverte majeure de cette opération est un tronçon d'aqueduc gallo romain localisé au nord-ouest de l'emprise. Sur le terrain, il a été reconnu sur une distance d'une cinquantaine de mètres au niveau de l'arase. Son état de conservation observée dans deux sondages est assez médiocre puisqu'il a été en partie démonté à une période inconnue. Toutefois, il a été possible de restituer sa mise en œuvre à base d'argile et de dalles calcaires. Aucun niveau de sol associé à cet aménagement n'est conservé. Son orientation et son sens d'écoulement invitent à le mettre en relation avec la branche de Vayre de l'aqueduc de Bordeaux. Sa fonction reste méconnue et plusieurs hypothèses peuvent être formulées. Il a pu avoir une fonction d'exutoire de l'aqueduc de Vayre comme il a pu servir à alimenter un établissement qui reste à découvrir.

Pour les périodes moderne et contemporaine, les vestiges découverts sont essentiellement des structures en creux et, plus précisément, des fosses à la fonction indéterminée, des traces de mise en culture, un puits à mettre en relation avec les bâtiments du XVIIe siècle encore en partie en élévation au sud de l'emprise, et des niveaux de remblais modernes.

Ballarin Catherine

Courréjean, Geneste

Cette opération correspond à la première phase d'un vaste projet d'aménagement autour d'un golf. Vingt sept sondages ont été réalisés. Les observations géologiques ont été abordées de façon classique et pertinente afin de caractériser aussi



Un tronçon de l'aqueduc découvert à Villenave-d'Ornon.
Cliché C. Ballarin, Inrap 2011.

précisément que possible la nature, la chronologie, l'extension spatiale et l'état de conservation des éléments du patrimoine archéologique compris dans l'emprise affectée par le futur projet d'aménagement. Aucun indice archéologique n'a été mis au jour. Les sondages ont recoupé des remblais contemporains issus des extractions de matériaux graveleux des carrières d'extraction qui environnent l'emprise. Ils forment une plate forme équivalente à l'ensemble diagnostiquée soit 50 000m². L'épaisseur de ces remblais argilo limoneux peu compactés est proche de 2,5 à 3 m d'épaisseur selon leur localisation éloignée des zones d'extraction. Ils reposent sur des argiles bleues de type bri, situées en deça de cette côte. La stratigraphie incluait deux à trois phases de remblais peu compacts exhaussant progressivement le sol autour des zones d'extraction de matériaux durant la période contemporaine.

Migeon Wandel

Gironde

Les campagnes antiques de l'Aquitaine centrale de la fin de l'Âge du Fer à l'Antiquité tardive

L'objectif du programme est de renouveler la connaissance de l'histoire et du fonctionnement des campagnes antiques des cités de l'Aquitaine centrale. Cette étude met en œuvre différentes méthodes d'investigation : prospection systématique fine sur deux zones-test dans les communes de Saint-Etienne-de-Lisse et de Saint-Sulpice-de-Faleyrens (cette recherche s'insère dans le PCR « *Saint-Emilion et sa juridiction. Genèse, architectures et formes d'un territoire* » porté par F. Boutoulle) ; prospection pedestre ponctuelle réalisée selon la méthode Rapatel pour préciser la nature et la chronologie d'occupation de sites connus et, enfin, la prospection aérienne.

Le réseau des établissements antiques de Saint-Etienne-de-Lisse s'est enrichi de trois nouveaux sites, qui pourraient correspondre à de petites unités de production, peu connues de façon générale dans cette partie de l'Aquitaine romaine. Sur une superficie totale prospectée de 428 ha et autour des deux *villae*, en activité sur une longue durée (Ier-IVe siècle), quatre, voire cinq établissements ont coexisté durant au moins



Ensemble fossoyé de Barbannes (Saint-Germain d'Esteuil)

le Haut Empire. Signalons la découverte de deux fragments isolés d'inscriptions funéraires. Les autres époques sont, également, mieux documentées : deux nouveaux sites ont été identifiés, l'un d'époque néolithique, l'autre du Moyen Âge. Sur la commune de Saint-Sulpice-de-Faleyrens, ce sont trois indices de sites d'époque médiévale qui ont été repérés. Enfin, les missions aériennes ont permis de déceler le plan de la ferme de Garcin (Lamontjoie), attribuée au Haut Empire. De forme quadrangulaire (12,25 m x 13,50 m), l'édifice, bordé à l'ouest par une galerie, se compose de deux salles de dimensions inégales. Les deux angles nord de la salle septentrionale sont occupés par des maçonneries presque carrées. Des structures fossoyées, de dimensions diverses, ont également été observées. Il s'agit, tout d'abord, soit d'enclos de forme circulaire, parfois isolé (Hautes Cabanes, Abzac) ou encore groupés (Millet, Coutras ; Couloumey, Lesparre-Médoc), soit d'enclos quadrangulaires (La Planèze, Nérac ; La Bisconteau, Sainte-Terre), voire de forme ovale (Champs de Dallau, Saint-Denis-de-Pile ; L'Aigron, Saint-Denis-de-Pile). Enfin, de nouveaux vestiges sont apparus à Barbannes (Saint-Germain-d'Esteuil). Ce vaste enclos (137 m x ca. 55 m) de forme pentagonale ou hexagonale présente une interruption nette à l'ouest qui pourrait signaler une entrée. Des traces de partitions internes et des limites agraires complètent le plan décelé en 2011. Même si la datation de ces structures pose un réel problème en raison de leur détection sur des prairies naturelles, leur rareté en Aquitaine impose de les signaler. La morphologie générale de l'ensemble de Barbannes invite à proposer l'hypothèse d'un établissement de la fin de l'Âge du Fer.

Petit-Aupert Catherine

AMBARÈS-ET-LAGRAVE

Lamarque

Le lieu-dit « Lamarque » se situe aux abords de l'avenue « Chemin de La Vie », ancienne voie antique qui reliait Saintes à Bordeaux en passant par Ambarès (Sion 1994, p. 136). Sa physionomie et son tracé sont décrits dans des articles au XIXe siècle (Drouyn 1861-1862, p. 476-478).

Le but de ce diagnostic était de déceler les indices des vestiges qui pouvaient border cette voie, notamment en implantant des sondages perpendiculaires à son axe.

Cette opération a permis de dégager un pôle d'occupation au nord-ouest de l'emprise, constituée de structures fossoyées. La rareté du matériel ne permet pas d'avancer une période

chronologique. Toutefois, l'orientation du fossé ne correspond ni à celle de la voie antique, ni à celle du parcellaire du cadastre actuel, lui-même calqué sur celui du XIXe siècle.

Les vestiges mis au jour pourraient être les témoins d'un parcellaire antérieur au XVIIIe mais il est impossible de déterminer s'ils peuvent remonter à la période médiévale ou à l'Antiquité.

Cavalin Florence

ARSAC

La Chapelle de Birac

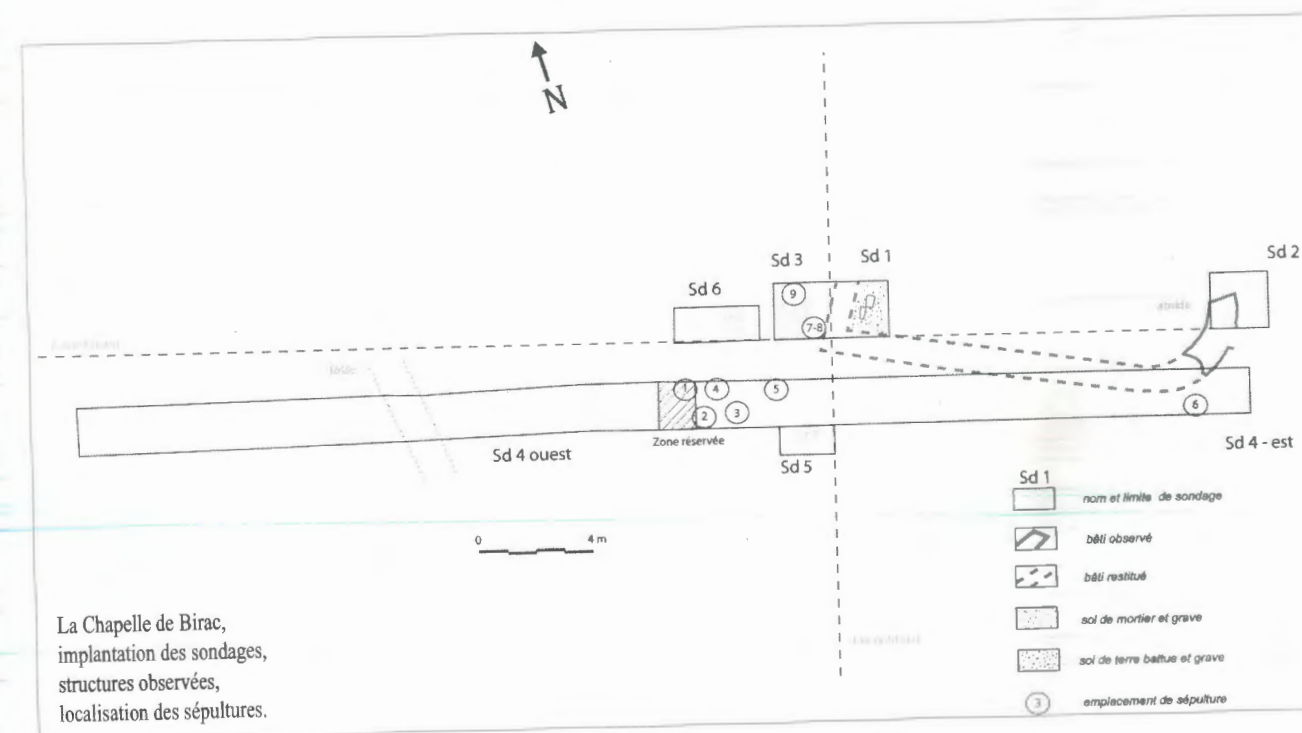
L'intervention a été motivée par la perspective d'une replantation de pins sur une parcelle victime de la tempête Klaus en 2009. Elle a été réalisée du 31 août au 13 septembre 2012 par une équipe de bénévoles grâce au soutien de l'Institut Ausonius (UMR 5607) et à l'apport technique du SRA. Le site se trouve dans le Haut Médoc, à 19 km au nord-ouest du centre de Bordeaux. Il s'agissait de retrouver les restes d'une ancienne chapelle médiévale correspondant à une sauve, découverte par J. Clemens dans les sources écrites et reconnue par lui lors de sondages effectués en 1965, mais localisée de façon imprécise. L'objectif était d'en constater l'état de conservation, et surtout d'étudier ses rapports topologiques et chronologiques avec la route ancienne dite « La Levade » qui passe à proximité

immédiate. On observe encore la trace au sol de celle-ci au nord et au sud du site de la chapelle, et ce monument routier est généralement présumé antique, parfois attribué au Moyen Âge, sans éléments concrets pour appuyer ces affirmations. Il fallait aussi vérifier si le toponyme « Birac » ne correspondait pas à une occupation antique originelle. Le peu de temps et de personnel disponibles n'ont autorisé qu'une série de sondages, parmi lesquels certains visaient à retrouver les vestiges de l'intervention de 1965 et de la chapelle (sondages 1 à 3), alors qu'un long transect pratiqué à la machine s'imposait pour retrouver la Levade (sondage 4).

Vestiges de l'église et du cimetière

Certains éléments des sondages de 1965 ont été retrouvés (sondage 2), et avec eux le seul vestige de mur maçonné observé : la fondation d'une abside correspondant au chevet de l'édifice. On a aussi localisé la trace des murs sud et ouest : ils ont été complètement pillés, anciennement semble-t-il, ce qui confirme les indications trouvées dans les archives de l'époque moderne par J. Clemens. Les structures restées en place sont des éléments de sol : plaques de mortier à l'extérieur, terre et grave compactées à l'intérieur.

Le caractère religieux de l'édifice est attesté par les nombreuses sépultures retrouvées autour, et le cimetière a fonctionné assez longtemps pour que les tombes les plus anciennes soient recréusées (sépultures 2 et 3, 7 et 8). Certaines ont crevé le sol de mortier (sépulture 9).



Chronologie du site

L'hypothèse d'une origine antique du site ne s'est pas confirmée. La fondation de la sauveté au XII^e siècle n'a laissé presque aucune trace (une monnaie de l'évêque du Puy).

Le rare mobilier est d'une grande homogénéité chronologique : à part deux tessons antiques, un fragment d'époque moderne et un autre attribué au XIII^e siècle, toute la céramique (analyse S. Maleret) se rapporte à la période fin XIII^e-XV^e siècle, ce qui correspond assez bien aux indications des quelques monnaies. Les observations stratigraphiques montrent que le site a été l'objet d'une destruction, peut-être à l'occasion des raids de routiers connus par les textes (1437 et 1453), mais que la fréquentation a continué pendant un temps dans une partie du site au moins.

Le problème de la Levade

Des mesures précises de géolocalisation (Ausonius, N. Martin et C. Coutellier) ont montré que l'axe de la Levade passe juste à l'ouest de la chapelle. Or il n'y a à cet endroit aucune trace du dôme de grave et de sable qui matérialise la route. Les seuls indices qu'on pourrait relier à sa présence sont d'une part le fond d'un fossé creusé dans le sable qui constitue la roche en place, avec une localisation et une orientation pertinentes, d'autre part la collecte à l'ouest de la chapelle de quelques éléments de mobilier : trois monnaies antiques, deux tessons de facture gallo-romaine. Il semblerait donc que la Levade ait été nivelée pour implanter la chapelle, ainsi que les maisons et les champs du hameau qui l'entourait au Moyen Âge. Par conséquent la route serait bien d'origine antique...

Didierjean François

AUBIE-ET-ESPESSAS

11 rue du bourg

En préalable à la construction d'une piscine, un diagnostic archéologique a eu lieu à l'ouest de l'église romane d'Aubie sur la commune d'Aubie-et-Espessas. L'emprise concernée par les travaux se trouve juste à l'extérieur de la muraille attestée au début du XVII^e siècle. Les deux tranchées réalisées ont mis au jour, une sépulture rupestre anthropomorphe du Bas Moyen Âge et des trous de poteaux recouverts par des niveaux de remblais et de sols. Le rare mobilier appartient à l'époque moderne/contemporaine.

Moreau Nathalie

AUDENGE

Maignan – Chemin de la Courbe

Cette intervention, causée par un projet de lotissement, s'inscrit dans un contexte archéologique favorable, à proximité immédiate du site de Maignan. Ce site, répertorié de longue date, a provoqué un diagnostic infructueux en 2007 (B. Ducournau, Inrap) et un autre, plus heureux, en 2008 (L. Wozny, Inrap).

En 2009, les structures révélées par les sondages de l'année précédente furent fouillées sous la direction de L. Wozny, permettant la mise au jour d'une occupation humaine antique mêlant éléments domestiques et artisanaux. La parcelle concernée par les investigations de 2009 s'étend le long de la rive méridionale du ruisseau de Pontails. Elle a livré des bâtiments sur poteaux associés à des épandages de mobilier d'époque romaine. Ces vestiges sont inscrits dans des zones rythmées par de grands fossés perpendiculaires ou parallèles au ruisseau, ainsi que par des paléo-chenaux. Un probable chemin nord/sud a également été identifié. Au sein du mobilier archéologique prélevé, de nombreux fragments de jarres à poix se distinguent, traduisant un artisanat lié à l'exploitation des produits goudronneux.

Plus récemment, en septembre 2011, un autre diagnostic (Fl. Cavalin, Inrap), immédiatement à l'ouest de la parcelle fouillée par L. Wozny mit en évidence de nouvelles structures en creux antiques, ainsi que d'un paléochenal. Ces sondages furent complétés par une fouille menée en 2012 (D. Delage Hadès).

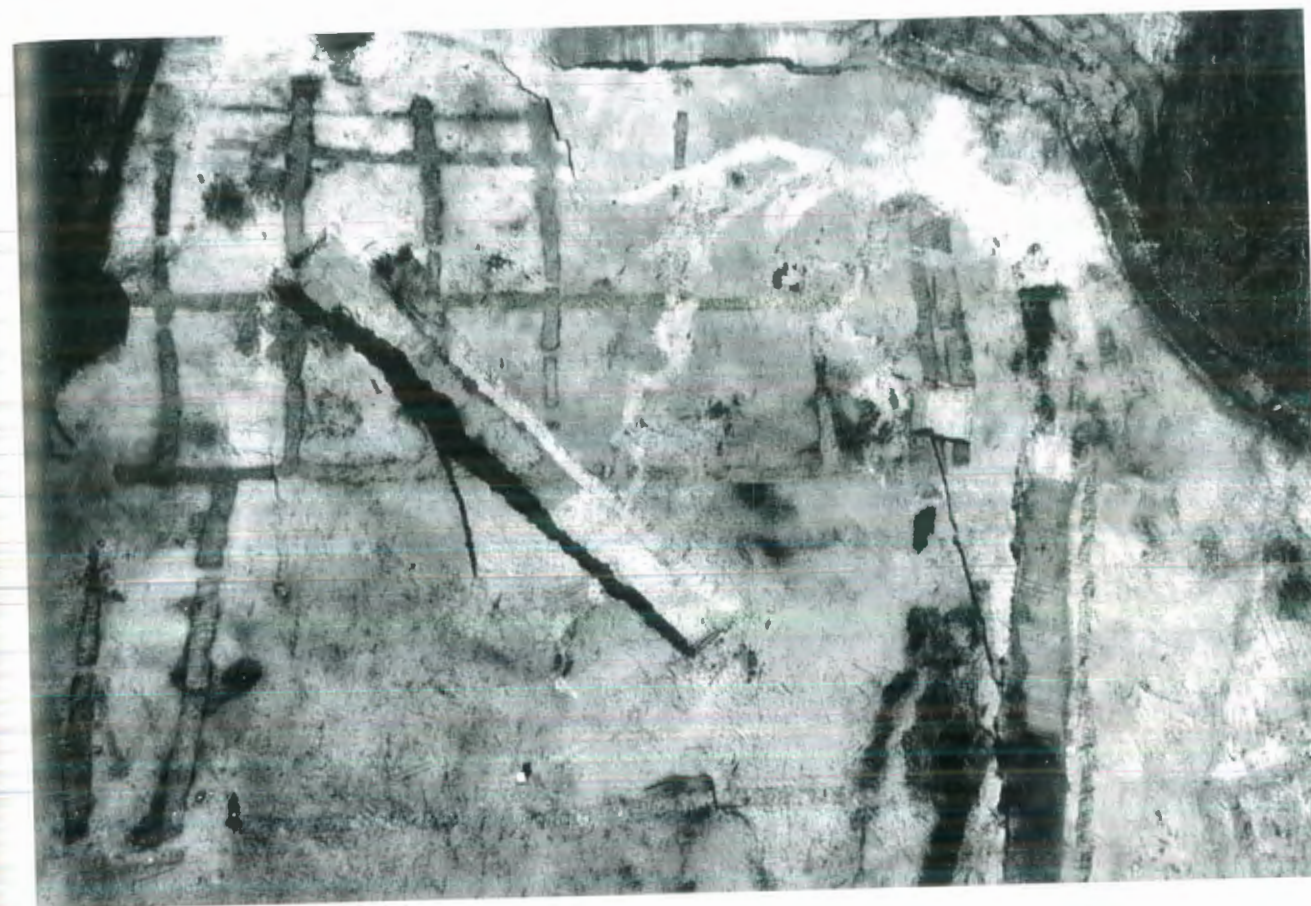
La parcelle sise chemin de la Courbe, se trouve sur la rive droite du ruisseau de Pontails, à 50 m de ce dernier. Malgré un contexte archéologique favorable, elle n'a livré aucun vestige remarquable, à l'exception de trois fossés à la chronologie indéterminée. Ce diagnostic apporte toutefois une information utile, puisqu'il fournit la limite septentrionale du site découvert à Maignan.

Elizagoyen Vanessa

Le Pré du Mic

Prescrite dans le cadre d'un projet immobilier, cette fouille archéologique s'est déroulée en 2012, sur une parcelle longeant la rive gauche du ruisseau « le Pontails ». Elle fait suite à une fouille, réalisée sur une emprise voisine en 2009 par l'Inrap, qui a révélé une occupation antique et un diagnostic de 2011.

Un ensemble de quatre paléochenaux entrelacés a été suivi par intermittence sur plus de 300 mètres. Leur axe, d'orientation est-ouest, est parallèle à celui du ruisseau en activité qui



Audenge - Le Pré du Mic.

Vue aérienne du bâtiment et de son organisation en cellules. Cliché D. Vignaud, AltiPictures, 2012.

se situe directement au nord. Leur direction indique qu'ils pouvaient se jeter dans la lagune d'Arcachon à environ un kilomètre à l'ouest.

Ces anciens cours d'eau, peu profonds, sont remplis par des séquences alternant des litages de sable blancs avec des niveaux sombres plus organiques d'aspect tourbeux. Leurs parois sont très évasées et le fond accidenté est recouvert d'un niveau de sable grossier contenant des graviers de quartz bien triés. Dans cette couche, des fragments de céramique antiques ont été collectés ainsi que quelques éléments de terre cuite architecturale. Le mobilier récolté indique un intervalle chronologique qui s'étend entre la première moitié du I^{er} siècle et le début du II^e siècle après J.-C.

De plus, un vaste ensemble de structures rectilignes, formant un maillage orthonormé, a été repéré en bordure d'un paléochenal. Ces traces pourraient correspondre au plan d'un bâtiment rectangulaire, fondé sur sablières basses, associé à des fossés de drainage.

Le canevas de cet édifice présente une organisation en cellules selon deux corps principaux (cf. fig.). L'ensemble a une surface au sol d'environ 400 m². La fouille des tranchées de fondation montre un creusement dont la partie haute des parois est très évasée. En partie basse, un rétrécissement s'opère de telle manière qu'elle s'apparente à une rainure de 0,30 m de large. L'observation attentive des remplissages sédimentaires montre deux couches sableuses sombres. Celle située en fond de tranchée, très noire et compacte, pourrait évoquer le pourrissement d'une pièce de bois. En outre, les intersections, qui ont été intégralement explorées, ont permis de mettre au jour un exemple de négatif d'encastrement de deux éléments en bois.

La datation de cet ensemble pose problème dans la mesure où la céramique y est quasiment absente. Les rares fragments collectés dans les comblements s'apparentent à de la céramique antique non tournée mais n'apportent aucun indice chronologique fiable. Les datations au carbone 14 n'offrent qu'un vaste intervalle concernant les quatre derniers siècles avant notre ère.

Malgré la difficulté pour situer dans le temps ces découvertes, la fouille de ce site a permis de poursuivre l'investigation du vaste gisement archéologique de Maignan et de participer à enrichir l'étude des modalités d'installation des populations anciennes le long des cours d'eau du bassin d'Arcachon.

Delage Damien

AVENSAN

Pas du Soc

Cette opération de diagnostic archéologique concerne une future zone de développement économique de la Communauté des communes méduliennes.

Les sondages du diagnostic ont recoupé le comblement sableux d'un réseau paléohydrographique composé d'au moins un chenal s'écoulant du sud vers le nord. Il contourne à l'ouest un affleurement argileux avec une couverture sableuse récente dans le centre et le nord de la parcelle. Au nord-est de l'emprise, deux paléolagunes ouvertes ont été repérées grâce à leur comblement argilo-organique. C'est d'ailleurs sur le bord de ces lagunes aujourd'hui comblées que des indices d'occupations néolithique ou protohistorique d'une part et antiques d'autre part ont été identifiés.

Plusieurs indices d'occupation antique ont été localisés dans le centre nord de l'emprise. Aucune structure bâtie n'est toutefois associée aux excavations identifiées en partie centrale. Elles s'apparentent à des fosses de traitement de matériaux géologiques comme des argiles très organiques et des argiles grises pures. Des fosses à creusements circulaires et fonds plats sont peut-être associées à un traitement des matières premières extraites des sables ou des argiles subaffleurantes. Certaines structures ont révélé dans leur remplissage des matériaux prélevés dans une des lagunes. Aucun élément appartenant à une voie de circulation antique n'a été identifié sur l'emprise du Pas du Soc. Plusieurs fossés de drainage contemporains ont été caractérisés au nord-est et au sud de l'emprise.

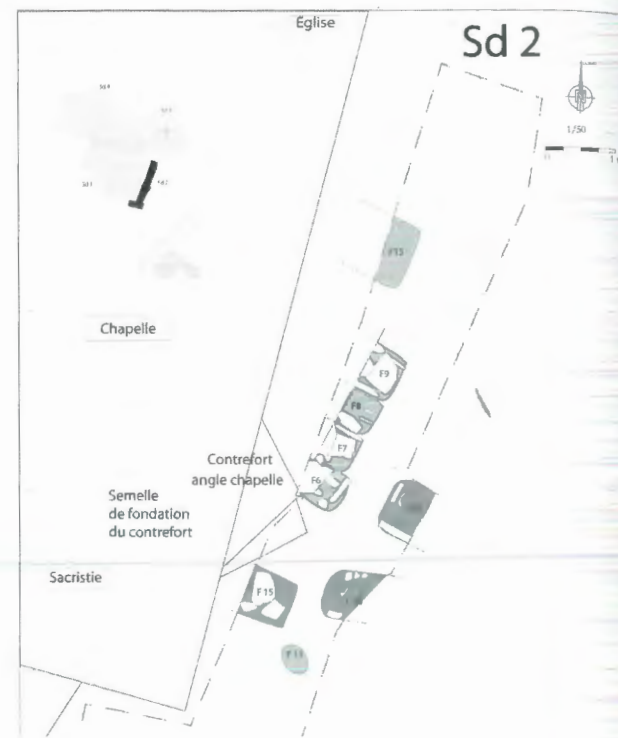
Migeon Wandel

BIRAC

Eglise Saint-Laurent

L'opération de diagnostic réalisée le long des côtés nord et sud de cette église a permis de mettre au jour de multiples structures.

Au nord de l'église actuelle et orienté selon le même axe, un bâtiment à abside, lui est antérieur. Ses matériaux ont été réutilisés dans la fondation du bâtiment en élévation. Il a été



Birac - Eglise Saint-Laurent.

Relevé et coupe de la tranchée 2. F. Bernard et N. Béague, Inrap.

observé sur plus de 5 m de longueur en continu, de l'abside à l'est jusqu'au retour à l'ouest. Son mode de construction, en petit blocs de calcaire de même module, témoignerait d'une période ancienne (Haut Moyen Âge).

À l'ouest, un retour de mur ferme ce bâtiment. L'étroitesse de la tranchée n'a pas permis d'observer s'il est continu ou pas. Il pourrait s'agir d'un pilier engagé. Une portion de mur, situé à l'est de l'abside et tangent à celle-ci, pourrait appartenir au même ensemble architectural. Toutes les observations faites sur le bâti indiquent que le niveau de dérasement est à la jonction de l'élévation et de la fondation.

Une occupation funéraire non homogène a été identifiée autour de l'église actuelle.

Trois phases d'inhumations ont été reconnues en chronologie relative sur le côté sud :

- la première est caractérisée par des sépultures coffrées de dalles calcaires, organisées en rangées et orientées ouest/est. Elles ont été clairement observées à l'est. Le même type de sépultures a été mis au jour au nord et au sud mais l'éloignement topographique et/ou la différence d'altitude ne permettent pas d'être affirmatif sur l'appartenance à la même phase ;
- la deuxième phase est représentée par une sépulture dont l'ouverture se situe dans un niveau postérieur aux sépultures



Birac - Eglise Saint-Laurent.

Mur 02 au premier plan. I. Souquet-Leroy, Inrap.

précédentes. Elle ne présente pas d'architecture funéraire en matériau non périssable ;
— enfin une troisième phase est présente à une altitude inférieure. Il s'agit d'une inhumation en cercueil.

La répartition des sépultures montre que la densité la plus forte se situe au sud-est de l'église. Dans les trois autres tranchées, elles sont plus éparpillées. Selon les gravures anciennes du XIXe siècle, le cimetière se développait au sud sous le parking actuel. Il s'agit probablement de son extension avant son déplacement.

La présence d'US très ponctuelles de construction/démolition, s'interposant entre les sépultures, rend compte d'une activité permanente autour de l'église au cours des siècles. Les multiples travaux effectués sur l'église et décrits par plusieurs auteurs de la fin du XIXe, sont perceptibles de tous les côtés.

L'occupation funéraire continuellement perturbée est déplacée par les activités autour de l'église. Cela aboutit à une raréfaction des sépultures sur le côté nord et à une différence d'occupation très nette sur deux secteurs pourtant très proches, contre l'ancienne sacristie. Les coupes stratigraphiques montrent des séquences très différentes à l'est et au sud-est.

Le mobilier céramique issu de deux US comprend des typologies typiquement alto-médiévale mais aussi médiévale ou moderne. Cependant, la faiblesse de l'échantillon et la situation stratigraphique de ce mobilier ne permettent pas de dater précisément les niveaux et structures mises au jour. Les niveaux les plus anciens n'ont pas été atteints en raison de prescriptions spécifiques sur la profondeur des tranchées (1 mètre). Tout au plus pouvons-nous signaler un « bruit de fond » alto-médiéval.

Souquet-Leroy Isabelle

Drouyn L. *La Guienne militaire*, Bordeaux, Paris, Didron, 2 tomes, 582 pages, 153 planches, 1865.

Gaborit M. Peintures murales de l'église Saint-Laurent de Birac (Gironde). In *L'Entre-Deux-Mers et son identité*. Actes du 8e colloque tenu à La Réole et Bazas les 22 et 23 septembre 2001 : 137-150.

Piganeau E. Monographie de la commune de Birac, près Bazas (Gironde). *Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux*, 1879, tome 6, 1er : 5-30

BLAIGNAC

La Bastide

Ce diagnostic se situe au sud de la Réole, sur une ancienne île de la Garonne. Sur la basse terrasse, le gravier apparaît autour de 2 m de profondeur, ce qui rend relativement aisées l'ouverture de gravières. Il s'agit ici de la première phase d'une exploitation de grande ampleur (400 000 m²).

Les 81 tranchées ouvertes sur le terrain qui offre une superficie de 91 000 m² ont permis de reconnaître une occupation continue sur plus de 400 ans qui débute au Second Âge du Fer pour s'achever durant le Haut Empire. Après un hiatus de 15 siècles la parcelle connaît une nouvelle activité durant la fin du Moyen Âge ou le début de l'époque moderne qui est liée à un bâtiment existant. Cette dernière est toutefois peu marquée dans la mesure où seuls deux fossés parcellaires ont été reconnus pour cette époque.

La période la plus ancienne est représentée par le Second Âge du Fer, dominée par la Tène Finale. Une occupation diffuse est essentiellement marquée par la présence de deux fossés associés à des nappes de tessons très érodés et quelques structures en creux. Malgré la faiblesse des indices, il est possible que cet ensemble corresponde aux limites orientales d'un enclos, peut-être associé à un habitat de plaine. Au contraire du nord de la France (Malrain *et al.* 2004), peu d'exemples en ont été mis au jour en Aquitaine et dans la vallée de la Garonne ; ce site pourrait s'apparenter aux gisements des Vergnasses à Gours et de Raspide 1 près de Toulouse (Sireix 2001, p. 62-63) qui correspondent à des établissements agricoles de type « ferme indigène ».

La phase suivante correspond à une période de transition entre la fin de la Tène et le début de l'Antiquité. Il n'était pas aisé de distinguer cette phase de la précédente, dans la mesure où les éléments de datations se limitent quelque fois à la seule présence de fragments de tuiles. Certaines sont ici associées avec des fragments d'amphore de la Tène Finale ce qui corroborerait une romanisation du secteur relativement précoce, ou du moins des échanges avec les régions déjà romanisées facilités par la proximité de la Garonne.

Enfin, l'occupation antique est représentée par un atelier de métallurgie de transformation du bronze et du fer. Un épandage de scories (scories en calotte et paroi de foyer) est associé à un exceptionnel dépôt d'objets métalliques contenus dans un grand récipient en bronze (fig. 2, 3 et 5). Ces éléments, vraisemblablement destinés à la transformation ou à la réparation se trouvaient à 45 cm d'un grand bloc de calcaire. Ils pourraient en outre être associés à des calages de poteau situés 30 m à l'ouest, qui correspondraient à un bâtiment en matériau périssable. Toutefois, les scories de fer sont disséminées sur une bonne partie de la parcelle, dans les sondages contenant tantôt de la céramique de la Tène Finale, tantôt de la céramique de transition, tantôt du mobilier attribué aux débuts du Haut Empire. Cette répartition du mobilier peut relever d'un phénomène érosif lié à la dynamique alluviale du secteur et au brassage des couches superficielles par les labours qui ont détruit les sols de circulation anciens. Toutefois deux pôles de concentration de scories de fer ont été individualisés dont l'un, au sud-est, compte des scories de déchets de forge, culots et fragments de foyer. Si les éléments en alliage cuivreux relèvent exclusivement de la phase antique, les scories de fer se retrouvent dans les trois périodes. On peut donc avancer l'hypothèse d'une ou plusieurs unités de métallurgie du fer qui s'installeraient à la Tène Finale, qui perdureraient (peut-être en se déplaçant plus à l'ouest de la parcelle) et qui seraient rejointes quelques décennies plus tard par un atelier travaillant aussi le bronze. Cette unité pourrait être dotée d'un aménagement en matériau périssable.

En cours de diagnostic, le dépôt métallique a été prélevé en motte afin d'être conservé à l'abri de la dessiccation et de la dégradation rapide des éléments. Afin d'établir si le contenant renfermait des objets sur la totalité de son volume, de préciser l'état de conservation des éléments et de discriminer le volume du sédiment de celui du métal, la motte a fait l'objet de clichés sous scanner médical. C'est sur la base de ces images qu'a été réalisée une étude préliminaire des objets visibles qui a établi que le contenant renfermait une accumulation anarchique de pièces en fer très concrétionnées et des éléments en alliage cuivreux sur toute sa hauteur. Parmi ces derniers on note plusieurs fibules, un élément décoratif (cimier ?) et un fléau de balance. Le mobilier ferreux, plus délicat à identifier, compte,

outre plusieurs clés, quelques éléments répétitifs tels que des pièces de harnachement, d'attelage ou de charroinerie.

L'étude du contenant en bronze (fig. 6) fait écarter l'hypothèse d'un casque : sa taille importante et sa forme ne correspondent à aucune typologie connue. Pour les mêmes raisons, elle exclut également le registre des ustensiles culinaires. M. Feugère propose l'hypothèse d'une pièce appartenant à un dispositif technique, de type mécanisme à bascule utilisant un récipient (de liquide ?) comme contrepoids. Cette interprétation intéressante demande à être approfondie par une étude ultérieure.

Le démontage du dépôt réalisé à des fins conservatoires a permis de dégager 48 objets en bronze et fer. Si les pièces en alliage cuivreux sont assez peu corrodées, les éléments en fer en revanche demandent des clichés radiographiques complémentaires pour une identification complète.

Ces résultats sont très prometteurs. En effet, l'industrie métallurgique de la vallée de la Garonne et plus largement de l'Aquitaine ne comptait jusqu'à présent qu'une quinzaine d'indices dont la majorité est concentrée dans les niveaux antiques des fouilles urbaines de Bordeaux (Hôpital Saint André, clinique Tourny, et rue du Hâ). En secteur rural on peut citer un atelier de bronzier du Second Âge du Fer à Tonneins près d'Agen, un autre à Villeneuve-sur-Lot, un foyer du Second Âge du Fer à l'Isle Saint Georges, des déchets de forge plus tardifs à Blaye et surtout le site laténien de Lacoste à Moullets-et-Villemartin qui a livré le mobilier le plus important avec 20 kg de scories de fer, 14000 objets majoritairement liés à l'artisanat du fer et des métaux en alliage cuivreux (Sireix-Mistrot 2012).

Etrich Christine

Sireix, Ch. Blagnac. ZAC aéroconstellation : Raspide 1 in BSR 2001, 2001, pp 62-63.

Sireix, Ch., Mistrot, V. *Au temps des Gaulois, L'Aquitaine avant César*. Ed. Errance, Paris 2012. 143 p.

Malrain, F., Pons, F., et Jannin, T. L'âge du Fer. In *La France archéologique*, Paris 2004

BOURG-SUR-GIRONDE

La Glacière

Dans le parc du château de Bourg-sur-Gironde, au pied du rempart ouest, à proximité de la porte de la Retraite, se trouve une construction cylindrique en pierre de taille en partie enterrée dans le talus. Ses deux rangées d'assises sommitales sont resserrées comme pour une amorce de voûtement. Une petite ouverture surmonte la porte tournée vers l'ouest.

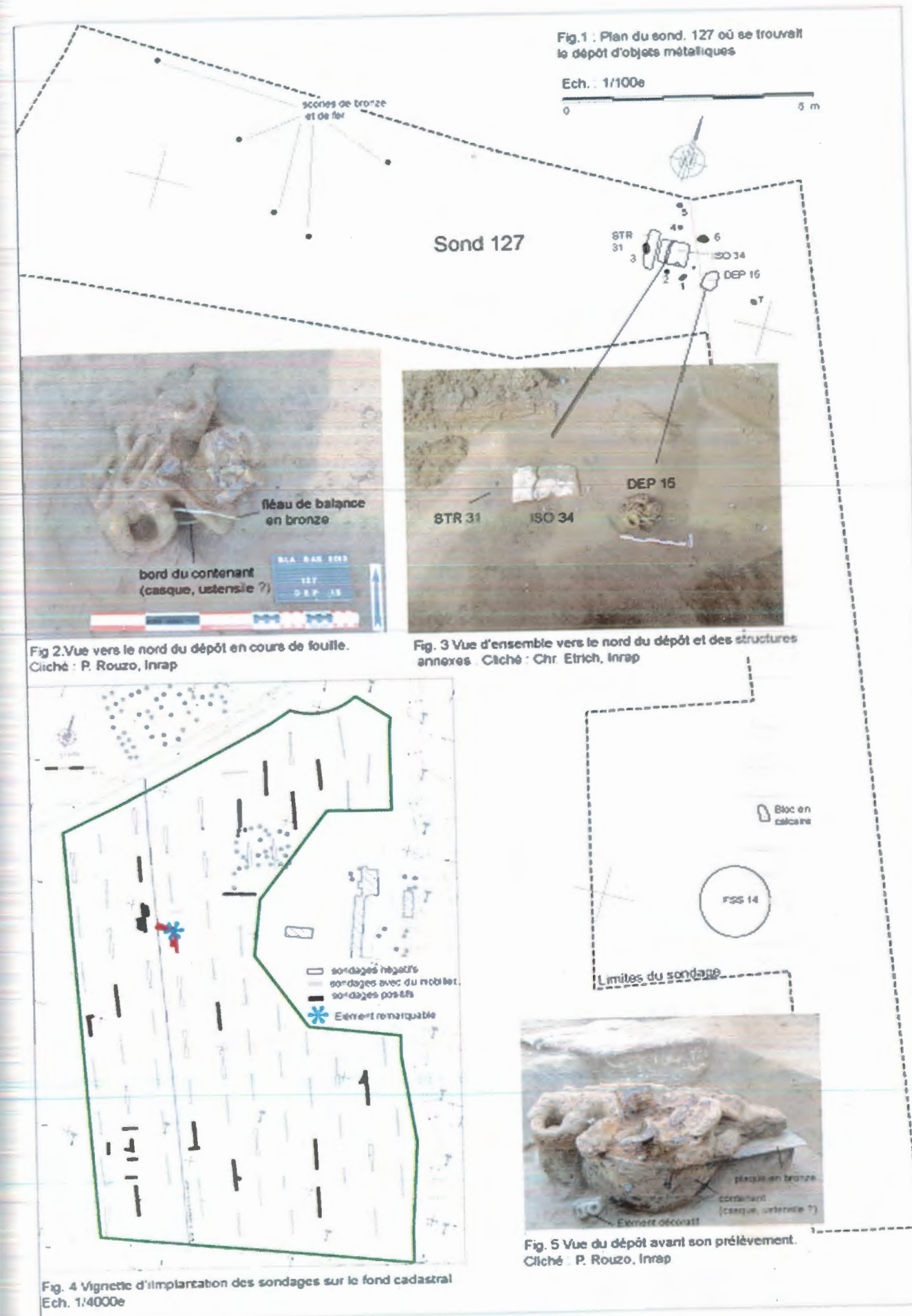


Fig. 4 Vignette d'implantation des sondages sur le fond cadastral
Ech. 1/4000e

Pierre Bistaudeau a reconnu là la glacière construite en 1752 sur le domaine des Lansac comme l'atteste le livre de comptes de B. Farganel qui détaille les sommes versées aux maçons. Elle était chargée en hiver avec la glace recueillie dans un ruisseau qui coulait en contrebas ou dans les bassins aménagés pour irriguer le potager qui occupait alors une surface d'un hectare.

La municipalité prit la décision de confier son dégagement des matériaux divers et ronces au club du Vieux Manoir durant l'été 2012. A cette occasion, deux sondages ont été réalisés à l'intérieur de l'édifice. Un sol compacté reposait sur un lit de calcaire concassé d'une quinzaine de cm. Son pourtour se relevait légèrement au contact de la paroi comme si la zone centrale s'était légèrement affaissée. Au-dessous, des déblais renfermaient des déchets de cuisine, des fragments de vaisselle, des morceaux de ferraille, de cuir...

Devant la porte, pour servir de seuil, une pierre a été simplement déposée sur un lit de mortier étalé sur des carreaux de terre cuite. Là, le sondage effectué, a atteint la profondeur d'un mètre permettant de voir que les deux montants se poursuivaient plus bas. Aucun aménagement pour recueillir l'eau de fonte de la glace n'a été observé. Ce sol est donc postérieur à l'utilisation de la glacière, d'autant plus que le volume de glace ainsi conservée eut été bien faible : le diamètre intérieur de la construction n'étant que de 2,67 m pour une hauteur de 2,22 m (jusqu'à la base de la petite ouverture).

Trois rangées d'assises formant l'amorce d'une voûte seulement ont pu être reconstituées avec les pierres recueillies dont pas une seule n'indique la présence d'une quatrième rangée. La première d'entre elles comporte d'ailleurs sur la face interne des boulins comme pour recevoir les bois d'une enrayure. Deux assises terminales portent sur leur face externe une sorte de piton en bronze (ou autre alliage) joliment ouvragé. L'ouverture au-dessus de la porte, par ses dimensions réduites, devait servir plutôt à l'aération ou à l'éclairage.

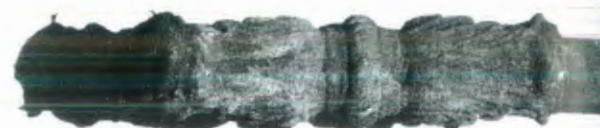
Il serait intéressant de poursuivre l'étude de cette construction afin d'en valider la destination et de comprendre sa structure notamment son mode de couverture. Si l'inhabituelle ouverture de sa porte à l'ouest peut s'expliquer par la morphologie du terrain, par contre il n'a été relevé aucune trace de l'existence d'un sas permettant de limiter en été l'entrée de l'air chaud extérieur. Ses limites inférieures restent à découvrir.

Termignon Sylvie, Jacquin Angéline, Robert Gilles

Bistaudeau, P. Les Denis de Lansac : du négoce bordelais à la cour de Louis XV, *Les cahiers du Vitreais* 1997, n°90, p. 47.



Bourg-sur-Gironde. Photo : Gilles Robert.



Bourg-sur-Gironde - Piton - Photo : Gilles Robert

COUTRAS

11 Rue Saint-Jean

La présence attestée de niveaux archéologiques antiques et médiévaux dans le centre ville de Coutras à proximité de l'église Saint-Jean-Baptiste a amené les services de l'état à prescrire un diagnostic archéologique sur le site de la future extension de l'école municipale de musique.

Aucun des niveaux archéologiques attendus n'a été aperçu dans la tranchée d'exploration. Deux structures, un fossé et une fosse, sans mobilier associé et donc difficilement datables, ont été notées.

La séquence stratigraphique montre un apport de remblai sur l'horizon géologique de la moyenne terrasse aux fins de réaménagement de l'espace dans ses différentes destinations à une période relativement récente.

Ducournau Bertrand

LE FIEU

La Vigne du Juge – phase 2

Cette opération de diagnostic archéologique concerne la deuxième phase d'un projet de carrière dont la superficie atteint un peu moins de 15 hectares. Cent cinquante sept sondages ont été réalisés ce qui représentait 5 % de la surface menacée.

Sur la plupart des tranchées, la terrasse fluviale a été atteinte, mais pour certaines cela a été impossible à cause de la compacité du sédiment.

Le cahier des charges ne s'appuyait sur aucun indice particulier dans le proche environnement mais des éléments proto-historiques avaient été repérés à proximité de la Dordogne, et la superficie importante du projet justifiait pleinement une intervention.

Cette deuxième tranche (comme la première), n'a révélé aucun signe d'occupation humaine dans le secteur. Ceci s'explique aisément, étant donné l'extrême pauvreté du sous-sol, très acide où seuls les pins se développent (Forêt de la Double).

Sandoz Gérard

FRONTENAC

Le Bignon

Cette opération de diagnostic archéologique fait suite au projet d'ouverture d'une nouvelle tranche de carrière sur des parcelles et une superficie de 7060 m². Neuf tranchées ont été réalisées. Elles représentent une surface de 378 m² c'est-à-dire 5,4 % de la totalité du projet.

Une série de photographies aériennes avait permis de mettre en évidence une villa romaine, à plus de 100 mètres au nord de la zone concernée. Néanmoins le diagnostic n'a mis en évidence aucune occupation humaine.

Sandoz Gérard

FRONTENAC

Le Bourg

Au début du mois d'août 2012, a été suivie la pose du tout-à-l'égout dans le bourg de Frontenac. Cette canalisation suit le pourtour sud et ouest de l'ancien cimetière, installé au sud de l'église et devenu la place du 19 mars 1962. Des travaux anciens avaient signalé la présence d'éléments gallo-romains et mérovingiens au nord de l'église.

Le suivi de la tranchée sur le côté sud de cet ancien cimetière a montré la présence de six structures funéraires dont trois avec des restes humains. Deux sont des tombeaux modernes et une autre était une sépulture en pleine terre. Toutes ces tombes étant orientées est-ouest. Les autres structures sont plutôt des restes de démolition de tombes, peut-être liés au transfert du cimetière au XIX^e siècle.

Le suivi de la tranchée, côté ouest a mis en évidence trois autres restes funéraires dont une tombe en coffre, de même orientation que les autres. Devant l'église, sont apparus les soubassements de l'ancien porche de cette église. Enfin plus au nord, la machine a tranché un mur probablement gallo-romain de direction sud-est/nord-ouest. Des restes d'un sol, et de nombreux fragments de tegulae ont été sortis.

Cette opération s'est déroulée dans la précipitation et s'est bornée à un simple relevé des structures. Aucun mobilier particulier n'a été découvert. Cela confirme simplement la présence d'un habitat ancien, probablement antique aux environs de l'église.

Huguet Jean-Claude

GAILLAN-EN-MÉDOC

Château du Mur

Le site du Château du Mur occupe une faible éminence en bordure d'anciens marais et de la jalle de l'Herveau. Entre 2007 et 2009, des sondages réalisés par le service régional de l'archéologie (Ph. Coutures, X. Charpentier), dans la partie sud du site, ont révélé des vestiges datés de La Tène B2/C1. Un four de potier a notamment été aménagé dans l'épaisseur d'une levée de terre qui semble dater de l'Âge du Fer, au moins dans cette partie sud du site. Ce talus, bien visible en photo aérienne et figuré sur des cartes anciennes sous le nom de « Camp des Anglais » (camp attribué à Talbot), enserme environ 13 ha. Il a néanmoins fait l'objet d'amples remaniements dans sa partie orientale, à une date indéterminée.

Une campagne de prospections géophysiques a été réalisée en février 2012 afin de mieux caractériser le site et son environnement immédiat, de repérer plus précisément le tracé de la levée de terre et d'éventuelles structures bâties. Les résultats les plus importants ont concerné la levée de terre qui n'a pu être prospectée que dans sa partie nord et est, en bordure de la zone de marais, seul endroit où la couverture végétale était clairsemée. Le talus apparaît comme une structure linéaire d'une dizaine de mètres de largeur et sa structure interne présente des matériaux très résistants d'un point de vue électrique et d'autres possédant une aimantation importante. Il s'agit vraisemblablement de puissants empierrements dont la forte aimantation

pourrait avoir été causée par une chauffe relativement importante. La continuité du signal rend peu probable l'hypothèse de fours juxtaposés. On pourrait évoquer la présence d'un rempart calciné, bien que ce genre de fortification ne soit pas attesté dans notre région, ou envisager, plus vraisemblablement, un talus formé par l'accumulation de scories, tel qu'il en existe ailleurs dans le Médoc pour des périodes plus récentes que l'Âge du Fer. Cette levée signale donc un site important dont la chronologie d'occupation apparaît complexe et ne pourra être précisée que par des fouilles.

Verdin Florence, Mathé Vivien

Charpentier, X. ; Coutures, Ph. Gaillan-en-Médoc. Château du Mur. Archéologie de la France Informations, *Gallia* (www.adlfi.fr).

Coutures, Ph. L'habitat de plaine fortifié du Château du Mur à Gaillan-en-Médoc (Gironde), in : COLIN A., SIREIX Chr., VERDIN Fl. – *Gaulois d'Aquitaine*. Catalogue d'exposition, Pessac, 2011, 26-25.

GRAYAN-ET-L'HOPITAL

Anse du Gulp

Sur l'estran de l'anse du Gulp apparaissait en janvier 2001 à la faveur de grandes marées, un ensemble de grosses pierres plates calcaires dispersées sur 25 mètres du nord au sud et à 10 mètres du pied de la dune (fig. ci-dessous).



Ensemble de grosses pierres plates calcaires.

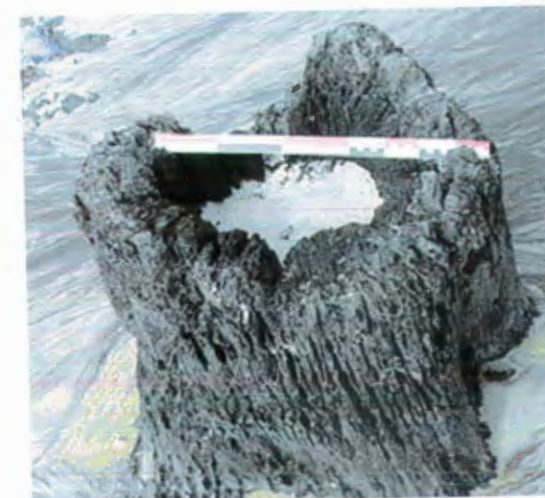
A cette époque, la plus grosse de ces pierres plates (2,10 x 1,30 x 0,50 m) (cf. fig.) était encore en élévation sur une de ses tranches (en longueur) ; elle était disposée est-ouest et dépassait du sable d'un mètre environ.

A son contact, au nord, existait une zone de sable plus indurée de couleur gris noirâtre contenant des inclusions de céramiques et des charbons de bois ; ce secteur représentait approximativement 2 m² au sein duquel quatre Contoutos avaient été repérés et prélevés en surface. Les grands coefficients de marées ont rapidement décapé la zone indurée et, en quelques jours, le sable a recouvert la totalité du site le rendant invisible.

En mars 2013, soit douze ans plus tard, le même lieu révélait à nouveau ce curieux ensemble de grosses pierres plates de grandes dimensions (une dizaine), incohérentes et inhabituelles dans ce contexte.

Plusieurs différences cependant sont à mentionner par rapport à 2001 : la première concerne la position de la grosse pierre plate qui s'est couchée sur toute sa surface ; la seconde est l'apparition de plusieurs grosses souches d'arbres dont la plus importante a une hauteur de 0,95 m hors sol pour un diamètre à la section de 0,60 m (fig. ci-contre).

En quelques marées, l'action mécanique de l'océan a recouvert de sable pierres et souches.



Grayan-et-L'Hopital - Anse du Gulp.
En haut à gauche : la plus grosse des pierres plates. En dessous : exemples de pierres.
À droite : grosses souches d'arbres.

Compte tenu de ces observations, il n'est pas impensable de supposer qu'une structure mégalithique (dolmen par exemple comme celui du Pouyau à Begadan ou celui de Lamotte à Cissac) ait pu exister en ce lieu à la fin de l'Âge du Fer ou au début de la période gallo romaine, dans un contexte forestier, à une époque où le trait de côte se situait bien plus à l'ouest.

Lourenço Jean-Marie

ISLE-SAINT-GEORGES

Dorgès et Le pré Napias

L'habitat protohistorique et antique d'Isle-Saint-Georges, situé sur la rive gauche de la Garonne à une vingtaine de kilomètres de Bordeaux, fait l'objet d'un programme de recherche depuis 2010. La première phase, qui consiste en l'élaboration d'une carte archéologique et en l'évaluation du potentiel archéologique au nord-ouest du village actuel, s'est poursuivie en 2011 par des prospections géophysiques et la réalisation de trois nouveaux sondages, l'un à Dorgès, les deux autres au pré Napias. Ils ont mis au jour des séquences d'occupation



Drain composé d'amphores Dressel 1 emboîtées,
zone 4 (1er siècle av. J.-C.).



Sols, trous de poteau,
sablière de fondation et foyer,
zone 3 (VIIe siècle av. J.-C.).

discontinues s'étendant entre la fin de l'Âge du Bronze et le début du Haut Empire Ha C/D1, VIIIe siècle- VIe siècle av. J.-C. ; 1er siècle ap. J.-C. Les niveaux archéologiques, qui atteignent partout au moins un mètre d'épaisseur, consistent principalement en sols de galets ou cailloutis accompagnés de foyers, de trous de poteaux et sablières de fondation (cf. fig., zone 3), et en couches d'épandage de mobilier. Un dépôt alluvionnaire sépare les niveaux de l'Âge du Fer de celui du Bronze final, qui n'a été observé que sur une très petite surface. À Napias, un drain composé d'amphores à vin originaires d'Italie emboîtées a été mis au jour sous un épais sol de galets daté de l'époque d'Auguste (cf. fig., zone 4) ; dans un autre sondage, des murs, des sols de cailloutis et un puits du 1er siècle ap. J.-C. sont installés directement sur des niveaux qui courent du Premier au début du Second Âge du Fer (Ha C – LTA, VIIIe /VIIe – IVe siècle av. J.-C.).

À l'issue de cette première phase de recherche, une programmation triennale a été accordée pour explorer les niveaux proto-historiques à Dorgès. Pour l'année 2012, la fouille a concerné un petit secteur d'environ 70 m² limitrophe de l'espace fouillé en 2011. Elle a mis au jour des niveaux du 1er siècle avant J.-C. (sols de cailloutis, sablières de fondation et trous de poteau, foyers) accompagnés d'indices de travail du fer et d'alliages cuivreux (scories, battitures, chutes de forge, parois de foyer). Ce probable atelier de métallurgiste est installé, directement semble-t-il, sur des couches archéologiques appartenant à la fin du Premier Âge du Fer, et est lui-même recouvert par des niveaux mal conservés du 1er siècle après J.-C. – dont un bâtiment sur poteaux de fort diamètre apparu en limite de l'emprise.

La même campagne de fouilles a comporté la réalisation d'un dernier sondage à Napias, à proximité du lotissement des Gravettes qu'avait partiellement fouillé Richard Boudet à la fin des années 80. L'occupation la plus ancienne, bien séparée des occupations postérieures par un dépôt alluvionnaire, y remonte au Hallstatt C (fin du VIIIe ou au début du VIIe siècle av. J.-C.). Les occupations postérieures courent sur le Second Âge du Fer (La Tène C ? /D).

Les résultats obtenus à ce jour montrent que les séquences d'occupation les mieux documentées et les plus étendues correspondent au Premier et début du Second âge du Fer, d'une part, et à la fin du Second Âge du Fer et au début du Haut Empire d'autre part (1er siècle av. J.-C. – début du 1er siècle ap. J.-C.). On ne peut évaluer précisément leur extension, mais nos observations cumulées avec celles issues des fouilles de R. Boudet montrent qu'elles s'étendent sur au moins 300 mètres de longueur entre Les Gravettes et Dorgès (et certainement davantage pour les phases les plus récentes). L'occupation du Bronze final n'a été identifiée qu'à Dorgès et elle est à coup sûr absente à Napias. La période qui s'étend du IIIe au début du 1er siècle avant J.-C. n'a été observée pour l'instant qu'aux Gravettes et dans ses environs immédiats. Il semble donc que l'extension du village ait beaucoup varié au cours du premier millénaire avant J.-C. L'une des raisons pourrait en être les fluctuations du régime du fleuve qui auraient rendu certaines zones trop humides pour être habitables à certains moments. C'est l'une des questions que ce programme de recherche s'attache à résoudre en collaboration avec des géophysiciens (V. Mathé, université de la Rochelle et ULR Valor) et des géomorphologues (S. Lescure, université de Paris 1 et G. Arnaud-Fassetta, université de Paris 7) qui œuvrent pour restituer l'emplacement et la dynamique de comblement des anciens paléo-chenaux de la Garonne.

Colin Anne

La Motte de l'Isle

La construction d'une maison individuelle dans le bourg d'Isle-Saint-Georges, au lieu-dit la Motte de l'Isle, a mis en évidence les vestiges d'une puissante maçonnerie. On a également relevé, la présence de tessons de céramique et fragment de terres cuites architecturales s'inscrivant dans une fourchette chronologique allant de la période gallo-romaine à l'époque contemporaine.

Les travaux portent sur la moitié ouest d'une parcelle située au sommet d'une motte ceinte d'un fossé ; l'ensemble, d'une centaine de mètres de diamètre, domine le village au sud. Cette éminence était le siège du château de l'Isle, aujourd'hui démoli mais dont des vestiges sont peut-être conservés en élévation dans la maison voisine à l'ouest, laquelle présente en partie basse de sa façade ouest un mur de près de 1,80 m d'épaisseur.

Deux sondages ont été ouverts afin de définir la nature de la structure.

Le premier, implanté à 0,40 m au nord de la nouvelle construction, mesure 0,60 x 1 m. Il a permis de reconnaître la limite ouest du massif. Ce dernier semble avoir été passablement affecté lors de son abandon, sa surface étant très altérée. On relève ainsi un arrachement offrant un pendage est-ouest de 45° environ, l'enfouissement passant de 0,15 m à 0,45 m. Il est impossible de savoir si cette pente correspond à une inclinaison originelle du bord du massif. L'élévation, conservée sur 0,50 m, est constituée de blocs et moellons calcaires blancs et durs, liés par un mortier blanc avec de rares inclusions de terres cuites architecturales et petits galets. La fondation a été observée sur une hauteur de 0,30 m sans que sa base ne soit atteinte. La terre végétale et un remblai argilo-limoneux brun couvrent la structure et se poursuivent vers l'est. Contre le massif, on observe un niveau de remblai de grave de 0,50 m disposé sur un sol de mortier d'une dizaine de centimètres, lequel est établi à la limite de la fondation et de l'élévation.

La limite sud du massif ainsi qu'un sol en mortier ont été recoupés lors du creusement de la fondation du mur ouest de la nouvelle maison. Un second sondage, long de 1 m et large de 0,70 m, a donc été réalisé à 1,60 m plus à l'est. Le massif apparaît à 0,40 m de profondeur. Il est conservé sur 0,65 m en élévation et sa fondation, intégralement dégagée, fait 0,30 m de hauteur. L'ensemble présente les caractères architecturaux vus dans le précédent sondage mais on relève toutefois un décrochement de 0,10 m de profondeur sur toute la hauteur de l'élévation. Ici la maçonnerie est lisse, comme décoffrée. Un niveau de 0,40 m de terre végétale et de sédiment limoneux recouvre le massif et, vers le sud, un remblai de grave intégrant de rares fragments de tuiles. Ce niveau repose à 0,65 m sur une fine couche cendreuse. Celle-ci se situe à la cote où a été reconnu un sol de mortier dans le premier sondage et la tranchée de fondation. Sous ce dernier niveau et jusqu'au fond du sondage, à 1,33 m sous le niveau de circulation actuel, on trouve une couche de grave intégrant des éclats de mortier, de tuiles et de la faune.

Il est délicat de déterminer la fonction de ce massif. Sa relation avec le sol de mortier est assurée et il le domine de 0,65 m au moins. Par projection, cette structure forme un rectangle d'au moins 8,70 m x 2,20 m mais les limites nord et est ne sont pas connues. Après son abandon, la partie sommitale de la motte a été remblayée à la fin de l'époque moderne ou à l'époque contemporaine. L'hypothèse d'une plate-forme d'artillerie peut être avancée compte tenu du caractère imposant de cet aménagement.

Charpentier Xavier

Prospection diachronique

Creusement d'une fosse au Sud-Ouest du Bourg (parcelle 0B191)

L'observation des coupes sur une profondeur de 2,25 m a montré une succession d'unités stratigraphiques composée d'une alternance de niveaux anthropiques et de niveaux stériles :

— Le premier niveau archéologique repéré, d'une épaisseur de 20 cm, situé à une profondeur de 70 cm, était composé de terre limoneuse, brun clair, riche en mobilier, essentiellement des fragments de tegulae de différentes couleurs, compactées, disposées à plat comme pour un aménagement de sol. Quelques rares tessons de céramiques communes noires, tournées, et quelques restes de faune y étaient associés. Ce niveau contenait des débris d'amphores (Pascual 1 en majorité et quelques fragments de Dressel 1) ramassés lors du creusement par le propriétaire mais pas observés dans la coupe.

— À une dizaine de centimètres sous ce premier niveau, une seconde couche archéologique est apparue, bien marquée, brun/gris avec des inclusions de charbons en grande quantité, de la céramique noire tournée, un fragment de sigillée, des restes de faune et du gravier.

— Le troisième niveau anthropique, situé à 70 cm sous le second, n'a pu être observé que jusqu'à la limite du creusement de la fosse mais semble se poursuivre au-delà. Il est composé d'une terre limoneuse, brun/gris, très riche en gravillons. Il contient des tessons de céramiques communes noires, tournées, dont un tesson de vase de stockage de type 805 des ateliers de Vayres, et quelques restes de faune. Des moellons calcaires étaient visibles dans l'angle nord-ouest de ce dernier niveau.

Le mobilier issu du creusement est composé de céramiques tournées noires et grises, de céramiques fines oranges, d'un tesson de sigillée, d'une anse torsadée, de fragments d'amphores Pascual 1 (principalement) et Dressel 1, de morceaux de carreaux de terre cuite, de faune, et de petits moellons calcaires.

Cet ensemble stratigraphique surprend par différents aspects :

— Le premier niveau est situé à 70 cm de profondeur alors que, sur l'ensemble du site archéologique, il apparaît à 30 ou 40 cm. La surépaisseur des alluvions pourrait signaler une zone peut-être plus sujette aux inondations que d'autres.

— La présence de mobilier du I^{er} siècle à 2 m de profondeur est aussi inhabituelle : seule la fouille de 2010 à Dorgès, a montré un niveau de cette époque correspondant probablement à un comblement de fossé.

— L'ensemble des US contenant du mobilier semble appartenir à la même fourchette chronologique, soit une stratigraphie de 1,55 m d'épaisseur minimum.

— Enfin, ces niveaux se situent à environ 80 m au nord par rapport à la zone 5 de la fouille de 2011, dans un secteur que l'on pensait situé en dehors de la zone d'occupation humaine, dans le paléochenal de la Garonne. Il semble donc nécessaire d'affiner le zonage du site archéologique, au moins pour les périodes de notre ère.

Surveillance de travaux (parcelle 0B191 et 278)

À environ 70 m au nord-est de cette fosse, un second creusement, destiné à enfouir des débris de construction sur une profondeur assez importante, a mis au jour des fragments de tegulae et d'amphores. Ces travaux ayant été effectués avant notre visite et la fosse étant rebouchée, il n'a pas été possible d'observer les coupes mais le propriétaire avait ramassé une partie du mobilier. Très peu de céramiques étaient présentes dans cet ensemble (essentiellement tournées à pâte grise), mais seuls les plus gros éléments avaient été conservés, comme les tegulae (9 fragments) et les amphores : 15 tessons, essentiellement de type Dressel 1, dont une section d'anse remployée en outil (polissoir ou broyeur), mais aussi au moins un fragment de Tarraconaise. Figurait aussi dans le mobilier collecté un morceau de carreau en terre cuite de 40 mm d'épaisseur.

Plus au nord, une parcelle avait été récemment labourée sur peu de profondeur. Sur une bande de labour d'une dizaine de mètres de long, est remontée de la terre noire dans laquelle se trouvaient 3 ou 4 petits tessons de céramiques antiques, dont un non tourné, assez grossier et à gros dégraissant coquillé, ainsi qu'un morceau de torchis avec traces de clayonnage, identique à ceux trouvés lors des fouilles de 2009 à 2012. Il n'est pas à exclure qu'il s'agisse de terre rapportée à cet endroit où l'occupation humaine semble improbable en raison de la présence supposée de l'ancien lit de Garonne. Cependant, une surveillance sera nécessaire à l'avenir dans ce secteur qui réserve bien des surprises.

Creusement d'une tranchée au nord de Dargès (parcelle 0A272)

La stratigraphie générale est simple et homogène, confirmant les données antérieures :

— La couche supérieure, compacte, de couleur jaunâtre, composée de gravier et de sable grossier correspond à l'aménagement contemporain de l'accès à une construction récente.

— Suit une épaisse couche de limon argilo-sableux, très compacte et très homogène, de couleur marron-brun uniforme, parfaitement stérile.

— Le sédiment de la couche suivante est très similaire mais des fragments de tegulae, d'amphores et de céramiques d'époque romaine ont été atteints sur des portions très limitées de la tranchée. Au seul endroit où ces vestiges ont pu être clairement observés, ils sont disposés à plat sur une faible épaisseur

(environ 5 cm) pour la majorité d'entre eux mais du mobilier sans orientation manifeste est dispersé dans les 20 cm immédiatement inférieurs.

La profondeur de creusement correspond à la limite d'affleurement des niveaux archéologiques. Ses irrégularités n'ont pas permis de vérifier s'il existait une continuité sur tout le linéaire de la tranchée.

Ces données confirment l'extension de la zone archéologique, vers le nord et l'est.

Mauduit Thierry, Dumas Antoine, Valette Romain

LGV Tours-Bordeaux

Phase OT1 : LAPOUYADE, La Borderie

Le diagnostic complémentaire reprend une partie de la section nord de la phase 18 réalisée en 2010. 2 182 m² ont été explorés, par 23 tranchées correspondant à 7,5 % de l'emprise. Le diagnostic archéologique ne révèle aucun indice de site archéologique, ni même de vestige archéologique. Seules des traces d'occupation récente ont été identifiées : fosses à plantations, tessons de pots à résine caractéristiques des Landes. Ces indices pourraient correspondre à des activités artisanales telles que le gemmage, procédé utilisé jusque dans les années 1960. Non loin de ce secteur, au nord, à moins de deux kilomètres, de tels indices avaient déjà été identifiés sur la phase 119 dans la commune de Clérac (Digan, 2012).

Digan Mahaut

Phases OT 2 et OT 3 :

Cavignac, Cézac, Gauriaguet, Marsas, Saint-André-de-Cubzac

Ces sondages ont été réalisés dans le cadre des diagnostics archéologiques préalables à la construction de la ligne LGV/Sea/Tours-Bordeaux.

Les résultats ne sont guère remarquables.

À Cavignac, les tranchées de diagnostics ont livré principalement une dizaine de fossés dont l'orientation correspond au parcellaire contemporain et un four à chaux isolé sans doute d'époque médiévale. Ce four est peut-être lié à l'édification d'une structure primitive antérieure au moulin signalé sur Cassini, mais les sondages sur le point culminant n'ont pas pu être réalisés pour des raisons techniques et de sécurité.

À Cézac, Marsas, ce sont plusieurs structures composées de fossés parcellaires, de fosses et de trous de poteaux qui ont été

retrouvées. La chronologie n'est pas toujours aisée à discerner, cependant le schéma suivant peut être établi :

— entre le I^{er} et le III^e siècle, on exploite les ressources naturelles en argile (fosses d'extraction). Compte tenu du nombre limité de fosses, il s'agit d'une activité artisanale ponctuelle. Les ateliers ne semblent pas se trouver à proximité immédiate. On note également la présence assez fréquente de fragments de mortier de tuileau, dans le comblement des fosses d'extraction, qui indiquent l'existence à proximité de bâtiments importants construits en dur.

— à la fin du Moyen Âge, occupation peu importante sur les mêmes emplacements, sans doute pour les mêmes raisons que durant l'Antiquité.

— pendant la période moderne à contemporaine, création d'un réseau de fossés parcellaires liés à l'exploitation agricole.

À Saint-André-de-Cubzac, des éclats de débitage en silex noir et brun ont été mis au jour à 0,30 m de profondeur dans le niveau sableux C1, à cent mètres environ d'un sondage réalisé sur la phase 47 (zone 2) en 2011. Il s'agit dans ces deux cas de simples témoins de fréquentation préhistorique. Un ensemble de trois trous de poteaux régulièrement espacés apparaît dans un sondage, mais leur datation est difficile car le peu de mobilier céramique recueilli n'est pas chronologiquement homogène. Quant aux deux seuls fossés parcellaires, ceux-ci paraissent modernes ou contemporains.

Martin Jean-Michel



Four à chaux à flanc de colline (Cavignac, sond. 36, Str. 11).

LANGOIRAN

Le Castéra

La quatrième campagne de fouilles programmées sur le site du castrum du Castéra a été consacrée à l'achèvement des secteurs ouverts depuis 2007 et 2008 et à l'ouverture de nouveaux secteurs qui ont doublé la superficie fouillée le portant à près de 400 m².

En juin 2012, les trois premières campagnes de fouille du Castéra ont fait l'objet d'une présentation au colloque «Demeurer, défendre et paraître» tenu à Chauvigny (Vienne) qui fera l'objet d'une publication prochaine.

L'extension 2012 a permis de mettre clairement en évidence un espace habité appuyé contre le mur d'enceinte associé à un foyer appartenant à la phase ultime d'occupation du site (courant XIII^e siècle). Les limites nord d'un bâtiment central antérieur ont également été mises en évidence. La fouille de ce bâtiment, dont le sol a été remblayé, sera poursuivie en 2013.

Enfin, une campagne de carottages géologiques a été mise en œuvre dans le cadre d'une thèse de doctorat menée par Séverine Lescure (doctorante allocataire-monitrice en géographie, université Paris 1, UFR de Géographie, UMR 8591 Laboratoire de géographie physique) afin de connaître le contexte naturel exact dans lequel s'est installé ce castrum des palus de la Garonne dans le courant du XII^e siècle.

Faravel Sylvie

LANGON

33, cours Gambetta

Un projet de centre commercial et de parkings se situe à l'extrémité sud du cimetière de Langon qui a remplacé vers 1818 le couvent des Capucins fondé en 1617, qui lui-même succéderait à une occupation du Moyen Âge.

Les cinq sondages n'ont révélé aucune occupation liée à la présence du couvent des Capucins au XVII^e siècle, ni antérieurement. La stratigraphie est assez uniforme sur l'ensemble de la parcelle. Elle se compose d'un substrat sableux bien homogène et non anthropisé qui apparaît entre 0,70 et 1,10 m de profondeur. Cet horizon sableux est recouvert par une «terre de jardin» noire, homogène, d'une épaisseur variant entre 0,30 et 0,70 cm correspondant à un niveau de champs ou de jardins ; quelques tessons de faïence blanche et de céramique vernissée de couleur vert clair indiquent essentiellement une datation du XIX^e siècle. Une aire constituée d'un important lit de mortier de chaux reposant directement sur le sol sous jacent, sans radier, semble s'étendre sur presque la totalité de la parcelle.

Cette sorte d'esplanade est peut-être à mettre en relation avec l'existence d'un foirail situé tout au début du XIX^e siècle près de l'actuel cimetière.

Martin Jean-Michel

LAPOUYADE

Le Caillou

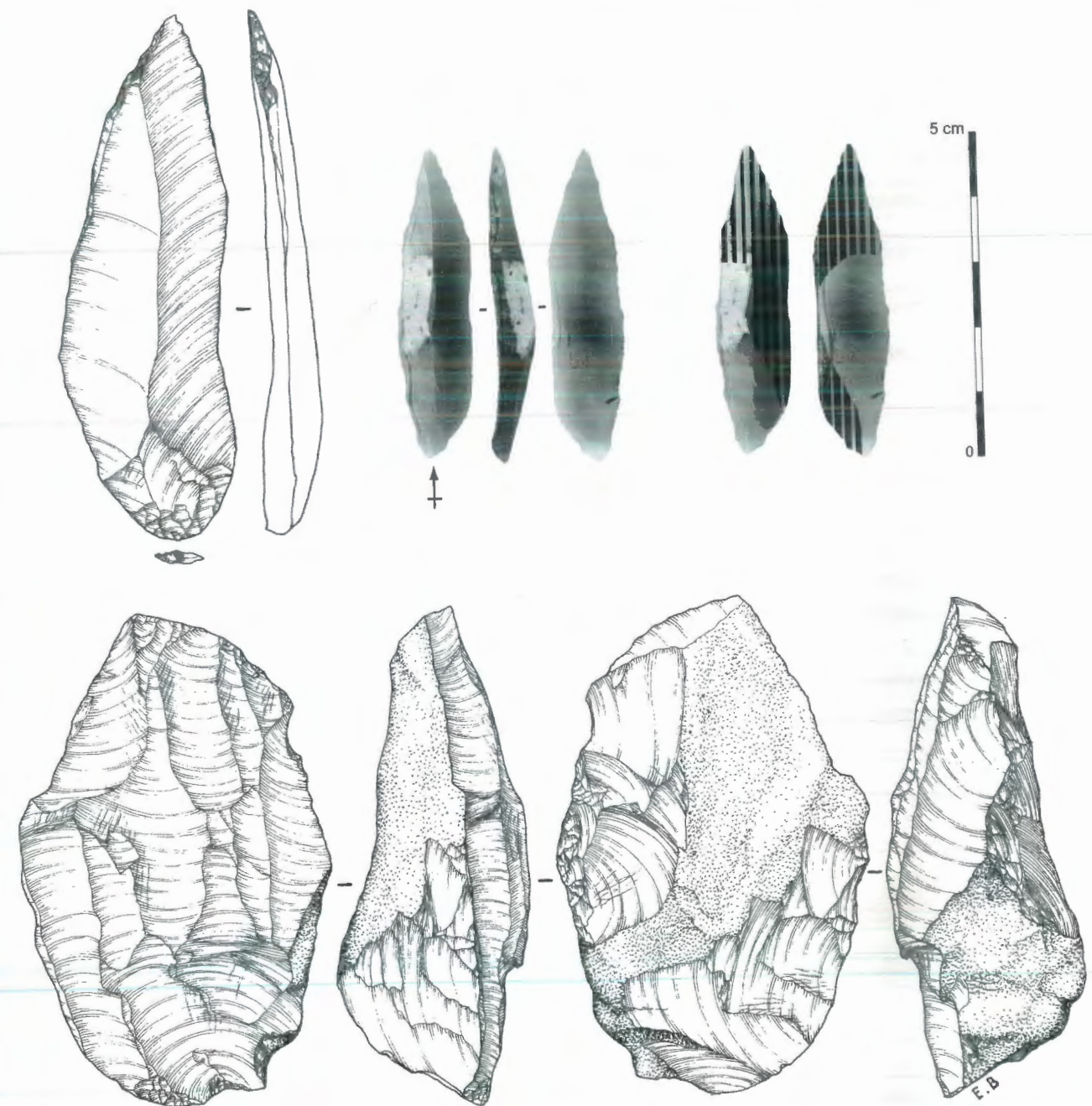
La fouille du site préhistorique du Caillou s'inscrit dans le cadre des opérations archéologiques préalables à la construction de la Ligne à Grande Vitesse Sud-Europe Atlantique. Elle fait suite aux opérations de diagnostic menées par l'INRAP, sous la direction d'H. Walicka, durant l'été 2010, sur la phase 18 du tracé de la LGV.

L'emprise de 1000 m² se trouve au sommet d'une butte sableuse à la confluence des ruisseaux du Meudon et du Bois Noir. Plus de 2600 pièces lithiques y ont été mises au jour, réparties sur deux larges secteurs distants d'une dizaine de mètres. Découverte en limite de prescription, l'une des concentrations n'a pu être fouillée entièrement. Cette dernière contenait en majorité des déchets de fabrication d'armatures de projectile destinées semble-t-il à la chasse tandis que la seconde a livré essentiellement des outils, sur lame, liés aux activités domestiques, dont certains ont servi pour le travail des peaux d'après les analyses tracéologiques réalisées par E. Claud. Ainsi, et en dépit des perturbations qu'a pu subir l'horizon archéologique, composé essentiellement de sable éolien, qui se serait déposé il y a environ 18000 ans (âge obtenu par luminescence optiquement stimulée, L. Martin et N. Mercier), les aires d'activité semblent avoir été en partie conservées sur ce site (P. Bertran). La complémentarité des activités laisse penser que les deux secteurs font probablement partie de la même occupation, rapprochements que suggèrent également les analyses technologiques et pétrographiques (C. Delage et X. Mangado).

Le résultat des datations par thermoluminescence de pièces en silex (L. Martin et N. Mercier) confirme que la période d'occupation du site correspond au Tardiglaciaire, comme cela avait été évoqué lors du diagnostic. Les caractéristiques typologiques et technologiques de l'outillage lithique, et notamment la découverte de pointes dites des Blanchères permettent de préciser que le site fut occupé non pas, comme on le pensait, au Magdalénien, mais à une période légèrement postérieure, épilaborienne (soit autour de 10 000 BP). Alors que ces occupations sont connues en grotte ou sous abris dans la région, par exemple sur le site éponyme de La Borie del Rey (Lot-et-Garonne), il reste exceptionnel d'en retrouver des vestiges en plein air, notamment dans cette partie de l'Aquitaine. À cette période charnière entre le Pléistocène et l'Holocène, cette région désér-

tique des Sables des Landes est recolonisée par la végétation et notamment la pinède (P. Bertran), devenant sans doute le nouveau terrain de chasse des dernières populations nomades du Pléistocène et des premières populations de l'Holocène (mésolithiques).

Chehmana Lucie



Industrie lithique du site de Lapouyade (Dessins E. Boitard, photos E. Claud).

MACAU

La Ferme, Le Bout de l'Île

La réalisation d'une canalisation de transport de gaz traversant la Garonne a provoqué ce diagnostic. L'objectif était de rechercher les sépultures ou fosses communes se rattachant à une léproserie supposée après la découverte d'ossements humains lors de labours dans les années cinquante.

L'opération a porté sur un linéaire de 216 mètres et une largeur de 16 mètres traversant une parcelle contiguë au site.

Deux sondages positifs ont livré les traces de fossés dont l'un était accompagné d'un niveau d'épandage de mobilier céramique et de faune important. Ces indices plaident en faveur d'une occupation sporadique dont la chronologie semble contemporaine des vestiges observés : la fin du XVI^e ou le début du XVII^e siècle.

Selon le propriétaire actuel, la découverte des ossements humains semble devoir se rapporter à une parcelle cultivée au droit de la maison dénommée la Ferme et le peu d'informations récoltées ne permet pas de supposer que l'aire d'extension du cimetière soit importante. Le toponyme de l'hôpital est également fort éloigné du lieu de découverte supposé et rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit de l'emplacement de la léproserie.

Beague Nadine

MONSÉGUR

Rue Cagne-Rousselle

Le diagnostic a porté sur une parcelle contiguë au rempart de la bastide, dans un secteur situé au nord du parcellaire en damier caractéristique mais à l'intérieur de l'enceinte de la ville fortifiée, vraisemblablement dans le secteur des jardins médiévaux.

Des traces de parcellaire moderne correspondent à une utilisation en jardin de ces parcelles réputées non bâties. À l'extrémité nord-ouest de la parcelle, contre le mur d'enceinte, dans l'angle formé par l'ancien chemin de la poterne, une fondation de mur suivie sur quelques mètres se raccorde nécessairement à l'enceinte et on peut supposer qu'elle dessinait un angle droit avec son prolongement vers le sud. La présence d'une conduite électrique enterrée et le mauvais état du mur d'enceinte ne nous ont pas permis de le vérifier. Ce mur pourrait faire partie d'un bâtiment contemporain ou légèrement postérieur à la fondation de la bastide, adossé au mur d'enceinte et de type militaire ou résidentiel. L'ensemble céramique reflète une fréquentation du bâtiment (ou sa récupération ?) autour des XIII^e-XIV^e siècles.

Une fouille extensive du secteur permettrait de confirmer cette hypothèse

Beague Nadine

SADIRAC

Tioulet

Le projet d'aménagement d'un lotissement au lieu-dit Tioulet, à Sadirac est à l'origine de la prescription par les services de l'état d'un diagnostic archéologique dans le but d'évaluer le potentiel archéologique de la zone.

Ce dernier s'est déroulé les 22 et 23 mai 2012 sur les parcelles AC 142 p, 143 p et 922 p, situées le long de la route départementale 13 E 3 qui mène du lieu-dit Lorient à Camarsac.

Sadirac est connu comme un village de potiers. Les recherches archéologiques menées depuis plus de trente ans, relayées par des opérations d'archéologie préventive ces dernières années, ont permis de mettre en lumière des occupations humaines sur la commune depuis l'Antiquité et de collecter des données abondantes concernant l'activité potière à l'époque moderne.

Les parcelles concernées par l'opération de diagnostic sont situées sur un plateau constitué de vieilles alluvions.

Pour ne pas compromettre la stabilité des futurs édifices, sept tranchées ont été réalisées à l'emplacement des voies d'accès, matérialisées auparavant par l'aménageur.

Seuls deux d'entre eux se sont avérés complètement négatifs. Les structures apparaissent à la base de la couche de labours anciens, soit entre 0,30 et 0,50 m. Elles sont de façon générale relativement arasées, celles ayant fait l'objet d'un test manuel ne montrant que 0,20 à 0,35 m d'épaisseur.

Le sondage 1, au nord-ouest, livre une fosse se poursuivant en partie vers le nord, au-delà des limites de fouille. Elle adopte une forme presque quadrangulaire et est comblée par un sédiment limono argileux gris avec des inclusions d'argile bleue comprenant des charbons, des graviers, de petits cailloux pouvant porter des traces de chauffe ainsi que de nombreux tessons de céramique. La paroi sud de la structure est marquée par une forte concentration de graviers. Elle livre un lot de tessons de céramique attribué au XVI^e siècle.

Le sondage 2 conserve du mobilier en épandage au sein de la couche de labour. Une dépression y a été enregistrée en tant que structure 2001. Elle a piégé une grande quantité de céramique de la fin du XV^e siècle et de tuiles, au sein d'un comblement hydromorphe formé de limon argileux gris avec de rares manganèses, de rares graviers et des traces d'imprégnation ferro-manganique.

Dans le sondage 3 se détache une structure particulière, grandement perturbée par des traces de labours. Il s'agit de la structure 3001, qui pourrait correspondre à la fosse d'accès

d'un four de potier. La contrainte de réalisation des tranchées en dehors des constructions n'a pas permis de vérifier cette hypothèse. La structure 3001 est une fosse ovoïde qui s'étend selon un axe nord-est/sud-ouest sur 1,30 par 1,50 m. Elle se poursuit vers la zone de constructions à venir. Son comblement est un limon argileux noir aux très nombreuses inclusions de paroi rubéfiée et de céramique. Elle s'inscrit au sein de l'US 3007, qui correspond peut-être aux vestiges arasés et perturbés d'un four ou d'un autre type de structure de combustion. En effet, cette US compte énormément de fragments de paroi rubéfiée. Le lot de céramique issu de la fouille de la structure 3001 est caractéristique de la deuxième moitié du XIII^e siècle.

Trois structures en creux ont été découvertes dans le sondage 6. De part et d'autre de la tranchée, deux petites fosses, 6001 et 6006, se poursuivent en dehors des limites de fouille vers le nord. Le mobilier issu de la structure 6006 permet de l'attribuer au XVI^e siècle.



Localisation des tranchées sur l'extrait du plan cadastral ancien.
F. Marembert, Inrap.

La structure centrale, l'US 6003, est une fosse parfaitement circulaire qui mesure 1,80 m de diamètre. Son comblement est un limon argileux gris homogène avec de la céramique en très grande quantité, de la faune, de la terre cuite architecturale, des scories et de nombreux fragments de paroi rubéfiée. La céramique prélevée s'apparente à une production du premier quart du XIV^e siècle et comprend des rebuts de cuisson, validant la vocation artisanale de la structure. La présence de faune évoque quant à elle des activités d'ordre domestique pratiquées conjointement.

L'opération conduite à Sadirac, Tioulet, a permis de mettre au jour des indices importants traduisant trois phases d'occupation distinctes dont une serait caractérisée par la présence d'un four de potier, suggérée par la découverte de la fosse d'accès ST 3001. Les vestiges sont peu enfouis et relativement arasés. Ils sont susceptibles de livrer des informations inédites concernant les productions sadiracaises au Moyen Âge. La contrainte de réaliser les sondages dans les chemins d'accès du lotissement à venir ont entraîné l'impossibilité d'effectuer des élargissements pour mettre au jour le ou les fours, ou tout simplement pour tenter d'établir la densité des vestiges ou leur extension maximale. Pour appréhender au mieux ce type particulier de vestiges sans risquer de déstabiliser les terrains à bâtir, des prospections géomagnétiques seraient parfaitement indiquées, avec des sondages ponctuels pour prélever du mobilier.

Elizagoyen Vanessa

Tioulet

Sadirac est connu à l'époque moderne et contemporaine pour être un centre potier. Plusieurs diagnostics ont mis au jour des fosses et puits d'extraction d'argile ainsi que des fosses dépotoirs remplies de céramiques de ces périodes. Nous citerons entre autres les opérations assez proches spatialement comme celle du « chemin de Siron » (Étrich 2009) et « Laurent Videau, route de Lorient » (Béague 2010).

Comparée aux opérations voisines celle de « Tioulet » n'est pas la plus prolifique mais, comme pour ces dernières, du matériel céramique moderne et contemporain se trouve en épandage dans les niveaux supérieurs dont une anse avec fleur de lys.

Une partie des fosses retrouvées peut être attribuée à de l'extraction d'argile. La structure la plus remarquable est une tessonnière dont le mobilier date plutôt de la seconde moitié du XVII^e siècle.

Sans surprise, ce diagnostic atteste bien d'une industrie potière mais n'a pas montré les ateliers de production.

Cavalin Florence

Tioulet, Lot C

Un projet de construction de maison individuelle a provoqué ce diagnostic archéologique dans ce secteur sensible de la commune proche du quartier potier médiéval. Afin de vérifier la présence de vestiges, quatre sondages ont été ouverts en dehors de l'emprise de la future construction.

La seule structure notable est un fossé dans lequel ont été trouvés des rejets de céramique typiques de productions de la fin du XVII^e ou du début du XVIII^e siècle.

Ducournau Bertrand

Lorient

Un projet de construction de maison individuelle sur une parcelle au cœur du hameau de Lorient a provoqué la prescription d'un diagnostic archéologique dans ce secteur sensible de la commune. De nombreuses opérations archéologiques ont depuis plusieurs années montré l'importance de ce centre potier depuis le Moyen Âge.

Afin de vérifier la présence de vestiges, deux sondages ont été ouverts. Les investigations ont permis de découvrir plusieurs structures fossoyées contenant des rebuts de cuisson qui attestent d'une activité liée aux ateliers céramiques de Sadirac. Deux phases se distinguent au regard des éléments récoltés dans ces différentes structures. La plus ancienne concerne le début ou le milieu du XVI^e siècle mais la plus abondante est du milieu du XVII^e siècle voire début du XVIII^e. Des morceaux d'argile rubéfiés évoquent des fragments de paroi de four, indice supplémentaire de la présence d'ateliers tout proche.

Ducournau Bertrand

SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC

ZAC Parc d'Aquitaine

Cette seconde phase de diagnostic, à l'emplacement de la future « ZAC Parc d'Aquitaine » au nord de Saint-André-de-Cubzac, recouvre plus de 17 hectares et 225 tranchées y ont été réalisées.

Toute la séquence quaternaire constituée de sables éoliens a été sondée. Sept tranchées seulement sont positives : trois ont livré des structures fossoyées et/ou construites liées à l'époque moderne/contemporaine alors que quatre autres ont mis au jour des vestiges du Paléolithique supérieur, plus précisément du Badegoulien.

Moreau Nathalie

Saint-Emilion et sa juridiction. Genèse, architectures et formes d'un territoire

La deuxième année du PCR « Saint-Emilion et sa juridiction » a été marquée par un effort conséquent sur la partie du programme consacrée à l'étude de la ville de Saint-Emilion au Moyen Âge. L'inventaire thématique de l'architecture domestique médiévale, commencé en 2011 par Agnès Marin, chargée de mission à la Communauté de communes de la juridiction de Saint-Emilion, a bénéficié du concours de David Souny, qui a pris en charge la finalisation des fiches « Mérimée » des 54 unités d'habitations repérées par Pierre Garrigou Grandchamp lors du colloque de 2008 et d'une vingtaine de plus situées dans la partie basse de la ville. La quarantaine de fiches qu'il a réalisées entre mars et décembre 2012 apportent notamment de nouveaux éclairages sur le mur de ville d'époque romane fait de maisons formant enceinte, les dispositifs qui y sont associés (chemin de ronde, fentes de jour, etc.) et sur les adjonctions contemporaines de la Guerre de Cent ans. Le volet monographies du programme, auquel s'est consacrée plus spécifiquement Agnès Marin, a donné lieu à des relevés réalisés avec le concours de Christian Martin, Pascal Ricarrère, Juliette Masson et Pascal Mora (relevés 3D par photogrammétrie) sur quatre unités d'habitations (Logis Malet, Salle Gothique, Emiliano, maison Lucu), ainsi qu'à des prélèvements de bois de charpentes par Christelle Belingard pour analyse dendrochronologique sur trois unités (Logis Malet, Caisse d'Epargne, Garage Vauthier). L'analyse archéologique du bâti consacrée à la « maison Lucu », rue Porte Brunet, a fait apparaître deux unités d'habitation perpendiculaires datées de la seconde moitié du XIII^e siècle, dont les dimensions correspondent au standard de la maison bourgeoise courante et qui ont été remaniées au XIV^e siècle. L'ensemble de ces analyses et prestations a été pris en charge grâce aux crédits du SRA et par le programme de recherches « Des Vallées et des hommes » de l'UMR Ausonius (Université Michel de Montaigne Bordeaux 3), auquel les travaux du PCR sont rattachés.

Pour l'autre volet du projet collectif de recherche, consacré plus spécifiquement à l'étude du territoire de la juridiction de Saint-Emilion, Ezéchiel Jean-Courret, chargé de mission à la communauté de communes jusqu'en septembre 2012, a poursuivi l'élaboration du référentiel planimétrique commencé en 2011 à partir des cadastres de 1814-1845 (construction de la couche des fossés bordiers), lancé les géotraitements et leurs interprétations. Entre autres résultats, la hiérarchisation de l'habitat et des centres de peuplements en sept types, celle du réseau routier en générations d'itinéraires depuis l'Antiquité, la mise en évidence d'une organisation de la trame parcellaire faite de terroirs radio-quadrillés construits de manière « impensée » ou, dans la zone de palus, les traces d'un ancien



limite de la juridiction (zone d'étude)

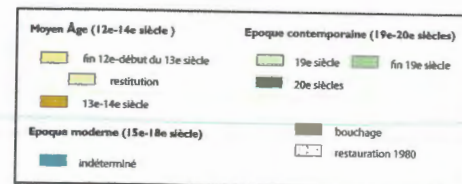
NATURE DE LA VOIRIE	HIERARCHIE DES VOIES
voie de grand parcours récente	A
voie de grand parcours ancienne	B
voie de moyen parcours ancienne	C
voie de connection entre voies de grand parcours anciennes	D
voie de desserte	E

PEUPEMENT

	ville
	bourg
	hameau
	habitat groupé

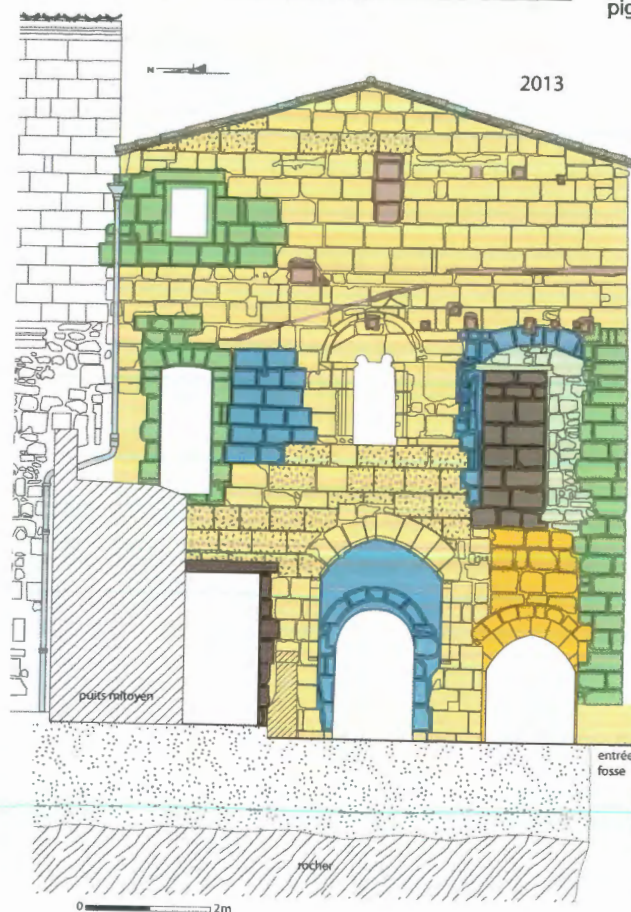


Relevé en plan



Modèle 3D, Archéotransfert, CNRS, Pascal Mora

pignon ouest



2013

vers 1200



niveau du rocher

Saint-Emilion, «salle Gothique»
Rue Guadet (cad. 428)

Relevé pierre à pierre et restitution Agnès Marin, 2013

paléo-chenal. L'enquête de Damien Delanghe sur les carrières et le troglodytisme à Saint-Emilion s'appuie maintenant sur une cinquantaine de cas. Les prospections pédestres de l'équipe de Catherine Petit-Aupert à Saint-Étienne-de-Lisse et Saint-Sulpice-de-Faleyrens, comme la fouille du cimetière de la Madeleine sous la direction de Natacha Sauvaître (Hadès) font l'objet de bilans spécifiques dans le présent bilan scientifique régional.

Nous remercions vivement la municipalité de Saint-Émilion et son maire, Bernard Lauret, la communauté de communes de la juridiction de Saint-Émilion, les propriétaires des unités d'habitation visitées et étudiées, les châteaux viticoles qui ont accepté les prospections de surface ainsi que ceux qui, comme Château Ausone, ont contribué au financement de ces opérations.

Boutoulle Frédéric,
avec la collaboration de Marin Agnès,
Jean-Courret Ézéchiél et Souny David

Église de la Madeleine, Château Ausone

Le plateau de la Madeleine à Saint-Émilion se situe au sud-ouest de la ville, à l'extérieur des remparts, et domine la vallée du Fongaban. Les travaux historiques menés ces dernières années sur le site et autour du château Ausone, par Olivier Lescor, Jean-Pierre Saignac et Jean-Luc Piat, ont permis de soulever de nombreuses problématiques sur l'occupation du sol dans ce faubourg de la ville où l'on recense un site castral, une maladrerie, deux sanctuaires, un cimetière, un quartier de faubourg, et l'exploitation de carrières de pierres.

Les découvertes archéologiques anciennes et récentes attestent d'une occupation humaine dense depuis l'Antiquité. C'est ainsi qu'une villa antique, la villa du Palat, située en contrebas du plateau a fait l'objet de fouilles minutieuses dans les années 1980. En 1904, lors de travaux de plantation de vignes, une occupation funéraire dense autour de la chapelle de la Madeleine a été distinguée.

Mais c'est surtout en 2011, lors d'un diagnostic mené par l'INRAP sur la parcelle communale immédiatement voisine de la chapelle de la Madeleine, qu'ont pu être dégagés une partie de l'extension du cimetière et les vestiges bâtis de la façade d'une église romane, dont seul le chevet était encore visible sur un terrain voisin. C'est dans ce contexte que le bureau d'investigation archéologique Hadès, sous l'initiative de Jean-Luc Piat, a proposé au propriétaire des lieux, Alain Vauthier, d'engager des travaux d'études archéologiques afin de mieux cerner les différents types d'occupation.

Cette campagne de fouille programmée s'inscrit dans le programme de recherches de l'université de Bordeaux 3, Michel de Montaigne-UMR Ausonius 5607 «Des Vallées et

des hommes dans l'Aquitaine médiévale. Villes et châteaux dans les basses vallées de la Dordogne et de la Garonne » co-dirigé par Frédéric Boutoulle et Sylvie Faravel et dans le cadre du programme collectif de recherche « Saint-Emilion et sa juridiction : Genèse, architectures et formes d'un territoire » coordonné par Frédéric Boutoulle.

Un relevé topographique des emprises funéraires visibles et des fronts de carrières a été complété par un relevé au scanner 3 D et couplé avec une photogrammétrie de la « rotonde » sous la chapelle de la Madeleine a été effectué (cf. fig.). Des sondages autour du chevet de l'ancienne église de la Madeleine, dite de Fussignac, décrite en 1859 par Léo Drouyn, ont été réalisés afin d'en dégager le plan dont le relevé a été confronté à celui des vestiges mis au jour sur la parcelle voisine. Il ne reste des vestiges observés par Léo Drouyn que trois des cinq bases de colonne sur la portion du mur nord du chevet.

L'étude du bâti confirme que la construction de cet édifice de culte date du XIIe siècle (cf. fig.). Une portion du mur gouttereau sud, le dégagement complet du chevet et le plan partiel de la façade occidentale découverte en 2011 permettent de restituer le plan de cet édifice de culte. Il s'agirait d'un édifice à nef unique de 28,60 m de long (hors œuvre) pour 9,20 m de largeur, terminé par un chevet à neuf pans coupés avec, en partie centrale, une chapelle rectangulaire. La largeur interne de l'église est estimée à 4,80 m et celle de la chapelle axiale avoisinerait les 3 m. Cette projection fonctionne parfaitement avec les tombes dégagées au sud et avec un arrachement de maçonnerie repéré dans la paroi rocheuse le long de la route actuelle

Lors de cette campagne, 79 tombes rupestres ont été identifiées dont la plupart sont vides mais une vingtaine ont pu être fouillées. Sur cet ensemble, le nombre total d'individus s'élève à 50 : 23 sujets en place et 27 en position secondaire, répartis au sein de huit sépultures distinctes. Ont ainsi été étudiées deux tombes de pèlerins (cf. fig.), ou encore une inhumation double. Des caveaux, se distinguant par la présence de dalles insérées dans les parois latérales de certains contenants, n'ont pas été fouillés lors de cette campagne. Certaines sépultures ont conservé leur couverture composée de plusieurs pierres plates. Les individus sont couchés sur le dos, la tête à l'ouest avec les membres supérieurs fléchis en position symétrique ou asymétrique et les membres inférieurs en extension. Concernant les dépôts secondaires le nombre par tombe peut aller de 1 à 5 et touchent aussi bien des sujets adultes que des immatures.

L'étude anthropologique permet cependant de constater que dans ce secteur les sujets en bas âges sont mal représentés. Cette hypothèse est appuyée par le fait que la majorité des creusements des tombes rupestres présentent des dimensions pour

des sujets adultes et sous-entend une réutilisation de la tombe et par conséquent sa signalisation au sol. A part quelques orcelles, peu de mobilier a été retrouvé dans les tombes.

Un sondage dans l'ancienne rotonde a été effectué afin d'en déterminer le plan au sol ainsi qu'une description détaillée des aménagements afin de proposer un phasage de son occupation. L'important remblai comblant l'intérieur de cet espace n'a pas pu être intégralement retiré, ce qui interdit toute interprétation sur sa fonction originelle, sur ses accès et sur le lien chronologique avec la chapelle Sainte-Madeleine érigée au-dessus. Des ossements humains présents dans ce remblai laissent suggérer une vidange partielle du cimetière situé au-dessus, plutôt qu'un charnier comme le pensait Léo Drouyn.

Une étude du creusé des fronts de carrières a été réalisée dans le but d'appréhender les différentes phases de constructions et d'exploitations. Il semble probable que l'extraction du calcaire sur le plateau Sainte-Madeleine soit très ancienne comme l'atteste le *terminus ante quem* fourni par des tombes creusées dans la paroi rocheuse et datées des XIe-XIVe siècles. A partir du XVIe siècle, les textes confirment l'exploitation intensive des carrières sur le plateau au détriment du cimetière : elle aurait provoqué la disparition de plus de 540 tombes rupestres.

Il reste de nombreuses questions non résolues pour la compréhension générale du site. Le dégagement complet des sépultures repérées permettrait d'avoir une idée sur la densité de l'occupation funéraire, sur la chronologie des contenants et apporterait des éléments complémentaires à l'analyse biologique menée au cours de notre intervention. Ces données biologiques affineraient nos connaissances sur ce cimetière où les sources écrites modernes révèlent la présence de lépreux, de pestiférés, et aussi de personnes relevant de la religion protestante. Un relevé complémentaire lasergrammétrique devrait être effectué sur le reste de la paroi rocheuse et sur les tombes rupestres afin d'avoir une vision tridimensionnelle complète du site.

Sauvaitre Natacha

SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL

Théâtre gallo-romain de Brion

Le site de Brion est une agglomération secondaire gallo-romaine appartenant à la cité des Bituriges Vivisques, implantée sur un promontoire calcaire au milieu d'un marais, à moins de 10 km de la rive gauche de l'estuaire de la Gironde et à environ 60 km au nord-ouest de Bordeaux. Créée au milieu du Ier siècle après J.-C., la ville se développe sur environ 5 ha

et plusieurs bâtiments publics sont construits, dont un théâtre édifié à l'extrémité sud-ouest de l'affleurement calcaire, à l'écart du centre urbanisé.

Le site est abandonné à partir de la seconde moitié du IIe siècle et ce n'est qu'au dernier quart du XIVe siècle que le théâtre est réoccupé avec l'installation d'une maison-forte, le monument antique servant de protection naturelle et de carrière de pierres. Si l'ensemble de l'agglomération gallo-romaine est l'objet de différentes investigations archéologiques depuis le milieu du XXe siècle, le théâtre n'a été étudié qu'à travers la fouille de l'habitat médiéval et seule une restitution de son plan a pu être proposée.

Dans la perspective d'un projet de restauration de cet édifice, la commune de Saint-Germain-d'Estueil, à la demande du service régional de l'archéologie d'Aquitaine, a mis en place un accompagnement archéologique afin de surveiller et de guider les travaux de terrassement.

Dans un premier temps, il a été décidé que le programme se limiterait au quart sud-est de la cavea afin de servir de test. La principale attention a été portée sur la zone du vomitoire qui doit être dégagée, mais également sur les autres structures antiques, sans oublier la possibilité de reconnaître des traces liées à la réutilisation médiévale.

Le dégagement du talus extérieur (cf. fig.) et du quart sud-est de la cavea a permis de compléter, mais aussi de modifier le plan sur lequel le projet s'appuie. En effet, ce monument, qui semblait posséder un plan régulier bien appréhendé, se révèle plus complexe et bien différent de ce qui a pu être proposé. Ainsi, le dernier vomitoire oriental mentionné dans le plan du projet de restauration n'existait pas et l'extrémité orientale de la cavea très différente de la restitution.

L'étude architecturale laisse également apparaître une modification intervenue au cours de la construction de l'édifice que l'on peut situer au Ier siècle de notre ère d'après le mobilier céramique. Le projet initial de construction prévoyait l'édification de murs rayonnants chaînés avec le mur périphérique et répartis entre les vomitoires afin de soutenir les gradins de la cavea. Or, ces murs n'ont pas été construits, mais des dispositifs de pierre d'attente dans le parement interne du mur périphérique montrent qu'ils ont bien été prévus. Un seul mur rayonnant semble avoir été conservé au niveau de l'extrémité orientale. Plus large et soigneusement construit, il semble lié à un niveau de sol qui vient s'appuyer contre son parement oriental.

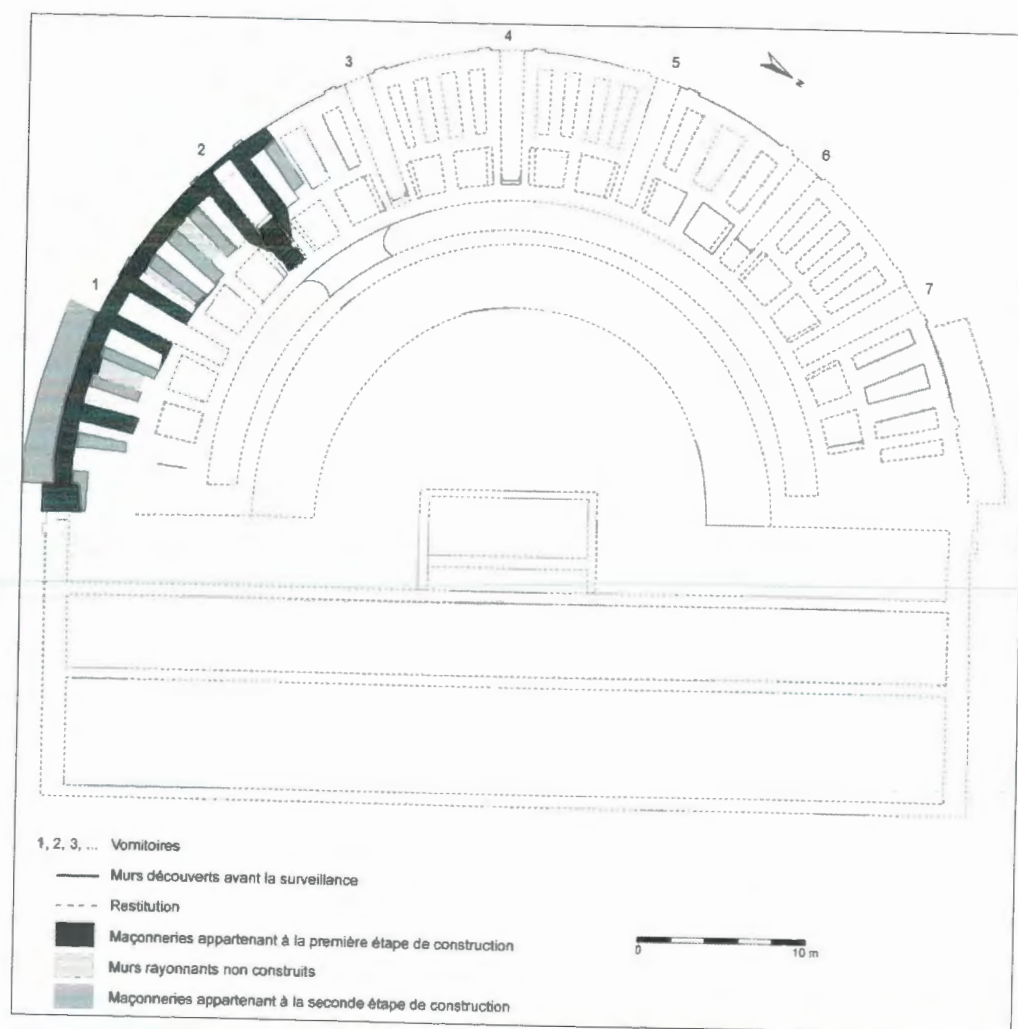
Le nombre de murs rayonnants a finalement été augmenté, sans doute pour consolider le système de soutènement. S'appuyant tous contre le mur périphérique, ils présentent des parements frustes. Leurs fondations apparaissent également plus haut que celle du mur périmétral. Seul le parement oriental



En haut :
Coupe nord-sud en 3 D de la chapelle Sainte-Madeleine, du front de taille et de la rotonde. Relevés lasergrammétrique et photogrammétrique O. Veissière, Patrimoine numérique, 2012.

Au milieu :
Vue du parement interne du mur nord du chevet de l'église primitive.
Cliché N. Sauvaitre, Hadès, 2012.

En bas :
Sépulture 36, tombe de pèlerin.
Cliché N. Sauvaitre, Hadès, 2012.



Plan du théâtre antique de Brion
d'après la surveillance
archéologique.
Fond de plan : M. Fincker.
Relevé topographique et DAO :
S. Malpelat,
C. Michel-Gazeau (Hadès).



Le quart nord-est de la cavea
après les terrassements.
Cliché C. Michel-Gazeau, Hadès.

du dernier mur rayonnant, le plus à l'est, est monté en *opus vittatum* avec des joints tirés au fer, à l'image du parement extérieur du mur périphérique. Il pourrait s'agir du mur de fermeture de la cavea, venu modifier un espace ouvert antérieur et caractérisé par la présence du niveau de sol.

Le décapage a également fait apparaître une maçonnerie quadrangulaire inédite à l'extrémité orientale du mur périphérique. Son étude montre qu'elle a subi au moins deux remaniements, dont le dernier est postérieur au niveau de sol.

Un des deux vomitoires concernés par la première phase de restauration a pu être complètement vidé. Mais la présence d'une souche au niveau de son entrée a compliqué l'étude architecturale et sédimentaire. De plus, l'étude du deuxième vomitoire n'a pas permis de présenter un descriptif généralisé des dispositifs d'accès aux gradins car seule son entrée a été dégagée.

Enfin, le décapage du talus extérieur a confirmé la présence d'une maçonnerie plaquée contre le mur périphérique. Restituée partiellement sur les différents plans du théâtre établis depuis le milieu du XXe siècle, elle n'a jamais été mentionnée dans les rapports. Son pendant y est toutefois rapporté au niveau de l'autre extrémité de la cavea. Les remblais postérieurs à cette structure doivent être liés aux périodes d'abandon et de destruction du monument, tout comme les niveaux identifiés dans les caissons. Cependant, quelques céramiques hors contexte ramassées au cours du terrassement du talus, attestent de l'occupation médiévale du site.

La surveillance archéologique, plus que nécessaire, a donc permis d'aborder la mise en place de cet édifice de spectacle. Le projet de restauration devrait s'appuyer sur un plan précis du théâtre qui ne pourrait être réalisé qu'à partir d'investigations archéologiques plus approfondies.

Michel-Gazeau Céline

SAINT-MÉDARD-D'EYRANS

Villa antique de « Cauban-Ouest »

La renommée de ce site antique provient tout d'abord de la découverte fortuite, le 14 octobre 1804, de deux sarcophages en marbre de Paros, richement sculptés de scènes mythologiques. Ils ont été datés de la fin du IIe ou du début du IIIe siècle et se trouvent actuellement au musée du Louvre. Une statue en calcaire, trouvée dans le parc du château Lamothe mitoyen du site archéologique est aujourd'hui déposée au Musée d'Aquitaine.

Hormis Ces découvertes spectaculaires, le site fit l'objet d'une importante campagne de fouille dans les années 1940, menée par Joseph Béraud-Sudreau. Depuis lors, le site a subi de nombreuses perturbations du fait de l'activité agricole.

Résultat des prospections

Les prospections réalisées cette année n'ont concerné que les secteurs non utilisés du fait de la rotation des cultures. Nous n'avons donc, à l'issue de cette campagne, qu'une vision partielle du site (environ 1,7 ha sur 5), qu'il s'agira de compléter ultérieurement.

Tout d'abord, la collecte du mobilier céramique s'est surtout portée sur les formes identifiées. Il s'agit essentiellement, à quelques exceptions près, de céramiques communes, tournées, à pâte claire, grise, beige ou orangée. La sigillée y est assez rare ; de même les amphores. Si quelques pièces sont à situer entre la fin du Ier siècle a. C. et la fin 1er siècle p. C., ce qui correspond à la phase primitive d'édification de la villa. La majorité semble appartenir aux IIIe et IVe siècles. Une dizaine de tessons sur les 80 collectés sont plutôt à classer dans le Moyen Âge.

La répartition spatiale montre une nette hétérogénéité sur l'ensemble de la parcelle. On note ainsi une concentration du mobilier céramique plus importante au sud-est du site qui s'atténue en direction de l'ouest et du nord-ouest. Cette observation est en adéquation avec celle de J. Béraud-Sudreau qui s'avance même à y situer « les appartements du maître » alors que la partie qu'il a fouillée plus à l'ouest correspondrait à la *pars rustica*.

Les tegulae sont nombreuses, tout comme les moellons calcaires. Mais seuls subsistent les modules de petites dimensions, le propriétaire enlevant systématiquement les éléments les plus volumineux qui peuvent perturber le travail cultural. Là aussi, les concentrations de matériaux sont plus importantes au sud-est du site.

Les moellons calcaires sont bruts et nous n'avons trouvé aucun petit appareil régulier. Certains morceaux de tegulae portent encore des résidus de maçonnerie. Nous n'avons pas trouvé de tesselles de mosaïques et de fragments de marbre, les briques et les carreaux de terre cuite sont rares. Ceci dénote totalement du rapport de J. Béraud-Sudreau qui en mentionne de nombreux exemplaires.

Le mobilier métallique qui a subsisté au pillage s'avère intéressant et la proportion du monnayage trouvé peut permettre une modeste approche statistique. Des clous forgés de différentes tailles sont en nombre conséquent sur la zone de concentration de céramiques et d'éléments de construction alors qu'ils deviennent très rares sur le reste du site. Quelques déchets de productions métalliques ont aussi été trouvés (scories ferriques, déchets de fonderies de plomb). On note la présence d'un fragment de fibule à plaquette de type de Langton-Down (1er siècle) et de divers petits objets ou fragments.

Les 30 plombs de filets de pêche observés se répartissent entre quatre types connus pour l'Isle-Saint-Georges. Ils ont été

trouvés essentiellement au sud-ouest du site, dans un secteur où la céramique est quasi absente et où les seuls vestiges visibles sont quelques fragments de *tegulae*. Peut-être est-on à l'emplacement d'une partie non résidentielle de la villa ? Ce secteur correspond à la partie fouillée par Béraud-Sudreau et identifiée comme la *pars rustica*.

Le monnayage s'étend, pour la période antique, du 1^{er} siècle au IV^e siècle de notre ère : sur 42 monnaies collectées, deux appartiennent au 1^{er} siècle, deux au II^e siècle, quatorze au III^e siècle et 25 au IV^e siècle, ce qui corrobore les observations faites pour la céramique.

Les types monétaires sont essentiellement des antoniniens des nummi et des maiorina, souvent de très petits modules, seuls 3 as et 1 sesterce ont été trouvés. Toutes ces monnaies sont en bronze à l'exception d'un fragment de denier en argent, difficilement. Un as d'Otacia, trouvé par le propriétaire du terrain, présente la particularité d'être percé de deux trous parfaitement exécutés, dont un contient encore un rivet (en or ?). Il s'agit probablement d'une réutilisation en élément de décor.

Le reste du monnayage collecté est composé de 21 monnaies modernes allant de François 1^{er} à Napoléon III. Signalons aussi, pour le Moyen Âge, un cornado en billon de Jean 1^{er}, roi de Castille (1379-1390). Cette présence, un peu surprenante, peut être rapprochée d'un noven d'Henri II, roi de Castille et Leon (1369-1379) issue du lot hors stratigraphie de la fouille Boudet, en 1987, à l'Isle-Saint-Georges.

Pour les périodes antérieures au 1^{er} siècle, nous n'avons trouvé aucune monnaie clairement identifiable.

Les exemplaires modernes sont principalement trouvés à l'ouest, dans le secteur le plus proche du château Lamothe, alors que la majorité des monnaies romaines proviennent du sud-est.

Au contraire de J. Béraud-Sudreau, nous n'avons retrouvé aucun élément mobilier antérieur au premier état de la villa, à l'exception d'un éclat de silex non retouché qui pourrait provenir d'un débitage.

Conclusion

Malgré la vue partielle en raison des surfaces cultivées inaccessibles, la mauvaise conservation de la céramique et les prélèvements clandestins sur le mobilier métallique, ces prospections ont permis de confirmer les datations proposées par J. Béraud-Sudreau : une période de fonctionnement de la villa entre le 1^{er} et le IV^e siècle, où les III^e et IV^e siècles sont les mieux représentés. En revanche, rien n'est apparu pour les périodes protohistoriques mais ces indices sont peut-être présents dans des couches plus profondes.

Le propriétaire actuel évoque la mise au jour, vers 1945, de sarcophages en pierre lors de l'implantation de la vigne sur la moitié nord de la parcelle mais ignore ce qu'ils sont devenus. Cette information se révèle d'une grande importance pour la connaissance du site après la phase d'abandon de la villa. Alors que la villa de « Cauban-Ouest », édifiée au cours du 1^{er} siècle est en expansion croissante jusqu'au IV^e siècle, au contraire, la bourgade de l'Isle-Saint-Georges, dont l'apogée semble s'être situé au Second Âge du fer et à l'époque augustéenne, montre, par la suite, des signes manifestes de recul.

Mauduit Thierry

SAINT-SYMPHORIEN

La Glacière

Des fragments de deux vases, un plat-couvercle et du métal sont apparus lors de travaux privés, ce qui laissait envisager la présence d'une sépulture. Le centre de recherche archéologique sur les Landes a été sollicité par le SRA pour accompagner la fin des travaux. Il semble qu'aient été à initialement découvertes deux sépultures distantes d'environ 50 cm dont l'une était prise dans l'aliot.

Une troisième sépulture est apparue elle aussi prise dans l'aliot, à environ 2 m 60 au sud de la première découverte. Le substrat est un sable de couleur grise dans les couches supérieures environ quarante premiers centimètres puis gris/blanc dans les couches inférieures.

Un sondage d'1,20 m x 0,8 m a été réalisé. Le sommet du plat couvercle apparaît à environ 40 cm sous le niveau du sol actuel (cf. fig.). Il coiffe un vase décoré de deux larges cannelures sous le col. Lors du démontage du bloc d'aliot, opération nécessaire pour récupérer la sépulture, un fragment de tige torsadée en bronze d'environ 6 cm de long a été découvert contre la paroi du haut du vase funéraire, à l'extérieur de celui-ci. La fosse n'a pas été creusée dans l'aliot, qui s'est en fait formé postérieurement à l'enfouissement du vase sépulcral.

La surveillance de la suite des travaux du propriétaire de la maison individuelle n'a pas permis d'amener de nouvelles données.

La troisième sépulture a été récupérée en un seul bloc puis déposée au centre de conservation et d'études de Mont-de-Marsan dans l'attente de sa fouille.

Plusieurs tombes découvertes sur quelques mètres carrés font de ce site une nécropole en tombe plate dont on ne connaît pas l'étendue. Ce type de nécropole est bien représentée dans les Landes. Elles sont globalement attribuées à une période

allant du Bronze Final au Second Âge du Fer. A ce jour, la chronologie exacte de la nécropole de La Glacière reste à préciser par l'étude du mobilier.

A l'extrémité ouest du terrain considéré se trouve un tertre de forme tumulaire. Les sépultures découvertes durant ces travaux sont situées à environ 5 m à l'est de la base du tertre et donc à l'extérieur de son emprise. S'il est confirmé que le tertre est un tumulus, nous serions donc en présence d'une nécropole en tombe plate située contre une tombe tumulaire (ou plusieurs tombes sous tumulus). Ce cas a rarement été mentionné jusqu'à présent et il est donc intéressant de suivre les travaux qui auront lieu dans ce secteur géographique.

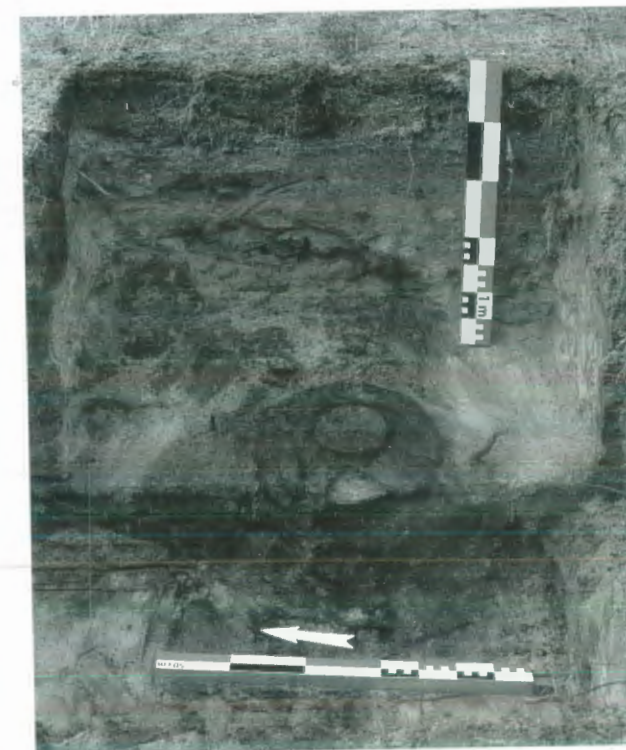
Vignaud Didier

SOULAC-SUR-MER

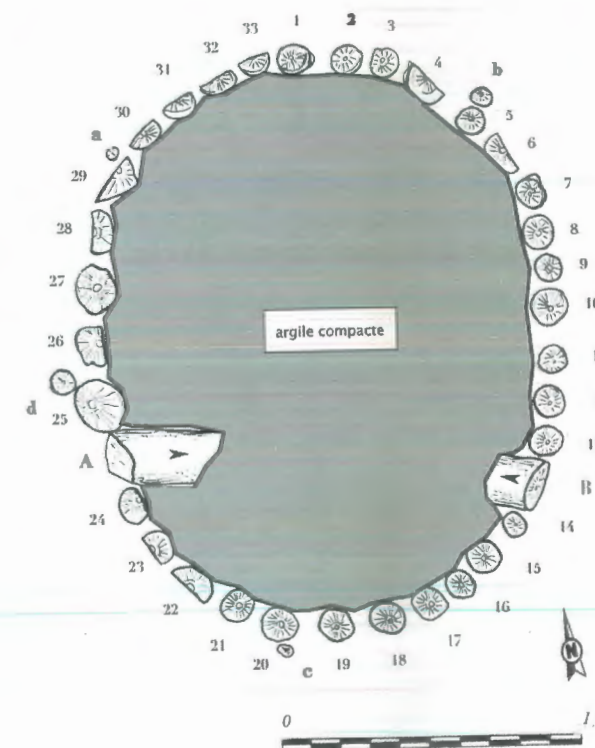
Plage de la Glaneuse, station du CROSSA

La plage de la Glaneuse a livré à plusieurs reprises dans le passé des structures éphémères faites de matériaux périssables : vanneries enduites d'argile, bois de récupération, poteaux..., plus rarement associés à des pierres brutes. Le 10 juillet 2012, à la limite de l'estran, à la hauteur de la balise du CROSSA, un touriste a repéré le sommet de pieux affleurant le sommet de l'argile bleue. Une autorisation de sauvetage a été délivrée le 13 juillet et l'opération a eu lieu le 14.

La structure avait été protégée par l'épais dépôt d'argile dans lequel elle était enchâssée jusqu'à ce que l'érosion marine commence à en dégager le sommet (fig. 1, a). Au moment de l'intervention, cette structure se trouvait déjà presque entièrement dégagée de l'argile environnante du côté extérieur. Le comblement intérieur d'argile bleue, très compact, était demeuré en place. Étant donné les conditions locales (marée et vent fort), nous n'avons disposé que de trois heures pour le dégagement complet de l'ensemble (fig. 1, b). La structure se composait de trente-trois pieux de chêne, jointifs, non écorcés, certains étant des rondins, d'autres des bois refendus. Le plan au sommet dessinait un ovale d'environ 1,70 m de long sur 1,30 m de large (fig. 2). Pour assurer la solidité de l'ensemble, certains pieux avaient été doublés à l'extérieur. Un rondin de plus fort diamètre devait à l'origine être posé en travers au sommet de la construction (support de plancher ou d'autre superstructure ?). Ses deux extrémités étaient demeurées en place, mais il s'était brisé et affaissé à sa partie centrale. Après dégagement de l'argile compacte du comblement, il est apparu que les pieux avaient été plantés en oblique et se resserraient vers le fond. Dès la marée suivante, les vagues avaient commencé à démanteler la construction ; elle avait totalement disparu le jour suivant.



Saint-Symphorien, la Glacière. Sépulture n° 3.



Soulac-sur-Mer, la Glaneuse. Relevé Patrick Bernat et Jean-Guy Celador.



Soulac-sur-Mer, la Glaneuse. Clichés J. Roussot-Larroque.

Aucun élément de mobilier archéologique n'a été recueilli à l'intérieur. À proximité, du côté sud, mais hors emprise de la construction, ont été récoltés trois tessons jointifs pris dans l'argile. Ils ont permis la reconstitution partielle d'un vase assez grossier à fond plat, à bord (?) épaissi. Des récipients similaires ont été recueillis à diverses reprises dans ce secteur. Ils appartiennent à l'Âge du Fer, sans autre précision possible. Il importe de souligner que la proximité spatiale de cette trouvaille par rapport à la structure de pieux ne présume pas de sa datation. Des vestiges sporadiques des diverses étapes de la Protohistoire sont fréquents dans tout ce secteur, ainsi que des témoins d'âge historique, gallo-romains voire plus tardifs. Seule une datation directe des bois eux-mêmes permettrait de resituer cette structure dans la chronologie. Dans cette perspective, un prélèvement de bois de l'un des pieux a été réalisé.

Bernat Patrick

LA TESTE-DE-BUCH

3, rue du Chemin des Dames

Cette fouille fait suite à un diagnostic réalisé en 2011. Elle a mis en évidence une occupation de ce secteur de la ville dans le courant des Xe-XIIe siècles.

Difficile à caractériser, elle semble s'organiser autour d'un réseau fossoyé destiné à assécher les sols sableux. La plupart des 147 structures rencontrées ne sont conservées qu'à hauteur du substrat, le reste ayant disparu du fait de la pédogénèse. Il s'agit essentiellement de fosses et de trous de poteau. Aucun plan de bâtiment n'en ressort, et la pauvreté du mobilier archéologique indique clairement que nous ne sommes pas en présence d'une occupation urbaine. À l'inverse, quelques alignements de poteaux perceptibles, faisant penser à



La Teste-de-Buch,
3 rue du Chemin des Dames.
Plan général de la fouille :
quelques alignements se dessinent
à travers la forêt de trous de poteaux.
Toutefois, en dehors des fossés,
aucun plan d'ensemble cohérent
ne se dessine.

des clôtures, et au moins une petite construction sur sablière, pourrait évoquer une activité d'élevage.

L'absence de sépultures, malgré la proximité de l'église Saint-Vincent, permet de restreindre l'étendue de la nécropole de cette dernière.

L'ancienne ligne de rive qui pouvait se trouver sur la parcelle n'a pas été retrouvée, et la présence à l'inverse de structures fossoyées indique clairement que celle-ci est à rechercher un peu plus au nord.

Quelques structures qui dépassent aujourd'hui le niveau d'apparition de la nappe phréatique indiquent un possible rehaussement du niveau de cette dernière depuis la période médiévale.

Gerber Frédéric

Rue André Dignac

Il s'agit du seizième diagnostic réalisé en l'espace d'un peu plus de quatre ans dans le centre urbain de La Teste. Le site se trouve sur la partie nord de l'agglomération testerine à proximité immédiate de l'ancien rivage sud du Bassin d'Archon.

Deux tranchées de sondage ont été réalisées, couvrant un peu plus de 5 % de l'emprise du futur projet de construction. Plusieurs phases d'occupations ont été détectées. La plus ancienne est caractérisée par une fosse et quelques tessons contenus dans la strate de sable blanc caractérisant le substrat naturel du site. Elle est datable de la Protohistoire, sans doute de la transition entre l'Âge du Bronze et l'Âge du Fer. Cette fosse est recouverte par une strate de la même époque contenant une multitude de petits fragments de terre cuite rouge.

Quelques tessons attestent d'une fréquentation du site au Moyen Âge mais, sans structure associée. Au XVII^e siècle, l'occupation reprend avec quelques structures fossoyées ; dans le courant de la seconde moitié du XIX^e siècle cette zone est intégrée à l'urbanisme de la ville avec l'édification d'un bâtiment artisanal (menuiserie) sur poteaux porteurs dont l'alignement du mur sud a été retrouvé.

L'enseignement majeur de cette fouille, c'est la découverte d'une occupation protohistorique liée à au moins une structure. Elle vient en complément des découvertes faites en 2009 et 2010. Il semble donc que le long du paléo-rivage s'élève toute une série d'habitats protohistoriques dont il est encore difficile de préciser l'importance, l'emprise et la destination exacte. Il est toutefois possible de rapprocher ces découvertes de celles réalisées sur la frange côtière sud de la

commune de La Teste, le long de l'exutoire du Bassin. Car depuis 2005, le recul côtier a fait apparaître plusieurs sites de l'Âge du Bronze (plages de La Lagune et du Petit Nice) et de l'Âge du Fer (Dune du Pilat) dont certains sont liés à la production de sel marin.

Jacques Philippe

19 rue Clément Ramond

Ce dix-septième diagnostic est situé dans la partie orientale du périmètre archéologique de l'agglomération testerine. Sur ces parties assez éloignées des premières découvertes, la problématique de la recherche concerne, pour l'essentiel, la matérialisation de la limite du périmètre urbain médiéval.

Quatre tranchées de sondage ont été réalisées, couvrant un peu plus de 4 % de l'emprise du futur projet de construction. À part deux tessons pouvant dater du Moyen Âge, aucun vestige antérieur à l'époque moderne n'a été retrouvé. Les structures fossoyées mises au jour, correspondent à des fosses et à des trous de poteaux appartenant à un bâtiment en bois sur poteaux porteurs. Il s'agit de grandes fosses carrées d'environ 1 m de côté ayant pu accueillir des blocs de pierre (en calcaire ?) permettant à la fois de supporter l'ossature du bâtiment et d'isoler le bois de l'humidité du sable. Il est difficile de pouvoir identifier clairement la destination de ce bâtiment, toutefois ses dimensions (au moins 13 m suivant l'axe est/ouest) ainsi que les quelques objets découverts dans sa phase d'utilisation (plombs de scellés de sacs de ciment, monnaies) permettent d'envisager une utilisation comme bâtiment de stockage peut-être dans le cadre d'une activité commerciale.

Il est donc possible que nous soyons, dans ce secteur, en dehors du périmètre urbain médiéval. Il faut toutefois modérer cette conclusion car le diagnostic n'a pris en compte que la partie centrale du parcellaire ancien, or les constructions sont localisées le long des rues, c'est à dire ici éventuellement le long de la rue du Président Carnot (ancienne rue des Landes, cadastre de 1848) située 50 m à l'est sur la bordure de cet îlot. Il faudra donc attendre d'autres observations archéologiques dans ce secteur avant de conclure définitivement à l'absence d'occupation médiévale.

Jacques Philippe

Prospection diachronique

Cette opération de prospection a permis de suivre différents travaux urbains et notamment deux chantiers de terrassement qui ont montré l'organisation de différentes phases d'occupation sur des surfaces assez importantes.

Le Centre Capital

Le suivi du terrassement d'un parking souterrain, correspondant à l'avant-dernière tranche de travaux de ce secteur, avait pour but de compléter les données issues du diagnostic de 2008 et de la fouille de 2010. À cette occasion, tout un réseau hydraulique a été recoupé. Le bras principal s'écoulant du sud vers le nord correspond à celui déjà exhumé dans le cadre du diagnostic de 2009 de l'impasse Gallieni située au sud de notre intervention. Son comblement est constitué par une succession de dépôts fluviaux avec une alternance de tourbes et de sable blanc contenant de nombreux débris végétaux (de la souche à la feuille) mais également un mobilier très abondant et très diversifié. Il est essentiellement constitué de céramiques dont beaucoup à décor de pastillages, on trouve également quelques outils en silex taillé, les éclats de débitage, des éclats de galet, un broyeur, des outils en bois et de nombreux résidus de terre cuite annonçant peut-être une zone de production de céramiques. L'ensemble peut-être daté de l'Âge du Bronze Moyen.

Tous ces vestiges trahissent très certainement la présence d'un habitat protohistorique tout proche qui pour l'instant n'a pas été reconnu.

L'ensemble de ces structures fossoyées a été recouverte par une couche de sable blanc sans doute d'origine éolienne. Elle contenait quelques artefacts de l'Âge du Bronze.

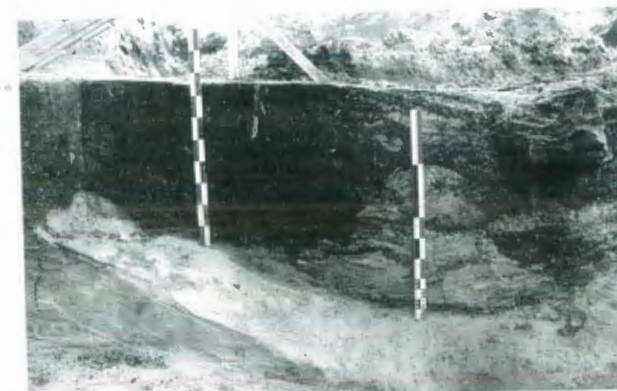
Il faudra attendre le Haut Moyen Âge pour que ce secteur soit réoccupé. La présence de structures fossoyées (fosses et trous de poteaux) caractérise un prolongement de la zone urbaine dans ce secteur. Il s'agit là de la dernière occupation ancienne du site car au Moyen Âge classique et à l'époque moderne une épaisse strate de tourbe se constitue. Elle marque ainsi la formation d'une vaste zone humide faisant très certainement suite à une remontée du niveau marin.

Cette intervention montre que la limite du zonage archéologique du centre ville de La Teste-de-Buch qui passe actuellement par le site du Centre Capital doit être repoussée vers l'ouest afin de prendre en compte l'extension probable de cette occupation de l'Âge du Bronze.

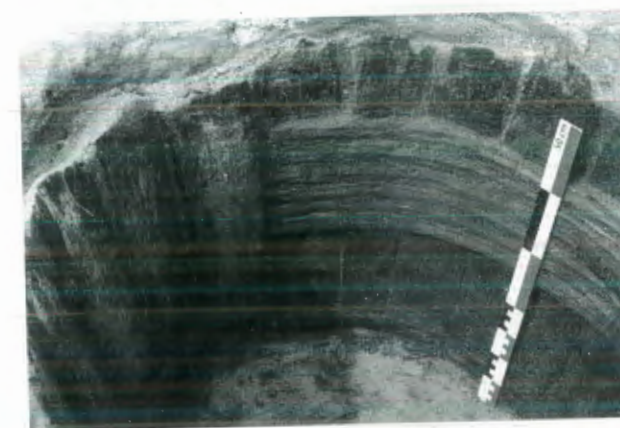
L'ancienne école Gambetta

Cette opération a concerné une petite partie de la parcelle devant accueillir un immeuble d'habitation. Elle avait pour but de documenter la zone qui, lors du diagnostic de 2009, avait révélé deux barriques.

À l'extrémité sud de la zone de fouille, un trou de poteau a révélé dans son comblement de sable gris deux tessons de l'Âge du Bronze. Il s'agit des seuls éléments antérieurs au Moyen Âge découverts sur l'emprise de la fouille.



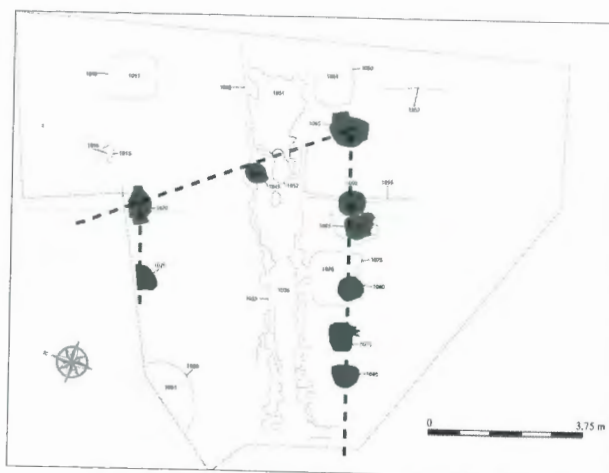
Centre Capital 2012, coupe partielle de la paléorivière.



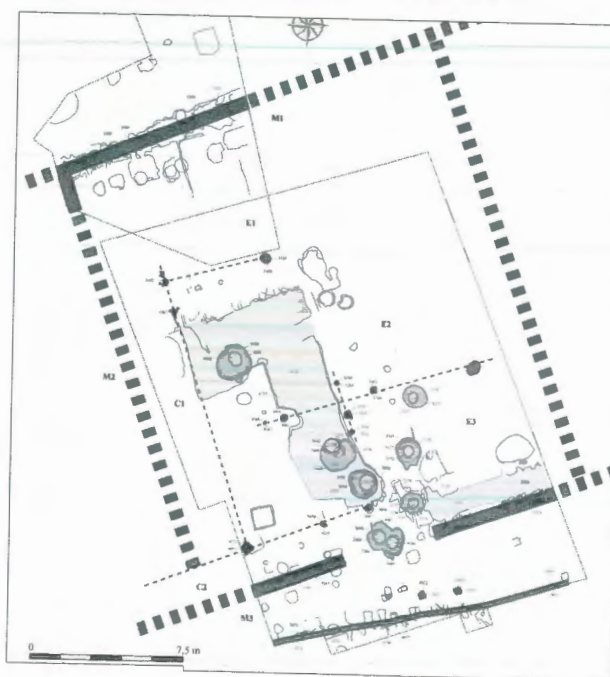
Centre Capital 2012, démontage de 3104, dessous 3102.



Centre Capital 2012, céramique à pastillage.



Ancienne école Gambetta. Bâtiment médiéval n°1.



Ancienne école Gambetta. Bâtiment moderne du XVIe siècle.

Au moins une structure est attribuable au Haut Moyen Âge. Il s'agit d'une fosse creusée dans le substrat aliotique. Son ouverture est de forme ovoïde. Elle traverse le banc d'alios et s'élargit ensuite dans le sable. Elle a une profondeur d'un mètre, avec un profil globulaire et une ouverture resserrée. Cette fosse s'apparente, par sa forme, à un silo. La partie supérieure du comblement a servi de dépotoir. Un mobilier assez abondant y a été découvert, il s'agit de céramiques communes et de fragments de dolia datables des VIIe/VIIIe siècles.

Le nord-est de la fouille a révélé le plan partiel d'un bâtiment du Bas Moyen Âge qui semble assez vaste. Il est caractérisé par deux alignements de trous de poteaux matérialisant un angle. L'alignement sud, qui mesure huit mètres, est constitué de six trous de poteaux ; celui de l'est a une longueur visible de six mètres et trois trous de poteaux. Ces derniers sont de dimensions importantes : un diamètre de 0,50 à 0,60 m pour une profondeur équivalente. Le faible écartement de ces poteaux et leurs diamètres importants annonce peut-être un bâtiment avec étage. Un autre trou de poteau semble déterminer une partition de l'espace intérieur. Quelques lambeaux de la couche d'occupation de ce bâtiment étaient conservés. Ils ont livré de la céramique ainsi que quelques glands carbonisés. Ces derniers ont été également rencontrés en grand nombre dans le comblement des différents trous de poteaux. La chronologie fournie par la céramique s'étale de la seconde moitié du XIVe au XVe siècle.

La partie sud-ouest de la fouille a révélé un ensemble de trous de poteaux appartenant à un second bâtiment totalement différent du premier. Il est caractérisé par six trous de poteaux dont le diamètre varie de 0,15 m à 0,25 m. Cinq d'entre eux forment un alignement nord/sud. Il est difficile d'en dire plus sur l'organisation de cette zone d'habitat médiéval car la phase d'occupation moderne a fortement perturbé ce secteur du site. La chronologie est similaire au bâtiment précédent, c'est à dire la fin du Moyen Âge.

A l'époque moderne ces deux bâtiments disparaissent au profit d'une vaste structure, dont toutes les limites n'ont pas été reconnues. Elle est caractérisée par une série de sablières basses implantées dans le substrat naturel qui matérialise les murs porteurs et par quelques alignements de trous de poteaux qui forment les cloisonnements intérieurs.

Le mur nord correspond à un creusement de 0,50 m de large en moyenne reconnu sur une longueur de 10 m. Un retour à angle droit est visible dans la partie nord-ouest de la fouille. Le mur sud semble défini par les creusements linéaires 2025 et 3045. Le premier a un module de largeur maximum de 0,50 m et le second mesure 0,40 m. Ils forment un linéaire d'au moins 16 m. L'interruption des deux structures matérialise une ouverture de plus de 4 m. En avant de ce mur, on trouve encore un rainurage (2010, 3017, 3035 et 4075) de 16 m de long. Beaucoup plus étroit que les précédents (0,20 m), il n'a pas la même orientation que les autres structures ni leur régularité. Il est difficile de l'associer à l'ensemble précédent. Ce bâtiment mesure au minimum 22 m de long par 19 m de large. Un fossé a été creusé (2027, 3120) en parallèle de la sablière basse 2025. Aménagé dans le substrat aliotique, il mesure 1,10 m de large. Il prend naissance au contact de la fosse 3130 et se prolonge sous la berme est. Il devait fonctionner avec l'activité qui se développait autour des fosses à barriques.

Le repérage de plusieurs alignements permet de définir au moins trois espaces intérieurs (E1, E2, et E3) de largeurs à peu près équivalentes. Les espaces de circulation peuvent être envisagés le long de M2 et de M3 par l'intermédiaire des couloirs C1 et C2 qui communiquent entre eux. L'espace E3 est en parti occupé par une série de barriques enterrées à la verticale à travers la couche d'alios jusque dans la nappe phréatique. Elles sont organisées en V à partir d'une fosse (3085) contenant deux exemplaires (3087, 3089) et implantée au milieu de la grande porte. On trouve ensuite une branche orientale matérialisée par trois barriques (3135, 3152 et 3157) implantées dans trois fosses distinctes et une branche occidentale caractérisée par deux autres barriques (3094 et 3104). Toutes ces barriques ont été implantées sans fond et parfois certaines douelles ont été perforées. Les espaces E2 et E3 sont reliés par une vaste fosse en L (3090, 4135) creusée dans le sol naturel du site. La partie nord-ouest de cette fosse est occupée par une barrique (4082) qui est donc distincte du premier groupe. Cette fosse en L devait être recouverte d'un plancher.

La destination de cet ensemble est difficile à cerner. Jusqu'à présent, à La Teste-de-Buch, la découverte de barriques isolées ou par deux indiquaient la présence de latrines. Ici la densité et la répartition de ces tonneaux semblent écarter cette hypothèse. Dans ce cas, il pourrait s'agir d'une installation artisanale. Les analyses des sédiments permettront d'affiner les hypothèses.

L'abandon et le démantèlement de ce bâtiment se fait en deux phases. Ce sont d'abord les fosses à barrique qui sont comblées avec du mobilier de la seconde moitié du XVIe siècle et du tout début du siècle suivant. Puis le reste de la structure disparaît dans le courant de la première moitié du XVIIe siècle.

Immédiatement après ce bâtiment une grande fosse à chaux est implantée. Creusée dans le banc d'alios, elle a une largeur de 2,25 m pour une longueur minimum de 3,50 m. La datation de cette structure est à placer dans le courant du XVIIe siècle, peut-être même dans la première moitié de ce siècle. Ce bac à chaux a été utilisé pour des travaux importants, peut-être ceux de l'agrandissement de l'église Saint-Vincent située au nord du site.

Le dernier état discernable correspond à de grandes fosses creusées à intervalles réguliers et qui semble déterminer un grand bâtiment ouvert sur poteaux porteurs de type halle dont l'emprise est d'au moins 25 m de long sur 15 m de large. Les trous assez larges et parfois de forme quadrangulaire devaient accueillir des dés en calcaire qui supportaient la structure. Ce type de construction annonce une chronologie relativement récente, sans doute d'époque contemporaine.

Jacques Philippe

VAYRES

Chemin du paradis

L'assiette du projet ayant provoqué ce diagnostic se situait sur la rive gauche de la Dordogne, au nord du village de Saint-Pardon, en bordure de l'ancien palus. La sensibilité de ce secteur reposait sur la proximité de l'ancien prieuré de Saint-Pardon et sur la présence de vestiges antiques et néolithiques aux alentours.

Sur les trois sondages pratiqués, un seul a livré des vestiges archéologiques. En bordure de la parcelle et du talus surplombant le palus, des sédiments remobilisés par les travaux agricoles anciens contiennent de nombreux fragments de céramique, le tout formant un lot mélangé qui atteste d'une occupation humaine à la fin du Ier siècle avant J.-C. et au Ier siècle après.

Ducourneau Bertrand

VÉRAC

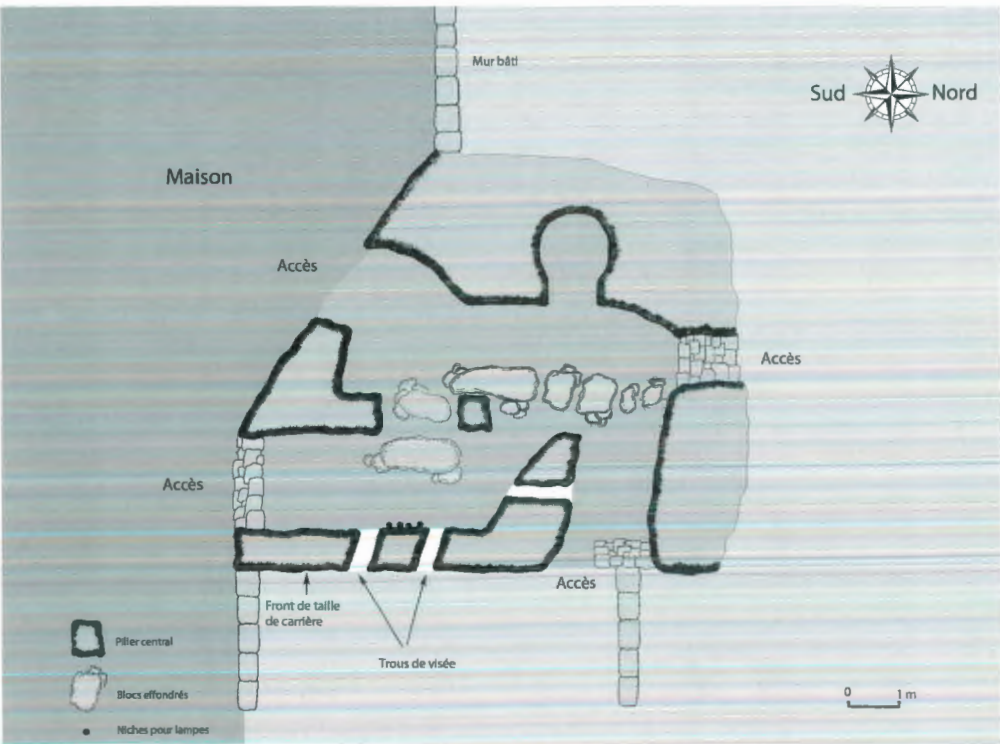
Cap d'Oustau

Ce site vallonné, situé à l'est de Saint-André de Cubzac, est occupé par quelques maisons ; les travaux de rénovation de l'une d'elles motiva cette intervention. Quelques éléments d'architecture intérieure indiquent une construction du XVIIe siècle : embrasure de porte à angles rabattus, montants de cheminée engagés dans la maçonnerie, etc.

Au nord, cette maison s'adosse à un souterrain défensif taillé dans un massif de calcaire coquillé, vestige d'une carrière d'extraction.

Sur le toit de ce massif, taillées à même le substrat, alignées est-ouest, trois sépultures légèrement trapézoïdales, sans couvertures, colmatées par les sédiments, ont fait l'objet d'un sauvetage urgent. L'extrémité occidentale d'une de ces tombes servait de seuil à un porche monumental édifié sur la terrasse calcaire. Une autre contenait une boucle avec son ardillon, indiquant une occupation d'époque mérovingienne. Ce sont ces éléments qui incitèrent les propriétaires à se rapprocher du SRA. Les restes de la troisième tombe subsistaient au sommet d'un mur séparatif taillé en réserve dans le calcaire.

Le souterrain (cf. fig), relativement complexe, est constitué de deux couloirs parallèles séparés par un pilier central dont les ouvertures au sud communiquent avec l'arrière de la maison en soubassement. Un diverticule orienté vers l'est comporte deux ouvertures partiellement murées, l'une d'elle étant convertie en soupirail. La hauteur sous plafond est faible (1,20 m) ; il n'est guère possible de stationner dans ces couloirs. Cependant des



Vérac, Cap d'Oustau.
Souterrain défensif.
Infographie : Marc Martinez.

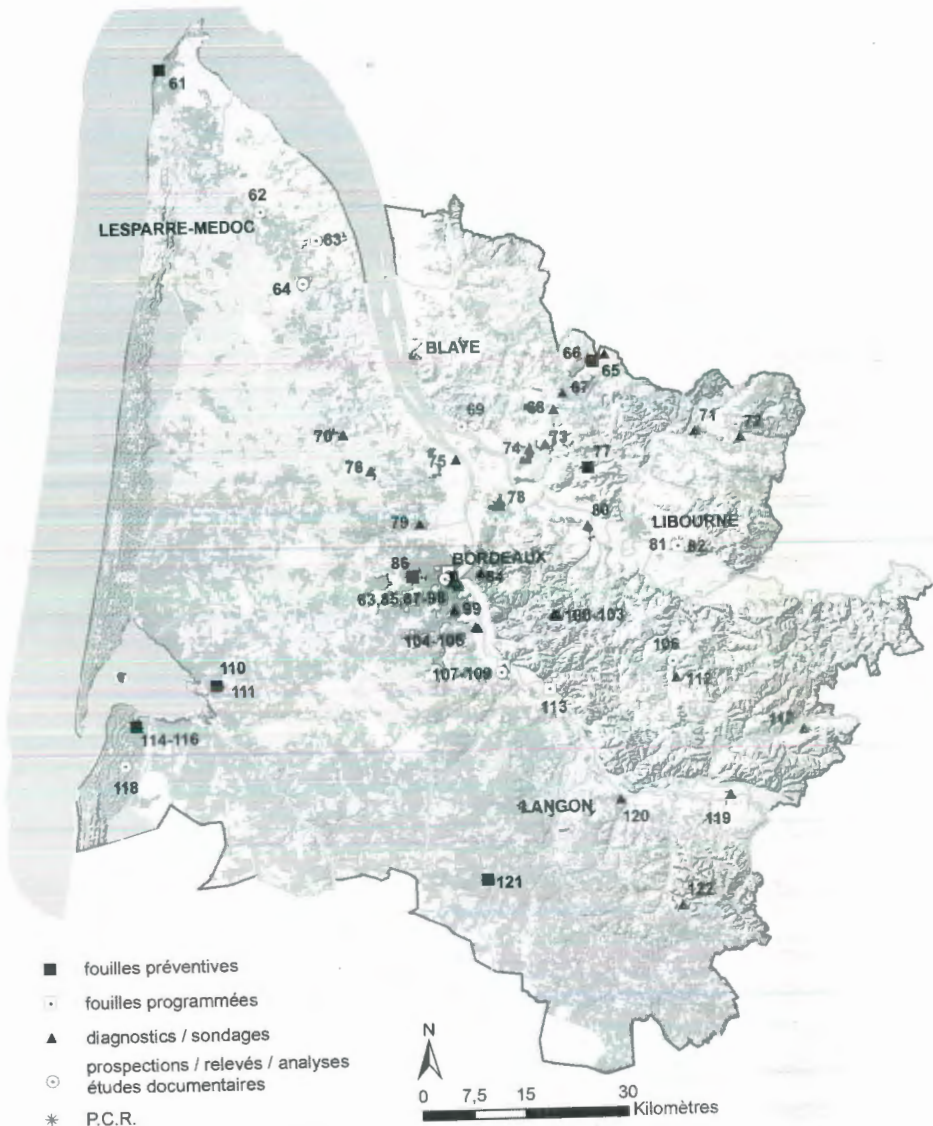
trous de visée ont été pratiqués sur le versant oriental et en enfilade du couloir nord-sud. Ces meurtrières étaient flanquées de supports de lampes taillés à même la paroi qui a conservé des traces de combustion.

Les constructions et l'utilisation du massif calcaire vers le XVII^e siècle ont eu pour conséquence la vidange de la majeure partie de cette petite nécropole mérovingienne.

Cambra Patrice

		N°
AMBARES-ET-LAGRAVE		
Lamarque - Chemin de la Vie	CAVALIN Florence, Inrap	78
ARSAC	Chapelle de Birac	DIDIERJEAN François 76
AUBIE-ET-ESPESAS		
11 rue du Bourg	MOREAU Nathalie, Inrap	73
AUDENGE	Maignan	ELIZAGOYEN Vanessa, Inrap 110
AUDENGE	Le Pré du Mic	DELAGE Damien, Hadès 111
AVENSAN	Pas du Soc II	MIGEON Wandel, Inrap 70
BEGLES	356 route de Toulouse	SANDOZ Gérard, Inrap 99
BIRAC	Eglise Saint-Laurent	SOUQUET-LEROY Isabelle, Inrap 122
BLAINAC	La Bastide	ETRICH Christine, Inrap 119
BLANQUEFORT	Place de l'Eglise	ELIZAGOYEN Vanessa, Inrap 79
BORDEAUX	Palais Gallien	HOUCARDE David 83
BORDEAUX	rue Lafaurie-Monbadon	MIGEON Wandel, Inrap 85
BORDEAUX	Place Puy-Paulin	ROUDIER Mathieu, Hadès 87-89
BORDEAUX	Auditorium, peintures murales	TESSARIOL Myriam 90
BORDEAUX	Place Sainte-Catherine	ROUDIER Mathieu, Hadès 91
BORDEAUX	Square André-Lhote	SIREIX Christophe, Inrap 92
BORDEAUX	Rue Canilhac	ELIZAGOYEN Vanessa, Inrap 94-95

		N°
BORDEAUX	Ilôt Carpenteyre	MARTIN Jean-Michel, Inrap 96
BORDEAUX	Ilôt Nérigeau-Sauvageau	MARTIN Jean-Michel, Inrap 97
BORDEAUX	Place André-Meunier	MIGEON Wandel, Inrap 98
BOURG-SUR-GIRONDE	La Glacière	TERMIGNON Sylvie 69
CENON	Côte de l'Empereur	SANDOZ Gérard, Inrap 84
COUTRAS	11 rue Saint-Jean	DUCOURNEAU Bertrand, Inrap 71
LE FIEU	La Vigne du Juge, Phase 2	SANDOZ Gérard, Inrap 72
FRONTENAC	Le Bourg	HUGUET Jean-Claude 106
FRONTENAC	Le Bignon	SANDOZ Gérard, Inrap 112
GAILLAN-EN-MEDOC		
Le Château du Mur	VERDIN Florence 62	
GRAYAN-ET-L'HOPITAL		
Anse du Gurp	LOURENCO Jean-Marie 64	
ISLE-SAINT-GEORGES		
Dorgès et le Pré de Napias	COLIN Anne 107	
ISLE-SAINT-GEORGES		
La Motte de l'Isle	CHARPENTIER Xavier, Sra 108	
ISLE-SAINT-GEORGES	Prospection	MAUDUIT Thierry 109
LANGOIRAN	Le Castéra	FARAVEL Sylvie 113
LANGON	33 cours Gambetta	MARTIN Jean-Michel, Inrap 120
MACAU	La Ferme, Le Bout de l'île	BEAGUE Nadine, Inrap 75
		N°



			N°
MERIGNAC			
ZAC Centre Ville	BEAGUE Nadine, Inrap	86	
MONSEGUR	Rue Cagne-Rousselle	BEAGUE Nadine, Inrap 117	
SADIRAC	Tioulet	DUCOURNEAU Bertrand, Inrap 100	
SADIRAC	Lorient	DUCOURNEAU Bertrand, Inrap 101	
SADIRAC	Tioulet	ELIZAGOYEN Vanessa, Inrap 102	
SADIRAC	Tioulet	CAVALIN Florence, Inrap 103	
SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC			
ZAC Parc d'Aquitaine	MOREAU Nathalie, Inrap	74	
SAINT-EMILION et sa juridiction	BOUTOULLE Frédéric	81	
SAINT-EMILION	Eglise de La Madeleine	SAUVAITRE Natacha, Hadès 82	
SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL			
Le théâtre gallo-romain	MICHEL Céline, Hadès 63		
SAINT-MEDARD-D'EYRAN			
Cauban Ouest	MAUDUIT Thierry	109	

			N°
SAINT-SYMPHORIEN	La Glacière	VIGNAUD Didier	121
SOULAC-SUR-MER			
Plage de La Glaneuse	BERNAT Patrick	61	
LA TESTE-DE-BUCH			
3 rue André Dignac	JACQUES Philippe	114	
LA TESTE-DE-BUCH			
3 rue du Chemin des Dames	GERBER Frédéric, Inrap	115	
LA TESTE-DE-BUCH			
19 rue Clément Ramond	JACQUES Philippe	116	
LA TESTE-DE-BUCH	Prospection	JACQUES Philippe	118
VAYRES	Chemin du Paradis	DUCOURNEAU Bertrand, Inrap	80
VERAC	Cap d'Oustau	CAMBRA Patrice, Sra	77
VILLENAVE-D'ORNON			
Geneste, Courréjean, "Village"	BALLARIN Catherine, Inrap	104	
VILLENAVE-D'ORNON	Geneste	MIGEON Wandel, Inrap	105

Bibliographie archéologique régionale 2012

Cette bibliographie a été réalisée à partir des documents (revues, monographies, actes de colloques) reçus au centre de documentation de la direction régionale des affaires culturelles d'Aquitaine (Drac) et des informations transmises par les auteurs des notices ci-dessus. Les documents qui étaient encore sous presse à la fin 2011 sont inclus dans le présent bilan concernant l'année 2012.

Ces références bibliographiques, ainsi que celles publiées dans les bilans scientifiques de la région Aquitaine, depuis 1991, sont en ligne sur *Malraux* (catalogue bibliographique du Ministère de la Culture) : <http://www.culture.gouv.fr/documentation/malraux/pres.htm>.

Le catalogue des périodiques est accessible sur : <http://www.sudoc.abes.fr/> depuis 1996.

TOUTES PERIODES

- Bilan scientifique de la région Aquitaine 2011. Bordeaux, Service régional de l'archéologie Aquitaine, 2011, 246 p.
- Le vitrail dans les églises des Landes. Dax, Amis des Eglises Anciennes des Landes (AEAL), 2012, 253 p.
- BARROUQUERE Hervé. Dubalen archéologue : du terrain au musée. *Bulletin de la Société de Borda*, 2012, n°507, p. 305-326.
- BIGOT Olivier, DOULAN Cécile et MOUSSET Hélène. « SIG Archéologique et Historique de Bordeaux : constitution d'un référentiel historique urbain mutualisé », *Archéologie médiévale*, 2012, n° 42, p. 221-222.
- BOST Jean-Pierre. L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'Âge du Fer à l'Antiquité tardive (Ile siècle a.C.-VIe siècle p.C.), *Aquitania, Supplément 21*, Bordeaux, 2012, 585 p.
- CHAPOULIE Rémy, MATHE Vivien. Sur les pas de Michel Martinaud, géophysicien. *Aquitania*, 2012, 0027, p. 205-213.
- CHEVILLOT Christian. La sépulture de « Aux Maynes » à Montagnier a-t-elle été pillée avant sa découverte en 1936 ? *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 183-186.
- CLEMENS Jacques. Contribution à l'histoire de l'autoroute : la prospection archéologique sur son tracé (fin 1977- fin 1978). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p. 28-47.
- CLEMENS Jacques. Renaissance d'une archéologie bénévole et citoyenne en 2012 ? *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p.84.
- COLIN Anne, BOUTOULLE Frédéric et al. L'archéologie girondine en 2009 (Extraits du Bilan Scientifique régional, DRAC Aquitaine, SRA). *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2012, tome CI, p. 213-256.
- DARDEY Gilbert. Les monnaies royales du musée de Borda à Dax (1ère partie) - Des origines à Louis XIII (1108-1643). *Bulletin de la Société de Borda*, 2013, n°508, p. 437-468.
- DUBOURG-NOVES Pierre. *Eglises de Gironde*. Paris, Nouvelles Editions Latines, 2012, 27 p.
- FARAVEL Sylvie. Histoire de ruines : entre disparition et conservation, le cas des châteaux de l'Entre-deux-Mers, In COCULA Anne-Marie, COMBET Michel (dir.). *Château en ruines : actes des rencontres d'archéologie et d'histoire en Périgord, Périgueux*, 23, 24,25 septembre 2011, Bordeaux, 2012, p. 47-57.
- GUILLIN André. Le site meulier de Saint-Crépin-de-Richemont (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 71-92.
- JEAN-COURRET Ezéchiél. Le quartier et la maison noble de Puy-Paulin à Bordeaux (XIIe-XVIIIe siècles), *Revue archéologique de Bordeaux*, t. CI, 2012, p. 11-44.
- JEAN-COURRET, Ezéchiél. Le Puy-Paulin à Bordeaux : porte hypothétique de l'enceinte antique et maison médiévale de Bordeaux/Puy-Paulin. *Aquitania*, 2012, 0027, p. 297-328.
- LAFOREST Caroline, CASTEX Dominique, CARTRON Isabelle et al. Microévolution d'une population historique sur les rives de l'estuaire de la Gironde. *Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, 2012, n°24, p.12-24.
- LAVAUD Sandrine. L'Atlas historique de Bordeaux, une nouvelle production de la collection de l'Atlas historique des villes de France, in LAVAUD Sandrine et SCHMIDT Burghart, dir., *Représenter la ville*, éditions Ausonius, Bordeaux, 2012, p. 207-226.
- LIMA Pedro ; CLOTES Jean (préf.). *Les métamorphoses de Lascaux : l'atelier des artistes, de la préhistoire à nos jours : [exposition internationale itinérante à partir de 2012]*. Montelimar, Synops, 2012, 155 p.
- RIBETON Olivier. Londres et Bayonne, évolution urbaine comparée du Moyen Âge au XVIIIe siècle. *Revue d'Histoire de Bayonne, du Pays-Basque et du Bas-Adour*, 2012, 167, p. 117-127.
- TASSAUX Francis, MATHE Vivien. Dossier : en souvenir de Michel Martinaud. *Aquitania*, 2012, 0027, p. 203-204.
- VENTENAT René, HESEAU Jean-Claude et al. Prospection-inventaire (Vallée de la Dronne) : XIV. Le triangle Lisle/Saint-Pardoux-la-Rivière/Thiviers (2006), vallée de l'Isle et autres sites de la Dordogne. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 149-182.

PREHISTOIRE

- ALDEIAS Véra, GOLDBERG Paul, SANDGATH Dennis et al. Evidence for Neandertal use of fire at Roc de Marsal (France). *Journal of Archaeological Science*, 2012, n°39(7), p. 2414-2423.
- ARNAUD Bernadette. À Cussac, on fouille avec les yeux [Cussac, la grotte high-tech.]. *Sciences et Avenir*, n°782, Avril 2012, p. 58-62.
- BECK Lucile, LAHLIL Sophia, LEBON Mathieu et al. Non-destructive provenance differentiation of prehistoric pigments by external PIXE, *Nuclear Instruments and Methods in Physics Research Section B: Beam Interactions with Materials and Atoms*, 273, 2012, p. 173-177.
- BECK Lucile, ROUSSELIÈRE Hélène, CASTAING Jacques et al. Analyse in situ des dessins préhistoriques de la grotte de Rouffignac par fluorescence X et diffraction X portable, *ArchéoSciences*, 2012, 36, 139-152.
- BERTRAN Pascal, LENOIR Michel, PRODEO Frédéric et al. Les Landes de Gascogne : désert périglaciaire et frontière culturelle au Paléolithique. In *Des climats et des hommes*. J.-F. Berger éd. La découverte, Paris, 2012, p.141-145, 5 fig.
- BOURDIÈRE Camille. Les sculptures paléolithiques de l'Abri Reverdit (Sergeac - Dordogne). *Aquitania Historique Grand-Sud-Ouest*, 2012, 104, p. 2-5.
- BOURRILLON Raphaëlle. La part des figures humaines sexuées dans l'art du paléolithique supérieur d'Aquitaine. *Aquitania Historique Grand-Sud-Ouest*, 2012, 113, p. 8-12.
- BRODARD Aurélie, GUIBERT Pierre, LÉVÊQUE François et al. Thermal characterization of ancient hearths from the cave of Les Fraux (Dordogne, France) by thermoluminescence and magnetic susceptibility measurements. *Quaternary Geochronology*, Elsevier, 2012, n°10, p. 353-358.
- BRUNAUX Hervé. Dordogne. Lascaux, une épopée d'Humanité. *Le Festin*, 2012, 83, p. 97-108.
- CHAPUT Anne. Lascaux sort de sa grotte. *Bordeaux* 7, 15 octobre 2012.
- CHASSAIN Hervé. Le Lascaux de l'avenir. *Sud Ouest éditions Dordogne*, 19 octobre 2012.
- CHASSAIN Hervé. Bulletin de santé de la grotte de Lascaux : une grande vigilance. *Sud Ouest éditions Dordogne*, 2 octobre 2012.
- CHEVILLOT Christian, DOVER Michael. Une nouvelle lame polie en jade trouvée à Aubas (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 5-10.
- CLAUD Emilie. Les bifaces : des outils polyfonctionnels ? Etude tracéologique intégrée de bifaces du Paléolithique moyen récent du Sud-Ouest de la France. *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2012, 0109-3, p. 413-439.
- CLOTES Jean, AZEMA Marc. et al. *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO. Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. Tarascon-sur-Ariège, Société Préhistorique Ariège-Pyrénées, 2012, 334 p.
- COLONGE David, HERNANDEZ Marion. et al. Premiers éléments de datation des industries du Pléistocène moyen (Acheuléen - Paléolithique moyen ancien) de la région pyrénéo-garonnaise : une approche géochronologique pluri-méthodes (TL, OSL et TT-OSL) des sites de Duclos et Romenteres. *Paléo*, 2012, 0023, p. 155-170.
- DACHARY Morgane, DEVIDAL Jean-Luc et al. Analyse texturale et géochimique d'un polissoir à rainures du gisement magdalénien de Duruthy (Sorde, Landes, France). *Paléo*, 2012, 0023, p. 315-322.
- DELLUC Brigitte, DELLUC Gilles. Dans notre iconothèque. De quand date Lascaux ? *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2012, CXXXIX-3, p. 375-400.
- DELLUC Brigitte, DELLUC Gilles. Dans notre iconothèque et les journaux. Lascaux et la presse des années 1940. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2012, p. 551-577.
- DELPECH Françoise, JAUBERT Jacques (coord.). *François Bordes et la préhistoire, 134ème Congrès national des sociétés historiques et scientifiques*, Bordeaux 2009. Paris, Ed. Du CHSCT, 2012, 328 p.
- DELPECH Françoise. Biostratigraphie des niveaux solutréens de Laugerie-Haute (Les Eyzies, Dordogne, France). Implications archéologiques. *Paléo*, 2012, 0023, p. 105-116.
- EIZENBERG Laura, BARSHAY-SZMIDT Carolyn et al. Radiocarbon (AMS) dating the Classic Aurignacian, Proto-Aurignacian and Vasconian Mousterian at Gatzarria Cave (Pyrenees-Atlantiques, France) = Datations radiocarbones (par SMA) de l'Aurignacien ancien, du Protoaurignacien et du Moustérien à hachereaux de la Grotte de Gatzarria, Pyrénées-Atlantiques. *Paléo*, 2012, 0023, p. 188-201.

- EVIN Florence. Lascaux, nec plus ultra du business de la grotte. *Le Monde*, 3 novembre 2012.
- FOURMENT Nathalie, BARRAUD Dany, KAZMIERCZAK Muriel et RIEU Alain. La grotte de Cussac (Le Buisson-de-Cadoux, Dordogne, France) : applications des principes de conservation préventive au cas d'une découverte récente. In CLOTES Jean, dir., *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO, Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. *Préhistoire, Art et sociétés*, 2012, T. LXV-LXVI 2010-11, p. 64-65 et CD-Rom EUR20 p. 343-354.
- GARATE MAIDAGAN Diego, BOURRILLON Raphaëlle. La grotte ornée d'Etzeberri (Camou-Cihigue, Pyrénées-Atlantiques) : un art audacieux In CLOTES Jean, dir., *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO, Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. *Préhistoire, Art et sociétés*, 2012, T. LXV-LXVI 2010-11, p. 50-51, CD p. 193-207.
- GARATE MAIDAGAN Diego, BOURRILLON Raphaëlle et RIOS-GARAZAR Joseba. La grotte ornée paléolithique d'Etzeberri (Camou-Cihigue, Pyrénées-Atlantiques) : datation du contexte archéologique de la « salle des Peintures », *Bulletin de la Société préhistorique française* 2012, tome 109, n°4, p. 637-650.
- GENTY Dominique, BOURGES François, DELMOTTE Marc et al. CO² radiocarbon measurements in South-France caves - Interest for the carbon origin and for cave air and hydrology dynamics, 21st Radiocarbon Conference, 9-13 July 2012, Paris.
- GOLDBERG Paul, DIBBLE Harold, BERNA Francesco et al. New Evidence on Neandertal Use of Fire: Examples from Roc de Marsal and Pech de l'Azé IV. *Quaternary International*, Elsevier, 2012, p. 325-340.
- GRUSSENMEYER Pierre, BURENS Albane, MOISAN Emmanuel et al. 3D Multi-scale Scanning of the Archaeological Cave « Les Fraux » in Dordogne (France). In IOANNIDES Marinos al. (Eds). Progress in cultural heritage preservation : 4th international conference EuroMed 2012 ; Lecture Notes in Computer Science n°7616, 2012, pp. 388-395.
- GUERINA Guillaume, DISCAMPS Emmanuel, LAHAYE Christelle et al. Multi-method (TL and OSL), multi-material (quartz and flint) dating of the Mousterian site of Roc de Marsal (Dordogne, France) : correlating Neandertal occupations with the climatic variability of MIS 5-3. *Journal of Archaeological Science*, 2012, n°39(10), p. 3071-3084.
- HENRY-GAMBIER Dominique. Les Gravettiens à l'ouest de l'Europe, actualité de la recherche. « Homo sapiens. À la recherche de nos origines ». *Les dossiers de l'archéologie*, n°351, 2012, p. 50-55.
- HIGHAM Thomas, GARDERE Philippe et al. Une nouvelle découverte d'art pariétal aurignacien in situ à l'abri Castanet (Dordogne, France) : contexte et datation. *Paléo*, 2012, 0023, p. 171-188.
- IGARASHI Jannu. Chronologie de la réalisation d'une frise de mammouths dans la grotte de Rouffignac (Dordogne, France) In CLOTES Jean, dir., *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO, Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. *Préhistoire, Art et sociétés*, 2012, T. LXV-LXVI 2010-11, p. 66-67, CD p. 355-376.
- JAUBERT Jacques, AUJOLAT Norbert, COURTAUD Patrice et al. Le projet collectif de recherche « Grotte de Cussac » (Dordogne, France) : étude d'une cavité ornée à vestiges humains du Gravettien In CLOTES Jean, dir., *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO, Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. *Préhistoire, Art et sociétés*, 2012, T. LXV-LXVI 2010-11, p. 62-63 (extrait d'article) : ill., bibliogr., CD p. 325-342 (texte intégral).
- LABARGE Aude. Synthèse des nouvelles découvertes d'art pariétal et mobilier des grottes d'Isturitz et d'Oxocelhaya (Pyrénées-Atlantiques) : 1996/2009. In CLOTES Jean (dir.) *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO, Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. *Préhistoire, Art et sociétés*, 2012, T. LXV-LXVI 2010-11, p. 48-49 et CD-Rom EUR20.

- LACAZE Stéphanie. Pair-non-Pair petite grotte parmi les grandes. *Sud Ouest Le Mag*, 2012, 0002, p. 36-37.
- LATREILLE Marie-laure, PAITIER Hervé et al. La grotte du Sorcier à Saint-Cirq-du-Bugue (Dordogne, France) : nouvelles lectures. Bilan des campagnes 2012 et 2011. *Paléo*, 2012, 0023, p. 223-248.
- LENOIR Michel. Des outils et un homme : quelques aspects de l'œuvre de François Bordes. In *François Bordes et la Préhistoire*. Ed. C.T.H.S, Paris, 2012, p. 97-101, 2 fig.
- LENOIR Michel. L'occupation préhistorique de la vallée de l'Engranne en Entre-deux-Mers. In *La vallée de l'Engranne d'hier et d'aujourd'hui*. L'A.S.P.E.C.T., 2012, p. 58-66, ill.
- LENOIR Michel. Recherches préhistoriques et préhistoriens dans le canton de Branne. *Mémoire des Pays de Branne en Entre-deux-Mers*. Association Historique des Pays de Branne, 2012, p. 13-27, 7 ill.
- LENOIR Michel, DISCAMPS Emmanuel et al. Ours, hommes, hyènes : qui a occupé la grotte de Bourdette (Sainte-Colombe-en-Bruilhois, Lot-et-Garonne, France) ? *Paléo*, 2012, 0023, p. 117-136.
- LENOIR Michel, WELTE Anne-catherine. Le Roc-de-Marcamps (Prignac-et-Marcamps, Gironde, France) : Nouvelles observations sur quelques pièces inédites ou mal connues conservées au Musée d'Aquitaine de Bordeaux. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2012, 0019-2, p. 109-125.
- LENOIR Michel, DELVIGNE Vincent et al. Nouvelles données sur le Magdalénien de l'Entre-deux-Mers : la faune de l'Abri Vidon (Juillac, Gironde). *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2012, 0019-1, p. 127-136.
- LIMA Pedro. Conservation. Lascaux : retour à l'équilibre. *International Newsletter on Rock Art*, 2012, 0062, p. 1-7.
- LUCAS Claire. Les décors géométriques du Magdalénien supérieur de la grotte d'Isturitz (Pyrénées-Atlantiques) : une place à part dans l'équipement. In CLOTES Jean, dir., *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO, Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. *Préhistoire, Art et sociétés*, 2012, T. LXV-LXVI 2010-11, p. 260-261, CD p. 1501-1521.
- LUCET Christophe. Altamira - Lascaux. Un duel en sous-sol. *Sud Ouest Le Mag*, 2012, 0032, p. 4-11.
- MAN-ESTIER Elena. L'ours et l'homme. L'apport de l'étude de l'art préhistorique. *Archeologia*, 2012, 507, p. 52-63.
- MAUREILLE Bruno, JAUBERT Jacques. *Néandertal*. Bordeaux, Confluences, 2012, 93 p.
- MARTICORENA Pablo. *Lames polies et sociétés néolithiques en Pyrénées nord occidentales, synthèse régionale à la lumière d'un outil emblématique*, thèse de doctorat, Université Paris1 Panthéon Sorbonne, 2012, 2 tomes.
- MARTICORENA Pablo. Lames polies et populations agro-pastorales des Pyrénées nord-occidentales : état d'une recherche doctorale en cours, In PERRIN T. et al. (dirs.), *Actes des 9^e Rencontre Méridionale de Préhistoire Récente, Dynamisme et rythmes évolutifs des sociétés de la Préhistoire récente*, Archives d'Écologie Préhistorique, Toulouse, p. 333-339.
- MICHEL Marjorie. Et soudain, les mammoths apparurent. Le 26 juin 1956, Charles Plassard découvrait la grotte ornée de Rouffignac, en Dordogne. *Sud Ouest Le Mag*, 2012, 0011, p. 38.
- MAUREILLE Bruno, TILLIER Anne-Marie, SANTOS Frédéric et al. Des nouveaux vestiges néanderthaliens à Las Pélénos (Monsempron-Libos, Lot-et-Garonne, France) = New neanderthal remains from Las Pélénos (Monsempron-Libos, Lot-et-Garonne, France). *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, 2012, 24 (1-2), p. 69-95.
- MICHELIER Patrick. L'Etat investit finalement 4 millions pour Lascaux 4. *La Dordogne Libre*, 2012.

- MILLET Dominique et Françoise, MERLET Jean-Claude. Occupations du Paléolithique inférieur final et du Paléolithique moyen en Tursan (Landes), *Archéologie des Pyrénées-Occidentales et des Landes*, 2012, t. 29-2010-2011, p. 35-52.
- MIQUEOU Mathilde. Les armatures en double biseau : indices d'interactions transpyrénéennes dans le processus de néolithisation de l'Aquitaine. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29, p. 53-65.
- MOUFFOK Jérémie. Le projet Lascaux 4 se fera à la sauce norvégienne. *La Dordogne Libre*, 19 octobre 2012.
- PETROGNANI Stéphane, SAUVET Georges. La parenté formelle des grottes de Lascaux et de Gabillou est-elle formellement établie ? *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2012, 0109-3, p. 441-455.
- PEYROUX Magali. *Les dépôts d'objets pariétaux des grottes ornées au Paléolithique supérieur : gestes, comportements symboliques, cultures*. Thèse de Doctorat soutenue à l'Université Bordeaux 1, Spécialité Préhistoire, 559 p., CD-Rom.
- PIGEAUD Romain, BERROUET Florian, BOUGARD Estelle et al. La grotte du Sorcier à Saint-Cirq-du-Bugue (Dordogne, France) : nouvelles lectures. Bilan des campagnes 2010 et 2011, *Paléo*, 2012, n°23, p. 223-248.
- ROBERT Eric, VIGEARS Daniel et al. L'apport de la 3D dans l'art préhistorique : analyse et restitution des images et de leurs supports, exemples croisés des sites de Blanchard (la Garenne) et la Marche, dans DJINDJIAN François, GILIGNY François, COSTA Laurent et al., *Actes des 2èmes Journées d'Informatique et Archéologie de Paris, JIAP 2010 (Paris, 11-12 juin 2010)*. Archeologia e Calcolatori, Supplemento 3, 2012, p. 339-354.
- RIOS Garaizar, BOURGUIGNON Laurence et al. Une série lithique à composante laminaire dans le Paléolithique moyen du Sud-Ouest de la France : le site de Cantalouette 4 (Creyse, Dordogne, France). *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2012, 0109-1, p. 5-33.
- SAUVEY Pierre. Lascaux IV verra bien le jour. *La Dépêche du Midi*, 2012.
- SIMEON Anne-Marie. Lascaux à la conquête du monde, *Sud Ouest éditions Gironde*, 2012.
- SIMEON Anne-Marie. Grotte de Lascaux : le mauvais remède. *Sud Ouest éditions Dordogne*, 2012.
- SIMONET Aurélien. *Brassempouy (Landes, France) ou la matrice gravettienne de l'Europe*. [s.l.], [s.n.], 2012, 141 p.
- SIMONET Aurélien. Des apprentis gravettiens ont-ils confectionné des armatures lithiques à Tercis (Landes, France) ? *Paléo*, 2012, 0023, p. 249-276.
- TALAMO Sagra, GOLDBERG Paul, NIVEN Laura et al. AMS 14C Dates for the Late Middle Paleolithic at Pech de l'Azé IV, France. *Journal of Archaeological Science*, 2012, n° 39(11), p. 3436-3442.
- TAYLOR Alexis. Armatures et pièces à dos du Magdalénien supérieur de La Madeleine (Tursac, Dordogne), nouvelles données de la technologie lithique. *Paléo*, 2012, 0023, p. 277-312.
- VAN GELDER Leslie. Ten years in Rouffignac Cave : a collective report on findings from a decade of finger flutings research In CLOTES Jean, dir., *L'art pléistocène dans le monde*. Actes du Congrès IFRAO, Tarascon-sur-Ariège, septembre 2010. *Préhistoire, Art et sociétés*, 2012, T. LXV-LXVI 2010-11, p. 68-69, CD p. 377-388.
- VERGNOLLE Adrien. Lascaux 4 : le projet dévoilé. *Sud Ouest éditions Dordogne*, 24 novembre 2012.
- VIGNEAUD Jean-paul. *Lascaux comme on ne l'a jamais vue*. Sud Ouest, 5 octobre 2012.

PROTOHISTOIRE

- BESCHI Alain, DAUTANT Alain et al. La sépulture du premier âge du Fer de Cablanc (Barbaste, Lot-et-Garonne). *Aquitania*, 2012, 0027, p. 7-17.
- BILBAO-BARROQUERE Marie. Le tumulus A de la nécropole de Joue (Belin-Beliet, Gironde). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29 - 2010-2011, p. 71-83.
- BLANC Claude. Les pétroglyphes de la montagne d'Arre (Laruns, Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29, p. 7-16.
- BLANC Claude. Un vase peu connu de l'âge du Bronze ancien : les productions céramiques régionales de la même période. *Revue de Pau et du Béarn*, 2012, 0039, p. 15-25.
- BRODARD Aurélie, GUIBERT Pierre, BURENS Albane et al. Caractérisation thermique de foyers de l'Âge du bronze de la grotte des Fraux (St-Martin-de-Fressengeas, Dordogne, France). In PERRIN Thomas, SENEPART Ingrid, CAULIEZ Jessie et al. (dir.), *Dynamismes et rythmes évolutifs des sociétés de la préhistoire récente, Actes des 9èmes Rencontres Méridionales de Préhistoire Récente, Archives d'Ecologie Préhistorique, Saint-Georges de Didonne, 8 et 9 octobre 2010*. Toulouse, 2012, p. 475-482.
- CHEVILLOT Christian. Une hache en bronze à talon du type Centre-Ouest trouvée à Journiac (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 11-16.
- DALGALARRONDO Pierre-paul. Les Gaztelu, ou camps protohistoriques en Pays Basque. *Aquitania Historique Grand-Sud-Ouest*, 2012, 104, p. 15.
- LAGARDE Céline. *Production métallique en Aquitaine à l'âge du Bronze moyen*. Techniques, usages et circulation. Pessac, Ausonius, 2012, 420 p.
- LE DREFF Thomas. Fours et ateliers de potiers au second âge du Fer dans l'isthme gaulois. *Aquitania*, 2012, 0027, p. 19-59.
- MAITAY Christophe ; collab. BEHAGUE Bertrand et POIRIER Philippe. La nécropole de Loustalet à Pouydesseaux (Landes). Un exemple des pratiques funéraires du Premier âge du Fer en Aquitaine. *Archéologie des Pyrénées occidentales et des Landes*, n° 29, 2012, p. 85-92.
- MELMOTH Françoise. L'abbé Breuil (1877-1961). Quatre cents siècles d'art pariétal. *L'Archéologue-Archéologie Nouvelle*, 2012, 0118, p. 70-72.
- MERLET Jean-Claude. Les dépôts de haches en bronze de la région de Capbreton : une redécouverte récente. *Bulletin de la Société de Borda*, 2013, n°508, p. 389-402.
- MERLET Jean-claude, GELLIBERT Bernard. Le locus 2 de Perillet à Canenx-et-Reaут, Landes : un habitat du Bronze moyen. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29, p. 67-70.
- MILCENT Pierre-Yves. *Le temps des élites en Gaule Atlantique. Chronologie des mobiliers et rythmes de constitution des dépôts métalliques dans le contexte européen (XIIIe-VIe s. av. J.-C.)*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 253 p.
- MISTROT Vincent, SIREIX Christophe. *Au temps des Gaulois. L'Aquitaine avant César*. Bordeaux - Paris, Musée d'Aquitaine - Editions Errance, 2012, 143 p.
- PIODA Stéphanie. L'Aquitaine des gaulois. Le Grand Sud-Ouest avant César. *Archéologia*, 2012, 0503, p. 28-37.
- VERDIN Florence, COLIN Anne et BEZAULT Soazig. L'approvisionnement en eau des habitats de l'âge du Fer, entre Loire, Pyrénées et Massif Central In BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive (Iles. a.C.-VIe s. p.C.)*, Actes du 5e colloque Aquitania (Dax, 25 et 26 septembre 2009), Bordeaux, Aquitania, suppl. 21, 2012, p. 393-415.

- LONTCHO Frédéric, SIREIX Christophe. Bourgs et villages de la Gaule. Les agglomérations artisanales des Gaulois. *L'Archéologue-Archéologie Nouvelle*, 2012, 123, p. 51-54.
- VERDIN Florence, COLIN Anne. Les Gaulois de l'Aquitaine, *ArchéoThéma*, 21, 2012, p. 6-9.

ANTIQUITE

- ANCEL Bruno, PARENT Gilles, BEYRIE Argitxu et al. Stratégie d'exploitation et galeries d'exhaure dans la mine de cuivre antique de Banca (Pyrénées-Atlantiques) In BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive (Iles. a.C.-VIe s. p.C.)*, Actes du 5e colloque Aquitania (Dax, 25 et 26 septembre 2009), Bordeaux, Aquitania, suppl. 21, 2012, p. 169-194.
- AUPERT Pierre, BOUET Alain. L'eau en Aquitaine et dans le Nord de l'Espagne : alimentation, mises en service et en scène, évacuation Dans BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive (Iles. a.C.-VIe s. p.C.)*, Actes du 5e colloque Aquitania (Dax, 25 et 26 septembre 2009), Bordeaux, Aquitania, suppl. 21, 2012, p. 369-392.
- BARRAUD Dany, MARTINAUD Michel et al. L'agglomération antique de Brion à Saint-Germain-d'Esteuil (Gironde). Organisation de l'espace, structures et formes de l'urbanisme. *Aquitania*, 2012, 0027, p. 215-242.
- BARRAUD Dany, MARTINAUD Michel et al. Prospections géophysiques multi-méthodes du site gallo-romain de Brion (Gironde, France) : une agglomération secondaire en zone humide. *Revue d'Archéométrie*, 2012, 0036, p. 173-189.
- BOST Jean-Pierre et MAURIN Louis. Les monnaies In MAURIN Louis, dir., *Un quartier de Bordeaux du Ier au VIIIe siècle. Les fouilles de la place Camille-Jullian, 1989-1990, DAGSO 3*, Bordeaux, p. 395-410.
- BOST Jean-Pierre et FABRE Georges. Les apports des graffiti sur enduits peints : quelques exemples provenant de Vesunna/Périgueux, in FUCHS Michel et MONIER Florence, dir., *Les enduits peints en Gaule romaine : approches croisées*, Actes du 23e séminaire de l'association française pour la peinture murale antique, Paris, ENS (13-14 novembre 2009), *Revue archéologique de l'Est*, supp. n° 31, Dijon, p. 89-96.
- BOUET Alain. En guise d'introduction : réflexions sur quelques monuments de Dax antique. Dans BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive (Iles. a.C.-VIe s. p.C.)*, Actes du 5e colloque Aquitania (Dax, 25 et 26 septembre 2009), Bordeaux, Aquitania, 2012, suppl. 21, p. 11-21.
- BOUET Alain. Les fontaines en Aquitaine In BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive (Iles. a.C.-VIe s. p.C.)*, Actes du 5e colloque Aquitania (Dax, 25 et 26 septembre 2009), Bordeaux, Aquitania, 2012, suppl. 21, p. 569-585.
- BROQUA Alain. Sauvetages d'objets en os gallo-romains à Roquefort et à Moncrabeau. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p. 11.
- BROQUA Alain. La stèle de Sos. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p. 7-10.
- CABES Sébastien. Le rôle de l'eau dans les implantations des villae aquitano-romaines In BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive (Iles. a.C.-VIe s. p.C.)*, Actes du 5e colloque Aquitania (Dax, 25 et 26 septembre 2009), Bordeaux, Aquitania, suppl. 21, 2012, p. 393-415.

- p.C.), *Actes du 5e colloque Aquitania* (Dax, 25 et 26 septembre 2009). Bordeaux, Aquitania, 2012, suppl. 21, p. 277-288.
- CHARPENTIER Xavier. L'aqueduc gallo-romain de Bordeaux : nouvelles recherches et nouvelles connaissances. Dans BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive* (Iles. a.C.-VIe s. p.C.), *Actes du 5e colloque Aquitania* (Dax, 25 et 26 septembre 2009). Bordeaux, Aquitania, 2012, suppl. 21, p. 457-475.
- CHEVILLOT Christian. Une statuette de Mercure sur le site de « Aux Maynes » à Montagner (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 17-26.
- DARFAY Catherine. Bordeaux Fondaudège : le Palais Gallien a parlé. *Sud Ouest éditions Gironde*, 20 juillet 2012.
- DUBEDAT Paul. *La villa gallo-romaine du Gleyzia d'Augreilh et Saint-Pé-de-Mazères*. Cressé, Éditions des Régionalismes, 2012, 172 p.
- FONMARTIN Francis, TURMEL Bernard. Monnaies gallo-romaines découvertes anciennement dans la région de Montpon (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 139-56.
- FRIZZERA Jean, CHAMP Alain et al. La grotte de Bernadet à Lavardac (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p. 20-27.
- HECHT Richard. Ils veulent sauver l'oppidum gaulois de l'Ermitage. *La Dépêche du Midi - Lot-et-Garonne*, 17 novembre 2012.
- MAURIN Louis. *Un quartier de Bordeaux du Ier au VIIIe siècle*, DAGSO, 3, Bordeaux, 2012, 436 p.
- MONGIBEAUX Stéphanie. Redécouverte de deux portraits Petrucores. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 2012, 0027, p. 27-38.
- PARENT Gilles. Regard sur l'activité minière antique de la région de la vallée de Baïgorry (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29, p. 17-25.
- RECHIN François ; CALLEGARIN Laurent, DARLES Christian et al. (col.). Habiter et aménager l'espace au bord de l'eau dans le piémont occidental des Pyrénées durant l'Antiquité : quelques points de repères In BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive* (Iles. a.C.-VIe s. p.C.), *Actes du 5e colloque Aquitania* (Dax, 25 et 26 septembre 2009). Bordeaux, Aquitania, 2012, suppl. 21, p. 217-254.
- RECHIN François, ROUDIER Matthieu, PICHONNEAU Jean-François (col.). Les thermes publics de Lescar-Beneharnum et d'Oloron-Iluro (Pyrénées-Atlantiques) : Découvertes récentes Dans BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive* (Iles. a.C.-VIe s. p.C.), *Actes du 5e colloque Aquitania* (Dax, 25 et 26 septembre 2009). Bordeaux, 2012, Aquitania, suppl. 21, p. 493-517.
- SAINT-BEAT Hubert. L'Empreinte romaine en Aquitaine : les villes. *Aquitaine Historique Grand-Sud-Ouest*, 2012, 115, p. 2-8.
- SILLIERES Pierre. L'eau dans les campagnes de l'Aquitaine et du nord de l'Hispanie à l'époque romaine : quelques observations préliminaires Dans BOST Jean-Pierre, et al. dir., *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive* (Iles. a.C.-VIe s. p.C.), *Actes du 5e colloque Aquitania* (Dax, 25 et 26 septembre 2009). Bordeaux, Aquitania, suppl. 21, 2012, p. 197-200.

- SIREIX Christophe. Contribution des prospections géophysiques à la découverte du principal centre potier antique des Bituriges Vivisques : Vayres-Varatedo (Gironde). *Aquitania*, 2012, 027, p. 243-252.
- TASSAUX Francis. Ports et navigation en Aquitaine romaine - note bibliographique, *Histria Antiqua*, 21, 2012, p. 73-83.

MOYEN ÂGE

- BALLARIN Catherine. Le premier rempart disparu de Saint-Macaire (Gironde) Approche archéologique. *Aquitaine Historique*, 2012, 102, p.14.
- BELBEOC'H Gwénolé. Un fond d'habitat médiéval à Louchats (sud Gironde). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29, p. 99-104.
- BERDOY Anne. Récits légendaires au miroir de l'histoire : disparition et essor de peuplements médiévaux en Aspe, Lare et Etsaut. *Revue de Pau et du Béarn*, 39, 2012, p. 27-46.
- BONNENFANT Jérémy. *L'exploitation et la transformation du fer avant l'introduction du procédé indirect dans l'ancienne châtellenie d'Auberoche*, Mémoire de master, Université de Bordeaux 3, 2012.
- CARTRON Isabelle. Chronique de l'archéologie médiévale du Haut Moyen Age en Aquitaine entre Loire et Pyrénées (2003-2011). *Aquitania*, 2012, 0027, p. 353-360.
- CHANAUD Robert, FLANDIN-BLETY Pierre, et al. Espace et territoire au Moyen Age. *Hommages à Bernadette Barrière*. Bordeaux, Ausonius Editions - Fédération Aquitania, 2012, 433 p.
- CHEVALIER Sandrine, DUBEDAT Paul. Le décor peint des Jacobins de Saint-Sever. *Bulletin de la Société de Borda*, 2012, n°507, p. 255-266.
- CLEMENS Jacques. Eglise de Goutz (Commune de Cocumont, canton de Meilhan-sur-Garonne) Sondages de sauvetage archéologique par des bénévoles (1977-1978). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p. 28-47.
- COMBET Michel, COCULA Anne-Marie. *Château en ruines : actes des rencontres d'archéologie et d'histoire en Périgord, les 23, 24 et 25 septembre 2011*. Bordeaux, Ausonius, 2012, 272 p.
- COQUILLAS Didier. La crypte de la Libarde Bourg (Gironde). *Aquitaine Historique Grand-Sud-Ouest*, 2012, 103, p. 2-5.
- COULEAUD Jean, DELLUC Marc et al. *Chuzeaux et souterrains-refuges*. Saint-Capraise-de-Lalinde, Ed. Les Pesqueyroux, 2012, 282 p.
- DUVIVIER Benoit ; NORMAND Christian (col.). Ancienne église Saint-Pierre d'Uhart-Mixe (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29, p. 27-31.
- FARAVEL Sylvie. L'apport des prospections géophysiques de Michel Martinaud à l'archéologie castrale en Aquitaine. *Aquitania*, 27, 2011, p. 253-264.
- GENSBEITEL Christian. Réflexions sur la mixité des appareils dans l'architecture religieuse en Aquitaine romaine In GALLET Yves (éd.), *Ex quadris lapidibus. La pierre et sa mise en œuvre dans l'art médiéval. Mélanges d'histoire de l'art offerts à Eliane Vergnolle*. Brepols, Turnhout, 2012, p. 53-66.
- GERBER Frédéric. Bateaux de Garonne et navires d'Atlantique. Les éléments de construction navale en réemploi dans le port médiéval de Tropeyté à Bordeaux. *Archaeonautica*, 2012, 17, p.169-200.
- GROETEMBRIL Sabine, ALLONSIUS Clotilde et al. Peintures de Périgueux. édifice de la rue des Bouquets ou la domus de Vesone. *Aquitania*, 2012, 0028, p. 49-98.
- JEAN-COURRET Ezechiel. SIG, morphologie et archives foncières médiévales : dynamiques spatiales d'un quartier de Bordeaux aux XVe et XVe siècles. *Post-Classical Archaeologies*, t. 2, 2012, p. 33-71.

- JEAN-COURRET Ezechiel. Le quartier et la maison noble de Puy-Paulin à Bordeaux (XIIe - XVIIIe siècles). *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2012, tome CI, p. 11-44.
- LAVAUD Sandrine. Saint-André, quartier cathédral de Bordeaux au Moyen Âge, in LAINE Françoise, dir., *Fasti ecclesiae gallicanae*, n° 13, Diocèse de Bordeaux, Brepols, 2012, p. 33-68.
- LAVAUD Sandrine. Le courtier dans l'Aquitaine médiévale : un officier de la commune In *Vendre le vin de l'Antiquité à nos jours. Actes du colloque du CERVIN*, éd. Féret, Bordeaux, 2012, p. 237-254.
- MARIN Agnès, GARRIGOU GRANDCHAMP Pierre (contr.). *Maison dite « des Dames de la foi »* (Périgueux, 24). Pessac, Ausonius, 2011, 141 p.
- MAUDUIT Thierry. Les enceintes castrales. *Aquitaine Historique Grand-Sud-Ouest*, 2012, 102, p. 15.
- MAUDUIT Thierry. La maison forte de Saint-Genès de Meyre à Avensan. *Les Cahiers Medulliens*, 2012, 0058, p. 13-20.
- MAUDUIT Thierry. La fouille du prieuré de Camparian (Canejan - Gironde). *Aquitaine Historique Grand-Sud-Ouest*, 2012, 107, p. 13-15.
- MICHEL Anne. Autour de l'identification des mausolées : le cas de Saint-Seurin de Bordeaux, *Actes du Colloque Mausolées et églises, IVe-VIIIe siècles* (ANR CARE-UMR ArteHis) tenu à Clermont-Ferrand les Maison des Sciences de l'Homme du 3 au 5 novembre 2011, dans *Hortus Artium Medievalium*, 18/2, Zagreb 2012, p. 279-288.
- MOLLO Henri, FOREL Eugène. *Notice sur la Bataille de Castillon (17 Juillet 1453)*. Bordeaux, Imprimerie Nouvelle A. Bellier et Cie, 2012, 16 p.
- PARROT Anita, PARROT Yannick. et al. Petit patrimoine rural. Les sarcophages de Saint-Pardoux-de-Mareuil (Mareuil-sur-Belle). *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2012, CXXXIX-1, p. 127-130.
- REVEILLAS Hélène, GLEIZE Yves, KACKI Sacha et al. Réflexions sur la nature et l'architecture des fonds de coffrage. L'exemple d'une tombe médiévale du cimetière de Jau-Dignac et Loirac (Gironde), dans CARRE Florence. HENRION Fabrice (éds.), *Le bois dans l'architecture et l'aménagement de la tombe : quelles approches ? Actes de la table ronde d'Auxerre, octobre 2009*. Saint-Germain-en-Laye, 2012, p. 303-308.
- SIMON Pierre. Les possessions de l'abbaye de St-Maurin aux XIIIe et XVe siècles. *Revue de l'Agenais*, 2012, 0004, p. 615-628.
- VERDON Jean-pierre. *Les graffiti de l'église de Lolme (Dordogne). Un document glyptographique inattendu*. *Aquitaine Historique Grand-Sud-Ouest. Aquitaine Historique*. 2012, 107, p. 2-7.
- VIGNAUD, Didier. Un habitat du haut Moyen Age à Carro (Pouydesseaux, Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2012, 29, p. 93-97.

EPOQUE MODERNE ET CONTEMPORAINE

- BOUDEY, Jean-marie. *Urbanisme durable : Villes & Territoires ruraux en Aquitaine*. Aquitaine, [s.n.], 2012, 45 p.
- BURAU Patrice, LHOMME Jean-Paul. Le centre de conservation et d'étude de Campagne (Dordogne). *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 2012, 130, p. 34-37.
- CLEMENS Jacques. Les origines de l'archéologie bénévole en pays d'Albret. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p. 1-2.
- CLEMENS Jacques. Une archéologue de terrain, bénévole et formatrice : Christiane Broqua (1943-2011). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2012, 0034, p. 3-5.
- GOURDON-PLATEL Nicole, COSTES Alain et al. *Toupies et toupins. Potiers et poteries XVe-XXe siècle*. Castandet. Un centre potier landais. Rieumes, GRECAM/ Groupe de Recherche en Ethnographie, Céramologie et Archéologie en Midi Toulousain, 2012, 333 p.
- KERLORC'H, Gilles. *La batellerie de l'Adour en images du XVIIe siècle à nos jours*. Bayonne, Editions Caim, 2012, 141 p.
- JOINEAU Vincent. Les moulins à nef des basses vallées de la Garonne et de la Dordogne : des moulins « à la marge » (XVIe siècle - début XIXe). *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2012, tome CI, p. 59-69.
- LARRIERE Bernard. *Entre art et science : Léo Drouyn cet illustre inconnu. La vie et l'œuvre d'un artiste archéologue girondin 1816-1896. Portrait en cent et un tableaux*. Saint-Quentin de Baron, éditions de l'entre-deux-mers, 2012, 208 p.
- MARCIGNY Cyril, BETARD Daphné. *La France racontée par les archéologues. Fouilles et découvertes au XXIe siècle*. Paris, Gallimard/ INRAP, 2012, 221 p.
- MOUSSET Hélène. Les résultats des prospections géophysiques au château de La Force (Dordogne) In COCULA Anne-Marie, COMBET Michel, *Château en ruines : actes des rencontres d'archéologie et d'histoire en Périgord, les 23, 24 et 25 septembre 2011*. Bordeaux, Ausonius, 2012, p. 73-86.
- RAYMOND Anastase, LEULIER Renée. *Le phare de Cordouan : «Huitième merveille» baroque et moderne*. Paris, Editions de la Martinière, 2012, 159 p.
- RICARRERE Pascal. Dordogne. Belvès. Découvertes de décors peints de la fin du XVe siècle, 43-45, rue Jacques Manchotte. *Bulletin Monumental*, 2012, 0170-1, p. 47-51.



Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2013

Conseil d'administration

Le 7 février, Madame Marie-France Lacoue-Labarthe a été élue Présidente de la Société. Elle prenait la succession de M. Philippe Araguas dont le mandat venait à expiration.

Ont été élus membres du bureau : J.-M. Debruge, 1^{er} Vice-Président ; Ph. Araguas, 2^{ème} Vice-Président ; M.-H. Maffre, Trésorier ; N. Palard, Secrétaire générale ; S. Ometz, 1^{er} Secrétaire ; X. Roborel de Climens, 2^{ème} Secrétaire ; H. Avisseau, Archiviste ; J.-G. Puyraveau, Bibliothécaire.

Le conseil d'administration est en outre composé de : Mmes S. Faravel, M. Stahl, faisant fonction de conservateur des collections, A. Ziégélé, MM. P. Bardou, J.-L. Piat, P. Regaldo-Saint-Blancard.

La Société a participé aux réunions de l'Union Scientifique d'Aquitaine où elle était représentée par le Dr Debruge.

Assemblées mensuelles

Les réunions ont lieu le samedi à 17 h (10 h, en mai et juin).
12 janvier : Claude Mandraut, *Les arts décoratifs à Bordeaux au début du XXe siècle* (cf. *supra*, p. 119-142) ;
13 avril : Pierre Regaldo, *Une ville autour d'un port* ;
12 octobre : Franck Delorme, *Jacques d'Welles et l'architecture à Bordeaux dans les années 1930* ;
9 novembre : Philippe Maffre, présentation de l'ouvrage sur les Laclotte ;
7 décembre : Nicole Palard, *Vie et Destin de la Fontaine Tourny* (cf. *supra*, p. 105-118).

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu

Les réunions ont lieu le dimanche matin à 9h30
En sa séance du 15 décembre, le bureau a été renouvelé comme suit : président, Benoît Odaert ; secrétaire général, Jean-Paul Casse ; secrétaire adjoint, Michel Wiedemann.

20 janvier : Dominique Ursy, *Un écu d'or au type spécial émis à Bordeaux sous Charles VIII* (cf. *supra*, p. 143-150) ;
17 février : Jean-Marie Debruge, *A propos du trésor de Barcus* ;
17 mars : Jean-Paul Casse, *Une approche monétaire des comptes de la ville de Cadillac publiés pour les années 1457-1468* (cf. *supra*, p. 43-53) ;
21 avril : Sylvain Marchand, *Les monnaies de la révolte ionienne (499-493) : la série d'Abydos est complète* ;
16 juin : Dominique Ursy, *Les solidilégiers byzantins (538-685)* ;
20 octobre : Benoît Odaert, *Les portraits dans les monnaies de Syracuse* (Première partie : les VIe et Ve siècles a.v.J.C) ;
17 novembre : Dominique Ursy, *Dernières monnaies d'or émises à Bordeaux : 20 et 40 francs* ;
15 décembre : Jean-Paul Casse, *Les demi-gros du Prince Noir. Première partie : approche générale*.

Groupe Jules-Delpit

Les réunions ont lieu le samedi à 17 h (10 h, en mai et juin).
26 janvier : Sandrine Lavaud, *Tours et détours des mesures médiévales du vin de Bordeaux* (cf. *supra*, p. 29-42) ;
23 février : Nathalie Legillon, *Restauration de peintures à Cadillac* (cf. *supra*, p. 157-161) ;

- 23 mars : Hélène Mousset, *Cartographie de Bordeaux, maisons à pans de bois, exemples au Moyen Âge et au XVI^e siècle* (cf. *supra*, p. 9-22) ;
- 27 avril : Jean-Pierre Méric, *Le discret patrimoine immobilier des comtes de Ségur-Cabanac (XVII^e-XIX^e siècle)* (cf. *supra*, p. 55-72) ;
- 5 mai : Philippe Araguas, *Un cas de composition urbaine « en miroir » : La Sauve Majeure* (cf. *supra*, p. 23-28) ;
- 22 juin : Claude Ribéra-Pervilé, *Architecture et enseignement au XIX^e siècle : l'exemple de l'Institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux* ;
- 26 octobre : J. F. Fournier, *Nouvelles recherches relatives au sculpteur Jean Mahay le Liégeois – 1647-1688* (cf. *supra*, p. 151-156) ;
- 23 novembre : Xavier Roborel de Climens, *De l'hôtel aristocratique à la maison de négociants : histoire d'une demeure du cours Victor-Hugo* (cf. *supra*, p. 89-104) ;
- 14 décembre : Marc Favreau, *Deux documents inédits intéressant la cuisine bordelaise au XVII^e siècle : des « marchés de pourvoirie » pour le duc d'Epéron* (cf. *supra*, p. 73-88).

51^e Cours public

Urbanismes d'Aquitaine : les dynamiques urbaines

- 6 février : Pierre Régaldou-Saint-Blancard, DRAC Aquitaine, *Bordeaux dans l'Antiquité : une ville autour d'un port* ;
- 13 février : Philippe Araguas, professeur à l'Université Michel-de-Montaigne-Bordeaux 3, *Urbanisme et polarités urbaines au Moyen Âge* ;
- 20 février : Michel Coste, historien, *Bastides et dynamique urbaine* ;
- 27 février : Vincent Lagardère, historien, *Le commerce fluvial à Mont-de-Marsan (XVII^e-XVIII^e siècles)* ;
- 6 mars : Olivier Ribeton, conservateur du musée basque de Bayonne, *Bayonne au XVIII^e siècle* ;
- 13 mars : Armelle Bonin-Kerdon, vice-présidente de la Société historique et archéologique d'Arcachon, *Arcachon. Un exemple d'architecture balnéaire*.

Visites et journée d'études

- 10 janvier, visite de l'Hôtel Morel, 9 rue Poquelin Molière ;
- 20 janvier, selon un programme proposé par M. Marty, *sortie en Cubzaguais* : le Château du Bouilh, Pair-non-Pair, carrière de pierre de Marcamps ;
- 16 février, sous la conduite de Franck Delorme, *Guillaume Gillet et l'Ecole de la Magistrature* ;
- 7-8 juin, dans le cadre du colloque universitaire consacré aux *clochers-tours gothiques tardifs*, Bordeaux, Baurech, Saint-Emilion ;
- 12 octobre, en relation avec la conférence de F. Delorme sur *Jaques d'Welles et l'architecture à Bordeaux dans les années 30*.

Défense du patrimoine

Hôtel de Cazeau, Collège Cheverus ;
Stade Chaban-Delmas ;
Bourse du Travail ;
Vivres de la Marine ;
Institution des Sourdes et Muettes.

Publications

Elles ont été nombreuses, variées et ont mobilisé les énergies ... et les finances de la Société :
Réédition de l'Ouvrage consacré à *La grotte de Pair-non-Pair* ;
Revue archéologique de Bordeaux, tome 102, année 2011 ;
Construire Bordeaux au XVIII^e siècle. Les frères Laclotte, architectes en société (1756-1793) ; L'ouvrage de Philippe Maffre est sorti en novembre. Il a donné lieu à de nombreuses présentations : conférences et recensions au cours des mois de novembre et décembre : à la SAB, chez Mollat, sur TVZ, à Bourg-sur-Gironde, à Blaye...

Collections et archives

Inventaire et classification des archives de la SAB, suivis par Hélène Avisseau.

Depuis fin 2011, 3260 œuvres ont été inventoriées par Marguerite Stahl, 1370 pour l'année 2013.

Numérisation

L'année 2013 a porté sur le traitement documentaire du fonds iconographique de la Société composé des albums Piganeau, Marionneau et Bordes. 1205 notices ont été réalisées concernant Piganeau, album Bordeaux 1, par Marguerite Stahl et Pascal Ricarrère.

Site internet

Le site internet se veut le reflet des activités de la Société et surtout de l'actualité. Il s'enrichit des documents photographiques de Sylvie Omets qui assure, par ailleurs, en collaboration avec Jean-Gabriel Puyraveau le suivi informatique des adhérents.

Assemblée générale

Elle s'est déroulée le dimanche 10 mars en présence de M. Ducassou, représentant M. le Maire de Bordeaux ; le rapport moral et le rapport financier ont été approuvés à l'unanimité. Ont été décorés de la médaille de la ville de Bordeaux : médaille d'argent, Mme M.-H. Maffre ; médailles de bronze, Mmes M. Stahl, A. Vatican, MM. J.-P. Bériac, C. Dubos. Ont reçu le diplôme de la Société : Mme G. Goussot ; MM. J. Brouste, M. Coste, J.-P. Gauthier, O. Ribeton et, au titre des associations, la Société archéologique et historique de Libourne. Le Professeur Coustet a ensuite prononcé une conférence sur *La maison Frugès, quartier Saint-Seurin à Bordeaux*.

Revue archéologique de Bordeaux, tome CIV, année 2013, p. 225-228

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu Procès-verbaux des séances de l'année 2013

Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

Mme Avisseau
MM. Bost, Casse, Comte, Debruge, Marchand, Migeon,
Odaert, Sénac, Ursy,

Composition du bureau pour l'année 2013

Président : M. Marchand
Vice-président : M. Debruge
Conseiller et trésorier : vacance
Secrétaire : vacance
Secrétaire adjoint : M. Casse

Séance du 23 janvier 2013

Présidence de M. Debruge, vice-président

Communication avec diaporama :

M. Ursy : « Un écu d'or au type spécial émis à Bordeaux sous Charles VIII »

Cette émission, pour Bordeaux (Duplessy 576) ne semble connue qu'à deux exemplaires dont celui présenté. Jean-Paul Casse fait remarquer que sur l'exemplaire présenté, en cœur du quadri-

lobe central de la croix fleurdelysée du revers, est un croissant, identique à celui du 3^e canton, mais horizontal. Cet exemplaire, inédit fait l'objet d'une notice dans le présent volume.

Présentation :

M. Casse

- Catalogue de l'exposition se tenant au musée des Arts décoratifs : « Au creux de la main. La médaille en France au XIX^e et au XX^e siècle ».

Séance du 17 février 2013

Présidence de M. Debruge, vice-président

Communication avec diaporama :

M. Debruge, « À propos du trésor de Barcus »

Le sujet, suscité par l'exposition en cours au musée d'Aquitaine « Au temps des Gaulois. L'Aquitaine avant César » touche les monnaies vasconnes, ibères et celtibériques. L'intervenant insiste sur la difficulté que présentent les différents alphabets ibères. Dans la discussion qui suit, Jean-Pierre Bost souligne que l'on possède peu de certitudes sur ces monnayages, et en brosse à grand traits la chronologie.

Un résumé est remis pour les archives du Cercle.

Séance du 17 mars 2013

Présidence de M. Debruge, vice-président

Communication avec diaporama :

M. Casse, « Une approche monétaire des comptes de la ville de Cadillac publiés pour les années 1457-1468 »

Après une présentation rapide du contexte : création, particularité et organisation de la municipalité cadillacaise, des comptes publiés, l'intervenant s'attarde sur les monnaies citées dans ces comptes. Le monnayage bordelais, et l'évolution de sa parité avec le tournois est abordé. Puis sont examinés plus en détails : le franc bordelais (monnaie purement comptable), l'ardit, l'écu à la couronne, le grand blanc, le tolosan, enfin rapidement le « denier de roi » c'est-à-dire le denier tournois, notamment au plan de leurs équivalences en monnaie bordelaise, dénominations, et identifications de ces espèces mentionnées par les dits comptes. Au final, l'orateur insiste sur l'intérêt monétaire que peut présenter ce type de document.

Le texte de la communication doit faire l'objet d'une publication sous forme d'article dans la *Revue archéologique de Bordeaux*, de 2013.

Présentation :

M. Ursy :

1. Écu à la couronne de Charles VII, 7e émission (1456), où il croît déceler dans la légende du droit une facétie des Bordelais : KAROLVS DEI GRACIA RRANCORVM REX (Charles par la grâce de Dieu roi des ranceurs) au lieu de KAROLVS DEI GRACIA FRANCORVM REX (Charles par la grâce de Dieu roi des Francs) ; qui s'expliquerait en réaction à la récente conquête de la Guyenne (1453). Jean-Paul Casse émet des doutes sur la réalité du remplacement du F par un R.

2. Un denier attribué à Guillaume X d'Aquitaine (1127-1137). Dans la discussion ainsi occasionnée, Jean-Paul Casse avance que le type de ce denier est immobilisé, et qu'il peut être de n'importe quel duc d'Aquitaine Guillaume de la dynastie poitevine, soit de Guillaume VIII, IX ou X, et que l'attribution du type dit « VICTORIA » à Guillaume IX est des plus fragile. Seuls les poids des exemplaires peuvent, sous réserve, fournir une chronologie relative.

Séance du 21 avril 2013

Présidence de M. Marchand, président

Communication avec diaporama :

M. Marchand : « Les monnaies de la révolte ionienne (499-493 avant Jésus-Christ). La série d'Abydos est complète ». Après l'évocation des étalons phocaïque, à 16,6 g, et milésiaque, à 14,2 g, des statères d'électrum, est présentée une série de monnaie des citées impliquées dans la révolte ionienne, en insistant sur les marques de revers variées. Les monnaies d'Abydos portent au droit une aigle, mais une pièce qui lui est attribuée pour la période de la révolte ionienne la présente avec la tête contournée. Au final, il y a beaucoup d'incertitude : ces monnaies sont-elles liées à la révolte ionienne ? Sont-elles d'Abydos ? Enfin s'agit-il d'une série ? La tendance actuelle serait de considérer que toutes les monnaies dites de la « révolte ionienne » n'auraient été émises, malgré leur diversité, que par une seule cité. Benoît Odaert remarque que certaines ont un style très archaïque (*circa* 550 avant Jésus-Christ) pour être « ioniennes ».

Aucun résumé n'est fourni.

Présentation :

1. M. Casse :

En complément de son intervention du mois précédent sont projetées des images d'hardis de Henri IV à VI, et une série de tolosans de Pons (1030-1060) au capétien Philippe IV (1285-1314) pour en montrer l'évolution.

2. M. Debruge :

En liaison avec la communication de Sylvain Marchand, fait circuler plusieurs monnaies de Milet.

Séance du 17 juin 2013

Présidence de M. Debruge, vice-président

Présentation avec diaporama :

M. Ursy : « Les *solidi* légers byzantins (538-685) ».

Sont présentés un *solidus* de Maurice Tibère de 23 siliques au lieu de 24, datant de 592-602 (Rateau 1008), un sou barbare du règne de Constantin II (Sear 943) daté de 646-647, et deux sous de Constantin II et Constantin IV portant des rayures au stylet, interprétées comme des marques de changeurs. Le *solidus* standard est de 24 siliques, soit un poids théorique de 4,55 g. Toutefois seuls cinq des cent vingt-neuf *solidi* du trésor

d'Apamée pèsent entre 4,51 g et 4,55 g, quant aux cent des règnes de Phocas à Constantin IV le poids moyen s'établit à 4,39 g ; le poids moyen des *solidi* du trésor de Nickertein, datés de 509-534, soit la même période, est de 4,37 g. Mais à côtés de ces *solidi* standards il s'en trouve de plus légers à 20, 21, 22 ou 23 siliques. Les *solidi* légers sont plus usés et se rencontrent moins fréquemment que les autres : 3 dans le trésor d'Apamée, 3 aussi dans celui de Nickertein et 2 (sur 751 *solidi*) dans celui de Bet Shinan. Ils se distinguent par une marque distinctive. Leur circulation était interdite dans l'empire. Ils étaient donc émis à destination des peuples extérieurs : Slaves, Avars, Germains de la vallée du Rhin jusqu'à la Frise, riverains du Tigre et de l'Euphrate. Les *solidi* de 18 siliques correspondent au schilling des germaniques. Le premier *solidi* léger a été frappé en 538 à Antioche, et valait 20 siliques. Constantinople, à partir de 545, et Ravenne en ont également émis.

Robert-André Sénac, fait remarquer que le poids de la livre romaine est bien connue, et s'établit à 326 g et quelque, et que des monnaies de 20 siliques ont circulées en Gaule dans les années 670-680, puisqu'elles correspondaient au denier d'argent.

Un résumé doit être fourni pour les archives du Cercle.

Présentation

M. Thierry (Audenge) : présente 6 monnaies trouvées à Audenge pour identification. Il y a là :

- un liard de Louis XIV au buste jeune de 1656 ou 1658 (le flan est un peu court au niveau de la date),
- un double tournois d'Henri III de 1579,
- un double tournois de la principauté des Dombes frappé à Trévoux,
- un denier tournois de Louis XIII de 1653 (? Le chiffre du millésime n'est pas très lisible),
- un denier du comté de la Marche du XIVe siècle, avec deux croissants et deux annelets,
- un denier au châtell du XVe siècle de Charles VI, VII ou VIII, ou Louis XI (son usure ne permet pas de lire le nom du souverain).

Séance du 20 octobre 2013

Présidence de M. Debruge, vice-président

Communication avec diaporama :

M. Odaert, « Les Portraits dans les monnaies de Syracuse – Première partie : les VIe et Ve siècles avant Jésus-Christ »

Selon la tradition Syracuse est fondée par des colons Corinthiens sur la presqu'île d'Ortygie où se situe une source d'eau douce, personnalisée par la nymphe Aréthuse protectrice

de la cité. Durant le Ve siècle avant le Christ (AC), la cité connaît plusieurs épisodes de tyrannie (Gélon, Hiéron...). La victoire d'Himère, en 480 AC, sur les Carthaginois, provoque l'hégémonie syracusaine sur la Sicile, puis celle de Cumes, en 474 AC, sur les Étrusques, l'étend sur la mer. Les monnaies étudiées retracent la transition, coïncidant avec ces événements, des périodes archaïque et classique de l'art grec. Les premières monnaies, vers 530 AC, sont la monnaie des Syracusains. À l'avers est un quadrigue victorieux, au revers une tête féminine interprétée comme celle d'Aréthuse, entourée de quatre dauphins. Ce type parlant est donc à la fois civique (monnaie des Syracusains), aristocratique (quadrigue) et divin (Aréthuse). La cité adopte un double système monétaire basé à la fois sur : la *litra* sicilienne (0,86 g) et la drachme attique (4,32 g). Le premier est caractérisé par un poulpe au revers, le second par la charrerie (quadrigue pour la tétradrachme, bige pour la didrachme, cavalier pour la drachme, et roue pour l'obole). De rares tétradrachmes sont frappées pour commémorer des circonstances particulières. Le traitement du portrait d'Aréthuse, de même que des chars reflète l'évolution de l'art grec, parallèlement à la sculpture la céramique, et la mode de la coiffure féminine. L'on passe d'une représentation stylisée, de profil, à une représentation humaine ou humanisée, de trois-quarts ou de face, avec une coiffure élaborée. Cette évolution de l'art monétaire dénote le passage du statique au dynamique, et de la divinité idéalisée à la femme divinisée. À partir de 430 AC, la monnaie syracusaine passe d'un statut simplement commercial pour devenir une œuvre d'art signée par des graveurs comme Kimon ou Évainète. Leurs créations influencent profondément le monnayage siculo-punique, ainsi que grec (Locride, Thessalie) tout au long du IVe s. AC.

Plusieurs monnaies, dont des faux, sont présentées en illustration de la communication. Un résumé est fourni pour les archives du Cercle.

Séance du 17 novembre 2013

Présidence de M. Debruge, vice-président

Communication avec diaporama :

M. Ursy, « Les dernières monnaies d'or de 20 et 40 F frappées à Bordeaux ».

L'atelier de Bordeaux ne reprit la frappe de l'or qu'en 1808 pour cesser définitivement en 1817. Leur taille est de 155 au kilogramme. Ce n'est qu'avec le louis ou pièce de 20 F que l'unité monétaire est abrégée pour la première fois par son initiale. La production de l'atelier de Bordeaux pour ces deux espèces est particulièrement basse. Quelques exemplaires, parmi les moins rares, sont présentés.

Un résumé est remis pour les archives du Cercle.

Séance du 15 décembre 2013

Présidence de M. Marchand, président

Communication avec diaporama :

M. Casse, « Le demi-gros du Prince Noir. Première partie : approche générale »

Sont rappelés les contextes historique et monétaire. Puis est abordé la question de la dénomination de cette espèce : blanc dans les textes essentiellement comptables de l'époque, demi-gros pour les collectionneurs. Le conférencier opte pour le premier terme. Il présente ensuite le blanc au sein du système guyennois, puis son type rapproché du guyennois d'or et surtout du gros *alias* double blanc et de l'esterlin. Au sujet de la titulature *Edwardus primo genitus regis Anglie* il signale le fait très peu connu de l'union perpétuelle de Bordeaux à la couronne anglaise prononcée par Édouard II en 1316, par

lettres-patentes, lesquelles n'autorisait le souverain anglais et duc d'Aquitaine à ne disposer de Bordeaux, et conséquemment de l'Aquitaine, qu'en faveur de son héritier ou premier-né. L'examen des différents éléments du blanc : buste du prince, position de sa main senestre, libellé des légendes, séparateurs, différents d'émission sont renvoyés à la deuxième partie.

Le texte fera, avec la seconde partie, l'objet d'une publication dans la *Revue archéologique de Bordeaux*, année 2014.

Présentations :

MM. Carmouze (Bordeaux) et Richet (Pessac) : font circuler 11 demi-gros ou blancs du Prince Noir, en lien avec la communication.

Le bureau du Cercle est renouvelé et entrera en fonction lors de la séance de janvier 2014.

Recommandations aux auteurs

Le résumé

Il est demandé aux auteurs de fournir un résumé de leur contribution. Il s'agit d'une présentation synthétique de la matière de l'article, qui **ne doit pas excéder 1000 signes**. Il sera édité dans la table des matières et diffusé en même temps qu'elle. En cas d'absence de ce document ou parce qu'il n'est pas jugé conforme, le comité directeur des publications le rédigera et le proposera à l'auteur. Une version en anglais est souhaitée mais non exigée.

Les figures

Elles seront **numérotées en une seule série continue**, qu'il s'agisse de photographies, de dessins, de diagrammes ou de tableaux.

Le texte comportera des **renvois précis** sous la forme « (fig. 1) ». La liste des figures avec leurs légendes constituera un document à part.

Toutes les illustrations doivent être libres de droits.

Sauf accord exceptionnel, **leur nombre maximal** pour un article de taille normale **est de douze**. **Aucune photocopie** ne sera admise, sauf cas exceptionnel.

Les **photographies numériques** et documents scannés doivent avoir une définition d'une **résolution suffisante**. Ils seront de préférence aux formats .eps ou .tif. Ils constitueront des fichiers informatiques indépendants : **en aucun cas ils ne seront intégrés dans le document texte**.

Le format fini de la revue est de 210 x 270 mm. Les pages sont justifiées sur 170 mm, avec deux colonnes de 80 mm. Les illustrations seront ramenées à ces dimensions. Il importe d'en tenir compte, notamment pour les épaisseurs de traits, les corps des légendes internes aux dessins ou la résolution des documents numériques.

Le comité directeur des publications peut être amené à **refuser des illustrations de mauvaise qualité**, à en demander de nouvelles ou à leur en substituer d'autres. De même des dessins ou des tableaux peuvent être repris ou adaptés à une configuration particulière. En ces cas, l'auteur sera consulté.

* *

Une **prémaquette des articles** sera fournie aux auteurs **pour relecture**. Les corrections doivent être mineures : ce n'est pas le lieu des repentirs qui modifieraient gravement le texte : dès lors qu'il a été reçu par la Société, il est considéré comme une version définitive.

Les auteurs doivent être membres de la Société : comme tels ils recevront 25 tirés à part. S'ils en désirent un plus grand nombre, ils doivent en faire impérativement la demande par écrit, au plus tard lors de la remise de la prémaquette corrigée ; le coût leur en sera indiqué et ultérieurement facturé.

Les textes

Sauf accord exceptionnel, ils **ne doivent pas dépasser 20 pages**, soit environ **60 000 signes** ; en cas de non respect, le comité directeur se réserve le droit de demander ou de proposer des coupures.

Ils seront fournis sous la double forme d'un tirage papier et d'un fichier informatique ; aucun dactylogramme, aucun manuscrit ne seront acceptés. Les essais de mise en page sont inutiles et peuvent même constituer une gêne : le texte doit être une saisie « au kilomètre ».

Le **style de caractères** normal est le romain. L'*italique* est réservé aux citations de textes anciens dans leur orthographe d'origine, aux mots et aux citations en latin ou en langue étrangère, aux titres d'ouvrages ou de revues. Le **gras** doit être limité à des effets exceptionnels. Le souligné, sauf cas particulier, est à prohiber. De même les mots en majuscules.

Les **titres intermédiaires** seront hiérarchisés par un système logique et clair de numérotation. Cette numérotation ne sera pas conservée dans la mise en page définitive : une hiérarchisation graphique la traduisant lui sera substituée. Aucun titre ne doit être saisi en majuscules.

Les **notes** sont consacrées à des références, à des justificatifs, éventuellement à des précisions ou à des nuances qui alourdiraient le texte. Elles ne doivent pas constituer de longs développements. Si nécessaire, il est toujours possible de fournir des annexes et d'y renvoyer.

La bibliographie

Toutes les références seront **données en notes** et non entre parenthèses dans le texte. Les références de type « op. cit. » sont à prohiber. Si la bibliographie est importante, il est recommandé de n'utiliser en notes que des **codes** (auteur et date, indication de la page concernée) et de rassembler en une annexe ces codes suivis des références bibliographiques ; cette annexe doit constituer un document à part du texte.

Les références doivent être complètes et rédigées selon les normes en vigueur :

- pour un ouvrage : Nom, Prénom. *Titre de l'ouvrage*. Lieu, éditeur, date.

- pour un article : Nom, Prénom. « Titre de l'article entre guillemets ». *Revue*, année, tomai son, paginations.

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages

- J.-P. TRABUT-CUSSAC,
Livre des hommages d'Aquitaine 9 €
Dr A. CHEYNIER, *Pair-Non-Pair* épuisé
J.-A. BRUTAILS, *Les vieilles églises de la Gironde* ... épuisé
A. NICOLAI, *Histoire des faïenceries de Bordeaux*
au XIXe siècle épuisé
J.-A. BRUTAILS, *Album* épuisé
Catalogue du Centenaire 10 €
Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes 8 €

Collection «Mémoires»

- 1 Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD (dir.), *Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde*, 1989 épuisé
- 2 André COFFYN, *Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)*, 1990 épuisé
- 3 Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, *L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, broché, réédition : 2003 39,50 €
- 4 Paul ROUDIÉ, *Bordeaux baroque*, 2003 15 €
- 5 Michel LENOIR (dir.), *La grotte de Pair-non-Pair*, 2006 30 €
- 6 Jean-Jacques MICHAUD, *Bordeaux, le vitrail civil, 1840-1940*, 2011 30 €
- 7 Philippe MAFFRE, *Construire Bordeaux au XVIIIe siècle : les frères Laclotte, architectes en société (1756-1793)*, 2013 39 €

Revue archéologique de Bordeaux

Les Sociétaires reçoivent le tome de la *Revue Archéologique de Bordeaux* correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 2015 : 35 €.
Pour les couples : 45 €.
Pour les étudiants : 25 €.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux :

La Banque Postale 306 80 S

Collection

«Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

- 1 Marie-France LACOUÉ-LABARTHE,
Meubles bordelais, meubles de port 8 €
- 2 Robert COUSTET, *Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux* 8 €
- 3 Christophe SIREIX (dir.), *Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux* épuisé
- 4 Michèle PEYRISSAC et Hélène GUENET,
Bordeaux, le lycée Montaigne épuisé
- 5 Hervé TOKPASSI, *L'hôtel Leberthon, chef d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux* épuisé
- 6 Michèle PEYRISSAC,
Le noviciat des Jésuites de Bordeaux 8 €
- 7 Robert COUSTET,
Lanessan, un château en Médoc 8 €
- 8 Claude MANDRAUT,
La faïencerie CAB (Céramique d'Art de Bordeaux), 1919-1947 épuisé

Cession de tomes isolés selon disponibilités

- Bulletins récents (depuis 1960) 28 €
Bulletins entre 1923 et 1960 11 €
Bulletins anciens (entre 1873 et 1923) 18,50 €
Tables 1924-1973 10 €
Tables 1974-2000 10 €

Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes,
1 place Bardineau, 33000 Bordeaux
Tél. : 07 86 40 43 26
www.societe-archeologique-bordeaux.fr

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 07 86 40 43 26
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour les années 2013 et 2014

Président d'honneur :	M. le professeur R. COUSTET
Président :	Mme M.-F. LACOUÉ-LABARTHE
Vice-présidents :	M. Ph. ARAGUAS M. J.-M. DEBRUGE
Secrétaire Général :	Mme N. PALARD
Secrétaires adjoints :	Mme S. OMETZ M. X. ROBOREL DE CLIMENS Mme M.-H. MAFFRE
Trésorier :	M. J. G. PUYRAVEAU
Bibliothécaire :	Mme H. AVISSEAU
Archiviste :	Mmes S. FARAVEL, M. STAHL, A. ZIÉGLÉ
Conseillers :	MM. P. BARDOU, J.-L. PIAT, P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD

Comité directeur des publications

P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD, X. ROBOREL DE CLIMENS

Comité de lecture

Philippe ARAGUAS, Hélène AVISSEAU, Robert COUSTET, Sylvie FARAVEL,
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, Michel LENOIR, Marie-Hélène MAFFRE, Philippe MAFFRE,
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD, Xavier ROBOREL DE CLIMENS,
Marc SABOYA, Anne ZIÉGLÉ.

Version anglaise des résumés

Sophie ROBOREL DE CLIMENS



Maquette et composition :
Concept 99

Impression :
Imprimerie de la Roque

Dépôt légal : mars 2015.

Hélène MOUSSET

*Cartographier Bordeaux : le projet SIGArH
et l'exemple des maisons à pan de bois de la vallée du Peugue* 9-22

Philippe ARAGUAS

L'organisation du paysage urbain médiéval : l'exemple de La Sauve Majeure 23-28

Sandrine LAVAUD

Futailles et mesures du vin de Bordeaux au Moyen Age 29-42

Jean-Paul CASSE

*Une approche monétaire des comptes de la ville de Cadillac
publiés pour les années 1457-1468* 43-53

Jean-Pierre MÉRIC

*Maisons de ville et de campagne : le discret patrimoine immobilier girondin
des comtes de Ségur-Cabanac (1546-1888)* 55-72

Marc FAVREAU

*La cuisine au menu des ducs d'Epéron au XVIIe siècle :
deux marchés de « pourvoierie »* 73-88

Xavier ROBOREL DE CLIMENS

*De l'hôtel parlementaire à la maison de négociant :
histoire d'une demeure du cours Victor-Hugo* 89-104

Nicole PALARD

Vie et destin des fontaines Tourny 105-118

Claude MANDRAUT

Les arts décoratifs à Bordeaux au début du XXe siècle : vellétés et quiproquos .. 119-142

Notes et documents

Dominique URSY

L'écu d'or au type spécial émis à Bordeaux sous Charles VIII 145-150

Jean-François FOURNIER

Nouvelles recherches relatives au sculpteur Jean Mahay, dit le Liégeois 151-156

Nathalie LEGILLON

*Château de Cadillac : restauration du soffite de la croisée
du cabinet des moresques* 157-161

L'archéologie girondine en 2012 163-221

Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2013 223-224

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu :

Procès-verbaux des séances de l'année 2013 225-228